

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1924.

Projet de loi

régulant à titre définitif le statut des cantons d'Eupen,
de Malmédy et de Saint-Vith.

EXPOSÉ DES MOTIFS (1).

MESSIEURS,

Le projet a pour but de rendre désormais applicable, dans les territoires rattachés à la Belgique par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles, l'ensemble de la législation belge, d'y abroger en principe les dispositions de la législation allemande qui y sont encore en vigueur, en un mot, de mettre fin au régime gouvernemental transitoire et exceptionnel créé par la loi du 15 septembre 1919.

Quoique l'œuvre d'assimilation des territoires d'Eupen-Malmédy à la Belgique puisse être aujourd'hui considérée comme réalisée dans toute la mesure du possible, la substitution de la législation belge et de toute notre organisation politique, administrative et judiciaire aux législations et organisations locales ne pourrait s'opérer purement et simplement; elle soulève un certain nombre de problèmes dont les textes ci-dessous proposent la solution.

Sans doute, les raisons qui ont justifié la loi du 15 septembre 1919 ont-elles, dans leur ensemble, cessé de valoir aujourd'hui: la consultation populaire, prévue par l'article 34 du Traité de Versailles, a eu lieu et le transfert de souveraineté à la Belgique est depuis le 20 septembre 1920 consacré définitivement; le délai accordé, par l'article 37 du même Traité pour l'exercice du droit d'option de certains anciens ressortissants allemands, est expiré; enfin, par de nombreux décrets et arrêtés, diverses dispositions législatives et réglementaires belges (2) ont

(1) Le présent projet de loi ainsi que l'Exposé des motifs qui le précède, ont été élaborés pour ainsi dire entièrement par un Comité juridique que le Lieutenant-Général Baron Baltia, Haut commissaire du Roi, Gouverneur d'Eupen-Malmédy, d'accord avec mon honorable prédécesseur, M. le vicomte Paul Berruyer, avait chargé du soin de faire un avant-projet.

Ce Comité était composé de MM. Schicks, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Louvain; Beco, Procureur du Roi à Verviers; Coomans, avocat à Verviers; Hayaot de Ternicourt, Substitut du Procureur Général à Bruxelles; Minetti, Conseiller pour la Justice; Schnorrenberg, Commissaire d'arrondissement; Ubach, Juge de bailliage à Malmédy; De Nys, Juge de bailliage à Eupen; Schmit, Substitut du Procureur du Roi à Verviers; Tronet, Notaire à Eupen; Muylle, Notaire à Malmédy; Van Werveke, Secrétaire-Général, Président du Comité; Steinbach, Secrétaire du Comité.

Le Gouvernement se doit de rendre hommage au travail remarquable de ce comité: ainsi, toute la partie juridique du projet de loi (articles 11 à 94) et toute la partie de l'Exposé des motifs qui y est relative ont-ils été textuellement empruntés au travail du comité.

(2) Notamment le Code pénal et la plupart des lois et règlements pénaux particuliers, les dispositions de procédure pénale, la législation sur les actes d'état civil, sur les sociétés commerciales, sur les séquestres, sur les accidents du travail, sur les chemins de fer, la

été mises en vigueur, mais avec les tempéraments que commandaient les droits acquis par les ressortissants ou les nécessités locales.

Ce sont ces mesures transitoires qu'il convient, en premier lieu, de n'abroger qu'avec discernement.

La substitution de la législation belge à la loi locale dans certaines matières qui n'ont pas été réglées jusqu'ici par des décrets spéciaux, — le Code civil, le Code de commerce, par exemple, — nécessite aussi, à raison des différences parfois fondamentales du droit belge et du droit allemand, la promulgation de mesures transitoires de nature à sauvegarder, non seulement les droits acquis, mais divers intérêts hautement légitimes.

En troisième lieu, le maintien de certaines dispositions légales locales apparaît actuellement comme absolument nécessaire, soit en raison de l'importance des organisations auxquelles elles ont donné naissance (par exemple, le régime des assurances sociales), soit en raison des modifications que la législation belge semble devoir elle-même recevoir à brève échéance (tarifs téléphoniques, etc.)...

Enfin, il importe que certaines questions étrangères au droit belge actuel reçoivent du pouvoir législatif une solution définitive; tels sont le statut administratif et judiciaire des territoires recouverts, la convention de délimitation de la frontière franco-allemande, l'emploi de la langue allemande dans divers domaines, certaines dispositions légales résultant de l'échange des monnaies, etc...

La constante préoccupation du Haut Commissaire du Roi, Gouverneur, de réaliser déjà au cours de son administration, l'assimilation au point de vue légal des territoires recouverts aux territoires anciens de la Belgique permet au Gouvernement de soumettre à la législature un projet qui, dans sa majeure partie, ne sera que la consécration ou la suite logique des dispositions déjà prises aujourd'hui dans les territoires recouverts. La transition d'un régime à l'autre se fera ainsi sans heurt et, il est permis de l'espérer, sans préjudice pour quiconque.

Avant d'examiner par le détail chacune des dispositions ci-après, il importe de rappeler le principe qui les domine, savoir : le respect des droits acquis.

Nul ne songera à contester que si différentes que puissent être deux législations encore le passage de l'une à l'autre ne peut-il s'effectuer qu'en respectant les droits acquis sous l'empire du régime abrogé.

C'est la pensée qui inspira les auteurs de notre Code civil lorsqu'ils rappelèrent que la loi ne dispose que pour l'avenir et n'a point d'effet rétroactif (art. 2).

Aucun texte légal n'est d'ailleurs nécessaire pour consacrer ce principe d'équité et de justice; la jurisprudence aura à coup sûr à en faire en l'espèce de nombreuses applications.

Mais si l'entente est aisée sur le principe, que de divergences d'opinion sur les éléments intrinsèques de ces termes « droits acquis ».

Il ne semble pas cependant opportun d'inviter le législateur à donner une définition du droit acquis. Sans doute peut-on affirmer qu'une simple expectative ne peut jamais constituer un droit acquis; que, par contre, un droit conditionnel peut être un droit acquis tout aussi bien qu'un droit à terme; que, d'une manière générale, le droit acquis est, soit un droit personnel qui fixe l'état d'une personne, soit un droit patrimonial entré dans le patrimoine d'une personne et ne pouvant

plus en être soustrait par la seule volonté d'un ayant cause ou d'un tiers. De même, il va de soi que malgré l'introduction de la législation belge, les actes antérieurs accomplis valablement — c'est-à-dire conformément à la législation en vigueur à leur époque — conservent leurs pleins et entiers effets (exemples : effets des contrats, décisions judiciaires, levées de séquestres, nominations à des fonctions publiques, etc.).

Pour le surplus, la jurisprudence aura à se prononcer sur la portée exacte qu'il convient, dans chaque matière de droit particulier, de donner au principe général du respect des droits acquis. Si néanmoins il se rencontre dans le projet ci-dessous quelques dispositions à cet égard, c'est qu'il a paru, d'une part, que dans certains cas l'intérêt général demandait qu'il fût dérogé au principe énoncé à l'article 2 de notre Code civil et, qu'au contraire, parfois l'ordre public commandait que ce principe reçût de notre jurisprudence, sans contestation doctrinale possible, une interprétation précise et uniforme dans tout le pays.

Il faut ajouter encore que les dispositions qui suivent appartiennent à trois ordres différents. Les premières ont un caractère définitif ; d'autres, destinées à régler les difficultés soulevées par la substitution d'une législation à l'autre, ne cesseront d'être appliquées que lorsque les conflits qu'elles doivent résoudre seront éteints, soit en fait, soit en vertu des règles générales de la prescription ou des délais spéciaux impartis par la loi elle-même ; enfin, les dernières ne cesseront d'être en vigueur qu'en vertu d'une disposition abrogatoire expresse.

PREMIÈRE PARTIE.

Limites d'État. — Divisions administratives et judiciaires. —

Organisation judiciaire.

Art. 3. — Il peut paraître superflu, à première vue, de déterminer par une disposition législative nouvelle les limites entre la Belgique et le Reich allemand ; la loi du 15 septembre 1919 a, en effet, ratifié le traité de Versailles dont l'article 35 donne à une commission internationale tout pouvoir pour fixer la ligne frontière belgo-allemande.

Cependant l'esprit, sinon le texte, de l'article 68 de la Constitution commande que les adjonctions et cessions de territoires faites postérieurement au traité de Versailles — conformément à l'article 35 précité — ne seront point ignorées du législateur belge. C'est dans le même esprit que, lors de la loi du 5 avril 1887, à l'occasion d'un arrangement international (franco-belge et belgo-luxembourgeois) relatif à des servitudes frontières, le législateur belge a ordonné l'insertion au *Moniteur* des procès-verbaux descriptifs de frontière même antérieurs à l'année 1830. En l'espèce, le respect de cette règle paraît d'autant plus s'imposer qu'en déterminant la ligne frontière belgo-allemande, la commission internationale de délimitation de cette frontière a été amenée à stipuler des conditions spéciales auxquelles était subordonnée la cession à la Belgique de la ligne de chemin de fer Ræren-Kalterherberg et à établir certaines servitudes frontières

comme à fixer pour cette région diverses règles particulières dérogeant aux lois belges sur la compétence des tribunaux, tant en matière pénale que civile, sur les tarifs des chemins de fer, etc. (1)

L'annexion des anciens cercles d'Eupen et de Malmédy a nécessairement modifié la frontière belgo-grand-ducale; il a été procédé entre les deux pays à une délimitation nouvelle de la frontière, opération dont les procès-verbaux descriptifs ont donné lieu au protocole du 11 janvier 1922.

ART. 4. — La jurisprudence admet que si une commune ne peut exister qu'en vertu d'une loi, les limites des communes ne doivent pas, en principe, être déterminées par le législateur (Cass. 31 déc. 1849; *Pas.* 1850, I, 156) et l'on conçoit d'ailleurs les inconvénients que, dans un cas comme celui de l'espèce, semblable obligation entraînerait. Il a paru dès lors suffisant d'inviter le législateur à reprendre la nomenclature des communes des territoires d'Eupen-Malmédy, telle qu'elle fut établie par le Haut Commissaire du Roi dès le 30 octobre 1921. Le tableau ci-annexé indique, en outre, les différentes sections existant dans chaque commune ainsi que leur superficie approximative.

ART. 5. — Les territoires d'Eupen-Malmédy sont, suivant le projet, divisés en trois cantons judiciaires dont les ressorts coïncident, dans leur ensemble, avec ceux des anciens tribunaux de bailliage d'Eupen-Malmédy et St.-Vith. Ces cantons auront une étendue assez considérable (2), mais l'expérience a démontré que trois tribunaux du premier degré suffisaient à y assurer une bonne administration de la justice.

ART. 6. — Il a paru nécessaire de substituer, par une disposition légale, aux tribunaux de bailliage de l'ancien régime, les justices de paix; par voie de conséquence, les juges de bailliage en fonction (le siège du tribunal de Saint-Vith est vacant et le service est assuré par le juge de Malmédy) deviendront juges de paix de leurs cantons respectifs. S'inspirant de la disposition de la loi budgétaire du Département de la Justice du 27 juin 1922, les auteurs du projet ont appliqué aux magistrats le texte de cette loi qui sauvegardait les droits acquis des Ministres des Cultes des territoires d'Eupen-Malmédy.

ART. 7 ET 8. — Suivant le projet, les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith sont incorporés dans l'arrondissement de Verviers et font, dès lors, partie de la province de Liège. Le rattachement des trois cantons à un arrondissement judiciaire et administratif unique répond aux vœux des populations intéressées. Il offre, en outre, des avantages pratiques particulièrement sérieux. Le grand nombre de ressortissants parlant uniquement la langue allemande rendra actuellement nécessaire en matière répressive, comme le prévoit d'ailleurs le projet (III^e partie, lettre A), la constitution d'une chambre du Tribunal de

(1) Voir notamment les dispositions 1, 5^o et 7^o et IV de l'acte d'Aix-la Chapelle du 6 novembre 1922.

(2) Celui de d'Eupen environ 17,593 hectares, celui de Malmédy 36,414 et celui de St-Vith 44,415.

première instance devant laquelle il pourra être fait usage de la langue allemande. Le rattachement des trois cantons à un seul et même arrondissement permet de ne devoir recourir à cette mesure qu'au sein d'un seul tribunal, celui de Verviers.

Des raisons historiques auraient pu faire rattacher le canton de Saint-Vith à la province de Luxembourg, mais la distance entre la ville de Marche et les communes du canton de Saint-Vith est beaucoup plus considérable que celle qui sépare ces communes de la ville de Verviers; les moyens de communication sont plus nombreux et plus aisés.

Enfin une pratique de quatre années a permis aux magistrats du tribunal de première instance de Verviers de se mettre au courant de la législation locale; il est, dès lors, naturel que ce soient les mêmes magistrats qui aient à résoudre les nombreux problèmes que la substitution de la législation belge à cette législation ne manquera pas de soulever. Il paraît donc préférable à tous égards de maintenir au tribunal de première instance de Verviers sa juridiction actuelle.

Afin de parer aux nombreuses difficultés que soulèvera encore la substitution aux institutions allemandes des institutions publiques et administratives belges, il a paru utile de prévoir la nomination temporaire, dans les cantons de Malmédy, d'Eupen et Saint-Vith, d'un ou de plusieurs délégués du Gouvernement destinés à aider le commissaire d'arrondissement compétent dans sa tâche.

Les fonctionnaires communaux devront être mis au courant des dispositions nouvelles d'administration générale et provinciale et notamment de la tâche que la présente loi leur assigne pendant la période transitoire qu'elle prévoit. Ce ou ces délégués seront, au milieu des difficultés, les guides et les conseillers des autorités locales. Lorsque celles-ci auront de toutes nos institutions une connaissance suffisante, le rôle du ou des délégués des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith sera terminé.

L'adjonction des trois cantons d'Eupen (25,007 hab.), Malmédy (18,515 hab.) et Saint-Vith (16,691 hab.) augmente la population de l'arrondissement de Verviers de 60,213 habitants. Au total, cet arrondissement, sur la base du recensement décennal de 1920, comptera désormais 233,044 habitants. Un projet de loi spécial sera déposé, en vertu duquel le nombre des représentants à élire par cet arrondissement — qui élit aujourd'hui cinq représentants — sera augmenté d'une unité. Ce même projet fixera le nombre des conseillers provinciaux à élire par les cantons nouvellement rattachés au territoire de la province de Liège.

ART. 10. — Les « Auktionatoren » sont, en droit allemand, des officiers ministériels qui peuvent procéder à des ventes publiques mobilières, droit qui n'appartient en Belgique qu'aux notaires, aux huissiers et à titre personnel aux greffiers qui étaient en fonction avant le 17 mai 1884; ils ont, en outre, qualité pour passer certains contrats de location d'immeubles, qualité qui devient sans objet à raison de l'introduction du Code civil belge.

Le projet s'inspirant du principe du maintien des situations acquises, accorde aux « Auktionatoren » qui ont été maintenus en fonction par le Haut Commissaire du Roi (arrêté du 26 juillet 1923, *J. O.*, 11 août 1923) le droit de procéder aux ventes publiques d'objets mobiliers dans leurs cantons respectifs.

Il va de soi que ces « Auktionatoren » devront y procéder conformément à la loi belge et tenir les répertoires et ne réclamer que les honoraires fixés par cette loi.

Le projet les assimile à cet égard aux huissiers et leur impose, en outre, les mêmes obligations qu'à ceux-ci, les soumet au même contrôle disciplinaire, exception faite de la juridiction de la Chambre de discipline des huissiers.

DEUXIÈME PARTIE.

Dispositions relatives à l'introduction des lois civiles et commerciales.

A) CODE CIVIL.

Observations générales.

L'introduction du Code civil belge dans les territoires d'Eupen-Malmédy se fera nécessairement, ainsi qu'il l'a été rappelé dans l'exposé général qui précède, sous l'empire des principes qui régissent, dans tous les pays, l'effet des changements que le législateur apporte à la législation existante.

Il n'en sera autrement qu'autant que la loi d'introduction aura dérogé à ces principes.

D'une manière générale, le principe de la non rétroactivité des lois suffira pour éviter, dans l'application de la loi nouvelle, toute conséquence injuste ou dommageable, et la loi ne doit intervenir qu'exceptionnellement par voie de dispositions transitoires.

La question de savoir s'il y a droit acquis, auquel le changement de législation ne peut porter préjudice, dépendra, s'il s'agit d'un droit contractuel, de la date des actes et contrats. Le projet exclut l'article 1328 du Code civil. Cette exclusion est conforme aux principes; la détermination des modes de preuve admissibles dépend de la loi en vigueur au temps où le fait juridique a été accompli et la loi allemande est, sous ce rapport, plus large que la loi belge. Mais la preuve par témoins et, par voie de conséquence, la preuve par présomptions ne pourront, en principe, être admises si l'acte lui-même porte une date postérieure à l'introduction de la législation nouvelle; elles ne seront admissibles, dans ce cas, que dans la limite où la loi belge les admet (art. 11).

Par mesure transitoire, le projet maintient plusieurs dispositions du Code allemand à l'application desquelles concourt le tribunal des tutelles ou le tribunal de succession. Dans le cas où les dispositions maintenues prévoient l'intervention de ces tribunaux, leurs pouvoirs devront être exercés par le juge de paix (art. 3).

Certaines matières régies par le Code allemand forment en Belgique l'objet de lois spéciales. C'est ainsi que les associations sans but lucratif ont fait en Belgique l'objet de la loi du 27 juin 1921. Le Code civil allemand, au contraire, règle cette matière sous les §§ 21 et suivants. Cette matière a fait l'objet d'un décret en date du 15 août 1922.

Il y a lieu de noter également que les auteurs du projet ont cru préférable de substituer aux termes « loi allemande » les mots « loi locale », les termes embrassant la législation allemande avec les modifications que cette législation a,

jusqu'au jour de la mise en vigueur de la présente loi, reçues dans les territoires rattachés à la Belgique en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles.

La dénomination « Code allemand ou loi allemande » n'a été maintenue que lorsqu'il s'agissait d'une loi précise ou d'un code déterminé d'ailleurs non modifiés par le Haut Commissaire du Roi, Gouverneur.

Dispositions spéciales.

CHAPITRE PREMIER.

DES PERSONNES.

Des absents. — La déclaration d'absence (Code civil, art. 115 et suiv.) est remplacé dans la loi locale par la déclaration de décès ayant des effets plus énergiques que ceux que la loi belge attache à l'absence (§§ 13 et suiv.).

A raison de l'insuffisance de la législation belge en cette matière, le projet, non seulement maintient les effets de la déclaration prononcée antérieurement, mais dispose que les instances en déclaration de décès continuées au moment de la mise en vigueur de la loi belge suivront leur cours et que le jugement produira ses effets suivant la loi locale (art. 13).

De la parenté et de l'alliance. — La notion de la parenté légitime est la même en droit local (§ 1589) et en droit belge.

Mais le Code civil allemand a tranché dans le sens du maintien de l'alliance la question de savoir si l'alliance subsiste après la dissolution du mariage qui la produisait (§ 1590).

Le droit belge est, en cette matière, dominé par la règle traditionnelle du droit français : « Morte ma fille, mort mon gendre », mais la portée de cette règle est, dans la doctrine, l'objet de nombreuses controverses.

Pas plus que la parenté, l'alliance n'est un état, elle est l'effet et l'attribut d'un état, et les attributs d'un état peuvent être étendus, modifiés ou restreints. Le projet laisse l'alliance sous l'empire des principes ordinaires du droit.

Du mariage. — D'après le droit local, à l'instar de ce que décide le droit belge, les fiançailles ne confèrent pas une action pour réclamer le mariage. Mais le Code civil allemand règle la réparation du dommage pouvant résulter d'une rupture sans cause grave ou de la faute d'un des fiancés provoquant la rupture de l'autre (§§ 1297 et suiv.). La loi belge ne contient point de texte sur cette matière; la jurisprudence applique le principe de l'article 1382. La règle consacrée par l'article 2 du Code civil suffit pour que ces délits, ou quasi délits, soient jugés d'après la loi locale, s'ils ont été commis sous l'empire de celle-ci.

Il va de soi que les mariages valablement conclus sous l'empire de la loi locale doivent être maintenus. C'est aussi, en principe, à la loi en vigueur au moment où le mariage a été contracté qu'il faut se référer pour déterminer les causes de nullité ou d'annulation du mariage et leurs effets (§§ 1323 et suiv.). Néanmoins, le principe ne pouvait être appliqué sans restriction. Il n'a pas paru opportun que nos tribunaux dussent admettre une cause de nullité que la loi belge ne connaissait pas. Le mariage conclu sous l'empire de la loi locale ne pourra être

attaqué que pour les causes indiquées par cette loi, mais le tribunal n'admettra la cause alléguée que si elle est prévue en même temps par la loi belge (art. 14).

Il y aura lieu de maintenir les effets d'un mariage contracté à la suite d'une déclaration de décès et la dissolution du premier mariage par l'effet de la conclusion du second; c'est une conséquence de la règle énoncée plus haut.

Si la loi nouvelle ne doit point enlever un état acquis, elle peut modifier les attributs de cet état. Ainsi la puissance maritale (§ 1353) sera régie par la loi belge, même pour les époux mariés sous la loi locale; elle ne sera, bien entendu, régie par la loi belge que pour l'avenir, sans que le changement de législation puisse préjudicier à l'effet des actes que la femme aura faits valablement sous la loi ancienne, spécialement dans la sphère de son action domestique (§ 1357). Au surplus, la différence est dans les textes plus que dans les faits; le droit pour la femme de diriger le ménage commun existe également chez nous.

L'application de la loi belge à la puissance maritale supprime nécessairement l'intervention du tribunal des tutelles dans les rapports entre les époux (§§ 1357 et 1358).

L'obligation alimentaire entre époux (§ 1360) sera également régie par la loi belge. Le principe est le même qu'en droit civil allemand; « les époux se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance » (C. civ., article 212). On n'appliquera plus l'article 1361 réglementant la situation des époux vivant séparés, de fait sans qu'il y ait eu divorce ou séparation du corps prononcée, et les effets de la séparation volontaire. Mais nous croyons bien que les tribunaux belges admettront l'effet du devoir alimentaire par la prestation d'une pension entre époux, lorsqu'il est établi que le mari a abandonné sa femme.

La présomption de propriété établie par le § 1362 doit disparaître avec l'abrogation du texte qui l'établit. Cette présomption ne donne pas un droit acquis sur les biens. Mais la solution pratique sera souvent la même par application de la règle de l'article 2279 du Code civil. Cette matière se rattache en même temps au régime matrimonial des époux quant aux biens; en cas de communauté, la présomption existera au profit de la communauté et non du mari.

Les procès en ces matières seront peu nombreux et l'intervention des tribunaux suffira pour résoudre les conflits.

La loi locale, sous la restriction établie ci-dessus, continuera à régir non seulement les causes de nullité, mais les conséquences de la nullité prononcée, spécialement les effets du mariage putatif (§§ 1699 et suiv.). Ces effets sont réglés en droit civil allemand d'une manière plus complète que par les articles 201 et 202 du Code civil belge. Toutefois le mariage putatif ne doit pas produire plus d'effet qu'un mariage valable. De même qu'à l'égard des enfants issus d'un mariage valable (*infra*), la puissance paternelle sur les enfants issus d'un mariage putatif sera, après la mise en vigueur de la loi belge, régie par les dispositions de cette dernière loi. S'agissant d'un mariage dont la nullité aurait été prononcée antérieurement, le projet maintient les mesures prises, pour le soin de la personne des enfants, conformément à la loi locale (§ 1700). Si le mariage est dissous sous l'empire de la loi belge, le tribunal ne sera plus lié par les dispositions de la loi locale (art. 14).

De l'obligation alimentaire. — L'étendue de l'obligation alimentaire est réglée

par le Code allemand avec beaucoup de détails (§§ 1601 et suiv.). Le Code belge, très laconique en cette matière, laisse à la jurisprudence le soin de déduire de quelques principes généraux les conséquences qu'ils comportent. Il y a entre les deux régimes des différences très importantes : le Code allemand écarte l'obligation alimentaire entre frères et sœurs et entre alliés (§ 1601), il règle le concours entre créanciers alimentaires (§ 1609), il réduit à l'entretien rigoureusement indispensable celui qui est tombé dans l'indigence par sa faute (§ 1611), etc.

Les actions en exécution de l'obligation alimentaire, intentées postérieurement à la mise en vigueur de la loi belge, seront jugées d'après les dispositions de cette loi, mais le projet maintient l'effet des pactes et jugements antérieurs et dont l'objet a été de régler l'exécution de l'obligation entre le créancier et le débiteur (art. 15).

Le Code allemand consacre en même temps l'obligation pour les enfants, tant qu'ils demeurent dans la maison paternelle et sont élevés et entretenus par les père et mère, d'aider ceux-ci dans leur ménage et leurs affaires. Ces dispositions présument que, quand l'enfant contribue de ses deniers propres aux dépenses du ménage commun ou quand il abandonne à ses père et mère la jouissance et l'administration de ses biens, il agit dans l'intention de se faire rembourser (§§ 1617 et suiv.).

Le Code civil belge proclame, d'une manière générale, que l'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement (art. 204). Le Code allemand distingue le trousseau et la dotation. Le « trousseau » est l'ensemble des objets mobiliers nécessaires pour organiser le ménage de la fille qui se marie; la « dotation » est le capital donné à un fils ou à une fille qui se marie, pour lui permettre de se créer une situation ou de contribuer aux charges du ménage (§§ 1620 et suiv.).

Après l'abrogation du Code allemand, les rapports juridiques prévus par les §§ 1616 à 1625, seront régis par la loi belge, mais seulement pour l'avenir. Ces dispositions continueront à régir le passé. C'est ainsi que les présomptions d'intention établies par les §§ 1618 et 1619 continueront à s'appliquer aux dépenses faites par l'enfant ou à l'abandon qu'il aura consenti de ses biens à l'administration de ses père ou mère. La présomption doit subsister, sinon peut-être rigoureusement d'après les principes, du moins en bonne législation, jusqu'au retrait ou la cessation de l'administration (article 15). L'obligation de fournir le trousseau dépendra de la loi en vigueur au moment du mariage; mais la dotation est un acte volontaire (§ 1624), elle est régie par la loi en vigueur au jour où elle a lieu.

Du divorce et de la séparation de corps. — Les divorces prononcés continuent à produire leurs effets, quelle que soit la cause qui les a fait admettre. Le législateur doit respecter les actes valablement accomplis dans le passé, lors même qu'il ne les approuverait pas; tel sera le cas de divorce pour démence. En ce qui concerne les mariages non dissous par le divorce, les causes de celui-ci seront déterminées par la loi belge; même mariés sous un régime qui admet le divorce et en définit les causes, ces époux n'ont pas un droit acquis au divorce. C'est un principe doctrinal qui n'a pas besoin d'être formulé.

La séparation de corps, légalement prononcée, sera également maintenue.

Le § 1576, qui autorise la demande en divorce après qu'il a été statué sur la cessation de la vie commune, ne fixe point un délai pendant lequel cette demande ne pourrait être formée, tandis que l'article 310, Code civil belge, n'autorise la demande qu'après un délai de trois ans. Ce même article n'autorise la demande de conversion qu'au profit de l'époux qui était originairement défendeur, et quand la séparation a été prononcée pour toute autre cause que l'adultère de la femme. En matière de mariage, tout étant d'ordre public, ce serait la loi belge qu'il faudrait appliquer. Néanmoins, s'agissant de la suite d'un jugement de séparation prononcé d'après la loi locale, il convient que la conversion se fasse d'après le droit local.

Le projet maintient également les effets du jugement de divorce ou de séparation de corps quant au nom de la femme, quant à l'obligation alimentaire, quant à la révocation des donations, etc. (§§ 1577 et suivants) (art. 16).

De la présomption de descendance légitime et de la recherche de la paternité ou de la maternité naturelles. — Les règles établies par les §§ 1591 et suivants du Code allemand diffèrent de celles de la loi belge. L'article 312 établit une présomption de paternité plus forte que celle du droit local (§ 1591). La période légale de la conception n'est pas la même (§ 1592, C. civ. allemand; art. 312, 313, C. civ.), ni le délai dans lequel la contestation de légitimité doit avoir lieu (§ 1594, C. allemand; article 316, 317, C. civ.). Le représentant légal de l'incapable peut contester la légitimité de l'enfant avec l'autorisation du tribunal des tutelles (§ 1595). Le Code allemand prévoit le cas où une femme, qui s'est mariée après la dissolution d'un premier mariage, met au monde un enfant qui peut être, d'après les §§ 1591 à 1599, l'enfant du premier mari aussi bien que celui du second (§ 1600). Il y a une différence aussi quant à la procédure (§§ 1596, 1597, Code allemand; article 318, C. civ.).

Conformément au principe que la preuve des faits se détermine par la loi du temps où ils ont été accomplis, la preuve de la filiation d'un enfant légitime, né sous le droit allemand, reste soumise aux principes de ce droit, sauf quant à la capacité requise pour intenter l'action et quant au mode d'exercice de celle-ci (art. 17).

Si, en règle générale, la preuve des faits juridiques est déterminée par la loi sous l'empire desquels ils se sont accomplis, l'application de la loi nouvelle peut être imposée par les considérations d'ordre public sur lesquelles elle s'appuie. C'est ainsi que, après l'introduction de la loi belge, la recherche de la paternité et de la maternité naturelles (art. 340a et 341a), ne pourront avoir lieu que d'après les principes de cette loi.

De la situation juridique des enfants naturels. — Le Code allemand, hors le cas d'adoption ou de légitimation, n'admet pas l'existence d'une parenté légale entre l'enfant illégitime et son père (§ 1589).

Au contraire, vis-à-vis de la mère, l'enfant naturel est traité comme enfant légitime (§ 1705). C'est plus un attribut de l'état d'enfant naturel de la mère que le Code semble avoir voulu conférer à cet enfant, que l'état même d'enfant légitime. Mais les considérations d'équité suffisent pour maintenir à l'enfant naturel déjà né la situation privilégiée que la loi locale lui assurait au regard de sa mère, à la condition toutefois qu'il se trouvât, au moment de la mise en vigueur de la

loi belge, effectivement dans la position de l'enfant légitime. Après l'abrogation de la loi locale, la reconnaissance de l'enfant ou la recherche de la maternité naturelle ne pourront plus produire que les effets qui y sont attachés par la loi belge.

Il est assez singulier que la loi locale ne donne pas à la mère naturelle la puissance paternelle (§ 1707). Cette disposition cadre peut-être avec l'esprit général qui domine en droit local l'organisation de la tutelle et de la puissance paternelle, mais, transportée en droit belge, la règle du droit local aurait dû donner à la mère la pleine possession de la puissance paternelle, avec ses devoirs et ses droits. Il a paru qu'il n'y avait pas lieu d'attacher à cette règle des avantages que le droit local ne connaît pas. C'est pourquoi, quant à la puissance paternelle, on appliquera les principes du droit belge. La mère n'aura pas l'usufruit légal ; pour l'administration légale, on sait que la question de savoir si elle appartient aux père et mère naturels est controversée. La raison d'équité qui nous a déterminé à maintenir la règle du droit local tend d'ailleurs surtout à ne pas enlever à l'enfant le droit de succession que la loi primitive lui assurait (art. 19).

Vis-à-vis du père, l'enfant naturel n'a droit qu'à des aliments jusqu'à l'âge de 16 ans révolus (§ 1708).

L'enfant naturel dont la filiation est établie ou reconnue au moment de la mise en vigueur de la loi belge, conservera vis-à-vis de son père la créance alimentaire telle que l'organisent les §§ 1708 et suivants.

L'obligation alimentaire passera donc aux héritiers du père. La convention intervenue entre le père et l'enfant sera soumise à l'approbation du juge de paix remplaçant le tribunal des tutelles (§ 1714). Les indemnités dues à la mère pour les enfants nés avant la mise en vigueur de la loi belge seront réglés conformément au § 1715.

Précisément parce que la recherche de la paternité a des effets plus restreints, elle est admise par le droit local plus largement qu'en droit belge (§§ 1717, 1718). Si l'enfant naturel, dont la filiation est établie vis-à-vis de son père, ne doit pas être désinvesti des droits que cette filiation lui assure, il ne faut pas non plus qu'un acte, fait sous la loi locale, peut-être dans des conditions autres que celles prévues par la loi belge, ait les effets de cette dernière loi. Il en est de la reconnaissance volontaire comme de la reconnaissance judiciaire ; il faut une reconnaissance ayant eu lieu en connaissance des effets qu'elle doit produire.

C'est pourquoi, si l'enfant naturel veut jouir des avantages de la loi belge, il faut qu'il agisse contre son père, par une action en recherche de la paternité, intentée, conformément à la loi belge, et le père lui-même qui voudra faire obtenir à l'enfant ces avantages, devra le reconnaître par réitération, le cas échéant, de la reconnaissance antérieurement faite sous l'empire du droit local.

L'ordre d'idées auquel se rattachent les articles 335 et 342a a obligé les auteurs du projet à les appliquer même aux enfants adultérins ou incestueux déjà nés sous l'empire de la loi locale. Ces enfants n'auront que les droits que la loi belge accorde à l'enfant adultérin ou incestueux (art. 762 et suivants). Il va de soi que, si cet enfant avait acquis antérieurement un droit, quant aux biens, par application de la loi locale, par exemple, un droit de succession, ce droit lui resterait acquis. Le projet maintient également les droits que la légitimation lui aurait fait acquérir (art. 20).

De la légitimation des enfants naturels. — Le Code allemand, outre la légitimation par mariage, admet la déclaration de légitimité.

La légitimation par mariage n'exige pas que l'enfant ait été reconnu avant le mariage ou dans l'acte de célébration, et l'on n'a pas égard aux empêchements de mariage qui auraient existé à l'époque de la conception (§ 1719).

La déclaration de légitimité est l'ancienne légitimation, par rescrit du prince, admise par le droit romain. Elle a lieu surtout quand le mariage entre les père et mère est devenu impossible, par exemple, en cas de décès, d'absence ou de maladie de la mère. Elle a des effets moins étendus que la légitimation par mariage.

D'après le principe que les actes régulièrement faits sous l'empire de la loi ancienne doivent continuer à produire leurs effets, nonobstant le changement de législation, il y a lieu de maintenir à l'enfant légitimé par mariage, malgré la différence des conditions, sa position d'enfant légitime; toutefois, le projet n'a pas maintenu l'effet du mariage au point de vue de la légitimation, si la filiation de l'enfant n'était pas établie, d'après la loi locale, avant la mise en vigueur du Code civil.

Le principe rappelé s'applique peut-être moins rigoureusement à la déclaration de légitimité que la loi belge ne connaît pas. Néanmoins, le projet la maintient avec les effets plus restreints qu'elle produit en droit local (art. 21).

De l'adoption. — L'adoption en droit local, est un contrat (§ 1741) qui peut être passé en justice ou devant notaire (§ 1750). Le droit belge ne connaît que la forme judiciaire.

Par l'adoption, l'adoptant n'acquiert pas le droit de succéder à l'adopté (§ 1769). Il en est de même en droit belge, sauf le droit de retour au profit de l'adoptant ou de ses descendants (art. 351).

Les effets de l'adoption s'étendent aux descendants de l'adopté; ils ne s'étendent cependant aux descendants déjà existants lors de la conclusion du contrat et aux descendants de celui-ci, nés ultérieurement, que si le contrat a été également conclu avec le descendant déjà existant (§ 1762).

Dans le contrat d'adoption, on peut exclure la jouissance de l'adoptant sur les biens de l'adopté, ainsi que le droit de succession de l'adopté sur ceux de l'adoptant (§ 1767). Le droit belge ne connaît pas la jouissance légale des biens de l'adopté, et l'exclusion de l'adopté de la succession de l'adoptant (art. 350) serait un pacte sur succession future prohibé par l'article 1130.

La loi locale permet la révocation ou résolution de l'adoption (§ 1768).

Le droit local, de même que le droit belge (article 348), établit une prohibition de mariage basée sur l'adoption; mais, si le mariage a lieu, il s'ensuit seulement que l'adoption est rompue (§ 1771).

Si l'on devait s'attacher à cette notion que l'adoption est un contrat, il faudrait maintenir l'adoption avec ses effets tels qu'ils sont définis par le droit local; mais, considérée à un autre point de vue, l'adoption se rattache à l'organisation des familles, en ce qu'elle crée une parenté restreinte, et confère à l'adopté le nom de l'adoptant. Le projet maintient les adoptions conclues sous le droit local en réglant ses effets d'après la loi belge. Il y a cependant certaines règles du droit local qui doivent continuer à régir les adoptions, parce que, en appliquant les

principes de la loi belge, on méconnaîtrait la volonté de l'adoptant. Le projet maintient notamment les dispositions relatives à la rupture du contrat d'adoption, y compris la rupture par mariage : la prohibition du mariage doit être, il est vrai, strictement régie par la loi belge, mais, l'empêchement n'est pas dirimant et ne s'oppose pas à ce que le mariage des personnes, entre lesquelles il est prohibé par le § 1311, entraîne la rupture du contrat d'adoption (art. 22).

De la puissance paternelle. — La puissance paternelle du droit local dure jusqu'à la majorité de l'enfant (§ 1626). Le code allemand ne connaît pas l'émancipation.

Dans le droit local, la puissance paternelle continue après le décès du père ou de la mère, tandis qu'en droit belge il y a alors coexistence de la tutelle et de la puissance paternelle, bien que les deux pouvoirs puissent se trouver réunis sur la même tête, le survivant des père et mère étant tuteur de droit (art. 390).

Ce qui caractérise dans son ensemble la puissance paternelle du droit local, c'est qu'elle est une véritable tutelle, plus libre sans doute que la tutelle proprement dite, mais néanmoins établie dans l'intérêt de l'enfant.

C'est de là que résultent les différences qui la séparent de la puissance paternelle du Code belge, qui a suivi davantage les idées romaines.

La puissance paternelle en droit local n'empêche pas qu'un curateur soit nommé à l'enfant pour certaines affaires (§ 1629).

Elle s'exerce ainsi bien pour le soin de la personne que pour l'administration des biens et l'usufruit légal sous le contrôle du Tribunal des tutelles (§§ 1629, 1630, 1631, 1635, 1639, 1640, 1642, 1643, 1645, 1647, 1653, 1656, 1665 à 1674, 1677, 1685, 1687, 1690, 1693, 1695) et du Conseil des orphelins (§ 1675).

La mère partage avec le père le soin de la personne de l'enfant (§ 1634). Ce partage paraît contraire à l'article 373 du Code civil : « Le père seul exerce cette autorité pendant le mariage ». Mais la nature donne à la mère ce droit d'intervention et comme, d'autre part, d'après le droit allemand, en cas de dissentiment la décision du père prévaut, la différence existe moins en fait que dans les termes de la loi.

C'est en s'occupant de la puissance paternelle que le Code allemand détermine à qui sera confié la garde des enfants dans le cas de divorce (§§ 1635, 1636), tandis que le Code civil belge rattache cette matière au divorce dont ces dispositions sont une conséquence (art. 302).

Le Code allemand règle avec beaucoup de détails l'exercice de la puissance paternelle quant à l'administration des biens. Le Code belge est sous ce rapport d'un laconisme excessif, ce qui cause dans la jurisprudence et la doctrine beaucoup d'hésitations et d'incertitudes. Tandis que la jurisprudence tend à restreindre le pouvoir du père administrateur en le soumettant à certaines conditions prévues pour le pouvoir du tuteur, la tendance de la doctrine, au contraire, est de soustraire l'administration du père aux restrictions de la tutelle.

Le donateur ou testateur peut exclure l'administration du père ou donner au père des instructions pour cette administration et le père ne pourra s'en écarter que sous l'autorité du Tribunal des tutelles (§ 1639); l'article 387 du Code civil

belge permet aux donateurs et testateurs d'exclure l'usufruit légal, mais il n'y a pas de texte semblable pour l'administration des biens.

La puissance paternelle du droit local comporte le droit de faire des donations répondant à un devoir moral ou à des considérations de convenance (§ 1641). La doctrine belge, dans le silence du texte, admet, pour le tuteur, les gratifications et cadeaux d'usage qui sont plutôt des dépenses obligatoires que des libéralités (Laurent, t. V. N° 98). On devrait décider de même pour le père administrateur.

Le père peut, avec l'approbation du Tribunal des tutelles, commencer une nouvelle profession lucrative au nom de l'enfant (§ 1645).

L'administration légale du père cesse avec la faillite, mais le tribunal des tutelles peut, après la fin de la faillite, restituer l'administration au père (§ 1647).

L'usufruit légal du droit local n'est pas transmissible (§ 1658). En Belgique, la question est controversée. Le père a, en principe, l'usufruit tant qu'il a l'administration (§ 1649). Cependant, cet usufruit cesse par le mariage de l'enfant, à moins que celui-ci ne se soit marié sans le consentement du père (§ 1661). Le père peut renoncer à l'usufruit par déclaration au tribunal des tutelles (§ 1662). Cette renonciation est également admise en Belgique dans le silence du texte.

La puissance paternelle est suspendue en droit local par l'incapacité du père (§ 1676) ou par un empêchement de fait, à apprécier par le tribunal des tutelles (§ 1677). Le père, dans ce cas, garde en général l'usufruit (§ 1678). La puissance paternelle prend fin, avant la majorité, par la déclaration du décès du père (§ 1679) ou par la condamnation du chef de certains crimes ou délits (§ 1680) (comp. C. pén. b., art. 379 et suiv., loi du 26 mai 1914, art. 1^{er}).

La mère a la puissance paternelle en cas de décès ou de déclaration de décès du père ou quand le père a été déchu de la puissance paternelle et que le mariage a été dissous (§ 1684). Si le père est empêché en fait d'exercer la puissance paternelle ou si cette puissance est suspendue, c'est la mère qui exerce la puissance paternelle, mais non l'usufruit, sauf si le mariage vient à être dissous (§ 1685).

Le tribunal des tutelles peut, dans certains cas, donner un conseil à la mère (§§ 1687 et suiv.).

Si la mère est mineure, la puissance paternelle est suspendue dans son chef (§ 1696).

La mère perd la puissance paternelle lorsqu'elle se remarie; elle conserve cependant le droit et le devoir de prendre soin de la personne (§ 1697); en Belgique, le survivant des père et mère, qui se remarie, conserve la puissance paternelle.

Ces diverses règles cesseront de s'appliquer; la puissance paternelle sera désormais régie par la loi belge, en respectant les actes valablement accomplis sous la loi ancienne. Le père sera affranchi de l'intervention d'un curateur, du tribunal des tutelles et du conseil des orphelins: ses pouvoirs seront ceux de la loi belge; les causes de cessation de la puissance paternelle, soit quant à la personne, soit quant aux biens, seront régies par la loi belge.

Il y aura lieu, toutefois, de maintenir certaines mesures prises sous l'empire du droit local; notamment les dispositions prises pour la garde des enfants, conformément au § 1633, à l'occasion d'un divorce antérieurement prononcé ou de convol à la suite d'une déclaration de décès — les restrictions valablement appor-

tées par donation ou testament à l'administration du père (§§ 1638 et 1639) — et l'autorisation accordée au père en vertu du § 1645, de commencer un commerce au nom du mineur (ce serait nuire aux intérêts de l'enfant que de ne pas maintenir à l'autorisation tous ses effets, même pour l'avenir).

C'est aussi la loi belge qui régira l'usufruit légal. On ne peut pas considérer cet usufruit comme un droit acquis, car il dépend de la puissance paternelle, que la loi peut enlever ou dont elle règle librement les modalités. La loi nouvelle peut aussi étendre cet usufruit, le donner au père, qui ne l'avait pas, ou le faire porter sur des biens dont la jouissance appartenait jusqu'alors à l'enfant, et la loi, à défaut de disposition contraire, confère cet usufruit par cela qu'elle confère la puissance paternelle, dont il est un attribut. Le projet dispose que si, pour une cause admise par le Code allemand, l'usufruit légal avait pris fin définitivement, il ne renaîtrait pas, mais il y a moins d'inconvénient à ce que l'usufruit reprenne son cours lorsqu'il est seulement suspendu.

Le projet maintient également l'extinction de la puissance paternelle par l'effet des condamnations prévues par le § 1680.

La mère exercera dorénavant la puissance paternelle dans tous les cas où le père ne pourra l'exercer, et elle sera affranchie de l'intervention du conseil (art. 23).

De la majorité. — La majorité est en droit local, de même qu'en droit belge, fixée à 21 ans, mais un mineur qui a accompli sa 18^e année, peut être déclaré majeur par le tribunal des tutelles (§ 3). La majorité tenant à la capacité et non à l'état, la déclaration de majorité cesserait ces effets, sauf à recourir à l'émancipation. Le projet maintient la situation acquise au point de vue de sa capacité par le mineur déclaré majeur (art. 24).

De la tutelle des mineurs. — Le principe dominant en droit local, c'est que la tutelle des mineurs appartient à l'État et doit être exercée par les tribunaux. Cette mission est confiée au juge de bailliage qui prend le nom de tribunal des tutelles. Le conseil de famille ne remplit dans cette organisation qu'un rôle tout à fait accessoire et n'est institué que lorsque le père ou la mère ont ordonné cette institution (§ 1838) ou sur requête d'un tiers, quand le tribunal des tutelles le juge nécessaire (§ 1839). Ce n'est qu'exceptionnellement et pour des mineurs engagés dans de grandes affaires commerciales ou industrielles que cette institution a lieu. À côté du tribunal des tutelles, il y a un conseil des orphelins qui avertit le tribunal des tutelles de tout ce qui intéresse les incapables (§§ 1840 et suiv.).

Dans le droit belge, la tutelle apparaît, au contraire, comme une charge de nature familiale. Ce n'est qu'exceptionnellement que le tribunal est appelé à intervenir.

Le projet français maintient le fonctionnement et l'organisation de la tutelle telle qu'elle existe actuellement en Alsace et Lorraine, dans l'espoir que le législateur français, adoptant un système se rapprochant du droit allemand, l'on pourra dans un avenir plus ou moins prochain introduire dans les nouveaux territoires le droit français amélioré.

Le présent projet préconise l'assimilation immédiate.

D'après le droit local, le mineur est muni d'un tuteur lorsqu'il ne se trouve pas sous la puissance paternelle ou lorsque ses père et mère n'ont le droit de le représenter ni quant à sa personne, ni quant à ses biens, ou lorsque sa situation de famille ne peut être établie (§ 1773). En Belgique, la tutelle de l'enfant légitime s'ouvre à la dissolution du mariage, arrivée par la mort de l'un des époux (art. 390). Pour ce qui concerne l'enfant naturel, la question de savoir quand s'ouvre la tutelle est controversée.

D'après le droit local, la tutelle est toujours instituée par le tribunal des tutelles; la loi lui impose certains choix, mais il faut toujours que le tribunal intervienne (§§ 1774 et suiv.). Il n'y a point, à proprement parler, comme en Belgique (Code civil, articles 390 et 402) de tutelle légale.

Du consentement du tuteur, le tribunal des tutelles peut nommer un cotuteur (§ 1778).

Il y a des différences importantes quant aux causes d'exclusion (Code allemand, §§ 1780 à 1983; Code civil, art. 442; loi du 10 août 1909) ou de dispense (Code allemand, §§ 1784, 1786; Code civil, art. 427 et suiv.)

Au moment de la nomination du tuteur, le tribunal des tutelles peut se réserver de le décharger pour le cas où tel événement arriverait ou n'arriverait pas (§ 1790).

La subrogée tutelle est exceptionnelle en droit local (§ 1792), tandis qu'en droit belge, dans toute tutelle, il y a un subrogé tuteur.

Il peut y avoir, en droit local, concours de tutelle et de curatelle (§ 1794).

Le tribunal des tutelles peut retirer au tuteur le pouvoir de représenter le mineur dans certaines affaires, quand il y a opposition d'intérêts entre le mineur et le tuteur ou même parfois un tiers (§ 1796); en Belgique, dans le cas d'opposition d'intérêts, c'est le subrogé tuteur qui agira pour le mineur (art. 420).

Le Code allemand admet la pluralité des tuteurs qui exercent leurs pouvoirs conformément aux §§ 1797 et 1798.

Quand le tuteur n'appartient pas à la même confession, le tribunal des tutelles peut lui enlever l'éducation religieuse du pupille (§§ 1800, 1801).

Les pouvoirs du tuteur relativement à l'administration des biens du pupille, pouvoirs très différents de ceux du tuteur belge, sont déterminés avec beaucoup de détails, les prescriptions ou interdictions étant tempérées par l'intervention du tribunal des tutelles (§§ 1802 et suiv.).

De même qu'en ce qui concerne la puissance paternelle, le donateur ou testateur peut donner au tuteur, pour l'administration des biens transmis, des instructions dont il ne pourra s'écarter qu'avec l'autorisation du tribunal des tutelles (§ 1803).

Le tuteur peut faire les donations dictées par un devoir moral ou de convenance (§ 1804). Rapp. supra p...

Le tuteur peut, avec l'assentiment du tribunal des tutelles, exercer une industrie ou faire un commerce, ou mettre fin à une exploitation existante (§ 1823).

Le tribunal des tutelles peut accorder au tuteur et, dans des circonstances particulières, au subrogé tuteur une rémunération convenable (§ 1836).

Le tuteur, en droit local, n'est pas en principe tenu de fournir caution, mais le tribunal des tutelles peut, pour des motifs particuliers, l'obliger à fournir des

sûretés (§ 1844). Voyez en Belgique les articles 49 et suivants de la loi du 16 décembre 1851.

Lorsque le père tuteur ou la mère tutrice veulent se remarier, ils devront en prévenir le tribunal des tutelles et, s'il y a indivision de biens avec le mineur, demander le partage (§§ 1669, 1845). La loi belge ne prévoit que le mariage de la mère tutrice (art. 395 et 396, loi du 10 août 1909); il n'y pas d'obligation de demander le partage.

A côté de la tutelle organisée par la loi, il y a une tutelle « libre » conférée par le père ou la mère, avec des pouvoirs plus étendus que ceux du tuteur ordinaire; toutefois les dispositions prises par le père ou la mère pourront être révoquées par le tribunal des tutelles, en cas de péril pour le patrimoine de l'enfant (§§ 1852 et suivants).

Outre la cessation des causes qui donnent ouverture à la tutelle, le code allemand prévoit certaines causes de dissolution ou de décharge, sur lesquelles il sera statué par le tribunal des tutelles (§§ 1882 et suiv.).

A partir de la mise en vigueur de la loi belge, la tutelle sera, en principe, régie par les dispositions de cette loi.

Il y a lieu toutefois de prendre certaines dispositions relativement aux tutelles ouvertes et organisées avant cette époque.

Il n'a pas paru qu'il y avait lieu de maintenir la tutelle même organisée, lorsqu'elle n'était pas prévue par la loi belge. Les tuteurs nommés pour des cas non prévus par la loi belge cesseront leurs fonctions et rendront compte de leur administration et les biens ainsi soustraits à la tutelle seront administrés conformément à la loi belge, en même temps que la direction du pupille sera soumise à cette loi.

S'il s'agit d'une tutelle prévue par la loi belge, le projet maintient en fonctions le tuteur nommé conformément à la loi locale; toutefois, il a cru devoir laisser au conseil de famille le droit de remplacer le tuteur et d'organiser la tutelle suivant les règles de la loi belge. Le Conseil décidera suivant les circonstances et ce qu'il jugera utile aux intérêts du mineur. Il pourra faire usage de ce pouvoir pour restituer la tutelle au parent qui y eût été appelé en vertu de la loi.

Par contre, il y aura lieu d'organiser la tutelle dans les cas prévus par la loi belge et échappant à la loi locale; il s'agira le plus souvent d'une tutelle légale. Si c'est la mère qui devient tutrice, le conseil qui lui a été nommé en vertu du § 1687 deviendra subrogé-tuteur.

Le projet maintient également en fonctions le cotuteur nommé au cas prévu par le § 1778, ainsi que les tuteurs nommés, pour agir ensemble ou séparément (§ 1797), le pouvoir de les départager étant transféré au juge de paix.

S'agit-il d'une femme mariée exerçant la tutelle, il convient que le mari devienne son cotuteur, comme il est prescrit par la loi du 10 août 1909; le projet n'applique pas la loi belge avec la même rigueur que lorsqu'il s'agit d'une tutelle organisée dès le principe d'après la loi belge. Le mari pourra refuser cette cotutelle et, dans ce cas, comme aussi s'il le juge convenir pour d'autres motifs, le conseil de famille pourra mettre fin à la tutelle de la femme et nommer un nouveau tuteur.

Le pouvoir que le tribunal des tutelles se sera réservé de décharger le tuteur

de ses fonctions dans telle éventualité prévue (§ 1790), sera exercé par le conseil de famille.

Il va de soi que le maintien en fonctions des tuteurs nommés en vertu du droit local ne pourra avoir lieu que sous réserve des cas d'exclusion ou de destitution qui seront régis par la loi belge.

Le projet maintient également en fonctions les subrogés-tuteurs; s'il n'y a pas de subrogé-tuteur déjà nommé, il en sera nommé un par le conseil de famille.

La gestion des biens ainsi que la direction morale et l'éducation du pupille, seront régies par la loi belge, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des dispositions qui pourraient avoir été prises par le tribunal des tutelles (§§ 1796, 1800 et 1801). Mais, à l'instar de ce qui a été fait pour la puissance paternelle, le projet a maintenu les dispositions venues à effet avant la mise en vigueur de la loi belge, que le donateur ou testateur auraient prises au regard de la tutelle (§ 1803), sauf le droit pour le conseil de famille substitué au tribunal des tutelles, d'autoriser le tuteur à s'en écarter.

Seront maintenus, l'effet de l'assentiment donné par le tribunal des tutelles à l'exercice, par le tuteur, d'un commerce ou d'une industrie (§ 1823), et la décision du tribunal des tutelles, établissant une rémunération (§ 1836).

Quand le tribunal des tutelles aura obligé le tuteur à fournir des sûretés (§ 1846), le conseil de famille décidera si elles sont suffisantes ou s'il y a lieu d'appliquer les articles 49 et suivants de la loi du 16 décembre 1851. S'il n'y a pas eu de sûretés fournies, il faudra, en principe, organiser ces sûretés conformément à la loi belge. Le conseil pourra néanmoins, d'après l'article 49, alinéa 2, de la loi précitée, décider, suivant les circonstances, qu'il ne sera pris aucune inscription sur les biens du tuteur. Le conseil de famille pourra, évidemment, faire usage de ce pouvoir vis-à-vis d'un tuteur nommé en vertu de la loi locale; il pourra, notamment, accorder cette dispense quand il s'agira de tutelle sur le point d'expirer.

Le tuteur sera maintenu en fonctions même s'il s'agit d'une tutelle libre ou testamentaire conférée par le père ou la mère (§§ 1852 et suivants); mais cette tutelle sera, comme la tutelle ordinaire, organisée d'après la loi belge et le tuteur sera pour son administration soumis aux dispositions de cette loi.

Les causes de cessation de la tutelle dépendront de la loi belge qui régira aussi les conséquences de cette cessation quant au compte à rendre; toutefois, s'il s'agit d'une tutelle déjà dissoute au moment de la mise en vigueur de la loi belge, il a paru préférable que la reddition continuât à avoir lieu conformément aux §§ 1891 et 1892 du Code allemand, le juge de paix remplissant les fonctions du tribunal des tutelles; de cette manière, la procédure de reddition de compte ne sera pas interrompue (art. 25 et suiv.).

De l'interdiction ou tutelle des majeurs. — Le projet français ne maintient l'interdiction prononcée sous l'empire du droit allemand qu'à l'égard des personnes qui auraient pu être interdites conformément à l'article 489 du Code civil. Le code allemand, en dehors de la démence, applique l'interdiction aux faibles d'esprit, aux prodigues, aux ivrognes d'habitude (§ 6). Le droit français estime que, dans ces cas, la mise sous conseil judiciaire suffit (art. 499, 513). Il est vrai que la loi

française ne connaît pas l'incapacité pour ivrognerie, mais, en fait, les interdits pour ivrognerie sont ceux que leur vie a menés à la faiblesse d'esprit et à la prodigalité. Dans les cas où l'interdiction n'aurait pu être prononcée d'après l'article 489, le projet français la transforme en une mise sous conseil. le tuteur devenant le conseil.

Le projet maintient l'interdiction dans tous les cas où elle a été prononcée ; le maintien de l'interdiction sauvegardera plus énergiquement les intérêts du faible d'esprit ou prodigue (art. 33).

La tutelle de l'interdit sera, comme celle du mineur, régie par la loi belge. Le projet maintient en fonctions les tuteurs et subrogés tuteurs nommés sous la loi locale. Quand la tutelle est conférée au père ou à la mère, il n'y a pas de subrogé tuteur (§§ 1903 et 1904). Ces dispositions ne pourront plus être suivies. A l'administrateur provisoire du droit belge (art. 497), correspond le tuteur provisoire du droit local (§ 1906). S'il y a instance en cause et qu'un tuteur provisoire ait été nommé, il restera en fonctions avec les pouvoirs que la loi belge confère à l'administrateur provisoire.

A la tutelle des mineurs et interdits, le Code allemand ajoute une curatelle qui n'existe pas dans le droit belge.

1° Lorsque celui qui exerce la puissance paternelle ou la tutelle ne peut agir, et spécialement au cas où l'administration a été, par acte de dernière volonté ou disposition testamentaire, enlevée au père ou tuteur (§§ 1909, 1917).

2° Lorsque les conditions requises pour l'ouverture d'une tutelle existent, mais que le tuteur n'a pas encore été nommé (§ 1909).

3° Lorsque le majeur qui n'est pas sous tutelle ne peut par suite d'infirmités physiques, notamment pour cause de surdité, mutité ou cécité, prendre soin de ses affaires (§ 1910).

4° Lorsque, en raison d'infirmités mentales ou corporelles, il ne peut s'occuper de quelques-unes de ses affaires (*id.*).

5° Lorsqu'il s'agit d'un majeur absent, dont la résidence est inconnue ou même dont la résidence est connue, s'il ne peut revenir et est empêché de veiller à l'administration de ses biens (§ 1911) ;

6° Lorsqu'il s'agit de l'administration des biens d'un enfant conçu (§ 1912) ;

7° Lorsqu'il est incertain ou que l'on ignore qui, dans une affaire, est intéressé (§ 1913) ;

8° Lorsque, dans une collecte publique, des fonds ont été rassemblés dans un but momentané (§ 1914).

On applique par analogie à la curatelle les règles de la tutelle, sans qu'il soit nommé un subrogé tuteur (§ 1915).

Dans le cas prévu sous le n° 1, si l'incapacité du père ou tuteur provient d'une opposition d'intérêts entre lui et le mineur, il sera remplacé par un administrateur *ad hoc* ou, s'il s'agit d'un tuteur, par le subrogé tuteur.

S'il s'agit de biens acquis à cause de mort ou donnés entre vifs et que le défunt ou donateur a disposé que l'administration n'en appartiendra pas à celui qui exerce la puissance paternelle ou la tutelle, clause dont les effets sont maintenus lorsqu'elle est venue à exécution sous l'empire de la loi locale, il y aura lieu à la nomination d'un tuteur ou administrateur *ad hoc*.

Dans le cas d'absence, au sens juridique du mot, l'article 112 du Code civil permet de nommer un administrateur; la loi belge ne prévoit pas le cas de la simple non-présence.

La curatelle au ventre existe en droit belge (art. 393).

Dans les autres cas de curatelle, il n'y a pas d'institution correspondante en droit belge.

Il n'y a pas d'inconvénient à ce que les curateurs ainsi nommés conservent leurs pouvoirs jusqu'à ce qu'il ait été pourvu autrement aux intérêts dont ils sont chargés (art. 33).

CHAPITRE II.

DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ.

Du droit de propriété. — L'organisation de la propriété immobilière est une des institutions les plus intéressantes du droit local.

Cette organisation a pour base le Grundbuch, livre ou registre foncier.

Ce livre contient l'état civil de la propriété immobilière. Tous les actes concernant la propriété doivent y être relatés : transmission de la propriété, affectation d'hypothèques, charges quelconques qui peuvent la grever, et ces mentions font foi non seulement au regard des tiers, mais même entre parties.

La propriété est établie ainsi d'une manière sûre et la recherche en est aisée ; il suffit d'ouvrir le livre foncier à la page voulue pour savoir qui est propriétaire et quelles sont les charges dont la propriété est grevée.

Le projet français le conserve dans la mesure où il est susceptible d'être, dans l'avenir, adopté en France.

L'étendue des territoires rendus à la France donnait à cette question un intérêt plus grand que celui qu'elle présente pour la Belgique.

Aussi, le projet assimile, en cette matière, les nouveaux cantons au reste du pays.

Pour le passé, évidemment, les mentions du Livre foncier, continueront à produire leurs effets. Le respect des droits acquis doit être ici tout particulièrement assuré. Mais, quant aux transmissions ultérieures, affectations d'hypothèques, concessions de droits réels, il y aura lieu, pour les immeubles situés dans les cantons réunis, de se référer à la loi du 16 décembre 1851 (art 1^{er} et suivants).

Des servitudes foncières. — Les dispositions du Code allemand concernant les servitudes foncières (§§ 1018 et suivants), diffèrent peu de la loi belge. L'uniformité qui est désirable dans tout ce qui touche au régime de la propriété immobilière, peut donc être réalisée sans grand inconvénient. Elle ne portera pas atteinte aux conventions particulières qui ne sont pas contraires aux règles du droit belge, notamment aux obligations personnelles assumées par tel ou tel propriétaire (art. 35).

Des servitudes personnelles et spécialement de l'usufruit. — L'usufruit constitué par convention ou par testament doit continuer à produire les effets voulus par

les parties. Dans les effets que le Code allemand attache à l'usufruit, il n'y a rien d'ailleurs qui répugne essentiellement à la loi belge. Le § 1059 déclare que l'usufruit n'est pas cessible, mais il ajoute que l'exercice de l'usufruit peut être abandonné à un tiers. Cette disposition même ne diffère guère de la loi belge (art. 595), si l'on admet avec la doctrine généralement suivie que, malgré la cession, l'usufruitier reste soumis à toutes les obligations usufruitières, parce que, si l'on peut céder ses droits, on ne peut céder ses obligations.

Les §§ 1030 et suivants ne s'occupent que de l'usufruit constitué par convention ou par testament. Le Code allemand ne connaît d'autre usufruit légal que celui des père et mère, dont les effets sont réglés par les §§ 1649 et suivants. Cet usufruit est un attribut de la puissance paternelle, laquelle est soumise à la loi belge. On ne peut qualifier d'usufruit la jouissance du mari (§ 1363).

Si les usufruits contractés ou établis par testament doivent continuer à être régis par la loi locale, il y a un cas toutefois où cette règle doit céder devant la loi belge.

L'usufruit appartenant à une personne juridique est, d'après le droit local, illimité dans sa durée, et peut durer tant que cette personne existe (§ 1064). D'après la loi belge, l'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers, ne dure que trente ans (art. 649). Cette disposition doit recevoir son application à tous les usufruits (art. 36).

Le Code allemand permet de créer à titre de servitude personnelle toute faculté qui pourrait faire l'objet d'une servitude foncière (§§ 1090 et suivants). Il en était ainsi dans l'ancien droit français. L'article 686 du Code civil belge défend d'établir des servitudes en faveur de la personne. Cette disposition est fondée sur un motif d'ordre public. Le projet maintient transitoirement les servitudes qui existent au moment de la mise en vigueur de la loi belge (art. 37).

Du droit de préemption. — Le Code allemand s'occupe dans les §§ 504 et suivants d'un droit de préemption ou de retrait contractuel, ne produisant que des droits personnels. Il s'agit ici d'un droit réel analogue au retrait viager de l'ancien droit français. Un fonds peut être grevé de manière que celui au profit de qui la charge existe soit autorisé à préempter vis-à-vis du propriétaire (§ 1094).

La différence entre les droits de préemption personnel et réel consiste surtout dans les points suivants :

1° Le droit réel peut être constitué pour plusieurs cas ou tous les cas de vente (§ 1097). Dans ce cas, chaque propriétaire de l'immeuble grevé est soumis au droit de préemption.

2° Vis-à-vis des tiers, le droit de préemption réel a l'effet d'une prénotation garantissant le droit à la transmission de la propriété par l'effet de l'exercice de la préemption (§ 1098). L'ayant droit a, en vertu des §§ 883 à 888, un droit direct contre le tiers acquéreur qui devra consentir à ce que le bénéficiaire du droit soit inscrit comme propriétaire de l'immeuble grevé, tandis que le droit personnel se restreint à une créance qui ne peut donner lieu qu'à des dommages-intérêts si, en dépit de son obligation contractuelle, l'acquéreur revend à un tiers.

Le droit réel de préemption ne pouvant être conservé dans le cadre de la législation belge, le projet le convertit en un droit de préemption à titre personnel (art. 38).

Des charges réelles. — Le droit belge ne connaît pas non plus les charges réelles dont s'occupent les §§ 1105 et suivants du Code allemand. Un immeuble peut être grevé de manière que des prestations périodiques doivent être faites au bénéficiaire de la charge. Cette charge peut être constituée aussi au profit du propriétaire d'un autre fonds comme tel (§ 1105). Le projet s'est inspiré de ce que le législateur français a fait à l'égard des rentes foncières de l'ancien droit (art. 59).

CHAPITRE III.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ.

SECTION I.

Des successions.

Dévolution des successions — Les successions se divisent en droit local en trois classes : 1^o la succession *ab intestat* ; 2^o la succession testamentaire ; 3^o la succession contractuelle. Il en est de même en droit belge, sauf que la succession contractuelle n'y est admise que dans des cas très rares.

Le système du droit local basé sur les liens du sang plutôt que sur l'affection présumée est appelé le système des parentèles.

Le Code allemand appelle avant tout les descendants.

A défaut de descendants, il appelle les ascendants les plus proches, le père et la mère, mais ils sont représentés eux-mêmes par leurs descendants.² A défaut d'eux ou de leurs descendants, on appelle les deux ascendants de second degré. les aïeuls et aïeules ; chacun d'eux, s'il est décédé, est représenté par ses propres descendants.

Ce système exclut le concours des frères et sœurs avec les père et mère ; mais il y aura concours, si le père ou la mère est décédé.

Lorsque la succession passe aux aïeuls, l'accroissement, à défaut de descendants de l'un d'eux, a lieu d'ascendant à ascendant dans la même ligne, puis de ligne à ligne.

S'il n'y a pas d'aïeuls paternels ou maternels ou descendants d'eux, la succession passe aux bisaïeuls ; ils héritent seuls et par parts égales, sans distinction de ligne. C'est une dérogation au système des parentèles. A défaut de bisaïeuls, la succession passe à celui de leurs descendants qui est le plus proche en degré ; les parents du même degré héritent par parts égales (ce qui est une nouvelle dérogation, puisque les descendants des bisaïeuls ne les représentent plus et viennent comme parents du *de cujus* suivant leur degré).

Viennent ensuite les arrière grand-parents plus éloignés et leurs descendants (§§ 1924 et suivants).

Le Code allemand, à la différence de la loi belge du 20 novembre 1896, donne dans tous les cas au conjoint un droit de succession en propriété (§ 1931).

A défaut de parents ou conjoint, la succession est dévolue à l'État (§ 1936).

Il va de soi qu'il n'y pas de droit à une succession non ouverte. C'est une simple espérance qui s'évanouit devant le changement de la législation. Nous ne parlons que de la succession *ab intestat*. A la succession contractuelle, on appliquera la règle des contrats. Il est vrai que le droit qu'elle confère est conditionnel.

mais le droit conditionnel constitue un droit acquis. Par contre, la succession ouverte sous la loi ancienne reste régie par les règles de cette loi.

La capacité de recueillir se réglera d'après la loi en vigueur au moment de l'ouverture de la succession ; il en sera ainsi notamment pour la condition d'existence (C. allemand, § 1923 ; C. civ., article 728).

Les principes suffisent pour faire admettre ces solutions.

De l'acceptation et de la répudiation des successions. — Le Code allemand accorde à tous les héritiers la saisine, sans préjudice du droit de répudier (§ 1942). Il exclut la distinction que le droit belge établit entre les héritiers saisis et les successeurs irréguliers qui doivent se faire envoyer en possession.

La répudiation doit avoir lieu dans le délai de six semaines et parfois de six mois (§ 1944). Ce délai n'existe pas en droit belge ; les créanciers pourront seulement contraindre l'héritier à prendre qualité. La répudiation a lieu par déclaration au tribunal de succession (§ 1945). Les intéressés sont admis à prendre communication de la répudiation et le tribunal lui-même doit en aviser ceux à qui la succession sera échue par suite de cette répudiation (§ 1953).

Le droit de répudier est transmissible par succession. Si l'héritier vient à décéder avant l'expiration du délai de répudiation, ce délai ne prend pas fin avant l'expiration du délai de répudiation prescrit par la succession de l'héritier. Lorsqu'il y a plusieurs héritiers de celui-ci, chacun peut répudier la part de succession correspondante à sa part héréditaire (§ 1952).

Le Code allemand soumet à une courte prescription l'action en annulation de l'acceptation ou de répudiation (§ 1954). La demande a lieu par déclaration au tribunal de succession qui doit en aviser celui à qui la succession échoit par suite de la répudiation (§§ 1955, 1957).

Avant l'acceptation, un droit qui existe contre la succession ne peut être exercé contre l'héritier (1958).

L'héritier qui, avant l'acceptation, a géré les affaires de la succession, est traité comme gérant d'affaires ; il peut faire les actes de disposition qui ne peuvent être retardés sans nuire au patrimoine (§ 1959).

Jusqu'à l'acceptation, le tribunal veille à la conservation de la masse, si cela est nécessaire ; il en est de même quand l'héritier est inconnu ou quand l'acceptation est incertaine. Il peut ordonner l'apposition des scellés, la consignation, la confection d'un inventaire, et constituer un curateur, spécialement quand un tiers a à faire valoir un droit contre la succession (§§ 1960 et 1961). Le tribunal de succession joue ici le rôle du tribunal des tutelles (§ 1962).

La mère d'un héritier simplement conçu peut, jusqu'à l'accouchement, demander une pension (§ 1963).

C'est le tribunal de succession qui fixe le délai après lequel, s'il ne se présente pas d'autre héritier, la succession est dévolue à l'État. La constatation de cette dévolution est précédée d'une sommation provocatoire aux héritiers, et il y a déchéance trois mois après le délai de production ou la sommation judiciaire de justifier du droit héréditaire (§§ 1964, 1965).

La règle du droit local d'après laquelle tous les héritiers sont saisis de plein droit, tient à la qualité même d'héritier. Cette saisine doit subsister pour toutes

les successions déjà ouvertes. Il va de soi aussi que la renonciation valablement faite ou l'expiration du délai de six semaines ou de six mois (§ 1944) continueront à produire leur effet. Il y a lieu de maintenir tout le système du droit local pour les successions déjà ouvertes au moment de la mise en vigueur de la loi belge. Le juge de paix remplira les fonctions du Tribunal des successions (art. 40).

Il fallait, à l'exemple du projet français, prévoir le cas où un des héritiers appelés à la succession ouverte avant la mise en vigueur de la loi belge, venait lui-même à décéder avant la liquidation de cette succession. Des difficultés auraient pu, dans ce cas, s'élever pour l'application du § 1952. Le projet les écarte en appliquant cette disposition aux deux successions (art. 41).

De l'obligation de l'héritier au paiement du passif. — D'après le droit local, l'héritier n'est tenu que sur les biens de la succession et jusqu'à concurrence de ces biens, tandis que, en droit belge, l'héritier est tenu *ultra vires*, sauf le bénéfice d'inventaire.

Cette conception a pour conséquence, dans le cas d'insuffisance de l'actif, une liquidation judiciaire par un curateur ou une déclaration de faillite; toutefois, l'héritier est autorisé à faire lui-même la distribution, quand les créanciers n'exigent pas la liquidation judiciaire (§§ 1967 et suiv.).

Ce système, qui présente dans la pratique une incontestable utilité, devait être maintenu. Il n'y a pas de difficulté pour le maintien de ce système dans son ensemble, mais des difficultés se présentent en ce qui concerne la faillite, celle-ci n'existant en droit belge qu'à l'égard des commerçants et sous des conditions autres que celles qui sont prévues par la loi allemande. Le projet adopte la solution suivante: S'il s'agit d'une succession déjà ouverte lors de la mise en vigueur de la loi belge, le curateur nommé sous le droit local restera en fonctions avec les pouvoirs qui lui ont été conférés et il procédera à l'administration et à la liquidation exclusivement d'après les règles de la loi locale. Il n'y a pas à distinguer s'il s'agit de la succession d'un commerçant ou d'un non-commerçant. Lorsque la faillite n'a pas encore été déclarée, cette situation ne l'exclut pas nécessairement; elle pourra être prononcée à la diligence des personnes qualifiées à cet effet d'après le droit local, le juge de paix remplaçant le tribunal de commerce s'il s'agit de la succession d'un non-commerçant (art. 42).

Cette solution a été déterminée par le désir de maintenir le droit local dans son intégrité pour les successions ouvertes sous l'empire de ce droit et par cette considération que, en droit, la liquidation judiciaire et la faillite sont les compléments indispensables du principe qui limite l'obligation de l'héritier *intra vires successionis*.

L'héritier est obligé de faire inventaire sous peine d'encourir la responsabilité illimitée; le tribunal de succession, à la demande d'un créancier, pourra fixer à l'héritier un délai (§§ 1994, 2000). La loi belge prévoyant également la confection d'un inventaire comme condition de l'acceptation bénéficiaire (art. 795), il y a également lieu ici de réglementer le cas où un héritier, appelé à une succession de droit local, viendrait à décéder avant la liquidation de celle-ci (art. 41). Si l'héritier ne fait pas lui-même l'inventaire (§ 2003), l'inventaire ne pourra, à l'avenir, être fait que par un notaire (art. 43).

Le Code allemand établit des exceptions dilatoires analogues à celles de l'article 797 (§§ 2014 à 2017) (art. 40).

De la pétition d'hérédité. — Elle est réglée avec beaucoup de détails par les §§ 2018 à 2031.

Ces dispositions sont maintenues (art. 40).

De la pluralité d'héritiers. — A la division des biens par parts intellectuelles et des dettes, le Code allemand substitue un système emprunté au principe de la communauté germanique, qui a reçu le nom de *Gesamte Hand*. Avant la liquidation, les héritiers n'ont pas, sur les divers effets de la succession, une part indépendante et dont ils puissent disposer (§§ 2032 et suivants).

Il s'agit du droit individuel des héritiers de disposer des biens : un héritier peut disposer de sa part dans toute la succession (§ 2033, alinéa 1^{er}), sauf le droit de retrait de ses cohéritiers (§ 2037). Le contrat par lequel un héritier dispose de sa part doit être acté en justice ou devant notaire (§ 2033).

L'administration de la masse appartient également aux héritiers en commun (§§ 2038, 2039).

Le droit de demander la cessation d'indivision peut être, d'après le droit local, suspendu ou exclu, soit pour un certain temps, soit pour toujours (§§ 749, alinéas 2 et 3; 750 à 758, 2042). La règle du droit belge, qui ne permet de suspendre la faculté de demander le partage que pendant cinq ans au maximum (art. 815), est d'ordre public. Le projet a dû déroger ici au maintien de la loi locale en ce qui touche aux successions antérieurement ouvertes. Il limite à cinq ans, à partir de la mise en vigueur de la loi belge, l'effet des actes et conventions prohibitifs du partage (art. 44). Cette limitation s'applique également à l'effet des dispositions testamentaires (§ 2044). L'article 815 du Code civil ne parle que des conventions : la question de savoir si le partage peut être prohibé par testament est controversée en droit belge.

La loi locale, de même que la loi belge (art. 818), consacre le principe du rapport, mais elle ne connaît que le rapport en moins prenant (§ 2055).

C'est la loi en vigueur au moment de l'ouverture de la succession qui détermine quelles sont les libéralités sujettes à rapport. Le rapport est dû par l'héritier à son cohéritier. Cependant, il y a aussi dans l'obligation au rapport un élément conventionnel. La volonté du donateur peut en dispenser. Or, la loi supplée la volonté. Quand la loi en vigueur au moment de la donation dispense du rapport, il faut supposer que le donateur a voulu la dispense, même lorsqu'il ne l'a pas exprimée. Donc ces donations restent dispensées du rapport (Laurent, t. I, n° 243).

Le projet français se préoccupe particulièrement des effets que le rapport produit au regard des tiers. Des donations qui, d'après la loi locale, auraient échappé au rapport, qui en toute hypothèse n'auraient pas été soumises au rapport en nature, vont peut-être tomber rétroactivement par suite de l'application de la loi française. On a estimé que, dans les relations entre héritiers, légataires et donataires, l'application des règles de la loi française s'impose; elles sont essentiellement d'ordre public et doivent être mises en vigueur pour toute succession ouverte désormais; tant que le décès de leur auteur ne s'est pas produit, il n'y a pas droit acquis. Mais il en est différemment vis-à-vis des tiers

qui ont contracté avec le donataire ; ceux-ci, lorsque la donation s'est faite en immeubles, verraient leur droit anéanti rétroactivement. Il importait que l'application de l'article 865 ne pût porter préjudice aux tiers.

Le projet adopte cette règle (art. 45).

Il existe entre les héritiers, pour le paiement des dettes, une sorte de solidarité ; toutefois, jusqu'au partage, les créanciers ne peuvent réclamer leur paiement que contre tous les héritiers et sur les biens de la masse et même, après le partage, les héritiers peuvent échapper aux conséquences de cette solidarité en provoquant la faillite, s'ils sont encore dans les conditions requises (§§ 2058 et suivants). Cette solidarité n'est donc qu'un moyen de contraindre les héritiers à payer les dettes avant le partage, sur les biens de la masse. Considéré dans son ensemble, ce système ne préjudicie pas au principe de la limitation de l'obligation de l'héritier aux biens composant la masse active. Le § 2061, en vue de faciliter aux héritiers le paiement des dettes, organise l'appel public aux créanciers. Ces dispositions sont maintenues (art. 40).

De l'indignité de succéder. — L'indignité de succéder (Code allemand, §§ 2339 et suivants ; Code civil, articles 727 et suiv.) est régie par la loi du temps où la succession est ouverte ; le projet comprend dans cette règle le délai dans lequel l'action doit être intentée (§ 2340) (art. 40).

Du désistement ou renonciation contractuelle à succession. — La loi locale admet une renonciation contractuelle, soit à la succession, soit à la réserve (§ 2346 et suiv.). On peut aussi se désister d'une institution d'héritier, d'un legs ou d'une libéralité faite par pacte successoire (§ 2352). La loi belge ne connaît pas le désistement ou la renonciation contractuelle à succession. Elle prohibe, au contraire, le pacte sur succession future et cette règle est d'ordre public. Toutefois, le respect dû aux droits acquis détermine le maintien des pactes valablement faits sous l'empire de la loi locale (art. 46).

Du certificat d'héritier. — Dans la pratique belge, il n'est pas toujours facile de savoir qui est héritier. Le Code allemand a imaginé le certificat d'héritier, délivré par le tribunal de succession (§ 2353), et qu'il a étendu à toute transmission à cause de mort (testament, pacte successoire). Ce certificat établit la présomption que l'héritier désigné a les droits héréditaires spécifiés et n'est pas soumis à d'autres restrictions que celles qui sont déclarées (§§ 2365 et suivants).

C'est une des institutions les plus utiles du droit local. Le certificat d'héritier est remplacé, en Belgique, par l'intitulé d'inventaire qui est admis comme preuve du titre d'héritier par les diverses administrations publiques. Pourtant, cet intitulé d'inventaire, œuvre exclusive des héritiers apparents et présents, est dépourvu de toute valeur juridique ; la responsabilité du notaire qui le dresse donne seule du crédit aux déclarations qui y sont faites. Pour certains successeurs légaux et en matière de testament, l'envoi en possession équivalant, dans une certaine mesure, au certificat d'héritier.

Dans certains cas, pour plus de sécurité, le tribunal recourt à la procédure provocatoire (§§ 2358, 2361).

Ce certificat est révocable si l'on s'aperçoit qu'il est erroné (§ 2361).

Il existe également un certificat d'exécuteur testamentaire auquel s'appliquent les dispositions relatives au certificat d'héritier (§ 2368).

Le certificat d'héritier ou d'exécuteur testamentaire est maintenu pour les successions régies par le droit local (art. 40).

De la cession de droits successifs. — Dans le code civil belge, la cession de droits successifs est rattachée au titre de la vente (articles 1696 et suiv.). Le code allemand s'en occupe au titre des successions. Le contrat doit être constaté en justice ou devant notaire (§ 2371). Les effets de ce contrat sont réglés avec beaucoup de détails (§§ 2372 et suiv.). Il doit être donné connaissance de la cession au tribunal de succession (§ 2384). Ce contrat peut avoir lieu à titre gratuit auquel cas ses effets sont modifiés spécialement quant à la garantie (§ 2385).

D'après les principes généraux, les effets du contrat de cession d'hérédité devraient être régis par la loi sous l'empire de laquelle le contrat a été fait ; cependant, comme les dispositions par lesquelles le code allemand règle l'effet de la cession, sont en rapport avec les principes concernant la dévolution et le règlement des successions, le projet maintient les §§ 2371 et suiv. du Code allemand, lorsque la cession a pour objet une hérédité ouverte avant la mise en vigueur de la loi belge (art. 47).

SECTION II.

Des donations entre vifs et des testaments.

De la donation entre vifs. — Le Code allemand contient, en matière de donation, une disposition très remarquable. Le Code belge exige, pour l'existence de la donation, une acceptation expresse et solennelle (art. 932). La donation est, en droit local, dépouillée de ce formalisme outré. L'acceptation de la donation peut même être tacite ; si le disposant a imparti au bénéficiaire un certain délai pour prendre parti sur l'acceptation, le Code allemand répute la donation acceptée, si elle n'a pas été refusée dans ce délai (§ 516).

La promesse de donation peut avoir la forme judiciaire ou notariée. La promesse de donation est donc, comme en droit belge, un contrat solennel, mais à la différence de ce que décide la loi belge (art. 1339, 1340), l'exécution couvre de vice l'acte (§ 518).

Le donateur a le droit de se refuser à l'exécution d'une donation, lorsqu'en tenant compte de ses autres obligations, il est hors d'état de remplir sa promesse sans mettre en péril son propre entretien conforme à sa situation ou le paiement de dettes alimentaires qui lui sont imposées par la loi (§ 519). Cette disposition corrige, en matière de donations ayant pour objet des prestations successives, le danger d'un mouvement irréfléchi.

Lorsque le donateur a promis une pension à titre alimentaire, son obligation prend fin par sa mort, à moins que le contraire ne résulte du contrat (§ 520). Le Code allemand déroge ici à la règle que nous stipulons et promettons en général pour nous mêmes et pour nos héritiers. Mais le § 520 procède seulement d'une présomption de volonté.

Le donateur ne répond que de son dol ou de sa faute lourde (§ 521) et il n'est pas tenu des intérêts moratoires (§ 522).

Les §§ 523 et 524 s'occupent de la garantie des vices du droit ou de la chose; les §§ 525, 526 et 527 des donations avec charges; les §§ 528 et suivants prévoient les causes de révocation.

Le donateur dans le besoin jouit, d'après le § 528, du droit de révoquer la donation, si le donataire en possède encore les valeurs jusqu'à concurrence du *de in rem verso* et il peut opérer la révocation même pour les besoins de son propre créancier alimentaire.

La forme et les effets de la donation se règlent d'après la loi en vigueur au moment de la formation du contrat, et il faut considérer comme des effets du contrat, régis par la loi ancienne, les causes de résolution ou de révocation qui les affectent. Les donations faites sous l'empire du droit local resteront donc soumises aux §§ 527, 528, 530 et suivants. Par contre et pour le même motif, il n'y aura pas lieu d'appliquer à ces donations l'article 960 du Code civil belge, concernant la révocation pour survenance d'enfant, pas plus que l'article 1096 déclarant que les donations entre époux, quoique qualifiées entre vifs, sont toujours révocables. Comme les motifs sur lesquels ces dispositions sont fondées, auraient pu faire naître un doute, le texte du projet les exclut formellement. Il a paru toutefois qu'il y avait lieu d'appliquer l'article 299 du Code civil belge concernant la perte des avantages en cas de divorce, cette règle touchant au droit des personnes et non à celui des actes juridiques (art. 48, 49).

Des testaments. Dispositions générales. — La loi belge laisse complètement à l'appréciation des tribunaux l'interprétation des testaments. Cependant les clauses ambiguës ou douteuses qui se rencontrent dans les testaments sont souvent les mêmes. Le Code allemand les a réunies dans une série d'articles et il en fixe le sens légal (§§ 2066 à 2167 Cons. aussi 2084, 2085, 2086). Ces dispositions sont en général conformes à la doctrine établie en Belgique. Parfois cependant elles s'en écartent. C'est ainsi que lorsque le testateur a gratifié un de ces descendants et que celui-ci fait défaut après la confection du testament, le droit local présume que les descendants de celui-ci sont compris dans la disposition, si dans la succession *ab intestat* ils eussent représenté leur père (§ 2069). Les tribunaux belges appliqueraient vraisemblablement le principe que le legs n'est transmissible que si le légataire a survécu au testateur. Quand le testateur a désigné le bénéficiaire d'une manière qui peut s'appliquer à plusieurs personnes et qu'on ne peut découvrir lesquelles ont été visées par lui, elles sont considérées comme appelées par portions égales (§ 2073). Le testament, en droit belge, serait nul à raison de l'incertitude existant quant à la personne du légataire.

Parmi les causes d'annulation expressément consacrées par le droit local, se trouve comprise, outre l'erreur et la violence (§§ 2078, 2079) qui sont également des causes d'annulation en droit belge, la survenance d'un héritier réservataire ou la non-connaissance de son existence (§ 2080). En droit belge, l'héritier aurait seulement droit à sa réserve. Ces nullités sont relatives et l'action n'appartient qu'aux personnes indiquées par le § 2080. Dans certains cas, la demande en annulation d'une disposition de dernière volonté est faite par déclaration au Tribunal de succession (§ 2081). Le délai de la demande d'annulation est, en général, de un an (§§ 2082, 2083). Ce délai spécial n'existe pas en droit belge.

Les règles d'interprétation consacrées par les §§ 2066 à 2077, 2084 à 2086 doivent continuer à recevoir leur application, lorsqu'il s'agit de testaments faits sous l'empire du Code allemand, même si le testament n'est ouvert qu'après la mise en vigueur de la loi belge.

Le projet maintient également les causes d'annulation prévues par les §§ 2078 et suivants, mais l'action en annulation devra être formée conformément à la loi belge, sauf le délai pour l'intentement de l'action qui sera celui des §§ 2082 et 2083 (art. 50).

Confection et révocation du testament. — La capacité de faire un testament est déterminée d'après les dispositions générales concernant la capacité de contracter (§§ 104 et suiv.). Celui qui est incapable ou se trouve dans un état d'inconscience ou dans un état même passager de trouble de l'activité mentale, ne peut faire un testament (§§ 104, 105). L'interdit pour maladie mentale (§ 104, n° 3) ne peut faire un testament, eût-il des intervalles lucides; la loi interdit même le testament à l'interdit pour cause de faiblesse d'esprit, prodigalité ou ivrognerie (§ 2229), mais elle lui permet de révoquer son testament (§ 2253). Le mineur ne peut faire un testament que lorsqu'il a seize ans révolus (§ 2229).

D'après la loi belge, le mineur parvenu à l'âge de seize ans ne peut disposer que de la moitié des biens dont il pourrait disposer s'il était majeur (art. 904). Les faibles d'esprit et les prodigues peuvent tester; ils ne sont pas interdits, mais placés sous conseil et leur incapacité est limitée à certains actes. Les ivrognes conservent, en principe, leur capacité (supra).

Le testament peut être fait devant un juge ou devant notaire ou par déclaration écrite de la main du testateur et signée de lui avec indication du lieu et du jour (§§ 2231 et suiv.). Le § 2247 exclut la forme sous seing privé pour les mineurs et ceux qui ne savent lire. Le § 2248 établit le dépôt du testament dans un dépôt officiel. Le droit belge ne connaît pas le testament reçu par le juge, mais les autres formes de testament sont communes aux deux législations (testament notarié ou public, testament mystique et testament olographe). Pour les cas d'urgence, épidémie ou autres circonstances extraordinaires, ou voyage en mer, voyez les §§ 2249 à 2252 (C. civ. b., articles 981 et suiv.).

La révocation se fait par testament (§ 2254), par destruction du titre ou cancellation (§ 2255), par retrait du testament public ou reçu en dépôt officiel (§ 2256) ou par la confection d'un nouveau testament en contradiction avec le précédent (§ 2258).

La révocation peut être rétractée (§§ 2257, 2258).

Le testament, après le décès du testateur, est remis au tribunal de succession (§ 2259). Il est procédé à l'ouverture soit par le tribunal de succession, soit par un tribunal autre que celui de succession, auquel cas il est envoyé au tribunal de succession. Le tribunal de succession en donne communication aux intéressés (§ 2262) et toute personne ayant un intérêt apparent peut en prendre inspection et demander copie (§ 2264).

La capacité de tester doit exister au moment de la confection du testament et au moment où se produit son effet, c'est-à-dire au moment de l'ouverture de la succession. Il faut également avoir à ce moment la capacité de recueillir par

testament (§§ 2101, 2106, 2162). Ces dispositions qui diffèrent de la loi belge sont maintenues ailleurs, dans le projet, pour les testaments faits sous l'empire de la loi locale (art. 54, 55). Quant à la révocation qui produit ses effets immédiatement, elle est soumise exclusivement à la loi sous l'empire de laquelle elle est opérée; le changement de législation ne doit pas faire revivre un testament valablement révoqué.

Pour ce qui concerne la forme, soit du testament, soit de la révocation, c'est la loi en vigueur au moment de l'acte qui la régit.

Les principes suffisent pour établir ces solutions.

Le texte du projet est limité aux formalités de l'ouverture ou de l'exécution du testament (§§ 2259 à 2264), qu'il maintient quand il s'agit de testaments se rapportant à des successions régies par la loi allemande (art. 51).

Testament commun. — Le Code allemand autorise le testament commun entre époux (§§ 2265 et suiv.). La loi belge l'interdit dans tous les cas (art. 968). Le testament commun ne peut être révoqué par un des époux, tant que les deux époux sont en vie, qu'en le déclarant à l'autre. Après le décès d'un des époux, le testament devient, en principe, irrévocable (§§ 2271, 2272).

Le principe que la forme du testament est réglée par la loi en vigueur au temps de sa confection, obligera les tribunaux à reconnaître la validité du testament commun ou conjonctif, quoiqu'il soit prohibé par la loi belge, et il convient de maintenir en même temps les dispositions de la loi locale, qui sont la suite de ce mode spécial de testament (art. 52).

Institution d'héritier. — L'héritier testamentaire est celui qui est gratifié du patrimoine ou d'une fraction de patrimoine (§§ 2087, 2088). La loi belge voit dans une semblable institution un legs universel ou à titre universel. Les §§ 2089 et suivants se rapportant au cas de pluralité d'héritiers institués par fractions, sont des règles d'interprétation qui ne sont guère d'application fréquente. Il faut rapprocher de ces dispositions les règles des §§ 2094 et 2095 concernant l'accroissement.

La substitution vulgaire est admise en droit local pour le cas où l'héritier viendrait à faire défaut avant ou après la dévolution (§ 2096); elle s'entend de la non-survivance ou de la répudiation.

Le testament contenant une institution d'héritiers fait sous l'empire du droit local produira sous les modalités que le droit local lui applique, les effets d'un legs universel ou à titre universel (art. 53).

Substitutions. — Il s'agit ici de ce que la doctrine appelle la substitution fidéicommissaire. Le Code allemand présume la substitution quand une personne non encore conçue ou une personne juridique non encore parvenue à l'existence légale au moment de la dévolution est instituée héritière (§§ 2101, 2106). Cette présomption n'est qu'un subterfuge pour échapper à la règle que, pour profiter d'une disposition testamentaire, il faut exister au moment du décès du testateur. Dans le cas de doute, l'institution comme fidéicommissaire contient aussi la vocation comme substitué vulgaire, et s'il y a doute sur le point de savoir si l'institution est vulgaire ou fidéicommissaire, on présume qu'elle est vulgaire. (§ 2102).

A la remise au décès qui caractérise essentiellement en droit belge la substitution fidéicommissaire, le Code allemand assimile le cas où la remise doit être faite à l'arrivée d'un terme ou d'un événement (§ 2103); il en est de même quand l'héritier institué n'est appelé que jusqu'à l'arrivée d'un terme ou d'un événement ou depuis l'arrivée de ce terme ou de cet événement (§§ 2104, 2105). Dans ce dernier cas, comme aussi lorsque l'institué est une personne non encore existante, il y a une substitution tacite. Ce seront les héritiers *ab intestat* qui joueront le rôle de grevés.

Lorsque le grevé est un descendant qui n'avait pas lui-même de descendant au moment de la confection du testament ou si le testateur ne savait pas à ce moment que le grevé avait un descendant, on présume que la substitution n'a été faite que pour le cas où le grevé meurt sans descendant (§ 2107). La question ne peut se poser en droit belge, la substitution n'étant permise qu'au profit des enfants nés ou à naître (au premier degré seulement) du grevé (art. 1048).

Au surplus, les §§ 2101 à 2107 ne contiennent que des règles d'interprétation de la volonté.

A la différence du droit belge, si le substitué meurt avant l'ouverture de la substitution, ses droits passent, en principe, à ses héritiers (§ 2108); le substitué doit survivre à l'événement de la condition sous laquelle il est appelé (§ 2109).

Par une disposition remarquable du droit local, la substitution tombe, sauf certains cas exceptionnels, si le droit de l'appelé ne s'ouvre pas dans les trente ans (§ 2109) : cette disposition est sans doute motivée parce que les biens ne doivent pas être trop longtemps soustraits à la circulation.

L'accroissement tombe sous la substitution; mais le droit du substitué ne s'étend pas en cas de doute au legs par préciput fait au fidéicommissaire (§ 2110). Le Code belge ne prévoit pas le cas d'accroissement. Quant au préciput, la disposition du droit local s'explique par la distinction établie entre le legs et l'institution d'héritier.

Dans la détermination des droits du substitué, le Code allemand applique le principe de la subrogation réelle et de l'incorporation (§ 2111).

Le Code allemand règle avec beaucoup de détails les droits et les obligations du grevé, ainsi que les mesures conservatoires et les garanties dont le substitué jouira vis-à-vis du grevé (§§ 2112 à 2136). Ces garanties sont remplacées en droit belge par le tuteur à la substitution.

La substitution peut, en droit local, comme en droit belge, être limitée à ce qui restera au moment où elle s'ouvrira (legs de *eo quod supererit*) (§§ 2137, 2138).

Le Code allemand règle encore l'effet des actes faits par le grevé postérieurement à l'ouverture de la substitution (§ 2140), la créance alimentaire de la mère du substitué simplement conçu (§ 2141), la renonciation de la part de substitué (§ 2142), la séparation des patrimoines (§ 2143) et le paiement des dettes (§§ 2144 à 2146).

Le grevé est obligé envers les créanciers de la masse de notifier l'ouverture de la substitution au tribunal de succession (§ 2146).

Si l'on considère les motifs pour lesquels la substitution fidéicommissaire n'est

admise en droit belge que dans les dispositions entre père ou mère et enfants, ou entre frères et sœurs (art. 1048, 1049), l'on doit reconnaître que, bien que le testament ait été fait sous l'empire du droit local, les dispositions de cette nature ne devraient produire leurs effets que dans les cas où la substitution est également admise en droit belge. Cependant, le projet français maintient indistinctement toutes les institutions d'arrière-héritiers. L'Exposé des Motifs invoque que la jurisprudence est très large en la matière et que sa tendance est de restreindre l'application de l'article 896 ; toutefois, il était difficile de laisser ces institutions réglées par le droit local. La succession peut s'ouvrir bien longtemps après l'introduction de la législation nouvelle et la succession, ouverte après l'introduction du nouveau droit, doit être réglée et liquidée conformément à ce droit. C'est pourquoi les droits réciproques de l'avant et de l'arrière-héritier seront régis par les articles 1053 et suivants du Code civil. La jurisprudence belge est moins large en cette matière que la jurisprudence française. Mais d'autres motifs ont déterminé les auteurs du projet à adopter la solution proposée par le projet français. La substitution est considérée, dans les cantons réunis, comme avantageuse au bien des familles ; telle qu'elle s'y rencontre dans la pratique, elle ne produit pas les inconvénients que la loi a redoutés. L'ordre public ou familial ne sera pas troublé parce qu'on maintiendra l'effet des dispositions prises sous l'empire du droit local. D'autre part, si on devait l'appliquer la loi belge, ce ne serait pas seulement la substitution qui croulerait, mais la disposition même dont elle dépend (art. 896). On pourrait, il est vrai, par une disposition transitoire, déroger à l'article 896 et consacrer la disposition principale en abolissant la substitution qui s'y rattache. Seulement, en scindant les dispositions, on s'exposerait à méconnaître la volonté du disposant. Le présent projet a donc emprunté au projet français la disposition qu'il consacre à cette matière (art. 54).

Il doit être entendu que la substitution ne doit pas produire plus d'effet qu'en droit local. Or, en droit local, sauf dans certains cas exceptés de la règle, la substitution tombe lorsqu'elle ne s'est pas ouverte dans les trente ans (§ 2109). L'effet de cette disposition subsistera. Cela résulte suffisamment du texte : conserveront les effets voulus par les contractants et les testateurs. S'agissant des effets d'un acte fait sous l'empire de la loi locale, les parties devront être considérées comme s'étant référées au § 2109, comme aux autres dispositions précisant ces effets.

Legs et charges. — Sous cette dénomination, le Code allemand vise la disposition correspondante au legs particulier du droit belge.

Après avoir établi certaines règles d'interprétation (§§ 2147, 2148), le Code allemand consacre formellement la validité du legs fait à l'héritier (préciput, prélegs) (§§ 2149, 2150).

Le testateur peut, en gratifiant plusieurs personnes d'un même legs, laisser soit au grevé lui-même, soit à un tiers, le soin de déterminer laquelle d'entre elles recueillera le legs (§§ 2251, 2252). Semblable disposition ne serait pas licite en droit belge. Le testateur peut gratifier aussi plusieurs personnes d'un legs de telle manière que le grevé ou un tiers doit déterminer ce que chacune recevra (§ 2253) ou léguer par un legs unique plusieurs objets de manière que le léga-

taire n'en aura qu'un au choix du grevé ou d'un tiers (§ 2154). Le legs d'espèce se détermine d'après la situation du légataire; la détermination peut appartenir, soit au grevé, soit au légataire, soit à un tiers (§ 2155). La détermination de la prestation peut également être laissée, soit au grevé, soit à un tiers, lorsque, en ordonnant un legs, le testateur en a indiqué le but (§ 2156).

Si le même objet a été légué à plusieurs personnes, l'on applique par analogie les §§ 2089 à 2093, relatifs au cas de pluralité d'héritiers. Les §§ 2158 et 2159 règlent l'accroissement entre légataires.

Le legs est caduc si le légataire n'est plus en vie au temps de la dévolution (§ 2160), mais il reste valable encore que celui qui en a été grevé ne soit pas devenu lui-même héritier ou légataire (§ 2161).

Le legs fait à terme ou sous condition devient nul après trente ans si la condition ou le terme ne sont pas arrivés (§ 2162). Il en est de même si le légataire n'est pas encore conçu ou si sa personnalité ne doit exister que par un événement postérieur au décès (§ 2162). Le droit belge n'admet pas le légataire non conçu au moment de l'ouverture de la succession, ni la personne civile n'ayant pas encore de personnalité à cette époque. Dans certains cas, le legs reste efficace après le délai de trente ans (§ 2163).

Le legs d'une chose comprend ses dépendances, même l'indemnité due pour une détérioration survenue postérieurement au legs (§ 2164). Si l'objet légué est grevé d'un droit au profit d'un tiers, le légataire ne peut demander le dégrèvement à moins que le testateur lui-même n'eût le droit de l'exiger. Si l'immeuble grevé est affecté d'une hypothèque, d'une dette foncière ou d'une rente existant au profit du testateur lui-même, on décide d'après les circonstances si l'hypothèque, la dette foncière ou la rente ont été léguées en même temps (§ 2164). Les paragraphes suivants se rapportent au cas où l'immeuble est grevé d'une hypothèque, dette ou rente foncière au profit d'un tiers (§§ 2166 à 2168). Ces divers cas, pour lesquels le Code allemand établit des règles d'interprétation, ne sont pas prévus par le Code belge.

Le Code allemand règle différemment du Code belge l'effet du legs de la chose d'autrui (§§ 2169, 2170).

Le Code n'admet pas le principe que la condition impossible ou illicite affectant le legs est réputée non écrite; si la prestation est impossible ou illicite, le legs est nul (§§ 2171, 2172).

Le § 2173 règle l'effet du legs d'une créance quand celle-ci a été payée.

Si le testateur a légué une créance qu'il avait contre l'héritier ou un droit grevant la chose ou le droit de celui-ci, les créances et les obligations, les droits et les charges éteints par confusion revivent relativement au legs (§ 2175). Cette disposition est logique; le Code belge ne contient pas une semblable disposition.

L'effet du legs particulier, au point de vue de la transmission de la propriété, diffère profondément en droit local et en droit belge. Le légataire, d'après le droit local, n'a qu'une créance lui permettant de demander au grevé la prestation qui fait l'objet du legs. Il n'est pas propriétaire de la chose léguée; le Code allemand ne connaît pas le legs *per vindicationem*.

L'époque de la dévolution du legs est différée lorsque le legs est fait sous condition suspensive ou avec terme initial (§ 2177), ou quand le légataire n'est

pas encore conçu au moment de l'ouverture de la succession ou que sa personnalité n'est déterminée que par un fait postérieur (§ 2178).

L'acceptation ou la répudiation ont lieu par déclaration à la personne grevée. On applique les dispositions des §§ 1950 (acceptation ou répudiation partielles), 1952, alinéas 1 et 3 (transmission du droit par succession) et 1953, alinéas 1 et 2 (effet de la répudiation) (§ 2180). L'acceptation ou la répudiation ne peuvent donc être partielles, tandis que, en droit belge, les legs particuliers peuvent, d'après la doctrine, être acceptés pour partie, si le contraire ne résulte du testament.

Lorsque l'époque de l'exécution est laissée au gré de la personne grevée, on décide, en cas de doute, que la prestation est exigible au décès de cette personne (§ 2181).

Les §§ 2182 et 2183, réglant l'effet du legs d'une chose déterminée seulement quant à son espèce ou d'un corps certain n'existant pas dans la succession, prévoient, notamment, la garantie pour vice caché. Le Code belge ne prévoit pas cette garantie, pas plus que la garantie d'éviction. Il s'agit de la garantie personnelle de l'héritier, qui, devant prêter la chose, est assimilé à un vendeur.

Le legs d'un immeuble n'oblige pas l'héritier à le dégrever des charges réelles (§ 2182. al. 3). Il en est de même en droit belge.

A la différence du droit belge qui ne reconnaît au légataire le droit aux fruits que depuis la demande en délivrance (art. 1014), le Code allemand, lorsque c'est un corps certain appartenant à la succession qui a été légué, oblige la personne grevée à remettre au légataire les fruits qu'elle a recueillis (à l'exclusion des productions qui ne sont pas des fruits) (§ 2184).

Le grevé a droit au remboursement de ses impenses et dépenses relatives à la chose léguée (§ 2185).

Si le grevé est lui-même légataire, il ne doit exécuter le legs qu'à partir du moment où il peut exiger la remise de son propre legs (§ 2186).

Le légataire grevé d'un legs ou d'une charge n'est en tous cas tenu que *intra vires* (§ 2187) et, si son legs est réduit, il peut réduire lui-même proportionnellement les charges, à moins que le testateur n'ait eu une volonté contraire (§ 2188). Le testateur peut aussi, en prévision de la réduction, disposer que tel legs aura la préférence sur les autres (§ 2189).

Les règles de la substitution vulgaire s'appliquent aussi aux legs (§ 2190) ; si le testateur a donné à un tiers l'objet légué à partir d'un terme ou de l'évènement d'une condition, on applique les règles de la substitution fidéi-commissaire (§ 2191).

Le droit du légataire particulier comme celui de l'héritier ne s'ouvre qu'avec la succession. Cette conception cependant ne tend pas à exclure complètement la législation antérieure. Il semble bien d'abord que lorsqu'il s'agit de l'interprétation du legs et de la détermination de sa portée, il faut appliquer les dispositions en vigueur au moment de la confection du testament. La loi en cette matière supplée la volonté. Autre est la question de savoir si la disposition telle que le testateur l'a voulue, ou est censé l'avoir voulue, peut recevoir son exécution. Ainsi les dispositions du Code allemand aux termes desquelles soit un tiers, soit le grevé lui-même, pourra désigner le bénéficiaire du legs ou déterminer la part

d'un légataire dans un objet légué à plusieurs ou autres dispositions faisant intervenir un tiers (§§ 2151 à 2156) ne pourraient, quoique valablement faites au moment de la confection du testament, recevoir leur exécution. Mais, pratiquement, pas plus que pour les substitutions sortant du cadre de la loi belge, il ne paraît y avoir d'obstacle à ce que des dispositions de cette nature se rencontrant dans un testament fait sous l'empire de la loi locale reçoivent leur exécution après la mise en vigueur de la loi belge.

Le projet applique à ces testaments les dispositions relatives au cas de pluralité de légataires ou d'accroissement (§§ 2157, 2158). Il maintient la prescription du legs fait à terme ou sous condition, le legs ne devant pas avoir plus d'effet parce qu'il n'est venu à exécution que sous l'empire de la loi belge (§ 2162). La capacité de recueillir le legs, par conséquent la condition d'existence au moment de l'ouverture du legs, dépendrait de la loi belge. La loi locale se montre plus favorable aux légataires (§§ 2162, 2163). Ici encore le projet fait fléchir la rigueur des principes en faveur du maintien d'une disposition que le testateur était autorisé à faire au moment où il a testé. Il fallait faire fléchir aussi la règle qui tient pour non écrites les conditions impossibles ou illicites. La doctrine d'ailleurs critique vivement aujourd'hui la règle établie par l'article 900 du Code civil. Pour ce qui concerne l'effet du legs, il sera déterminé conformément à la loi belge, en ce sens que si ce legs a pour objet un corps certain, la propriété en sera transférée au légataire par l'effet du décès du testateur, sauf à demander la délivrance suivant les règles du Code civil (*legs per vindicationem*).

Si le legs ne s'est ouvert que postérieurement, l'acceptation ou la répudiation auront lieu conformément à la loi belge. Cependant la question de la divisibilité du legs au point de vue de l'acceptation ou de la répudiation dépendant de la volonté du testateur devra même pour lors être décidée conformément au § 2180; l'acceptation ou la répudiation ne pourront donc être partielles.

Il faut appliquer aussi la loi belge aux fruits de la chose légués. (§ 2184).

Le projet applique à la substitution (§ 2191), la disposition transitoire établie ci-dessus pour les institutions d'héritier.

Ces diverses solutions sont consacrées par l'article 55.

La charge diffère du legs et même du legs sur un legs en ce que tout legs suppose un bénéficiaire individuellement désigné, tandis que la charge est établie au profit de personnes indéterminées ou d'une classe entière de personnes. La jurisprudence belge reconnaît la validité de la charge; toutefois elle exige que la charge n'absorbe pas l'entière valeur du legs, le légataire n'étant plus alors qu'une personne interposée. Cette jurisprudence n'est pas à l'abri de critiques. Le Code allemand règle cette matière dans ses détails (détermination des personnes favorisées et de celles qui peuvent poursuivre l'exécution de la charge, conséquence de la caducité de la charge, restitution totale ou partielle de la libéralité si la charge ne peut être exécutée) (§§ 2192 et suiv.). Le projet maintient ces dispositions pour les charges stipulées dans un testament fait sous l'empire de la loi locale (art. 56).

Exécuteur testamentaire. — Alors que le Code civil belge laisse à la doctrine le soin de définir l'étendue de ce mandat, le Code allemand a réglé cette matière avec beaucoup de détails.

Le testateur peut nommer lui-même son exécuteur testamentaire et il peut en nommer un autre pour le cas où celui qu'il a nommé viendrait à faire défaut avant ou après l'acceptation de ses fonctions (§ 2197). Le testateur peut abandonner cette nomination à un tiers; la désignation se fera par déclaration authentique devant le tribunal de succession (§§ 2198, 2228). Le testateur peut donner à son exécuteur testamentaire le droit de nommer un ou plusieurs exécuteurs adjoints ou de se nommer un successeur dans la forme prédite, ou laisser la nomination au tribunal de succession (§§ 2199, 2200, 2228). Ces règles sont la conséquence du système général du droit local qui permet de donner à un tiers une délégation que le droit belge repousse.

Pour pouvoir accepter ces fonctions, l'exécuteur testamentaire doit être capable (§ 2201). (Conf. C. civ., art. 1028.)

L'acceptation ou le refus des fonctions ont lieu par déclaration au tribunal de succession (§§ 2202, 2228).

Outre l'exécution des dispositions de dernière volonté (§ 2203), l'exécuteur testamentaire doit effectuer la liquidation de la succession (§ 2204), administrer la masse héréditaire (ce qui implique le droit de se mettre en possession), il peut faire des libéralités répondant à un devoir moral ou de convenance (§ 2205) et contracter des obligations pour la masse (§§ 2206, 2207). Ces pouvoirs peuvent être restreints par le testateur. Celui-ci peut aussi vouloir que l'administration de l'exécuteur testamentaire continue, même après l'exécution des charges indiquées, jusqu'au partage ou, si ce partage n'a pas lieu, jusqu'à l'expiration d'un délai de trente ans ou l'événement d'une condition prévue (§§ 2209, 2210).

Pendant la durée de cette administration, l'héritier ne peut disposer des objets de la masse (§ 2211). C'est l'exécuteur testamentaire qui représente la succession en justice (§ 2212); les actions dirigées contre la succession sont poursuivies, soit contre l'exécuteur testamentaire, soit contre l'héritier (§ 2213). Les créanciers personnels de l'héritier ne peuvent, pendant l'administration, s'en prendre aux objets de la masse (§ 2214).

L'exécuteur testamentaire doit faire dresser un état des objets soumis à sa gestion et des dettes qui sont à sa connaissance; cet état est dressé par les autorités ou les fonctionnaires compétents ou par un notaire (§ 2215).

Dans son administration, il doit se conformer aux mesures prescrites par le testateur, sauf le droit pour le tribunal des tutelles de les rapporter (§ 2216).

L'héritier peut demander la mise à sa disposition des objets dont l'exécuteur testamentaire n'a pas besoin pour l'accomplissement de sa mission; s'il y a lieu, l'héritier devra fournir des sûretés pour l'acquittement des obligations dont ces objets seraient grevés ou pour l'exécution des legs ou charges (§ 2217).

On applique aux rapports entre l'héritier et l'exécuteur testamentaire les règles du mandat. Il en est de même en droit belge, mais le Code allemand permet à l'héritier d'exiger la reddition d'un compte annuel (§ 2218). S'il y a plusieurs exécuteurs testamentaires, ils sont responsables solidairement (§ 2219). Cette responsabilité solidaire n'existe pas en droit belge.

Le testateur ne peut décharger l'exécuteur testamentaire des obligations qui lui sont imposées par les §§ 2215, 2216, 2218, 2219 (§ 2220).

L'exécuteur testamentaire a droit à un salaire, à moins de disposition contraire

dans le testament (§ 2221). En Belgique, le salaire n'est pas de droit, mais il peut être stipulé et cette stipulation peut être tacite.

Dans le cas de substitution fidéicommissaire, le testateur peut nommer un exécuteur testamentaire spécial pour exercer les droits du substitué (§ 2222).

Le testateur peut aussi nommer un exécuteur testamentaire spécial pour veiller à l'exécution des charges (§ 2223).

Quand il y a plusieurs exécuteurs testamentaires, ils exercent leurs fonctions en commun; en cas de divergence, le tribunal de succession décide. Si l'un d'eux fait défaut, les autres agissent seuls. Le testateur peut, d'ailleurs, prendre des dispositions contraires. Chacun a le droit de faire les actes conservatoires (§ 2227).

Le projet laisse à la nomination d'un exécuteur testamentaire faite sous l'empire du droit local, les effets que la loi locale attache à cette nomination (art. 57).

A la vérité, ce mandat, qui ne commence qu'à la mort, aurait pu être soumis à la loi belge, quoique le testament fût fait sous l'empire de la loi locale, mais il ne s'agit ici que d'intérêts privés. Le projet laisse l'exécution testamentaire régie par le droit local, sauf quant à l'exécuteur testamentaire nommé pour le cas de substitution. La substitution a été soumise aux règles des articles 1053 et suivants du Code civil belge. Le tuteur à la substitution suffit.

De l'institution contractuelle. — L'institution contractuelle est admise en droit local d'une manière bien plus étendue qu'en droit belge; le Code allemand l'admet entre toutes personnes et même en dehors du contrat de mariage.

On distingue le pacte bilatéral ou institution contractuelle proprement dite et le pacte unilatéral. Une des applications les plus fréquentes du pacte bilatéral est le pacte entre époux pour s'instituer réciproquement héritiers.

Pour pouvoir faire ce contrat, il faut la pleine capacité juridique; toutefois, la capacité restreinte suffit entre époux ou fiancés moyennant l'assentiment du représentant légal (§ 2275).

Quant à la forme, l'institution contractuelle est traitée d'une manière conforme au testament notarié ou fait devant le juge (§ 2276). Le § 2277 prévoit le dépôt en garde officielle spéciale.

Dans l'institution contractuelle, chacun des contractants peut faire des dispositions, mais on ne peut faire par contrat d'autres dispositions que des institutions d'héritiers, des legs et des charges (§ 2278).

Les dispositions contenues dans ce pacte sont en général, quant à leurs effets, régies par les mêmes règles que celles qui régissent les testaments (§ 2279). Ce pacte peut contenir une substitution fidéicommissaire (§ 2280). On applique les causes d'annulation prévues par les §§ 2078 et 2079; l'action en annulation est déclarée au tribunal de succession qui la communique au tiers (§ 2281). Le § 2282 règle la capacité requise pour intenter l'action. La déclaration de la demande de nullité doit être constatée en justice ou devant notaire (§ 2282, alinéa fin.). Le délai est en général d'un an (§ 2283). Le pacte peut être ratifié (§ 2284). La nullité peut être demandée aussi par les personnes désignées au § 2280, dans les conditions prévues par le § 2285.

A la différence du droit belge qui ne permet plus que les dispositions gratuites pour sommes modiques (art. 1083), le Code allemand laisse à l'instituant le droit

de disposer de ses biens entre vifs à titre gratuit, à moins que la donation n'ait été faite dans l'intention de nuire à l'institué (§§ 2286, 2287). Le § 2288 défend également de détruire ou endommager ou même d'aliéner à titre onéreux, dans le dessein de nuire.

Cette institution contractuelle révoque les dispositions testamentaires antérieures ; on ne peut y déroger par des dispositions testamentaires postérieures, sauf quand le disposant a le droit de résiliation (§ 2289).

L'institution contractuelle, de même qu'une disposition contractuelle unilatérale, peut être révoquée par contrat entre les personnes qui ont conclu le pacte. Si le disposant n'a qu'une capacité juridique restreinte, il n'a pas besoin du consentement de son représentant légal. Si l'autre partie est en tutelle, l'autorisation du tribunal de tutelle est nécessaire. Il en est de même lorsqu'elle est sous puissance paternelle, à moins que le contrat n'ait été conclu entre époux ou entre fiancés. Le contrat doit être fait en la forme prescrite par le § 2276 par l'institution contractuelle (§ 2290).

Si le pacte a pour objet un legs ou une charge, il peut être révoqué par testament, avec le consentement de l'autre contractant, et s'il y a lieu, comme ci-dessus, l'autorisation du tribunal des tutelles. La déclaration d'assentiment doit être actée en justice ou devant notaire (§ 2291).

Entre époux, le pacte successoire peut être révoqué également par testament commun ; il faut, le cas échéant, l'autorisation du tribunal des tutelles (§ 2292).

Il peut y avoir enfin résiliation en vertu d'une réserve insérée au contrat (§ 2293), du chef d'un manquement du gratifié (§ 2294), du chef de l'extinction d'une contre-prestation promise (obligation de fournir les aliments éteinte avant la mort du disposant) (§ 2295). Celui qui n'a qu'une capacité restreinte peut résilier. La déclaration de résiliation doit être actée en justice ou devant notaire (§ 2296).

Lorsque le disposant a le droit de résilier, il peut révoquer par testament après le décès de l'autre contractant ; en cas de manquement du gratifié, on applique l'article 2336, al. 2 à 4, concernant l'enlèvement de la réserve (§ 2297).

S'il y a des dispositions réciproques, la nullité de l'une entraîne l'inefficacité de l'autre, et en cas de réserve de résiliation, la résiliation de l'un des contractants met fin au contrat entier. Le droit de résilier s'éteint au décès de l'autre contractant. Cependant le survivant peut révoquer par testament s'il renonce à ce dont il a été gratifié, sauf pour le tout volonté contraire (§ 2298).

Chacun peut faire unilatéralement dans le pacte successoire toutes les dispositions qu'il pourrait faire par testament ; ces dispositions peuvent également être révoquées dans le contrat par lequel on révoque une disposition contractuelle. Dans le cas d'exercice du droit de résiliation, les dispositions unilatérales perdent aussi leurs effets, sauf volonté contraire du disposant (§ 2299).

On applique au pacte successoire les dispositions des §§ 2259 à 2263, 2273, relatives à l'ouverture du testament ; toutefois le § 2275, al. 2 et 3, ne sera appliqué que si le pacte se trouve sous garde officielle et spéciale (§ 2300).

Les prescriptions édictées pour les dispositions à cause de mort sont applicables aux promesses de donations qui sont faites sous la condition que le gratifié survive au donateur ; il en est de même de la promesse de reconnaissance de dette en

l'espèce prévue aux §§ 780, 781, faite à titre gratuit sous cette condition. Si le donateur accomplit la donation par la prestation de l'objet donné, on applique les dispositions relatives aux donations entre vifs (§ 2301).

Est nul le contrat par lequel on s'oblige à faire, à ne pas faire, à révoquer ou à ne pas révoquer une disposition à cause de mort (§ 2302).

L'institution contractuelle dérive d'un contrat. Il faut donc lui appliquer la loi des contrats. Cette institution est irrévocable en ce sens que la qualité d'héritier accordée au donataire ne peut être révoquée par le donateur. Dès lors, une loi nouvelle ne peut la lui enlever. C'est le principe que consacre le projet français en disposant que les pactes sur succession future conclus antérieurement à la mise en vigueur de la loi française resteront valables dans les conditions prévues par la loi locale, et que les dispositions y contenues conserveront les effets voulus par les contractants, sauf application de la législation française sur la réserve. Il faut tenir compte aussi de ce qui a été dit plus haut concernant les institutions d'arrière-héritiers.

De même que lorsqu'il s'est agi du testament, le projet maintient les causes d'annulation du droit local (§ 2281), mais l'action sera formée conformément à la loi belge, sauf application du délai du § 2283.

Pour la révocation, l'autorisation du tribunal des tutelles sera remplacée par celle du juge de paix. L'acte sera passé devant deux notaires ou devant un notaire assisté de deux témoins (§ 2290). On procédera de même dans le cas du § 2291.

Le pacte successoire ne pourra plus être révoqué par testament commun (§ 2292). Cette manière de disposer ne peut plus être admise après la mise en vigueur de la loi belge. Ce n'est qu'un changement de pure forme; il reste la révocation par acte notarié.

La déclaration de résiliation, dans les cas prévus par les §§ 2293 à 2296, sera actée par acte devant notaire, dans la forme ci-dessus.

Les §§ 2259 à 2263 et 2273 (ouverture du testament) continueront à s'appliquer aux institutions contractuelles, conformément au prescrit du § 2300, si l'institution contractuelle a produit son effet avant la mise en vigueur de la loi belge; sinon, la question de savoir si l'institué contractuel a la possession comme il a la propriété, devra se résoudre conformément à la loi belge. On sait qu'en Belgique, la question de savoir si le donataire contractuel a la saisine est controversée. On admet généralement que le Code civil belge ne donne la saisine qu'à l'héritier et au légataire universel. L'institution faite sous l'empire du droit local, mais venue à effet sous l'empire de la loi belge, sera, sous ce rapport, traitée comme toute autre institution contractuelle (art. 58).

De la réserve et de la quotité disponible. — Le Code allemand établit une réserve au profit des descendants, des père et mère (non des autres descendants) et de l'épouse. Cette réserve consiste, non en un droit dans les biens mêmes, mais en une créance à charge de la succession. Elle est fixée d'une manière invariable à la moitié de la valeur de la part légale. Dans ses principes fondamentaux, comme dans son organisation (§§ 2303 et suiv.), la réserve du droit local diffère donc profondément de la réserve du droit belge.

On remarquera spécialement que la réduction d'une donation se fait en argent ou en nature, au gré du donataire (§ 2329).

Le disposant peut, dans certains cas, enlever la réserve (§§ 2333 à 2335). Ces cas ne sont pas prévus par la loi belge ; l'indignité de succéder peut seule enlever à l'héritier son droit à la réserve, parce que la réserve est, en droit belge, un droit à la succession. Cet enlèvement se fait par disposition de dernière volonté (§ 2336). Le droit d'enlever la réserve s'éteint par le pardon (§ 2337). Il y a une exhérédation *bona mente* quand le descendant est un prodigue. Cette exhérédation se réalise par une substitution fidéicommissaire. Le disposant peut aussi confier l'administration à un exécuteur testamentaire. Ces mesures sont sans effet lorsqu'au moment de la dévolution de la succession le descendant a cessé ses prodigalités (§ 2338).

La réserve est réglée par la loi en vigueur au moment de l'ouverture de la succession.

Quand le testateur a légué la quotité disponible, il peut y avoir une question d'interprétation, à savoir si le testateur a eu en vue le disponible tel qu'il était réglé au moment de la confection du testament ou tel qu'il sera au moment de l'ouverture de la succession. Nous croyons qu'en général celui qui lègue le disponible entend léguer le plus qu'il peut. Le légataire profitera donc de l'extension du disponible, s'il y en a une; toutefois, le projet ne dispose pas à cet égard, par mesure transitoire, pour les testaments faits sous l'empire du droit local, s'agissant d'une question d'intention qui doit se résoudre d'après les circonstances.

L'application du principe général énoncé ci-dessus donne lieu à des difficultés quand il s'agit de donations.

1° La loi nouvelle accorde une réserve à des parents qui n'en avaient pas. Les auteurs se prononcent en général en faveur des donataires. On invoque l'irrévocabilité des donations. Le droit étant irrévocable doit être régi par la loi du temps où il est acquis.

2° Les réservataires sont les mêmes, mais la quotité de la réserve a augmenté. Le principe de l'irrévocabilité de la donation conduirait encore à décider que les donations ne peuvent être réduites.

3° La loi nouvelle diminue la réserve. Partant de l'idée que c'est la loi en vigueur au temps du contrat qui régit les droits des parties, on a prétendu que les donations pourraient être réduites conformément à la loi sous l'empire de laquelle elles ont été faites. On objecte, et l'objection paraît décisive, que la réserve est un droit de succession et que les héritiers ne peuvent demander plus que ce que la loi leur alloue.

Laurent enseigne que, si les donations sont irrévocables, cela n'est vrai qu'entre le donateur et le donataire. L'irrévocabilité n'empêchera pas les donations entre vifs de devoir être rapportées, et de même elles seront sujettes à réduction. La donation doit être considérée comme faite sous une condition résolutoire légale. La loi qui régit la réserve est celle qui existe au moment de l'ouverture de la succession. La donation doit être considérée comme faite sous la condition qu'elle ne portera pas atteinte aux dispositions de cette loi (t. 1, n° 249).

Le présent projet n'a pas cru devoir trancher ces controverses à l'occasion du changement de législation que produira l'introduction du Code civil belge dans les territoires d'Eupen-Malmédy. Il s'est borné, à l'exemple du projet français, à limiter l'action en réduction, de manière à éviter que le changement apporté

à la législation ne vint causer préjudice aux tiers ayant acquis des droits réels sur les immeubles sous l'empire de la loi locale (art. 59).

SECTION III.

Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.

Du régime matrimonial. — Les auteurs du projet avaient tout d'abord considéré que les biens des époux mariés sous le Code allemand devaient rester régis par ce code.

Ce n'était là que l'application d'une règle universellement admise en matière d'actes juridiques.

Le projet français s'écarte complètement de cette règle pour suivre un système analogue à celui qui a été pratiqué par le législateur allemand lors de l'introduction du B. G. B.

Le Rapport de la Commission en expose les motifs en ces termes :

« La comparaison sommaire des deux législations en cette matière montre que les différences sont assez nombreuses et assez importantes. Voici les principales : Le régime allemand est un régime excluant la formation de tout patrimoine commun, laissant seulement au mari l'administration et gérance du patrimoine de sa femme ; en droit allemand encore, le mari, si l'on a adopté la communauté, a besoin du consentement de sa femme pour aliéner un immeuble de la communauté ; un délit de la femme engage sous certains régimes de communauté, la toute propriété de ses apports ainsi que les biens communs, et la femme ne peut renoncer à la communauté. Le maintien de toutes ces dispositions pendant de longues années ne semble guère possible. La confusion qui en résulterait serait d'autant plus grande que les époux, mariés sous la loi ancienne, seraient régis en partie par les dispositions de cette loi et en partie par les dispositions d'ordre public de la législation française, en particulier celle du droit des successions. Combiner des dispositions empruntées à deux législations différentes, basées en partie sur des conceptions opposées, est une tâche extrêmement difficile et l'application simultanée des deux codes donnerait souvent lieu à des solutions contradictoires. Dans ces conditions, il nous semble indispensable de supprimer complètement l'application de la loi allemande.

On pourrait opposer que la substitution faite sans nécessité absolue va à l'encontre de la volonté des époux qui, d'après les deux législations, ont la faculté de régler leur association conjugale comme bon leur semble. Cette objection ne paraît pas justifiée. Le régime des époux mariés avant le 1^{er} juillet 1900 redeviendra exactement ce qu'il a été jusqu'à l'introduction du Code allemand. Et pour les autres époux, il ne s'agira nullement d'un changement des conditions économiques de leur régime. Les clauses auxquelles les époux ont attaché le plus d'importance resteront les mêmes. C'est surtout le mode d'exercice de leurs droits respectifs qui sera modifié, et ces questions d'ordre juridique n'ont, en général, pour les époux qu'un intérêt secondaire. Le changement inverse, en 1900, s'est opéré sans qu'il se soit produit dans la pratique des difficultés sérieuses.

Le projet accorde d'ailleurs (art. 129) à tous les époux mariés sous la loi ancienne, un délai d'un an pour changer leur régime matrimonial. Si l'une ou

l'autre clause du contrat se trouvait modifiée contre leur gré, par la substitution que nous proposons, les deux époux pourront la stipuler à nouveau, à condition, bien entendu, qu'elle ne déroge plus à un principe d'ordre public (voir art. 1388 du Code civil); la clause revivrait aussi en vertu de cette stipulation expresse. Et il sera permis de présumer que les époux, qui renoncent à la faculté de faire un nouveau contrat de mariage, acquiescent tacitement aux changements résultant de la substitution proposée.

» Si les époux changent de régime, il faudra, d'une part, liquider leur ancien régime selon les règles de la loi qui le régissait, et d'autre part publier le changement au registre matrimonial. »

Le présent projet adopte ce point de vue.

Celui-ci, en effet, s'est imposé par la considération des inconvénients que présente en cette matière l'application du principe qui règle en général l'effet des contrats. L'application de ce principe aurait maintenu en vigueur, pendant un temps qui peut être considérable, des règles d'ailleurs d'ordre purement positif que les juges belges ignorent aussi bien que les praticiens. Cette ignorance du régime auquel sont soumis les biens des époux domiciliés dans les territoires d'Eupen et Malmédy aurait nui à leur crédit et elle eût été ainsi pour eux la cause d'un grand préjudice.

C'est pourquoi, sauf quelques variantes, le projet adopte en cette matière les textes du projet français.

Ces textes apprécient au regard de la législation française qui est la même que la nôtre, les divers régimes matrimoniaux admis par le Code allemand, et au système du droit allemand, adopté par les époux, ils substituent le système de droit français qui s'en rapproche le plus.

Il a paru toutefois qu'au lieu de substituer au régime légal local, le régime exclusif de communauté qui en est le plus voisin, il était préférable d'opérer la transformation au profit de la communauté réduite aux acquêts. Dans les deux régimes, les pouvoirs du mari sont les mêmes sur le patrimoine propre de la femme. Mais, dans la communauté réduite aux acquêts, les acquisitions faites à titre onéreux deviennent communes; elles restent propres sous le régime exclusif de communauté. Or, ces acquisitions sont en général faites avec les économies résultant du ménage, il est juste que les deux époux y participent. Le droit local arrivait à ce résultat en accordant à l'époux un droit de succession en propriété. Le Code belge ou français ne connaît pas ce droit, il était nécessaire par compensation d'accorder par ce régime légal la moitié des acquisitions à chacun des époux (art. 61 et suiv.).

Du principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. — Le Code allemand ne connaît pas le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. Ce principe est critiqué par les civilistes belges. Mais le Code belge le consacre et les motifs pour lesquels il l'établit ont été considérés comme étant d'ordre public. La règle du droit local ne peut donc être maintenue. On ne peut faire valoir ici un droit acquis. Le droit n'est acquis que pour les changements de régime antérieurement effectués. Une disposition transitoire du projet donne d'ailleurs aux époux qui voudront changer leur contrat de mariage, un délai pendant lequel ils pourront opérer ce changement (art. 60).

De la communauté continuée. — Le Code allemand, au cas où lors du décès d'un des époux mariés sous le régime de la communauté universelle il existe des descendants communs, proroge la communauté au profit du survivant (§§ 1482 et suiv.). Cette continuation de la communauté peut avoir lieu aussi dans le cas de la communauté des meubles et acquêts, quand elle est convenue par le contrat de mariage (§ 1557). Le Code allemand part de cette idée que la part de l'époux prédécédé dans les biens communs ne fait pas partie de la succession, mais que les descendants communs héritiers légitimes succèdent à la communauté et qu'il s'établit entre eux et l'époux survivant un rapport identique à celui qui existait entre les époux pendant le mariage.

Cette continuation de la communauté ne doit pas être traitée comme une suite nécessaire du régime matrimonial quant aux biens. C'est le principe régissant la dévolution des biens par décès qu'il faut appliquer. Si la mort de l'époux s'est produite avant l'introduction du Code belge, la situation est réglée d'après le Code local. L'époux et les enfants communs ont un droit acquis. Mais si le décès s'est produit depuis l'introduction du Code belge, il faut dire, au contraire, que la communauté sera dissoute et que la part de l'époux prédécédé dépendra de la succession conformément aux principes du droit belge.

Le projet français dispose en ce sens qu'une communauté continuée ne pourra plus prendre naissance, ni en vertu de la loi en cas de communauté universelle, ni en vertu d'une stipulation expresse en cas de communauté de meubles et acquêts (art. 136).

Aux termes du § 1490 du Code allemand, lorsqu'un descendant ayant droit à partage vient à décéder, sa part dans les biens communs n'appartient pas à ses propres héritiers. Si l'un des enfants meurt, son propre enfant, s'il en a, le remplace, mais il est tenu de continuer la communauté. S'il meurt sans enfants, sa succession ne s'ouvre pas quant aux droits communs, ceux-ci accroissent aux autres indivisaires. Cette règle assez originale paraît, à première vue, ne plus pouvoir s'appliquer après la mise en vigueur du Code civil belge, s'agissant d'un droit qui dépend du décès d'un des indivisaires. Néanmoins, on remarquera que cet intransmissibilité et l'accroissement qui s'ensuit affectent la part de chacun des enfants au profit des indivisaires survivants. Cet accroissement constitue donc pour chacun d'eux un droit acquis, comme constitue un droit acquis l'accroissement stipulé dans un contrat d'acquisition en commun ou dans un contrat de société. C'est une application de la règle que le droit conditionnel est un droit acquis. Les dispositions des §§ 1483 et suivants, du Code allemand, devront recevoir leur application aux communautés dont la continuation a commencé sous l'empire de ce Code, sans que le changement de législation puisse porter préjudice aux droits pouvant résulter du § 1490.

La disparition de la communauté continuée pourrait porter atteinte à la volonté des époux qui, par ignorance, ne penseraient pas à refaire d'autres dispositions. C'est pourquoi, adoptant les textes du projet français, le présent projet transforme, par une présomption de la volonté, la clause expresse de la communauté continuée en disposition d'usufruit, dans la proportion permise par les règles concernant la réserve (art. 66).

Du registre matrimonial. — Si les époux usent de la faculté qui leur est

accordée d'apporter des changements à leur régime matrimonial dans les six mois de la mise en vigueur du Code civil belge, ce changement devra être constaté par un acte notarié (art. 1394, Code civil) et il importe qu'il soit rendu public.

Les tiers qui entrent en rapport d'affaires avec les époux sont intéressés à connaître leur régime matrimonial. La loi belge n'organise la publicité du contrat de mariage que d'une manière insuffisante. L'indication, dans l'acte de célébration, de la date des conventions matrimoniales et du notaire qui les a reçues (loi du 16 décembre 1851, art. 11) et la publication par extrait au greffe des tribunaux de commerce quand les époux sont commerçants (loi du 15 décembre 1872, art. 12 et suiv.) sont les seules mesures ordonnées par la loi. Le Code allemand a établi en cette matière un système de publicité à la fois plus complet et plus simple. Toute clause du contrat de mariage qui exclut ou modifie le régime légal doit être inscrite sur un registre particulier (régime matrimonial ou registre de biens) tenu au greffe du tribunal de bailliage et public. Les clauses non inscrites sont inopposables aux tiers de bonne foi.

Cette utilité du registre matrimonial a déterminé les auteurs du projet français à le maintenir pour les époux domiciliés en Alsace et Lorraine, les contrats de mariage étant ainsi soumis simultanément à la publicité de la loi française semblable à la nôtre et à la publicité du registre matrimonial.

L'intérêt que présente le maintien de ce registre est plus grand évidemment pour un pays comme l'Alsace et la Lorraine que pour les territoires d'Eupen et Malmédy et le présent projet n'a pas cru devoir suivre à cet égard les suggestions du projet français. Il suffit de maintenir la publicité du registre matrimonial pour l'inscription des changements qui seront apportés au contrat de mariage, pendant le délai d'option accordé aux époux. Ces changements seront inscrits au registre matrimonial, mais aussi cette publicité doit suffire; elle remplace, au regard de ces changements, la publicité de la loi belge. L'article II de la loi du 16 décembre 1851, ni l'article 12 de la loi du 15 décembre 1872 ne sont applicables dans leur texte, puisqu'ils prévoient les conventions anténuptiales, tandis qu'il s'agit ici d'un changement apporté au contrat après le mariage. On aurait pu, sans doute, étendre à ce cas les prescriptions de ces articles, mais cette extension n'a point paru nécessaire. La publicité du registre matrimonial est complète et simple, et elle suffit (art. 67).

Il n'a pas paru nécessaire d'imposer une nouvelle inscription au registre matrimonial dans le cas de substitution de régime de plein droit.

De l'hypothèque légale. — L'introduction de la loi belge fera bénéficier la femme des articles 64 et suivants de la loi du 16 décembre 1851 consacrant l'hypothèque de la femme mariée.

Sans rechercher quelle est la solution que cette question devrait recevoir en pure théorie, les auteurs du projet ont pensé que la femme devait être admise à invoquer ces dispositions même à l'égard des créances qu'elle pourrait avoir acquises sous le régime du droit local. Le projet a, sous ce rapport, adopté le principe établi par le projet français. Mais, dans le système du projet français, l'application de la loi française exclut l'application du § 1391 du Code allemand. Cette disposition ne pourra plus être invoquée pour l'avenir, mais les sûretés

hypothécaires qui auront été fournies en vertu de ce paragraphe seront maintenues dans des conditions établies, en général, pour les hypothèques du droit local (article 68).

SECTION IV.

Du contrat de vente.

Des vices rédhibitoires. — La loi locale s'occupe des vices rédhibitoires sous les §§ 481 et suivants.

Les dispositions du Code belge qui s'occupent de cet objet sont complétées, dans le droit belge, par les lois spéciales relatives à cette matière et spécialement la loi du 25 août 1885, modifiée par la loi du 3 juillet 1894.

Ces lois spéciales entreront en vigueur en même temps que le Code civil belge.

De la faculté de réméré. — Pour l'exercice de cette faculté, le Code allemand accorde un délai de trente ans (§ 503). Le délai de cinq ans établi par le Code civil belge (art. 1660) est d'ordre public. La loi a considéré que la propriété ne doit pas rester pendant un temps trop long incertaine et flottante. S'agissant d'un contrat fait sous l'empire de la loi locale, on pourrait se demander si le vendeur bénéficierait du délai de trente ans accordé par la loi locale (Cons. Dalloz, Vente, n° 1480). Le motif sur lequel est fondée la disposition de l'article 1660, en la rattachant au régime de la propriété, semble en imposer l'application même aux facultés stipulées sous le régime du droit local, mais ce motif est critiquable. La clause de réméré est une condition résolutoire. Dans les autres cas de condition résolutoire, la loi ne fixe pas un délai passé lequel la condition est défaillie. Le maintien du délai de 30 ans n'aura pas ici des inconvénients plus graves. C'est dans cet esprit que le projet le maintient. Cette clause de réméré dont la raison économique a disparu, est d'ailleurs un fait fort rare et la question n'a guère d'importance pratique (art. 69).

Du droit de préemption. — Le Code civil belge ne parle pas de ce contrat. Comme il l'a été dit plus haut, il existe en droit local deux droits de préemption; l'un est réel (§§ 1094 et suiv.), l'autre est personnel (§§ 504 et suiv.). Ce dernier ne produisant que des rapports personnels, il n'y a pas d'obstacle à son maintien. C'est un contrat qui continuera à être régi par les dispositions sous l'empire desquelles il a été conclu (art. 70).

SECTION V.

Du contrat de bail.

De la tacite reconduction. — La tacite reconduction constitue un contrat nouveau et n'est pas un effet du bail primitif.

La tacite reconduction est admise en droit local aussi bien que dans le droit belge, elle ne diffère qu'en ce que le droit belge laisse au tribunal le soin de juger si le preneur a été laissé en possession, tandis que le Code allemand n'admet la tacite reconduction que lorsque le bailleur ou le preneur n'ont pas déclaré leur intention contraire, dans un délai de deux semaines, à l'autre partie (§ 568).

Il appartiendra toujours à la partie qui ne veut pas continuer le bail de faire connaître sa volonté à cet égard et nous ne voyons pas de raison de ne pas laisser la tacite reconduction s'opérer conformément aux articles 1738, 1759 et 1776, du Code civil belge.

Mais il est désirable que les baux continués par tacite reconduction sous la loi belge, quoique consentis sous la loi locale, subissent l'empire de la loi belge, sous réserve toutefois des conditions spéciales du contrat primitif qui sont également valables sous l'empire de cette loi (art. 71).

SECTION VI.

Du contrat de gage.

Du contrat de gage. — Les droits de gage régulièrement constitués (§§ 1204 et suiv.) au moment de la mise en vigueur de la loi belge doivent être maintenus. Il n'a pas paru nécessaire de fixer un délai au cours duquel le gage constitué sous l'empire de la loi locale devait être converti en un gage formé d'après la loi belge. Les droits de gage sont d'ailleurs en pratique le plus souvent de courte durée (art. 72).

De l'obligation de prêter en sûreté. — Les §§ 232 et suivants s'occupent de l'obligation assumée par une partie ou imposée par la loi de fournir une sûreté. C'est la loi belge qui, à partir de sa mise en vigueur, déterminera les cas où un débiteur sera légalement tenu de fournir une garantie et le mode de prestation de cette garantie. Quand l'obligation est conventionnelle, il s'agit d'un effet du contrat, d'où il suit que les §§ 232 et suiv. continueront à être appliqués aux obligations assumées sous l'empire du Code civil allemand, sauf certaines mesures d'adaptation (art. 73).

SECTION VII

De la transmission des droits réels, des hypothèques et des privilèges

De la transmission des droits réels. — Il a été parlé déjà ci-dessus de la transmission du droit de propriété en ce qui concerne les immeubles.

Cette matière étant, dans le cadre du Code civil belge, rattachée à celle des hypothèques et privilèges immobiliers, il a paru préférable de réunir parmi les dispositions transitoires et celles qui concernent la transmission des droits réels en général et celles qui touchent à l'hypothèque (art. 74 et suiv.).

De l'hypothèque. — Dans la loi locale, il y a deux sortes d'hypothèques : l'hypothèque ordinaire (§ 1115), avec ou sans lettre hypothécaire, et l'hypothèque de sûreté (§ 1184), qui est toujours sans lettre hypothécaire. Ces deux sortes d'hypothèques diffèrent surtout quant à la force probante de leur inscription. Tandis que le créancier investi d'une hypothèque ordinaire peut se borner à se référer à l'inscription de son hypothèque pour faire valoir sa créance contre le propriétaire de l'immeuble grevé et laisser à ce dernier le soin de fournir la preuve que la créance n'existe pas, le créancier muni d'une hypothèque de sûreté doit prouver, de son côté, que sa créance existe réellement pour le montant réclamé.

En d'autres termes : pour l'hypothèque ordinaire, il est présumé que le propriétaire de l'immeuble grevé est débiteur d'une somme égale à celle qui est inscrite au livre foncier ; pour l'hypothèque de sûreté, cette présomption n'existe pas. Le créancier doit prouver sa créance et ce n'est que jusqu'au montant prouvé qu'il peut faire valoir ses droits hypothécaires.

Les deux sortes d'hypothèques mentionnées ont ceci de commun qu'elles ne se rapportent — toutes les deux — qu'à une créance déterminée. Dès que cette créance s'éteint par un remboursement de la part du propriétaire ou par n'importe quel autre fait, l'hypothèque passe au propriétaire ; le créancier ne peut plus se servir de cette hypothèque pour garantir d'autres créances qu'il a contre le même débiteur. Il faudrait, pour cela, un nouvel accord et une nouvelle inscription au registre foncier (§§ 1163, 1177, 1198).

C'est là un grand désavantage lorsque créancier et débiteur sont en relation constante d'affaires.

Pour permettre au créancier de se faire garantir par son débiteur toutes les créances qui pourraient résulter de telles relations, la loi a créé l'hypothèque de sûreté spéciale, nommée hypothèque de sûreté, jusqu'au montant le plus élevé (§ 1190). Dans cette dernière hypothèque, les créances garanties ne sont pas déterminées. Leur fixation s'opère successivement. En cas de contestation, c'est au créancier qu'incombe le fardeau de la preuve.

Pour éviter cette position désavantageuse dans un procès, mais tout en se réservant la faculté de ne devoir déterminer les créances garanties par l'inscription hypothécaire que le jour où il veut les faire valoir, un créancier peut enfin avoir recours à l'inscription d'une dette foncière (§ 1191). Dans ce cas, l'immeuble est grevé de telle manière qu'une somme d'argent déterminée doive être payée à celui au profit duquel l'inscription a lieu. Il n'existe pas de rapports entre cette inscription et une créance déterminée. La somme d'argent est due indépendamment de toute créance. Il appartient au propriétaire de l'immeuble grevé de prouver le cas échéant que, d'après les conventions existant entre lui et le créancier de la dette foncière, ce dernier n'est pas en droit de faire valoir l'inscription prise en sa faveur.

La dette foncière peut être constituée avec ou sans lettre hypothécaire. Elle peut être constituée de telle manière que la lettre soit émise au porteur (art. 1195 du Code civil).

Elle peut (§§ 1163, 1168) aussi être constituée au profit du propriétaire, ce qui n'est pas le cas pour une hypothèque ordinaire ou une hypothèque de sûreté, puisque celles-ci sont essentiellement prises pour garantir une ou plusieurs créances et qu'une créance ne peut exister qu'entre deux ou plusieurs personnes différentes. Une hypothèque inscrite après une autre reste toujours en deuxième rang, même si la première hypothèque est remboursée par le propriétaire. Celle-ci appartient alors au propriétaire, qui peut la donner en gage pour d'autres dettes (§ 1180).

La lettre hypothécaire sert à la mobilisation du crédit immobilier. Elle permet au créancier de se procurer de l'argent sur l'hypothèque sans aucune inscription au registre foncier. Il suffit de faire une déclaration, par écrit, au créancier gagiste et de lui remettre la lettre hypothécaire (§ 1154). Ce dernier est alors

entièrement protégé, car aucune disposition, par rapport à l'hypothèque, ne peut être prise sans que la lettre hypothécaire soit produite (§§ 1144, 1160).

Un créancier hypothécaire, au cas de non-paiement de sa créance, fait valoir ses droits hypothécaires en demandant la vente forcée de l'immeuble grevé, conformément aux dispositions de la loi locale sur la vente forcée, en date du 24 mars 1897. D'après l'article 16 de la loi précitée, une telle demande doit indiquer l'immeuble, le propriétaire, la créance et le titre exécutoire, en vertu duquel le demandeur veut procéder. Les documents nécessaires doivent être joints, notamment le titre exécutoire — soit un jugement, soit la grosse de l'acte constitutif pour l'hypothèque, soit un autre titre — et les papiers concernant la notification du titre.

Si le propriétaire débiteur croit avoir le droit de s'opposer à l'expropriation forcée de son immeuble, il doit faire valoir ses droits devant le tribunal civil — soit tribunal de bailliage, soit tribunal de première instance — en assignant le créancier conformément aux dispositions des articles 732, 767 ss. du Code de procédure civile. Le tribunal peut surseoir à l'expropriation forcée durant ce procès.

Ce qui caractérise surtout le régime hypothécaire local en le différenciant du droit belge, c'est que l'hypothèque y constitue une charge indépendante de la créance. La créance ne constitue pas un élément essentiel du droit hypothécaire; elle sert seulement de titre de légitimation pour l'exécution forcée. Il peut se faire qu'elle ne soit pas formée, soit parce que le prêt que l'on avait en vue n'a pas été réalisé, soit parce qu'une condition suspensive a fait défaut, etc. Dans ce cas, le propriétaire acquiert l'hypothèque et il a le droit d'agir en rectification du registre foncier. Il en est de même lorsque la créance s'éteint par remise, transaction, confusion ou paiement (de Meulenaere, sub. § 1165, note) (§§ 1113, 1118, 1139, 1168, 1177, 1180).

Les différences profondes qui existent entre les deux régimes ne permettent pas de soumettre purement et simplement au régime du droit belge les hypothèques du droit local.

A la vérité, on aurait pu décréter que, dans un court délai après la mise en vigueur du Code civil belge, les hypothèques actuellement établies devraient être converties en de nouvelles hypothèques, soumises entièrement à la loi du 16 décembre 1851. Mais cette conversion immédiate de toutes les hypothèques actuellement existantes eût été une cause de frais souvent considérables, d'encombrement des registres du conservateur des hypothèques, une source de difficultés et peut-être de déchéance, car des circonstances diverses peuvent s'opposer à la passation dans un court délai des actes authentiques nécessaires pour la constitution des hypothèques régies par la loi belge et l'accomplissement des formalités qu'elle prescrit. C'est pour ces diverses raisons que le projet renonce à l'assimilation immédiate tout en la préparant pour l'avenir.

Les hypothèques que des créanciers peuvent avoir acquises antérieurement à la mise en vigueur de la loi belge, continueront à produire leurs effets pendant un délai de dix ans, mais toutes hypothèques constituées postérieurement devront être consenties et conservées conformément à la loi du 16 décembre 1851.

Le texte ne visant que les hypothèques constituées par des créanciers (actuels

ou futurs) exclut celles qui, au moment de l'introduction du Code civil belge, appartiendraient au propriétaire du fonds qui en est grevé.

Le projet exclut également les hypothèques qui, au cours du délai, viendraient à se réunir à la propriété.

Le projet accorde ainsi pour la conversion de l'hypothèque de droit local en hypothèque de droit belge un délai de dix ans. Pendant ce délai, un grand nombre d'hypothèques seront éteintes. Celles qui existeront encore à ce moment pourront être éteintes aussi par le paiement si les parties veulent éviter les frais de la conversion. La conversion ne portera donc que sur un nombre restreint d'hypothèques, et d'autre part, pendant ce long délai, les parties auront pu réunir les documents authentiques que cette conversion peut exiger.

Si la conversion ne peut se faire à l'amiable, le créancier sauvegardera ses droits en intentant, en temps utile, une action tendant à l'obtention d'un jugement tenant lieu d'acte volontaire.

Les frais de l'inscription, ceux de l'acte notarié et éventuellement ceux du jugement devaient être couverts par l'hypothèque. Bien que ces frais soient postérieurs à la créance originaire et à l'hypothèque, ils seront garantis par celle-ci avec le rang que l'hypothèque avait quant aux dettes primitives. Cette disposition est juste bien qu'elle implique une légère atteinte aux droits acquis, attendu qu'elle peut nuire à un créancier ayant une hypothèque inscrite à un rang moins favorable. Ces frais étant une suite du changement de législation, on ne pouvait les mettre purement et simplement à la charge du créancier, si le débiteur ne les acquitte pas, et quant au débiteur, il ne pourra se plaindre de devoir supporter ces frais, attendu qu'il lui est loisible de rembourser sa dette. S'il ne rembourse pas, il paie les frais à titre de charge du crédit qu'il sollicite. Le préjudice que cette règle peut causer au créancier inscrit à un rang inférieur ne peut exister que si le débiteur n'acquitte pas ces frais (ce cas ne sera pas fréquent) et si l'immeuble n'a pas une valeur suffisante pour les couvrir en même temps que les autres créances garanties. Cette dernière éventualité peut être écartée *a priori* pour les hypothèques prises avant l'armistice et encore existantes (art. 75 et suiv.).

De la dette foncière. — La dette foncière est une charge indépendante de toute créance (§§ 1491 et suiv.).

Cette charge, que le Code civil ignore, cessera d'exister avec la mise en vigueur de la loi belge. Cependant il faut respecter les droits qui pourraient avoir été acquis au profit de tiers sur cette charge. C'est pourquoi le projet la maintient lorsqu'elle existe au profit d'un bénéficiaire déterminé ou est affectée à la garantie d'une créance au profit d'un tiers déterminé. Ce maintien ne pouvait avoir qu'une durée limitée; la dette foncière devra être convertie en une hypothèque (art. 79).

De la rente foncière. — La rente foncière est une variété de la dette foncière. Il y avait lieu d'adopter une disposition analogue (art. 80).

Des privilèges. — A partir de la mise en vigueur de la loi belge, la loi du 16 décembre 1851 devra être appliquée non seulement en ce qui concerne les hypothèques,

mais également en ce que, à côté des hypothèques résultant de la loi, de la convention ou du testament, elle établit des privilèges dérivant de la qualité de la créance qu'ils garantissent.

S'ensuit-il que les créanciers pourront invoquer les dispositions en revendiquant le privilège pour une créance existante avant que la loi belge soit entrée en vigueur ?

D'une manière générale, le privilège étant attaché à la garantie de la créance pourra être invoqué par tout créancier, mais étant un effet de la loi, il ne peut exister pour une époque antérieure à celle-ci; il ne peut nuire aux droits spéciaux que des tiers pourraient avoir acquis antérieurement à la loi sur l'objet qui en est grevé, et, d'autre part, il ne peut exister au regard des tiers que sous les conditions prévues par la loi.

C'est ainsi que les créanciers ne pourront invoquer les privilèges immobiliers naissant d'un acte translatif de propriété qui n'a pas été transcrit au registre du conservateur des hypothèques (loi hyp., articles 30 et suiv.). Cette formalité n'aura pas été accomplie pour les ventes faites sous l'empire de la loi locale, de sorte que le créancier d'un prix de vente d'immeuble qui n'aura pas pris d'inscription au Livre foncier, n'aura pas non plus le privilège que la loi belge accorde au vendeur d'immeuble pour un prix payable à terme.

Autre est le cas où le privilège du droit belge existe vis-à-vis des tiers, sans avoir besoin, soit d'une inscription, soit d'une transcription qui en tient lieu; tel est le cas du privilège des frais de justice que la loi accorde à ceux qui les ont faits vis-à-vis des créanciers qui en ont profité; dans une certaine mesure, le privilège des frais de justice en matière répressive et le privilège de l'État sur le bien des comptables.

Il y a lieu d'appliquer ici la législation belge, dût-il en résulter une atteinte à des droits acquis sous la loi locale. L'hypothèque acquise sous la loi locale et que le projet maintient, ne doit pas avoir, sous ce rapport, des effets plus étendus qu'une hypothèque acquise sous la loi belge. C'est avec cette restriction qu'il faut entendre le principe que l'hypothèque inscrite au Livre foncier continuera à produire ses effets quant au rang du droit inscrit. L'atteinte aux droits acquis sera d'ailleurs dans beaucoup de cas plus apparente que réelle, puisque le privilège primera ou les droits de ceux dans l'intérêt de qui les frais privilégiés auront été déboursés, ou les droits de ceux qui auront contracté avec des personnes qu'ils savaient être sous le coup de poursuites (art. 81).

Pour ce qui concerne les hypothèques du fisc, aucune disposition n'est nécessaire, la loi locale du 24 mars 1897 étant plus favorable au fisc que la loi belge.

De la purge. — L'acquéreur d'un immeuble hypothéqué doit être admis à recourir à la purge, sans distinction entre les créances hypothécaires nées sous la loi belge ou sous le droit local.

Ce dernier droit ne connaît pas la purge hypothécaire; l'adjudicataire de l'immeuble doit se charger des créances hypothécaires jusqu'à concurrence de son prix d'acquisition. Seules les hypothèques dépassant ce prix sont rayées.

Dans le cas de vente de gré à gré, l'acheteur paiera les créanciers hypothécaires à l'échéance jusqu'à concurrence de son prix d'achat et négligera les

créanciers hypothécaires dont les créances dépassent ce prix. Ces créanciers pourront recourir à l'expropriation forcée de l'immeuble, mais en cas de saisie immobilière, le poursuivant est obligé de porter une enchère qui couvre, avec les frais de la procédure, toutes les créances d'un rang supérieur au sien.

Il est préférable d'appliquer immédiatement à toutes les hypothèques la procédure de la purge; toutefois, en ce qui concerne les acquisitions faites sous l'empire du droit local, le présent projet ne l'autorise, à l'exemple du projet français, qu'en tant que les hypothèques dépassent le prix d'achat.

L'effet de la purge doit s'étendre également aux dettes et rentes foncières qui continueraient à subsister (art. 82).

SECTION VIII.

De la prescription.

La prescription du droit local est en général de trente ans (§§ 194 et suiv.).

Les règles concernant les prescriptions particulières diffèrent de celles du Code civil belge.

La question de savoir quel doit être, au point de vue de la prescription, l'effet de la substitution de la législation belge à la législation locale, civile et commerciale, est fort délicate.

§ 1. Prescription extinctive. — Il est indiscutable qu'en théorie, la prescription tant qu'elle n'est pas acquise ne confère aucun droit, pas même un droit conditionnel. Il n'y a de droit acquis que lorsque la prescription a été accomplie sous l'empire de la loi ancienne. Cependant, lors de la substitution d'un système législatif à un autre, des dispositions transitoires ont toujours été prises pour régler cette matière.

A. Système du code civil belge. — L'article 2281 stipule que les prescriptions commerciales à l'époque de la publication du Code seront réglées conformément aux lois anciennes; il n'est dérogé à ce principe que si, suivant la loi ancienne, il faut encore plus de trente ans pour que la prescription soit accomplie.

B. Système de la loi allemande d'introduction au Code civil. — Les dispositions de la nouvelle loi s'appliquent aux prescriptions non acquises, sauf que le point de départ du délai, ainsi que les causes de suspension et d'interruption se déterminent pour le temps antérieur à l'introduction de la loi nouvelle d'après la loi ancienne.

Lorsque le délai de la loi nouvelle est plus court, ce délai est compté à partir de la mise en vigueur de cette loi; si cependant le délai plus long expire plus tôt que le délai plus court ainsi compté à partir de l'introduction de la loi nouvelle, la prescription a lieu par l'expiration du délai le plus long (art. 169).

Lorsqu'il s'agit de droits résultant d'obligations au porteur, la prescription se règle d'après les lois antérieures (art. 174).

C. Système du projet du Conseil de législation d'Alsace-Lorraine. — Les prescriptions extinctives et délais commencés avant l'introduction de la loi nouvelle s'achèvent suivant la loi ancienne (principe de l'art. 2281), sauf que les

causes d'interruption et de suspension de la loi nouvelle s'appliqueront seules à partir du moment où cette loi sera introduite (art. 106).

Dans les trois systèmes, lorsque l'on parle de prescriptions commencées, ces termes ne signifient pas que le délai de la prescription a déjà commencé à courir; ainsi la prescription qui, à sa naissance, est suspendue, par exemple par la minorité, est une prescription commencée. La jurisprudence interprétative de l'article 2281 du Code civil belge, ainsi que la doctrine et le texte de la loi d'introduction sont très nets à cet égard.

Le système de l'article 2281 du Code civil paraît, à première vue, le plus simple. Mais, trop radical, il conduit à des conséquences excessives. Il est impossible de l'appliquer quand il s'agit d'une action civile résultant d'un crime, délit ou contravention (loi du 17 avril 1878, art. 21 et suiv.). On aboutirait à admettre que l'action civile pût ne point se trouver prescrite alors que l'action répressive est éteinte par la prescription.

Ce système ne se justifie pas non plus en théorie. La prescription non encore accomplie ne crée aucun droit. Si l'on comprend que, en cas de substitution d'un droit à un autre, le législateur prenne la prescription à l'état d'avancement où elle se trouve et ajoute au temps qui a couru sous la loi ancienne celui qui doit courir depuis la loi nouvelle, on s'explique moins qu'il renonce à régir la prescription même après l'introduction de la loi nouvelle.

Le système du conseil législatif d'Alsace-Lorraine emprunte à l'article 2281 du Code civil, le principe de l'abdication de la loi nouvelle devant la loi ancienne; toutefois, avec cette restriction que, à dater de la mise en vigueur du Code civil, les causes d'interruption ou de suspension seront celles de ce Code.

Ce système mérite, quoique dans une moindre mesure, les mêmes reproches que l'article 2281 du Code civil.

Aux prescriptions extinctives, le projet français assimile tous autres délais, assimilation d'autant plus heureuse que la distinction entre la prescription et le délai préfixé n'est pas toujours nettement établie et que, parfois, il y a controverse sur le point de savoir si telle durée de temps est une prescription ou un délai (ex. art. 2279, alinéa 2).

Le système de la loi allemande d'introduction au Code civil évite les reproches que nous avons adressés tant au système du Code civil belge qu'au système du conseil de législation d'Alsace et Lorraine. Cette loi abdique pour le passé, non pour l'avenir.

La loi d'introduction excepte les prescriptions en matière de titres au porteur; il n'y a pas de raison pour maintenir cette exception.

Elle décide ensuite que, lorsque le délai de la prescription est plus court d'après la loi nouvelle, ce délai est compté à partir de la mise en vigueur de cette loi. L'adoption de cette règle dans le projet d'introduction de la loi belge serait particulièrement utile quand il s'agit de ces courtes prescriptions — prescriptions de six mois ou moins — qui sont ignorées du droit local. Il n'y a point d'inconvénient, dans ce cas, à ne compter que le temps écoulé depuis la mise en vigueur de la loi belge. Mais le Code allemand veut en même temps que le délai ainsi compté expire avant le moment où la prescription eût été acquise suivant la loi ancienne.

S'il ne pouvait être question que des prescriptions de six mois, ou moins, que le Code allemand, en général, ne connaît pas, il y aurait lieu d'écarter purement et simplement cette restriction. Mais le cas peut se présenter relativement à d'autres prescriptions. C'est ainsi, par exemple, que le Code allemand ne contient pas de disposition correspondant à l'article 473 du Code civil belge qui établit la prescription de dix ans des actions du mineur contre son tuteur relativement aux faits de la tutelle. Admettre que cette prescription ne puisse commencer à courir que depuis l'introduction de la loi belge, ce serait, à propos de la même action soumise à une prescription pourtant assez longue, consacrer en fait un délai pouvant varier à peu près du simple, au double. Le texte proposé et qui est inspiré, ainsi qu'il vient de l'être dit, par la loi d'introduction, évite cette conséquence. Il applique, en principe, le délai prévu par la loi belge. Cependant, si le temps encore à courir, au moment de l'introduction des lois belges, est d'après la loi locale plus long que le délai entier prévu par la loi belge, ce dernier délai ne sera compté qu'à partir de l'introduction des lois belges. On ne tiendra pas compte, dans ce cas, du temps couru antérieurement (art. 83).

§ 2. Prescription acquisitive (*usucapion*). — D'une manière générale, la loi locale ne connaît pas l'*usucapion* en matière d'immeubles. Il y a certaines exceptions se rattachant à la matière des hypothèques (§ 900). Cette *usucapion* se distingue beaucoup de celle du droit belge. Les conditions de la prescription acquisitive ou *usucapion* par suite du changement de législation sont déterminées dans le projet français par l'article 107. La loi française seule sera appliquée à partir de la date de sa mise en vigueur et le temps de possession antérieur sera compté à la condition que celle-ci réunisse les conditions de la loi française. Cette possession antérieure sera comptée même à défaut d'inscription au Livre foncier, et dans le chef du successeur universel ou à titre universel, bien que la possession fût viciée par la violence dans le chef de son auteur. Pour justifier cette disposition, les auteurs du projet invoquent que, pour la sécurité des transactions, la propriété immobilière doit, dès le jour de l'introduction de la loi française, être soumise à une législation uniforme. Cette considération a certes moins de valeur quand il s'agit des territoires plus restreints d'Eupen-Malmédy.

Il importe de déterminer exactement le cas dans lequel la loi locale admet la prescription acquisitive et les conditions de celle-ci (art. 900, 927).

L'article 900 suppose le cas d'une personne inscrite au Livre foncier en qualité de propriétaire d'un immeuble, sans avoir acquis réellement la propriété. Cette situation produit l'acquisition de la propriété par prescription lorsqu'elle a duré pendant trente ans et que la personne inscrite a eu pendant ce temps l'immeuble en sa possession comme propriétaire ; la prescription est suspendue tant que le bien-fondé de l'inscription est en litige.

Ces dispositions s'appliquent aussi à d'autres droits réels qui autorisent la possession de l'immeuble.

L'article 927 renferme un cas assez curieux d'*usucapion*. La propriété peut s'acquérir par la seule possession de trente ans, mais il faut que le propriétaire ne soit pas inscrit ; en outre, à la fin de la possession, il faut l'emploi de la procédure provocatoire, suivie de forclusion contre le propriétaire. C'est une prescription acquisitive qui s'accomplit en dehors du régime hypothécaire. La

forclusion prononcée, il suffira de s'inscrire au registre. Si le propriétaire est inscrit, cette inscription empêche en principe toute prescription, en vertu du régime hypothécaire. Il en est autrement, toutefois, si le propriétaire inscrit est décédé ou disparu ou s'il n'y a pas eu depuis trente ans d'inscription nouvelle du chef de ce propriétaire. Dans ces cas, on peut prescrire contre lui au moyen de la possession trentenaire suivie de la procédure provocatoire.

Les prescriptions acquisitives des §§ 900 et 927 déjà commencées, mais non acquises au moment de la mise en vigueur des lois belges seront, suivant l'article 83 du projet, régies par ces dernières lois sous les réserves indiquées à cet article ; cette solution, conforme à celle qui est proposée par les prescriptions extinctives, paraît la plus simple et elle sauvegarde tous les intérêts.

Dans les cas où la loi locale n'admettait pas la prescription acquisitive des immeubles et où, par conséquent, aucune prescription n'est « commencée » au moment de la mise en vigueur des lois belges, ce ne sera qu'à partir de ce moment que la possession pourra, conformément à ces lois, servir de base juridique à l'acquisition de la propriété (art. 85).

La règle du § 901 du Code civil allemand constitue, non une prescription acquisitive, mais une prescription extinctive, soumise, comme toute autre, au principe de l'article 83 du projet.

Enfin, en ce qui concerne les meubles dont l'usucapion est réglée en droit local par les §§ 937 et suivants, le projet leur applique, dès l'introduction des lois belges, l'effet que ces lois attribuent à la possession des meubles (art. 84) ; les principes de la loi belge à cet égard sont nets et souples et aucun obstacle n'existe à ce qu'ils soient appliqués immédiatement.

Il va de soi que les rapports du propriétaire du bien meuble et du possesseur de celui-ci demeurent, pour la période antérieure au jour de la mise en vigueur de la loi belge, régis par la loi locale.

B) CODE DE COMMERCE.

Il y a peu de différences essentielles entre le droit commercial belge et le droit commercial local. La notion du commerçant est en droit local moins stricte qu'en droit belge ; par contre, le droit local ignore les actes commerciaux à raison de la qualité de leur auteur. Ces divergences n'offrent d'ailleurs aujourd'hui que peu d'intérêt pratique. En effet, les actes commerciaux valablement accomplis sous le régime abrogé continueront, en principe, à sortir leurs effets sous le régime belge, mais, d'autre part, à partir de celui-ci, la qualité de commerçant juridiquement valable sera celle définie par la loi belge.

Le Code allemand (section II du livre I) prescrit l'établissement des registres de commerce, documents publics tenus par les tribunaux de bailliage faisant pleinement foi à l'égard des tiers et renfermant la mention des principaux actes de la vie juridique du commerçant. L'introduction du Code de commerce belge met fin *ipso facto* à la tenue de ces registres ; ceux-ci forment néanmoins, conformément aux principes généraux, des moyens de preuve et pourront être invoqués avec la force que la loi locale y attacherait lorsqu'il s'agira d'établir certains faits juridiques antérieurs à la mise en vigueur du Code de commerce belge.

De même encore l'introduction des lois belges rendra-t-elle sans effet pour l'avenir les dispositions de la loi locale sur les raisons sociales et les livres de commerce, etc. Enfin, si les dispositions du livre III du Code allemand doivent, en principe, régir les opérations commerciales effectuées et les effets des actes juridiques conclus avant l'entrée en vigueur de la loi belge, les actes juridiques postérieurs seront entièrement soumis à cette dernière loi.

Ce n'est donc qu'à la solution de quelques problèmes tout spéciaux qu'il importe que le législateur s'attache ; tel est l'objet des articles 86 à 91 du projet. Il faut ajouter que depuis le 29 novembre 1921, la loi du 25 avril 1891 a déjà été rendue applicable dans les territoires d'Eupen-Malmédy aux transports par chemin de fer et que les sociétés commerciales sont depuis le 24 septembre 1920, autorisées à se constituer suivant la loi belge.

Art. 86. — Non seulement la loi allemande autorise les époux à modifier leur contrat de mariage postérieurement à ce dernier, mais elle ne prend aucune mesure spéciale pour en assurer la publicité, lorsqu'il s'agit d'époux dont l'un est commerçant. C'est qu'en effet, la publicité du contrat de mariage est la règle en droit local. Il n'a cependant pas paru suffisant de s'en tenir en l'espèce à la règle générale déterminée par l'article 67 ci-dessus. La sécurité des transactions commerciales demande une publicité uniforme en matière de contrat de mariage relatif aux époux commerçants.

L'article 86 porte remède à cette situation ; le délai qu'il détermine est nécessairement assez long, les articles 60 et 67 relatifs à l'introduction du Code civil fixant le délai pour le changement du contrat de mariage et la présente disposition devant être combinés.

Art. 87 — Le Code allemand s'occupe particulièrement de la situation des commis négociants, des apprentis, des agents et courtiers de commerce (livre I, sections VI à VIII). S'agissant ici surtout d'effets (conventionnels ou légaux) de contrats conclus avant l'introduction de la loi belge, leur maintien pourrait être défendu au nom du principe du respect des contrats antérieurs valablement conclus. Il paraît cependant que la matière touche de plus près à la vie publique qu'à la vie privée, que les dispositions qui le règlent sont dans leur ensemble, tant dans le droit belge que dans le droit local, des dispositions d'ordre public. Aussi les auteurs du projet ont-ils pensé pouvoir proposer que la loi belge, notamment la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi, fût mise en vigueur à l'égard des contrats en cours. Il va de soi que cette application reste étrangère aux effets déjà produits à ce moment par les actes juridiques litigieux ; elle s'étend aux contrats en cours, mais uniquement pour en régler les effets postérieurs à l'introduction de la loi belge.

Art. 88. — La capacité des mineurs et des femmes mariées est différemment réglée dans les deux droits ; à partir de l'introduction de la loi belge, ce sera celle-ci qui régira en principe cette capacité, les actes valablement accomplis sous le régime abrogé demeurant évidemment entiers.

Le souci de ne porter néanmoins aucun préjudice aux mineurs a inspiré l'article 27 du projet (dispositions relatives à l'introduction du Code civil) ;

l'article 88 détermine un délai pendant lequel la femme mariée commerçante au moment de la mise en vigueur de la loi belge pourra, pourvu qu'elle soit commerçante au sens de cette loi, continuer à exercer son commerce et à accomplir des actes commerciaux avec les effets que la loi belge y attache, bien qu'elle ne se soit pas soumise aux conditions exigées par la loi belge à l'égard des femmes mariées (voir notamment article 9 et suivants du Code de commerce belge).

Le délai de un an a été fixé conformément aux articles 60, 67 et 86 du présent projet.

ART. 89. — Plusieurs sociétés de droit allemand ayant leur siège dans les territoires d'Eupen-Malmédy se sont déjà en fait soumises à la loi belge. En vertu de l'article 172 du Code de commerce belge, toute société dont le principal établissement est en Belgique, est soumise à la loi belge. L'introduction du Code de commerce belge obligerait donc en principe les sociétés commerciales non soumises encore aujourd'hui à la loi belge, à se conformer immédiatement à celle-ci; afin de porter remède à cette situation, le projet accorde aux sociétés intéressées un délai d'un an pour se conformer aux dispositions légales belges. Les sociétés qui auraient laissé s'écouler l'année sans accomplir les formalités requises seront considérées comme dissoutes de plein droit et leur liquidation sera naturellement régie par la loi locale.

Il a paru équitable de ne point faire supporter par les sociétés intéressées les droits d'enregistrement et de transcription à la perception desquels leur transformation donnera lieu, mais ce privilège est subordonné à diverses conditions qui sont de nature à sauvegarder les droits du Trésor et à éviter toute fraude.

ART. 90 et 91. — L'article 90 décide que les lettres de change et les billets à ordre émis antérieurement à la mise en vigueur de la loi belge resteront régis par la loi locale; suivant l'article 91, les faillites déjà ouvertes au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront réglées conformément à la loi locale.

Ces dispositions se justifient aisément; sans doute, le principe du respect des droits acquis commandait-il que les droits des créanciers du failli demeuraient, malgré la loi nouvelle, régis par la loi locale; sans doute encore, la validité d'une lettre de change et d'un billet à ordre ne pouvait-elle être supprimée par la loi nouvelle, etc.; mais les articles 90 et 91 ont une portée plus large; à raison du développement des lettres de change et des billets à ordre et des différences assez considérables entre les législations belge et allemande sur cette matière et sur celle des faillites, a-t-il paru sage de laisser totalement les lettres de change et billets émis ainsi que les faillites ouvertes, sous l'empire de la loi locale.

Il est à noter que les faillites visées à l'article 91 sont toutes différentes des faillites de succession particulières du droit local dont parlent les articles 42 et suivants du projet.

C) NATIONALITÉ.

Cette question mérite un examen particulier à raison de la diversité des lois dont l'application doit être envisagée ainsi que la multiplicité des difficultés que cette application peut soulever.

ART. 92. — En vertu de l'article 36 du Traité de Versailles, sont devenus

Belges de plein droit les ressortissants allemands établis dans les territoires d'Eupen-Malmédy depuis une date antérieure au 2 août 1914. C'est donc en s'attachant à la notion du domicile que le Traité a résolu en l'espèce le problème de l'acquisition de la nationalité du pays cessionnaire. Les ressortissants allemands établis sur ces territoires postérieurement au 1^{er} août 1914 ne peuvent acquérir la nationalité belge qu'avec l'autorisation du Gouvernement belge. Suivant l'esprit du Traité, il semble que l'article 36, alinéa 2, ne soit point applicable aux personnes d'origine allemande qui ne sont établies dans les territoires d'Eupen-Malmédy que postérieurement au 20 septembre 1920; il paraît cependant à la fois opportun de préciser de manière définitive le délai à l'expiration duquel les pouvoirs extraordinaires confiés au Gouvernement belge par l'article 36, alinéa 2, du Traité de Versailles cesseront de pouvoir s'exercer et d'étendre le bénéfice de l'article 36, alinéa 2, du Traité à certains ressortissants actuels qui, bien que n'étant pas domiciliés dans les territoires d'Eupen-Malmédy antérieurement au 20 septembre 1920, ont cependant manifesté des sentiments d'attachement certain à la Belgique.

Art. 93. — Cet article a pour but de donner son plein et entier effet à l'article 4, alinéa 3, de la loi belge du 25 octobre 1919 sur les options de patrie. Suivant cette dernière disposition pouvaient acquérir la qualité de belge moyennant l'autorisation du Roi et l'accomplissement de certaines formalités, ceux qui étant nés sur les territoires d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith ou descendants de personnes nées sur ces territoires, s'étaient établis en Belgique (territoires anciens) postérieurement au 1^{er} août 1914 et y résidaient encore au 20 septembre 1920. Toutefois, l'option devait être faite avant le 20 septembre 1922.

Or, de nombreuses personnes se trouvant dans les conditions requises par la disposition susvisée ont omis involontairement de faire la déclaration prescrite; d'autres ont fait une déclaration erronée. Il paraît sage — ainsi que le législateur le fit à diverses reprises à l'égard des Limbourgeois et Luxembourgeois qui avaient perdu ou dont l'un des auteurs avaient perdu la qualité de belge par les traités du 19 avril 1839 — de proroger le délai primitivement fixé.

Les différences de texte que présentent l'article 4, alinéa 3, de la loi du 25 octobre 1919 et l'article 93 du projet se justifient par l'abrogation actuelle de la loi du 8 juin 1909. Il faut ajouter que, contrairement à l'article 92, l'article 93 du projet s'applique aux individus nés sur le territoire de la commune de La Calamine ou descendants d'individus nés sur ce territoire. Cette extension de l'application de l'article 93 du projet se justifie d'elle-même; l'on n'aperçoit pas, en effet, pour quel motif particulier la loi du 25 octobre 1919 est demeurée étrangère aux personnes établies en Belgique et nées elles-mêmes ou dont l'un des auteurs était né à La Calamine.

Art. 94. — Il importe enfin d'examiner si l'application, dans les territoires des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, de la loi du 15 mai 1922 n'exige pas certains tempéraments. La première question que cette loi soulève est celle de savoir à partir de quelle époque les dits territoires devront être considérés comme constituant, aux termes de la loi du 15 mai 1922, une partie du royaume de Belgique.

En ce qui concerne la commune de La Calamine et le territoire, visé par l'article 33 du Traité de Versailles, la date ne peut être douteuse, elle est celle de la mise en vigueur du Traité de Versailles, soit le 10 janvier 1920 (art. 9 de la loi du 15 septembre réglant le statut de Moresnet neutre; art. 33 du Traité de Versailles).

Sur les territoires visés par l'article 34 du Traité de Versailles, la souveraineté de la Belgique a également pris naissance le 10 janvier 1920; sans doute n'y est-elle devenue définitive en vertu de l'article 34 du même Traité que le 20 septembre 1920, mais dès la première de ces dates la Belgique exerçait sur les territoires litigieux tous les attributs d'un Etat souverain. Que cette souveraineté eût pu n'être qu'éphémère si la consultation populaire prévue par l'article 34 du Traité se fût prononcée contre elle, soit, mais cette souveraineté existait et partant, c'est bien dès le 10 janvier 1920 que les territoires visés par le dit article 34 du Traité de Versailles doivent être considérés comme étant devenus une partie du royaume de Belgique.

Mais parmi les territoires constituant les cantons d'Eupen, Malmédy et St-Vith, il en est qui, conformément à l'article 35 du Traité de Versailles, ont été attribués à la Belgique en vertu des décisions de 1921 de la Commission de délimitation de la frontière belgo-allemande. L'on pourrait soutenir que ces territoires ne sont devenus partie intégrante de la Belgique qu'à partir de ces décisions. Cette thèse ne paraît cependant pas juridique. Le Traité de Versailles accorde à la Belgique la souveraineté sur les anciens cercles d'Eupen-Malmédy sans aucun délai, soit donc dès sa mise en vigueur; cette disposition sera cependant non avenue si la consultation populaire que prévoit le Traité est défavorable à la Belgique (article 34, §§ 2 et 3); il dispose enfin qu'une commission spéciale déterminera la frontière exacte entre les deux pays. Il en résulte bien que le droit de souveraineté existe dans le chef de la Belgique dès le 10 janvier 1920; il n'importe que ce droit pût encore être soumis à une condition résolutoire ou que certaines modalités de son exercice dussent encore être précisées.

Il ne semble pas nécessaire de consacrer ces principes par un texte législatif spécial; mais il n'est peut-être pas inutile qu'ils soient rappelés à l'occasion de l'examen de l'application, dans les nouveaux territoires belges, de la loi du 15 mai 1922.

L'article 18, avant-dernier et dernier alinéa, et l'article 19 de la loi du 15 mai 1922 seront-ils applicables aux femmes et enfants mineurs qui, devenus belges de plein droit en vertu de l'article 30, alinéa 1, du Traité de Versailles, ont perdu cette qualité en raison du droit d'option pour la nationalité allemande de leur mari et père respectif (art. 37 du Traité de Versailles).

Assurément pareille application doit-elle être évitée, car elle serait injustifiable en fait; mais faut-il un texte légal pour l'écarter? La négative a paru certaine aux auteurs du projet. L'exercice du droit d'option prévu par l'article 37 remplace, en effet, l'optant dans la situation juridique où il se fut trouvé s'il n'était jamais devenu belge; c'est-à-dire que l'acquisition de la nationalité belge prévue par l'article 36 du Traité de Versailles est considérée comme soumise à une condition résolutoire: l'exercice du droit d'option.

Cette thèse, fort pratique d'ailleurs, a pour elle de nombreux précédents; elle

s'appuie au surplus sur le texte même du Traité : « Pendant les deux ans qui suivront le transfert définitif de la souveraineté de la Belgique en vertu du présent Traité, les ressortissants allemands âgés de plus de 18 ans et établis sur ces territoires auront la faculté d'opter pour la nationalité allemande ». Le rapprochement des termes « ressortissants allemands », « faculté d'opter pour la nationalité allemande », indique bien que dans la pensée des rédacteurs du Traité, les optants sont considérés comme n'ayant jamais cessé d'être des ressortissants allemands.

Mais il existe dans les territoires d'Eupen-Malmédy des femmes belges d'origine qui eussent pu, au sens strict, bénéficier du V des dispositions transitoires de la loi du 15 mai 1922, non pas — il vient d'être exposé que dans ce cas elles sont censées n'avoir jamais été belges — que devenues belges uniquement par le Traité de Versailles, leur mari ait opté pour la nationalité allemande, mais parce que par exemple, belges de naissance, elles ont épousé un sujet allemand. Elles n'ont pu, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la loi du 15 mai 1922, accomplir les formalités requises pour recouvrer la nationalité belge, cette loi n'étant pas en vigueur dans les territoires d'Eupen-Malmédy.

Il est assurément équitable de leur permettre aujourd'hui de jouir de ce bénéfice et il a paru qu'à cet égard un texte légal était nécessaire.

En effet, la mise en vigueur des lois belges, objet de l'article 1 du projet ci-dessus, ne s'étend évidemment qu'aux lois belges ou aux dispositions de celles-ci qui sont encore applicables en Belgique au moment où la présente loi sera exécutoire; or, la disposition transitoire V de la loi du 15 mai 1922 a cessé d'être applicable en Belgique à partir du 4 décembre 1922.

TROISIÈME PARTIE.

Dispositions relatives à l'introduction de lois spéciales.

A) EMPLOI DES LANGUES.

Le nombre relativement considérable des ressortissants des cantons d'Eupen, Malmédy et St.-Vith ne comprenant que la langue allemande ne permet point de ne pas prévoir certaines dispositions légales spéciales à l'égard de l'emploi de la langue allemande en matière répressive et administrative.

Il faut, à ce sujet, se rappeler que toutes les communes des cantons d'Eupen et de St.-Vith sont actuellement des communes de langue allemande; qu'au contraire la majorité des communes du canton de Malmédy sont de langue française.

Art. 96 et 97. — Conformément à cette distinction, l'article 97 décide que la procédure devant le tribunal de police de Malmédy se fera en principe en langue française; elle se fera, au contraire, en langue allemande dans les deux autres cantons. Toujours l'emploi de la langue française pourra être demandé; cette demande n'est subordonnée à aucune condition. Par contre, devant le tribunal de Malmédy, l'emploi de la langue allemande ne pourra être demandé qu'à deux conditions : l'accusé doit être belge et introduire sa demande avant tout débat au fond.

L'article 96 règle la question de la rédaction des procès-verbaux. Dans les communes de langue allemande, ils peuvent être rédigés en allemand ou en français, mais les déclarations doivent être actées dans la langue même (française ou allemande) dont s'est servi le déclarant. Dans les communes de langue française, la rédaction se fait entièrement en français.

ART. 98. — Les dispositions de cet article se justifient par les mêmes considérations que celles de l'article 97.

Le respect des engagements pris et les nécessités locales commandaient impérieusement que certaines procédures pussent se dérouler en langue allemande devant le tribunal correctionnel et la chambre du Conseil. Il ne sera pas impossible de trouver un nombre suffisant de magistrats de 1^{re} instance comprenant la langue allemande, surtout si l'on se rappelle que les trois cantons sont, au point de vue judiciaire, rattachés à un seul arrondissement judiciaire.

L'on aperçoit au surplus que les dispositions de l'article 98 limitent au minimum le nombre des cas dans lesquels la procédure se déroulera en fait en langue allemande.

Une difficulté se soulève cependant à cet égard. Le projet ne modifie aucune disposition légale existante sur l'emploi de la langue devant la Cour d'assises et la Cour d'appel; admettre devant ces juridictions l'emploi de la langue allemande serait en fait impossible. Seule une traduction en langue française ou en langue allemande de certains documents du dossier peut être rendue nécessaire; elle sera faite par les soins du ministère public et aux frais de l'État.

Mais lorsque un individu pouvant jouir du bénéfice des dispositions ci-dessus sera inculpé d'un crime, pourra-t-il, devant le juge d'instruction, demander que la procédure se fasse en langue allemande? Assurément, le juge d'instruction constitue une « juridiction répressive qui se rattache au tribunal de première instance »; la procédure peut donc se faire devant lui, comme devant la Chambre du conseil ou le tribunal correctionnel, en langue allemande. Si le crime est correctionnalisé, la procédure pourra se dérouler en langue allemande devant le tribunal correctionnel; si le crime n'est pas correctionnalisé, à partir de l'ordonnance prévue par l'article 135 du code d'instruction criminelle, la procédure deviendra française; une traduction en français des pièces en allemand devra donc être faite, mais devant toute la juridiction du premier degré statuant soit sur les charges, soit sur la détention préventive, l'inculpé aura pu, s'il l'a demandé en temps voulu, se défendre dans sa langue.

ART. 99 et 100. — Ces articles règlent quelques cas spéciaux, notamment celui où les inculpés comparaissant devant le tribunal correctionnel ou la chambre de conseil font choix de langues différentes.

ART. 101 et 102. — Ces dispositions prévoient la traduction de certaines pièces du dossier.

ART. 104. — Cet article a pour but de résoudre les difficultés que peut sou-

lever, au point de vue linguistique, la signification des décisions judiciaires répressives dans les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith.

Il a paru qu'il n'y avait qu'un seul cas où cette signification devait se faire en allemand à peine de nullité : celui où le jugement a été rendu en langue allemande et l'exploit signifié à domicile.

ART. 105. — Tandis que les articles 96 à 104 traitent de l'emploi de la langue allemande en action répressive, l'article 105 renferme diverses mesures relatives à l'emploi de l'allemand en matière administrative.

B. LOIS SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE.

L'introduction des lois belges en matière de chasse et de pêche se heurte à certaines difficultés. La législation locale ne considère pas le droit de chasse et le droit de pêche comme des droits individuels connexes au droit de propriété, mais comme des droits appartenant à une collectivité. La doctrine locale n'admet pas généralement que le gibier soit une *res nullius*.

La conception du droit local a des effets heureux sur la conservation de la chasse et il n'est pas inutile peut-être de rappeler ici, qu'en Belgique, la communalisation de la chasse telle que la prévoit la loi locale, a eu depuis longtemps de chauds partisans.

Déjà la question de la communalisation de la chasse fut agitée lors de la discussion de la loi belge de 1882 (art. 4). M. Bergé, à la Chambre (séance du 23 novembre 1881) déclarait « qu'il conviendrait de donner le droit de propriété sur le gibier à des collectivités, par exemple, à la commune et à l'État, et d'enlever le privilège dont jouit le propriétaire, lequel y a évidemment moins le droit que le locataire »; il ajoutait que l'Allemagne avait fait dans ce domaine une expérience heureuse, et qu'on aurait lieu de s'en féliciter si semblable disposition était introduite dans notre législation.

Malgré cette intervention et celle de M. Tesch, l'amendement proposé ne fut pas admis; le rapporteur, M. de Macar, avait reconnu que si l'on se plaçait au point de vue exclusif du Luxembourg, le système de la loi allemande était bon, « parce qu'il y avait là de grandes étendues suffisantes pour que le gros gibier puisse s'y propager ». Le rattachement des nouveaux territoires, où se trouvent de grandes étendues boisées, plaide à nouveau en faveur de l'application du régime de la communalisation; cependant les auteurs du projet ont cru qu'en cette matière, comme en toute autre, il fallait assurer l'application dans les territoires d'Eupen-Malmédy des dispositions légales belges sous réserve, toutefois, du respect des droits acquis et de certaines nécessités locales. Tel est l'objet des art. 106 à 108.

Sous l'empire du régime allemand de nombreux baux, tant de chasse que de pêche, ont été conclus; ces baux sont basés sur le principe de la communalisation. M. le Haut Commissaire du Roi avait sagement et prudemment prévu l'éventualité où le régime local devrait, par la force des choses, disparaître et c'est pourquoi il limita la durée des nouveaux baux de chasse et de pêche communa-

lisées à six ans, évitant ainsi de créer durant une période indéterminée des droits incompatibles avec le régime belge.

C'est ainsi que la grande majorité des baux expireront le 31 mars 1926; aussi l'article 106 du projet maintient-il jusqu'à l'expiration des baux normaux le principe de communalisation et son organisation administrative; toutefois, il n'a pas semblé possible de laisser survivre la juridiction et la procédure contentieuses administratives relatives à certains litiges de chasse et de pêche, sauf, évidemment, à l'égard des actions déjà introduites (art. 111 et la première des dispositions finales du projet).

Il n'a pas paru possible de respecter au delà de ces limites les baux actuellement en cours; si certains baux, d'ailleurs exceptionnels, ont été consentis sous le régime allemand pour un délai allant au delà du 31 mars 1926, ils prendront fin à cette date sous réserve de restitution des sommes indûment payées.

La conséquence naturelle du maintien du principe de la communalisation des chasses était la conservation provisoire des dispositions relatives aux dégâts de gibier, conformément aux règles de l'ancien régime et amendées par le Haut Commissaire du Roi; les principes du système local, en matière de dégâts de gibier, sont plus souples qu'en Belgique, la juridiction et la procédure contractuelles plus sommaires et partant plus rapides.

Enfin, il a semblé souhaitable de permettre au Ministre de l'Agriculture d'autoriser la chasse avant et après le coucher du soleil.

Les permis de chasse sont délivrés dans les territoires d'Eupen-Malmédy, du 30 juin au 30 juin. La validité dans les dits territoires, jusqu'au 30 juin 1924, des permis en cours résulte du principe même qui domine tout le présent projet; il est dès lors inutile de l'énoncer dans un texte spécial.

C) LÉGISLATION RELATIVE A LA MISE SOUS SÉQUESTRE ET A LA LIQUIDATION DES BIENS DES RESSORTISSANTS ALLEMANDS.

L'article 297b du Traité de Versailles n'excluait pas des mesures de séquestre et de liquidation les biens des ressortissants allemands situés dans les pays cédés par l'Allemagne en vertu de ce Traité et n'ayant pas acquis de plein droit la nationalité du pays cessionnaire.

Aussi le Haut Commissaire du Roi a-t-il appliqué, en principe, les dispositions légales belges sur la matière dans les territoires d'Eupen-Malmédy. Toutefois, l'application intégrale de ces lois eût conduit à des injustices et des iniquités. En effet, la grande majorité des habitants de ces régions eussent vu leurs biens saisis, alors qu'ils étaient en instance d'acquérir la nationalité belge; d'autre part, en vertu de la Convention de Délimitation de la frontière belgo-allemande, aucune mesure de séquestration ne peut frapper les biens allemands situés dans les territoires acquis par la Belgique en vertu de l'article 35 du Traité de Versailles (voir 3^e des dispositions relatives aux parties du cercle de Montjoie passé en territoire belge); en outre, les relations familiales existant entre nouveaux Belges et ressortissants ayant conservé leur nationalité d'origine justifient souvent l'exemption des mesures de séquestre à l'égard d'immeubles indivis; enfin, les nécessités locales commandaient parfois d'apporter à la loi certains tempéraments.

Aussi l'article 23 du décret du 9 avril 1912 permet-il au Haut Commissaire du Roi Gouverneur de décider dans certains cas que le séquestre frappant certains biens sera levé?

Les motifs qui ont justifié ces quelques dérogations aux lois belges n'ont point cessé de valoir; aussi l'article 109 du projet a-t-il pour but de maintenir purement et simplement le régime instauré par le Haut Commissaire; ce maintien est d'autant plus aisé que la législation locale sur cette matière spéciale a fait l'objet d'une coordination. Il a fallu uniquement y apporter quelques modifications de détail, afin de conférer aux autorités normalement compétentes les pouvoirs exercés jusqu'ici par les autorités locales.

ART. 110. — L'article 110 du projet étend dans une certaine mesure l'exemption de liquidation et de séquestre prévue par la loi du 17 novembre 1921, ou plus exactement, il restreint à tous égards la notion « du ressortissant allemand »; c'est dire que son application dépasse les limites des territoires rattachés à la Belgique par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles.

La loi du 17 novembre 1921 exempte des mesures de liquidation et de séquestre les ressortissants allemands devenus Belges de plein droit en vertu de l'article 36 du Traité de paix.

En restreignant à la catégorie des Belges de plein droit la faveur de l'exemption de la liquidation des séquestres, les auteurs de la loi du 17 novembre 1921 se conformaient strictement au Traité de Versailles et ils obéissaient, d'autre part, à une idée théoriquement fort juste, à savoir que seules les personnes devenues Belges *de plano*, en vertu de l'article 36, avaient la qualité de Belge au 10 janvier 1920 (date du transfert de souveraineté). Cependant, cette distinction conduit dans la pratique à de véritables iniquités; en effet, le système du Traité de Versailles, qui accorde la nationalité belge aux personnes des territoires cédés, est en réalité fort imparfait; il subordonne l'acquisition de la nationalité belge à l'établissement dans les territoires au 1^{er} août 1914 et au 10 janvier 1920; toute autre considération est ici sans effet. C'est ainsi notamment qu'un grand nombre de personnes originaires des territoires d'Eupen-Malmédy et fort dévouées à la cause de la Belgique n'ont pu acquérir « de plein droit » la nationalité belge; ils ne l'ont acquise que conformément au § 2 de l'article 36 du Traité de Versailles, c'est-à-dire avec l'autorisation du Gouvernement, après que leur loyalisme ait été prouvé à l'aide d'éléments sérieux. On en arrive dès lors à la conclusion qu'au point de vue de l'appréciation des sympathies pour la Belgique, dans le chef des ressortissants des territoires rattachés à la Belgique en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles, l'acquisition de la nationalité en vertu de l'article 36, alinéa 2, du Traité est un élément plus pertinent que l'acquisition de plein droit de cette même nationalité.

Il faut ajouter que les cas d'application de cette disposition nouvelle seront peu nombreux et partant sans grand préjudice pour l'État. Il va de soi que, conformément à l'article 7 de la loi du 17 novembre 1921, les frais de séquestration demeureront à charge de la masse séquestrée.

D) PENSIONS MILITAIRES.

ART. 111. — Il semble inutile d'expliquer longuement les motifs pour lesquels les invalides des territoires d'Eupen-Malmédy et leurs ayants droit — Belges — ont été mis, au point de vue des pensions d'invalidité, sur un pied analogue à celui des invalides et ayants droit du reste de la Belgique. La proclamation du Gouverneur d'abord, des motifs de justice, d'humanité surtout, demandaient qu'il n'y eût point de distinction de classes parmi les Belges et que ceux-ci, de quelque côté qu'ils aient combattu de bonne foi, reçussent, du moment où la guerre les avait rendus incapables au travail, une pension équitable. Il ne pouvait être question de reconnaissance aux Eupénois-Malmédiens qui s'étaient bornés à combattre dans l'armée ennemie, mais il était juste de mettre sur un pied d'égalité tous Belges que la guerre avait mutilés ou frappés d'invalidité. Aussi en date du 15 septembre 1923, le Haut-Commissaire du Roi a-t-il pris deux décrets qui s'inspirent au point de vue du droit à la pension des invalides et des ayants droit ainsi que des conditions de cette pension, des principes de la loi belge du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires modifiée par la loi du 31 juillet 1923 et des dispositions réglementaires prises en exécution de ces lois.

Ces décrets constituent en réalité le statut spécial et indispensable d'ailleurs des invalides et ayants droit des territoires rattachés à la Belgique en vertu de articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles; il ne pouvait point être question d'appliquer intégralement et *ne varietur* les dispositions de la loi belge, il fallait prévoir des dispositions spéciales. Qu'il suffise de rappeler les conditions de nationalité qui sont évidemment autres, (Traité de Versailles, art. 36) et (Loi sur l'indigénat), les bases du calcul de l'invalidité (période du service militaire allemand) qui peuvent différer.

C'est pourquoi il a semblé pratique de proposer dans le présent projet une disposition législative unique qui se bornait à confirmer les deux décrets du Haut-Commissaire sur la matière des pensions militaires. Telle est la portée de l'art. 111 du projet.

La charge financière qui résultera de ces pensions militaires doit être imputée, en principe du moins, au Budget des Dépenses recouvrables. En effet, le Gouvernement belge a toujours considéré et considère encore que les pensions militaires dues aux habitants rattachés à la Belgique en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles, incombent en ordre principal à l'Allemagne; des négociations sont d'ailleurs en cours, pour fixer la charge de l'Allemagne, il serait difficile toutefois à l'heure actuelle de donner des précisions sur le résultat définitif de ces négociations; mais le principe de son obligation est actuellement reconnu en cette matière par le Gouvernement allemand.

Il a paru équitable d'appliquer la même disposition aux invalides et ayants droit devenus belges par la loi du 15 septembre 1919 sur le statut de Moresnet neutre. La situation des uns et des autres est, en effet, identique.

E) OBLIGATIONS MILITAIRES.

ART. 112. — Lors du transfert de la souveraineté à la Belgique sur les terri-

toires visés aux articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles, le Haut Commissaire du Roi, Gouverneur a déclaré — et les motifs de cette déclaration sont aisés à saisir — que le service militaire ne serait pas exigé dans les nouveaux territoires durant quatre ans, c'est-à-dire des jeunes gens qui, en vertu des lois belges, seraient rattachés aux classes de milice des années 1920-1921-1922-1923 et aux classes antérieures.

Il y a lieu de confirmer cette exemption par un acte législatif; tel est l'objet de l'article 112.

F) LOI COMMUNALE BELGE.

Par décret du 13 octobre 1921, la loi communale belge a été mise en vigueur dans les territoires rattachés à la Belgique en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles. Parmi les dispositions transitoires prévues par le décret précité, plusieurs paraissent aujourd'hui être devenues sans utilité appréciable, mais d'autres devront être maintenues parce que ou bien elles ne sont que l'énonciation du principe du respect des situations acquises par certains fonctionnaires communaux ou bien elles permettent une adaptation progressive mais rapide du régime local au régime légal belge.

ART. 113, § 1^{er}. — Cet article a pour effet de mettre fin aux mandats des conseillers communaux à la même époque dans tous les territoires de la Belgique.

ART. 113 ET 114. — Ces dispositions ne sont que l'exécution de l'engagement, d'ailleurs conditionnel dans de semblables situations, pris vis-à-vis des fonctionnaires communaux lors de la soumission des territoires annexés à la souveraineté belge, à savoir la garantie aux fonctionnaires indigènes de conserver l'exercice de leurs fonctions et les avantages pécuniaires dont ils jouissaient dans les limites toutefois déterminées par les lois à cette époque en vigueur dans les dits territoires.

Il faut citer à cet égard la situation toute différente des bourgmestres suivant la loi belge et la loi locale.

G) LOIS RELATIVES A LA PERCEPTION DE CERTAINS DROITS AU PROFIT DE L'ÉTAT.

ART. 116. — Le Haut Commissaire du Roi a tenu à rendre au plus tôt applicables dans les territoires soumis à son gouvernement toutes les dispositions fiscales belges (Code du timbre, lois sur les droits d'enregistrement, de succession, lois sur les douanes et accises, lois sur les contributions directes, etc...) Mais ici encore cette application n'a-t-elle pu se faire purement et simplement à raison de cette circonstance que le droit civil et le droit fiscal sont entièrement liés entre eux; or, ainsi qu'il a été dit, la législation civile n'a pas été, dans son ensemble du moins, remise en vigueur dans les territoires d'Eupen-Malmédy.

Le Haut Commissaire du Roi, en introduisant les lois fiscales belges, a notamment excepté de l'application de certains droits fiscaux des actes passés antérieurement conformément à la loi en vigueur à leur époque (1).

(1) Tels sont, par exemple, certains actes passés antérieurement au 15 juillet 1922, certaines actions ou obligations émises avant la même date, exemption prévue par les

Ces exemptions valablement accordées demeurent acquises bien qu'il soit mis, fin par la présente loi, au régime transitoire au cours duquel elles ont été accordées; elles constituent un effet acquis en vertu d'un acte législatif, et partant elles survivent à l'abrogation de celui-ci, sauf disposition contraire expresse.

Il s'ensuit que le maintien de ces exemptions accordées antérieurement ne doit pas être consacré par un texte spécial dans le présent projet.

Mais certaines dispositions transitoires prises dans les décrets relatifs aux lois fiscales belges n'ont point, comme celles auxquelles il vient d'être fait allusion, perdu aujourd'hui toute valeur pratique. L'introduction des lois civiles belges n'anéantit pas, en effet, les actes antérieurement faits et ceux-ci peuvent, postérieurement à l'introduction des lois civiles belges, donner lieu à la perception d'un droit dont les lois fiscales belges n'ont pu prévoir la fixation précise.

Tels sont, par exemple, l'acquisition par un associé de biens immeubles provenant d'une société à responsabilité limitée, acquisition qui viendrait à être faite avant que la dite société ne se fût soumise aux lois belges; tel est encore le cas de la déduction de certains droits dans le cas de l'article 7 de la loi belge du 14 octobre 1919, certaines dispositions spéciales relatives à la communauté continuée.

Le maintien de ces dispositions forme l'objet de l'article 116, alinéa 4. Cet alinéa ajoute: « même à l'égard des droits qui ne seraient dus qu'à partir de la mise en vigueur de la présente loi »; le maintien de ces dispositions aux droits antérieurement dus résultait, en effet, des principes généraux et ne devait pas être consacré par un texte spécial.

L'alinéa maintient également en vigueur le décret du 13 septembre 1923 relatif à l'établissement du cadastre. Il est indispensable, en effet, que le cadastre soit établi le plus tôt possible dans les territoires d'Eupen-Malmédy, conformément aux lois belges. Or, la loi locale, en raison de l'existence du livre foncier, n'exigeait pas la déclaration des mutations en matière immobilière. En droit belge, il n'existe aucune corrélation entre le cadastre et les écritures hypothécaires.

Il importait dès lors, pour l'établissement du cadastre dans les territoires sus-visés, de prendre certaines mesures particulières de nature à permettre l'inscription des parcelles cadastrales sur le nom de leur vrai propriétaire. Le travail administratif n'étant point terminé encore, il convient que les dites mesures, objet du décret du 13 septembre 1923, soient maintenues.

Le Gouvernement trouvera d'ailleurs dans l'article 15 de la loi hypothécaire du 10 octobre 1913 le droit d'établir dans l'intérêt du service un ou plusieurs bureaux d'hypothèques dans les territoires rattachés à la Belgique par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles.

ART. 117. — Suivant l'article 75, alinéa 1, de la loi du 25 mars 1891 concernant le Code du timbre, des greffiers des tribunaux notamment doivent communiquer à toutes réquisitions aux préposés de l'enregistrement leurs actes,

§§ 2 et 3 du décret du 10 mai 1922 concernant le droit de timbre, certains actes antérieurs au 15 avril et 1^{er} septembre 1921 et visés par le décret du 29 août 1923 sur les droits d'enregistrement etc.

registres et documents. Or, en vertu de la loi locale, les testaments peuvent être déposés au greffe des tribunaux de bailliage du vivant du testateur.

Il convient à la fois de prévoir ce qui doit être fait des testaments déposés jusqu'à ce jour à ces greffes et de prendre en même temps en cette matière une disposition qui s'inspire du principe de celle de l'alinéa 2 de l'article 75 de la loi du 25 mars 1891. Tel est l'objet de l'article 117 du projet.

ART. 118. — Cet article a pour but d'éviter que l'État ne subisse certains préjudices du fait que la procédure civile repose en droit belge et en droit local sur des bases essentiellement différentes. D'après cette dernière législation ; les frais de justice se rattachant à presque toute procédure civile suivie devant les tribunaux de bailliage comprennent des droits proportionnels et des dépens. Le créancier en est le Trésor public, qui procède à leur décaissement et à leur recouvrement par l'intermédiaire des caisses des tribunaux de bailliage. Le débiteur en est, en matière de juridiction contentieuse, habituellement le succombant et, en matière de juridiction gracieuse, habituellement l'intéressé.

En général, la tâche d'établir le montant des frais de justice est délicate et complexe. Pour cette raison, la loi l'attribue au greffier.

Lors de l'entrée en vigueur du projet, l'on se trouvera en présence de « frais de justice » non encore remboursés à l'État.

Les débiteurs de ces sommes qui demeurent en Belgique ancienne, où la législation des territoires rattachés à la Belgique par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles n'est pas applicable, ne peuvent, à l'heure actuelle, être contraints au paiement de ces sommes.

A cette catégorie d'arriérés viendra s'ajouter une autre comprenant les « frais de justice » dus à raison de procédures en cours au moment de la mise en vigueur du projet. Les dispositions de la loi locale, qui régissent les frais de justice, sont principalement :

1° le décret et l'arrêté du Haut Commissaire du Roi des 15 janvier et 14 avril 1920 ;

2° la loi d'empire du 18 juin 1878, modifiée par les lois du 19 juin 1881, 17 mai 1898, 1^{er} juin 1909 et 22 mai 1910.

3° la loi prussienne du 25 juin 1895, modifiée par la loi du 25 juin 1910.

Il importait donc d'admettre que le recouvrement des frais, exposés par l'État ou dus à celui-ci, pût être assuré dans la Belgique tout entière et ne pas être entravé au delà des limites des territoires rattachés par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles. C'est à cette fin que certaines dispositions de la loi locale ont dû être maintenues et combinées avec les lois belges sur la matière.

QUATRIÈME PARTIE.

Dispositions diverses.

A) ASSURANCES SOCIALES.

ART. 119. — L'article 312 du Traité de Versailles stipule que le Gouvernement allemand est obligé de transférer aux puissances auxquelles des territoires allemands ont été cédés une fraction des réserves accumulées par les Gouvernements

d'Empire, d'Etats allemands ou organismes publics ou privés opérant sous le contrôle afin de faire face au fonctionnement dans ces territoires de toutes les assurances sociales et assurances d'Etat.

Cet article ajoute : « Les puissances auxquelles ces fonds seront transférés devront nécessairement les affecter à l'exécution des obligations résultant de ces assurances. »

En conformité de l'article 312, une convention a été conclue le 9 juillet 1920 à Aix-la-Chapelle entre la Belgique et l'Allemagne, aux termes de laquelle cette dernière puissance s'engage à transférer à la première une part des réserves accumulées pour les différentes branches des assurances (invalidité — employés — accidents agricoles et industriels).

Mais en fait la Belgique a supporté jusqu'à présent la totalité des charges résultant des assurances sociales.

Le Gouvernement belge n'a d'ailleurs jamais hésité à reconnaître les obligations qu'il avait assumées dans ce domaine, et si l'on considère l'état actuel des assurances en Allemagne, on peut affirmer qu'il a tenu et au delà, les promesses faites à la population des Cercles qui se trouve, en ce qui concerne les assurances sociales, dans une situation privilégiée.

En conformité avec cette politique bienveillante, l'article 118 du projet maintient le régime local des assurances sociales dans les cercles en tant que pour certaines branches de ces assurances (accidents de travail, pensions de vieillesse) le système antérieur n'a pas été remplacé, au moins en partie, par celui des lois belges aussi avantageuses.

Toutefois, une simplification s'imposera dans l'organisation des autres domaines de ces assurances. Il ne peut être question de maintenir intégralement les anciennes institutions allemandes (corporations, instituts, offices), étant donné le petit nombre des assurés, lequel ne peut, en aucune façon, justifier l'existence d'institutions analogues à celles du régime allemand, institutions coûteuses dont l'activité s'étendait sur de vastes provinces, voire sur l'empire entier.

Il conviendra aussi de simplifier la procédure, beaucoup trop compliquée et en somme peu démocratique, des institutions allemandes.

Done, dans un but de simplification, d'unification, d'adaptation et aussi d'économie, il a paru nécessaire de laisser au Gouvernement la faculté d'établir, par voie d'arrêté royal, les modifications nécessaires dans le régime actuel, hérité de l'Allemagne, de façon à lui donner, le plus tôt possible, un caractère national en réalisant progressivement la fusion avec le nôtre.

Sous ces réserves, il semble utile d'esquisser en quelques lignes les différentes branches des assurances sociales du régime local dont le maintien est proposé.

1. Assurance contre la maladie.

Le but de l'assurance contre la maladie est d'assurer contre la maladie toutes les personnes salariées dont la rémunération annuelle ne dépasse pas 7,500 fr.

Les prestations de l'assurance sont : un secours pécuniaire pendant la durée consécutive de vingt-six semaines de maladie, un secours en cas d'accouchement, les frais funéraires, des secours de famille et paiement des frais médicaux et pharmaceutiques et d'hospitalisation.

L'organisation de l'assurance-maladie est réalisée par les trois caisses régionales existant dans les territoires (Malmédy, Eupen, Eynatten).

Ces caisses sont analogues à nos sociétés de secours mutuels, sauf que l'assurance réalisée par elles est obligatoire.

II. Assurance des invalides et ayants droit.

Sont assurés contre l'invalidité (et vieillesse) tous les salariés quel que soit le montant des salaires et les employés jusqu'à concurrence d'un traitement annuel de 2,000 francs.

Les prestations de l'assurance sont : *a*) la rente invalidité prématurée (temporaire — maladie) ou permanente; *b*) la rente-vieillesse (65 ans); *c*) ayants droit (rente de veuve et d'orphelin; *d*) traitement préventif et curatif de l'assuré contre toutes les maladies.

L'organisation de l'assurance des invalides était réalisée par un institut d'assurance. Elle a été transférée à un institut spécial créé à Malmédy.

III. Assurance contre les accidents agricoles.

La loi belge du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail soumet au principe de l'assurance obligatoire contre les accidents les exploitations occupant trois ouvriers et plus. Le régime local étend l'assurance obligatoire contre les accidents agricoles à toutes les exploitations agricoles, forestières et maraîchères, quel que soit le nombre des personnes occupées dans ces entreprises, et quelle que soit leur étendue.

Dans ces exploitations, la réparation des accidents d'entreprise est assurée à tout ouvrier et à toute personne occupée dans l'exploitation, y compris les chefs d'entreprises, leurs épouses et tous les autres membres de la famille.

L'assurance a pour objet la réparation du dommage résultant d'une lésion corporelle ou de la mort; tous les frais de l'accident sont payés et la rente accident s'élève aux $\frac{2}{3}$ du salaire annuel et en cas d'infirmité grave jusqu'à 100 p. c. de ce salaire.

L'organisation de cette assurance est réalisée également par un institut des assurances agricoles créé à Malmédy (sur le modèle des instituts prévus par le Code des assurances sociales). Cet institut ne monopolise cependant pas l'assurance agricole; il n'existe que pour autant que les entreprises qui légalement doivent être assurées, ne se soient pas adressées à des sociétés privées agréées par le Gouvernement conformément au principe de la loi belge de 1903.

IV. Assurance contre les accidents industriels.

Toutes les entreprises industrielles sont assujetties d'office à l'assurance contre les accidents industriels, quel que soit le nombre des personnes y occupées. A l'exception du chef d'entreprise et de son épouse, tous les autres membres de la famille occupés sont assimilés aux ouvriers. La loi belge du 24 décembre 1903 ne s'applique qu'aux exploitations industrielles classées comme dangereuses et

insalubres et aux autres seulement dans le cas où elles occupent 5 personnes au moins; aux magasins de commerce occupant habituellement au moins 3 ouvriers.

Les prestations de cette assurance sont les mêmes que pour l'assurance contre les accidents agricoles et l'organisation de cette assurance est réalisée d'une façon identique à celle des accidents agricoles (la faculté de s'assurer à une société belge agréée conformément à la loi belge du 24 décembre 1903 existe également).

V. Assurance des employés privés.

Sont assurés à titre obligatoire, à partir de l'âge de 16 ans, tous les employés des deux sexes, et toute personne assimilée aux employés à condition que le traitement annuel ne dépasse pas le montant de 12,000 francs.

Les prestations de cette assurance sont, ou une pension de vieillesse (65 ans), ou une rente d'incapacité professionnelle prématurée, ou une rente pour les ayants droit (veuf — veuve — orphelins). L'assurance couvre également les frais de traitement préventif et curatif d'incapacité professionnelle prématurée. L'organisation est réalisée également par un Institut d'assurance en faveur des employés privés (remplaçant l'Institut d'Empire).

Ces diverses administrations groupent 12,000 assurés (pour les assurances-maladie, invalidité, employés); 849 assurances industrielles; les réserves sont actuellement (abstraction faite de celles qui doivent être payées en vertu de l'article 312 du Traité de Versailles par l'Allemagne et en tenant compte du service des rentes reprises du régime allemand) d'environ 1,400,000 francs.

Les recettes des divers instituts s'élèvent à environ 3,000,000 de francs.

Les dépenses atteignent environ 2,000,000 de francs.

L'article 120 du projet place l'administration actuelle des ressources sous le contrôle du Ministre de l'Industrie et du Travail qui réalisera, comme il a été dit, les transformations nécessaires sous réserve des droits acquis.

B) DESTINATION DES BIENS PROVENANT DE LA LIQUIDATION DES ANCIENS KREIS.

ART. 121. — Au point de vue administratif, les territoires d'Eupen et de Malmédy formaient autrefois deux cercles (Kreis) distincts : le cercle d'Eupen et celui de Malmédy; d'après la législation allemande, les cercles constituaient des individualités juridiques propres; ces organismes, jouissant de la personnification civile, possédaient des propriétés mobilières et immobilières assez considérables, dont l'entretien et l'administration faisaient l'objet de plusieurs articles du budget du Cercle. Les frais nécessités par cette administration étaient couverts par les revenus ordinaires de ces propriétés et le cas échéant par le produit des impôts du Cercle. Le maintien de cette organisation était inconciliable avec le régime administratif belge.

Aussi le décret du 13 octobre 1921, portant introduction du régime communal belge dans le Gouvernement d'Eupen-Malmédy, entraîna-t-il par voie de conséquence logique la disparition des Cercles (Kreis) circonscriptions administratives qui n'existent pas dans notre droit public.

Les Cercles, personnes morales, ayant à ce titre capacité de posséder et de

s'obliger, avaient chacun leur patrimoine propre, qui se composait naturellement de dettes non encore réglées et de droits réels ou de créances.

La personnalité des cercles venant à disparaître, leur patrimoine restait sans maître et sans administrateur, de là la nécessité de procéder à leur liquidation ; aussi, un décret en date du 1^{er} décembre 1921 stipula-t-il que les personnalités juridiques des districts d'Eupen et de Malmédy seraient liquidées au 1^{er} janvier 1922 et que les organismes qui en dépendaient seraient dissous.

Les soins de cette liquidation furent confiés au commissaire d'arrondissement des territoires d'Eupen-Malmédy, auquel furent conférés les pouvoirs exercés ordinairement par les liquidateurs.

Les deux districts d'Eupen et de Malmédy constituant deux circonscriptions distinctes, avec leur patrimoine propre, la liquidation fut menée séparément pour les districts d'Eupen et pour celui de Malmédy.

La première question qui se soulevait était celle de savoir si, par suite de la disparition des anciennes circonscriptions administratives que constituaient les Cercles, leur patrimoine ne devait pas revenir à l'État, de la même façon que celui-ci est amené à recueillir les biens d'une commune qui perd sa personnalité par la disparition de tous ses habitants.

Cette solution n'a pas paru pouvoir être admise, car la généralité des habitants des Cercles ayant indirectement contribué à la constitution de ce patrimoine et à son accroissement, par le paiement des impôts de Cercle (Kreissteuern), il n'eût guère été équitable d'attribuer à l'ensemble du pays, c'est-à-dire à l'État et ce, sans aucun dédommagement ou indemnité, les biens constituant autrefois la propriété exclusive d'une minime partie de son territoire. Cette théorie est d'ailleurs unanimement consacrée par la doctrine (voyez notamment : Traité de l'annexion au territoire français et de son démembrement, par René Sclosse : Livre II, 2^{me} partie, chapitre II, pages 183 et 184 : Effets de l'annexion sur l'organisation administrative des pays annexés). Pour assurer le retour du produit de ces propriétés à la collectivité composant autrefois les anciens districts d'Eupen et de Malmédy, le meilleur moyen était assurément d'en remettre la contrevalet aux différentes communes issues des Cercles d'Eupen et de Malmédy qui, en les affectant à des travaux d'utilité publique (construction ou entretien d'écoles, amélioration de la voirie, etc.) en feront bénéficier leurs habitants.

L'article 3 du décret du 1^{er} décembre 1921, consacrait déjà cette attribution en stipulant que « le produit de la liquidation des districts serait affecté à la constitution d'un fonds spécial destiné à être réparti entre les communes, suivant un mode à régler ultérieurement ».

Mais quelle base convient-il d'adopter, pour la répartition et l'attribution du produit de la liquidation parmi les différentes communes des territoires rattachés à la Belgique par les articles 33, 34 et 36 du Traité de Versailles ? Trois systèmes sont en présence : la répartition d'après le chiffre des impôts payés par chaque commune, d'après la superficie ou d'après la population.

Le système consistant à prendre comme base de répartition la superficie des communes ne semble pas équitable, car des communes peu étendues mais à population très dense, dont les besoins sont évidemment beaucoup plus considérables, se verraient attribuer une part inférieure à celle de communes étendues dont la

population restreinte ne nécessite que des dépenses sensiblement plus réduites.

Lesystème de la répartition du produit de la liquidation en prenant comme base le chiffre de la population des différentes communes des anciens Cercle d'Eupen et de Malmédy n'est pas plus heureux.

L'examen des sommes payées pendant ces dernières années à titre d'impôts du Cercle, par les différentes communes du district de Malmédy notamment, montre en effet, que si ce sont les localités les plus peuplées qui ont eu à supporter la charge la plus lourde parmi ces dernières, la ville de Malmédy a de loin fourni l'effort le plus considérable; en effet, en 1921, sur une somme globale de 148,783 francs, la ville de Malmédy intervenait à elle seule pour 50,750 francs, soit pour plus d'un tiers, tandis qu'au cours des années antérieures, sa quote-part d'intervention était toujours de $\frac{2}{5}$ en moyenne.

Or, il était certain que sur une population de 37 à 38.000 habitants la participation mise à charge de la ville de Malmédy n'était nullement en rapport avec le chiffre de la population, qui est d'environ 5.000 habitants. D'autre part, il faut bien reconnaître que c'est la ville de Malmédy qui, tout en payant plus d'impôts, a retiré le moins d'avantages du patrimoine du cercle formé en grande partie par son intervention. Ces observations se vérifient également pour la ville d'Eupen, qui en 1921 a eu à payer frs. 56.705,09 d'impôts de cercle sur un total de frs. 97.275,12.

Dans ces conditions, recherchant un autre mode de répartition respectant le mieux la part que chaque commune a prise à la constitution du patrimoine commun et de nature, d'autre part, à les dédommager dans la proportion des sacrifices qu'elles se sont imposées, l'on aboutit à considérer comme répartition la plus équitable celle qui repose sur le chiffre des impôts de Cercles payés par chaque commune. Ainsi chaque commune participera à la liquidation pour une part correspondante à celle pour laquelle elle a contribué à la constitution de ce patrimoine, à son entretien, son développement et son administration. Citons comme exemple la ville de Malmédy qui, ayant payé en moyenne $\frac{2}{5}$ de l'ensemble des impôts de Cercle du district de Malmédy, se verrait attribuer les $\frac{2}{5}$ du produit total de la liquidation des biens provenant de l'ancien Cercle de Malmédy.

En conséquence, afin de sauvegarder autant que possible et de la façon la plus équitable les droits que les communes ont acquis à la propriété du patrimoine qu'elles possédaient dans l'indivision, le projet prévoit comme mode de répartition la moyenne des dix dernières années (1912-1921 inclus) pour laquelle chaque commune est intervenue dans le montant global des impôts du Cercle.

L'époque à laquelle il sera procédé à cette répartition, les modalités de cette opération (répartition entre le numéraire et les Bons de caisse) et l'indication de la personne à laquelle ce travail sera confié, constituent des mesures d'exécution; il a paru opportun de laisser au pouvoir exécutif le soin de régler par arrêté royal ces questions.

C) STATUT DES FONCTIONNAIRES. — PENSIONS CIVILES.

ART. 122 à 125. — Le Traité de Versailles ne contient aucune disposition spéciale relative au statut des fonctionnaires des territoires rattachés à la Belgique

par les articles 33, 34 et 35, il n'a pas davantage précisé à qui incomberait la charge de paiement des pensions relatives aux anciens fonctionnaires des territoires précités ou à leurs ayants droit.

Il en découle qu'aucune prestation spéciale ne puisse à ce titre être exigée de l'Allemagne. L'équité demande que la Belgique assume cette charge et elle s'y est déjà d'ailleurs en quelque sorte engagée.

En effet, dans sa proclamation du 11 janvier 1920, le Haut Commissaire du Roi, Gouverneur, déclara que « les fonctionnaires indigènes des administrations de l'Etat, des Cercles et des communes pourraient rester à leur poste, qu'ils garderaient les mêmes avantages pécuniaires que ceux qui leur étaient accordés sous l'ancien régime ». D'autre part, l'article 1 de la convention belgo-allemande du 4 mai 1923 relative aux pensions civiles, renferme l'engagement pour la Belgique d'assumer la charge du service des pensions civiles acquises lors du transfert de souveraineté ou au plus tard le 10 octobre 1920. Cette dernière charge s'élèvera environ à 800,000 francs; tel est le but de l'article 123 du projet. Quant aux articles 122 à 124 du projet, leur but est d'abord de sanctionner par voie législative les obligations précitées; ces articles appliquent ensuite par voie d'analogie les mêmes principes aux fonctionnaires nommés par le Haut Commissaire du Roi, à l'exclusion, en ce qui concerne ces derniers, de ceux qui n'avaient été investis que de fonctions provisoires liées au régime exceptionnel prévu par la loi du 13 septembre 1919.

Les articles 122 à 129 doivent être rapprochés des articles 6 et 113 à 115 qui règlent la situation des magistrats et des fonctionnaires communaux en fonction ainsi que de la loi du 27 juin 1922 relative aux ministres des cultes. La pension des veuves et orphelins des magistrats, fonctionnaires et ministres des cultes est au contraire soumise aux règles des articles 122 à 124.

Pour comprendre la portée des articles 123 alinéa 2 et 124, il faut se rappeler que la caisse des veuves et orphelins est une institution inconnue du droit local, la pension des veuves et orphelins des fonctionnaires étant à charge de l'Etat. Le respect des situations acquises demandait à ce que pour le passé les fonctionnaires maintenus dans l'exercice de leurs fonctions ne doivent point verser pour le passé les cotisations prévues par la réglementation belge, au contraire, il est équitable de ne leur accorder à partir du 11 janvier 1920 les avantages de la réglementation belge que s'ils en ont supporté les obligations.

La charge qui résultera pour l'Etat de la disposition de l'article 124 n'est d'ailleurs pas considérable.

D) MAINTIEN EN VIGUEUR DE DÉCRETS RELATIFS A DES MATIÈRES SPÉCIALES.

ART. 126. — Ainsi qu'il l'a été dit dans l'exposé général ci-dessus, la législation locale ne peut être entièrement abrogée dans les territoires rattachés à la Belgique par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles; il est, par exemple, certaines institutions qui doivent demeurer régies par les lois particulières, telles les caisses d'épargne régionales et communales. D'autre part, la substitution de la monnaie légale belge à la monnaie allemande impliquait la promulgation de diverses dispositions qui n'ont point encore cessé aujourd'hui de devoir produire leurs effets, la question de la valeur des brevets locaux et de leur protection doit

être résolue. Enfin, il importe de laisser en vigueur la législation sur le tarif des téléphones jusqu'au moment où à cet égard les dispositions belges, elles-mêmes soumises en ce moment à un examen, auront été révisées.

L'article 126 du projet répond à ces diverses nécessités.

**E) MODIFICATION A LA LOI DU 28 MARS 1923 APPROUVANT OU AUTORISANT
DIVERSES MESURES FINANCIÈRES IMPOSÉES PAR LA SUBSTITUTION DE LA MONNAIE ALLEMANDE
DANS LES CANTONS D'EUPEN, MALMÉDY ET DE ST.-VITH.**

ART. 127. — En ce qui concerne la législation locale relative à l'échange des monnaies allemandes, elle est, comme nous venons de le voir, maintenue par l'article 127 du projet; mais le Pouvoir législatif a pris également des dispositions législatives, aux fins d'approuver et d'autoriser certaines mesures financières imposées par la substitution des monnaies dans les territoires rattachés à la Belgique, par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles. Tel a été le but de la loi du 28 mars 1923, qui n'avait cependant pas précisé quels organismes — l'État ou les communes — devaient supporter la charge des 64 millions.

Il a paru équitable de mettre toutes les communes et les habitants de la Belgique sur un pied d'égalité en ce qui concerne l'échange des monnaies; toutefois, il a semblé indispensable de faire participer les communes dans une certaine mesure au moins à cette charge, aussi le projet rend-il les communes redevables des frais divers des opérations d'échange. En outre — et cette disposition se justifie d'elle-même — les paiements indûment effectués, à raison d'erreurs ou de fautes des autorités communales, de leurs préposés ou des commissions arbitrales, sont mis à charge de la commune intéressée; cette distinction ne fait d'ailleurs nullement obstacle à ce que la dite commune prenne, conformément au droit commun, ses recours contre l'auteur réel de la faute qui engendre sa responsabilité.

DISPOSITIONS FINALES.

ART. 128. — Les procès qui naîtront postérieurement au jour de la mise en vigueur de la présente loi, à l'occasion d'actes antérieurs, se dérouleront évidemment suivant les lois belges de procédure; ils seront jugés, quant au fond, suivant la loi dont l'application sera commandée par les principes généraux du droit sur la rétroactivité des lois — le tout sous réserve des quelques dispositions spéciales que renferment les articles qui précèdent —. Mais par quelles lois seront postérieurement au moment de la mise en vigueur de la présente loi, régie la procédure des actions en cours et déterminée la juridiction compétente pour continuer à en connaître?

Cette double question est résolue par l'article 128 du projet.

La solution adoptée s'inspire des principes des articles 55 et 56 de la loi belge du 25 mars 1876; elle s'étend aux affaires répressives comme aux affaires civiles. Elle paraît à la fois la plus souple et la plus équitable.

Il n'est-peut être pas inutile de rappeler ici que la question de savoir quelle est la loi qui régit la prescription applicable aux actions en justice a été résolue — en matière civile — par les articles 83 à 85 du projet ; en matière pénale ce sera la prescription la plus courte, conformément à l'article 2 du Code pénal.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

P. POULLET.

Erratum. — A la page 5, pour la population de l'arrondissement de Verviers, lire 233,146 habitants au lieu de 233,044.

(76)

ANNEXES

(ANNEXE I A L'ARTICLE 3.)

Description de la frontière entre l'Allemagne et la Belgique depuis le Grand-Duché de Luxembourg jusqu'au Royaume des Pays-Bas.

(Les numéros des bornes-frontières vont en croissant du Sud vers le Nord,
la description de la frontière est donc faite dans ce sens.)

Depuis le Grand-Duché de Luxembourg jusqu'au Royaume des Pays-Bas, le tracé de la frontière entre l'Allemagne et la Belgique est conforme à la description ci-après :

En partant du confluent du ruisseau Ribbach et de la rivière Our :

1° La ligne médiane de la rivière Our, vers le Nord, sur une longueur d'environ 560 mètres, jusqu'au confluent de l'Our et d'un petit ruisseau (sans nom);

2° Ce petit ruisseau affluent de l'Our, vers l'Est, sur une longueur d'environ 1,000 mètres;

3° Le fond d'une vallée jusqu'à 175 mètres environ au Sud du chemin de Ouren à Lützkampen;

4° Une ligne de direction générale Sud-Nord, d'une longueur d'environ 950 mètres, traversant le chemin mentionné ci-dessus et rejoignant, par le fond d'une vallée, le ruisseau Seisbach;

5° Le ruisseau Seisbach, vers l'Ouest, sur une longueur d'environ 210 mètres;

6° Une ligne remontant le versant Nord de la vallée du ruisseau Seisbach sur une longueur d'environ 210 mètres et se dirigeant ensuite sur une longueur d'environ 800 mètres parallèlement au fond de cette vallée, pour aller rejoindre l'Our à l'endroit dit Grimmelslay.

7° La ligne médiane de la rivière Our jusqu'au confluent de cette rivière et d'un petit ruisseau (sans nom), à 200 mètres environ en amont du pont reliant les villages Stupbach belge et Stupbach allemand.

8° Ce petit ruisseau (sans nom) sur une longueur d'environ 100 mètres jusqu'au chemin de Stupbach à Grosskampenberg.

9° Le bord Nord du chemin de Stupbach à Grosskampenberg jusqu'à 300 mètres environ à l'Est du coude que dessine ce chemin avant d'arriver au lieu dit Stupbacherseit.

10° Une ligne d'orientation générale Sud-Nord traversant les bois de Kockertsbusch pour atteindre la route de Burg-Reuland à Lützkampen près de l'auberge dite Diepert.

11° Une ligne contournant l'auberge Diepert au Sud pour suivre une direction générale Ouest-Est jusqu'à sa rencontre avec un petit ruisseau dit Schlierbach.

12° Le fond de la vallée du Schlierbach jusqu'au chemin de Heckhuscheid à Steffeshausen.

13° Une ligne suivant approximativement le bord Nord de ce chemin sur une longueur d'environ 540 mètres jusqu'à la source d'un petit ruisseau (sans nom) affluent du ruisseau Winterspelterbach.

14° Le fond de la vallée de ce ruisseau vers l'aval (direction générale Sud-Nord) jusqu'à un chemin d'exploitation à 5 mètres environ au Nord du ruisseau Winterspelterbach.

15° Le bord Est du dit chemin le long du Winterspelterbach jusqu'au confluent de ce ruisseau et de la rivière Our au Sud-Est du hameau Hemmeres.

16° La ligne médiane de la rivière Our jusqu'à 900 mètres environ au Sud du hameau Altersteg.

17° Le fond d'une vallée, vers l'Est, jusqu'à 250 mètres environ de l'Our.

18° Une ligne d'orientation générale Ouest-Sud-Ouest-Est-Nord-Est traversant les bois de Gross-Bohlscheid jusqu'au carrefour situé à 2,000 mètres environ à l'Est du hameau Alfersteg.

19° Le bord Nord d'un chemin de direction Ouest-Est, passant par le mamelon Krapu, sur une longueur d'environ 600 mètres.

20° Une ligne Sud-Nord d'environ 100 mètres de longueur jusqu'au chemin de Alfersteg à Amelscheid.

21° Le bord Sud de ce chemin jusqu'à sa rencontre avec le chemin de Mützenich à Amelscheid.

22° Une ligne d'orientation générale Ouest-Est jusqu'à un petit affluent (sans nom) du ruisseau Ihrenbach.

23° Le fond de la vallée de cet affluent de l'Ihrenbach, vers l'Est, sur une longueur de 400 mètres environ.

24° Une ligne de direction générale Ouest-Est coupant la route de Schönberg à Bleialt à 100 mètres environ au Sud du lieu dit Zu Schönberg et rejoignant le ruisseau Ihrenbach à 250 mètres environ à l'Est de cette route.

25° Le bord Ouest de l'Ihrenbach sur une longueur d'environ 2000 mètres jusqu'au confluent de l'Ihrenbach avec un petit affluent (sans nom).

26° Le bord Ouest de cet affluent de l'Ihrenbach, vers le Nord-Ouest, jusqu'à sa source.

27° Une ligne d'orientation générale Sud-Nord suivant d'abord, sur une longueur de 600 mètres environ, le bord Est d'un chemin et se dirigeant ensuite jusqu'à un point de la route de Andler à Wischeid, situé à 875 mètres environ à l'Est de la route de Schönberg à Manderfeld.

28° Une ligne d'orientation générale Ouest-Est, parallèle à la route de Andler à Wischeid, sur une longueur d'environ 600 mètres et rejoignant ensuite la rivière Our à 1600 mètres environ en amont de Andler.

29° Une ligne dirigée du Sud au Nord suivant vers son extrémité le fond d'une vallée tributaire de la vallée de l'Our jusqu'au pied du versant Sud du Andler-Berg à 475 mètres environ au Sud de la route de Schönberg à Manderfeld.

30° Une ligne de direction générale parallèle à la route de Andler à Manderfeld jusqu'en un point de la route directe de Manderfeld à Verschneid, situé approximativement à égale distance de ces deux agglomérations.

31° Une ligne descendant jusqu'à la rivière Our qu'elle atteint à 300 mètres environ en amont du confluent de la rivière Our et du ruisseau Auw.

32° La ligne médiane de la rivière Our, vers le Sud-Ouest, jusqu'à son confluent avec le ruisseau Auw.

33° La ligne médiane du ruisseau Auw, vers l'Est, jusqu'à 160 mètres environ en amont du confluent de ce ruisseau et du ruisseau Tannebach.

34° Une ligne de direction générale Nord-Ouest-Sud-Est, suivant d'abord la vallée du ruisseau Auw, et puis celle d'un ruisselet (sans nom) affluent de l'Auw et se confondant, sur la plus grande partie de son parcours, avec le bord Sud d'un chemin d'exploitation jusqu'à 35 mètres environ au Nord de l'endroit où ce chemin d'exploitation vient rejoindre la route de Auw à Roth.

35° Une ligne de direction générale Sud-Nord, contournant la colline Schnappert par son versant Sud-Ouest, jusqu'au fond de la vallée du ruisseau Tannebach, à 300 mètres environ en amont de l'intersection du dit ruisseau et du chemin de Weckerath à Roth.

36° Le fond de la vallée du Tannebach jusqu'à 500 mètres environ en aval du point où le chemin de Roth à Krewinkel franchit ce ruisseau.

37° Une ligne de direction générale Nord-Est-Sud-Ouest remontant le versant de la vallée du Tannebach jusqu'au chemin de Weckerath à Zu Kehr en un point à 750 mètres environ au Sud du village de Krewinkel.

38° Une ligne de direction générale Ouest-Est, suivant sur une certaine longueur le bord Sud du dit chemin jusqu'à 275 mètres environ au Nord de la borne kilométrique, marquée kilomètre 76, de la route de Prüm à Schleiden.

39° Le bord Ouest de cette route, jusqu'à hauteur de la gare du chemin de fer à Losheim, à 260 mètres environ au Nord-Ouest de la borne kilométrique de la route, marquée kilomètre 80.

40° Une ligne contournant, par l'Ouest, l'agglomération de Losheim jusqu'à l'intersection du bord Ouest de la route de Prüm à Schleiden avec la limite Nord du terrain de la ligne du chemin de fer de Jünkerath à Weywertz.

41° La limite Nord du terrain du chemin de fer de Jünkerath à Weywertz, jusqu'à son intersection avec le bord Est de la route Manderfeld à Bullange, près du pont du chemin de fer au Nord de Lanzerath.

42° Le bord Est de la route de Saint-Vith à Schleiden jusqu'au carrefour de Losheimergraben.

43° Le bord Ouest de la route de Saint-Vith à Schleiden, jusqu'en un point situé à 275 mètres environ au Nord de la borne kilométrique, marquée kilomètre 82, de cette route.

44° Une ligne de direction générale Sud-Nord, longeant à peu de distance à l'Ouest la route de Saint-Vith à Schleiden, jusqu'à 450 mètres environ au Nord-Ouest du coude que fait cette route avant d'atteindre Hollerath.

45° Une ligne de direction Est-Ouest, suivant sur une longueur d'environ 657 mètres un chemin d'exploitation, jusqu'au fond de la vallée du ruisseau Olefbach.

46° Le fond de la vallée du ruisseau Olefbach jusqu'à 685 mètres environ en aval du confluent de ce ruisseau et du ruisseau Trögliechtenbach.

47° La ligne médiane du ruisseau Olefbach jusqu'au confluent de ce ruisseau avec le ruisseau Wiesbach.

48° Le ruisseau Wiesbach vers l'Ouest, jusqu'au premier ruisseau (sans nom) affluent du côté Nord.

49° Ce dernier ruisseau (sans nom) affluent du Wiesbach, vers l'amont, jusqu'à sa source, à 550 mètres environ à l'Est de la route de Höfen à Rocherath.

50° Une ligne de direction générale Est-Sud-Est—Ouest-Nord-Ouest jusqu'au bord Ouest de la route de Höfen à Rocherath à 250 mètres environ au Nord de la borne kilométrique marquée km. 14 de cette route.

51° Le bord Ouest de la route de Höfen à Rocherath jusqu'à un carrefour à 100 mètres environ au Sud de la borne kilométrique marquée km. 11.

52° Une ligne se confondant d'abord avec le bord Sud puis avec le bord Ouest d'un chemin d'exploitation longeant le ruisseau Schwalmbach, et se dirigeant ensuite par un alignement droit de 127 mètres environ de direction Sud-Est—Nord-Ouest jusqu'au ruisseau Schwalmbach.

53° Le ruisseau Schwalmbach, vers l'Ouest, sur une longueur d'environ 420 mètres.

54° Une ligne de direction générale Sud-Nord, longeant un chemin d'exploitation sur une longueur d'environ 1,000 mètres jusqu'à un ruisseau (sans nom) affluent du Schwalmbach.

55° Ce ruisseau (sans nom), affluent du Schwalmbach, jusqu'à 300 mètres environ en amont de son confluent avec le Schwalmbach.

56° Une ligne de direction générale Sud-Est-Nord-Ouest jusqu'au confluent ci-dessus.

57° La ligne médiane du ruisseau Schwalmbach jusqu'à 200 mètres environ en amont de son intersection avec un chemin d'exploitation se dirigeant vers le village de Kalterherberg.

58° Une ligne de direction générale Sud-Nord jusqu'au chemin d'exploitation mentionné ci-dessus.

59° Une ligne longeant le bord Ouest du dit chemin d'exploitation jusqu'au point où il traverse le fond de la vallée d'un affluent (sans nom) du Schwalmbach, affluent qui vient des environs de la borne kilométrique marquée km. 44 de la route d'Elsenborn à Kalterherberg.

60° Le fond de la vallée de cet affluent (sans nom) du Schwalmbach, vers l'amont, jusqu'à 150 mètres environ au Sud de la borne kilométrique marquée km. 44 de la route d'Elsenborn à Kalterherberg.

61° Une ligne de direction générale Sud-Sud-Est-Nord-Nord-Ouest vers le ruisseau Breitenbach puis, suivant la vallée de ce ruisseau, jusqu'à la route de Kalterherberg à Elsenborn.

62° Une ligne suivant d'abord le bord Nord de cette route sur une longueur d'environ 394 mètres puis se dirigeant vers le Nord, sur une longueur d'environ 150 mètres et rejoignant ensuite, vers l'Est, le ruisseau Breitenbach à 280 mètres environ en aval du pont au-dessus duquel la route traverse ce ruisseau.

63° Une ligne longeant à l'Est le Breitenbach, en restant approximativement parallèle à ce ruisseau, jusqu'au terrain du chemin de fer à hauteur de la station de Kalterherberg.

64° Le ruisseau Schwarzbach, vers l'Ouest, jusqu'à son confluent avec le ruisseau Klüserbach.

65° Le ruisseau Klüserbach, vers le Nord-Ouest, sur une longueur d'environ 700 mètres.

66° Une ligne de direction générale Sud-Ouest-Nord-Est jusqu'au chemin de fer de Kalterherberg à Montjoie à hauteur de la borne kilométrique marquée km. 50,8.

67° La limite Est du terrain du chemin de fer, vers le Nord, jusqu'à hauteur de la borne kilométrique marquée km. 50,2.

68° Une ligne de direction générale Sud-Est-Nord-Ouest, jusqu'à un ruisseau (sans nom) affluent de la rivière Roer; cet affluent se jette dans la Roer au Nord de Reichenstein.

69° La rive Nord de ce ruisseau (sans nom), vers l'Ouest, sur une longueur d'environ 480 mètres.

70° Une droite se dirigeant, vers le Nord, à travers le Platte Venn sur une distance d'environ 1580 mètres.

71° Une ligne suivant des chemins d'exploitation jusqu'à un point situé à 5 mètres environ à l'Ouest de la borne kilométrique marquée km. 13,9 de la route d'Eupen à Montjoie.

72° Le bord Sud de cette route, vers l'Est, sur une longueur de 250 mètres environ.

73° Une droite coupant la route normalement puis une droite se dirigeant vers le Nord-Est, à travers le Hohe Venn, sur une distance d'environ 890 mètres.

74° Une ligne de direction générale Sud-Ouest—Nord-Est, passant par le sommet du Stelingberg pour aboutir à un point situé à 500 mètres environ au Sud du chemin allant de la gare de Konzen à la borne kilométrique marquée km. 13 de la route d'Eupen à Montjoie.

75° Une ligne de direction générale Ouest-Est, aboutissant au point km. 42,75 du chemin de fer de Kalterherberg à Raeren.

76° La limite Est du terrain du chemin de fer jusqu'au point km. 41,53.

77° Une ligne contournant une maison et son jardin au Sud-Ouest de la gare de Konzen et rejoignant la voie ferrée de Kalterherberg à Raeren au point km. 41,44.

78° La limite Est du terrain du chemin de fer de Kalterherberg à Raeren jusqu'à la borne kilométrique marquée km. 37,7.

79° Le bord Sud d'un ruisselet (sans nom) sur une longueur d'environ 250 mètres jusqu'à sa source.

80° Une ligne de direction Est-Ouest jusqu'à la route joignant le village de Lammersdorf au lieu dit Fringshaus.

81° Une ligne de direction générale Sud-Nord sur une longueur de 900 mètres environ.

82° Une ligne de direction générale Sud-Ouest-Nord-Est rejoignant le chemin de fer de Kalterherberg à Raeren au point km. 35,72.

83° La limite Nord du terrain du chemin de fer de Kalterherberg à Raeren jusqu'au point km. 31,26.

84° Une ligne de direction générale Nord-Ouest-Sud-Est, d'une longueur de 455 mètres environ.

85° Une ligne de direction Nord-Est-Sud-Ouest, d'une longueur de 805 mètres

environ, venant rejoindre la route de Fringshaus à Rötgen, à 1,400 mètres environ au Nord-Ouest de Fringshaus.

86° Le bord Sud de la route de Fringshaus à Rötgen sur une longueur de 100 mètres environ.

87° Une ligne de direction Nord-Est-Sud-Ouest sur une longueur de 200 mètres environ.

88° Une ligne de direction générale Est-Ouest sur une longueur de 1,020 mètres environ.

89° Le bord Sud d'un chemin d'exploitation, vers l'Ouest, sur une longueur d'environ 99 mètres;

90° Une ligne de direction Nord-Sud, d'une longueur de 100 mètres environ, rejoignant le fond de la vallée de la Vesdre;

91° La rive Nord de la Vesdre sur une longueur de 150 mètres environ;

92° Une ligne contournant, par le Nord, le réservoir du barrage des eaux de la Vesdre et rejoignant le fond de la vallée de la Vesdre à 25 mètres environ à l'Ouest du barrage;

93° La ligne médiane de la Vesdre sur une longueur d'environ 300 mètres;

94° Une ligne de direction générale Nord-Est-Sud-Ouest jusqu'à la route de Rötgen à Reinartzhof à hauteur du coude que fait cette route à Schwerzfeld pour se diriger sur Reinartzhof;

95° Le bord Sud de la route de Schwerzfeld à Reinartzhof sur une longueur de 450 mètres environ;

96° Une ligne de direction générale Est-Ouest, puis Sud-Nord, contournant le hameau de Schwerzfeld par l'Ouest, et suivant sur les derniers 150 mètres environ le bord Ouest de la route de Schwerzfeld à Rötgen à hauteur du coude que fait cette route à 550 mètres environ au Nord de Schwerzfeld;

97° Une ligne de direction Sud-Est-Nord-Ouest sur une longueur de 200 mètres environ;

98° Le bord Nord d'un chemin d'exploitation sur une longueur de 900 mètres environ.

99° Une ligne de direction Sud-Est-Nord-Ouest, d'une longueur de 700 mètres environ, rejoignant le fond de la vallée de la Vesdre.

100° La ligne médiane de la Vesdre jusqu'à hauteur de la route de Rötgen au lieu dit Charliersmühle.

101° Le bord Nord de la route joignant le lieu dit Charliersmühle au village de Rötgen jusqu'à sa rencontre avec la limite Ouest du terrain de la voie ferrée de Kalterherberg à Raeren au point km. 27,95.

102° Le bord Est du terrain de la voie ferrée de Kalterherberg à Raeren jusqu'à la route de Rötgen à Aix-la-Chapelle, au point km. 27,86 de la voie ferrée.

103° Le bord Ouest de la route de Rötgen à Aix-la-Chapelle jusqu'à la route de Rötgen à Raeren.

104° Le bord Nord de la route de Rötgen à Raeren sur une longueur d'environ 200 mètres.

105° Une ligne de direction générale Sud-Nord venant rejoindre le bord Sud d'un chemin d'exploitation en un point situé à 150 mètres environ à l'Ouest de la route de Rötgen à Aix-la-Chapelle,

106° Une ligne de direction générale Sud-Est-Nord-Ouest, d'une longueur de 3 kilomètres environ, traversant la voie ferrée de Kalterherberg à Raeren au point km. 23,72 et allant rejoindre le fond de la vallée du ruisseau Inde.

107° Le bord Est du ruisseau Inde sur un parcours de 800 mètres environ.

108° Une ligne de direction générale Sud-Est-Nord-Ouest sur une longueur de 150 mètres environ.

109° Le bord Sud d'un chemin d'exploitation, coupant la voie ferrée de Kalterherberg à Raeren au point km. 17,27, jusqu'à sa rencontre avec la route de Raeren à Raeren-Siet au lieu dit Meurisse.

110° Le bord Ouest de la route de Raeren à Raeren-Siet sur une longueur de 150 mètres environ.

111° Le bord Ouest du chemin de Meurisse à Marienthal jusqu'au lieu dit Marienthal.

112° Le bord Ouest de la route de Raeren à Aix-la-Chapelle jusqu'au lieu dit Hebscheid.

113° Une ligne de direction Est-Ouest, suivant le bord Sud du fossé (Landgraben) marquant antérieurement la limite entre les cercles d'Eupen et d'Aix-la-Chapelle, jusqu'à sa rencontre avec le chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Herbesthal au point de la voie ferrée km. 75.83.

114° Le bord Est du terrain du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Herbesthal jusqu'au point km. 76.96.

115° Le bord Nord d'un chemin de direction Est-Ouest jusqu'à sa rencontre avec un autre chemin de direction Sud-Est-Nord-Ouest.

116° Le bord Sud de ce dernier chemin jusqu'à sa rencontre avec la route allant de Hergenrath au lieu dit Bildchen.

117° Le bord Ouest de la route, joignant Hergenrath au lieu dit Bildchen sur une distance de 350 mètres environ.

118° Une ligne de direction générale Est-Ouest jusqu'à sa rencontre avec un affluent (sans nom) du ruisseau Tulje.

119° Le bord Nord de cet affluent du ruisseau Tulje jusqu'à sa rencontre avec le bord Est de la route de Moresnet à Aix-la-Chapelle.

120° Le bord Est de la route de Moresnet à Aix-la-Chapelle, vers le Sud, sur une longueur de 44 mètres environ.

121° Une ligne, suivant le bord Est d'un chemin d'exploitation de direction générale Sud-Nord, sur une longueur de 1,000 mètres environ, et coupant la voie ferrée d'Aix-la-Chapelle à Montzen, au point kilomètre 3,23.

122° Une ligne de direction générale Sud-Nord, sur une longueur de 1,500 mètres environ, et jusqu'à sa rencontre avec le fossé (Landgraben) formant l'ancienne limite entre les cercles d'Eupen et d'Aix-la-Chapelle.

123° Le bord Sud de ce fossé sur une longueur de 900 mètres environ.

124° Une ligne de direction Nord-Nord-Est—Sud-Sud-Ouest, suivant le fond d'une vallée sur une longueur de 260 mètres environ.

125° Une ligne normale à la précédente et d'une longueur de 50 mètres environ.

126° Une ligne de direction générale Sud-Sud-Ouest—Nord-Nord-Est, parallèle à la ligne définie au paragraphe 124°, sur une longueur de 260 mètres environ.

127° Une ligne de direction Sud-Est—Nord-Ouest sur une longueur de 650 mètres environ.

128° Le bord Est d'un chemin d'exploitation jusqu'au point commun aux trois pays : Allemagne, Belgique, Royaume des Pays-Bas.

Dispositions spéciales relatives à la voie ferrée de Trois-Vierges à Aix-la-Chapelle.

1° Entre les deux points où la voie ferrée de Trois-Vierges à Weywertz coupe la rivière Our aux environs du hameau Hemmères, est incluse dans le territoire belge une zone comprenant les parcelles cadastrales propriétés du chemin de fer, élargie vers l'Ouest par une bande de terrain dont les limites sont déterminées avec précision par les cartes et tableaux des mesures.

2° Entre les deux points situés respectivement à la station de Kalterherberg et au Nord de Petergensteld, où la voie ferrée coupe la frontière décrite ci-dessus, est incluse dans le territoire belge toute la zone comprenant les parcelles cadastrales du terrain du chemin de fer dont les limites sont déterminées avec précision par les cartes et tableaux des mesures.

*Dispositions spéciales concernant les routes Fringshaus-Konzen,
Fringshaus-Lammersdorf, Fringshaus-Rötgen.*

Les parcelles cadastrales correspondant à l'ensemble du réseau des trois routes ci-dessus sont incluses dans le territoire allemand, depuis la limite Ouest du terrain du chemin de fer au passage à niveau de la route Konzen-Fringshaus au Nord de la station de Konzen, jusqu'aux points où les deux routes Fringshaus-Lammersdorf et Fringshaus-Rötgen atteignent les parties allemandes des deux communes de Lammersdorf et Rötgen.

Remarques.

1° En cas de divergence entre le texte de la description de la frontière et les cartes et tableaux des mesures, ce sont ces derniers qui font foi.

2° La limite territoriale décrite dans les paragraphes 1, 7, 16 et 52 de la description ci-dessus, est déterminée par la ligne médiane de la rivière Our, considérée à son niveau moyen, la ligne ainsi définie suivant la rivière Our dans ses divagations lentes et naturelles.

La même remarque concernant la limite territoriale s'applique au paragraphe 53 relatif au ruisseau Auw, au paragraphe 47 relatif au ruisseau Oleibach, au paragraphe 57 relatif au ruisseau Schwalmbach, aux paragraphes 93 et 100 relatifs à la Vesdre.

3° Dans les parties où elle ne suit pas la ligne médiane d'un cours d'eau, la ligne frontière est déterminée dans ses détails par les cartes et tableaux des mesures.

(ANNEXE II A L'ARTICLE 3.)

Protocole belgo-grand-ducal.

Les soussignés, MM. Schiltz, Commissaire de district de Dickirch, Délégué du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et Maury, Directeur au Ministère des Colonies de Belgique, Délégué du Gouvernement belge, chargés par leurs Gouvernements respectifs de vérifier et au besoin de compléter l'abornement de la portion de frontière nouvelle entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, résultant de l'incorporation à la Belgique du cercle de Malmédy, par application du Traité de Versailles du 28 juin 1919, ont fixé comme il suit la description de cette frontière comprise entre le point commun à la Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'Allemagne déterminé par le protocole du 19 septembre 1920, et la borne n° 75 de l'ancienne délimitation entre la Prusse et les Pays-Bas. Cette description a été établie conformément au texte du Traité d'Aix-la-Chapelle, en date du 26 juin 1816.

En partant du point de la rivière Our commun aux frontières des trois pays, Belgique, Grand-Duché de Luxembourg, Allemagne, fixé dans le protocole de délimitation établi le 19 septembre 1920 par la Commission de délimitation Germano-belge et le Délégué du Grand-Duché de Luxembourg et défini par les positions des trois bornes D. 52, L. 52 et B. 1 dont les coordonnées sont :

pour la borne D. 52 (X ég. 5554859,44 — Y ég. 9907,46)
 » » L. 52 (X ég. 5554860,28 — Y ég. 9885,83)
 » » B. 1 (X ég. 5554864,50 — Y ég. 9886,42)

La frontière entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg suit :

- 1) Le ruisseau dit Ribbach jusqu'à hauteur de la borne n° 53 de coordonnées : (X ég. 5555541,57 — Y ég. 8075,01);
- 2) Une ligne droite jusqu'à la borne n° 54 de coordonnées : (X ég. 5555761,47 — Y ég. 8065,39);
- 3) Une ligne légèrement incurvée vers l'Est, présentant en son milieu une flèche maximum de 40 mètres jusqu'à la borne n° 55 de coordonnées : (X ég. 5556130,07 — Y ég. 8184,99) placée sur le bord Nord du chemin de Ouren à Weiswampach;
- 4) Une ligne droite jusqu'à la borne n° 56 de coordonnées : (X ég. 5556489,25 — Y ég. 8305,66);
- 5) Une ligne droite jusqu'à la borne n° 57 de coordonnées : (X ég. 5556491,14 — Y ég. 8409,42);
- 6) Un filet d'eau dans le bas-fond dit Eschelburn jusqu'à la borne n° 58 de coordonnées : (X ég. 5557140,10 — Y ég. 9029,08) placée près du bord Sud du chemin de Ouren à Leithum);
- 7) le ruisseau dit Schiebach jusqu'à la borne n° 59 de coordonnées : (X ég. 5557659,43 — Y ég. 8276,88).

8) une ligne droite jusqu'au point où le bas-fond Hasenborn ou Jansbourn rencontre le chemin d'Ouren à Leithum, puis le filet d'eau Hasenborn ou Jansbourn jusqu'à la source dite Jansbourn marquée par un tuyau en argile à 0^m,30 sous terre de coordonnées : (X ég. 5558125,53 — Y ég. 8451,91).

9) une ligne droite jusqu'à la borne n° 60 de coordonnées : (X ég. 5558426,58 — Y ég. 8638,44).

10) l'axe du chemin d'Oberhausen à Leithum jusqu'à la borne n° 61 de coordonnées : (X ég. 5558587,32 — Y ég. 8598,60) placée à la croisée des chemins conduisant de Leithum et Beiler à Oberhausen, Stoubach et Lascheid.

11) une ligne droite jusqu'à la borne n° 62 de coordonnées : (X ég. 5558772,54 — Y ég. 8231,78).

12) une ligne droite jusqu'à la borne n° 63 de coordonnées : (X ég. 5559384,47 — Y ég. 7363,35), placée au bord du chemin de Beiler à Lascheid, puis le ruisseau dit Stoubacher Grund ou Reelerfurth ou Federbach jusqu'à la borne n° 64 de coordonnées : (X ég. 5559535,62 — Y ég. 6023,84).

13) une ligne droite jusqu'à la borne n° 65 de coordonnées : (X ég. 5559409,93 — Y ég. 5711,03) placée sur le bord du chemin de Weiswampach à Dürler.

14) une ligne droite jusqu'au milieu de la distance borne n° 65 à borne n° 65a de coordonnées : (X ég. 5559409,87 — Y ég. 5697,64) placée également sur le bord du chemin de Weiswampach à Dürler.

15) l'axe du chemin de Dürler à Weiswampach jusqu'au milieu de la droite joignant la borne n° 66 de coordonnées : (X ég. 5557822,74 — Y ég. 5678,70) à la borne n° 66a de coordonnées : (X ég. 5557821,78 — Y ég. 5669,24).

16) une ligne droite jusqu'à la borne n° 66a.

17) le ruisseau dit Schiebach sur lequel se trouve la borne n° 67 de coordonnées : (X ég. 5557510,91 — Y ég. 4661,53) sur le bord Est du chemin de Weiswampach à Malscheid, jusqu'à la borne n° 68 de coordonnées : (X ég. 5557665,90 — Y ég. 4001,81).

18) une ligne droite jusqu'à la borne n° 69 de coordonnées : (X ég. 5557852,36 — Y ég. 3638,27), cette droite passe par la borne n° 68a de coordonnées : (X ég. 5557782,17 — Y ég. 3775,12) sur le bord Sud de la grand'route de Malmédy à Trois-Vierges, et par la borne n° 69a de coordonnées : (X ég. 5557786,80 — Y ég. 3766,09) sur le bord Nord de la même grand'route.

19) une ligne droite jusqu'à la borne n° 70 de coordonnées : (X ég. 5557893,23 — Y ég. 3329,10).

20) une ligne droite jusqu'à la borne n° 71 de coordonnées : (X ég. 5557944,41 — Y ég. 4314,60) placée sur le bord Est de la grand'route de Dickirch à Stavelot.

21) le bord Est de l'ancienne route de Stavelot à Luxembourg par Weiswampach, ligne définie comme suit entre les bornes n° 71 et n° 75 :

a) une ligne droite jusqu'à la borne n° 71a de coordonnées : (X ég. 5558261,18 — Y ég. 2722,66);

b) une ligne droite jusqu'à la borne n° 71b de coordonnées : (X ég. 5558341,99 — Y ég. 2639,05) placée sur le bord Nord du chemin, allant de la grand'route Dickirch-Stavelot vers Lengeler.

c) le bord Est d'un chemin d'exploitation jusqu'à la borne n° 71c de coordonnées : (X ég. 5558449,32 — Y ég. 2464,46).

d) une ligne droite jusqu'à une pierre de coordonnées : (X ég. 5558665,76 — Y ég. 2270,00) placée sur le bord Sud du terrain du chemin de fer de Saint-Vith à Trois-Vierges.

e) une ligne droite jusqu'à une pierre de coordonnées : (X ég. 5558708,40 — Y ég. 2244,89) sur le bord Nord du terrain du chemin de fer, cette droite passe par une pierre de coordonnées : (X ég. 5558693,66 — Y ég. 2256,23) placée sur le rail.

f) une ligne droite jusqu'à la borne n° 71d de coordonnées : (X ég. 5558864,31 — Y ég. 2173,86).

g) le bord oriental d'un chemin d'exploitation, passant par les bornes n° 72 de coordonnées : (X ég. 5559049,19 — Y ég. 2170,49) placée sur le bord Sud d'un chemin allant vers Lengeler, et n° 73a de coordonnées : (X ég. 5559642,04 — Y ég. 2131,03) jusqu'à la borne n° 74a de coordonnées : (X ég. 5560333,75 — Y ég. 1898,69).

h) une ligne droite jusqu'à la borne n° 74 de coordonnées : (X ég. 5560398,34 — Y ég. 1881,85).

i) une ligne droite jusqu'à la borne n° 75 de coordonnées : (X ég. 5560738,27 — Y ég. 1815,52) placée sur le bord Sud du chemin, allant de « Zur Schmiede » à Espeler, en face d'une borne en fonte, n° 286 de coordonnées : (X ég. 5560743,04 — Y ég. 1811,58) placée sur le bord Nord du même chemin.

Fait en double à Bruxelles, le 11 janvier 1922.

*Le Délégué du Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg,*

(s.) Théo. SCHILTZ.

Le Délégué du Gouvernement belge,

(s.) MAURY.

Nomenclature des communes et leurs sections.

N°		Superficie hectares.	Superficie totale.	Population.	Population totale.
Canton d'Eupen.					
1	Eupen	4,942	4,942	12,656	12,656
2	Eynatten	1,637	1,637	1,342	1,342
3	Hausset	721	721	934	934
4	Hergenrath	946	946	1,349	1,349
5	Kettenis	1,383	1,383	1,281	1,281
6	Lontzen	1,454	1,454	1,965	1,965
7	Neu-Moresnet	676	676	566	566
8	Raeren	4,257	4,257	3,781	3,781
9	Walborn	1,577	1,577	1,133	1,133
		17,593	17,593	25,017	25,017
Canton de Malmédy.					
10	Malmédy	640	640	5,054	5,054
11	Bellevaux-Ligneuville	»	2,696	»	1,015
	Bellevaux	1,660	»	401	»
	Ligneuville	623	»	368	»
	Pont	413	»	246	»
12	Bévercé	»	6,662	»	1,641
	Burnenville	1,220	»	445	»
	Géromont	1,612	»	538	»
	Xhoffsraix	3,830	»	658	»
13	Bullange	1,836	5,178	639	1,780
	Hunningen	1,027	»	350	»
	Honsfeld	1,158	»	349	»
	Murrange	1,157	»	442	»
14	Butgenbach	1,397	4,050	751	1,858
	Berg	633	»	173	»
	Wévercé	2,020	»	934	»
15	Elsenborn	2,058	4,030	798	1,445
	Nidrum	1,972	»	647	»
16	Faymonville	848	848	624	624
17	Rocherath	1,431	4,263	536	1,426
	Krinkelt	1,057	»	418	»
	Wirtzfeld	1,755	»	472	»
18	Robertville	507	4,461	387	1,415
	Sourbrodt	2,866	»	759	»
	Ovifat	1,088	»	269	»
19	Waimes	3,581	3,581	2,257	2,257
		36,409	36,409	18,515	18,515
Canton de St-Vith.					
20	St-Vith	1,469	1,469	2,105	2,105
21	Amblève	624	3,723	443	1,558
	Deidenberg	943	»	310	»
	Eibertingen	362	»	114	»
	Iveldingen	435	»	162	»
	Montenau	332	»	234	»
	Schoppen	1,027	»	295	»
22	Burg-Reuland	5,416	5,416	2,232	2,232
23	Crombach	4,991	4,991	1,668	1,668
24	Heppenbach	1,980	3,324	508	1,065
	Mirfeld	414	»	257	»
	Möderscheid	534	»	142	»
	Valender	396	»	158	»
25	Lommersweiler	3,492	3,492	1,178	1,178
26	Mandersfeld	6,261	6,261	1,523	1,523
27	Meyerode	1,337	4,840	236	1,048
	Herresbach	1,451	»	155	»
	Medell	748	»	274	»
	Wallerode	1,304	»	383	»
28	Recht	2,153	3,467	836	1,321
	Born	1,314	»	485	»
29	Schönberg	2,529	2,529	747	747
30	Thommen	5,526	5,526	2,246	2,246
		45,038	45,038	16,691	16,691

Canton d'Eupen	Superficie : 17,593 hectares	—	Population : 25,017
» de Malmédy	» 36,409	»	» 18,515
» de St.-Vith	» 45,038	»	» 16,691
Total	» 99,040	»	» 60,223

(ANNEXE IV A L'ARTICLE 119.)

**Décret général coordonnant les mesures législatives et réglementaires
concernant les assurances sociales.**

Au la loi du 15 septembre 1919;

Attendu qu'il est souhaitable, dans un but d'unification, de coordonner les mesures prises relativement au régime des assurances sociales, afin d'en saisir les différences avec le régime antérieur.

Le Haut Commissaire du Roi, Gouverneur,

Décète :

PREMIÈRE PARTIE.

Les dispositions législatives et réglementaires qui suivent concernant les assurances sociales sont encore en vigueur dans les territoires d'Eupen-Malmédy :

TITRE I.**Dispositions générales et communes
à toutes les branches d'assurances sociales.**

Art. 1. — Le régime de l'assurance obligatoire établi en Allemagne par le Code des Assurances sociales du 19 juillet 1911, par la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés et par les lois subséquentes, est maintenu dans les anciens cercles d'Eupen et de Malmédy, sous réserve des dispositions ci-après :

Le régime de l'assurance volontaire ou continuée est également maintenu dans ses limites actuelles, conformément aux dispositions du même Code.

(Art. 1^{er} du décret du 10 mars 1920).

Art. 2. — Les personnes employées par des services d'administration publique et qui ne seront par affiliées aux Caisses de pensions ou à d'autres institutions de prévoyance créées par le Gouvernement belge, seront assurées auprès des caisses régionales d'assurances.

(Art. 4 du décret 10 du mars 1920.)

TITRE II.**Dispositions spéciales pour les différentes branches
des assurances sociales.****CHAPITRE I.****ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.****a) Libre choix de l'assureur.**

Art. 3. — Toute entreprise assujettie à l'assurance obligatoire contre les accidents du travail en vertu du Code des assurances sociales a la faculté de s'assurer

contre le risque des accidents du travail, soit auprès d'une société d'assurances agréée, conformément aux dispositions de la loi du 24 décembre 1903, soit auprès de l'un des Instituts d'assurance contre les accidents agricoles ou industriels Eupen-Malmédy, créés par les décrets du 25 novembre 1920 et du 19 avril 1921.

b) Entreprises assurées auprès des sociétés agréées.

Art. 4. — Les chefs d'entreprises ou leurs assureurs sont tenus à la réparation des dommages résultant des accidents du travail à partir du jour qui suit l'accident, lorsque celui-ci a été la cause d'une incapacité totale de travail de plus d'une semaine.

(Al. 1^{er} de l'art. 1^{er} du décret du 8 mai 1920.)

Art. 5. — La réparation est assurée aux victimes pendant les treize premières semaines à partir du jour qui suit l'accident, par les dites caisses de malades conformément à leurs statuts; les chefs d'entreprises ou leurs assureurs ont l'obligation de payer à ces institutions la réparation telle qu'elle est prévue par le décret du 10 mars 1920.

Les caisses de malades précitées, pour la période prévue à cet article, ont vis-à-vis des patrons ou de leurs assureurs pour la réparation susvisée, tous les droits attribués aux victimes.

(Art. 2 du décret du 8 mai 1920.)

Art. 6. — Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, les caisses de malades paient les frais funéraires dans les limites fixées par leurs statuts. Les chefs d'entreprises ou leurs assureurs paient ces frais aux caisses de malades dans la mesure déterminée par le décret du 10 mars 1920.

Les caisses de malades n'interviennent pas dans le paiement aux ayants-droits du capital ou des rentes dues dans ce cas par le chef d'entreprise ou son assureur.

(Art. 3 du décret du 8 mai 1920.)

c) Réparations d'accidents du travail à la charge du Trésor.

Art. 7. — Les indemnités dues pour les accidents du travail survenus depuis le 1^{er} janvier 1920, et qui n'ont pas encore été réparés, seront fixées sans appel par le juge de bailliage du ressort où l'accident s'est produit, conformément à la loi allemande sur les assurances sociales (Reichsversicherungsordnung).

Ces indemnités seront payées par l'intermédiaire des bureaux de postes sur la présentation d'un mandat de paiement visé par le Haut Commissaire du Roi, Gouverneur, ou par un fonctionnaire délégué par lui.

(Art. 4 du décret du 10 avril 1920.)

Art. 8. — Pour les accidents survenus entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 1920 et dont la réparation serait à charge du Trésor belge, les caisses de malades ne peuvent réclamer au Gouvernement le remboursement des secours qu'elles ont à payer aux victimes, conformément à leurs statuts.

(Art. 4 du décret du 8 mai 1920.)

d) *Assurance contre les accidents agricoles.*

ART. 9. — Il est créé une nouvelle section auprès de l'Établissement des assurances sociales Eupen-Malmédy, chargée de l'assurance contre les accidents agricoles. Elle porte le nom « Assurance contre les accidents agricoles Eupen-Malmédy ».

Elle comprend toutes les entreprises agricoles et forestières assurées conformément aux §§ 915 et suivants du Code des assurances sociales, section Assurance contre les accidents agricoles, et qui, depuis la publication du décret du 8 mai 1920, concernant l'assurance-accidents, ne se sont pas assurées auprès d'une société d'assurance agréée par le Haut Commissaire du Roi.

(Art. 1^{er} du décret du 25 novembre 1920.)

ART. 10. — La section de l'assurance contre les accidents agricoles a son administration et ses organes propres.

Les organes sont : le comité directeur, l'assemblée générale et le comité de section auprès du Commissariat d'Arrondissement et du Délégué du Gouvernement.

(Art. 2 du décret du 25 novembre 1920.)

ART. 11. — Le comité directeur se compose du président de l'Établissement des assurances sociales et de deux représentants des entreprises assurées, lesquels sont nommés par l'assemblée générale.

En outre font partie du comité directeur deux délégués des assurés, qui sauvegarderont les intérêts des assurés. Ils sont nommés par le comité directeur, après consultation d'une liste des assurés dressée par les administrations communales.

(Art. 3 du décret du 25 novembre 1920.)

ART. 12. — L'Assemblée générale se compose des représentants des entreprises assurées et qui seront au nombre d'un par commune. Ils sont nommés par les administrations communales.

(Art. 4 du décret du 25 novembre 1920.)

ART. 13. — Le comité de section auprès du Commissariat d'arrondissement ou du Délégué du Gouvernement se compose respectivement du Commissaire d'Arrondissement et du Délégué du Gouvernement ou de son délégué désigné à cette fin comme président, et d'au moins six délégués des entreprises assurées, lesquels sont nommés par le Commissaire d'Arrondissement ou le Délégué du Gouvernement, après consultation d'une liste dressée par les administrations communales.

(Art. 5 du décret du 25 novembre 1920.)

ART. 14. — Le comité directeur, l'assemblée générale et les comités de section s'acquitteront des attributions prévues par le Code des assurances sociales et par les décrets, les arrêtés et les règlements élaborés ou à élaborer en vertu du code susdit.

(Art. 6 du décret du 25 novembre 1920.)

ART. 15. — Les entreprises qui ont fait partie de la corporation agricole rhé-

nane jusqu'au mois d'avril 1920, contribueront aux charges provenant des accidents survenus avant le 1^{er} avril 1920 et aux charges provenant des accidents survenus jusqu'à leur affiliation auprès d'une société d'assurance privée autorisée.
(Art. 7 du décret du 25 novembre 1920.)

c) Assurance contre les accidents industriels.

ART. 16. — Il est créé une nouvelle section auprès de l'Établissement des assurances sociales Eupen-Malmédy, chargée de l'assurance contre les accidents industriels. Elle porte le nom « Assurance contre les accidents industriels Eupen-Malmédy ».

Sont assurées d'office auprès de l'Institut d'assurance contre les accidents industriels, toutes les entreprises industrielles assurées conformément aux §§ 537 et suivants du Code des assurances sociales, section Assurance contre les accidents industriels, et qui ne se sont pas encore assurées auprès d'une société d'assurance agréée par le Haut Commissaire du Roi.

(Art. 1^{er} du décret du 19 avril 1921).

ART. 17. — La section de l'assurance contre les accidents industriels a son administration et ses organes propres.

Les organes sont : le comité directeur et l'assemblée générale.

(Art. 2 du décret du 19 avril 1921).

ART. 18. — Le comité-directeur se compose du Président de l'Établissement des assurances sociales et de deux représentants des entreprises assurées auprès de l'Institut d'assurance contre les accidents industriels, lesquels sont nommés par l'assemblée générale.

En outre, font partie du comité directeur deux délégués des assurés, qui sauvegarderont les intérêts de ces derniers. Ils sont nommés par le comité directeur parmi les ouvriers des entreprises assurées auprès de l'Institut, proposés par les administrations communales au nombre d'un par commune.

(Art. 3 du décret du 19 avril 1921).

ART. 19. — L'Assemblée générale se compose des chefs des entreprises assurées auprès de l'Institut d'assurance contre les accidents industriels. Elle peut désigner dans son sein un comité de plusieurs de ses membres ayant la charge de préparer les décisions à prendre par elle et de contrôler l'administration du Comité-directeur.

(Art. 4 du décret du 19 avril 1921.)

ART. 20. — Le Président du Comité directeur est chargé des affaires courantes.

(Art. 5 du décret du 19 avril 1921.)

ART. 21. — Le Comité directeur et l'Assemblée générale s'acquitteront des attributions prévues par le Code des assurances sociales et par les décrets, les arrêtés et les règlements élaborés ou à élaborer en vertu du dit Code.

(Art. 6 du décret du 19 avril 1921.)

Art. 22. — Les entreprises assurées d'office auprès de l'Institut d'assurance contre les accidents industriels en application de l'article 1^{er} du présent décret contribueront à la réparation des accidents à survenir dans les dites entreprises et ceci au prorata de leur coefficient de risque.

(Art. 10 du décret du 19 avril 1921.)

Art. 23. — L'Institut d'assurance contre les accidents industriels gère une caisse spéciale se chargeant de la liquidation des rentes en cours au 1^{er} janvier 1920 et de celles allouées ou à allouer à la suite d'un accident survenu entre le 1^{er} janvier 1920 et la mise en vigueur du présent décret dans les entreprises non assurées jusqu'à ce jour.

Ces rentes sont à la charge du Gouvernement Eupen-Malmédy, qui met annuellement à la disposition de cette caisse les fonds nécessaires à la liquidation de ces rentes.

(Art. 11 du décret du 19 avril 1921.)

f) Réparation des accidents du travail.

Art. 24. — La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux personnes visées par le Code des assurances sociales est réglée conformément aux dispositions de la loi belge du 24 décembre 1903 et des lois subséquentes.

Toutefois, lorsque les indemnités qui seraient dues en vertu du Code des assurances sociales sont supérieures aux allocations adjugées en vertu de la loi belge, celles-ci seront augmentées à concurrence du montant des dommages prévus par la loi allemande.

(Décret du 2 novembre 1921, modifié par celui du 7 août 1923.)

Art. 25. — La réparation des accidents du travail survenus dans les entreprises assurées auprès des Instituts d'assurance contre les accidents agricoles et industriels Eupen-Malmédy se fait par application des dispositions du Code des assurances sociales.

(Art. 1^{er} du décret du 20 avril 1921.)

Art. 26. — Aux §§ 544 et 923, 1^{ers} alinéas, 2^o, du Code des assurances sociales, les termes « cinq mille francs » sont remplacés par « douze mille francs ».

(Décret du 8 août 1923.)

CHAPITRE II.

ASSURANCE DES INVALIDES ET DES SURVIVANTS.

a) Classes de salaire et taux des cotisations.

Art. 27. — Jusqu'à nouvelle fixation, les classes de salaire et les cotisations de l'assurance des invalides et des survivants sont fixées comme suit :

Classe I. — Gain annuel moyen jusqu'à 1800 francs. Cotisation de fr. 0,80 par semaine.

Classe II. — Gain annuel moyen jusqu'à 2700 francs. Cotisation de fr. 1,20 par semaine.

Classe III. — Gain annuel moyen jusqu'à 3600 francs. Cotisation de fr. 1,60 par semaine.

Classe IV. — Gain annuel moyen jusqu'à 4500 francs. Cotisation de frs. 2,00 par semaine.

Classe V. — Gain annuel moyen de 4501 francs et plus. Cotisation de fr. 2,40 par semaine.

(Art. 1^{er} du décret du 16 octobre 1920.)

b) *Suppléments de rentes.*

Art. 28. — Les bénéficiaires de rentes de l'Institut d'assurance des invalides et des survivants dont les prestations sont fixées en vertu du Code des assurances sociales et qui justifient de moins de 200 cotisations prévues par le décret du 16 octobre 1920, recevront un supplément mensuel de rente s'élevant :

à 15.00 francs pour les rentes A. I. K;	
à 9.00 — W. WK;	
à 4.50 — O.	

Ce supplément mensuel est payable par anticipation avec la rente.

(Art. 1^{er} du décret du 24 août 1923 et décret du 1^{er} septembre 1923.)

c) *Somme de base et majorations.*

Art. 29. — La somme de base et les majorations des rentes d'invalidité des bénéficiaires qui justifient de 200 semaines de cotisations et plus, prévues par le décret du 16 octobre 1920, seront calculées sur la base suivante :

a) pour le calcul de la somme de base de la rente d'invalidité, le barème ci-dessous remplace celui du § 1288 du Code des assurances sociales :

On compte pour chaque semaine de cotisation :

dans la 1^{re} classe de salaire 48 centimes,

— 2 ^{me}	—	52	—
— 3 ^{me}	—	58	—
— 4 ^{me}	—	64	—
— 5 ^{me}	—	70	—

b) Les majorations pour chaque semaine de cotisation de l'ancien régime continuent à être calculées en vertu du § 1289 du Code des assurances sociales, tandis que les majorations pour chaque semaine de cotisation prévue par le décret du 16 octobre 1920 s'élèvent :

dans la 1^{re} classe de salaire à 12 centimes,

— 2 ^{me}	—	20	—
— 3 ^{me}	—	28	—
— 4 ^{me}	—	34	—
— 5 ^{me}	—	40	—

(Art. 2 du décret du 24 août 1923.)

d) Intervention du Gouvernement.

ART. 30. — La part du Gouvernement dans les charges supplémentaires incombant à l'Institut d'assurance des invalides et des survivants E.M. par l'application de l'avis du 5 janvier 1921, consiste en une somme de 100 francs par an pour chaque rente d'invalidité, de vieillesse, de veuve, de veuf, et de 50 francs par an pour chaque rente d'orphelin, en un versement unique de 100 francs pour chaque secours pécuniaire de veuve et de 33 1/3 francs pour chaque secours pécuniaire d'orphelin.
(Arrêté du 26 février 1922.)

e) Institut d'assurance des invalides et des survivants.

ART. 31. — Il est créé un « Institut pour l'assurance des invalides et des survivants ». Son siège est fixé à Malmédy.
(Art 1^{er} du décret du 14 août 1920.)

ART. 32. — L'Institut comprend un comité directeur et une délégation. Le comité directeur se compose d'un président nommé par le Haut Commissaire du Roi, et d'au moins deux délégués-patrons et deux délégués assurés, ainsi que d'un nombre égal de suppléants nommés par la délégation.

Il administre et représente judiciairement et extra-judiciairement l'Institut sous le contrôle de la délégation.

La délégation comprend au moins six délégués-patrons et six délégués assurés et un nombre égal de suppléants, nommés les uns et les autres par les comités directeurs des caisses régionales de malades.

L'Institut peut faire appel aux avis de conseillers techniques à désigner par le Haut Commissaire du Roi.

(Art. 2 du décret du 14 août 1920.)

ART. 33. — Les demandes visant les prestations de l'assurance des invalides et des survivants doivent être adressées avec les pièces justificatives au bourgmestre de la résidence du demandeur. Le bourgmestre transmettra la demande à l'Office d'assurances qui procédera à l'instruction de la demande et enverra son rapport avec le dossier à l'Institut.

Le comité directeur statuera sur la demande. La décision sera motivée et portée à la connaissance de l'intéressé.

(Art. 4 du décret du 14 août 1920 et décret du 31 août 1923.)

CHAPITRE III.**ASSURANCE EN FAVEUR DES EMPLOYÉS PRIVÉS.***a) Extension de l'obligation de l'assurance.*

ART. 34. — Les employés qui sont assurés d'après la loi en faveur des employés privés et qui ne seraient plus assurés parce que leur salaire annuel dépasserait 7,000 francs, restent assujettis à l'assurance aussi longtemps que leur salaire annuel ne dépasse pas le montant de 12,000 francs.

(Art. 1^{er} du décret du 28 octobre 1920.)

ART. 35. — Les employés qui étaient assujettis à l'assurance d'après la loi en faveur des employés privés et qui ont cessé d'appartenir à l'assurance parce que leur traitement annuel dépassait 5,000 marks ou 7,000 marks ou 7,000 francs, redeviendront assujettis si leur traitement annuel ne dépasse pas 12,000 francs. Les mois pendant lesquels les employés n'étaient plus assujettis à l'assurance seront mis en compte comme mois de cotisation, d'après les §§ 15 et 49 de la loi en faveur des employés privés.

Dans le cas où un employé fait usage du droit de l'assurance facultative pour cette période, les cotisations facultatives payées ou à payer sont comptées comme cotisations obligatoires conformément au § 48, mais non au § 398 de la loi d'assurance en faveur des employés privés.

(Art. 2 du décret du 28 octobre 1920.)

b) *Classes des traitements et taux des cotisations.*

ART. 36. — Les §§ 16 et 172 de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance en faveur des employés privés sont modifiés comme suit :

§ 16. Les classes de traitements ci-après sont constituées pour les assurés d'après le montant de leur rémunération annuelle :

Classe A		jusqu'à	550 francs.
— B plus de	550	—	850 —
— C —	850	—	1,150 —
— D —	1,150	—	1,500 —
— E —	1,500	—	2,000 —
— F —	2,000	—	2,500 —
— G —	2,500	—	3,000 —
— H —	3,000	—	4,000 —
— J —	4,000	—	5,000 —
— K —	5,000	—	7,000 —
— L —	7,000	—	9,000 —
— M —	9,000	—	12,000 —

§ 172. La cotisation mensuelle est fixée uniformément pour tous les assurés de la même classe de traitement, d'après le procédé des primes moyennes. Elle s'élève jusqu'à fixation d'un autre taux :

dans la classe de traitement A à 1.60 francs.

—	—	B à	3.20	—
—	—	C à	4.80	—
—	—	D à	6.80	—
—	—	E à	9.60	—
—	—	F à	13.20	—
—	—	G à	16.60	—
—	—	H à	20.00	—
—	—	J à	26.60	—
—	—	K à	30.00	—
—	—	L à	34.00	—
—	—	M à	40.00	—

(Art. 1^{er} du décret du 22 août 1921.)

Art. 37. — Le § 396 de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance en faveur des employés privés est modifié comme suit :

Dans les dix premières années qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, la période préparatoire sera considérée comme accomplie pour l'acquisition du droit aux rentes des survivants (§ 48, n^o 2) par le payement de soixante mois de cotisations du chef de l'assurance obligatoire.

La rente de veuve ou de veuf est calculée d'après une retraite dont le montant s'élève au quart de la valeur du total des cotisations payées.

(Art. 1^{er} du décret du 31 août 1922.)

c) Institut d'assurance en faveur des employés privés.

Art. 38. — Il est créé un « Institut d'assurance en faveur des employés privés ». Son siège est fixé à Malmédy.

(Art. 1^{er} du décret du 13 novembre 1920.)

Art. 39. — L'Institut comprend une direction et un conseil d'administration. Pour chacun des deux districts sera maintenu le comité des hommes de confiance auprès du Commissariat de district.

La direction comprend un président désigné par le Haut Commissaire du Roi, Gouverneur, et au moins un délégué des employés assurés et un délégué de leurs patrons, nommés par le conseil d'administration. Chaque délégué a un suppléant.

Le conseil d'administration se compose du président de la direction et d'au moins trois délégués des employés et trois délégués de leurs patrons, nommés par les hommes de confiance.

Chaque comité des hommes de confiance se compose de six membres effectifs et de 12 suppléants. Ils sont choisis par moitié parmi et par les assurés non patrons et par moitié parmi et par les patrons des employés assurés.

(Art. 2 du décret du 13 novembre 1920.)

Art. 40. — Jusqu'à avis contraire, la direction statue sur toutes les questions réservées au comité des rentes.

Les demandes visant les prestations de l'assurance doivent être adressées au comité des hommes de confiance, qui procédera à l'instruction prévue par les §§ 229 et suivants de la loi du 20 décembre 1911. Ces dispositions de la procédure sont applicables avec cette restriction qu'il est réservé à la direction de statuer et d'aviser le paiement. A cet effet, la demande instruite, accompagnée de l'avis du comité, est envoyée à la direction.

Sa décision sera motivée et portée à la connaissance de l'intéressé.

(Art. 3 du décret du 13 novembre 1920.)

CHAPITRE IV.

ASSURANCE CONTRE LA MALADIE.

Art. 41. — Toute Caisse de secours en cas de maladie existant dans les territoires du Gouvernement Eupen-Malmédy, qui a institué ou instituera l'assurance

familiale, au profit de ses membres et de leurs familles, en conformité des dispositions de la circulaire ministérielle prémentionnée du 20 février 1920, sera assimilée, pour le bénéfice des subsides prévus par la dite circulaire ministérielle, aux mutualités reconnues en vertu de la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutualistes.

(Arrêté du 15 janvier 1922.)

Art. 42. — Les Caisses de secours en cas de maladie régies par le Code des assurances sociales, sont assimilées aux sociétés mutualistes reconnues en vertu de la loi du 23 juin 1894, pour le bénéfice des subsides et autres encouragements et faveurs, accordés aux sociétés mutualistes reconnues par les dispositions légales et réglementaires belges.

(Arrêté du 28 août 1923.)

TITRE III.

Dispositions communes aux Instituts des assurances sociales.

CHAPITRE I.

PROCÉDURE DU CONTENTIEUX JUDICIAIRE. TRIBUNAL D'ARBITRAGE.

Art. 43. — Les décisions du comité directeur peuvent être portées en appel devant le tribunal d'arbitrage institué auprès du tribunal de bailliage de Malmédy. Le tribunal d'arbitrage se compose d'un président devant être apte aux fonctions de juge et de deux assesseurs dont l'un est délégué patron et l'autre délégué ouvrier (assuré), pour chacune des branches des assurances sociales et pour le ressort de chacun des trois tribunaux de bailliage.

Pour chaque assesseur seront nommés deux suppléants.

Les assesseurs seront convoqués aux séances d'après un roulement établi d'avance par le président.

Si le président veut s'écarter de ce roulement pour des motifs spéciaux, il doit les indiquer au procès-verbal.

(Art. 1 du décret du 10 août 1923 et décret du 2 septembre 1923.)

Tribunal supérieur d'arbitrage.

Art. 44. — Le jugement du tribunal d'arbitrage est susceptible de révision devant le tribunal supérieur d'arbitrage dont le siège est fixé à Malmédy. Il est composé de trois membres devant être aptes aux fonctions de juge et dont l'un sera désigné comme président, et pour chacune des différentes branches des assurances sociales, de quatre assesseurs dont deux délégués patrons et deux délégués ouvriers (assurés).

Pour chaque assesseur seront nommés deux suppléants. (Art. 1^{er} du décret du 9 août 1923.)

Art. 45. — Pour siéger valablement, le tribunal supérieur d'arbitrage doit être composé de trois membres devant être aptes aux fonctions de juge et de deux assesseurs dont un délégué patron et un délégué ouvrier (assuré).

Les assesseurs seront convoqués aux séances d'après un roulement établi d'avance par le président.

Si le président veut s'écarter de ce roulement pour des motifs spéciaux, il doit les indiquer au procès-verbal.

ART. 46. — Pour les points de droit fondamental et pour les interprétations des textes légaux sur la matière, est seul compétent le Grand Sénat composé du Président de l'Office suprême des assurances sociales ou de son délégué comme président, de deux membres du dit Office suprême, de deux délégués du tribunal supérieur d'arbitrage des assurances sociales devant être aptes aux fonctions de juge, et de deux assesseurs dont un délégué patron et un délégué assuré.
(Art. 3 du décret du 9 août 1923.)

CHAPITRE II.

AUTORITÉS D'ASSURANCES.

ART. 47. — La chambre du contentieux administratif de l'Office supérieur d'assurances est supprimée.

Toutes ses attributions de contrôle, de surveillance, de collaboration, de contentieux administratif, sont assumées en première instance par l'Office d'assurances et en dernière instance par l'Office suprême d'assurances.

(Art. 1^{er} du décret du 11 août 1923.)

ART. 48. — L'Office d'assurances est l'autorité locale de contrôle et de surveillance en matière d'application de toutes les dispositions légales et réglementaires du régime des assurances sociales.

Il est l'organe de renseignement des intéressés dans toutes les questions relevant du régime des assurances sociales. Il est l'organe de collaboration des institutions d'assurances, en recevant en premier lieu les demandes en prestations qu'il doit soumettre à la procédure prescrite par les dispositions légales et réglementaires sur la matière, et transmettre avec avis motivé aux institutions d'assurances.

L'Office d'assurance réunit, notamment, toutes les attributions des hommes de confiance en matière d'assurance contre les accidents industriels, des comités de section en matière d'assurance contre les accidents agricoles et des comités de district en matière d'assurance en faveur des employés privés.

(Art. 2 du décret du 11 août 1923.)

ART. 49. — L'Office suprême d'assurances est l'autorité suprême des assurances sociales du territoire d'Eupen-Malmédy.

A cet effet, il assume toutes les attributions de cette autorité prévues par le Code des assurances sociales et par la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance en faveur des employés privés.

Notamment, il est :

a) L'organe de réglementation et d'exécution de toutes les dispositions légales et réglementaires sur la matière;

- b) L'instance d'interprétation des dispositions légales ;
 - c) L'autorité de contrôle et de surveillance des dispositions des institutions d'assurances en matière d'administration et d'observation des dispositions légales et réglementaires ;
 - d) L'autorité du contrôle actuariel et financier des assurances sociales ;
 - e) L'autorité suprême du contentieux administratif et judiciaire.
- (Art. 3 du décret du 11 août 1923.)

ART. 50. Les attributions des chambres du contentieux judiciaire de l'Office supérieur et de l'Office suprême d'assurances seront assumées respectivement par le tribunal d'arbitrage des assurances sociales, créé par le décret du 10 août 1923, et le tribunal supérieur d'arbitrage des assurances sociales, créé par le décret du 9 août 1923.

ART. 51. — Chacun des deux offices d'assurances, à Malmédy et à Eupen, est composé respectivement du commissaire d'arrondissement à Malmédy et du délégué du Gouvernement à Eupen, comme président, et de délégués des assurés et de leurs patrons, désignés en application des dispositions légales sur la matière de chacune des branches d'assurances pour laquelle ils sont nommés.

(Art. 5 du décret du 11 août 1923.)

ART. 52. — L'Office suprême d'assurances se compose du président, de deux délégués du Ministère de l'Industrie et du Travail, d'un délégué du Sénat, d'un délégué de la Chambre des Représentants et de deux délégués versés dans la matière, pour chacune des questions à traiter.

Le président et les membres de l'Office suprême d'assurances sont désignés en application des dispositions sur la matière du Code des assurances sociales.

(Art. 6 du décret du 11 août 1923.)

CHAPITRE III.

ÉTABLISSEMENT DES ASSURANCES SOCIALES.

ART. 53. — Il est créé un Établissement des assurances sociales Eupen-Malmédy.

Il comprend les différents Instituts d'assurances créés en vertu du Code des assurances sociales par les décrets concernant la réorganisation des assurances sociales, l'Institut d'assurance en faveur des employés privés et la Caisse d'indemnisation en cas d'épizooties.

(Art. 1^{er} de l'arrêté du 17 août 1923.)

ART. 54. — L'Établissement est géré par le président nommé par le Haut-Commissaire du Roi, Gouverneur, et qui fait office de président de chacun des Instituts d'assurances et de la Caisse d'indemnisation.

Il lui est adjoint le nombre de personnel nécessaire à l'expédition des affaires courantes.

(Art. 2 de l'arrêté du 17 août 1923.)

Art. 55. — Les agents au service de l'Établissement sont nommés par le chef du Gouvernement et ont qualité de fonctionnaires du Gouvernement ; aussi sont-ils soumis aux statuts des employés du Gouvernement.

(Art. 3 de l'arrêté du 17 août 1923.)

Art. 56. — Les Instituts d'assurances et la Caisse d'indemnisation, compris dans l'Établissement des assurances sociales Eupen-Malmédy, ont chacun leur organisation et leurs organes propres et sont gérés en application des dispositions du décret concernant la réorganisation de l'assurance pour laquelle chacun des dits organismes est créé, à savoir : l'Institut d'assurance des invalides et des survivants en application du décret du 20 août 1920, l'Institut d'assurance en faveur des employés privés en application du décret du 13 novembre 1920, l'Institut d'assurance contre les accidents agricoles en application du décret du 25 novembre 1920, l'Institut d'assurance contre les accidents industriels en application du décret du 19 avril 1921 et la Caisse d'indemnisation en cas d'épizooties en application du décret du 13 août 1923.

(Art. 4 du décret du 17 août 1923.)

Art. 57. — Les frais de premier établissement et de réorganisation sont à la charge du Gouvernement, qui assumera toutes les dépenses jusqu'à l'installation définitive de tous les services.

Les frais d'administration courante de l'Établissement des assurances sociales Eupen-Malmédy seront supportés par les différents Instituts d'assurances et par la Caisse d'indemnisation, et ceci au prorata de leurs affaires à gérer. Le président fixera annuellement le pourcentage des frais d'administration de l'Établissement à la charge de chaque Institut et de la Caisse.

Il est établi un compte-réserves d'administration de l'Établissement destiné à recevoir cette quote-part de chaque Institut et de la Caisse et à liquider les dépenses faites par l'Établissement.

(Art. 5 de l'arrêté du 17 août 1923.)

TITRE IV.

Dispositions accessoires.

Caisse d'indemnisation en cas d'épizooties.

Art. 58. — Il est créé une Caisse d'indemnisation en cas d'épizooties Eupen-Malmédy pour les territoires réunis à la Belgique.

Elle est gérée par l'Établissement des assurances sociales Eupen-Malmédy, conformément aux dispositions de la loi d'Empire du 26 juin 1909, de la loi d'exécution du 25 juillet 1911, des dispositions légales et réglementaires ultérieures prises en exécution des dites lois, ainsi que des statuts de la Caisse d'indemnisation, approuvés le 28 mars 1921.

Si la législation belge sur la matière mise en vigueur dans les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, contient des dispositions correspondant aux dispositions allemandes susvisées, les dispositions belges sont applicables.

(Art. 1^{er} du décret du 13 août 1923.)

ART. 59. — Les statuts approuvés par nous régleront la collaboration des autorités et leurs attributions conformément aux dispositions légales et réglementaires.

ART. 60. — La Caisse est administrée par un conseil d'administration composé de onze membres, à savoir, du président de l'Établissement des assurances sociales Eupen-Malmédy comme président, de l'agronome de l'État, de l'inspecteur vétérinaire, de quatre délégués de la Fédération agricole du canton d'Eupen et de quatre délégués de la Fédération agricole des cantons de Malmédy et de Saint-Vith.

Le conseil d'administration statuera sur tous les cas douteux et sur toutes les questions qui lui seront soumises par le président de la Caisse.

(Art. 3 du décret du 13 août 1923.)

DEUXIÈME PARTIE.

Dispositions transitoires.

Durant le régime transitoire prévu par la loi du 15 septembre 1919, à moins qu'il n'en ait été antérieurement autrement disposé, les dispositions suivantes sont en vigueur :

ART. 61. — La compétence attribuée aux juges de paix par la loi du 24 décembre 1903 est transférée intégralement au tribunaux de bailliage.

(Art. 2, al. 3 du décret du 10 mars 1920.)

ART. 62. — Les assesseurs du tribunal d'arbitrage et les membres et assesseurs ainsi que le président du tribunal supérieur d'arbitrage sont nommés par le Haut Commissaire du Roi.

(Art. 6 du décret du 14 août 1920.)

(Art. 5 du décret du 13 novembre 1920.)

(Art. 10 du décret du 25 novembre 1920.)

(Art. 9 du décret du 19 avril 1921.)

ART. 63. — Toutes les attributions de l'autorité suprême des assurances, prévues par le Code des assurances sociales ou par la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance en faveur des employés privés, ainsi que toutes les attributions de l'Office suprême autres que celles du contentieux judiciaire prévues par les dispositions légales précitées, sont assumées par le Haut Commissaire du Roi, Gouverneur, ou par une commission désignée par lui à cet effet.

ART. 64. — Les Instituts d'assurances sont placés sous la haute surveillance du Haut-Commissaire du Roi.

(Art. 7 du décret du 14 août 1920.)

(Art. 7 du décret du 13 novembre 1920.)

(Art. 11 du décret du 25 novembre 1920.)

(Art. 12 du décret du 19 avril 1920.)

Art. 65. — Le placement des fonds de l'Institut d'assurance des invalides et des survivants sera préalablement soumis à l'approbation du Haut Commissaire du Roi.

(Art. 3 du décret du 14 août 1920.)

Donné à Malmédy, le 12 septembre 1923.

B^{on} BALTIA,
Lieutenant-général.

(ANNEXE V A L'ARTICLE 125).

Arrangement du 4 mai 1923 entre l'Allemagne et la Belgique relatif au paiement des pensions d'anciens fonctionnaires et employés des administrations allemandes et à leurs survivants.

ART. 1. — Le Gouvernement belge, bien qu'il ne reconnaisse, en l'espèce, aucune obligation juridique, consent à assumer, à partir du 1^{er} octobre 1920, le paiement des pensions aux personnes des catégories suivantes qui, par suite du transfert des territoires d'Eupen et de Malmédy à la Belgique, et en vertu de l'article 36, alinéa 1, du Traité de Versailles, ont acquis la nationalité belge, l'ont conservée et la conserveraient.

- 1^o Ex-fonctionnaires et employés de l'Empire allemand et de l'État prussien ;
- 2^o Ex-membres du personnel enseignant ;
- 3^o Survivants des personnes appartenant aux catégories ci-dessus.

ART. 2. — L'engagement assumé par le Gouvernement belge en vertu de l'article 1 s'applique : 1^o aux personnes des catégories susdites qui, en vertu des lois, ordonnances et règlements allemands, jouissaient d'une pension à la date du 10 janvier 1920, ou étaient en droit d'être en jouissance d'une pension à cette date ; 2^o aux personnes des mêmes catégories qui, en vertu des lois, ordonnances et règlements allemands, auraient été en droit d'entrer en jouissance d'une pension entre le 10 janvier 1920 et le 1^{er} octobre 1920, si le transfert des cercles d'Eupen et de Malmédy à la Belgique n'avait pas été réalisé.

ART. 3. — Le Gouvernement belge assume le paiement des pensions aux survivants des personnes tombant sous l'application des articles 1 et 2 à partir du moment où les dits survivants, postérieurement au 1^{er} octobre 1920, auraient été en droit d'entrer en jouissance d'une pension en vertu des lois, ordonnances et règlements allemands si le transfert des cercles d'Eupen et de Malmédy à la Belgique n'avait pas été réalisé.

ART. 4. — Le bénéfice du présent arrangement est étendu aux personnes et aux survivants des personnes qui, conformément à l'article 36, alinéa 2, du Traité de Versailles, ont acquis ou acquerraient la nationalité belge avec l'agrément du Gouvernement belge.

L'engagement assumé par le Gouvernement belge envers ces personnes et leurs survivants ne sortira ses effets qu'à partir du premier du mois suivant celui de l'acquisition de la nationalité belge.

ART. 5. — Les pensions dont la Belgique assume le paiement en vertu des articles 1, 2, 3 et 4 ci-dessus seront basées sur les supputations des lois et règlements allemands en vigueur le 1^{er} octobre 1920.

* Pour tenir compte des conditions économiques dans lesquelles se trouvent ou se trouveraient les bénéficiaires du présent arrangement, le Gouvernement belge examinera avec bienveillance la mise en concordance de leurs pensions, qui seront payées en francs belges, avec celles qui sont ou seraient accordées par les lois et règlements belges à égalité ou équivalence de situation, sans, toutefois, que ces dernières pensions puissent être dépassées.

ART. 6. — Dans le cas d'usage, par les bénéficiaires du présent arrangement, du droit d'option à l'article 37 du Traité de Versailles, le Gouvernement belge cessera d'assumer le paiement des pensions en leur faveur, et cela à partir du premier du mois qui suit celui de l'option.

Les sommes que le Gouvernement belge aurait payées aux dits bénéficiaires du chef de pensions, lui seraient restituées par l'Allemagne, à concurrence du montant des allocations fixées par les lois, ordonnances et règlements allemands, majoré des intérêts composés à 3 1/2 %.

ART. 7. — Les droits à la jouissance des pensions seront révoqués ou suspendus dans tous les cas prévus en la matière par les lois, arrêtés et règlements belges ; ils pourront aussi être suspendus en cas d'établissement sans autorisation, hors du Royaume de Belgique.

ART. 8. — Il sera dressé le compte des sommes en marks que jusqu'au 1^{er} octobre 1920, y compris les arriérés dus au 10 janvier 1920, les bénéficiaires du présent arrangement auraient dû recevoir du chef de pensions et d'accessoires de pensions en vertu des lois, ordonnances et règlements allemands.

Il sera aussi dressé le compte des sommes que les dits bénéficiaires ont reçues effectivement des deniers de l'Allemagne pour arriérés dus au 10 janvier 1920 et pour arrérages afférents au temps couru après cette date.

ART. 9. — Si le montant du second des comptes, dont il est question à l'article 5, est inférieur à celui du premier, leur différence sera supputée en francs belges à un taux égal à la moyenne des cours mensuels de la Bourse de Berlin relevés le 15 de chacun des neuf premiers mois de l'année 1920. L'Allemagne s'engage à payer à la Belgique la dite différence convertie en francs belges majorée des intérêts composés à 3 1/2 p. c. depuis le 1^{er} mai 1920 jusqu'au jour du paiement.

Si le montant du second compte est supérieur à celui du premier, la différence en sera portée au crédit de l'Allemagne, au décompte global, dont il est question dans l'arrangement du 30 septembre 1920.

ART. 10. — Les deux parties contractantes se communiqueront mutuellement les renseignements, listes et documents nécessaires à l'exécution du présent arrangement.

(s.) HALOT.

(s.) VON DALWIG.



(106)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JULI 1924.

Wetsontwerp

betreffende de aanhechting der kantons Eupen, Malmédy
en Saint-Vith.

MEMORIE VAN TOELICHTING (1).

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp heeft voor doel de gezamenlijke Belgische wetten in het door de artt. 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles aan België gehecht grondgebied van nu af toepasselijk te maken, aldaar in beginsel de nog van kracht zijnde bepalingen der Duitse wetgeving af te schaffen, met een woord, een einde te maken aan het bij de wet van 15 September 1919 ingesteld bijzonder transitoir regceringstelsel.

*
* *

Ofschoon het werk tot assimilatie van het grondgebied van Eupen-Malmédy met België thans, binnen de mate van het mogelijke, voltrokken kan worden geacht, zouden de plaatselijke wetten en inrichtingen niet zonder meer door de Belgische wetgeving en geheel onze politieke, bestuurlijke en rechterlijke inrich-

(1) Dit ontwerp, alsmede de daaraan voorafgaande Memorie van toelichting, werden om zoo te zeggen geheel opgemaakt door een rechtskundig comiteit dat door luitenant-generaal baron Baltia, Hoog-Commissaris des Konings, gouverneur van Eupen-Malmédy, in overleg met mijn achtbaren voorganger burggraaf Paul Berryer, belast werd met het opstellen van een voor-ontwerp.

Dit comiteit bestond uit de heeren Schicks, professor aan de faculteit des rechten in de hoogeschool te Leuven; Beco, procureur des Konings te Verviers; Coemans, advocaat te Verviers; Hayoit de Termicourt, substituant procureur-generaal te Brussel; Minetti, raadsheer voor de Justitie; Schnorrenberg, arrondissementscommissaris; Ubach, kantonrechter te Malmédy; De Nys, kantonrechter te Eupen; Schmit, substituant procureur des Konings te Verviers; Trouet, notaris te Eupen; Muylle, notaris te Malmédy; Van Werveke, algemeen secretaris, voorzitter van het comité; Steinbach, secretaris van het comité.

ting kunnen vervangen worden; door deze vervanging worden een zeker aantal vraagstukken opgeworpen, waarvoor de onderstaande teksten eene oplossing voorstellen.

*
*
*

Ongetwijfeld zijn de gronden waarop de wet van 15 September 1919 werd verantwoord, in hun geheel thans niet meer geldig: de bij art. 34 van het Verdrag van Versailles voorziene volksstemming heeft plaats gehad en de overdracht van de souvereiniteit aan België is sedert 20 September 1920 definitief bekrachtigd; de bij art. 37 van hetzelfde Verdrag aan zekere voormalige Duitse onderhoorigen toegestane termijn om gebruik te maken van hun recht op nationaliteitskeuze, is verstreken; ten slotte werden door tal van decreten en besluiten verschillende Belgische wets- en reglementsbepalingen (1) van kracht, maar met de verzachtingen die door de verworven rechten der onderhoorigen of de plaatselijke noodwendigheden werden bevolen.

Het zijn, in de eerste plaats, die overgangsmaatregelen die slechts met oordeel des onderscheids mogen afgeschaft worden.

De vervanging van de plaatselijke wet door de Belgische wetgeving in sommige zaken die tot nog toe niet bij bijzonder decreet werden geregeld — b. v. het burgerlijk wetboek, het wetboek van koophandel — vergt ook, op grond van het soms fundamentele verschil van het Belgisch en het Duitse recht, dat er overgangsmaatregelen uitgevaardigd worden, waarbij niet alleen de verworven rechten, maar verschillende zeer rechtmatige belangen worden ontzien.

Ten derde, het behoud van sommige plaatselijke wetsbepalingen, lijkt thans volstrekt noodzakelijk, hetzij op grond van de belangrijkheid van de organisaties welke zij in het leven hebben geroepen (b. v. het stelsel der sociale verzekeringen) hetzij op grond van de wijzigingen die binnen afzienbaren tijd aan de Belgische wetten moeten worden toegebracht (telefoontarieven, enz.)

Ten slotte het is van belang dat sommige vraagstukken, die aan het Belgisch recht zooals het thans bestaat vreemd zijn, door de wetgevende macht voor goed worden opgelost; onder anderen: het bestuurlijk en gerechtelijk statuut van het herwonnen gebied, de overeenkomst tot bepaling van de Duitsch-Belgische grens, het gebruik van de Duitse taal op verschillend gebied, sommige wetsbepalingen ingegeven door den muntruil, enz.

Door het voortdurend streven van den Hoog-Commissaris des Konings, Gouverneur, om reeds in den loop van zijn bestuur, onder rechtsopzicht, de assimilatie te voltrekken van de herwonnen gewesten met het oud Belgische grondgebied, is de Regeering in de gelegenheid gesteld bij de Wetgevende Kamers een ontwerp

(1) Inzonderheid het strafwetboek en de meeste bijzondere strafwetten en strafreglementen, de bepalingen in zake strafvordering, de wetgeving betreffende de akten van den burgerlijken stand, de handelsmaatschappijen, de sequestratie, de arbeidsongevallen en de spoorwegen, de wetgeving in zake sociale voorzorg, de handelswetgeving, de school- en postwetten, de fiscale wetgeving, verschillende notarieele wetten, alsmede het meerendeel van de Belgische wetsbepalingen die na 10 Januari 1920 tot stand kwamen.

in te dienen, dat voor het grootste deel niets anders is dan eene bekrachtiging of het logisch gevolg van de in het herwonnen gebied thans reeds genomen beschikkingen. De overgang van het eene stelsel naar het anderé zal aldus zonder bezwaar en, men mag het hopen, zonder nadeel voor wie-ook, geschieden.

Alvorens ieder der navermelde bepalingen nauwkeurig te onderzoeken, dient aan het beginsel herinnerd dat ze beheerscht, te weten : eerbied voor de verworven rechten.

Niemand zal ontkennen dat, hoozeer twee wetgevingen van elkaar ook verschillen, slechts van de eene tot de andere kan worden overgegaan, wanneer de onder het afgeschafte regiem verworven rechten worden ontzien.

Het is deze gedachte die de opstellers van ons burgerlijk wetboek heeft geleid, wanneer zij eraan herinnerden dat de wet slechts voor de toekomst beschikt, en geene terugwerkende kracht heeft (art. 2).

Er is trouwens geen enkele wettekst noodig om dit beginsel van billijkheid en rechtvaardigheid te huldigen : de rechtspraak zal het ongetwijfeld zeer vaak hebben toe te passen.

Maar indien men het zonder moeite eens kan zijn omtrent het beginsel, hoezeer zullen de meeningen over de wezenlijke bestanddeelen van de woorden « verworven rechten » uiteenloopen !

Nochtans lijkt het niet wenschelijk den wetgever uit te noodigen eene bepaling te geven van het verworven recht. Men kan ongetwijfeld bevestigen dat een eenvoudig vooruitzicht nooit een verworven recht kan uitmaken, dat daarentegen een voorwaardelijk recht een verworven recht kan zijn, even zoo goed als een recht met tijdsbepaling ; dat in het algemeen het verworven recht ofwel een persoonlijk recht is dat den staat van een persoon bepaalt, ofwel een goederenrecht gevoegd bij het erfgoed van een persoon en dat daaraan niet meer enkel door den wil van een zaakhebbende of een derde kan ontnomen worden. Zoo spreekt het ook van zelf dat niettegenstaande de invoering van de Belgische wetgeving, de vroeger op geldige wijze gestelde akten — dit wil zeggen overeenkomstig de toenmalige van kracht zijnde wet — ten volle hunne uitwerking behouden (bij voorbeeld, gevolgen der contracten — rechterlijke beslissingen — opheffingen van sequesters — benoemingen tot een openbaar ambt, enz.).

Voor het overige zal de rechtspraak te beslissen hebben hoever, in elke zaak van bijzonder recht, het algemeen beginsel van den eerbied voor de verworven rechten strekt. Indien onderstaand ontwerp niettemin eenige beschikkingen dienaangaande bevat, dan is het omdat aan den eenen kant bleek dat in sommige gevallen het algemeen belang eischte dat van het bij artikel 2 van ons burgerlijk wetboek bedoeld beginsel werd afgeweken en dat daarentegen de openbare orde soms vergde dat door onze rechtspraak, zonder eenige mogelijke doctrinale betwisting, aan dit beginsel eene juist omschreven en voor gansch het land eenvormige verklaring werd gegeven.

Men moet er nog bijvoegen dat de onderstaande beschikkingen tot drie verschillende orden behooren. De eerste zijn als definitief bedoeld ; andere, die bestemd zijn om de, door de vervanging van de eene wetgeving door de andere, ontstane moeilijkheden op te lossen, zullen slechts ophouden toegepast te worden, wanneer de geschillen welke zij moeten beslechten, hetzij in feite, hetzij krach-

tens de algemeene regelen der verjaring of de bijzondere door de wet zelve toegestane termijnen vervallen zijn; de laatste zullen slechts ophouden van kracht te zijn krachtens eene nitdrukkelijke beschikking tot afschaffing.

EERSTE DEEL.

Staatsgrenzen. — Bestuurlijke en rechterlijke indeelingen. — Rechterlijke organisatie.

ART. 3. — Het kan op het eerste zicht overbodig lijken de grenzen tusschen België en het Duitsche Rijk door eene nieuwe wetsbepaling vast te stellen; de wet van 15 September 1919 heeft inderdaad het Verdrag van Versailles bekrachtigd, waarvan het artikel 35 aan eene Internationale Commissie alle bevoegdheid toekent om de Duitsch-Belgische grenslijn vast te stellen.

Nochtans eischt de geest, zoo niet de tekst van artikel 68 der Grondwet, dat de aanhechtingen en afstanden van grondgebied welke gedaan werden na het Verdrag van Versailles — overeenkomstig voormeld artikel 35 — door den Belgischen wetgever niet over het hoofd gezien worden. Het is in denzelfden geest dat, ten tijde van de wet van 5 April 1887, naar aanleiding van eene internationale regeling (tusschen Frankrijk en België en tusschen België en Luxemburg) betreffende grensdienstbaarheden, de Belgische wetgever de inlassching in het *Staatsblad* heeft gelast van de processen-verbaal tot beschrijving der grenzen, zelfs van diegene die van vóór 1830 dagteekenden. In dit geval lijkt deze regel des te meer in acht genomen te moeten worden, dat bij de bepaling van de Duitsch-Belgische grenslijn, de Internationale Commissie voor het vaststellen der scheidslinie, ertoe gebracht werd de bijzondere voorwaarden te bepalen waaronder de spoorweglijn Raeren-Kalterherberg aan België werd afgestaan, en zekere grensdienstbaarheden vast te stellen, zooals het treffen, voor deze streek, van sommige bijzondere regelen die afwijken van de Belgische wetten op de bevoegdheid der rechtbanken zoowel in strafzaken als in burgerlijke zaken, van het tarief der spoorwegen, enz. (1).

De aanhechting van de voormalige kreitsen van Eupen en Malmédy heeft noodzakelijkerwijze de grens tusschen België en het Groot-Hertogdom gewijzigd; tusschen beide landen werd eene nieuwe scheidslinie vastgesteld, van welke operatie de beschrijvende processen-verbaal aanleiding hebben gegeven tot het protocol van 11 Januari 1922.

ART. 4. — Door de rechtspraak wordt aangenomen dat, indien eene gemeente slechts kan bestaan krachtens eene wet, de grenzen der gemeente in beginsel niet door den wetgever dienen vastgesteld (Cass. 31 Dec. 1849 Pas. 1850 I 156) en men begrijpt trouwens welke bezwaren, in een geval als dit, aan eene dergelijke

(1) Zie o. m. de beschikkingen I, 5^o en 7^o en IV van de Akte van Aken van 6 November 1922.

verplichting zouden verbonden zijn. Derhalve is het voldoende gebleken den wetgever te verzoeken de lijst der gemeenten van de gebieden Eupen-Malmédy over te nemen, zooals deze reeds op 30 October 1921 door den Koninklijken Hoog-Commissaris werd opgemaakt. Bijgaande tabel vermeldt bovendien de verschillende indeelingen die in elke gemeente bestaan, alsmede hunne bij benadering aangegeven oppervlakte.

ART. 5. — De gebieden Eupen en Malmédy zijn, volgens het ontwerp, verdeeld in drie rechterlijke kantons waarvan het rechtsgebied over het algemeen overeenkomt met dit van de vroegere kantonrechtbanken Eupen-Malmédy en Saint-Vith. Deze kantons zullen eene vrij aanzienlijke oppervlakte beslaan (1), maar uit de ervaring is gebleken dat drie rechtbanken van den 1^{en} graad volstonden om er een behoorlijk beleid van de justitie te verzekeren,

ART. 6. — Het is noodig gebleken de kantonrechtbanken van het vroeger regiem bij een wetsbeschikking te vervangen door vrederechten; bijgevolg worden de fungeerende rechters van de kantonrechtbanken (de zetel van de rechtbank te Saint-Vith is vacant en de dienst wordt waargenomen door den rechter van Malmédy), vrederechters van hunne respectieve kantons. Een voorbeeld nemend aan de beschikking der wet op de begrooting van het Departement van Justitie van 27 Juni 1922, hebben de opstellers van het ontwerp, op de magistraten den tekst toegepast dezer wet, waarbij de verworven rechten der bedienaars van den Eeredienst in de gebieden Eupen-Malmedy gevrijwaard werden.

ART. 7 en 8. — Volgens het ontwerp worden de kantons Eupen, Malmédy en St-Vith ingelijfd bij het arrondissement Verviers en hooren dus bij de provincie Luik.

De aanhechting van de drie kantons aan een enkel rechterlijk en bestuurlijk arrondissement beantwoordt aan den wensch der betrokken bevolking. Bovendien levert die maatregel bijzonder groote praktische voordeelen op. Daar een groot aantal onderhoorigen zich uitsluitend van de Duitsche taal bedienen, zal het noodig zijn, hetgeen trouwens in het ontwerp voorzien wordt (III deel, litt. A) voor strafzaken in de Rechtbank van eersten aanleg eene kamer op te richten waar de Duitsche taal kan gebruikt worden.

De aanhechting der drie kantons aan een en hetzelfde arrondissement maakt het mogelijk slechts in eene enkele rechtbank, n. l. te Verviers, tot dien maatregel zijnen toevlucht te nemen. Op historische gronden had men het kanton St-Vith aan de provincie Luxemburg kunnen hechten, maar de afstand tusschen de stad Marche en de gemeenten van het kanton St-Vith is veel aanzienlijker dan deze die bedoelde gemeenten van de stad Verviers scheidt; de middelen van verkeer zijn talrijker en gemakkelijker.

Door eene praktijk van vier jaar hebben de magistraten de gelegenheid gevonden zich op de hoogte te stellen van de plaatselijke wetgeving; het is dan ook

(1) Eupen ongeveer 17.595 Ha., Malmédy 56.414 Ha, en Saint-Vith 41.415 Ha.

natuurlijk dat het dezelfde magistraten zijn die de talrijke vraagstukken moeten oplossen waartoe onvermijdelijk de vervanging van de plaatselijke door de Belgische wetgeving zal aanleiding geven. Onder alle opzichten lijkt het dus verkiezelijk aan de rechtbank van eersten aanleg te Verviers zijne huidige rechtsmacht te laten.

Ten einde te verhelpen in de talrijke moeilijkheden die nog ontstaan zullen door de vervanging van de Duitsche door Belgische openbare en bestuurlijke instellingen, is het wenschelijk gebleken in de kantons Eupen, Malmédy en St-Vith, de tijdelijke benoeming van een of meer afgevaardigden van de Regering te voorzien, die belast zijn om den bevoegden arrondissementscommissaris in zijne taak bij te staan.

De gemeenteambtenaren dienen op de hoogte gesteld van de nieuwe beschikkingen in zake algemeen en provinciaal bestuur en onder meer van de hun door deze wet in het daarbij voorziene overgangstijdperk opgelegde taak. Het is wenschelijk dat in de hoofdplaats van elk kanton een administratief ambtenaar geplaatst worde, die te midden van de moeilijkheden als gids en raadsman van de plaatselijke autoriteiten optreedt. Wanneer deze laatste alle onze instellingen voldoende zullen kennen, zal de taak van bedoelde afgevaardigden in de kantons Eupen, Malmédy en St-Vith een einde nemen.

Door de toevoeging der drie kantons Eupen (25,007 inw.), Malmédy (18,513 inw.) en St-Vith (16,691 inw.) wordt de bevolking van het arrondissement Verviers met 60,213 inwoners vermeerderd. In het geheel zal dit arrondissement, op grond van de tienjaarlijksche volkstelling van 1920, voortaan 233,146 inwoners tellen. Een bijzonder wetsontwerp zal ingediend worden, krachtens hetwelk het getal door dit arrondissement te verkiezen volksvertegenwoordigers — thans worden vijf volksvertegenwoordigers gekozen — met één zal vermeerderd worden. Ditzelfde ontwerp zal het getal der door de aan het grondgebied der provincie Luik aangehechte kantons te verkiezen provincieraadsleden vaststellen.

Art. 10. — De auctionarissen (Auktionatoren) zijn in het Duitsche recht ministerieele ambtenaren die tot den openbaren verkoop van roerende goederen kunnen overgaan, welk recht in België slechts toekomt aan de notarissen, de deurwaarders en ten persoonlijken titel aan de vóór den 17^e Mei 1884 fungerende griffiers; zij zijn bovendien bevoegd om sommige huurcontracten van onroerende goederen te verlijden, welke bevoegdheid door de invoering van het Belgisch Burgerlijk Wetboek geen reden van bestaan meer heeft.

Het ontwerp, dat zich leiden laat door het beginsel van het behoud der verworven rechten, verleent aan de « Auktionatoren » die door den koninklijken Hoog-Commissaris in hun ambt bleven behouden (besluit van 26 Juli 1923, *Staatsblad* 11 Augustus 1923) het recht om in hunne respectieve kantons roerende voorwerpen bij openbare veiling te verkoopen.

Het spreekt van zelf dat bedoelde auctionarissen tot deze verkoopingën moeten overgaan overeenkomstig de Belgische wet, en dat zij de registers moeten houden en slechts de beloning hebben te eischen door deze wet bepaald.

Het ontwerp stelt hen te dien opzichte gelijk met de deurwaarders en legt hun dezelfde verplichtingen op als aan deze laatsten. Zij staan onder hetzelfde tuchttoezicht, maar niet onder de rechtsmacht van de tuchtkamer der deurwaarders.

TWEEDE DEEL.

Beschikkingen betreffende de invoering van de wetten in burgerlijke zaken en in handelszaken.

A. BURGERLIJK WETBOEK.

Algemeene beschouwingen.

De invoering van het Belgisch Burgerlijk Wetboek in de gebieden Eupen-Malmédy zal, zooals er aan herinnerd werd in de algemeene uitreuzetting die voorafgaat, noodzakelijkerwijze geschieden naar de grondbeginselen die in alle landen gelden voor de uitwerking van de door den wetgever aan de bestaande wetten toegebrachte wijzigingen.

Er zal maar van afgeweken worden voor zoover de wet tot invoering van die principen afwijkt.

Over het algemeen zal het beginsel, volgens hetwelk de wetten geen terugwerkende kracht hebben volstaan om bij de toepassing der nieuwe wet elk onrechtvaardig of schadelijk gevolg te weren. De wet dient slechts bij uitzondering tusschen beide te komen door middel van overgangsbepalingen.

De vraag of er een verworven recht bestaat, waaraan de verandering van wetgeving geene afbreuk doen mag, zal, wat betreft een uit overeenkomst geboren recht, afhangen van de dagteekening der akten en overeenkomsten. Bij het ontwerp wordt artikel 1328 van het Burgerlijk Wetboek uitgeschakeld. Deze uitschakeling geschiedt overeenkomstig de principen; de bepaling der toelaatbare bewijsmiddelen hangt af van de op het oogenblik waarop het gerechtelijk feit plaats greep van kracht zijnde wet, en de Deutsche wet is, onder dat opzicht, breeder dan de Belgische. Maar het bewijs door getuigen en bijgevolg ook het bewijs door vermoedens kunnen principiëel niet toegelaten worden indien de akte zelve na de invoering der nieuwe wet gedagteekend is. Zij zullen in dit geval slechts toelaatbaar zijn voor zoover ze door de Belgische wet toegelaten zijn (art. 14).

Bij overgangsmaatregel worden in het ontwerp verscheidene bepalingen van het Deutsche Wetboek gehandhaafd, tot welke toepassing de voogdijrechtbanken en de erfenisrechtbanken bijdragen. In het geval waarin de gehandhaafde bepalingen de tusschenkomst dier rechtbanken voorzien, komt hare bevoegdheid aan den vrederechter (art. 3).

Aangaande zekere door het Deutsche Wetboek geregelde zaken, bestaan in België bijzondere wetten. Alzoo werden de vereenigingen zonder winstgevend doel in België behandeld bij de wet van 27 Juni 1921. Het Deutsche Burgerlijk

Wetboek regelt integendeel deze zaken onder §§ 21 en volgende. Een decreet de dato 15 Augustus 1922 had hierop betrekking.

Er dient eveneens aangestipt dat de opstellers van het ontwerp het verkieslijk geacht hebben de termen «*Duitsche wet*» te vervangen door de woorden «*plaatselijke wet*» daar deze laatste woorden «*de Duitse wetgeving omvatten, misgaders de wijzigingen die aan deze wetgeving tot op den dag van het van kracht worden der Belgische wet werden gebracht in de krachtens artt. 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles aan België aangehechte gebieden.*

De benaming «*Duitsch Wetboek*» of *Duitse wet*», werd maar gehandhaafd wanneer het een bepaalde wet of een bepaald wetboek gold, waaraan trouwens door den Gouverneur, Koninklijke Hoog-Commissaris, niets gewijzigd werd.

Bijzondere beschikkingen.

HOOFDSTUK I.

DE PERSONEN.

Afwezig. — De verklaring van afwezigheid (B. W. artt. 115 en volg.), is in de plaatselijke wet vervangen door de bevestiging van overlijden, die meer verstrekkende gevolgen heeft dan deze die bij de Belgische wet aan de afwezigheid worden toegekend (§§ 15 en volg.).

Om reden van de ontoereikendheid der Belgische wetgeving in deze zaken, worden bij het ontwerp niet alleen de gevolgen van de vroeger verleende bevestiging gehandhaafd, maar er wordt tevens bepaald dat de vorderingen tot bevestiging van overlijden, die op het oogenblik van het van kracht worden der Belgische wet aanhangig waren, regelmatig zullen vervolgd worden en dat het vonnis zal gelden overeenkomstig de plaatselijke wet (art. 13).

Bloed-en aanverwantschap. — Het begrip van de wettige bloedverwantschap is hetzelfde in het plaatselijke recht (§ 1589) als in het Belgisch recht.

Maar het Duitse Burgerlijk Wetboek heeft de vraag of de aanverwantschap blijft bestaan na de ontbinding van het huwelijk waaruit zij ontstond (§ 1590). uitgemaakt in den zin van het voortbestaan van de bedoelde aanverwantschap.

Het Belgisch recht wordt ten deze beheerscht door den traditioneele regel van het Fransche recht : «*Morte ma fille, mort mon gendre*» (mijne dochter dood, mijn schoonzoon dood); maar hoever deze regel strekt gaf in de rechtsleer aanleiding tot talrijke betwistingen.

Evenmin als de bloedverwantschap is de aanverwantschap een staat; zij is het gevolg en de eigenschap van een staat en bedoelde eigenschappen zijn voor uitbreiding, wijziging of inkrimping vatbaar. In het ontwerp blijven voor de aanverwantschap de gewone rechtsprincipiën gelden.

Het huwelijk. — Volgens het plaatselijk recht evenals volgens het Belgisch recht, ontstaat uit de verloving geene vordering tot het eischen van het huwelijk. Maar het Duitse Burgerlijk Wetboek regelt het herstel van de schade die ontstaan kan door eene verbreking zonder ernstige redenen en of door de schuld van een der verloofden die de verbreking door den andere uitlokt. (§ 1297 en volg.). In den

Belgische wet vindt men daarover geen woord; de rechtspraak past het principieel van artikel 1582 toe. De bij artikel 2. B. W. gehuldigde regel volstaat om over deze vergrijpen of onopzettelijke vergrijpen volgens de plaatselijke wet te doen oordeelen, indien zij onder het regiem van bedoelde wet bedreven werden.

Het hoeft geen betoog dat onder de plaatselijke wet geldig aangegane huwelijken dienen gehandhaafd. Het is eveneens, naar de wet die op het oogenblik waarop het huwelijk aangegaan werd van kracht was, dat principieel dient verwezen om de redenen tot nietigheid of tot tenietdoening en dezer gevolgen vast te stellen (§§ 1525 en volg.). Nochtans kon het principieel niet zonder voorbehoud toegepast worden. Het leek niet gepast dat onze rechtbanken eene niet door de Belgische wet erkende reden toe nietigheid moesten toelaten. Het onder de plaatselijke wet aangegane huwelijk kan slechts bestreden worden op bij deze wet aangegeven gronden, maar de rechtbank kan slechts den aangevoerden grond toelaten, indien hij eveneens bij de Belgische wet voorzien is (art. 14).

De gevolgen van een naar aanleiding van eene bevestiging van overlijden aangegaan huwelijk en de ontbinding van het eerste huwelijk door het aangaan van het tweede dienden gehandhaafd: het is een gevolg van den hooger gestelden regel.

Dient de nieuwe wet ook een verworven staat te laten behouden, zoo kan ze toch de eigenschappen van dien staat wijzigen. Alzoo geldt voor het gezag van den man (§ 1555) de Belgische wet, zelfs ten opzichte van onder het regiem der plaatselijke wet gehuwde echtgenooten; wel te verstaan geldt de Belgische wet slechts voor de toekomst, zonder dat de verandering van wetgeving afbreuk doen kan aan de uitwerking der door de vrouw onder het regiem der vroegere wet geldig uitgevoerde handelingen, inzonderheid wat betreft den huiselijken werkkring (§ 1557). Het verschil bestaat trouwens meer in de teksten dan in de feiten; het recht voor de vrouw om het gemeenschappelijk huishouden te besturen bestaat eveneens bij ons.

Door de toepassing van de Belgische wet op het gezag van den man wordt noodzakelijkerwijze de tusschenkomst van de voogdijrechtbanken in zake de betrekkingen tusschen man en vrouw (§§ 1557 en 1558) uitgeschakeld.

Voor den onderhoudsplicht (§ 1560) tusschen echtgenooten geldt eveneens de Belgische wet. Het principieel is hetzelfde als in het Duitsch Burgerlijk Recht; « de echtgenooten zijn elkander wederkeerig trouw, hulp en bijstand verschuldigd ». (B. W., art. 212.) Wordt niet meer toegepast artikel 1561, waarbij de toestand der echtgenooten geregeld wordt, die feitelijk gescheiden leven zonder dat daarom de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed uitgesproken werd, evenals de gevolgen van de vrijwillige scheiding. Maar wij meenen wel dat de Belgische rechtbanken de uitwerking van den onderhoudsplicht door het verstrekken van levensonderhoud tusschen echtgenooten zullen aannemen, wanneer het blijkt dat de man zijne vrouw verlaten heeft.

Het bij § 1562 voorziene vermoeden van eigendom van den man dient met het vervallen van den tekst waarbij het ingesteld werd, eveneens te verdwijnen. Door dit vermoeden ontstaat geen verworven recht op de goederen. Maar de praktische oplossing zal door toepassing van den bij artikel 2279 van het Burgerlijk Wetboek gestelden regel dikwijls dezelfde zijn.

Dit onderwerp staat tevens nauw in verband met de huwelijksvoorwaarden der echtgenooten ten opzichte der goederen; in geval van gemeenschap bestaat het vermoeden ten behoeve van de gemeenschap en geenszins ten behoeve van den man.

De rechtsgedingen betreffende deze zaken zullen weinig talrijk zijn en de tusschenkomst der rechtbanken zal volstaan om de conflicten te beslechten.

Onder het hierboven bepaald voorbehoud blijft de plaatselijke wet gelden, niet alleen voor de gronden tot nietigheid maar ook voor de gevolgen van de uitgesproken nietigheid, inzonderheid de gevolgen van het vermeende huwelijk (§§ 1699 en volg.). In het Duitsch Burgerlijk Recht zijn deze gevolgen op eene meer volledige wijze geregeld dan bij de artikelen 201 en 202 van het Belgische Burgerlijk Wetboek. Nochtans moet het vermeende huwelijk niet meer uitwerking hebben dan het geldige huwelijk. Evenals ten opzichte van de uit een geldig huwelijk gesproten kinderen (*infra*), wordt het ouderlijk gezag over de uit een vermeend huwelijk gesproten kinderen na het van kracht worden dezer wet geregeld door de bepalingen dezer laatste wet. Mocht het een huwelijk gelden dat vroeger nietig verklaard werd, zoo worden bij het ontwerp de maatregelen gehandhaafd die overeenkomstig de plaatselijke wet ten opzichte van de zorg over den persoon der kinderen werden getroffen (§ 1700).

Indien het huwelijk onder het stelsel der Belgische wet ontbonden wordt, is de rechtbank niet meer door de beschikkingen der plaatselijke wet gebonden (art. 14).

De onderhoudsplicht. — Door het Duitsche Wetboek wordt zeer omstandig geregeld hoever de onderhoudsplicht gaat (§§ 1601 en volgende). Het Belgisch Wetboek, in dit opzicht zeer bondig, laat aan de rechtsspraak de zorg over om uit eenige algemeene principieën de vereischte besluiten af te leiden.

Tusschen de twee stelsels bestaat een zeer belangrijk verschil: door het Duitsche Wetboek wordt de onderhoudsplicht tusschen broeders en zusters en onder aanverwanten van de hand gewezen (§ 1601), wordt het samenopkomen van rechthebbenden voor onderhoud geregeld (§ 1609), wordt het onderhoud tot het strikt noodzakelijke teruggebracht ten behoeve van dengene die door zijne schuld behoeftig geworden is (§ 1611), enz.

Over de vorderingen tot tenuitvoerlegging van den onderhoudsplicht, ingesteld na het van kracht worden der Belgische Wet, wordt naar de beschikkingen dezer wet geoordeeld, maar door het ontwerp wordt de uitwerking gehandhaafd van vroegere overeenkomsten en vonnissen waarbij de tenuitvoerlegging van den onderhoudsplicht tusschen de onderhoudsvorderaars en de onderhoudsschuldigen geregeld werd. (Art. 15.)

Door het Duitsche Wetboek wordt terzelfdertijd voor de kinderen, zoolang zij in het ouderlijk huis verblijven en door vader en moeder opgevoed en onderhouden worden, de verplichting gehuldigd dezen in hunne huishouding en hunne zaken bij te staan. Bij deze beschikkingen wordt geacht dat, wanneer het kind met zijn eigen geld bijdraagt in de uitgaven van de gemeenschappelijke huishouding of wanneer het aan zijn vader of moeder het vruchtgebruik van of het beheer over

zijne goederen laat, het dit met het inzicht doet zich te doen terugbetalen (§ 1617 en volgende).

Over het algemeen wordt bij het Belgisch Burgerlijk Wetboek bepaald dat het kind tegen zijne ouders geene vordering heeft tot het bekomen van eenen gevestigden stand bij huwelijk of anderszins (art. 204). In het Duitsche Wetboek wordt onderscheid gemaakt tusschen den uitzet en den bruidschat. Door uitzet wordt verstaan : het geheel der *roerende goederen* die voor de inrichting van de huishouding der in den echt tredende dochter noodig zijn ; de « bruidschat », daarentegen, is het aan in den echt tredende zonen of dochters geschonken kapitaal om hun toe te laten tot een gevestigden stand in de maatschappij te komen of bij te dragen in de lasten van de huishouding (§§ 1620 en volgende).

Na de intrekking van het Duitsche Wetboek, geldt voor de bij §§ 1616 tot 1623 voorziene gerechtelijke verhoudingen de Belgische Wet, maar alleenlijk voor de toekomst. Voor het verleden blijven bedoelde beschikkingen gelden. Alzoo blijven de bij §§ 1618 en 1619 bepaalde vermoedens van inzicht van toepassing op de door het kind gedane uitgaven of op het goedwillig overlaten van het beheer over zijne goederen aan zijn vader of zijne moeder. Het vermoeden dient te blijven bestaan, zooniet strikt genomen volgens de principen, dan ten minste naar de vereischten eener behoorlijke wetgeving, tot bij het intrekken of het ophouden van het beheer (Art. 15). De verplichting den uitzet te verstrekken, valt onder de op het oogenblik van het huwelijk van kracht zijnde wet ; maar het geven van den bruidschat is eene vrijwillige handeling (§ 1624) voor dewelke de wet geldt die op het oogenblik waarop bedoelde handeling geschiedt van kracht is.

De echtscheiding en de scheiding van tafel en bed. — De uitgesproken echtscheidingen blijven voort hunne uitwerking hebben, welke ook de gronden wezen waarop zij werden toegelaten. De wetgever dient de in het verleden geldig uitgevoerde handelingen te eerbiedigen, zelfs wanneer hij ze niet goedkeurt zooals dit het geval is met de echtscheiding wegens krankzinnigheid. Wat de niet door de echtscheiding ontbonden huwelijken betreft, worden de gronden tot echtscheiding bij de Belgische wet bepaald ; zelfs gehuwd onder een regiem waarin de echtscheiding toegelaten is en de gronden daartoe bepaald worden, hebben de echtgenooten geen verworven recht op de echtscheiding. Het is een princip van de leer dat niet hoeft geformuleerd.

De wettelijk uitgesproken scheiding van tafel en bed wordt eveneens gehandhaafd.

Bij § 1576 waarbij de vordering tot echtscheiding toegelaten wordt, nadat er beslist werd over het ophouden van het gemeenschappelijk leven, wordt geene termijn vastgesteld binnen denwelke deze vordering niet mag ingesteld worden, terwijl bij artikel 310 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek daarentegen de eisch slechts toegelaten wordt na eenen termijn van drie jaar. Bij ditzelfde artikel wordt de vordering tot conversie slechts toegelaten ten behoeve van den echtgenoot die oorspronkelijk verweerder was wanneer de scheiding uitgesproken werd voor elke andere oorzaak dan echtbreuk van de vrouw. Daar in zake huwelijk

alles de openbare orde aanbelangt, zou de Belgische wet dienen toegepast. Nochtans wanneer het de uitwerking van een onder het regiem der plaatselijke wet uitgesproken vonnis tot scheiding geldt, behoort ook de conversie volgens het plaatselijk recht te geschieden.

Bij het ontwerp worden eveneens de gevolgen van het vonnis tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed gehandhaafd wat betreft den naam der vrouw, den onderhoudsplicht, de herroeping der schenkingen, enz. (§ 1577 en volg., art. 16).

Vermoeden van wettige afstamming en onderzoek naar het natuurlijk vader- of moederschap. — De bij §§ 1591 en volgende van het Duitsche Wetboek vastgestelde regels verschillen van deze bij de Belgische wet bepaald. Bij art. 312 wordt een vermoeden van vaderschap vastgesteld dat sterker is dan dit bij het plaatselijk recht bepaald (§ 1591). De wettelijke periode van zwangerschap is niet dezelfde (§ 1592 van het D. B. W.; artt. 312, 313 B. W.), evenmin als de termijn binnen denwelken de betwisting van wettigheid dient te geschieden (§ 1594 D. W.; artt. 316, 317 B. W.). De wettelijke plaatsvervanger van den onbekwame kan mits machtiging van de voogdijrechtbank (§ 1593) de wettigheid van het kind betwisten. Bij het D. W. wordt het geval voorzien waarin eene vrouw, gehuwd na de ontbinding van een eerste huwelijk, een kind ter wereld brengt, dat volgens §§ 1591 tot 1599, zoowel het kind van den eersten als van den tweeden man zijn kan (§ 1600). Er bestaat eveneens verschil wat de rechtsvordering betreft (§§ 1596, 1597 D. W.; art. 313 B. W.).

Overeenkomstig het principie dat voor het bewijs der feiten de wet geldt van den tijd wanneer zij gepleegd werden, blijven voor het bewijs van de afstamming van een onder het Duitsche recht geboren wettig kind de principieën van dit recht gelden behoudens wat betreft de vereischte bekwaamheid tot het instellen der vordering en de wijze van uitvoering van bedoelde vordering (art. 17).

Indien, over het algemeen, voor het bewijs van gerechtelijke feiten, de wet geldend is onder welker regiem zij verricht werden, zoo kan de toepassing der nieuwe wet noodzakelijk gemaakt worden door de openbare orde aanbelangende beschouwingen waarop zij steunt. Alzoo kan, na de invoering van de Belgische wet, het onderzoek naar het natuurlijk vader- of moederschap (art. 340 a en 341 a), niet geschieden dan volgens de principieën dezer wet.

Rechtstoestand der natuurlijke kinderen. — Buiten het geval van aanneming of wettiging, wordt bij het Duitsch Wetboek het bestaan van eene wettelijke bloedverwantschap tusschen het onwettig kind en zijn vader verworpen (§ 1589).

Ten aanzien van de moeder wordt integendeel het natuurlijk kind behandeld als wettig kind (§ 1703). Het lijkt eer eene eigenschap van den staat van natuurlijk kind van de moeder, die het Wetboek aan bedoeld kind heeft willen verleenen, dan den staat zelf van wettig kind. Maar om ten behoeve van het reeds geboren natuurlijk kind den bevoorreen rechtstoestand te handhaven, die het door de plaatselijke wet verkreeg ten opzichte zijner moeder, volstaat het zich te laten leiden door de rechtvaardigheid. Nochtans is het vereischt dat bedoeld kind zich, bij het van kracht worden der Belgische wet, werkelijk in den toestand van wettig

kind bevond. Na het intrekken van de plaatselijke wet, kunnen de erkenning van het kind of het onderzoek naar het natuurlijke moederschap geene andere gevolgen meer hebben dan deze die er bij de Belgische aan toegekend zijn.

Het is vrij zonderling dat bij de plaatselijke wet aan den natuurlijke moeder het onderlijk gezag niet toegekend wordt (§ 1707). Deze beschikking sluit wellicht aan bij den algemeenen geest die in het plaatselijk recht de inrichting van de voogdij en van het onderlijk gezag beheerscht, maar in het Belgische recht overgebracht, had de regel van het plaatselijk recht aan de moeder het volle bezit van het onderlijk gezag met de daaraan verbonden plichten en rechten moeten opdragen. Het is gebleken dat aan dezen regel geene voordeelen dienden verbonden, die in het plaatselijk recht onbekend zijn. Daarom gelden, wat het onderlijk gezag betreft, de principen van het Belgisch recht. Het wettelijk vruchtgebruik komt niet aan de moeder; wat het wettelijk beheer betreft, weet men dat omtrent de vraag of bedoeld beheer aan den natuurlijke vader of de natuurlijke moeder toekomt, getwist wordt. Door den rechtsvaardigheidszin, die ons ertoe geleid heeft den regel van het plaatselijk recht te handhaven, wordt trouwens vooral beoogd aan het kind het erfenisrecht niet te ontnemen, dat bij de vroegere wet toegekend was (art. 19).

Tegenover zijn vader heeft het natuurlijk kind slechts recht op levensonderhoud, tot den leeftijd van volle 16 jaar (§ 1708).

Het natuurlijk kind, wiens afstamming bewezen of erkend is op het oogenblik van het van kracht worden der Belgische wet, behoudt tegenover zijn vader de *onderhouds-vordering*, zooals deze bij §§ 1708 en volgende ingericht is.

De onderhoudsplicht gaat dus op de erfgenamen des vaders over. De tusschen den vader en het kind bedongen overeenkomst wordt ter goedkeuring aan den in de plaats van de voogdijrechtbanken tredenden vrederechter voorgelegd. De aan de moeder verschuldigde vergoedingen wegens de, vóór het van kracht worden der Belgische wet, geboren kinderen, worden overeenkomstig § 1715 geregeld.

Juist omdat het onderzoek naar het vaderschap minder verstrekkende gevolgen heeft, wordt het op breedere schaal door het plaatselijk recht toegelaten dan naar het Belgische recht (§§ 1717, 1818). Indien het natuurlijk kind, wiens afstamming ten opzichte van zijn vader bewezen is, niet hoeft ontzet uit de wegens deze afstamming geboren rechten, hoort het nochtans ook niet dat eene onder de plaatselijke wet verrichte handeling, wellicht in andere omstandigheden als deze bij de Belgische wet voorzien, de gevolgen dezer laatste wet hebbe. De vrijwillige erkenning en de gerechtelijke erkenning staan op gelijken voet; eene erkenning dient te zijn geschied met volle kennis van de gevolgen die zij moet hebben.

Derhalve, wil het kind genieten van de voordeelen der Belgische wet, dan moet het tegen zijn vader eene overeenkomstig de Belgische wet ingestelde vordering tot onderzoek naar het vaderschap aanvangen, en de vader zelf, wil hij ten behoeve van het kind de bedoelde voordeelen bekomen, dan moet hij het erkennen, eventueel bij herhaling van de vroeger onder de plaatselijke wet gedane erkenning.

Door den gedachtengang waartoe de artikelen 335 en 342a behooren, werden

de opstellers van het ontwerp verplicht bedoelde artikelen toe te passen zelfs op in overspel of bloedschande geteelde kinderen, reeds geboren onder de plaatselijke wet. Deze kinderen verkrijgen slechts de bij de Belgische wet aan het in overspel of bloedschande geteelde kind toegekende rechten. (Art. 762 en volg.). Het spreekt vanzelf dat, moest bedoeld kind vroeger bij toepassing van de plaatselijke wet een recht betreffende de goederen verkregen hebben, bij voorbeeld een erfenisrecht, het dit recht behouden zou. Bij het ontwerp worden ook de rechten gehandhaafd die het ten gevolge van de erkenning mocht verkregen hebben. (Art. 20).

Wettiging van natuurlijke kinderen. — Voor het Duitse Wetboek geldt benevens de wettiging bij huwelijk eveneens de verklaring van wettigheid.

In geval van wettiging bij huwelijk wordt niet vereischt dat het kind erkend werd vóór het huwelijk of bij de akte van voltrekking, en er wordt niet gelet op de beletselen van het huwelijk die ten tijde van de verwekking mochten bestaan hebben. (§ 1719.)

Door de verklaring van wettigheid wordt bedoeld de vroegere in het Romeinsche recht geldende wettiging bij brieven van den vorst. Zij heeft voornamelijk plaats wanneer het huwelijk tusschen den vader en de moeder onmogelijk geworden is, bij voorbeeld in geval van overlijden, afwezigheid of ziekte van de moeder. De gevolgen der verklaring zijn minder uitgebreid dan deze van de wettiging bij huwelijk.

Volgens het principie dat de regelmatig onder het regiem der vroegere wet verrichte handelingen verder hare gevolgen dienen te hebben, ondanks de verandering van wetgeving, dient ten behoeve van het bij huwelijk gewettigd kind, spijts het verschil van omstandigheden, de toestand van wettig kind gehandhaafd; nochtans werd bij het ontwerp de uitwerking van het huwelijk inzake wettiging niet gehandhaafd, indien vóór het van kracht worden van het Belgisch Wetboek van de afstamming des kinds volgens de plaatselijke wet niet gebleken was.

Het principie, waaraan herinnerd werd, is wellicht minder streng van toepassing op de in de Belgische wet onbekende verklaring van wettigheid. Nochtans wordt zij bij het ontwerp gehandhaafd met de meer beperkte gevolgen haar door het plaatselijk recht toegekend.

De aanneming. -- De aanneming is in het plaatselijk recht eene overeenkomst (§ 1741) in rechten of bij notarieele akte verleden (§ 1750). In het Belgisch recht is alleen de gerechtelijke vorm bekend.

Door de aanneming verwerft de aannemende niet het recht van den aangenomene om te erven (§ 1769). In het Belgisch recht geldt dezelfde regel, behoudens het recht van terugvalling ten behoeve van den aannemende of zijne afstammelingen (art. 354).

De gevolgen van de aanneming strekken zich uit tot de afstammelingen van den aangenomene; evenwel strekken zij zich slechts uit tot de op het oogenblik van het sluiten van de overeenkomst reeds bestaande afstammelingen en tot dezer later geboren nakomelingen wanneer de overeenkomst eveneens gesloten is geweest met den reeds bestaanden afstammeling (§ 1762).

In de aannemingsovereenkomst kan de aannemende van het genot van de goederen van den aangenomene, alsmede de aangenomene van het erfenisrecht op deze van den aannemende uitgesloten worden (§ 1767). In het Belgisch recht is het wettelijk genot van de goederen van den aangenomene onbekend, en de uitsluiting van den aangenomene buiten de erfenis van den aannemende (art. 330) zou een bij artikel 1130 verboden verdrag over een toekomstige erfenis zijn.

Herroeping of ontbinding van de aanneming is bij de plaatselijke wet toegelaten § 1768).

Bij het plaatselijk evenals bij het Belgisch recht (art. 348), wordt een op de aanneming gegrond huwelijksverbod gesteld; maar, indien het huwelijk toch voltrokken wordt, volgt daar alleen uit dat de aanneming verbroken is (§ 1771).

Moest men het begrip dat de aanneming eene overeenkomst is aankleven, dan diende de aanneming met hare gevolgen, zooals zij door de plaatselijke wet vastgesteld zijn, gehandhaafd. Maar van uit een ander oogpunt beschouwd, is de aanneming verbonden met de inrichting der familie, dewijl zij een beperkt bloedverwantschap doet ontstaan, en aan den aangenomene den naam van den aannemende verleent. Bij het ontwerp worden de onder het plaatselijk recht gesloten aannemingen gehandhaafd, terwijl de gevolgen naar de Belgische wet geregeld worden.

Nochtans moeten sommige regelen van het plaatselijk recht voor de aanneming blijven gelden, omdat bij toepassing van de principen der Belgische wet de wil van den aannemende zou miskend worden. Bij het ontwerp worden onder meer de bepalingen betreffende het verbreken van de aannemingsovereenkomst met inbegrip van de verbreking bij huwelijk gehandhaafd: voor het huwelijksverbod dient wel is waar de Belgische wet gestreng te gelden, maar het beletsel is geenszins tenietdoende en verhindert niet dat het huwelijk van personen tusschen dewelke het aangaan van een huwelijk bij § 1311 verboden is, de verbreking van de aannemingsovereenkomst ten gevolge heeft (art. 22).

Het ouderlijk gezag. — Het ouderlijk gezag in het plaatselijk recht duurt tot bij de meerderjarigheid van het kind (§ 1626). De beperkte handlichting (emancipatie) is in het Duitsche Wetboek onbekend.

In het plaatselijk recht blijft het ouderlijk gezag bestaan na het overlijden van den vader of de moeder, terwijl in dit geval in het Belgisch recht voogdij en ouderlijk gezag gelijktijdig bestaan, alhoewel deze twee uitingen van gezag in denzelfden persoon kunnen vereenigd zijn, daar de langstlevende der ouders van rechtswege voogd is (art 390).

Wat over het algemeen het ouderlijk gezag in het plaatselijk recht kenmerkt is, dat het een echte voogdij is, lossen, ongetwijfeld dan de eigenlijke voogdij, maar nochtans ten behoeve van het kind ingesteld.

Daaruit spruiten de verschillen voort, die het vertoont met het ouderlijk gezag in het Belgisch Wetboek, waarin veeleer de begrippen van het Romeinsche recht tot leidraad gediend hebben.

Naar het plaatselijk recht is het ouderlijk gezag geen beletsel om, met het oog op sommige zaken, een curator over het kind te benoemen (§ 1629).

Het wordt uitgeoefend zoowel wat betreft de zorg over den persoon des kinds, als wat aangaat het beheer over de goederen en het wettelijk vruchtgebruik, onder het toezicht van de voogdijrechtbank (§§ 1629, 1630, 1634, 1635, 1639, 1640, 1642, 1643, 1645, 1647, 1653, 1656, 1663 tot 1674, 1677, 1685, 1687, 1690, 1693, 1695) en van den weezenraad (§ 1675).

De moeder deelt met den vader de zorg over den persoon des kinds (§ 1643). Deze verdeling lijkt tegenstrijdig met artikel 373 van het Burgerlijk Wetboek: « Tijdens het huwelijk oefent de vader alleen het gezag uit ». Maar de natuur geeft aan de moeder dit recht van tusschenkomst en daar, ten andere, volgens het Duitsche recht, in geval van oneenigheid, de beslissing van den vader de bovenhand heeft, bes'aat het verschil minder in feite, dan wel in de termen der wet. Het is in verband met het ouderlijk gezag dat bij het Duitsche Wetboek bepaald wordt, aan wien in geval van echtscheiding het toezicht over de kinderen toevertrouwd wordt (§§ 1655, 1656), terwijl in het Belgisch Wetboek dit onderwerp in verband met de echtscheiding behandelt (art 502).

Het Duitsche Wetboek regelt zeer omstandig de uitoefening van het ouderlijk gezag wat betreft het beheer der goederen. In dat opzicht is het Belgische Wetboek al te beknopt, wat in de rechtspraak evenals in de rechtsleer tot veel aarzeling en onzekerheid aanleiding geeft. Terwijl er in de rechtspraak naar gestreefd wordt het gezag van den vader als bewindvoerder te beperken door hem zekere voor het gezag van den voogd voorziene voorwaarden op te leggen, bestaat er in de rechtsleer integendeel eene neiging om het beheer van den vader vrij te maken van de voor de voogdij voorziene beperkingen.

De schenker of erflater kan het beheer van den vader uitsluiten of aan den vader aangaande dit beheer ondorrichtingen geven, waarvan deze slechts mag afwijken mits machtiging van de voogdijrechtbank (§ 1659); bij artikel 387 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, wordt aan schenkers en erfslaters toegestaan den vader uit het wettelijk vruchtgebruik te sluiten, maar een dergelijke tekst betreffende het beheer over de goederen bestaat niet.

Het vaderlijk gezag in het plaatselijk recht, brengt het recht mede schenkingen te doen die aan eene zedelijke verplichting beantwoorden of om reden en van betamelijkheid geschieden (§ 1641). Bij ontstentenis van tekst worden in de Belgische leer, met opzicht tot den voogd, de gebruikelijke giften en schenkingen toegelaten, die eerder verplichte uitgaven dan schenkingen zijn. (Laurent D. V. n^o 98). Ten opzichte van den vader-bewindvoerder diende in dezelfde zin beslist.

De vader kan, mits goedkeuring van de voogdijrechtbanken, uit naam van het kind een nieuw winstgevend beroep beginnen (§ 1645).

Het wettelijk beheer van den vader eindigt met het faillissement, maar de voogdijrechtbank kan, na het eindigen van het faillissement, het beheer over de goederen terug aan den vader opdragen (§ 1647).

Het wettelijk vruchtgebruik volgens het plaatselijk recht is niet overdraagbaar (§ 1658). In België is dit een twistpunt. De vader heeft, principiëel, het vruchtgebruik zolang hij het bewind voert (§ 1649). Nochtans houdt dit vruchtgebruik op door het huwelijk van het kind, tenzij dit laatste het huwelijk aanging zonder de toestemming des vaders (§ 1661). De vader kan van het vruchtgebruik bij ver-

klaring vóór de voogdijrechtbank afzien (§ 1662). Deze afstand van het vruchtgebruik is, bij ontstentenis van elken tekst, ook in België aangenomen.

Het ouderlijk gezag wordt volgens het plaatselijk recht door de onbekwaamheid van den vader (§ 1676) of een aan het oordeel van de voogdijrechtbank overgelaten feitelijk beletsel (§ 1677) opgeschort. Over het algemeen, behoudt de vader in dit geval het vruchtgebruik (§ 1678). Het ouderlijk gezag houdt op vóór de meerderjarigheid, door de bevestiging van overlijden van den vader (§ 1679) of door de veroordeeling terzake van sommige misdaden of wanbedrijven (§ 1680). (Vergel. Belg. Strafw., artt. 379 en volg. Wet van 26 Mei 1914, art. 1.)

Het ouderlijk gezag komt toe aan de moeder in geval van overlijden of van bevestiging van overlijden van den vader of wanneer de vader van het ouderlijk gezag ontzet en het huwelijk ontbonden is (§ 1684). Is de vader feitelijk belet het ouderlijk gezag uit te oefenen, of is dit gezag opgeschort, zoo oefent de moeder het ouderlijk gezag uit, doch zonder het vruchtgebruik, tenzij het huwelijk ontbonden werd (§ 1685).

In zekere gevallen kan de voogdijrechtbank aan de moeder een gerechtelijk raadsman toevoegen (§ 1687 en volg.).

Is de moeder minderjarig, dan is, wat haar betreft, het ouderlijk gezag opgeschort (§ 1696).

De moeder verbeurt het ouderlijk gezag wanneer zij een nieuw huwelijk aangaat; zij behoudt nochtans het recht en den plicht voor den persoon des kinds te zorgen (§ 1697); in België behoudt de langstlevende van beide ouders, die een nieuw huwelijk aangaat, het ouderlijk gezag.

Deze diverse regelen houden op van kracht te zijn; voor het ouderlijk gezag zal voortaan de Belgische wet gelden, mits eerbiediging van de onder de vroegere wet geldig verrichte handelingen. De vader is ontslagen van de tuschenkomst van den curator, de voogdijrechtbank en den weezenraad: zijne bevoegdheden zijn deze bij de Belgische wet bepaald; voor de redenen tot ophouding van het ouderlijk gezag met opzicht tot den persoon of tot de goederen, geldt de Belgische wet.

Nochtans dienen sommige onder de plaatselijke wet getroffen maatregelen gehandhaafd; onder meer, de beschikkingen met het oog op de zorg over de kinderen overeenkomstig § 1635 getroffen, ter gelegenheid van een vroeger uitgesproken echtscheiding of van een wederhuwelijk ten gevolge van eene bevestiging van overlijden; de bij schenking of testament aan het beheer van den vader geldig bedongen beperkingen (§§ 1638 et 1639), en de krachtens § 1645 aan den vader verleende machtiging om uit naam van den minderjarige een handel te beginnen (het ware de belangen van het kind schaden, zelfs voor de toekomst al de gevolgen dezer machtiging niet te handhaven).

Ook voor het wettelijk vruchtgebruik geldt voortaan de Belgische Wet. Dit vruchtgebruik kan niet als een verworven recht beschouwd worden; want het hangt af van het ouderlijk gezag, waarvan men bij de wet kan ontzet worden, en waarvan bedoelde wet vrijelijk elke modaliteit regelt. De nieuwe wet kan dit vruchtgebruik eveneens uitbreiden, het aan den vader schenken, die het nog niet bezat, of het vestigen op goederen waarvan het genot tot dan toe aan het kind

behoorde, en de wet, bij ontstentenis van andersluidende beschikkingen, verleent dit vruchtgebruik door het opdragen van het ouderlijk gezag, waarvan bedoeld vruchtgebruik een eigenschap is. Bij het ontwerp wordt bepaald dat, mocht om eene door het Duitsche Wetboek aanvaarde reden, het wettelijk vruchtgebruik bepaald een einde hebben genomen, het niet weder aanvangt; maar er is minder aan gelegen dat het vruchtgebruik weder aanvangt wanneer het slechts opgeschort was.

Bij het ontwerp wordt eveneens het ophouden van het ouderlijk gezag ten gevolge van bij § 1680 voorziene veroordeelingen gehandhaafd.

De moeder oefent voortaan het ouderlijk gezag uit in alle gevallen waarin de vader het niet kan uitoefenen, en zij wordt ontslagen van de tusschenkomst van den raad (art. 23).

De meerderjarigheid. — De meerderjarigheid is, naar het plaatselijk evenals naar het Belgisch recht, vastgesteld op 21 jaar, maar een minderjarige, die volle 18 jaar oud is, kan door de voogdijrechtbank meerderjarig worden verklaard (§ 3). Daar de meerderjarigheid met de bekwaamheid en geenszins met den staat verband houdt, houdt de meerderjarigheidsverklaring op gevolgen te hebben, tenzij men tot de beperkte handlichting (emancipatie) zijne toevlucht neme. Bij het ontwerp wordt de door den meerderjarig verklaarde minderjarigen verworven toestand in zake zijne bekwaamheid gehandhaafd. (Art. 24.)

Voogdij over minderjarigen. — Volgens het in het plaatselijk recht leidende princip, behoort de voogdij over de minderjarigen aan den Staat en dient zij te worden uitgeoefend door de rechtbanken. Deze taak is opgedragen aan den kanton-rechter, welke den naam « voogdijrechter » krijgt. Aan den familieraad is in deze instelling een uiterst geringe rol toebedeeld. Bedoelde raad wordt slechts ingesteld wanneer de vader of de moeder daartoe bevel gaven (§ 1858) of op verzoek van een derden persoon, wanneer de voogdijrechtbank het noodig oordeelt (§ 1859). Het is slechts bij uitzondering en dan nog ten behoeve van in belangrijke handels- of nijverheidszaken betrokken minderjarigen dat de instelling van bedoelden raad geschiedt. Naast de voogdijrechtbank bestaat er een weezenraad die de voogdijrechtbank inlicht over alles wat de onbekwamen aanbelangt (§§ 1849 en volg.).

In het Belgisch recht, daarentegen, komt de voogdij voor als een familieambt. Bij uitzondering slechts wordt op de rechtbank beroep gedaan.

In het Fransche ontwerp blijft de werking en de inrichting van de voogdij zooals zij thans in Elzas-Lotharingen bestaat voorloopig gehandhaafd, met de hoop dat de Fransche wetgever, door het aanvaarden van een stelsel dat het Duitsche recht nabijkomt, in een min of meer naaste toekomst in de nieuwe gebieden het verbeterde Fransche recht zal kunnen invoeren.

In dit ontwerp wordt de onmiddellijke gelijkstelling voorgestaan.

Volgens het plaatselijk recht wordt aan den minderjarige een voogd toegevoegd, wanneer hij niet onder het vaderlijk gezag staat of wanneer geen zijner beide ouders het recht heeft hem te vertegenwoordigen, noch wat zijnen persoon, noch wat zijne goederen betreft, of wanneer zijn familiestand niet kan uitgemaakt

worden (§ 1773). In België wordt de voogdij geopend bij de door den dood van een der echtgenooten overkomen ontbinding van het huwelijk (art. 390). Wat het natuurlijk kind betreft, wordt de vraag, wanneer de voogdij geopend wordt, fel betwist.

Volgens het plaatselijk recht, wordt de voogdij immer door de voogdijrechtbank opgedragen; wel wordt door de wet zekere keuze opgelegd, maar toch moet steeds de rechtbank tusschenbeide komen (§§ 1774 en volg.). De wettelijke voogdij zooals in België (B. W. artt. 390 en 402) bestaat eigenlijk niet.

Mits de toestemming van den voogd kan de voogdijrechtbank een medevoogd aanstellen (§ 1778).

Belangrijk is het onderscheid wat betreft de redenen tot uitsluiting (D. W., §§ 1780 tot 1783; Burg. W., 442; wet van 10 Augustus 1909) of tot verschooning (Duitsch W., §§ 1784, 1786; Burg. W., artt. 427 en volg.).

Op het oogenblik van de aanstelling van den voogd kan de voogdijrechtbank het recht bedingen hem van de voogdij te ontheffen voor het geval dat eene of andere gebeurtenis al of niet voorvalt (§ 1790).

In het plaatselijk recht is de toeziende voogdij eene uitzondering (§ 1792, terwijl er volgens het Belgisch recht, voor elke voogdij eene toeziende voogdij bestaat.

In het plaatselijk recht kan er samenloop zijn van voogdij en curateele (§ 1794).

De voogdijrechtbank kan den voogd ontheffen van de bevoegdheid den minderjarige in bepaalde zaken te vertegenwoordigen, wanneer de belangen van den minderjarige en deze van den voogd of zelfs bijwijken van een derden persoon tegenstrijdig zijn (§ 1796); in België, treedt in geval van tegenstrijdigheid van belangen de toeziende voogd op voor den minderjarige (art. 420).

Door het Duitse Wetboek worden verscheidene voogden aangenomen, die overeenkomstig §§ 1797 en 1798 hunne macht uitoefenen.

Behoort de voogd niet tot dezelfde geloofsbelijdenis, zoo kan de voogdijrechtbank hem de godsdienstige opvoeding van den minderjarige onttrekken (§§ 1800, 1801).

De bevoegdheid van den voogd in zake het beheer der goederen van den minderjarige, bevoegdheid die zeer verschilt van die van den Belgischen voogd, is zeer omstandig bepaald, met dien verstande dat de voorschriften of de gestelde verboden verzacht worden door de tusschenkomst van de voogdijrechtbank (§§ 1802 en volg.).

Evenals wat betreft het ouderlijk gezag, kan de schenker of de erfflater aan den voogd, in zake het beheer over de overgemaakte goederen, onderrichtingen geven waarvan hij zonder verlof van de voogdijrechtbank niet mag afwijken (§ 1803).

De voogd kan door eene zedelijke verplichting of door redenen van betamelijkheid ingegeven schenkingen doen (§ 1804). Vergelijk hooger blz..

Mits de toestemming van de voogdijrechtbank mag de voogd een nijverheids- of handelszaak drijven of een einde maken aan een bestaande bedrijf (§ 1823).

Door de voogdijrechtbank kan aan den voogd, en in bijzondere omstandigheden aan den toezienden voogd, eene behoorlijke vergoeding toegekend worden (§ 1836).

De voogd is volgens het plaatselijk recht niet principiëel gehouden zekerheid te

stellen, maar de voogdijrechtbank kan hem, om bijzondere redenen, daartoe verplichten (§ 1844). Zie in België de artikelen 49 en volgende van de wet van 16 December 1851.

Wanneer de als voogd aangestelde vader of de als voogdes aangestelde moeder een nieuw huwelijk willen aangaan, dienen zij hiervan de voogdijrechtbank te verwittigen, en, in geval er onverdeeldheid van goederen bestaat met den minderjarige, om de boedelscheiding verzoeken (§§ 1669, 1845). Bij de Belgische wet wordt alleen het huwelijk der als voogdes aangestelde moeder voorzien (art. 395 en 396; wet van 10 Augustus 1909); de verplichting om de boedelverdeeling te vragen bestaat niet.

Benevens de bij de wet ingestelde, bestaat er eene « vrije » door den vader of de moeder opgedragen voogdij met meer uitgebreide bevoegdheid dan deze van den gewonen voogd; nochtans kunnen de door den vader of de moeder getroffen beschikkingen door de voogdijrechtbank herroepen worden, in geval er gevaar bestaat voor het bezit van het kind (§§ 1852 en volgende).

Benevens het verdwijnen der redenen waarom de voogdij geopend werd, worden bij het Deutsche Wetboek zekere redenen tot ontzetting of onthefing voorzien, waarover het aan de voogdijrechtbank behoort te beslissen (§§ 1882 en volgende):

Zoodra de Belgische wet van kracht wordt, gelden principiëel voor de voogdij de beschikkingen dezer wet.

Toch dienen zekere beschikkingen getroffen, in verband met de vóór dat tijdperk geopende en ingerichte voogdijschappen.

Het is niet gebleken dat de zelfs ingerichte voogdij diende behouden, wanneer zij niet bij de Belgische wet voorzien was. De voogden, aangesteld in niet bij de Belgische wet voorziene gevallen, houden op hunne bediening waar te nemen en doen verantwoording over hun beheer, en de aldus aan de voogdij onttrokken goederen worden overeenkomstig de Belgische wet beheerd, terwijl voor het toezicht over den minderjarige eveneens deze wet geldt.

Gaat het om eene bij de Belgische wet voorziene voogdij, dan blijft bij het ontwerp de overeenkomstig de plaatselijke wet aangestelde voogd in zijn ambt gehandhaafd. Nochtans waren de stellers van het ontwerp van meening dat aan den familierraad het recht diende overgelaten om den voogd te vervangen en de voogdij volgens de regelen der Belgische wet in te richten. De raad beslist naar gelang de omstandigheden en naar wat voor de belangen van den minderjarige nuttig geacht wordt. Van deze macht kan de raad gebruik maken om de voogdij opnieuw aan den bloedverwant op te dragen, die krachtens de wet tot dat ambt zou geroepen geweest zijn.

De voogdij dient daarentegen ingericht in de bij de Belgische wet voorziene gevallen, die niet onder de plaatselijke wet vielen; in de meeste gevallen geldt het eene door den rechter opgedragen voogdij. Wordt de moeder tot voogdes aangesteld, dan wordt de haar krachtens § 1687 toegevoegde raadsman toeziende voogd.

Bij het ontwerp wordt in het bij § 1778 voorziene geval de medevoogd in zijne bediening gehandhaafd, alsmede de voogden aangesteld om gezamenlijk of afzon-

derlijk op te treden (§ 1797), terwijl de bevoegdheid om tusschen hen als scheidsrechter op te treden aan den vrederechter opgedragen wordt.

Geldt het een gehuwde vrouw, die de voogdij uitoefent, dan dient haar man haar als medevoogd toegevoegd, zooals het bij de wet van 10 Augustus 1909 wordt voorgeschreven; bij het ontwerp wordt de Belgische wet niet met dezelfde strengheid toegepast dan wanneer het eene voogdij geldt die van den aanvang af volgens de Belgische wet georganiseerd werd. De man kan deze medevoogdij weigeren en in dit geval, evenals wanneer hij het om andere reden wenschelijk acht, kan de familieraad een einde maken aan de voogdij van de vrouw en eenen nieuwen voogd aanstellen.

De door de voogdijrechtbank voorbehouden bevoegdheid om den voogd van de voogdij te ontheffen in het een of ander voorzien geval (§ 1790) wordt door den familieraad uitgeoefend.

Het hoeft geen betoog dat het behoud van de krachtens de plaatselijke wet aangestelde voogden in hunne bediening niet geschieden kan dan onder voorbehoud van de gevallen van uitsluiting of ontzetting voor dewelke het Belgisch recht geldt.

Bij het ontwerp worden ook de toeziende voogden in hunne bediening gehandhaafd; is er geen toeziende voogd, dan wordt er een door den familieraad aangesteld.

Voor het beheer der goederen, alsmede voor de zedelijke leiding en de opvoeding van den minderjarige geldt de Belgische wet, zonder dat er dient rekening gehouden met de beschikkingen die eventueel in dit opzicht door de voogdijrechtbank getroffen waren (§§ 1796, 1800 en 1801). Maar naar het voorbeeld van hetgeen voor het ouderlijk gezag geschiedde, wordt bij het ontwerp de voor het van kracht worden der Belgische wet tot uitwerking gekomen beschikkingen gehandhaafd welke in verband met de voogdij door den schenker of den erflater getroffen waren (§ 1803), behoudens het recht voor den in de plaats van de voogdijrechtbank gestelden familieraad om aan den voogd machtiging te verleen van bedoelde schikkingen af te wijken.

De uitwerking van de door de voogdijrechtbank aan den voogd gegeven toestemming om eene handels- of nijverheidszaak te drijven blijft gehandhaafd (§ 1823) evenals de beschikking van de voogdijrechtbank waarbij de vergoeding bepaald wordt (§ 1836).

Wanneer de rechtbank den voogd ertoe verplicht heeft zekerheid te stellen (§ 1846) beslist de familieraad of deze al dan niet toereikend is ofwel of de artikels 49 en volgende van de wet van 16 December 1851 dienen toegepast. Werd geene zekerheid gesteld dan dient principiëel deze zekerheid overeenkomstig de Belgische wet ingericht.

De familieraad kan nochtans volgens artikel 49, lid 2, van vermelde wet naar gelang de omstandigheden, beslissen dat er geene inschrijving op de goederen van den voogd genomen wordt. De familieraad kan natuurlijkerwijze van deze bevoegdheid gebruik maken ten opzichte van een krachtens de plaatselijke wet aangestelden voogd; onder meer kan hij van deze inschrijving ontslaan wanneer het eene bijna geëindigde voogdij geldt.

De voogd blijft in zijne bediening gehandhaafd, zelfs wanneer het eene

vrije of bij uiterste wilsbeschikking door den vader of de moeder opgedragen voogdij geldt (§ 1852 en volgende); maar deze voogdij wordt, evenals de gewone voogdij, volgens de Belgische wet ingericht en de voogd staat, wat zijn beheer betreft, onder de beschikkingen dezer wet.

De oorzaken van het eindigen der voogdij hangen van de Belgische wet af, die eveneens voor de door dit einde teweeggebrachte gevolgen geldt, wat betreft de rekening en verantwoording; waar het nochtans eene op het oogenblik van het van kracht worden der Belgische wet reeds geeindigde voogdij geldt, is het verkieslijk gebleken dat de rekening en verantwoording verder overeenkomstig §§ 1891 en 1892 van het Duitsch Wetboek aangelegd worden, met dien verstande dat de vrederechter in de plaats van de voogdijrechtbank treedt; op die wijze is er geene onderbreking in het afleggen van rekening en verantwoording (artt. 25 en volgende).

Curateele of voogdij over meerderjarigen. — In het Fransche ontwerp wordt de onder het Duitsche recht uitgesproken curateele slechts gehandhaafd ten opzichte van personen die overeenkomstig artikel 489 van het Burgerlijk Wetboek onder curateele konden gesteld worden. Behalve wegens krankzinnigheid wordt in het Duitsche Wetboek eveneens curateele voorzien voor geesteszwakken, verkwisters gewoonte-dronkaards (§ 6). Het Fransche recht acht in deze gevallen het toevoegen van een gerechtelijken raadsman voldoende. (artt. 499, 153). Wel bestaat in Fransche wet de onbekwaamheid wegens dronkenschap niet, maar feitelijk zijn de wegens dronkenschap onder curateele gestelden, degenen die wegens hun levenswandel tot geesteszwakheid en verkwistingen kwamen. In de gevallen daarin volgens artikel 489 de curateele niet kon uitgesproken worden, wordt deze bij het Fransche ontwerp veranderd in het toevoegen van een gerechtelijk raadsman en de voogd treedt op als raadsman.

Bij het onderhavig ontwerp wordt de curateele gehandhaafd in al de gevallen waarin zij uitgesproken is geworden; door het handhaven van de curateele, worden de belangen van den geesteszwakke of den verkwister met meer nadruk gevrijwaard (art. 33). Voor de voogdij over den onder curateele gestelde, zooals voor die over den minderjarige, geldt voortaan de Belgische wet. Bij het ontwerp worden de onder de plaatselijke wet aangestelde voogden en toezienende voogden gehandhaafd. Wanneer de voogdij aan den vader of aan de moeder is opgedragen, bestaat er geen toezienende voogd. (§ 1903 en 1904). Deze beschikkingen mogen niet meer nagelceeld worden. Met den provisioneelen bewindvoerder van het Belgisch recht (art 497), komt de voorloopige voogd van het plaatselijk recht overeen (§ 1906). Werd om curateele verzocht en een voorloopige voogd aangesteld, zoo blijft deze in bediening met de door de Belgische wet aan de provisioneelen bewindvoerder verleende bevoegdheid.

Aan de voogdij over minderjarigen en onder curateele gestelden, wordt er in het Duitsche Wetboek eene curateele toegevoegd, die in het Belgisch recht niet bekend is :

1^o Wanneer deze die het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent niet optreden kan, en bijzonder in geval het beheer over de goederen bij uiterste wilbeschikking of testamentaire bepaling aan den vader of den voogd onttrokken werd (§§ 1909, 1917).

2° Wanneer de voor de opening der voogdij vereischte voorwaarden bestaan, maar de voogd nog niet werd aangesteld (§ 1909).

3° Wanneer de niet onder voogdij gestelde meerderjarige wegens lichaamsgebreken, onder meer wegens doofheid, stomheid of blindheid, zijne zaken niet bezorgen kan (§ 1910);

4° Wanneer hij ten gevolge van geestes- of lichaamsgebreken zich met sommige zijner zaken niet kan bezig houden (*idem*);

5° Wanneer het een afwezigen meerderjarige geldt, wiens verblijfplaats onbekend is of zelfs wanneer deze wel bekend is maar bedoelde persoon niet kan terugkeeren en belet is het beheer zijner zaken waar te nemen (§ 1911);

6° Wanneer het gaat om het beheer van de zaken van eene ongeborene vrucht (§ 1912);

7° Wanneer het onzeker is of wanneer men volstrekt niet weet, wie de belanghebbende in eene zaak is (§ 1913);

8° Wanneer bij eene openbare geldinzameling voor een tijdelijk doel gelden werden bijeengebracht (§ 1914).

Bij analogie worden op de curateele de regelen van de voogdij toegepast, zonder dat er een toeziende voogd benoemd wordt (§ 1915).

In het onder nummer één voorzien geval, wordt de vader of de voogd wiens belangen tegenstrijdig zijn met de belangen van den minderjarige, vervangen door een daartoe bestemden bewindvoerder of, wanneer het een voogd geldt, door den toezienden voogd.

Geldt het goederen die bij uiterste wilsbeschikking verkregen of bij beschikking onder levenden geschonken werden en heeft de overledene of de schenker beschikt dat het beheer over de bedoelde goederen niet aan dengene behoort die het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent — beschikking waarvan de uitwerking gehandhaafd wordt wanneer zij onder de plaatselijke wet ten uitvoer werd gelegd, — dan dient een voogd of een bewindvoerder *ad hoc* benoemd.

In geval van afwezigheid in den gerechtelijken zin des woords, wordt bij artikel 112 van het Burgerlijk Wetboek toegelaten een bewindvoerder aan te stellen; in de Belgische wet wordt het geval van gewone niet-aanwezigheid niet voorzien.

De curateele van ongeboren vrucht bestaat in het Belgisch recht (art. 593).

In de andere gevallen van curateele bestaat er geene gelijkaardige instelling in het Belgisch recht.

Niets belet de aldus benoemde curatoren in hunne bediening te handhaven tot op eene andere wijze in de belangen voorzien is, waarover hun het toezicht werd opgedragen (art. 53).

HOOFDSTUK II.

DE GOEDEREN EN DE VERSCHILLENDE WIJZIGINGEN VAN DEN EIGENDOM.

Eigendomsrecht. — De inrichting van den onroerenden eigendom is een der meest belangrijke instellingen van het plaatselijk recht.

Deze instelling is gegrond op het « Grundbuch », grondboek of grondregister. Dit boek bevat den burgerlijken stand van den onroerenden eigendon.

Daarin moeten alle akten betreffende den eigendom worden vermeld : overdracht van den eigendom, hypotheccair verband, alle lasten die den eigendom kunnen bezwaren. Deze vermeldingen strekken tot bewijs, niet alleen ten aanzien van derden, maar zelfs tusschen partijen.

Aldus is de eigendom op zekere wijze vastgesteld en is de opzoeking ervan gemakkelijk : het volstaat het grondboek op de gewenschte bladzijde op te slaan om te weten wie eigenaar is en welke lasten den eigendom bezwaren.

Het fransche ontwerp behoudt dit boek in de mate waarin het, in de toekomst, in Frankrijk zou kunnen aangenomen worden.

In verband met de uitgestrektheid van het aan Frankrijk teruggegeven gebied, was deze kwestie voor dit land van een grooter belang dan voor België.

Het ontwerp stelt dan ook, in dezen, de nieuwe kantons gelijk met het overige deel van het land.

Voor het verleden blijven de gegevens van het Grondboek natuurlijk hunne uitwerking behouden. Het ontzag voor de verworven rechten moet in deze zaken op bijzondere wijze verzekerd zijn. Maar wat de overdracht in de toekomst betreft, hypotheccair verband, afstand van werkelijke rechten, daarvoor dient men, voor de in de vereenigde kantons gelegen onroerende goederen, zich te gedragen naar de wet van 16 December 1851 (artt. 1 en volgende).

Gronddienstbaarheden. — De beschikkingen van het Duitsche Wetboek betreffende de gronddienstbaarheden (§§ 1018 en volgende) verschillen niet veel van de Belgische wet.

De eenvormigheid, die gewenscht is in alles wat betrekking heeft op het stelsel van den onroerenden eigendom, kan dus zonder groot bezwaar worden verkregen. Zij zal geen inbreuk maken op de bijzondere overeenkomsten die niet in strijd zijn met de regelen van het Belgisch recht, namelijk op de persoonlijke verplichtingen die deze of gene eigenaar op zich neemt (art. 35).

Persoonlijke erfdienstbaarheden en inzonderheid het vruchtgebruik. — Het bij overeenkomst of testament ingesteld vruchtgebruik moet de door partijen gewenschte uitwerkingen blijven behouden. De uitwerkingen die het Duitsche Wetboek aan het vruchtgebruik hecht, bevatten trouwens niets dat essentieel tegen de Belgische wet indruischt. Paragraaf 1059 verklaart dat het vruchtgebruik niet vatbaar is voor afstand, maar voegt erbij dat de uitoefening van het vruchtgebruik aan een derde kan afgestaan worden. Die beschikking verschilt geenszins van de Belgische wet (art. 595), indien men de algemeen gevolgde stelling aanneemt, dat, niettegenstaande den afstand, de vruchtgebruiker aan al de verplichtingen betreffende het vruchtgebruik onderworpen blijft, omdat, indien men zijne rechten kan afstaan, men niet zijne verplichtingen kan afstaan.

De §§ 1030 en volgende handelen enkel over het bij overeenkomst of testament ingesteld vruchtgebruik. Het Duitsche Wetboek kent geen ander wettelijk vruchtgebruik dan dit van den vader en de moeder, waarvan de uitwerkingen door de §§ 1649 en volgende worden geregeld.

Dit vruchtgebruik is een eigenschap van de onderlijke macht, welke aan de Belgische wet onderworpen is. Het genot door den echtgenoot kan men geen vruchtgebruik noemen (§ 1363).

Indien het bij overeenkomst of testament vastgesteld vruchtgebruik door de plaatselijke wet moet beheerd blijven, is er echter een geval waarin deze regel voor de Belgische wet moet wijken.

Het aan een rechtspersoon toebehoorend vruchtgebruik is volgens het plaatselijk recht onbegrensd van duur en kan duren zoolang deze persoon bestaat (§ 1061). Volgens de Belgische wet duurt het vruchtgebruik dat niet aan particulieren is toegekend, slechts dertig jaar (art. 619). Deze beschikking moet op elk vruchtgebruik toepasselijk zijn (art. 36).

Het Duitsche wetboek laat toe als persoonlijke dienstbaarheid in te stellen elk recht dat het voorwerp van eene gronddienstbaarheid zou kunnen zijn (§§ 1090 en volgende). Dit was ook het geval in het oude Fransche recht.

Bij artikel 686 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek is het verboden dienstbaarheden ten behoeve van personen in te stellen. Deze bepaling is gegrond op een motief van openbare orde. Het ontwerp behoudt, bij wijze van overgangsmaatregel, de bij het van kracht worden der Belgische wet bestaande dienstbaarheden (art. 37).

Recht van verkoop. — Het Duitsche Wetboek handelt in de §§ 504 en volgende van een recht van voorkoop of uit overeenkomst geboren naasting welke slechts aanleiding geeft tot persoonlijke rechten. Het gaat hier om een zakelijk recht dat gelijk is aan de levenslange naasting van het oud Fransch recht. Een erf kan derwijze bezwaard zijn dat degene, te wiens behoefte de last bestaat, het recht van voorkoop hebbe tegenover den eigenaar (§ 1094).

Het verschil tusschen het persoonlijk recht van voorkoop en het zakelijk recht van voorkoop bestaat hoofdzakelijk in de volgende punten :

1° Het zakelijk recht kan bestaan voor verschillende gevallen of alle gevallen van verkoop (§ 1097). In dit geval is iedere eigenaar van het bezwaarde onroerend goed aan het recht van voorkoop onderworpen ;

2° Tegenover derden heeft het zakelijk recht van voorkoop de werking eener vooraanduiding tot zekerheidstelling van het door de uitoefening van het recht van voorkoop ontstane recht op de overdracht van den eigendom (§ 1098). De rechthebbende heeft, krachtens de §§ 883 tot 888, een rechtstreeksch recht tegen den derden aankoper, die er moet in toestemmen dat degene die het voordeel geniet, als eigenaar van het bezwaard onroerend goed ingeschreven worde, terwijl het persoonlijk recht beperkt blijft bij eene schuldvordering die slechts aanleiding kan geven tot schadevergoeding, indien de aankoper, niettegenstaande zijne door overeenkomst ontstane verplichting, aan een derde voortverkoopt.

Daar het zakelijk recht van voorkoop niet in het kader van de Belgische wetgeving kan behouden blijven, wordt het door het ontwerp omgezet in een recht van voorkoop ten persoonlijken titel (art. 38).

Zakelijke lasten. — Het Belgische recht kent ook de zakelijke lasten niet waarover wordt gehandeld in de §§ 1105 en volgende van het Duitsche Wetboek. Een

onroerend goed kan derwijze zijn bezwaard, dat periodieke prestaties dienen gedaan aan den persoon die het voordeel van den last geniet. Deze last kan ook gesteld worden ten behoeve van den eigenaar van een ander grondstuk als zoodanig (§ 1405). Het ontwerp heeft zich laten leiden door hetgeen de Fransche wetgever heeft gedaan ten aanzien van de grondrenten van het oude recht (art. 39).

HOOFDSTUK III.

VERSCHILLENDE WIJZEN VAN EIGENDOMVERWERVING.

EERSTE AFDEELING.

Erfopvolging.

Overgang der erfopvolging. — Volgens het plaatselijk recht zijn de erfopvolgingen verdeeld in drie klassen : 1° de erfopvolging *ab intestat*; 2° de erfopvolging bij testament; 3° de erfopvolging bij overeenkomst. Dit is ook zoo in het Belgisch recht, behalve dat de erfopvolging bij overeenkomst er slechts in zeer zeldzame gevallen is aangenomen.

Het stelsel van het plaatselijk recht gegrond op de banden van het bloed in plaats van op de vermoedelijke genegenheid, wordt genaamd stelsel van het maagschap.

Het Deutsche Wetboek roept in de eerste plaats de afstammelingen tot de erfenis.

Bij ontstentenis van afstammelingen roept het de naaste voorouders, den vader en de moeder, maar zij worden zelve door hunne afstammelingen vertegenwoordigd. Bij hunne ontstentenis of deze hunner afstammelingen, worden de twee afstammelingen van den tweeden graad geroepen, de grootvaders en grootmoeders; ieder hunner wordt, indien hij overleden is, door zijn eigen afstammelingen vertegenwoordigd.

Bij dit stelsel is de samentreffing van broeders en zusters met den vader en de moeder uitgesloten; maar er zal samentreffing zijn, indien de vader of de moeder overleden zijn.

Wanneer de erfenis naar de grootouders gaat, heeft, bij ontstentenis van afstammelingen van een hunner, de vermeerdering plaats van voorouder tot voorouder in dezelfde lijn, daarna van lijn tot lijn.

Indien er geene grootouders langs vaderszijde of moederszijde of afstammelingen van hen zijn, gaat de erfenis naar de overgrootouders; zij erven alleen en bij gelijke deelen, zonder onderscheid van lijn. Het is eene afwijking van het stelsel van het maagschap. Bij ontstentenis van overgrootouders, gaat de nalatenschap naar den afstammeling die het naast verwant is; de verwanten van gelijken graad erven bij gelijke deelen (hetgeen eene andere afwijking is, daar de afstammelingen van de overgrootouders hen niet meer vertegenwoordigen en in aanmerking komen als verwanten van den *de cuius* volgens hun graad).

Daarna komen de verdere overgrootouders en hunne afstammelingen (§§ 1924 en volgende).

Daarin verschillend van de Belgische wet van 20 November 1896, geeft het Deutsche Wetboek in elk geval aan den echtgenoot een recht van erfopvolging in eigendom (§ 1931).

Bij ontstentenis van verwanten of echtgenoot, komt de nalatenschap aan den Staat (§ 1936).

Het spreekt van zelf dat er geen recht bestaat op eene niet opengevallen nalatenschap. Het is eene eenvoudige verwachting die verdwijnt met de verandering van wetgeving. Wij spreken alleen over de erfopvolging *ab intestato*. Op de erfopvolging bij overeenkomst zal de regel voor de overeenkomsten toegepast worden. Het is waar dat het recht dat deze erfopvolging toekent, voorwaardelijk is, maar het voorwaardelijk recht is een verworven recht. Daarentegen blijft de nalatenschap die onder de oude wet opengevallen is, aan de regelen dezer wet onderworpen.

De bevoegdheid om eene erfenis in ontvangst te nemen wordt geregeld door de wet die van kracht is wanneer de nalatenschap openvalt; dit zal inzonderheid het geval zijn voor de voorwaarde van bestaan (Duitsch Wetboek, § 1923; Burgerlijk Wetboek art. 728).

De beginselen volstaan om deze oplossingen te doen aannemen.

Aanvaarding en verwerping der erfenissen. — Het Duitsche Wetboek kent aan alle erfgenamen de inbezitneming toe, onverminderd het recht van verwerping. (§ 1942).

Het sluit het onderscheid nit dat het Belgisch recht maakt tusschen de in bezit getreden erfgenamen en de onregelmatige erfopvolgers die zich in bezit moeten doen stellen. De verwerping moet geschieden binnen eenen termijn van zes weken of soms van zes maanden (§ 1944). In het Belgisch recht is deze termijn niet voorzien; de schuldeischers kunnen alleen den erfgenaam dwingen zicht verklaren. De verwerping geschiedt door eene verklaring op de erfenisrechtbank zelve (§ 1945). Het is den betrokkenen toegelaten kennis te nemen van de verwerping en de rechtbank moet bericht geven aan degenen aan wie de erfenis ten gevolge van deze verwerping te beurt is gevallen (§ 1943).

Het recht tot verwerping is overdraagbaar bij erfopvolging. Indien de erfgenaam overlijdt vóór het verstrijken van den termijn van verwerping, verloopt die termijn niet vooraleer de voor de erfopvolging van den erfgenaam voorgeschreven termijn van verwerping een einde heeft genomen. Indien laatstgenoemde verscheidene erfgenamen heeft, mag ieder hunner het deel van de nalatenschap verwerpen dat met zijn erfdeel overeenstemt. (§ 1952).

Het Duitsche Wetboek onderwerpt de rechtsvordering tot nietigverklaring van de aanvaarding of de verwerping aan eene korte verjaring. (§ 1954). De aanvraag moet gedaan worden bij middel van eene verklaring ter erfenisrechtbank, die er kennis moet van geven aan den persoon aan wie de erfenis, ten gevolge van de verwerping, te beurt valt (§§ 1955, 1957).

Vóór de aanvaarding, kan een aanspraak die tegen de nalatenschap gericht is, niet tegen den erfgenaam uitgeoefend worden (§ 1958).

De erfgenaam die, vóór de aanvaarding, de zaken der nalatenschap beheerd heeft, wordt als zaakvoerder behandeld; hij mag de handelingen tot beschikking doen, die niet zonder nadeel voor het patrimonium kunnen uitgesteld worden (§ 1959).

Tot de aanvaarding zorgt de rechtbank voor de bewaring van den boedel,

indien dit noodig is ; hetzelfde geldt wanneer de erfgenaam onbekend of de aanvaarding onzeker is. Hij kan de verzegeling, de consignatie en het opmaken van een inventaris gelasten en hij kan een curator aanstellen, bijzonder wanneer een derde eenige aanspraak op de erfenis te laten gelden heeft (§§ 1960 en 1961). De erfenisrechtbank vervult in dezen de rol van de voogdijrechtbank (§ 1962).

De moeder van een nog niet geboren erfgenaam mag tot aan de bevalling een pensioen aanvragen (§ 1963).

Het is de erfenisrechtbank die den termijn vaststelt waarna, indien zich geen andere erfgenaam aanmeldt, de erfenis aan den Staat ten goede komt. De vaststelling van dezen overgang is voorafgegaan van eene aanmaning tot bekendmaking van de erfenisrechten der erfgenamen en er is verval drie maanden na den termijn van voorlegging of na de rechterlijke aanmaning van het erfrecht te doen blijken (§§ 1964, 1965).

De regel van het plaatselijk recht volgens denwelke alle erfgenamen van rechtswege in het bezit treden, spruit voort uit de hoedanigheid zelve van erfgenaam.

Deze bezitneming moet voor alle reeds opgevallen nalatenschappen blijven bestaan. Het spreekt ook vanzelf dat de op geldige wijze gedane verwerping, of het verstrijken van den termijn van zes weken of zes maanden (§ 1944) hunne uitwerking zullen blijven hebben. Gansch het stelsel van het plaatselijk recht dient behouden voor de nalatenschappen die reeds opgevallen zijn op het oogenblik dat de Belgische wet van kracht wordt. De vrederechter zal de functie van de erfenisrechtbank waarnemen (art. 40).

Naar het voorbeeld van het Fransche ontwerp diende ook het geval voorzien waarin een der erfgenamen, die tot eene erfenis geroepen wordt, opgevallen vóór het van kracht worden der Belgische wet, zelf zou overlijden vóór de vereffening dezer nalatenschap.

In dit geval hadden moeilijkheden kunnen ontstaan voor de toepassing van § 1952. Door toepassing van die beschikking op de twee nalatenschappen, vermijdt het ontwerp die moeilijkheden. (Art. 41.)

Verplichting van den erfgenaam tot betaling van het passief. — Volgens het plaatselijk recht is de erfgenaam slechts gehouden ten aanzien van de goederen der nalatenschap en tot beloop dezer goederen, terwijl volgens het Belgisch recht de erfgenaam gehouden is *ultra vires*, behoudens het voorrecht van boedelbeschrijving.

Deze opvatting heeft, wanneer het actief ontoereikend is, eene vereffening door een curator of een faillissementsverklaring voor gevolg ; het is den erfgenaam echter vergund zelf de verdeeling te doen, wanneer de schuldeischers niet de gerechtelijke vereffening eischen (§§ 1967 en volgende).

Dit stelsel, dat in de praktijk ontegenzeggelijk zijn nut heeft, moet blijven bestaan. Er doen zich geene moeilijkheden voor om dit stelsel in zijn geheel te behouden, maar bezwaren rijzen op in zake faillissement, daar dit in het Belgisch recht slechts ten aanzien van kooplieden bestaat en onder andere voorwaarden dan die welke in het Duitsche Wetboek zijn voorzien. Het ontwerp neemt de volgende oplossing aan : geldt het eene bij het van kracht worden der Belgische

wet opgevallen nalatenschap, dan zal de onder het plaatselijk recht benoemde curator in functie blijven met de bevoegdheden die hem werden toegekend en het beheer en de vereffening waarnemen, uitsluitend volgens de regelen van de plaatselijke wet. Er dient geen onderscheid gemaakt of het om de nalatenschap gaat van een koopman of van iemand die geen koopman is. Wanneer het failliet nog niet verklaard is, wordt het door dien toestand niet uitgesloten; het kan verklaard worden ten verzoeken van de daartoe volgens het plaatselijk recht bevoegde personen, terwijl de vrederechter de rechtbank van koophandel vervangt wanneer het de nalatenschap geldt van een persoon die geen koopman is (art. 42).

Deze oplossing werd ingegeven door den wensch het plaatselijk recht onverminkt te behouden voor de onder het regiem van dit recht opgevallen nalatenschappen en door de overweging dat, in rechte, de gerechtelijke vereffening en het faillissement onmisbare aanvullingen zijn van het beginsel waarbij de verplichting van den erfgenaam *intra vires successionis* wordt beperkt.

De erfgenaam is gehouden een inventaris op te maken op straf van onbeperkte verantwoordelijkheid; op verzoek van een schuldeischer, mag de erfrechtbank voor den erfgenaam een termijn vaststellen (§§ 1994, 2000). Daar de belgische wet insgelijks het opmaken van een inventaris voorziet als voorwaarde van de aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving (art. 795), dient hier ook het geval geregeld waarin een erfgenaam die tot een erfenis van plaatselijk recht is geroepen, zou overlijden vooraleer de nalatenschap vereffend is (art. 41). Indien de erfgenaam niet zelf den inventaris opmaakt (§ 2003), mag de inventaris voortaan slechts door een notaris opgemaakt worden (art. 43).

Het Duitsche wetboek voorziet verdragende exceptiën gelijk aan deze in artikel 797 (§§ 2014 tot 2017) (art. 40).

Erfenisvordering. — Zij wordt zeer omstandig geregeld door de §§ 2018 tot 2031.

Deze bepalingen blijven behouden (art. 40).

Veelheid van erfgenamen. — In plaats van de verdeeling der goederen bij abstracte deelen en der schulden, voorziet het Duitsche Wetboek een stelsel dat ontleend is aan het beginsel der germaansche gemeenschap en waaraan men de benaming « Gesamte Hand » heeft gegeven. Vóór de vereffening hebben de erfgenamen in de verschillende voorwerpen der nalatenschap geen onafhankelijk aandeel waarover zij kunnen beschikken (§§ 2032 en volgende).

Het geldt het individueel recht der erfgenamen te beschikken over de goederen: een erfgenaam mag over zijn deel in gansch de nalatenschap beschikken (§ 2033, eerste lid), behoudens het recht van naasting van zijne mede-erfgenamen (§ 2037). Het contract waarbij een erfgenaam over zijn aandeel beschikt moet bij gerechtelijke of notariële akte gesloten worden (§ 2033).

Het beheer van den boedel behoort eveneens aan de gemeenschappelijke erfgenamen (§§ 2038, 2039).

Het recht om het einde van de onverdeeldheid aan te vragen kan volgens het

plaatselijk recht voor een bepaalden tijd of voor goed geschorst of uitgesloten worden §§ 749, lid 2 en 3; 750 tot 758, 2042). De regel van het Belgisch recht waarbij het recht om de verdeeling aan te vragen slechts voor ten hoogste vijf jaar kan geschorst worden (art. 815), is van openbare orde. Het ontwerp heeft hier niet de plaatselijke wet kunnen behouden voor wat vroeger opengevallen nalatenschappen betreft. Het bepaalt op vijf jaar, te rekenen van den dag waarop de Belgische wet in werking treedt, de uitwerking der akten en overeenkomsten waarbij de verdeeling wordt verboden (art. 2044). Deze beperking geldt eveneens voor de uitwerking der testamentsbeschikkingen (§ 2044). Artikel 815 van het Burgerlijk Wetboek spreekt slechts van overeenkomsten; de vraag of de verdeeling bij testament kan verboden worden wordt in het Belgisch recht betwist.

Evenals de Belgische wet (art. 848) huldigt de plaatselijke wet het beginsel van den inbreng, maar zij kent alleen den inbreng bij mindere aanbedeeling (§ 2055).

Het is de wet welke van kracht is wanneer de nalatenschap openvalt, die bepaalt welke de giften zijn die aan den inbreng onderworpen zijn. De inbreng is verschuldigd door den erfgenaam aan zijn mede-erfgenaam. Nochtans is er in de verplichting van den inbreng iets conventionneels. De wil van den begiftiger kan van die verplichting ontslaan. Nu, de wet vervangt den wil. Wanneer de wet, die van kracht is wanneer de gift gedaan wordt, van den inbreng vrijstelt, moet men veronderstellen dat de begiftiger die vrijstelling heeft gewild, zelfs indien hij dit niet heeft verklaard. Deze giften blijven dus van den inbreng vrijgesteld. (Laurent, t. I, n^o 243).

Het fransche ontwerp bekommert zich voornamelijk over de uitwerkingen van den inbreng ten aanzien van derden. Giften die, volgens de plaatselijke wet, van den inbreng zouden vrijgesteld geweest zijn, die in elk geval niet aan den inbreng in natura zouden onderworpen geweest zijn, zullen wellicht bij terugwerkende kracht vervallen ten gevolge van de toepassing der Fransche wet. Men heeft gemeend dat, voor de betrekkingen tusschen erfgenamen, legatarissen en begiftigers, de toepassing van de bepalingen der Fransche wet zich opdringt: zij zijn essentieel van openbare orde en moeten van kracht zijn voor elke nalatenschap die voortaan openvalt; zoolang degene die de gift doet niet overleden is, bestaat geen verworven recht. Maar dit is niet het geval voor de derden die met den begiftiger eene overeenkomst hebben gesloten: deze zouden wanneer de gift uit onroerende goederen bestond, hun recht op terugwerkende wijze vernietigd zien. De toepassing van artikel 865 mocht niet de derden benadeelen. Het ontwerp neemt dien regel aan (art. 45).

Tusschen de erfgenamen bestaat voor de betalingen der schulden, eene soort solidariteit; tot aan de verdeeling mogen de schuldeischers slechts hunne betaling eischen van al de schuldeischers en op de goederen van den boedel en, zelfs na de verdeeling, kunnen de erfgenamen aan de gevolgen der solidariteit ontkomen, door het uitlokken van het faillissement, indien zij zich nog in de gewenschte voorwaarden bevinden (§§ 2058 en volgende). Deze solidariteit is dus slechts een middel om de erfgenamen te dwingen hunne

schulden te betalen vóór de verdeling, op de goederen van den boedel. In zijn geheel prejudicieert dit stelsel niet ten aanzien van het beginsel der beperking van de verplichting van den erfgenaam tot de goederen die den actieven boedel samenstellen.

Ten einde aan de erfgenamen de betaling der schulden te vergemakkelijken, voorziet § 2061 eenen openbaren oproep aan de schuldeischers. Die bepalingen blijven behouden (art. 40).

Onwaardigheid om te erven. — De onwaardigheid om te erven (Duitsch Wetboek, §§ 2339 en volgende; Burgerlijk Wetboek, artt. 727 en volgende) wordt beheerscht door de wet die van kracht is op het oogenblik dat de nalatenschap openvalt; het ontwerp omvat in dien regel den termijn binnen welken de vordering dient ingesteld (§ 2340) (art. 40).

Afstand van eene erfenis of verwerping derzelve bij overeenkomst. — De plaatselijke wet voorziet eene verwerping bij overeenkomst van de erfenis of van het voorbehouden gedeelte (§§ 2346 en volgende). Men kan ook afstand doen van eene erfstelling, een legaat, eene bij erfenisverdrag geschonken gift (§ 2352). De Belgische wet kent niet den afstand van eene erfenis of de verwerping derzelve bij overeenkomst. Zij verbiedt daarentegen het verdrag over eene toekomstige erfenis en deze regel is van openbare orde. De eerbied voor de verworven rechten gebiedt echter het behoud der verdragen welke op geldige wijze onder de plaatselijke wet tot stand kwamen (art. 46).

Bewijsschrift van erfgenaam. — Met het Belgisch stelsel is het in de praktijk niet steeds gemakkelijk uit te maken wie erfgenaam is. Het Duitsche Wetboek heeft het door de erfrechtbank te verstrekken bewijsschrift van erfgenaam (§ 2353) bedacht, waarvan het gebruik wordt uitgebreid tot elke overdracht uit oorzaak van overlijden (testament, verdrag over erfenis). Uit dit bewijs blijkt het vermoeden dat de vermelde erfgenaam de aangeduide erfrechten bezit en te zijnen aanzien geen andere voorbehoudingen bestaan dan die welke aangegeven worden (§§ 2365 en volgende).

Dit is een der meest nuttige instellingen van het plaatselijk recht. Het bewijsschrift van erfgenaam wordt in België vervangen door het hoofd van den inventaris dat door de verschillende openbare besturen als bewijs van den titel van erfgenaam wordt aangenomen. Dit hoofd van den inventaris, dat uitsluitend het werk is van de blijkbare en tegenwoordige erfgenamen, is nochtans van elke juridische waarde onthloot; alleen de verantwoordelijkheid van den notaris die het opmaakt, geeft eenig krediet aan de verklaringen die het bevat. Voor zekere wettelijke opvolgers en in testamentszaken, staat de inbezitstelling, in zekere mate, gelijk met het bewijsschrift van erfgenaam.

In zekere gevallen, neemt de rechtbank, voor grootere zekerheid, haar toevlucht tot de procedure der oproeping (§§ 2358, 2361). Dit bewijsschrift kan herroepen worden indien men bemerkt dat het onjuist is (§ 2361).

Er bestaat insgelijks een getuigschrift van testamentuitvoerder waarop de

bepalingen betreffende het getuigschrift van erfgenaam toepasselijk zijn (§ 2368).

Het getuigschrift van erfgenaam of testamentuitvoerder blijft behouden voor de erfenissen die door het plaatselijk recht worden beheerscht (art. 40).

Afstand van geërfde rechten. — In het Belgisch Wetboek wordt de afstand van geërfde rechten geplaatst onder den titel betreffende den verkoop (artt. 1696 en volgende). In het Duitsche Wetboek wordt dit behandeld in den titel over de erfenissen. Het contract moet gerechtelijk of notariëel worden geconstateerd (§ 2371). De uitwerkingen van dit contract worden zeer omstandig geregeld (§§ 2372 en volgende). Van den afstand moet aan de erfenisrechtbank kennis gegeven worden. (§ 2384). Dit contract kan kosteloos gesloten worden, in welk geval zijne uitwerkingen worden gewijzigd, bijzonder ten aanzien van den waarborg (§ 2385).

Volgens de algemeene beginselen, zouden de uitwerkingen van het contract van afstand moeten beheerscht worden door de wet onder wier regiem het contract gesloten werd; nochtans, daar de bepalingen waarbij het Duitsche Wetboek de uitwerking van den afstand regelt, in verband staan met de beginselen betreffende den overgang en de regeling der erfenissen, behoudt het ontwerp de §§ 237, en volgende van het Duitsche Wetboek, wanneer de afstand eene erfenis geldt die vóór het in werking treden der Belgische wet is opgevallen (art. 47).

II^e AFDEELING.

De schenkingen onder de levenden en de testamenten.

Van de schenking onder de levenden. — Het Duitsch Wetboek behelst, in zake schenking, eene bepaling waarop de aandacht dient gevestigd. Opdat er schenking zij, wordt bij het Belgisch Wetboek vereischt dat zij in uitdrukkelijke bewoordingen aangenomen worde (art. 1325). De schenking is, naar het plaatselijk recht, niet gebonden aan die overdreven vormelijkheid. Zelfs mag de schenking stilzwijgend aangenomen worden; indien de schenker den begiftigde een bepaalden termijn heeft gegeven om te beslissen omtrent de aanvaarding, dan wordt de schenking voor aangenomen gehouden door het Duitsch Wetboek indien zij binnen dien termijn niet geweigerd wordt (§ 516).

De belofte van schenking kan gesteld worden in den gerechtelijken of in den notariëelen vorm. Zij is dus, zooals in het Belgisch recht, een plechtige overeenkomst maar, — en hierin ligt het verschil met de Belgische wet (artt., 1339, 1340) door de tenuitvoerlegging worden de gebreken van de akte verholpen (§ 518).

De schenker heeft het recht te weigeren de schenking ten uitvoer te leggen wanneer hij, met het oog op zijne andere verplichtingen, niet in staat is zijne belofte na te komen zonder gevaar voor zijn eigen onderhoud volgens zijn stand of voor de betaling van de hem bij de wet opgelegde uitkeering tot onderhoud. Bij deze bepaling wordt in zake trapsgewijze bij gedeelten te vereffenen schenkingen, het gevaar van een ondoordachte handeling getemperd.

Wanneer de schenker eene uitkeering tot levensonderhoud beloofd heeft, dan houdt die belofte op te bestaan bij het overlijden van den schenker, ten ware uit de

overeenkomst het tegendeel zou blijken (§ 520). Het Duitsch Wetboek wijkt hier af van den regel dat wij over het algemeen voor ons en onze erfgenamen beschikken en beloven, maar § 520 steunt enkel op vermoedens van wilsbeschikking.

De schenker heeft slechts zijn bedrog of zijne zware nalatigheid te verantwoorden (§ 521), en is niet gehouden tot uitkeering van de intresten wegens nitgestelde betaling (§ 522).

De §§ 523 en 524 handelen over de vrijwaring van het gebrek in den vorm of in de zaak; de §§ 525, 526 en 527, over de schenkingen met lasten; bij §§ 528 en volgende zijn voorzien de oorzaken van herroeping.

De behoeftige schenker geniet, luidens § 528, het recht om de schenking te herroepen indien de begiftigde de waarde ervan nog bezit tot het beloop van het *de in rem verso*; hij mag de schenking herroepen zelfs ten behoeve van hem aan wien hij zelfs levensonderhoud schuldig is.

De vorm en de uitwerking van de schenking wordt geregeld naar de bij het aangaan van de overeenkomst geldende wet; als onder de vroegere wet vallende uitwerking van de overeenkomst, dienen beschouwd de oorzaken van opzegging of de herroeping waardoor de uitwerking beïnvloed wordt. Voor de onder de plaatselijke wet gedane schenkingen blijven dus de §§ 527, 528, 530 en volgende gelden. Daarentegen, en wel om dezelfde reden, dient artikel 960 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek betreffende de herroeping om reden van geboorte van een kind niet toegepast op deze schenkingen, evenmin als artikel 1096 houdende dat de schenkingen tusschen echtgenooten altijd herroepbaar zijn, ofschoon zij schenkingen onder de levenden genoemd worden. Daar de redenen, waarop het bestaan van deze bepalingen gegrond is, twijfel zouden kunnen doen ontstaan, werden zij van het ontwerp uitdrukkelijk uitgesloten. Het leek evenwel gepast artikel 299 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek betreffende het verlies van de voordeelen, ingeval van echtscheiding, toe te passen, daar deze regel betrekking heeft op het recht van personen en niet op dat van gerechtelijke akten (art. 48 en 49).

De testamenten. Algemeene bepalingen. — De Belgische wet laat de verklaring van de testamenten gansch over aan het oordeel van de rechtbanken. Evenwel zijn de dubbelzinnige of twijfelachtige bedingen die in de testamenten voorkomen meestal dezelfde. Het Duitsche wetboek heeft ze tot eene reeks samengebracht en er den wettelijken zin van bepaald (§§ 2066 tot 2167, zie ook 2084, 2085 en 2086). Deze bedingen komen in het algemeen overeen met de in België geldende leer. Soms wijken zij er evenwel van af. Zoo bij voorbeeld wanneer de erflater bij uitersten wil beschikt heeft ten voordeele van een zijner afstammelingen en deze ontbreekt na het opmaken van het testament, dan onderstelt het plaatselijk recht dat de afstammelingen van dezen persoon begrepen zijn in die beschikking indien zij hun vader zouden vertegenwoordigd hebben in de erfopvolging bij versterf (§ 2069). Door de Belgische rechtbanken zou waarschijnlijk dat beginsel toegepast worden, krachtens hetwelk het legaat slechts dan kan overgedragen worden indien de begiftigde den erflater overleeft. Wanneer de erflater den begiftigde aangeduid heeft op zulke wijze dat de aanduiding op verscheidene personen van toepassing is, en er niet kan uitgewezen worden wie

door den erflater bedoeld werd, dan worden die personen beschouwd als bedoeld voor gelijke deelen (§ 2073). Volgens het Belgisch recht zou het testament nietig zijn om reden van de onzekerheid omtrent den persoon van den begiftigde.

Onder de gronden van tenietdoening in het plaatselijk recht uitdrukkelijk bepaald, vindt men benevens de dwaling of het geweld (§§ 2078, 2079), die ook in het Belgisch recht gronden van tenietdoening zijn, het opkomen van een erfgenaam met recht op het voorbehouden aandeel of de onwetendheid omtrent zijn bestaan (§ 2080). Volgens het Belgisch recht zou de erfgenaam slechts recht hebben op zijn voorbehouden aandeel. Deze gevallen van nietigheid zijn betrekkelijk en tot de vordering zijn slechts de bij § 2080 aangeduide personen toegelaten. In sommige gevallen wordt de eisch tot tenietdoening van eene uiterste wilsbeschikking ingesteld door middel van eene verklaring bij de erfenisrechtbank (§ 2081). De termijn tijdens welken de eisch tot tenietdoening kan worden ingesteld is over het algemeen een jaar (§§ 2082, 2083). Deze bijzondere termijn bestaat niet in het Belgisch recht.

De bij §§ 2066 tot 2077, 2084 tot 2086 gehuldigde regelen tot uitlegging moeten van toepassing blijven voor de onder de Deutsche wet gemaakte testamenten, ook indien het testament slechts geopend is geworden na het van kracht worden der Belgische wet.

In het ontwerp blijven eveneens behouden de bij § 2078 en volgende voorziene gronden van tenietdoening; de vordering tot tenietdoening moet evenwel ingesteld worden overeenkomstig de Belgische wet, uitgenomen wat betreft den voor het instellen van de vordering bepaalden termijn die zal zijn zooals bepaald bij §§ 2082 en 2083 (art. 50).

Het maken en het herroepen van het testament. — De bekwaamheid om bij uitersten wil te beschikken is bepaald bij de algemeene bepalingen betreffende de bekwaamheid om verbintenissen aan te gaan (§§ 104 en volgende). Hij die onbekwaam is of zich bevindt in een staat van onbewustheid of in een staat van, zelfs voorbijgaande, storing van zijne geestesvermogens, kan niet bij uitersten wil beschikken (§§ 104, 105). Hij die wegens geestesziekte onder curateele is geplaatst (§ 104, n° 3), kan niet bij uitersten wil beschikken, ook al had hij poozen van helderheid van geest; bij de wet is het zelfs aan hen die onder curateele is geplaatst om reden van geesteszwakte, zucht tot verkwisting of drankzucht, verboden bij uitersten wil te beschikken (§ 2229); wel is het hem vergund zijn uiterste wilsbeschikking te herroepen (§ 2253). De minderjarige kan niet dan na zijn volle zestien jaar bij uitersten wil beschikken (§ 2229).

Volgens de Belgische wet kan de zestien jaar geworden minderjarige slechts beschikken over de helft van de goederen waarover hij zou kunnen beschikken indien hij meerderjarig ware (art. 904). De geesteszwakken en de verkwisters kunnen bij uitersten wil beschikken; zij zijn niet onder curateele maar wel onder voogdij geplaatst en hunne onbekwaamheid is tot zekere handelingen beperkt. De dronkaards behouden, in beginsel, hunne bekwaamheid (*supra*).

Het testament kan gemaakt worden vóór een rechter of vóór den notaris of bij

eene met de hand van den erflater geschreven en onderteekende verklaring met vermelding van plaats en datum (§§ 2331 en volgende). Bij § 2247 is de onderhandsche vorm uitgesloten voor de minderjarigen en voor hen die niet kunnen lezen. Bij § 2248 wordt bedongen dat het testament in ambtelijke bewaring moet worden gegeven. Het Belgisch recht kent niet het door den rechter ontvangen testament; doch de andere vormen van testament komen voor in beide wetgevingen (testament bij notarieele akte of testament bij openbare akte, besloten testament en eigenhandig testament). Voor de dringende gevallen, besmettelijke ziekten of andere buitengewone gevallen, of voor zeereis, zie §§ 2249 tot 2252 (Belg. Burg. Wetb., artt. 981 en volgende).

De herroeping geschiedt bij testament (§ 2254), vernietiging van den titel of doorhaling (§ 2255), door het terugtrekken van het testament bij openbare akte of van het ambtelijk in bewaring ontvangen testament (§ 2256) of door het maken van een nieuw testament dat in strijd is met het vorige (§ 2258).

De herroeping kan ingetrokken worden (§§ 2257, 2258).

Na de dood van den erflater wordt het testament afgeleverd ter erfenisrechtbank (§ 2259). Het wordt geopend hetzij door de erfenisrechtbank, hetzij door een andere rechtbank dan de erfenisrechtbank; in dit geval wordt het overgemaakt aan de erfenisrechtbank. Door de erfenisrechtbank wordt het ter kennis gebracht van de belanghebbenden (§ 2262) en ieder persoon die er eenig schijnbaar belang bij heeft kan er inzage van nemen of er een afschrift van vragen (§ 2264).

De bekwaamheid om bij uitersten wil te beschikken moet bestaan op het oogenblik waarop het testament gemaakt wordt en op het oogenblik waarop het in werking treedt, dit is bij het openvallen van de nalatenschap. Ook moet de begiftigde op dat oogenblik bekwaam zijn om voordeel te genieten van de uiterste wilsbeschikking (§§ 2101, 2106, 2162). Deze bepalingen, die verschillen met die der Belgische wet, zijn elders in het ontwerp behouden voor de onder de plaatselijke wet gemaakte uiterste willlen (artt. 54, 55). Voor de herroeping die aanstonds van kracht wordt, geldt uitsluitend de wet onder dewelke de herroeping gedaan werd; de verandering van wetgeving moet geen testament dat op geldige wijze herroepen was, doen herleven.

Wat den vorm betreft, hetzij van den uitersten wil, hetzij van de herroeping, geldt voor deze de wet welke van kracht is ten tijde van de akte.

De beginselen volstaan om de oplossing te geven voor deze gevallen.

De tekst van het ontwerp is beperkt tot de formaliteiten betreffende het openen of het uitvoeren van het testament (§§ 2259 tot 2264); het ontwerp behoudt die formaliteiten voor testamenten betreffende erfenissen voor dewelke de Deutsche wet geldt (art. 51).

Het gemeenschappelijk testament. — Bij het Duitsch wetboek is het gemeenschappelijk testament tusschen echtgenooten toegelaten (§ 2265 en volgende). Bij de Belgische wet is het voor alle gevallen verboden (art. 968). Het gemeenschappelijk testament kan, zoolang beide echtgenooten nog in leven zijn, door een der echtgenooten slechts herroepen worden indien de eene het den andere kenbaar maakt. Na het overlijden van een der echtgenooten wordt het testament in beginsel onherroepelijk (§§ 2271, 2272).

Het beginsel krachtens hetwelk de bij het opmaken van het testament geldende wet den vorm van het testament regelt, zal de rechtbanken ertoe verplichten de geldigheid van het gemeenschappelijk of gezamenlijk testament te erkennen, ofschoon deze uiterste wil verboden is bij de Belgische wet ; terzelfder tijd dienen de bepalingen van de plaatselijke wet die het gevolg zijn van dezen bijzonderen vorm van uiterste wilsbeschikking behouden (art. 52).

Erfstelling.— De testamentaire erfgenaam is degene aan wien de nalatenschap of een gedeelte van de nalatenschap toegekend wordt (§§ 2087, 2088). Bij de Belgische wet wordt soortgelijke erfstelling aangezien als algemeene erflating of als erflating onder een algemeenen titel. De §§ 2089 en volgende, die betrekking hebben op de gevallen van veelheid, van bij gedeelten gestelde erfgenamen, zijn tot verklaring dienende regelen die niet dikwijls van toepassing zijn. Met deze bepalingen zijn verwant de bij §§ 2094 en 2095 gegeven regelen betreffende den aanwas.

De gewone substitutie wordt naar het plaatselijk recht aangenomen, ingeval er ontstentenis zou zijn van den erfgenaam voor of na den overgang van het erfrecht (§ 2096) ; zij geldt ingeval van niet overleving of van verwerping.

De uiterste wilsbeschikking met beding van eene erfstelling die onder de plaatselijke wet gemaakt werd, heeft, met behoud van haar bij de plaatselijke wet opgelegde modaliteiten, de uitwerking van een algemeen legaat of van een legaat onder een algemeenen titel (art. 53).

Erfstellingen over de hand. — Het gaat hier over wat door de leer erfstellingen over de hand of fidei-commissaire substitutiën wordt genoemd. Het Duitsch Wetboek onderstelt de erfstelling over de hand wanneer een nog niet verwekt persoon of een juridisch persoon, die nog niet tot het wettelijk bestaan gekomen is op het oogenblik van den overgang van het erfrecht, erfgenaam gesteld is (§§ 2101, 2106).

Deze onderstelling is niets anders dan een uitvlucht om te ontsnappen aan den regel krachtens welken men, om het voordeel te kunnen genieten van eene uiterste wilsbeschikking, moet bestaan op den oogenblik van het overlijden van den erflater. Ingeval van twijfel omsluit de erfstelling over de hand ook de gewone substitutie, en, ingeval van twijfel of het om eene gewone substitutie of eene erfstelling over de hand gaat, wordt zij ondersteld eene gewone substitutie te zijn (§ 2102).

Bij de Duitse wet wordt het geval waarin de overhandiging moet geschieden wanneer een termijn verstreken is of een feit zich heeft voorgedaan (§ 2103) gelijkgesteld met het geval waarin de overhandiging geschiedt bij het overlijden, iets dat in het Belgisch recht een essentiële eigenschap is van de erfstelling over de hand ; hetzelfde geldt wanneer de gestelde erfgenaam slechts geroepen is tot wanneer een termijn begint of een feit zich voordoet, of vanaf dien termijn, of vanaf dat feit (§§ 2104, 2106). In dit laatste geval, alsmede wanneer hij die erfgenaam gesteld is een nog niet bestaand persoon is, dan heeft er eene stilzwijgende erfstelling over de hand plaats. Het zijn de erfgenamen bij versterf die den rol van bezwaarde zullen vervullen.

Wanneer de bezwaarde een afstammeling is die zelf geen afstammeling had wanneer het testament werd gemaakt of indien de erflater op dat oogenblik niet wist dat de bezwaarde persoon een afstammeling had, dan wordt ondersteld dat de erfstelling over de hand slechts gemaakt werd voor het geval waarin de bezwaarde persoon zou overlijden zonder afstammeling (§ 2107). Deze vraag kan niet opkomen in het Belgisch recht, daar de erfstelling over de hand niet toegelaten is tenzij ten voordeele van de kinderen van den bezwaarde die geboren zijn of nog moeten geboren worden (enkel in den eersten graad) (art. 1048).

Daarenboven geven de §§ 2101 tot 2107 niets anders dan regelen tot uitlegging van de wilbeschikking.

Het verschil met het Belgisch recht ligt hierin dat, wanneer de begiftigde bij erfstelling over de hand sterft vóór het openvallen van de erfstelling over de hand, zijne rechten in beginsel overgaan op zijne erfgenamen (§ 2108); de begiftigde bij erfstelling over de hand moet het vervullen van de voorwaarde onder dewelke hij geroepen werd, overleven (§ 2109).

Ten gevolge van eene beschikking der plaatselijke wet die de aandacht verdient, wordt de erfstelling over de hand, uitgenomen in sommige uitzonderlijke gevallen, van onwaarde indien het recht van den geroepen erfgenaam niet is ingetreden binnen dertig jaar (§ 2109); deze beschikking werd denkelijk ingegeven door het verlangen om de goederen niet te lang te onttrekken aan den omloop.

De aanwas valt onder de erfstelling over de hand; het recht van den begiftigde bij erfstelling over de hand breidt zich echter niet uit tot de gevallen van twijfel omtrent de vooruitvermaking ten voordeele van den begiftigde bij erfstelling over de hand. (§ 2110). Bij het Belgisch wetboek is het geval van aanwas niet voorzien. Wat betreft de vooruitvermaking kan de beschikking van het plaatselijk recht uitgelegd worden door het tusschen de vermaking en de erfstelling gemaakt onderscheid.

Om de rechten van den begiftigde bij erfstelling over de hand te bepalen, past het Duitsch Wetboek het beginsel toe van de zakelijke indeplaatsstelling en van de inlijving (§ 2111).

In het Duitsch Wetboek worden tot in de bijzonderheden geregeld de rechten en de verplichtingen van den bezwaarden persoon, alsmede de maatregelen tot bewaring en de waarborgen waarover de begiftigde bij erfstelling over de hand beschikt tegen den bezwaarde (§§ 2112 tot 2136). Deze waarborgen zijn in het Belgisch recht vervangen door den voogd tot de erfstelling over de hand.

De erfstelling over de hand mag, in het plaatselijk recht zoowel als in het Belgisch recht, beperkt worden tot hetgeen zal overblijven bij het openvallen van de erfstelling over de hand (legaat *eo quod supererit*) (§§ 2137, 2138).

Bij het Duitsch Wetboek wordt nog geregeld de uitwerking van de handelingen door den bezwaarde gesteld na het openvallen van de erfstelling over de hand (§ 2140), de vordering tot onderhoud van de moeder van den nog ongebooren begiftigde bij erfstelling over de hand (§ 2141), de verwerping van het aandeel van den begiftigde bij erfstelling over de hand (§ 2142), de afscheiding van het erfdeel (§ 2143), en de betaling van de schulden (§§ 2144 tot 2146).

De bezwaarde jegens hen die eene vordering hebben op den erfboedel is verplicht het openvallen van de erfstelling over de hand ter kennis te brengen van de erfenisrechtbank (§ 2146).

Ten aanzien van de redenen waarom de erfstelling over de hand in het Belgisch recht slechts toegelaten is in wilsbeschikkingen tussehen vader of moeder en kinderen, of tussehen broeders en zusters (artt. 1048, 1049), dient erkend dat de beschikkingen van dien aard slechts hunne uitwerking zouden moeten hebben ingeval de erfstelling over de hand ook bij het Belgisch recht is toegelaten, ook al is de uiterste wilsbeschikking gemaakt onder het plaatselijk recht. In het Fransch ontwerp blijven evenwel al de stellingen van na-erfgenamen zonder onderscheid behouden. De memorie van toelichting voert aan dat de rechtspraak te dezen zeer breed is en dat zij geneigd is eene engere toepassing te geven aan artikel 896; het was evenwel moeilijk deze erfstellingen onder toepassing van het plaatselijk recht te laten. De nalatenschap kan openvallen zeer langen tijd na het invoeren van de nieuwe wetgeving en de nalatenschap welke is opengevallen na het invoeren van het nieuwe recht moet geregeld en vereffend worden overeenkomstig dit recht. Daarom zullen artikelen 1053 en volgende van het Burgerlijk Wetboek gelden voor de wederzijdsche rechten van den voor-erfgenaam en den na-erfgenaam. De Belgische rechtspraak is in dezen minder ruim dan de Fransche rechtspraak. Maar andere beweegredenen hebben de stellers van het ontwerp genoopt de bij het Fransch ontwerp voorgestelde oplossing aan te nemen. De erfstelling over de hand is in de vereenigde kantons aanzien als voordelig voor de familie; wanneer zij in feite voorkomt, dan brengt zij de door de wet gevreesde zwaarigheden niet mede. De openbare of de familieorde zal niet verstoord worden doordat de beschikkingen getroffen toen het plaatselijk recht van kracht was, behouden blijven. Anderzijds, moest de Belgische wet van toepassing worden, dan zou niet alleen de erfstelling over de hand, maar zelfs de beschikking waarvan die erfstelling af hangt, te niet gaan (art. 896). Weliswaar zou men, door middel van eene overgangsbepaling, kunnen afwijken van artikel 896 en de hoofdbeschikking huldigen door de ertoe behoorende erfstelling over de hand af te schaffen. Doch men zou, door de beschikkingen te splitsen, zich blootstellen aan het gevaar den wil van den erflater te miskennen. Onderhavig ontwerp heeft dus van het Fransch ontwerp de door dat ontwerp hieromtrent gehuldigde bepaling overgenomen (art. 54).

Het is wel verstaan dat de erfstelling over de hand geen grooter uitwerking moet hebben dan in het plaatselijk recht. Welnu, behoudens sommige gevallen die afwijken van dien regel, wordt de erfstelling over de hand van onwaarde indien zij niet ingetreden is na dertig jaar (§ 2109). De uitwerking van deze beschikking zal blijven bestaan. Zulks blijkt voldoende uit den tekst: behouden de door de contractanten en de erflaters bedongen uitwerking. Wanneer het gaat over de uitwerking van eene onder de plaatselijke wet gemaakte akte, dan dienen de partijen aanzien als hebbende zich beroepen op § 2109 zoowel als op de andere bepalingen waarbij die uitwerking nader omschreven wordt.

Legaten en lasten. — Hierdoor wordt in het Duitsch Wetboek de beschikking bedoeld welke overeenkomt met het legaat onder een bijzonder titel van het Belgisch recht.

Na sommige regelen te hebben bepaald, volgens dewelke de uitlegging dient

te geschieden (§§ 2147, 2148), huldigt het Duitsch Wetboek formeel de geldigheid van het legaat ten voordeele van den erfgenaam (vooruitvermaking : vooruit uit te reiken legaat) (§§ 2149, 2150).

De erflater mag, waar hij verscheidene personen begiftigt met hetzelfde legaat, hetzij aan den bezwaarder zelf, hetzij aan een derden persoon de zorg overlaten te bepalen aan wie onder hen het legaat zal toekomen (§§ 2251, 2252). Zulke beschikking zou niet geoorloofd zijn volgens de Belgische wet. De erflater mag ook verscheidene personen bedenken in een legaat op zulke wijze dat de bezwaarde of een derde persoon moet bepalen wat ieder zal ontvangen (§ 2253) ofwel bij een enkel legaat verscheidene voorwerpen vermaken zoodat de begiftigde slechts een voorwerp zal ontvangen, naar keus van den bezwaarde of van een derden persoon (§ 2154). Het legaat bij soortaankwijzing wordt bepaald volgens den toestand van den bedachte; de bepaling komt toe hetzij aan den bezwaarden persoon, hetzij aan den begiftigde, hetzij aan een derden persoon (§ 2155). De bepaling van de uitkeering kan eveneens overgelaten worden hetzij aan den bezwaarde, hetzij aan een derden persoon, wanneer de erflater, toen hij een legaat bevoel, de bestemming ervan heeft aangeduid (§ 2156).

Indien hetzelfde voorwerp vermaakt is aan verscheidene personen, dan worden bij analogie de §§ 2089 tot 2093 betreffende de gevallen van veelheid van erfgenamen toegepast. Bij §§ 2158 tot in 2159 wordt de aanwas onder begiftigden geregeld.

Het legaat is van onwaarde indien de begiftigde niet meer in leven is ten tijde van de overdracht van het legaat (§ 2160), maar het blijft geldig zelfs indien hij die ermee bezwaard is zelf geen erfgenaam of legataris geworden is (§ 2161).

Het legaat met tijdsbepaling of het voorwaardelijk legaat wordt na dertig jaar nietig indien de voorwaarde of de bepaalde termijn zich niet hebben voorgedaan (§ 2162). Hetzelfde gebeurt indien de legataris nog niet verwekt is of indien zijn persoonlijkheid slechts moet tot stand komen door eene zich na het overlijden voordoende gebeurtenis (§ 2162). Naar het Belgisch recht zijn de legataris die nog niet verwekt is ten tijde van het openvallen van de nalatenschap, noch de burgerlijke persoon die op dat tijdstip de persoonlijkheid nog niet bezit, tot de erfenis toegelaten. In sommige gevallen blijft het legaat zonder uitwerking na een termijn van dertig jaar (§ 2163).

Het legaat van eene zaak omvat zijne toebehooren, zelfs de vergoeding voor eene beschadiging welke zich heeft voorgedaan na het opkomen van het legaat (§ 2164). Indien het vermaakte voorwerp bezwaard is met een recht ten voordeele van een derden persoon, dan kan de legataris de ontlasting ervan vragen, ten ware de erflater zelf het recht zou hebben zulks te vorderen. Indien het bezwaarde goed belast is met eene hypotheek, eene grondschuld of eene rente ten voordeele van den erflater zelf, dan wordt, volgens de omstandigheden, uitgemaakt of de hypotheek, de grondschuld op de rente terzelfder tijd vermaakt zijn (§ 2164). De volgende paragrafen hebben betrekking op het geval waarin het onroerend goed bezwaard is met eene hypotheek, eene grondschuld of eene grondrente ten voordeele van een derden persoon (§§ 2166 tot 2168). Deze verschillende gevallen, waarvan de uitlegging geregeld wordt door het Duitsch Wetboek, zijn niet voorzien bij het Belgisch Wetboek.

Het Duitsch Wetboek regelt anders dan het Belgisch Wetboek de uitwerking van het vermaken van andermanszaak (§§ 2169, 2170).

Bij het Wetboek wordt het beginsel krachtens hetwelk het onmogelijke of het ongeoorloofde beding omtrent het legaat voor niet geschreven wordt gehouden, niet aangenomen; indien er iets bedongen is dat onmogelijk of ongeoorloofd is, dan is het legaat nietig (§§ 2171, 2172).

Bij § 2173 wordt de uitwerking geregeld van het legaat van eene inschuld wanneer deze betaald is.

Indien de erflater eene inschuld die hij had op den erfgenaam of een recht dat de zaak of het recht van dezen laatsten bezwaarde vermaakt heeft, dan herleven, met betrekking op het legaat, al de inschulden en obligaties, de rechten en de lasten welke zijn tenietgegaan door schuldvermenging (§ 2175). Deze bepaling is logisch; bij het Belgisch Wetboek wordt soortgelijke beschikking niet bedongen.

Uit het oogpunt van de overdracht van den eigendom verschilt de uitwerking van het legaat onder een bijzonderen titel ten zeerste in het plaatselijk recht en in het Belgisch recht. Volgens het plaatselijk recht, heeft de legataris slechts eene inschuld waarbij hij gemachtigd is om de bij het legaat vermaakte zaak van den bezwaarde te vorderen. Hij is geen eigenaar van het vermaakte voorwerp; het Duitsch Wetboek heeft geen kennis van het legaat *per vindicationem*.

Het oogenblik van den overgang van het legaat wordt verdaagd, indien het legaat gemaakt is onder eene voorwaarde die de tenuitvoerlegging stuit of afhankelijk maakt van een aanvangstermijn (§ 2177), of wanneer de legataris nog niet ontvangen is op het oogenblik van het openvallen der nalatenschap of indien zijne persoonlijkheid slechts bepaald wordt door een zich naderhand voordoende feit (§ 2178).

De aanvaarding of de verwerping geschiedt door aangifte bij den bezwaarden persoon. Worden toegepast de bepalingen van § 1950 (gedeeltelijke aanvaarding of verwerping), van § 1952, lid 1 en 3 (overdracht van het recht bij erfenis) en van § 1953, lid 1 en 2 (uit gevolg van de verwerping) (§ 2180). De aanvaarding of de verwerping kunnen dus niet gedeeltelijk geschieden, terwijl, in het Belgisch recht, de legaten onder een bijzonderen titel, volgens de leer, voor een gedeelte kunnen aanvaard worden, ten ware het tegendeel zou blijken uit het testament.

Wanneer het bepalen van het tijdstip van uitvoering overgelaten wordt aan den bezwaarde, wordt, in geval van twijfel, beslist dat de uitkeering vorderbaar is bij het overlijden van dezen persoon (§ 2181).

Bij §§ 2182 en 2183, waarbij de uitwerking van het legaat van eene enkel door hare soortaanjwijzing bepaalde zaak of van een niet in de nalatenschap bestaande voorwerp wordt geregeld, wordt onder meer de vrijwaring voor verdoken gebrek voorzien. Bij het Belgisch Wetboek wordt deze vrijwaring niet voorzien, evenmin als de vrijwaring ter zake van uitwinning. Het gaat over de persoonlijke vrijwaring van den erfgenaam die, waar hij de zaak moet uitkeeren, gelijkgesteld is met een verkooper.

Het vermaken van een onroerend goed verplicht den erfgenaam niet zich te ontlasten van de zakelijke lasten (§ 2182, lid 3). Hetzelfde geldt voor het Belgisch recht.

Hierin verschillend van het Belgisch recht, dat aan den legataris slechts het recht

op de vruchten toekent vanaf de vordering tot uitkeering ervan, dwingt het Duitse Wetboek den bezwaarden persoon de door hem ingezamelde vruchten (met uitsluiting van de voortbrengselen die geene vruchten zijn) uit te keeren aan den legataris, en dit wanneer het een zeker tot de nalatenschap behoorend voorwerp is dat vermaakt werd. (§ 2184).

De bezwaarde heeft recht op zijne voor de gelagateerde zaak gedane kosten en uitgaven (§ 2185).

Indien de bezwaarde persoon zelf legataris is, dan moet hij het legaat slechts ten uitvoer leggen vanaf den oogenblik waarop hij mag eischen dat zijn eigen legaat hem ter hand wordt gesteld (§ 2186).

De met een legaat of een last bezwaarde legataris is in geval slechts gehouden *intra vires* (§ 2187) en, indien zijn legaat verminderd is, dan mag hij zelf in evenredigheid de lasten verminderen, tenware de erflater het anders zou hebben bedongen (§ 2188). De erflater mag ook, met het vooruitzicht op eene vermindering, bedingen dat een bepaald legaat den voorrang zal hebben op de andere (§ 2189).

De regelen van de gewone erfstelling zijn ook van toepassing op de legaten (§ 2190); indien de erflater het vermaakte voorwerp met ingang van een termijn of vanaf het vervullen van eene voorwaarde aan een derden persoon heeft gegeven, dan zijn de regelen omtrent de erfstelling over de hand van toepassing (§ 2191).

Het recht van den legataris onder een bijzonderen titel zoowel als dat van den erfgenaam, treedt slechts in vanaf het openvallen van de nalatenschap. Deze opvatting wil evenwel de vroegere wetgeving niet gansch uitsluiten. In den beginne schijnt het wel alsof, wanneer het legaat dient uitgelegd of zijn strekking bepaald, de bepalingen hooren toegepast welke van kracht zijn ten tijde van het opmaken van het testament. De te dezen geldende wet komt in de plaats van den wil. Geheel anders is de vraag of de beschikking zooals de erflater ze gewild heeft of ondersteld is ze gewild te hebben, hare uitwerking kan krijgen. Alzoo zouden de bepalingen van het Duitse Wetboek, luidens dewelke een derde persoon ofwel de bezwaarde zelf den erfgenaam van een legaat kan aanduiden, ofwel het aandeel van een bedachte in een aan verscheidene personen vermaakt voorwerp kunnen bepalen, of zouden andere bepalingen die een derden persoon bijroepen (§§ 2151 tot 2165), geene uitwerking kunnen krijgen ofschoon zij op geldige wijze zijn gemaakt, ten tijde van het opstellen van het testament. Maar feitelijk schijnt er hier, zoomin als bij de van de Belgische wet afwijkende erfstellingen over de hand, iets te beletten dat de bepalingen van dien aard die voorkomen in een onder de plaatselijke wet opgemaakte testament, hunne uitwerking krijgen na het van kracht worden der Belgische wet.

In het ontwerp worden de bepalingen betreffende gevallen van veelheid van bedachten of betreffende aanwas toegepast (§§ 2157, 2158). Het ontwerp behoudt de verjaring van het met tijdsbepaling of onder voorwaarde vermaakt legaat, daar het legaat niet meer uitwerking moet hebben omdat het van kracht is geworden onder de Belgische wet (§ 2162). De bekwaamheid om het legaat in ontvangst te nemen, bijgevolg de voorwaarde van bestaan ten tijde van het openvallen van de nalatenschap zou afhangen van de Belgische wet. De plaatselijke wet belooft zich milder tegenover de bedachten (§§ 2162, 2163). Hier ook doet het onderwerp de beginselen wijken voor het behoud van een beschikking die mocht

bedongen worden door den erflater toen deze het goed vermaakt heeft. Ook moet eene tempering aangebracht worden aan den regel die wil dat onmogelijke of ongeoorloofde bedingen voor niet geschreven dienen gehouden. Ten huidige dage wordt trouwens de bij artikel 900 van het Burgelijk Wetboek bepaalde regel aan eene hevige critiek van wege de leer onderworpen. Wat betreft de uitwerking van het legaat, deze wordt bepaald overeenkomstig de Belgische wet, in dien zin dat, indien een zeker voorwerp vermaakt wordt bij dit legaat, de eigendom op den legataris overgaat ten gevolge van het overlijden van den erflater, met dien verstande, dat de bedachte de uitkeering mag verzoeken volgens de bij het Burgerlijk Wetboek bepaalde regelen (legaat *per vindicationem*).

Indien het legaat slechts nadien is opengevallen, dan geschiedt de aanvaarding of de verwerping overeenkomstig de Belgische wet. Evenwel moet over de splitsbaarheid van het legaat onder oogpunt van den wil des erflaters afhangende aanvaarding of verwerping zelfs alsdan worden beslist overeenkomstig § 2180; de aanvaarding of de verwerping kan dus niet gedeeltelijk geschieden.

De Belgische wet dient ook toegepast op de vruchten van de vermaakte zaak (§ 2184).

Bij het ontwerp wordt de hierboven voor de erfstellingen vastgestelde overgangsbepaling toegepast op de erfstelling over de hand (§ 2191).

Deze onderscheidene oplossingen zijn gehuldigd bij artikel 55.

De last verschilt hierin van het legaat en zelfs van het legaat op een legaat, dat ieder legaat een persoonlijk bedachten erfgenaam onderstelt, terwijl de last wordt opgelegd ten voordeele van onbepaalde personen of van eene gansche klas van personen. De Belgische rechtspleging erkent de geldigheid van den last; zij eischt evenwel dat de last niet de gansche waarde van het legaat opsorpt daar alsdan de legataris slechts een tussenpersoon zou zijn. Deze rechtspleging ontsnapt niet aan alle critiek. Het Duitsch Wetboek regelt deze zaak tot in de bijzonderheden (aankwijzing van de begunstigde personen, en van de personen die de tenuitvoerlegging van den last kunnen vervolgen, gevolg van de onwaarde van den last, algeheele of gedeeltelijke teruggave van de gift indien de last niet kan uitgevoerd worden) (§ 2192 en volgende). Het ontwerp behoudt deze bepalingen voor de lasten welke zijn bedongen in een onder de plaatselijke wet opge maakt testament (art. 56).

Uitvoerder van uiterste wilsbeschikking. — Waar het Belgisch Burgerlijk Wetboek het aan de leer laat den omvang van die opdracht te bepalen, regelt het Duitsch Wetboek die zaak tot in de bijzonderheden.

De erflater kan zelf den uitvoerder van zijn uiterste wilsbeschikking aanstellen en mag er een anderen aanstellen ingeval de aangestelde zou komen te ontbreken voor of na hij zijn ambt aanvaard heeft (§ 2197). De erflater mag die aanstelling overlaten aan een derde; de aanstelling grijpt plaats bij authentieke akte vóór de erfenisrechtbank (§§ 2198, 2228). De erflater mag den uitvoerder van zijne uiterste wilsbeschikking machtigen om één of meer toegevoegde uitvoerders aan te stellen of zich in voormelden vorm een opvolger aan te stellen, ofwel de aanstelling overlaten aan de erfenisrechtbank (§§ 2199, 2200, 2228). Deze regelen zijn het gevolg van het door het plaatselijk recht gevolgd algemeen

stelsel, waarbij het toegelaten is aan een derde een volmacht te geven, hetgeen ontzegd is bij het Belgisch recht.

Om dit ambt te kunnen aanvaarden, moet de uitvoerder van uiterste wilsbeschikking bekwaam zijn (§ 2201). Zie Burgerlijk Wetboek, artikel 1028.

De aanvaarding of de weigering van dit ambt geschiedt door middel van eene verklaring ter erfenisrechtbank (§§ 2202, 2228).

De testamentaire uitvoerder moet zich, benevens met de uitvoering van de uiterste wilsbeschikking (§ 2203) ook met de vereffening van de nalatenschap belasten (§ 2204); hij moet den inboedel beheeren (hetgeen het recht om in het bezit te treden in zich besluit); hij mag giften schenken die aan een zedelijke verplichting beantwoorden of om reden van betamelijkheid moeten geschieden, alsook verbintenissen betreffende den boedel aangaan (§§ 2206, 2207). Deze bevoegdheid kan beperkt worden door den erflater. Deze mag ook bedingen dat het beheer van den uitvoerder van de uiterste wilsbeschikking blijft duren, zelfs na de uitvoering van de aangeduide lasten, tot aan de verdeeling of, indien de verdeling niet plaats grijpt, tot dat een termijn van dertig jaar verstreken is of eene bepaalde gebeurtenis zich heeft voorgedaan (§§ 2209, 2210).

Tijdens den duur van dit beheer, kan de erfgenaam niet beschikken over de voorwerpen van den erfboedel (§ 2211). Het is de uitvoerder van de uiterste wilsbeschikking die de nalatenschap in rechten vertegenwoordigt (§ 2212); de vorderingen tegen de nalatenschap worden vervolgd hetzij tegen den uitvoerder van de uiterste wilsbeschikking, hetzij tegen den erfgenaam (§ 2213). De persoonlijke schuldeischers van den erfgenaam hebben tijdens het beheer geen vordering op de voorwerpen van den erfboedel (2214).

De uitvoerder van de uiterste wilsbeschikking moet een staat doen opmaken van al de aan zijn beheer onderworpen goederen en van al de hem bekende schulden; deze staat wordt opgemaakt hetzij door de autoriteit, hetzij door de bevoegde ambtenaren, hetzij door een notaris (2215),

Voor zijn beheer moet hij zich voegen naar de door den erflater voorgeschreven maatregelen, behoudens het de voogdijrechtbanken toekomende recht deze in te trekken (§ 2216).

De erfgenaam mag vragen dat de voorwerpen welke de uitvoerder van de uiterste wilsbeschikking niet noodig heeft voor het uitvoeren van zijne zending te zijner beschikking worden gesteld; desgevallend moet de erfgenaam zekerheid stellen tot vereffening van de verplichtingen waarmee deze voorwerpen zijn bezwaard of voor de ten uitvoerlegging van de legaten en lasten (§ 2217).

Op de rechtsverhouding tusschen erfgenaam en uitvoerder van de uiterste wilsbeschikking worden de regelen van de opdracht toegepast. Hetzelfde komt voor in het Belgisch recht; maar het Duitsch wetboek machtigt den erfgenaam om te vorderen dat hem jaarlijks rekening worde voorgelegd (§ 2218). Indien er verscheidene uitvoerders van de uiterste wilsbeschikking zijn, dan zijn zij hoofdelijk verantwoordelijk (§ 2259). Deze hoofdelijke verantwoordelijkheid bestaat niet in het Belgisch recht.

De erflater mag den uitvoerder van de uiterste wilsbeschikking niet ontlasten van de hem bij §§ 2215, 2216, 2218 en 2219 opgelegde verplichtingen (§ 2220).

De uitvoerder van uiterste wilsbeschikking heeft recht op loon, ten ware het

anders zou zijn bedongen in het testament (§ 2221). In België is dit loon niet van rechtswege verplichtend; het kan evenwel bedongen worden en zulks kan stilzwijgend geschieden,

In geval van erfstelling over de hand, kan de erflater een bijzonderen uitvoerder van uiterste wilsbeschikking aanstellen om in rechten te treden van den bedachte bij erfstelling over de hand (§ 2222).

De erflater kan ook een bijzonderen uitvoerder van uiterste wilsbeschikking aanstellen om zorg te dragen voor de uitvoering van de lasten (§ 2223).

Indien er verscheidene uitvoerders van de uiterste wilsbeschikking zijn, nemen zij hun ambt gezamenlijk waar; ingeval van geschil, beslist de erfenisrechtbank. Bij ontstentenis van een der uitvoerders treden de andere alleen op. De erflater mag het trouwens anders bedingen. Elk hunner heeft het recht de handelingen tot bewaring te stellen (§ 2227).

In het ontwerp blijft de onder de plaatselijke wet gedane aanstelling van uitvoerder van uiterste wilsbeschikking de haar bij de plaatselijke wet toegekende uitwerking behouden (art. 57).

Weliswaar kon die opdracht, die slechts een aanvang neemt bij de dood, afhankelijk worden gesteld van de Belgische wet, ofschoon de uiterste wil gemaakt werd onder de plaatselijke wet; hier gaat het echter maar alleen over private aangelegenheden. Bij het ontwerp blijft de plaatselijke wet gelden voor de uitvoering van de uiterste wilsbeschikking, uitgenomen wat betreft den ingeval van erfstelling over de hand aangestelden uitvoerder van uiterste wilsbeschikking. De erfstelling over de hand valt onder de regelen van de artikelen 1053 en volgende van het Belgisch Burgerlijk Wetboek. De voogd tot de erfstelling over de hand volstaat.

De uit overeenkomst geboren erfstelling. — De uit overeenkomst geboren erfstelling heeft een aanzienlijker omvang in het plaatselijk recht dan in het Belgisch recht; in het Duitsch Wetboek geldt zij voor alle personen en zelfs buiten de huwelijksvereenkomst.

Men onderscheidt het wederzijdsch verdrag of de eigenlijke erfstelling bij overeenkomst en het eenzijdig verdrag. Het wederzijdsch verdrag komt nagenoeg het meest vóór in het verdrag tussehen echtgenooten, waarbij deze wederzijds bedingen elk ander tot erfgenaam te stellen.

Wie dit verdrag wil afsluiten moet de volle gerechtelijke bekwaamheid bezitten; de beperkte bekwaamheid volstaat echter tussehen echtgenooten of verloofden mits de wettige vertegenwoordiger ermede instemt (§ 2275).

Wat den vorm betreft, wordt de uit overeenkomst geboren erfstelling gemaakt zooals het bij notarieele akte of het vóór den rechter opgemaakte testament (§ 2276). Bij § 2277 wordt het geven in bijzondere ambtelijke bewaring voorzien.

In de erfstelling bij overeenkomst kan elk der verdragsluitende partijen bepalingen bedingen, maar geen andere bepalingen mogen door middel van overeenkomsten bedongen worden dan erfstellingen, legaten en lasten (§ 2278).

Voor de in dit verslag vervatte bepalingen gelden over het algemeen, wat de uitwerking ervan betreft, dezelfde regelen als voor de testamenten (§ 2279). Dit verdrag kan eene erfstelling over de hand vervatten (§ 2280). De bij §§ 2078

en 2079 voorziene oorzaken van tenietdoening zijn van toepassing; de vordering tot tenietdoening wordt aangezegd bij de erfenisrechtbank door dewelke zij wordt medegedeeld aan den derden persoon (§ 2281). Bij § 2282 wordt de bekwaamheid om de vordering in te stellen geregeld. De verklaring van den eisch tot nietigverklaring moet in rechten of vóór een notaris worden vastgesteld (§ 2282, laatste lid). De termijn bedraagt over het algemeen een jaar (§ 2283). Het verdrag kan bekrachtigd worden (§ 2284). De nietigverklaring kan door de bij § 2280 aangeduide personen gevorderd worden onder de bij § 2285 voorziene voorwaarden.

Hierin verschillend met het Belgisch Wetboek, hetwelk de beschikkingen onder een kosteloozen titel niet meer toelaat tenzij voor geringe bedragen (art. 1083), laat het Duitsch Wetboek den erflater het recht om onder een kosteloozen titel over zijne goederen onder de levenden te beschikken, tenware de schenking zou zijn gedaan met het inzicht om den bedachte schade te berokkenen (§§ 2286, 2287). Bij § 2288 wordt eveneens verboden goederen te beschadigen of zelfs onder een bezwarenden titel te vervreemden met het inzicht nadeel te berokkenen.

Door deze bij overeenkomst bedongen erfstelling vervallen al de vroegere uiterste wilsbeschikkingen; er mag niet van afgeweken worden door latere uiterste wilsbeschikkingen behalve wanneer de erflater het recht van wederopzegging bezit (§ 2289).

De erfstelling bij overeenkomst alsmede eene uit overeenkomst geboren eenzijdige beschikking, kan bij overeenkomst herroepen worden door de personen die het verdrag afgesloten hebben. Indien de erflater slechts eene beperkte juridische bekwaamheid bezit, behoeft hij de toestemming niet van zijn wettelijken vertegenwoordiger. Indien de andere partij onder voogdij staat, is het verlof van de voogdijrechtbank noodig. Hetzelfde doet zich voor wanneer de partij onder het ouderlijk gezag staat, tenware de overeenkomst zou afgesloten zijn tusschen echtgenooten of tusschen verloofden. De overeenkomst moet gesteld worden in den bij § 2276 voorgeschreven vorm voor de bij overeenkomst bedongen erfstelling (§ 2290).

Indien het verdrag betrekking heeft op een legaat of een last, kan het bij uiterste wilsbeschikking herroepen worden met de toestemming van den anderen contractant en, desgevallend, zooals hierboven gezegd is, met verlof van de voogdijrechtbank. De verklaring van toestemming moet in rechten of bij notarieele akte verleden worden (§ 2291).

Tusschen echtgenooten kan het erfenisverdrag eveneens herroepen worden bij gemeenschappelijk testament; desgevallend is het verlof van de voogdijrechtbank vereischt (§ 2292).

Eindelijk, kan verbreking plaats hebben op grond van een in de overeenkomst bedongen voorbehoud (§ 2293), uit hoofde van een tekortkoming van den begiftigde (§ 2294), uit hoofde van het wegvallen van eene beloofde tegen-uitkeering (vóór den dood van den erflater tenietgegane onderhoudsplicht) (§ 2295). Hij die slechts eene beperkte bekwaamheid bezit kan wederopzeggen. De verklaring van verbreking moet in rechten of bij notarieele akte verleend worden (§ 2296).

Wanneer de erflater het recht heeft om te verbreken, dan kan hij bij uiterste wilsbeschikking zijn beding herroepen na het overlijden van den anderen contractant; ingeval van tekortkoming van den bedachte, is artikel 2336, lid 2 tot 4,

betreffende het ontnemen van het voorbehouden aandeel, van toepassing (§ 2297).

Indien er wederzijdsche beschikkingen zijn bedongen, dan heeft de nietigheid van de eene de onwaarde van de andere ten gevolge en, ingeval van voorbehoud van verbreking, maakt de verbreking vanwege een der contractanten een einde aan de gansche overeenkomst. Het recht van wederopzegging gaat teniet bij het overlijden van den anderen contractant. Evenwel kan de overlevende zijn wil herroepen bij uiterste wilsbeschikking indien hij verzaakt aan hetgeen hem vermaakt werd, tenware omtrent dit alles anders werd bedongen (§ 2298).

Een ieder kan in het erfenisverdrag alle eenzijdige beschikkingen bedingen welke hij bij testament zou kunnen maken; deze beschikkingen kunnen eveneens herroepen worden per verdrag waarbij de uit overeenkomst geboren beschikking herroepen wordt. Ingeval er van het recht van verbreking wordt gebruik gemaakt, dan verliezen de eenzijdige beschikkingen eveneens hunne kracht, tenware de erflater het anders mocht hebben bedongen (§ 2299).

De bepalingen van §§ 2259 tot 2263, 2273, betreffende het openen van het testament, zijn van toepassing op het erfenisverdrag; evenwel wordt § 2273, lid 2 en 3, niet toegepast dan indien het verdrag zich onder eene ambtelijke en bijzondere bewaring bevindt (§ 2300).

De ter zake van beschikkingen bij uitersten wil bepaalde voorschriften zijn van toepassing op de beloften van schenkingen gedaan onder beding dat de begiftigde den erflater zou overleven; hetzelfde geldt voor de bij §§ 780, 781 voorziene belofte van schuldbekentenis, welke onder een kosteloozen titel gedaan is onder deze voorwaarde. Indien de erflater de schenking ten uitvoer legt door het geschonken voorwerp uit te keeren, dan zijn de bepalingen betreffende de schenkingen onder de levenden van toepassing (§ 2301).

Is nietig het verdrag waarbij iemand de verplichting aangaat eene beschikking wegens overlijden uit te voeren, niet uit te voeren, te herroepen of niet te herroepen (§ 2302).

De uit overeenkomst geboren erfstelling dient als dusdanig te vallen onder de wet op de overeenkomsten. Deze erfstelling is onherroepelijk in dien zin dat de aan den begiftigde toegekende hoedanigheid van erfgenaam niet kan herroepen worden door den schenker. Dientengevolge kan zij niet ontnomen worden bij eene nieuwe wet. Het is dit beginsel dat door het Fransch ontwerp gehuldigd wordt waar dit ontwerp bepaalt dat de vóór het van kracht worden van de Fransche wet afgesloten verdragen over eene toekomstige nalatenschap blijven gelden onder de bij de plaatselijke wet voorziene voorwaarden, en dat de erin vervatte bepalingen de door de contractanten gewilde uitwerking behouden zullen behoudens de toepassing van de Fransche wetgeving op het voorbehouden aandeel. Ook dient rekening gehouden met hetgeen hooger gezegd is betreffende de erfstelling van na-erfgenamen.

In het ontwerp worden, zooals dit geschiedde voor het testament, de gronden van tenietdoening van het plaatselijk recht behouden (§ 2286); de vordering wordt echter ingesteld overeenkomstig de Belgische wet behoudens de toepassing van den bij § 2283 bepaalden termijn.

Voor de herroeping wordt het verlof van de voogdijrechtbank vervangen door dat van den vrederechter. De akte wordt verleden vóór twee notarissen of vóór

een door twee getuigen bijgestanen notaris (§ 2290). Op dezelfde wijze wordt gehandeld in het bij § 2291 vermeld geval.

Het erfenisverdrag kan niet meer herroepen worden bij gemeenschappelijk testament (§ 2292). Deze wijze van beschikken kan niet meer toegelaten worden na het van kracht worden der Belgische wet. Dit is enkel een gansch vormelijke verandering; de herroeping bij notarieele akte blijft bestaan.

De verklaring van verbreking in de bij §§ 2293 tot 2296 voorziene gevallen wordt bij eene notarieele akte vastgesteld in den hierboven omschreven vorm.

De §§ 2259 tot 2263 en 2273 (opening van testament) blijven van toepassing op de bij overeenkomst bedongen erfstellingen overeenkomstig het voorgeschrevene bij § 2300, indien de uit overeenkomst geboren erfstelling tot uitwerking is gekomen vóór het van kracht worden der Belgische wet; is dit niet het geval, dan moet de vraag of de bij overeenkomst tot erfgenaam gestelde persoon het bezit heeft zooals hij den eigendom heeft, opgelost worden overeenkomstig de Belgische wet. Het is een bekend feit dat er in België betwisting bestaat omtrent de vraag of de bij overeenkomst begiftigde persoon recht heeft op bezitneming. Over het algemeen wordt aangenomen dat het Belgisch Burgerlijk Wetboek de bezitneming slechts verleent aan den erfgenaam of aan den algemeenen legataris. De erfstelling gedaan onder het plaatselijk recht maar tot uitwerking gekomen onder de Belgische wet, wordt te dien opzichte behandeld gelijk elke andere uit overeenkomst geboren erfstelling (art. 58).

Het voorbehouden aandeel en het beschikbaar deel. — Bij het Duitsch Wetboek wordt een voorbehouden aandeel voorzien ten voordeele van de afstammelingen van den vader en de moeder (niet van de andere afstammelingen) en van de echtgenoot. Dit voorbehouden aandeel bestaat niet in een recht op de goederen zelf, maar in eene schuldvordering op de nalatenschap. Het wordt onveranderlijk bepaald op de helft van het bedrag van het wettelijk aandeel. Het voorbehouden aandeel van het plaatselijk recht verschilt dus in aanzienlijke mate van het voorbehouden aandeel van het Belgisch recht, zoowel in zijne grondbeginselen als in zijne inrichting (§§ 2303 en volgende).

In het bijzonder dient opgemerkt dat de vermindering van eene schenking geschiedt in geld of in natura, naar keus van den begiftigde (§ 2229).

De erflater kan, in sommige gevallen, het voorbehouden aandeel ontnemen (§§ 2333 tot 2335). Deze gevallen zijn niet voorzien bij de Belgische wet; de onwaardigheid om in de erfenis te treden alleen kan den erfgenaam zijn recht op het voorbehouden aandeel ontnemen, omdat, in het Belgisch recht, het voorbehouden aandeel een recht op de nalatenschap is. Deze ontneming geschiedt bij uiterste wilsbeschikking (§ 2336). Het recht om het voorbehouden aandeel te ontnemen gaat te niet door vergiffenis (§ 2337). Onterving *bona mente* geschiedt wanneer de afstammeling een verkwister is. Deze onterving grijpt plaats door de erfstelling over de hand. De erflater kan ook het beheer toevertrouwen aan een testamentuitvoerder. Deze maatregelen zijn zonder gevolg indien de afstammeling zich niet meer overgeeft aan verkwisting ten tijde van de devolutie der nalatenschap (§ 2338).

Het voorbehouden aandeel wordt geregeld door de bij het openvallen van de nalatenschap van kracht zijnde wet.

Wanneer de erfslater het beschikbaar deel vermaakt heeft, dan kan een strijd-vraag ontstaan omtrent de uitlegging, namelijk of de erfslater het beschikbaar deel bedoeld heeft zooals dit was ten tijde van het opmaken van het testament of zooals het was ten tijde van het openvallen der nalatenschap. Wij zijn van meening dat over het algemeen iemand die het beschikbaar deel vermaakt, den wil heeft zooveel te vermaken als hij kan. De begiftigde zal dus het voordeel genieten van de uitbreiding van het beschikbare indien er uitbreiding plaats grijpt: evenwel wordt hieromtrent bij overgangsbepaling in het ontwerp niets bepaald voor de onder het plaatselijk recht gemaakte testamenteen, daar het een kwestie van inzicht geldt die moet opgelost worden naar gelang van de omstandigheden.

De toepassing van het hierboven aangehaalde algemeen beginsel geeft aanleiding tot moeilijkheden wanneer het gaat over schenkingen.

1° Bij de wet wordt een voorbehouden aandeel toegekend aan de ouders die er geen bezaten. De schrijvers die deze zaak behandelen spreken zich over het algemeen uit ten voordeele van de begiftigden. De onherroepelijkheid van de schenkingen wordt aangevoerd. Daar het recht onherroepelijk is, zoo moet in dezen de wet gelden die van kracht was toen het verkregen werd.

2° De begiftigden bij voorbehouden aandeel zijn dezelfde, maar het bedrag van het voorbehouden aandeel is verhoogd. Het beginsel van de onherroepelijkheid zou nogmaals doen besluiten dat de schenkingen niet kunnen verminderd worden.

3° Bij de nieuwe wet wordt het voorbehouden aandeel verminderd. Uitgaande van de meening dat het de ten tijde van de overeenkomst van kracht zijnde wet is, die geldt voor de rechten van de partijen, heeft men de bewering geuit dat de schenkingen zouden kunnen verminderd worden overeenkomstig de wet waaronder zij werden gedaan. Hiertegen wordt aangevoerd, en de opwerping schijnt afdoende te zijn, dat het voorbehouden aandeel een erfenisrecht is en dat de erfgenamen niet méér mogen vragen dan wat de wet hun toekent.

Laurent leert dat, waar de schenkingen onherroepelijk zijn, dit slechts waar is tusschen schenker en begiftigde. De onherroepelijkheid zal niet beletten dat de schenkingen onder de levenden moeten ingetrokken worden; zoo zijn zij ook vatbaar voor vermindering. De schenking moet worden aangezien als zijnde gedaan onder een wettelijk beding van tenietdoening. De voor het wettelijk aandeel geldende wet is degene die van kracht is bij het openvallen van de nalatenschap. De schenking moet worden aangezien als zijnde gedaan op voorwaarde dat zij geen afbreuk zal doen aan de bepalingen van deze wet (t. 1. n° 249).

In dit ontwerp heeft men niet gemeend te moeten beslissen omtrent strijd-vragen ontstaan ter gelegenheid van de verandering van wetgeving welke zal veroorzaakt worden door de invoering van het Belgisch Burgerlijk Wetboek in de gebieden Eupen-Malmédy. In navolging van het Fransch ontwerp heeft het slechts de vordering tot vermindering willen beperken, om zodoende te beletten dat de aan de wetgeving gebrachte verandering nadeel zou berokkenen aan derden die zakelijke rechten op onroerende goederen hebben verkregen toen de plaatselijke wet van kracht was (art. 39).

III. AFDEELING.

De huwelijksvereenkomst en de onderscheidene rechten van de echtgenooten.

De huwelijksche voorwaarden. — De stellers van het ontwerp waren aanvankelijk van meening dat het Duitsch Wetboek zou moeten gelden voor de goederen van de onder dat wetboek gehuwde echtgenooten.

Zulks was niets anders dan de toepassing van een bij gerechtelijke handelingen algemeen geldenden regel.

Het Fransch ontwerp wijkt volkomen van dien regel af om een stelsel te volgen dat ten volle overeenkomt met het stelsel dat door den Duitschen wetgever aangenomen werd bij het invoeren van het B. G. B.

De redenen ervan zijn in deze bewoordingen omschreven in het verslag van de commissie :

« Wanneer men de twee wetgevingen terloops uit dit oogpunt vergelijkt, dan blijkt al spoedig dat er talrijke en niet onaanzienlijke verschillpunten bestaat. Ziehier de voornaamste : Het Duitsch stelsel is een stelsel dat de vorming van elk gemeenschappelijk vermogen uitsluit en aan den echtgenoot slechts het bewind en het beheer over het bezit zijner vrouw in handen laat ; volgens het Deutsche recht ook, behoeft de echtgenoot, indien de gemeenschap van goederen aanvaard is, de toestemming van zijne vrouw om een onroerend goed van de gemeenschap te vervreemden ; onder sommige vormen van gemeenschap brengt eene strafbare daad van de vrouw den ganschen eigendom van haren inbreng, alsmede den gemeenen boedel in het gedrang, en kan de vrouw niet afzien van de gemeenschap. Het lijkt zoo goed als onmogelijk al deze bepalingen jarenlang te behouden. De eruit ontstane verwarring zou des te grooter zijn daar voor de onder de vroegere wet gehuwde echtgenooten gedeeltelijk de bepalingen van deze wet en gedeeltelijk de bepalingen van de Fransche wetten die de openbare orde aanbelangen, en in het bijzonder de wet op het erfenisrecht zouden gelden. Bepalingen aan twee verschillende wetgevingen ontleend en voor een deel gegrond op tegenovergestelde begrippen overeenbrengen is eene uiterst moeilijke taak en de gelijktijdige toepassing van die twee wetgevingen zou dikwijls aanleiding geven tot tegenstrijdige oplossingen. Onder deze voorwaarden schijnt het ons volstrekt noodzakelijk de toepassing van de Deutsche wet gansch uit te schakelen ».

Men zou hiertegen kunnen aanvoeren dat de zonder volstrekte noodzakelijkheid gedane verandering van wetgeving zou indruischen tegen den wil der echtgenooten die, volgens de twee wetgevingen, het recht hebben om hun huwelijksche voorwaarden naar goeddunken te bedingen. Deze opwerping lijkt niet gewettigd te zijn. De huwelijksche voorwaarden van de vóór 1 Juli 1900 gehuwde echtgenooten zouden opnieuw juist worden zooals zij waren tot bij het invoeren van het Duitsch Wetboek. En wat de andere echtgenooten betreft, zal geen verandering gebracht worden aan de economische voorwaarden van hun regiem. De bedingen waaraan de echtgenooten het grootste belang hebben gehecht zullen dezelfde blijven. Het is vooral de wijze waarop zij hun onderscheiden rechten

kunnen doen gelden die gewijzigd zal worden, en deze punten van gerechtelijken aard zijn over het algemeen voor de echtgenooten slechts van bijkomend belang. De verandering in tegenovergestelden zin, die geschied is in 1900, heeft plaats gegrepen zonder dat zich in de praktijk ernstige moeilijkheden hebben voorgedaan.

Bij het ontwerp wordt overigens (art. 129) aan al de onder de vroegere wet gehuwde echtgenooten, een termijn van een jaar toegestaan om hun huwelijksche voorwaarden te veranderen. Indien eene of andere beschikking van de overeenkomst tegen den zin der echtgenooten mocht zijn gewijzigd door de door ons voorgestelde verandering, kan ze opnieuw worden bedongen door de echtgenooten, onder deze voorwaarde, natuurlijk, dat zij geen afbreuk doet aan een beginsel dat de openbare orde aanbelangt (zie art. 1388 Burg. Wetb.); de beschikking zou eveneens herleven door dit uitdrukkelijk beding. En niet zonder reden mag ondersteld worden dat de echtgenooten die afzien van het vermogen om eene nieuwe huwelijksovereenkomst te sluiten stilzwijgend instemmen met de uit de voorgestelde verandering voortspruitende wijzigingen.

« Indien de echtgenooten hunne huwelijksche voorwaarden veranderen, dan dienen zij eenerzijds hun vroegere voorwaarden te vereffenen naar de regelen van de wet die gold vóór dat stelsel, en anderzijds de verandering bekend te maken op het huwelijksregister. »

In dit ontwerp wordt dit standpunt bijgetreden.

Immers, dit standpunt heeft zich opgedrongen om reden van de zwaarigheden waarmede te dezen de toepassing van het beginsel, dat de gevolgen van de overeenkomsten over het algemeen regelt, gepaard gaat. Door de toepassing van dit beginsel, zouden, gedurende een tijd die vrij aanzienlijk kan worden, regelen van toepassing blijven van zuiver positieven aard en die onbekend zijn zoowel bij den Belgischen rechter als bij diegenen die de rechten beoefenen. Deze onbekendheid met het stelsel aan hetwelk de goederen van de in de gebieden Eupen en Malmedy wonende echtgenooten onderworpen zijn, zou trouwens hun krediet geschaad hebben en deswege de oorzaak zijn geweest van een groot nadeel.

Daarom wordt dan ook, mits enkele wijzigingen, de tekst van het Fransch ontwerp in dit ontwerp overgenomen.

In dezen tekst worden, tegenover de Fransche wetgeving, die dezelfde is als de onze, de verschillende door het Duitsch Wetboek toegelaten huwelijkstelsels in aanmerking genomen en wordt het door de echtgenooten aangenomen Duitsche stelsel vervangen door dat van het Fransche recht dat het stelsel der echtgenooten het dichtst nabijkomt.

Maar in plaats van het wettelijk plaatselijk stelsel te vervangen door het meest hiermee overeenkomend stelsel dat de gemeenschap uitsluit, kwam het gepaster voor de gemeenschap van vruchten en inkomsten in te voeren. In de twee stelsels is de macht van den echtgenoot dezelfde, uitgenomen wat betreft zijn macht op het eigen bezit van de vrouw. Maar, onder de gemeenschap van vruchten en inkomsten, blijven de onder een bezwarenden titel verworven goederen gemeene boedel; zij blijven eigen bezit onder het stelsel dat de gemeenschap uitsluit.

Welnu, deze goederen werden over het algemeen verworven dank zij de in de huishouding gedane besparingen; het is dus billijk dat de twee echtgenooten er

deel aan hebben. Onder het plaatselijk recht werd die uitslag bekomen door een erfenisrecht in eigendom toe te staan. In het Belgisch of het Fransch wetboek is dit recht onbekend; het past dus dat dit wettelijk stelsel de helft van de verworven goederen, bij wijze van vergoeding, toekenne aan ieder der echtelieden (art. 61 en volgende).

Het beginsel van de onveranderlijkheid der huwelijksvereenkomsten. — In het Duitsch wetboek is het beginsel van de onveranderlijkheid der huwelijksvereenkomsten onbekend. Dat beginsel wordt gecriticeerd door de Belgische geleerden in burgerlijk recht. Maar het wordt gehuldigd door het Belgisch wetboek en de redenen die voor zijn opneming gepleit hebben worden beschouwd als redenen die de openbare orde aanbelangen. De door het plaatselijk recht gehuldigde regel kan dus niet behouden blijven. Hier kan niet aangevoerd worden dat het een verworven recht geldt. Het recht is slechts verworven voor de vroeger gedane veranderingen van regiem.

Bij eene overgangsbepaling van het ontwerp wordt trouwens aan de echtgenooten die hunne huwelijksvereenkomst zouden willen wijzigen, een termijn toegestaan tijdens welken die wijziging kan worden aangebracht (art. 60).

De voortgezette gemeenschap. — Ingeval er gemeenschappelijke erfgenamen zijn bij het overlijden van een der onder het stelsel van de algeheele gemeenschap van goederen gehuwde echtgenooten, wordt bij het Duitsche wetboek de gemeenschap voortgezet ten gerieve van den overlevenden echtgenoot (§ 1482 en volgende). Deze voortzetting van de gemeenschap kan ook plaats grijpen ingeval van gemeenschap van roerende goederen en aanwinsten wanneer het zoo bedongen is in de huwelijksvereenkomst (§ 1557). Het Duitsch wetboek gaat uit van deze gedachte dat het aandeel van den voor-overleden echtgenoot in de gemeenschappelijke goederen geen deel uitmaakt van de nalatenschap, maar dat de gemeenschappelijke afstammelingen en wettige erfgenamen in de nalatenschap treden en dat er tusschen hen en den overlevenden echtgenoot een verband ontstaat, gelijk aan datgene dat tusschen de echtgenooten bestond tijdens het huwelijk.

Deze voortzetting van de gemeenschap moet niet worden behandeld als een noodzakelijk gevolg van de huwelijksche voorwaarden, wat de goederen betreft. Het beginsel geldend voor den overgang der goederen bij versterf is hier van toepassing. Overleed de echtgenoot vóór dat het Belgisch Wetboek ingevoerd werd, dan wordt de toestand geregeld volgens het plaatselijk wetboek. De echtgenoot en de gemeenschappelijke kinderen hebben een verworven recht. Maar deed het overlijden zich voor sedert de invoering van het Belgisch Wetboek, dan moet men daarentegen zeggen dat de gemeenschap zal ontbonden zijn en dat het aandeel van den vooroverleden echtgenoot zal afhangen van de erfenis, overeenkomstig de beginselen van het Belgisch recht.

Het Fransche ontwerp beschikt in dien zin dat een voortgezette gemeenschap niet meer zal kunnen ontstaan, noch op grond van de wet in geval van algemeene gemeenschap, noch op grond van een uitdrukkelijke bepaling, ingeval van gemeenschap van roerende goederen en aanwinsten (art. 136).

Luidens § 1490 van het Duitsche Wetboek, wanneer een afstammeling die

recht heeft te deelen komt te overlijden, behoort zijn aandeel in de gemeenschappelijke goederen niet tot zijn eigen erfgenamen. Sterft één der kinderen, dan vervangt het zijn eigen kind, indien er een is, doch met verplichting de gemeenschap voort te zetten. Sterft het zonder kinderen, dan valt zijne erfenis niet open wat de gemeenschappelijke rechten betreft, en deze vullen de overige onverdeelde rechten aan. Deze tamelijk eigenaardige regel lijkt, op het eerste zicht, niet meer van toepassing te kunnen zijn na het van kracht worden van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, daar het gaat om een recht dat afhangt van het overlijden van één der onverdeelden. Men zal niettemin opmerken dat deze onovermaakbaarheid en de aanwas die ervan het gevolg is, het aandeel van elk kind aandoet ten behoeve van de overlevende onverdeelden. Bedoelde aanwas is dus voor ieder van hen een verworven recht, evenals een verworven recht is de aanwas voorzien in een contract van gemeenschappelijken aankoop of in een vennootschapscontract. Het is de toepassing van den regel dat het voorwaardelijk recht een verworven recht is. De bepalingen van §§ 1483 en volgende van het Duitsche Wetboek dienen verder toegepast op de gemeenschappen waarvan de voortzetting begonnen is onder dat wetboek, zonder dat de verandering van wet nadeel kunne berokkenen aan de rechten welke kunnen voortspruiten uit § 1490.

Het verdwijnen van de voortgezette gemeenschap zou kunnen afbreuk doen aan den wil der echtgenooten die, uit onwetendheid, er niet zouden aan denken nieuwe bepalingen te maken. Daarom, de teksten van het Fransche ontwerp aannemend, verandert het onderhavige ontwerp, door een vermoeden van den wil, de uitdrukkelijke voorwaarde van de voortgezette gemeenschap in beschikking van vruchtgebruik, naar de verhouding toegelaten door de voorschriften betreffende het voorbehouden aandeel (art. 66).

Het huwelijksregister. — Indien de echtgenooten gebruik maken van het hun toegekende recht veranderingen toe te brengen aan hun huwelijksche voorwaarden binnen zes maand na het van kracht worden van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, zal van die verandering moeten blijken uit een notarieele akte (art. 1394, Burg. Wetb.) en het komt erop aan dat zij openbaar worde gemaakt.

Derden die zaken wenschen te doen met de echtgenooten hebben er belang bij te weten welke hun huwelijksche voorwaarden zijn. De door de Belgische wet voorziene ruchthaarheid der huwelijksche voorwaarden is ontoereikend. De eenige bij de wet voorgeschreven maatregelen zijn de aanduiding in de akte van voltrekking van den datum der huwelijksche overeenkomsten en van den notaris die laatstbedoelde overeenkomsten in ontvangst heeft genomen (wet van 16 December 1831, art. II) en de bekendmaking bij uittreksel ter griffie van de rechtbanken van koophandel, wanneer de echtgenooten kooplieden zijn (wet van 13 December 1872, artt. 12 en volg.). Het Duitsche Wetboek heeft op dit gebied een stelsel van ruchthaarheid ingericht dat tegelijk vollediger en eenvoudiger is. Elke voorwaarde van het huwelijkscontract waarbij het wettelijk regiem uitgesloten of gewijzigd wordt, moet ingeschreven worden in een bijzonder register (huwelijksregister of register der goederen), gehouden ter griffie van de kantonrechtbank en openbaar. De er niet ingeschreven bedingen kunnen tegen derden te goeder trouw niet worden aangevoerd.

Dit nut van het huwelijksregister heeft de stellers van het Fransche ontwerp ertoe doen besluiten het te handhaven voor de in Elzas en Lotharingen gevestigde echtgenooten, terwijl de huwelijkscontracten aldus worden ruchtbaar gemaakt, én naar de Fransche wet, welke op de onze gelijk, én door middel van het huwelijksregister.

Het belang verbonden aan het behoud van dit register is natuurlijk grooter voor een land zooals Elzas-Lotharingen als voor de gebieden Eupen en Malmedy en men heeft het dan ook niet noodig geacht te dien opzichte het Fransche voorbeeld te volgen. Het volstaat de ruchtbaarheid van het huwelijksregister te handhaven voor de inschrijving van de wijzigingen welke zullen toegebracht worden aan het huwelijkscontract binnen den termijn welke aan de echtgenooten wordt toegekend om te kiezen.

Bedoelde wijzigingen zullen in het huwelijksregister worden ingeschreven, maar die ruchtbaarheid moet alsdan volstaan; zij vervangt ten aanzien van die wijzigingen de ruchtbaarheid door de Belgische wet toegekend. Noch artikel II der wet van 16 December 1851, noch artikel 12 der wet van 15 December 1872 zijn toepasselijk in hunnen tekst, aangezien zij de vóórhuwelijksche overeenkomsten voorzien, terwijl het hier gaat om eene wijziging aan het contract na het huwelijk toegebracht. Men had, gewis, op dit geval, de voorschriften van die artikelen kunnen toepasselijk maken, doch dit bleek niet noodig te zijn. De ruchtbaarheid van het huwelijksregister is volledig en eenvoudig en zij volstaat (art. 67).

Het is niet noodig voorgekomen een nieuwe inschrijving in het huwelijksregister op te leggen bij vervanging van het regiem van rechtswege.

De wettelijke hypotheek. — De invoering van de Belgische wet zal de vrouw het voordeel doen genieten van de artikelen 64 en volgende van de wet van 16 December 1851, waarbij de hypotheek der gehuwde vrouw gehuldigd wordt.

Zonder na te gaan welke oplossing in theorie aan dit vraagstuk diende gegeven, hebben de opstellers van het ontwerp gedacht dat de vrouw die bepalingen moest kunnen aanvoeren zelfs ten aanzien der schuldvordering welke zou zijn kunnen verworven hebben onder het stelsel van het plaatselijk recht. Het ontwerp heeft, op dit gebied, het beginsel aangenomen dat in het Fransch ontwerp opgesloten ligt. Doch, in het stelsel van het Fransch ontwerp sluit de toepassing der Fransche wet de toepassing uit van § 1391 van het Duitsche wetboek. Deze beschikking zal niet meer mogen aangevoerd worden voor de toekomst, maar de hypotheekborgen welke zullen gesteld zijn krachtens die paragraaf zullen gehandhaafd blijven onder de voorwaarden over het algemeen voor de hypotheeken van het plaatselijke recht voorzien (art. 68).

IV° AFDEELING.

De verkoopovereenkomst.

Koopvernietigende gebreken. — De plaatselijke wet behandelt de koopvernietigende gebreken in de §§ 481 en volgende.

De bepalingen van het Belgisch Wetboek welke erover handelen werden in het

Belgisch recht aangevuld door de bijzondere wetten betreffende de zaak en inzonderheid door de wet van 25 Augustus 1885, gewijzigd door de wet van 3 Juli 1894.

Die bijzondere wetten zullen tegelijkertijd als het Belgisch Burgerlijk Wetboek van kracht worden.

Het vermogen van wederinkoop. — Tot het uitoefenen van dit recht, vergunt het Deutsche Wetboek een termijn van dertig jaar (§ 503). De termijn van vijf jaar, door het Belgisch Burgerlijk Wetboek voorzien (art. 1600) beoogt de openbare orde. De wet heeft gemeend dat de eigendom niet gedurende een te langen tijd onzeker en vlottend blijven moest. Waar het gaat om een onder de plaatselijke wet gesloten contract, zou men zich kunnen afvragen of de verkooper het voordeel zou genieten van het tijdsbestek van dertig jaar door de plaatselijke wet toegestaan. (Raadpl. Dalloz, Vente, n^o 1480). De reden waarop de bepaling van artikel 1660 berust, waar zij haar aan het eigendomsstelsel vastknoopt, schijnt er de toepassing van op te leggen zelfs op de rechten bedongen onder het stelsel van het plaatselijk recht, doch die reden is vatbaar voor kritiek. Het beding van wederinkoop is een ontbindende voorwaarde. In de andere gevallen van ontbindende voorwaarde, stelt de wet geen tijd vast waarna de voorwaarde vervalt. Het behoud van den termijn van dertig jaar zal hier geen ergere bezwaren opleveren. Daarom is het dat het ontwerp hem handhaaft. Dit beding van wederinkoop waarvan de economische reden is verdwenen, is trouwens een zeer zeldzaam feit en het vraagstuk levert geen practisch nut meer op (art. 69).

Het recht van voorkoop. — Het Belgisch Burgerlijk Wetboek spreekt niet over dergelijke overeenkomst. Zooals hierboven werd vermeld, bestaat in het plaatselijk recht tweeërlei recht van voorkoop (§§ 54 en volg.); het eene is zakelijk (§§ 1094 en volg.), het ander persoonlijk (§§ 504 en volg.). Daar dit laatste slechts persoonlijke gevolgen heeft, is er geen bezwaar, hoegenaamd, dat het behouden blijft. Het is eene overeenkomst die verder zal beheerscht worden door de bepalingen waaronder zij werd gesloten (art. 70).

V^e AFDEEDING.

De huurovereenkomst.

De stilzwijgende inhuring. — De stilzwijgende inhuring is eene nieuwe overeenkomst en is geen gevolg van de oorspronkelijke.

De stilzwijgende inhuring wordt aangenomen door het plaatselijk recht zoowel als door het Belgisch recht; zij verschilt alleen daarin dat het Belgisch recht aan den rechter de zorg overlaat uitspraak te doen indien de huurder in 't bezit gelaten werd, terwijl het Duitsch Wetboek slechts de stilzwijgende inhuring aanneemt, wanneer de verhuurder of de huurder binnen een tijdsverloop van twee weken niet van hun tegenovergesteld inzicht hebben doen blijken aan de wederpartij (§ 568).

De partij die de huurovereenkomst niet wil voortzetten zal steeds bevoegd zijn om haar wil dienaangaande te kennen te geven, en wij zien niet in waarom men

de stilzwijgende inhuring niet zou toelaten overeenkomstig de artikelen 1738, 1759 en 1776 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

Maar het is wenschelijk dat de onder de Belgische wet bij stilzwijgende inhuring voortgezette huurovereenkomsten, alhoewel toegestaan onder de plaatselijke wet, door de Belgische wet worden beheerscht, behoudens, evenwel, de bijzondere voorwaarden van de oorspronkelijke overeenkomst, die eveneens geldig zijn onder die wet (art. 71).

VI^e AFDEELING.

De pandovereenkomst.

De pandovereenkomst. — De bij het van kracht worden der Belgische wet behoorlijk gevestigde pandrechten (§§ 1204 en volg.) moeten gehandhaafd worden. Het leek niet noodig een tijd te bepalen waarbinnen het onder de plaatselijke wet gevestigde pand moet omgezet worden in een pand gevestigd naar de Belgische wet. In de praktijk zijn de pandrechten trouwens meestal van korten duur (art. 72).

Verplichting om zekerheid te stellen. — De §§ 232 en volgende behandelen de verplichting door eene partij op zich genomen of door de wet opgelegd om zekerheid te stellen. Het is de Belgische wet die, te rekenen van haar in werking treden, de gevallen zal bepalen waarin een schuldenaar wettelijk verplicht zal zijn een waarborg te leveren, benevens de wijze waarop hij zal worden gesteld. Berust de verplichting op overeenkomst, dan geldt het een gevolg van contract, waaruit volgt dat de §§ 232 en volgende verder van toepassing zullen zijn op de verplichtingen welke men op zich heeft genomen onder het Duitsch Burgerlijk Wetboek, behoudens enkele aanpassingsmaatregelen (art. 73).

VII^e AFDEELING.

Overdracht van zakelijke rechten, hypotheeken en voorrechten.

Overdracht van zakelijke rechten. — Hierboven was reeds sprake van de overdracht van het eigendomsrecht, wat de vaste goederen betreft.

Daar deze zaken, in het kader van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, in verband worden gebracht met die betreffende de hypotheeken en voorrechten op vaste goederen, leek het verkieslijk onder de overgangsbepalingen die bepalingen te vereenigen welke betrekking hebben op de overdracht der zakelijke rechten over 't algemeen en die welke de hypotheek betreffen (art. 74 en volg.).

Hypotheek. — In de plaatselijke wet zijn er twee soorten van hypotheek: de gewone hypotheek (§ 1115) met of zonder hypotheekbrief, en de zekerheidshypotheek (§ 1184) steeds zonder hypotheekbrief. Deze twee soorten van hypotheek verschillen voornamelijk ten aanzien van de bewijskracht hunner inschrijving.

Terwijl de schuldeischer, die eene gewone hypotheek heeft, er zich kan bij bepalen te verwijzen naar de inschrijving zijner hypotheek om zijne schuldvordering tegenover den eigenaar van het bezwaarde goed te laten gelden, en aan dezen laatste over te laten het bewijs te leveren dat de schuldvordering niet bestaat, moet de schuldeischer die eene zekerheidshypotheek heeft, van zijnen kant bewijzen dat zijne schuldvordering werkelijk bestaat voor het geëischte bedrag. Met andere woorden : bij de gewone hypotheek wordt vermoed dat de eigenaar van het belaste goed eene som schuldig is welke gelijk is aan het in het Grondboek ingeschreven bedrag ; bij de zekerheidshypotheek bestaat dit vermoeden niet. De schuldeischer moet van zijne schuldvordering laten blijken en kan slechts tot beloop van het bewezen bedrag zijne hypothecaire rechten doen gelden. Deze twee soorten van hypotheek hebben dit gemeen dat zij beiden slechts betrekking hebben op eene bepaalde schuldvordering. Zoodra deze schuldvordering door terugbetaling van wege den eigenaar of door welk ander feit vervalt, gaat de hypotheek naar den eigenaar over ; de schuldeischer kan van deze hypotheek geen gebruik meer maken om andere schuldvorderingen die hij tegen denzelfden schuldenaar heeft te waarborgen. Daartoe is er een nieuw akkoord en eene nieuwe inschrijving in het Grondboek vereischt (§§ 1163, 1177, 1198).

Dit is een groot bezwaar wanneer schuldeischer en schuldenaar geregeld met elkaar zaken doen.

Om den schuldeischer in de gelegendheid te stellen zich door zijn schuldenaar alle schuldvordering die uit zulke betrekkingen kunnen voortvloeien te waarborgen, heeft de wet de bijzondere zekerheidshypotheek voorzien, genaamd zekerheidshypotheek tot het hoogste bedrag (§ 1190). Bij deze laatste hypotheek zijn de gewaarborgde schuldvorderingen niet bepaald. Zij worden de eene na de andere vastgesteld. In geval van geschil, dient de schuldeischer het bewijs te leveren.

Om deze onvoordeelige positie in een proces te vermijden, terwijl hij zich nochtans het recht voorbehoudt de door de hypothecaire inschrijvingen gewaarborgde schuldvorderingen slechts te moeten bepalen op den dag dat hij ze wil laten gelden, mag een schuldeischer ten slotte zijn toevlucht nemen tot de inschrijving eener grondschuld (§ 1191). In dit geval wordt het onroerend goed derwijze bezwaard, dat eene bepaalde som geld moet uitbetaald worden aan den persoon te wiens behoeve de inschrijving heeft plaats gehad. Tusschen deze inschrijving en eene bepaalde schuldvordering bestaat geen verband. De geldsom is verschuldigd, afgezien van elke schuldvordering. Het behoort den eigenaar van het bezwaarde goed desgevallend te bewijzen dat, volgens de overeenkomsten welke tusschen hem en den schuldeischer van de grondschuld bestaan, deze laatste niet het recht heeft de te zijnen behoeve genomen inschrijving te doen gelden.

De grondschuld kan met of zonder hypotheek ingesteld worden. Zij kan derwijze ingesteld worden dat de brief aan toonder uitgegeven worde (art. 1195).

Zij kan ook (§§ 1163, 1168) ten behoeve van den eigenaar ingesteld worden, hetgeen niet het geval is met eene gewone hypotheek of eene zekerheidshypotheek, aangezien deze noodzakelijk genomen worden tot waarborg van eene of meer schuldvorderingen en dat eene schuldvordering slechts tusschen twee of meer verschillende personen kan bestaan. Eene hypotheek die na eene andere wordt ingeschreven blijft steeds de tweede in rang, zelfs indien de eerste hypo-

theek door den eigenaar wordt terugbetaald. Laatstgenoemde hypotheek behoort alsdan aan den eigenaar, die haar voor andere schulden in pand kan geven (§ 1180).

De hypotheekbrief dient tot het roerend maken van het onroerend krediet. Hij geeft den schuldeischer de gelegenheid zich op de hypotheek geld te verschaffen zonder eenige inschrijving in het grondboek. Het volstaat den pandhoudenden schuldeischer eene schriftelijke verklaring voor te leggen en hem den hypotheekbrief ter hand te stellen (§ 1154).

Laatstgenoemde schuldeischer is alsdan geheel gedekt; want geen enkele beschikking kan ten aanzien van de hypotheek genomen worden zonder dat de hypotheekbrief overgelegd wordt (§§ 1144, 1160).

Een schuldeischer die eene hypotheek heeft, laat, in geval van niet betaling zijner schuldvordering, zijne hypothecaire rechten gelden door aanvraag van den gedwongen verkoop van het bezwaarde goed overeenkomstig de bepalingen der plaatselijke wet van 24 Maart 1897 op den gedwongen verkoop.

Volgens artikel 16 van voormelde wet, moet eene dergelijke wet het onroerend goed vermelden, den eigenaar, de schuldvordering en den uitvoerbaren titel, krachtens dewelken de eischer in rechte wil optreden.

De noodige bescheiden moeten erbij gevoegd zijn, inzonderheid de uitvoerbare titel — hetzij een vonnis, hetzij de grosse van de akte tot vestiging van de hypotheek, hetzij een andere titel — alsmede de papieren betreffende de beteekening van den titel.

Indien de eigenaar-schuldenaar het recht meent te hebben zich tegen den gedwongen verkoop van zijn onroerend goed te verzetten, moet hij zijne rechten doen gelden vóór de burgerlijke rechtbank — kantongerecht of rechtbank van eersten aanleg — door dagvaarding van den schuldeischer overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 732, 767 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Gedurende dit geding kan de rechtbank de gedwongen onteigening schorsen.

Wat vooral het plaatselijk hypothecair stelsel kenmerkt, en waardoor het zich van het Belgisch recht onderscheidt, is dat de hypotheek er een last is die onafhankelijk is van de schuldvordering.

De schuldvordering is geen wezenlijk bestanddeel van het hypotheekrecht; zij dient slechts als wettigingstitel voor de gedwongen uitvoering.

Het kan gebeuren dat zij niet tot stand komt, omdat de leening die men behoefde niet gedaan werd, of omdat eene schorsende voorwaarde ontbrak, enz. In dit geval verwerft de eigenaar de hypotheek en hij heeft het recht op te treden tot verbetering van het grondboek.

Hetzelfde geldt wanneer de schuldvordering door kwijtschelding, overeenkomst, vermenging of betaling vervalt (de Meulenaere, sub. § 1163, nota) (§§ 1113, 1118, 1139, 1168, 1177, 1180).

Door het groote verschil dat tusschen de twee stelsels bestaat is het niet mogelijk de hypotheeken van het plaatselijk recht zonder meer aan het Belgisch stelsel te onderwerpen. Men zou inderdaad hebben kunnen verordenen dat binnen een korten termijn na het van kracht worden van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, de thans gevestigde hypotheeken zouden moeten omgezet worden in nieuwe

hypotheken welke gansch aan de wet van 16 December 1851 zouden onderworpen zijn. Maar de onmiddellijke omzetting van alle thans bestaande hypotheken zou aanleiding gegeven hebben tot vaak aanzienlijke kosten en overlading van de registers van den hypotheekbewaarder, en zou eene bron geworden zijn van moeilijkheden en wellicht van vervallenverklaring, want verschillende omstandigheden kunnen zich verzetten tegen het verlijden, binnen een korten termijn, van de authentieke akten die noodig zijn voor de door de Belgische wet beheerschte hypotheken en tegen de inachtneming van de door voornoemde wet voorgeschreven formaliteiten. Het is om die verschillende redenen dat het ontwerp van de onmiddellijke assimilatie afziet, die zij echter voor de toekomst voorbereidt.

De hypotheken die door schuldeischers werden verworven vóór dat de Belgische wet van kracht werd, blijven hunne uitwerking hebben gedurende een termijn van tien jaar, maar al de hypotheken die na het van kracht worden van de wet worden gevestigd, moeten worden bewilligd en bewaard overeenkomstig de wet van 16 December 1851.

Daar de tekst slechts de door (tegenwoordige of toekomstige) schuldeischers gevestigde hypotheken beoogt, zijn deze uitgesloten die op het oogenblik dat het Belgisch Burgerlijk Wetboek wordt ingevoerd, toebehooren aan den eigenaar van het goed dat ermede belast is.

Het ontwerp sluit insgelijks de hypotheken uit die, in den loop van den termijn, zich bij den eigendom zouden voegen,

Voor de omzetting van de hypotheek volgens het plaatselijk recht in hypotheek volgens het Belgisch recht, verleent dus het ontwerp een termijn van tien jaar. Gedurende dien termijn zullen een groot aantal hypotheken vervallen zijn. Degene die op dat oogenblik nog zouden bestaan, kunnen ook door betaling tenietgedaan worden, indien partijen de kosten der omzetting willen vermijden.

De omzetting zal dus slechts voor een beperkt aantal hypotheken gelden en, ten anderen, gedurende dien langen termijn, zullen de partijen de authentieke bescheiden hebben kunnen verzamelen die voor de omzetting zijn vereischt.

Indien de omzetting niet in der minne kan geschieden, zal de schuldeischer zijne rechten vrijwaren door te gelegener tijd eene vordering in te stellen tot het bekomen van een vonnis dat geldt als vrijwillige handeling.

De inschrijvingskosten, die van de notarieele akte en eventueel die van het vonnis, moesten door de hypotheek gedekt worden. Ofschoon die kosten na de oorspronkelijke schuldvordering en na de hypotheek gedaan werden, zullen zij door deze gewaarborgd worden met den rang die de hypotheek bezat ten aanzien van de primitieve schulden. Deze bepaling is billijk alhoewel zij eenigszins afbreuk doet aan de verworven rechten, aangezien zij nadeelig kan zijn voor een schuldeischer die eene op een lageren rang ingeschreven hypotheek heeft. Daar deze kosten een gevolg zijn van de verandering van wetgeving, kon men ze niet zonder meer ten laste leggen van den schuldeischer, indien de schuldenaar ze niet betaalt, en, wat den schuldenaar betreft, kan hij er niet over klagen die kosten te moeten dragen aangezien het hem vrijstaat zijne schuld af te betalen. Indien hij niet terugbetaalt, betaalt hij de kosten als last van het krediet dat hij aanvraagt.

Het nadeel dat deze regeling aan den schuldeischer kan berokkenen, die op een

lageren rang is ingeschreven, is slechts mogelijk wanneer de schuldenaar deze kosten niet betaalt (het geval zal zich niet vaak voordoen) en indien het onroerend goed geene voldoende waarde heeft om die kosten terzelfder tijd als de andere gewaarborgde schuldvorderingen te dekken. Deze laatste mogelijkheid kan *a priori* worden afgewezen voor de vóór den wapenstilstand genomen hypotheeken die nog bestaan (artt. 75 en volgende).

Grondschuld. — De grondschuld is een last die onafhankelijk is van elke schuldvordering (§§ 1191 en volgende).

Deze last die in het burgerlijk wetboek onbekend is, zal ophouden te bestaan wanneer de Belgische wet van kracht wordt. Men moet nochtans de rechten ontzien die ten behoeve van derden op dezen last zouden kunnen verworven zijn.

Het is daarom dat het ontwerp dezen last behoudt wanneer hij bestaat ten behoeve van een bepaald belanghebbende of bestemd is tot waarborg van eene schuldvordering ten behoeve van een bepaald derde. De duur van dit behoud kon niet anders dan beperkt zijn ; de grondschuld zal in eene hypotheek moeten omgezet worden. (art. 79).

Grondrente. — De grondrente is eene variëteit van de grondschuld.

Eene dergelijke bepaling diende aangenomen (art. 80).

Voorrechten. — Bij het van kracht worden der Belgische wet, moet de wet van 16 December 1851 toegepast worden, niet alleen wat de hypotheeken betreft, maar ook waar zij, naast de hypotheeken voortvloeiende uit wet, overeenkomst of testament, voorrechten stelt welke voortspruiten uit de hoedanigheid van de schuldvordering die zij waarborgen.

Volgt daaruit dat de schuldeischers de bepalingen mogen inroepen en het voorrecht eischen voor eene schuldvordering die bestond vóór dat de Belgische wet van kracht werd? Over het algemeen mag het aan den waarborg der schuldvordering verbonden voorrecht door elken schuldeischer ingeroepen worden, maar daar het eene uitwerking is der wet, kan het niet bestaan ten aanzien van een tijdstip vóór het in werking treden der wet; het mag geen afbreuk doen aan de bijzondere rechten welke door derden, vóór het bestaan der wet, konden verworven zijn op het voorwerp dat ermede belast is, en ten anderen kan dit voorrecht slechts ten aanzien van derden bestaan onder de door de wet voorziene voorwaarden. Zoo kunnen de schuldeischers niet de onroerende voorrechten inroepen die voortspruiten uit eene akte van eigendomsoverdracht die niet in het register van den bewaarder der hypotheeken werd overgeschreven (hypotheekwet artt. 30 en volgende).

Deze formaliteit zal niet in acht genomen geworden zijn voor de verkoopen die onder het regiem der plaatselijke wet hebben plaats gehad, zoodat de schuldeischer die den verkoopprijs van een onroerend goed eischt en die geene inschrijving in het grondboek heeft genomen, ook niet het voorrecht zal hebben dat de Belgische wet verleent aan den verkooper van een onroerend goed voor op termijn betaalbaren prijs. Anders is het met het geval waarin het voorrecht van het Belgisch recht bestaat tegenover derden zonder dat eene inschrijving of eene als zoodanig geldende overschrijving noodig zij; dit is het geval voor het voorrecht der gerechtskosten dat de wet verleent aan degenen die deze kosten hebben gedaan tegenover

schuldeischers die daarbij voordeel hebben behaald; in zekere mate, het voorrecht der gerechtskosten in strafzaken en het voorrecht van den Staat op de goederen der rekenplichtigen.

In dit geval dient de Belgische wet toegepast, zelfs indien daarbij afbreuk moest worden gedaan aan onder de plaatselijke wet verworven rechten. De onder de plaatselijke wet verworven hypotheek die door het ontwerp behouden blijft, moet te dien aanzien geen meer uitgebreide uitwerkingen hebben dan de onder de Belgische wet verworven hypotheek. Het is met dit voorbehoud dat het beginsel moet begrepen worden volgens hetwelk de in het Grondboek ingeschreven hypotheek zijne uitwerking zal blijven hebben wat betreft den rang van het ingeschreven recht. Afbreuk aan de verworven rechten zal trouwens in vele gevallen eer in schijn dan in werkelijkheid bestaan, aangezien het voorrecht voorgaat, ofwel vóór de rechten van degenen ten wier behoeve de bevoorrechte kosten werden betaald, ofwel vóór de rechten van degenen die eene overeenkomst hebben gesloten met personen van wie zij weten dat te hunnen laste eene vervolging werd ingesteld (art. 81).

Wat de hypotheeken van den fiscus betreft, is geene enkele bepaling noodig, daar de plaatselijke wet van 24 Maart 1897 voordeliger is voor den fiscus dan de Belgische wet.

Zuivering. — Den aankoper van een gehypothekeerd onroerend goed moet het toegelaten zijn over te gaan tot de zuivering zonder onderscheid tusschen de hypothecaire schuldvorderingen die onder de Belgische wet of onder het plaatselijk recht ontstaan zijn.

Dit laatste recht kent de hypothecaire zuivering niet; degene wien het goed toegewezen wordt moet de hypothecaire schuldvorderingen op zich nemen tot beloop van den aankoopprijs. Slechts de hypotheeken boven dien prijs worden geschrapt.

In geval van verkoop uit de hand moet de koper de hypothecaire schuldeischers betalen op den vervaldag tot beloop van zijn aankoopprijs en wijst de hypothecaire schuldeischers af wier schuldvorderingen dien prijs overschrijden. Deze schuldeischers kunnen hun toevlucht nemen tot de gedwongen onteigening van het onroerend goed, maar in geval van beslag op het onroerend goed, is de vervolger gehouden een opbod te doen dat, samen met de proceskosten, alle schuldvorderingen dekt van eene hoogere rangschikking dan de zijne.

Het is verkieslijk dadelijk op alle hypotheeken de proceduur der zuivering toe te passen; wat echter de aankopen betreft die gedaan werden onder het regiem van het plaatselijk recht, laat het ontwerp, naar het voorbeeld van het Fransche ontwerp, de zuivering slechts toe voor zoover de hypotheeken den aankoopprijs overschrijden.

De uitwerking der zuivering moet zich insgelijks uitbreiden tot grondschulden en grondrenten die zouden blijven bestaan (art. 82).

VIII^e AFDEELING.

Verjaring.

De verjaringstermijn van het plaatselijk recht bedraagt over het algemeen dertig jaar (§§ 194 en volg.).

De regelen betreffende de bijzondere verjaringen verschillen van deze van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

De vraag welke, ten aanzien van de verjaring, de uitwerking moet zijn van de vervanging van de plaatselijke burgerlijke en handelswetgeving door de Belgische wet, is van zeer kieschen aard.

§ 1. *Vernietigende verjaring.* — Het is onbetwistbaar dat, in beginsel, de verjaring, zoolang zij niet verworven is, geen enkel recht verleent, zelfs geen voorwaardelijk recht. Er is slechts verworven recht wanneer de verjaring voltrokken werd onder het regiem der oude wet. Bij den overgang van de eene wetgeving tot de andere werden echter steeds overgangsbepalingen genomen om deze zaak te regelen.

A. *Stelsel van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.* — Artikel 2281 bepaalt dat de handelsverjaringen op het tijdstip van de bekendmaking van het Wetboek overeenkomstig de oude wetten zullen geregeld worden; van dit beginsel wordt slechts afgeweken wanneer volgens de oude wet nog meer dan dertig jaar moeten verlopen opdat de verjaring voltrokken zij.

B. *Stelsel van de Duitse wet tot invoering van het Burgerlijk Wetboek.* — De bepalingen van de nieuwe wet zijn toepasselijk op de niet verworven verjaringen, behoudens dat het begin van den termijn alsmede de oorzaken van schorsing of onderbreking, voor den tijd vóór de uitvoering van de nieuwe wet, volgens de oude wet bepaald worden.

Wanneer de bij de nieuwe wet voorziene termijn korter is, wordt die termijn berekend vanaf het in werking treden dezer wet; verstrijkt echter de langere termijn spoediger dan de te rekenen van de invoering der nieuwe wet aldus berekende termijn, dan heeft de verjaring plaats door het verstrijken van den langsten termijn (art. 169).

Wanneer het rechten geldt voortspuitende uit obligaties aan toonder, wordt de verjaring volgens de vroegere wetten geregeld (art. 174).

C) *Stelsel van het ontwerp van den raad voor wetgeving voor Elzas-Lotharingen.*

De tenietdoende verjaringen en termijnen begonnen vóór het invoeren van de nieuwe wet, loopen ten einde volgens de vorige wet (beginsel van artikel 2281) behoudens dat de in de nieuwe wet vervatte oorzaken van stuiting en van schorsing alleen van toepassing zullen zijn met ingang van deze wet (art. 106).

Waar er, in de drie stelsels, spraak is van begonnen verjaringen, beduidt deze uitdrukking niet dat de termijn van de verjaring reeds ingetreden is; zoo is de verjaring die, bij haar ontstaan, geschorst wordt, bv. door de minderheid, een begonnen verjaring.

De verklarende rechtspraak van artikel 2281 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, alsmede de rechtsleer en de tekst van de uitvoeringswet, zijn te dien opzichte zeer duidelijk.

Op het eerste gezicht lijkt het stelsel vervat in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek, het eenvoudigste. Maar, daar het te radikaal is, leidt het tot buitensporige gevolgen. Het kan onmogelijk van toepassing zijn, wanneer het een burgerlijke zaak geldt, voortspuitende uit een misdaad, een wanbedrijf of een overtreding (wet van 17 April 1878, art. 21 en volgende). Dat zou tot de meening leiden dat een burgerlijke zaak niet kan verjaren, terwijl nochtans een strafzaak door verjaring wordt te niet gedaan.

In theorie is dit stelsel evenmin te verantwoorden. De nog niet volcindigde verjaring verleent geen enkel recht.

Indien men begrijpt dat, wanneer het eene recht in de plaats wordt gesteld van het andere, de wetgever de verjaring neemt in den gevorderden staat in denwelken deze zich bevindt en bij den onder de vorige wet verstreken tijd, dezen voegt welke met ingang van de nieuwe wet begint te loopen, begrijpt men minder dat hij er vanaf ziet de verjaring zelf te regelen na de invoering van de nieuwe wet.

In het stelsel van den raad voor wetgeving in Elzas-Lotharingen, wordt aan artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek, het beginsel ontleend waarbij de nieuwe wet voor de vorige wet wijkt; met dit voorbehoud echter dat, vanaf het van kracht worden van het Burgerlijk Wetboek, de oorzaken van stuiting of van schorsing deze zullen zijn, welke in dit wetboek zijn aangeduid.

Voor dit stelsel gelden, alhoewel in mindere mate, dezelfde bezwaren als voor artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek.

In het Fransche ontwerp worden alle andere termijnen gelijkgesteld met de tenietdoende verjaringen, gelijkstelling welke des te meer gepast is, daar het onderscheid tusschen de verjaring en den van te voren bepaald termijn niet altijd duidelijk is aangegeven en dat het somtijds betwistbaar is of een zekere tijdsduur een verjaring is of een termijn (bv. art. 2279, lid. 2).

In het stelsel van de Duitsche wet tot invoering van het Burgerlijk Wetboek, worden de bezwaren vermeden welke wij aangewezen hebben zoo in het stelsel van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, als in het stelsel van den raad voor wetgeving in Elzas-Lotharingen.

Bij deze wet wordt afstand gedaan van hetgeen gebeurde in het verleden, niet van hetgeen in de toekomst zal gebeuren.

Bij de invoeringswet worden de verjaringen betreffende de titels aan toonder uitgezonderd; er bestaat geen reden om deze uitzondering te behouden.

Verder wordt besloten dat, wanneer de termijn van verjaring volgens de nieuwe wet korter is, deze termijn aanvangt met het van kracht worden van deze wet.

De opneming van dezen regel in het ontwerp tot invoering van de Belgische wet, zou bijzonder nuttig zijn wanneer het korte verjaringen geldt — verjaringen van zes maand of minder — welke in het plaatselijk recht niet bestaan.

In dit geval bestaat er geen bezwaar alleen den tijd in aanmerking te nemen die sedert het van kracht worden van de Belgische wet verlopen is. Maar bij het Duitsch Wetboek wordt tevens gevergd dat de op deze wijze berekende termijn verstrijkt vóór het oogenblik dat de verjaring volgens de vorige wet zou verkregen zijn.

Indien er alleen kon spraak zijn van verjaringen van zes maand of minder, welke over het algemeen voor het Duitsch Wetboek niet bestaan, zou deze beperking eenvoudig dienen weg te vallen.

Maar dit geval kan zich voordoen betreffende andere verjaringen.

Zoo bv. bevat het Duitsch Wetboek geene bepaling die overeenkomt met artikel 475 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, waarbij de tienjarige verjaring voorzien wordt voor de handelingen van den minderjarige ten aanzien van zijn voogd, betreffende de voogdij. Deze verjaring alleen laten beginnen te loopen vanaf de invoering van de Belgische wet zou beteekenen dat, voor een zelfde zaak nochtans aan eene nogal lange verjaring onderworpen, werkelijk een termijn aangenomen wordt die omtrent voor den helft kan verschillen.

De voorgestelde tekst die, zooals hooger gezegd, op de invoeringswet berust, kan tot dit gevolg geen aanleiding geven. In beginsel, wordt door dezen tekst, de in de Belgische wet voorziene termijn, toegepast. Nochtans, als de tijd welke, bij het invoeren van de Belgische wetten, nog moet verstrijken, langer is volgens de plaatselijke wet dan de gansche termijn door de Belgische wet voorzien, zal laatstbedoelde termijn slechts in aanmerking komen vanaf de invoering van de Belgische wetten. In dit geval wordt met den reeds verlopen tijd geen rekening gehouden (art. 83).

§ 2. Verjaring als middel om iets te verkrijgen. (Verwerving door gebruik of door bezit). — De verwerving door gebruik of door bezit bestaat over het algemeen niet voor de plaatselijke wet in zake onroerende goederen. Er zijn enkele uitzonderingen betreffende de hypotheeken (§ 900). Deze verwerving door gebruik of door bezit verschilt grootelijks van deze bedoeld in het Belgisch recht. De voorwaarden van de verjaring om iets te bekomen, of van verwerving door gebruik of door bezit, naar aanleiding van de verandering van wetgeving, zijn bepaald bij artikel 107 van het Fransche ontwerp. Alleen de Fransche wet is van toepassing te rekenen van haar van kracht worden en de vorige tijd van bezit zal in aanmerking komen op voorwaarde dat dit bezit geschiedt volgens de voorwaarden bij de Fransche wet vereischt. Dit vorig bezit zal in aanmerking komen zelfs bij gebrek aan inschrijving in het Grondboek, en ten aanzien van den algemeen en erfgenaam of onder een algemeen titel, alhoewel het bezit door het geweld ongeldig is, ten aanzien van dengene die het pleegt. Om deze beschikking te verantwoorden wordt door de opstellers van het ontwerp aangevoerd dat, voor de veiligheid van de handelingen, de onroerende eigendom, vanaf de invoering van de Fransche wet, aan eene éénvormige wetgeving moet onderworpen worden. Deze beschouwing is ongetwijfeld van minder beteekenis wanneer het geldt het minder uitgestrekt gebied Eupen-Malmédy.

Het is van belang nauwkeurig het geval te bepalen in hetwelk de verjaring als middel om iets te verkrijgen door de plaatselijke wet toegelaten wordt, en de voorwaarden onder dewelke dit geschiedt (art. 900, 927).

Bij artikel 900 wordt het geval verondersteld van een persoon die als eigenaar van een onroerend goed in het Grondboek is opgeschreven, zonder dat hij werkelijk het bezit ervan verkregen heeft. Deze toestand geeft aanleiding tot het verkrijgen van den eigendom door verjaring, wanneer hij dertig jaar heeft

geduurd en de ingeschreven persoon gedurende dezen tijd het onroerend goed als eigenaar in zijn bezit heeft gehad; de verjaring is geschorst zoolang de gegrondheid van de verjaring betwist wordt.

Deze bepalingen zijn eveneens van toepassing op andere zakelijke rechten waarbij het bezit van het onroerend goed toegelaten is.

Artikel 927 bevat een nogal zonderling geval van verwerving door gebruik of door bezit. Eigendom kan verkregen worden op grond van dertigjarig bezit en op voorwaarde dat de eigenaar niet ingeschreven is; bovendien moet, bij het verstrijken van bedoelden termijn van bezit, de provocatoire rechtspleging aangewend worden, gevolgd door uitsluiting ten aanzien van den eigenaar. Deze verjaring als middel om iets te verkrijgen, wordt voor het hypotheekstelsel niet aangewend.

Eens de uitsluiting uitgesproken, volstaat het zich in het register te laten inschrijven. Wanneer de eigenaar ingeschreven is, wordt door deze inschrijving elke verjaring in principe verhinderd, krachtens het hypotheekstelsel. Dit is echter niet het geval wanneer de ingeschreven eigenaar overleden of verdwenen is, of wanneer sinds dertig jaar, door dezen eigenaar geen nieuwe inschrijving werd gedaan. In deze gevallen kan men, te zijnen nadeele, iets door verjaring verkrijgen door middel van het dertigjarig bezit, gevolgd door de provocatoire rechtspleging.

De bij §§ 900 en 927 bedoelde verjaringen als middel om iets te verkrijgen, welke bij het van kracht worden van de Belgische wetten begonnen maar nog niet verkregen zijn, zullen, krachtens artikel 83 van het ontwerp, door laatsbedoelde wetten beheerd worden, behoudens de in dit artikel vervatte bepalingen; deze oplossing die overeenkomt met degene voorgesteld voor de verjaringen als om van een verplichting bevrijd te worden, lijkt de eenvoudigste te zijn en alle belangen worden erdoor gevrijwaard.

De gevallen voor dewelke de verjaring als middel om iets te verkrijgen door de plaatselijke wet voor vaste goederen niet aangenomen werd en voor dewelke dus geene verjaring « begonnen » is bij het van kracht worden van de Belgische wetten, zal, overeenkomstig deze wetten, het bezit slechts van dat oogenblik af, als rechterlijke grondslag voor het verkrijgen van den eigendom kunnen aangevoerd worden (art. 83).

De bepaling van § 901 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek is niet een verjaring als middel om iets te verkrijgen, maar wel een verjaring als middel om van een verplichting bevrijd te worden (tenietdoende verjaring), en is, evenals iedere andere bepaling, aan het beginsel van artikel 83 van het ontwerp onderworpen.

Eindelijk, wat de roerende goederen betreft, waarvan de verwerving door gebruik of door bezit bij de §§ 937 en volgende in het plaatselijk recht geregeld is, worden, vanaf het invoeren van de Belgische wetten, door het ontwerp dezelfde uitwerkselen toegepast, als die door deze wetten aan het bezit der roerende goederen toegekend (art. 84); de beginselen van de Belgische wet zijn, te dezen opzichte, duidelijk en lenig en er bestaat geen bezwaar voor hunne onmiddellijke toepassing.

Het spreekt van zelf dat de verhoudingen van den eigenaar van het vast goed tot deszelfs bezitter, door de plaatselijke wet beheerd worden, gedurende den tijd vóór het van kracht worden van de Belgische wet.

B) WETBOEK VAN KOOPHANDEL.

In den grond bestaat er weinig verschil tusschen het Belgisch en het lokaal recht van Koophandel. In het plaatselijk recht is het begrip « Koopman » minder beperkt dan in het Belgisch recht ; daarentegen wordt in het plaatselijk recht geen gewag gemaakt van daden welke commercieel zijn, uit hoofde van de hoedanigheid van dengene die ze verricht. Dit verschil heeft overigens thans weinig praktisch belang. Want de *daden van koophandel*, onder het voormalig regiem geldig verricht, blijven in principe gelden onder het Belgisch regiem, maar met ingang van dit regiem zal de rechtsgeldige hoedanigheid van koopman deze zijn door de Belgische wet bepaald.

Door het Duitsch Wetboek (II^e Afdeling, boek I) wordt het houden van handelsregisters voorgeschreven ; deze openbare stukken, immers, door de kantonrechtbanken gehouden, zijn volkomen geloofwaardig ten aanzien van derden en behelzen de bijzonderste gerechtelijke daden van den koopman.

De invoering van het Belgisch Wetboek van Koophandel stelt, *ipso facto*, een einde aan het houden dezer registers ; niettemin worden deze boeken, overeenkomstig de algemeene beginselen als bewijsmiddelen toegelaten, en kunnen zij ingeroepen worden, met de kracht welke de plaatselijke wet hun zou verleenen, wanneer sommige gerechtelijke feiten dienen bepaald, welke vóór het van kracht worden van het Belgisch Wetboek van Koophandel bestonden.

Door het invoeren van de Belgische wetten zullen voortaan eveneens vervallen, de bepalingen van de plaatselijke wet op de gemeenschappelijke namen, de handelsboeken, enz. Ten slotte, zoo de bepalingen van Boek III van het Duitsch Wetboek in principe moeten gelden voor de daden van koophandel en de gerechtelijke handelingen voltrokken vóór het van kracht worden van de Belgische wet, zoo zijn de gerechtelijke handelingen na dit tijdstip voltrokken, heelemaal aan de Belgische wetten onderworpen.

De wetgever dient zich dus alleen bezig te houden met de oplossing van eenige heel bijzondere vraagstukken ; dat is de inhoud van de artikelen 86 tot 91 van het ontwerp. Hier dient bijgevoegd dat, sedert 29 November 1921, de wet van 25 April 1891, in het gebied Eupen-Malmedy reeds van toepassing werd gesteld op het vervoer per spoorweg en dat, sedert 24 September 1920, de *vennootschappen van koophandel* gemachtigd zijn zich volgens de Belgische wet op te richten.

ART. 86. — Niet alleen wordt bij de Duitsche wet aan de echtgenooten machtiging verleend om hunne huwelijksovereenkomsten te wijzigen na het huwelijk, maar er wordt zelfs geen enkele bijzondere maatregel getroffen om dit bekend te maken, wanneer het echtgenooten geldt, waarvan de eene handel drijft. Dit omdat, in het plaatselijk recht, de bekendmaking van de huwelijksverbintenis voorgeschreven is. Het is echter niet voldoende gebleken, in dezen, zich te houden bij den algemeeneregel, hierboven bepaald bij artikel 67. De veiligheid van de zaken van koophandel vergt een zelfde bekendmaking in zake huwelijksverbintenis betreffende echtgenooten welke handel drijven. Bij artikel 86 wordt dezen toestand verholpen ;

de daarbij bepaalde termijn is noodzakelijkerwijze nogal lang, aangezien deze bepaling moet overeengebracht worden met de artikelen 60 en 67 betreffende het invoeren van het Burgerlijk Wetboek, waarbij voor het wijzigen van de huwelijksvereenkomst, eveneens een termijn wordt bepaald.

Art. 87. — In het Duitsch Wetboek wordt in het bijzonder gehandeld over den toestand van de handelsklerken, leerjongens, handelsagenten en makelaars (boek I, afdeelingen VI tot VIII).

Aangezien het hier vooral gaat over uitwerkselen (overeengekomene of wettelijke) van verbintenissen vóór het invoeren van de Belgische wet aangegaan, zou het van kracht blijven ervan te verdedigen zijn op grond van het principe van den eerbied voor vroeger geldig aangegane verbintenissen. Het blijkt echter dat deze zaak eerder het openbaar dan het privaat leven betreft en dat, in hun geheel beschouwd, de desbetreffende bepalingen, zoo in het Belgisch als in het plaatselijk recht, een openbaar karakter hebben. Ook hebben de opstellers van het ontwerp gemeend te mogen voorstellen dat de Belgische wet, o. a. de wet van 7 Augustus 1922 op de bediendenarbeidsovereenkomst, op de loopende verbintenissen zou toegepast worden. Het spreekt van zelf dat deze toepassing niet geldt voor de uitwerkselen op dat oogenblik reeds teweeggebracht door betwistbare gerechtelijke akten; zij geldt slechts voor de loopende verbintenissen en alleen maar om er de uitwerkselen van te regelen, na het invoeren van de Belgische wet teweeggebracht.

Art. 88. — De bevoegdheid van de minderjarigen en van de gehuwde vrouwen wordt in de beide rechten op verschillende wijze geregeld; met ingang van de invoering van de Belgische wet, zal deze gelden in zake bedoelde bevoegdheid; de onder het vervallen regiem geldig opgemaakte akten blijven natuurlijk gaaf.

De bezorgdheid om niettemin aan de minderjarigen geen schade te berokkenen heeft aanleiding gegeven tot artikel 27 van het ontwerp (beschikkingen betreffende de invoering van het Burgerlijk Wetboek); bij artikel 88 wordt een termijn bepaald gedurende hetwelk de gehuwde vrouw die handel drijft — volgens den zin van de Belgische wet — op het oogenblik van het van kracht worden van deze wet, haren handel mag blijven uitoefenen en daden van koophandel verrichten met de uitwerkselen door de Belgische wet eraan verbonden, alhoewel zij niet onderworpen is aan de voorwaarden door de Belgische wet vereischt ten aanzien van gehuwde vrouwen (zie o. m. artt. 9 en volgende van het Belgisch Wetboek van Koophandel).

De termijn van 1 jaar werd bepaald overeenkomstig de artikelen 60, 67 en 86 van dit ontwerp.

Art. 89. — Verscheidene onder de Duitse wet staande vennootschappen welke hun zetel hebben in het gebied Eupen-Malmédy, hebben zich reeds, in feite, aan de Belgische wet onderworpen.

Krachtens artikel 172 van het Belgisch Wetboek van Koophandel, is iedere vennootschap wier bijzonderste inrichting in België gevestigd is, aan de Belgische wet onderworpen. Zoodat de invoering van het Belgisch Wetboek van Koophandel, de vennootschappen van koophandel, vooralsnog aan de Belgische wet

niet onderworpen, in principe zou verplichten zich onmiddellijk naar deze wet te schikken; ten einde dezen toestand te verhelpen, wordt door het ontwerp, aan de betrokken vennootschappen, een termijn van een jaar toegestaan, om zich naar de Belgische wettelijke bepalingen te schikken. De vennootschappen welke dit jaar zouden laten verlopen zonder de vereischte formaliteiten te vervullen, zullen beschouwd worden als van rechtswege ontbonden en voor hunne verevening zal natuurlijk de plaatselijke wet gelden.

Het is billijk gebleken de kosten van registratie en van overschrijving waartoe deze verandering aanleiding geeft, niet door de betrokken vennootschappen te doen dragen; dit voorrecht is echter afhankelijk gesteld van versecheidene voorwaarden welke van aard zijn om de rechten van de Schatkist te vrijwaren en alle bedrog te vermijden.

Art. 90 en 91. — Bij artikel 90 wordt besloten dat de plaatselijke wet geldt voor de wisselbrieven en de ordebriefjes uitgegeven vóór het van kracht worden van de Belgische wet; op grond van artikel 91 zullen de faillissementen bij het van kracht worden van deze wet reeds open, overeenkomstig de plaatselijke wet geregeld worden.

Deze bepalingen zijn gemakkelijk te verantwoorden: ongetwijfeld moest, spijs de nieuwe wet, op grond van het principe van den eerbied voor de verworven rechten, de plaatselijke wet blijven gelden voor de rechten van de schuldeischers van den gefailleerde; de geldigheid van een wisselbrief en van een ordebriefje kon door de nieuwe wet zeker nog niet worden tenietgedaan, enz. — maar de artikelen 90 en 91 strekken verder; wegens het groot gebruik dat van de wisselbrieven en ordebriefjes wordt gemaakt, en het nogal aanzienlijk verschil tusschen de Belgische en de Deutsche wetten te dezer zake en ter zake van de faillissementen, heeft men het wijs geacht de uitgegeven wisselbrieven en ordebriefjes alsmede de openstaande faillissementen, geheel onder de plaatselijke wet te laten.

Er dient aangemerkt dat de bij artikel 91 bedoelde faillissementen gansch verschillen van de bijzondere erfenisfaillissementen naar het plaatselijk recht, bedoeld bij de artikelen 42 en volgende van het ontwerp.

c) NATIONALITEIT.

Dit vraagstuk dient in het bijzonder onderzocht te worden wegens de versecheidenheid van de wetten welke moeten toegepast worden en de talrijke moeilijkheden die bij deze toepassing kunnen oprijzen.

Art. 92. — Krachtens artikel 36 van het Verdrag van Versailles zijn de Deutsche onderhoorigen, vóór 2 Augustus 1914 op het grondgebied Eupen-Malmédy gevestigd, van rechtswege Belg geworden. In het Verdrag werd dus het begrip van de woonplaats in acht genomen om in dit geval, het vraagstuk van het verwerven van de nationaliteit van het nieuwe land op te lossen. De Deutsche onderhoorigen, na 1 Augustus 1914 op bedoeld grondgebied gevestigd, kunnen slechts de Belgische nationaliteit verwerven mits toelating vanwege de Belgische

Regeering. Volgens den geest van het Verdrag, lijkt artikel 36, lid 2, niet van toepassing te zijn op de personen van Duitsche afkomst, die slechts na 20 September 1920 op het grondgebied Eupen-Malmédy gevestigd zijn; het blijkt nochtans tevens nuttig op definitieve wijze den termijn te bepalen, na welks verloop de buitengewone macht bij artikel 36, lid 2 van het Verdrag van Versailles aan de Belgische Regeering toegekend, zal ophouden te gelden, en het voordeel van artikel 36, lid 2, van het Verdrag, verleend zal worden aan sommige huidige onderhoorigen die, alhoewel niet vóór 20 September 1920 op het grondgebied Eupen-Malmédy gevestigd, nochtans van een zekere verknochtheid aan België hebben blijk gegeven.

ART. 93. — Dit artikel heeft tot doel algeheele en volle kracht te geven aan artikel 4, lid 3, der Belgische wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze. Volgens laatsbedoelde bepaling konden, mits machtiging van wege den Koning en inachtneming van sommige formaliteiten, den staat van Belg bekomen, zij die, op het gebied Eupen-Malmédy geboren of afstammelingen van op dit gebied geboren personen, zich na 1 Augustus 1914 in België (voormalig grondgebied) gevestigd hadden en er op 20 September 1920 nog verblijf hielden. De keuze moest echter vóór 20 September 1922 plaats hebben gehad.

Welnu, menigeen die voldoet aan de voorwaarden door hoogerbedoelde bepaling vereischt, heeft onvrijwillig nagelaten de voorgeschreven verklaring af te leggen; anderen hebben een verkeerde verklaring afgelegd. Het blijkt billijk den eerst bepaalden termijn te verlengen; dit werd herhaaldelijk door den wetgever gedaan ten aanzien van de Limburgers en Luxemburgers die zelf, of waarvan een der ouders den staat van Belg verloren hadden door de Verdragen van 19 April 1839.

Het verschil van tekst voorkomende in artikel 4, lid 3, der wet van 25 October 1919 en in artikel 93 van dit ontwerp wordt door het vervallen der wet van 8 Juni 1909 gebillijkt. Er dient gezegd dat, in tegenstelling met artikel 92, artikel 93 van dit ontwerp van toepassing is op de personen geboren op het grondgebied der gemeente Kalmis, of op de afstammelingen van op dit gebied geboren personen; volgens den samenhang van dit ontwerp, maakt de gemeente Kalmis inderdaad deel uit van het rechterlijk kanton Eupen. Deze uitbreiding van de toepassing van artikel 93 van het ontwerp is van zelf gewettigd; men kan zich immers niet inbeelden om welke bijzondere reden de wet van 25 October 1919 niet strekt tot de personen in België gevestigd, en die zelf, of waarvan één der ouders, in Kalmis geboren zijn.

ART. 94. — Er dient eindelijk in overweging te worden genomen of de toepassing der wet van 15 Mei 1922 in het gebied van de kantons Eupen, Malmédy en St-Vith niet eenigzins dient verzacht te worden. Door deze wet wordt vooreens de vraag gesteld, met ingang van welk tijdstip bedoeld grondgebied, luidens de wet van 15 Mei 1922, moet beschouwd worden als deel uitmakende van het koninkrijk België.

Betreffende de gemeente Kalmis en het gebied bedoeld bij artikel 33 van het Verdrag van Versailles, kan aangaande den datum geen twijfel bestaan; hij is

10 Januari 1920, datum van het van kracht worden van het Verdrag van Versailles (art. 9 der wet van 15 September tot regeling van het statuut van onzijdig Moresnet; artikel 33 van het Verdrag van Versailles). Op 10 Januari 1920 heeft eveneens een aanvang genomen de souvereiniteit van België op het gebied bedoeld bij artikel 34 van het Verdrag van Versailles. Het is waar dat zij krachtens artikel 34 van hetzelfde Verdrag, eerst op 20 September 1920 definitief geworden is, maar met ingang van eerstgenoemden datum oefende België, op het betwiste gebied, al de rechten uit van een souverainen Staat.

Laat nog dat deze souvereiniteit van korten duur had kunnen zijn, moest de volksstemming, voorzien bij artikel 34 van het Verdrag van Versailles, tegen België uitgevallen zijn, maar deze souvereiniteit bestond en dienvolgens is het wel van af 10 Januari 1920 dat het gebied bedoeld bij genoemd artikel 34 van het Verdrag van Versailles, als een gedeelte van het Koninkrijk België moet beschouwd worden.

Maar sommige gedeelten van het grondgebied behoorende tot de kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith, werden, overeenkomstig artikel 35 van het Verdrag van Versailles, aan België toegekend krachtens de beslissingen in 1921 genomen door de Commissie voor afbakening van de Belgisch-Duitsche grens. Er kan worden beweerd dat bedoelde gedeelten eerst van af het nemen dezer beslissingen, wezenlijk deel uitmaken van België. Deze stelling lijkt echter juridischen grond te missen.

Door het Verdrag van Versailles wordt aan België de souvereiniteit op de voormalige kringen Eupen-Malmédy toegekend, zonder inachtneming van eenigen termijn, dus zoodra het Verdrag van Versailles van kracht wordt.

Deze beschikking zou nochtans als niet bestaande dienen beschouwd, moest de volksstemming door het Verdrag voorzien, tegen België uitvallen (art. 34, §§ 2 en 3); bij het Verdrag wordt eindelijk bepaald dat een bijzondere commissie de juiste grens zal vaststellen tusschen beide landen. Daaruit blijkt dus duidelijk dat, van België's zijde, het souvereiniteitsrecht van af 10 Januari 1920 bestaat. Het komt er niet op aan of dit recht nog van een ontbindende voorwaarde afhankelijk is en of de wijze waarop het moest worden uitgeoefend, nog eenigzins nader dient bepaald.

Het lijkt niet noodig deze grondbeginselen in een bijzonderen wetstekst vast te leggen; maar het ware misschien niet nutteloos er aan te herinneren, naar aanleiding van het onderzoek van de toepassing der wet van 15 Mei 1922, in het nieuw Belgisch grondgebied.

Zullen artikel 18, laatste en voorlaatste lid, en artikel 19 der wet van 19 Mei 1920 van toepassing zijn op de vrouwen en minderjarige kinderen die, van rechtswege Belg geworden krachtens artikel 36, lid 1, van het Verdrag van Versailles, dezen staat verloren hebben omdat hun onderscheiden echtgenoot en vader gebruik mochten maken van het recht om de Duitsche nationaliteit te kiezen (art. 37 van het Verdrag van Versailles)?

Dergelijke toepassing moet gewis vermeden worden, want zij is in feite niet te verantwoorden, maar is een wetstekst noodig om ze te ontwijken?

De ontwerpers van deze wet meenen daar stellig ontkennend te moeten op antwoorden.

Door het uitoefenen van het recht van keuze voorzien bij artikel 37, wordt de kiezer in feite opnieuw in den rechtstoestand geplaatst in denwelken hij zich zou bevonden hebben, ware hij nooit Belg geworden; d. w. z. dat het verwerven van de Belgische nationaliteit voorzien bij artikel 36 van het Verdrag van Versailles, beschouwd wordt als aan een ontbindende voorwaarde onderworpen: de uitoefening van het recht van nationaliteitskeuze.

Deze overigens zeer praktische stelling, berust op verscheidene voorgaande feiten: zij berust bovendien op den tekst zelf van het Verdrag: « Gedurende twee jaar na den definitieven overgang van de souvereiniteit over de gewesten, die krachtens onderhavig Verdrag aan België toegekend zijn, zullen de Duitsche onderhoorigen die ouder dan 18 jaar en in deze gewesten gevestigd zijn, het vermogen bezitten de Duitsche nationaliteit te verkiezen ». Het naast elkan- der plaatsen van de termen « Duitsche onderhoorigen » « vermogen om de Duitsche nationaliteit te verkiezen », duidt wel aan dat in den geest van de opstel- lers van het Verdrag, de kiezers beschouwd worden alsof zij nooit opgehouden hadden Duitsche onderhoorigen te zijn.

Maar in het gebied Eupen-Malmédy zijn vrouwen van Belgischen oorsprong, die, strikt genomen, het voordeel zouden kunnen genieten van V van de overgangs- bepalingen der wet van 15 Mei 1920, niet omdat zij alleen door het Verdrag van Versailles Belg geworden zijn — hierboven werd uiteengezet dat zij, in dit geval, beschouwd worden alsof zij nooit Belg zijn geweest — en haar echtgenoot de Duitsche nationaliteit heeft gekozen, maar omdat zij bv. Belg door geboorte, een Duitschen onderhoorige gehuwd hebben. Binnen de zes maand na het van kracht worden der wet van 15 Mei 1922 hebben zij de vereischte formaliteiten niet kunnen in acht nemen om de Belgische nationaliteit terug te krijgen, aangezien deze wet in het gebied Eupen-Malmédy niet van toepassing was.

Het is zeker billijk hun thans toe te laten dit voordeel te genieten en het is gebleken dat hiertoe een wetstekst noodig was.

Het van kracht worden der Belgische wetten, bedoeld in artikel 1 van dit ontwerp, geldt natuurlijk alleen voor de Belgische wetten of dezer bepalingen die nog in België van toepassing zijn als de huidige wet uitvoerbaar wordt gesteld; welnu de overgangsbepaling V der wet van 15 Mei 1922 is niet meer van toepas- sing in België van af 4 December 1922.

DERDE DEEL.

Bepalingen betreffende het invoeren van bijzondere wetten.

A) GEBRUIK DER TALEN.

Met het oog op het betrekkelijk groot aantal onderhoorigen van de kantons Eupen, Malmédy en Saint-Vith, die alleen de Duitsche taal begrijpen, is het noodig enkele bijzondere wetsbepalingen te voorzien betreffende het gebruik der Duitsche taal in straf- en bestuurszaken.

Te dien opzichte mag niet worden uit het oog verloren dat in al de gemeenten van de kantons Eupen en Saint-Vith thans de Duitsche taal gesproken wordt,

terwijl integendeel in de meeste gemeenten van het kanton Malmedy Fransch wordt gesproken.

Art. 96 en 97. — In verband met dit onderscheid wordt bij artikel 97 beslist dat de rechtspleging voor de politierechtbank te Malmedy, in principe, in de Fransche taal zal geschieden; zij zal daarentegen in de beide andere kantons in de Duitsche taal geschieden.

Het gebruik der Fransche taal zal steeds mogen aangevraagd worden; deze aanvraag is aan geene enkele voorwaarde onderworpen. Daarentegen zal het gebruik der Duitsche taal voor de rechtbank van Malmedy slechts mogen aangevraagd worden op twee voorwaarden: de verdachte moet Belg zijn en zijn verzoek indienen vóór de verhandelingen over den grond der zaak.

Bij artikel 96 wordt de kwestie van het opstellen der processen-verbaal geregeld. In de gemeenten waar Duitsch gesproken wordt, mogen zij in het Duitsch of in het Fransch opgesteld worden, maar de verklaringen dienen opgenomen in de taal zelf (Fransch of Duitsch) in dewelke zij afgelegd werden. In de gemeenten waar Fransch gesproken wordt moet het opstel geheel in het Fransch zijn.

Art. 98. — De bepalingen van dit artikel worden verantwoord door de beweegredenen die gelden voor artikel 97. Op grond van de aangegane verbintenissen en de plaatselijke toestanden was het volstrekt noodig dat zekere rechtsplegingen voor de boetstraffelijke rechtbank en voor de Raadskamer in de Duitsche taal konden geschieden.

Het is niet onmogelijk een voldoende aantal rechters van eersten aanleg te vinden welke de Duitsche taal begrijpen, vooral als men in aanmerking neemt dat, op rechterlijk gebied, de drie kantons bij een enkel rechterlijk arrondissement gehecht zijn.

Men merke bovendien op dat door de bepalingen van artikel 98 het aantal gevallen in dewelke de rechtspleging in feite in de Duitsche taal zal geschieden, tot het minimum beperkt zijn.

In dit opzicht rijst nochtans een moeilijkheid op. Door dit ontwerp wordt geen enkele bestaande wetsbepaling gewijzigd betreffende het gebruik der talen voor het Hof van Assisen en het Hof van Beroep; in feite zou het onmogelijk zijn het gebruik der Duitsche taal voor deze rechtsmachten toe te laten.

Wel kan het noodig blijken dat sommige stukken van het dossier in de Fransche of Duitsche taal worden overgezet; deze vertaling zal gedaan worden door de zorgen van het openbaar Ministerie en op de kosten van den Staat (artt. 100-101).

Wanneer nu een persoon, die het voordeel kan genieten van hoogerbedeelde bepalingen, van een misdaad beschuldigd wordt, kan hij voor den onderzoeksvragen dat de rechtspleging in de Duitsche taal geschiede? De onderzoeksrechter is stellig eene bij de rechtbank van eersten aanleg gehechte beteugelende rechtsmacht; de rechtspleging mag vóór hem dus in de Duitsche taal geschieden, evenals voor de Raadskamer of voor de boetstraffelijke rechtbank. Als de misdaad naar de boetstraffelijke rechtbank verwezen wordt, mag de rechtspleging voor deze rechtbank in de Duitsche taal geschieden; als de misdaad niet naar de

boetstraffelijke rechtbank verwezen is, geschiedt de rechtspleging in het Fransch van af het bevelschrift voorzien bij artikel 133 van het Wetboek van rechtspleging in strafzaken; de Duitsche stukken dienen dus in het Fransch vertaald, maar zoo de beschuldigde dit te bekwamer tijd heeft aangevraagd, heeft hij zich dus in zijne taal kunnen verdedigen gedurende de geheele rechtspleging van eersten aanleg welke uitspraak doet over het tenlaste gelegde of over de preventieve hechtenis.

Art. 99 en 100. — Bij deze artikelen worden enkele bijzondere gevallen geregeld o. m. dat van beklaagden welke voor de boetstraffelijke rechtbank of voor de Raadskamer verschijnen en er een verschillende taal kiezen.

Art. 101 en 102. — Bij deze bepalingen wordt de vertaling voorzien van sommige stukken van het dossier.

Art. 104. — Dit artikel strekt tot het oplossen van de moeilijkheden welke, in taalopzicht, kunnen voortvloeien uit het beteekenen van de rechterlijke beslissingen in strafzaken, in de kantons Eupen, Malmedy en Saint-Vith.

Het is gebleken dat slechts in een enkel geval deze beteekening op straf van nietigheid in de Duitsche taal moet geschieden : namelijk wanneer het vonnis in de Duitsche taal gewezen en het exploit ten huize beteekend werd.

Art. 105. — Wyl bij de artikelen 96 tot 104 over het gebruik van de Duitsche taal in strafzaken wordt gehandeld, bevat artikel 105 verscheidene maatregelen betreffende het gebruik der Duitsche taal in bestuurszaken.

B) JACHT- EN VISSCHERIJWETTEN.

Het invoeren van de Belgische wetten in zake jacht en visscherij stuit op enkele moeilijkheden. Door de plaatselijke wetgeving wordt het jacht- en visscherijrecht niet beschouwd als een individueel recht verband houdend met het eigendomsrecht maar als rechten die tot de gemeenschap behooren. Over het algemeen wordt door de plaatselijke rechtsleer het wild niet als een *res nullius* beschouwd.

De opvatting van het plaatselijk recht heeft een gunstigen invloed op het beschermen van de jacht en het is misschien niet nutteloos hier even te herinneren dat, in België, het in gemeentebeheer nemen van de jacht, zooals dit door de plaatselijke wet wordt voorzien, sedert lang overtuigde voorstanders heeft gevonden.

Het vraagstuk van het gemeentebeheer van de jacht werd reeds opgeworpen tijdens de bespreking der Belgische wet van 1882 (art. 4). De heer Bergé verklaarde in de Kamer (vergadering van 23 November 1884) dat « het eigendomsrecht op het wild gemeenschappelijk bezit diende te worden bv. van de gemeente of van den Staat, en dit voorrecht diende ontnomen aan den eigenaar die er stellig minder recht op heeft dan de pachter »; hij voegde er bij dat Duitschland op dit gebied een geslaagde proefneming had gedaan, en dat het wenschelijk zou zijn dergelijke bepaling in onze wetgeving op te nemen.

Niettegenstaande deze tusschenkomst, alsmede die van den heer Tesch, werd het voorgestelde amendement niet goedgekeurd. De verslaggever, de heer de Macar, heeft erkend dat, uitsluitend met het oog op Luxemburg, het stelsel van de Deutsche wet goed was, « omdat daar voldoende uitgestrekte oppervlakten bestaan waar het groot wild zich kan vermenigvuldigen ».

De aanhechting van het nieuw gebied, met zijn uitgestrekte bosschen, is een nieuwe reden voor het toepassen van het stelsel van het gemeentebestuur; nochtans hebben de opstellers van het ontwerp, in deze, evenals in iedere andere aangelegenheden, gemeend dat de Belgische wetsbepalingen in het gebied Eupen-Malmedy dienden toegepast, met inachtneming, echter, van de verworven rechten en van sommige plaatselijke behoeften. Dit is de inhoud van de artikelen 106 tot 108.

Onder het Duitsch bewind, werden, zoo voor jacht als voor visserij, talrijke pachten afgesloten op grond van het stelsel van het gemeentebestuur; de koninklijke Hoog-Commissaris had wijs en voorzichtig de eventualiteit voorzien dat het plaatselijk stelsel door den drang der omstandigheden zou verdwijnen en daarom heeft hij den duur van de nieuwe, onder gemeentebestuur staande pachten voor jacht en visserij, tot zes jaar beperkt; op deze manier werd verhinderd dat, gedurende een onbepaalden tijd, rechten zouden tot stand komen die met het Belgisch stelsel niet vereenigbaar zijn.

Aldus zullen meestal de pachten op 31 Maart 1926 verstrijken; ook wordt bij artikel 106 van het ontwerp het grondbeginsel van het gemeentebestuur, alsmede zijne bestuurlijke inrichting, behouden totdat de gewone pachten verstreken zijn; het is echter niet mogelijk gebleken de contentieuse en bestuurlijke jurisdictie en rechtspleging betreffende sommige betwistingen in zake jacht en visserij te behouden, uitgezonderd natuurlijk betreffende de zaken welke reeds aanhangig werden gemaakt (art. 111 en de eerste der slotbepalingen van het ontwerp).

Het is niet mogelijk gebleken de thans loopende pachten in ruimere mate te eerbiedigen; wanneer nu, bij uitzondering, sommige onder het Duitsch stelsel afgesloten pachten na 31 Maart 1926 verstrijken, zullen zij op dezen datum een einde nemen, behoudens terruggave van de ten onrechte betaalde bedragen.

Het behoud van het grondbeginsel van het gemeentebestuur der jachten had als natuurlijk gevolg het voorloopig handhaven van de bepalingen betreffende de wildschade, overeenkomstig de regelen van het voormalig regiem, gewijzigd door den Koninklijken Hoog-Commissaris; de grondbeginselen van het plaatselijk stelsel in zake wildschade, zijn leniger dan in België, de jurisdictie en de rechtpleging in zake overeenkomsten zijn bondiger en werken dienvolgens sneller.

Eindelijk is het wenschelijk gebleken aan den Minister van Landbouw machtiging te verleen om de jacht vóór zonsopgang en na zonsondergang toe te laten.

In het gebied Eupen-Malmedy worden de jachtverloven van 30 Juni tot 30 Juli afgeleverd. De geldigheid tot 30 Juni 1924 van de van kracht zijnde jachtverloven in bedoeld gebied vloeit voort uit het beginsel zelf dat de huidige wet beheerscht; dienvolgens is het nutteloos dit in een bijzonderen tekst vast te leggen.

c) WETGEVING BETREFFENDE DE MAATREGELEN VAN SEQUESTERATIE EN VEREVENING
VAN DE GOEDEREN DER DUITSCHE ONDERHOORIGEN.

Bij artikel 297 van het Verdrag van Versailles werden van de sequestratie- en vereveningsmaatregelen niet uitgesloten, de goederen van de Duitse onderhoorigen, gelegen in de landen krachtens dit Verdrag door Duitschland afgegaan, en welke van rechtswege de nationaliteit van het overnemend land niet hebben verworven.

Ook heeft de Koninklijke Hoog-Commissaris de Belgische wetsbepalingen te dezer zake in het gebied Eupen-Malmedy, in beginsel toegepast. Nochtans zou de strenge toepassing van deze wetten tot onrechtvaardigheid en onbillijkheid aanleiding hebben gegeven. Immers de meeste inwoners van deze streken zouden hunne goederen zien in beslag nemen, wijl zij op het punt staan de Belgische nationaliteit te verwerven; daarenboven kunnen, krachtens de overeenkomst voor de afbakening van de Belgisch-Duitse grens, de Duitse goederen gelegen in het gebied door België verworven, krachtens artikel 35 van het Verdrag van Versailles (zie 3° van de bepalingen betreffende de tot het Belgisch grondgebied overgegangene gedeelten van den kreits Montjoie) door geen sequestratiemaatregel getroffen worden; bovendien wettigen de familiebetrekkingen bestaande tusschen nieuwe Belgen en onderhoorigen welke hunne nationaliteit van afkomst behouden hebben, wettigen vaak de vrijstelling van sequestratiemaatregelen voor onverdeelde onroerende goederen; ten slotte wordt door de plaatselijke toestanden soms een verzachte toepassing van de wet gevergd.

Ook wordt bij artikel 23 van het dekreet van 9 April 1922 aan den Koninklijken Hoog-Commissaris, Gouverneur, machtiging verleend om te beslissen dat, in zekere gevallen, sommige goederen van de sequestratie worden vrijgesteld.

Thans nog gelden de beweegredenen waardoor deze enkele afwijkingen van de Belgische wetten gerechtvaardigd werden; ook strekt artikel 19 van het ontwerp tot het eenvoudig behouden van het stelsel door den Hoog-Commissaris ingevoerd; dit behoud is des te gemakkelijker, daar de plaatselijke wetgeving te dezer bijzondere zake werd samengeoordend. Er hoefden slechts enkele wijzigingen van ondergeschikt belang te worden aan toegebracht, ten einde de macht, welke tot nog toe door de plaatselijke overheid werd uitgeoefend, aan de in normale omstandigheden bevoegde autoriteiten te verleen.

ART. 110. — Bij artikel 110 van het ontwerp wordt de vrijstelling van de verevening en van de sequestratie voorzien bij de wet van 17 November 1921, in zekere mate uitgebreid, of juister gezegd het begrip « van den Duitse onderhoorige » wordt, in ieder opzicht, beperkt. Dit artikel is dus ook van toepassing buiten de grenzen van het grondgebied aan België gehecht bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles. Bij de wet van 17 November 1921 worden de Duitse onderhoorigen welke van rechtswege Belg geworden zijn krachtens artikel 36 van het Vredesverdrag, van de verevenings- en sequestratiemaatregelen vrijgesteld.

Door het voordeel van de vrijstelling van de verevening der sequestraties te

beperken tot de categorie personen die van rechtswege Belg geworden zijn, hadden, bij het maken der wet van 17 November 1921, zich streng gedragen naar het Verdrag van Versailles, en werd bovendien de theoretisch zeer juiste opvatting gehuldigd, dat, op 10 Januari 1920 (datum van de overdracht van de souveriniteit) alleen deze personen den staat van Belg bezaten, die krachtens artikel 36 van het Verdrag « de plano » Belg geworden waren. In de praktijk leidt echter dit onderscheid tot echte onrechtvaardigheden; het stelsel van het Verdrag van Versailles, waarbij de Belgische nationaliteit verleend wordt aan de personen van het afgestaan gebied is, in werkelijkheid, zeer onvolmaakt; het verwerven van de Belgische nationaliteit wordt afhankelijk gesteld van het feit dat men op 1 Augustus 1914 en op 10 Januari 1920 in het grondgebied gevestigd zij. Elke andere beweegreden komt hier niet in aanmerking. Aldus hebben een aanzienlijk aantal personen, afkomstig uit het gebied Eupen-Malmédy, en de Belgische zaak zeer genegen, de Belgische nationaliteit « van rechtswege » niet kunnen bekomen; zij hebben die slechts bekomen overeenkomstig § 2 van artikel 36 van het Verdrag van Versailles, t. t. z. met de toelating van de Belgische Regeering, nadat hunne trouw op ernstige gronden werd bewezen. Dienvolgens komt men tot het besluit dat, ten aanzien van de onderhoorigen van het gebied, aan België gehecht krachtens de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles, de verwerving van de nationaliteit op grond van artikel 36, lid 2 van het Verdrag, in zake de waardeering van de genegenheid voor België een meer afdoend bewijs is dan de verwerving van rechtswege van bedoelde nationaliteit.

Er dient bijgevoegd dat de gevallen van toepassing van deze nieuwe bepaling weinig talrijk zullen zijn, en dienvolgens aan den Staat geen aanzienlijk nadeel zullen berokkenen. Het spreekt van zelf dat, overeenkomstig artikel 7 der wet van 17 November 1921, de sequestratiekosten ten laste komen van den gesequestreerden boedel.

d) MILITAIRE PENSIOENEN.

ART. 111. — Het lijkt nutteloos uitgebreiden uitleg te verstrekken over de beweegredenen die aanleiding hebben gegeven om de invaliden uit het gebied Eupen-Malmédy, alsmede hunne — Belgische — rechthebbenden, onder opzicht van invaliditeitspensioenen op gelijken voet te stellen met de invaliden en de rechthebbenden van het overige gedeelte van België. Vooreerst de proclamatie van den Gouverneur, dan beweegredenen van rechtvaardigheid en vooral van menschlievendheid vergden dat tusschen de Belgen geen onderscheid van klassen werd gemaakt, en dat allen, aan welke zijde zij ook, te goeder trouw, gestreden hadden, een billijk pensioen zouden ontvangen wanneer zij door den oorlog onbekwaam tot werken werden gemaakt. Er kon geen spraak zijn van erkentelijkheid jegens de inwoners van Eupen-Malmédy welke in het vijandelijk leger hebben gestreden, maar het is rechtvaardig alle Belgen die door den oorlog verminkt of invalide geworden zijn, op gelijken voet te stellen. Ook heeft de Koninklijke Hoog-Commissaris, op 13 September 1923, twee dekreten

uitgevaardigd die, onder opzicht van het recht op het pensioen voor invaliden en rechthebbenden, alsmede van de voorwaarden van bedoeld pensioen, beheerscht worden door de beginselen van de Belgische wet van 23 November 1919 op de militaire pensioenen, gewijzigd bij de wet van 31 Juli 1923 en door de tot uitvoering van deze wetten getroffen reglementsbepalingen.

Deze dekreten vormen in werkelijkheid het bijzonder en overigens onontbeerlijk statuut van de invaliden en rechthebbenden uit het gebied aan België gehecht bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles; er kon geen spraak zijn de bepalingen van de Belgische wet in hun geheel en onveranderd toe te passen; bijzondere bepalingen dienden voorzien. Het volsta eraan te herinneren dat de nationaliteitstoestand natuurlijk verschilt (Verdrag van Versailles, art. 36) en (Wet op het Inboorlingschap) dat de grondslagen voor de berekening van de invaliditeit (duur van den Duitschen militairen dienst) eveneens kunnen verschillen.

Daarom is het praktisch gebleken in dit ontwerp een eenige wettelijke bepaling voor te stellen waarbij de beide dekreten van den koninklijken Hoog-Commissaris betreffende de militaire pensioenen eenvoudig zouden gehandhaafd worden. Dit is de inhoud van artikel 111 van het ontwerp.

De finantieele last voortvloeiende uit deze militaire pensioenen moet, ten minste in principe, op de Begrooting der verhaalbare uitgaven aangewezen worden. De Belgische Regeering heeft immers altijd gemeend en is nog van oordeel dat de militaire pensioenen verschuldigd aan de inwoners welke aan België gehecht zijn krachtens de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles, in hoofdzaak ten laste van Duitschland komen; er worden overigens onderhandelingen gevoerd om in dezen het aandeel van Duitschland te bepalen; het zou echter moeilijk zijn thans bijzonderheden aan te geven in zake den definitieven uitslag van deze onderonderhandelingen, maar het principe van zijne verplichting te dezer zake is thans door de Duitsche Regeering erkend.

Het is billijk gebleken dezelfde bepaling toe te passen op de invaliden en rechthebbenden, welke Belg geworden zijn krachtens de wet van 15 September 1919 betreffende het statuut van onzijdig Moresnet. Hun toestand is immers dezelfde.

E) MILITAIRE VERPLICHTINGEN.

ART. 117. — Bij de overdracht op België van de souvereiniteit over het gebied bedoeld bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles, heeft de koninklijke Hoog-Commissaris, Gouverneur, verklaard — en de redenen dezer verklaring zijn gemakkelijk te begrijpen — dat in het nieuw gebied, gedurende vier jaar, geen militaire dienst zou opgelegd worden, namelijk aan de jonge lieden die, krachtens de Belgische wetten, onder de militieklassen van de jaren 1920-1921-1922-1923 en de vorige klassen, moesten begrepen worden.

Deze vrijstelling dient door een wetgevende akte bekrachtigd; dit is de inhoud van artikel 112.

F) BELGISCHE GEMEENTEWET.

Bij dekreet van 13 October 1921, is de Belgische gemeentewet van kracht geworden in het gebied aan België gehecht bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles. Verscheidene van de overgangsbepalingen bij bedoeld dekreet voorzien, schijnen thans zonder merkbaar nut te zijn geworden; andere echter dienen behouden, ofwel omdat zij slechts de uitdrukking zijn van het beginsel van de eerbiediging der, door sommige gemeenteambtenaren, verworven rechten, ofwel omdat zij een geleidelijke doch snelle aanpassing toelaten van het plaatselijk stelsel bij het Belgisch wettelijk stelsel.

Art. 113, 1^e §. — Dit artikel heeft ten gevolge dat op heel het Belgisch grondgebied, de mandaten van de gemeenteraadsleden op hetzelfde tijdstip een einde nemen.

Art. 113 en 114. — Deze bepalingen zijn niets anders dan de ten uitvoerlegging van de, in dergelijke voorwaarden overigens voorwaardelijke verbintenis, tegenover de gemeenteambtenaren aangegaan bij de onderwerping van de aangehechte gebieden aan de Belgische souvereiniteit: namelijk de verzekering dat de inlandsche ambtenaren hun ambt zouden mogen blijven uitoefenen en hunne huidige geldelijke voordeelen bewaren, dit echter binnen de perken bepaald door de wetten welke op dat tijdstip in bedoeld gebied van kracht waren.

Te dien opzichte dient gewezen op den staat van de burgemeesters die, volgens de plaatselijke en de Belgische wet, gansch verschillend is.

G) WETTEN BETREFFENDE DE INNING VAN SOMMIGE RECHTEN TEN BEHOEVE VAN DEN STAAT.

Art. 116. — De koninklijke Hoog-Commissaris heeft er prijs op gesteld alle Belgische fiskale bepalingen — Zegelwetboek, de wetten op de registratie- en successierechten, de wetten op tol en accijnsen, de wetten op de rechtstreeksche belastingen, enz. — zoo spoedig mogelijk van toepassing te maken in het onder hem staande gebied. Maar ook hier is deze toepassing niet gewoonweg kunnen geschieden omdat tusschen het burgerlijk recht en het fiscaal recht zulk nauw verband bestaat; welnu, zooals reeds werd gezegd, werd de Belgische burgerlijke wetgeving althans niet in haar geheel in het gebied Eupen-Malmedy van toepassing gemaakt.

Bij het invoeren van de Belgische fiskale wetten heeft de koninklijke Hoog-Commissaris de akten vroeger verleden overeenkomstig de destijds geldende wet, van zekere fiskale rechten vrijgesteld (1).

Deze geldig verleende vrijstellingen blijven verworven alhoewel, door deze wet, een einde wordt gesteld aan het overgangsstelsel tijdens hetwelk zij toege-

(1) Zooals bij voorbeeld zekere akten verleden vóór 15 Juli 1922, zekere aandelen of obligatiën vóór dezen datum uitgegeven, welke vrijstelling voorzien is bij de §§ 2 en 3 van het dekreet van 10 Mei 1922 betreffende het zegelrecht, zekere akten verleden vóór 15 April en 1 September 1921, en bedoeld bij het dekreet van 29 Augustus 1923 op de registratierechten, enz.

kend werden ; zij zijn een verworven uitwetsel van een wetgevende akte en blijven dienvolgens, na dezës vervallen, voortbestaan, tenware het tegenovergestelde uitdrukkelijk werd bepaald.

Daaruit volgt dat het behoud van deze vroeger verleende vrijstellingen niet in een bijzonderen tekst van dit ontwerp dient vastgelegd.

Maar andere overgangsbepalingen getroffen in de dekreten betreffende de Belgische fiskale wetten hebben niet, zooals de hierboven bedoelde, thans alle praktische beteekenis verloren. Door het invoeren van de Belgische burgerlijke wetten worden immers de vroeger opgestelde akten niet verbroken, en deze kunnen, na het invoeren van de Belgische burgerlijke wetten, aanleiding geven tot het heffen van een recht dat door de Belgische fiskale wetten niet nauwkeurig kon bepaald worden.

Zoo, bij voorbeeld : het aankopen door een deelgenoot van onroerende goederen voortkomende van een vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid, aankoop die zou afgesloten zijn vóór dat bedoelde vennootschap zich aan de Belgische wet onderworpen had. Dit is eveneens het geval bij het afhouden van zekere rechten bedoeld bij artikel 7 der Belgische wet van 11 October 1919, en van sommige bijzondere beschikkingen betreffende voortgezette gemeenschap.

Bij artikel 116, 1^o lid, worden deze bepalingen behouden. Bij bedoeld lid wordt er aan toegevoegd : « zelfs voor de rechten die slechts verschuldigd zouden zijn, van af het van kracht worden van deze wet ».

Het behoud van bedoelde bepalingen, betreffende de vroeger verschuldigde rechten, vloede immers voort uit de algemeene beginselen en moest niet in een bijzonderen tekst vastgelegd worden.

Bij bedoeld lid wordt eveneens het dekreet van 13 September 1923 gehandhaafd, betreffende het opmaken van het kadaster. Het is immers volstrekt noodig dat, in het gebied Eupen-Malmédy, het kadaster zoo spoedig mogelijk overeenkomstig de Belgische wetten opgemaakt worde. Wegens het bestaan van een grondboek, werd de verklaring van overgang in zake onroerende goederen, door de plaatselijke wet immers niet geëischt. In het Belgisch recht bestaat geen onderlinge betrekking tusschen het kadaster en de hypothecaire inschrijvingen.

Dienvolgens was het noodig, voor het opmaken van het kadaster in bedoeld gebied, sommige bijzondere maatregelen te treffen, van aard om de kadastrale percelen, op naam van hun echten eigenaar te kunnen inschrijven. Aangezien het administratief werk nog niet geëindigd is, dienen deze maatregelen, bedoeld in het dekreet van 13 September 1923, behouden.

Krachtens artikel 15 der hypotheekwet van 10 October 1913, bezit de Regeering het recht om, in het belang van den dienst, een of meer hypotheekkantoren in te richten in het gebied aan België gehecht bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles.

ART. 117. — Volgens artikel 95, 1^o lid, der wet van 25 Maart 1891 betreffende het Zegelwetboek, moeten o. m. de griffiers bij de rechtbanken, inzage verleenē van hunne akten, registers en stukken, bij iedere opvordering van de aangestelden der Registratie. Welnu, krachtens de plaatselijke wet mogen, gedu-

rende het leven van den testamentmaker, de testamenten ter griffie van de kantonrechtbanken neergelegd worden.

Er moet tevens voorzien worden hoe dient gehandeld met de testamenten tot nog toe op bedoelde greffies neergelegd, en terzelfder tijd dient in dezen een schikking genomen, naar het beginsel vervat in lid 2 van artikel 75 der wet van 25 Maart 1891. Dit is de inhoud van artikel 117 van het ontwerp.

Art. 128. — Dit artikel heeft tot doel te vermijden dat de Staat geen nadeel onderga uit hoofde van het feit dat de burgerlijke rechtspleging in het Belgisch recht en in het plaatselijk recht op gansch verschillende gronden berust. Volgens laatstbedoelde wetgeving bevatten de gerechtskosten verbonden aan ongeveer iedere burgerlijke rechtspleging voor de kantonrechtbanken evenredige rechten en kosten.

De Openbare Schatkist is in dezen de schuldvorderaar; zij doet de uitbetalingen en inningen door bemiddeling van de kassen van de kantonrechtbanken.

Voor de eigenlijke rechtsmacht is de schuldenaar gewoonlijk hij die in 't ongelijk werd gesteld, en voor de willige rechtsmacht is het gewoonlijk de belanghebbende.

Over het algemeen is het bepalen van het bedrag van de gerechtskosten een kiesche en ingewikkelde taak. Daarom wordt zij door de wet aan den griffier opgedragen.

Bij het van kracht worden van het ontwerp zullen gerechtskosten moeten geregeld worden welke aan den Staat nog niet werden terugbetaald.

De schuldenaars van die bedragen, die woonachtig zijn in het voormalig België, alwaar de wetgeving van het gebied aan België gehecht bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles, niet van toepassing is, kunnen thans tot het betalen dezer bedragen niet verplicht worden.

Bij dit soort achterstellen zal een ander gevoegd worden, bevattende de « gerechtskosten », welke verschuldigd zijn uit hoofde van de rechtsplegingen aanhangig bij het van kracht worden van het ontwerp.

De gerechtskosten worden hoofdzakelijk door de volgende bepalingen van de plaatselijke wet geregeld :

1^o het dekreet en het besluit van den Koninklijken Hoog-Commissaris van 15 Januari en 14 April 1920;

2^o de Duitsche Rijkswet van 18 Juni 1878, gewijzigd bij de wetten van 19 Juni 1881, 17 Mei 1898, 1 Juni 1909 en 22 Mei 1910;

3^o De Pruisische wet van 25 Juni 1895, gewijzigd bij de wet van 25 Juli 1910.

Er diende dus aangenomen dat de inning van de kosten voorgeschoten door den Staat of aan den Staat verschuldigd, in gansch België kon verzekerd worden en niet verhinderd buiten de grenzen van het gebied aan België gehecht bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles. Te dien einde moesten sommige bepalingen van de plaatselijke wet behouden en met de ter zake geldende Belgische wetten samengebracht worden.

VIERDE DEEL.**Diverse bepalingen.****A) MAATSCHAPPELIJKE VERZEKERINGEN.**

ART. 119. — Bij artikel 312 van het Verdrag van Versailles wordt bepaald dat de Deutsche Regeering verplicht is aan de Mogendheden aan dewelke Duitsch grondgebied werd afgestaan, een gedeelte over te dragen van de reserves berustende bij de Regeering van het Deutsche Keizerrijk, de Duitsche Staten of openbare of private onder toezicht staande inrichtingen, ten einde te voorzien in de werking, op dat grondgebied, van alle maatschappelijke of Staatsverzekeringen.

Dit artikel voegt er aan toe :

« De Mogendheden waaraan deze fondsen overgedragen worden, zullen ze moeten aanwenden tot de volvoering van de uit deze verzekeringen voortvloeiende verplichtingen. »

Overeenkomstig artikel 312, werd op 9 Juli 1920, te Aken, tusschen België en Duitschland eene overeenkomst getroffen, luidens dewelke laatstgenoemde Mogendheid de verplichting aangaat aan eerstgenoemde een gedeelte over te dragen van de opeengehoopte reserves voor de verschillende takken van verzekering (invaliditeit — bedienden — landbouw- en nijverheidsongevallen).

Maar in werkelijkheid heeft België tot nog toe al de lasten gedragen welke uit de maatschappelijke verzekeringen voortvloeien.

De Belgische Regeering heeft overigens nooit geaarzeld om de verplichtingen te erkennen welke zij, te dien opzichte, op zich had genomen, en met het oog op den huidige stand van de verzekeringen in Duitschland, mag worden bevestigd dat zij meer heeft gedaan dan de beloften te houden welke gedaan werden aan de bevolking van kreitsen die zich, wat de maatschappelijke verzekeringen betreft, in een bevoorreen toestand bevinden.

Overeenkomstig deze welwillende politiek wordt, bij artikel 118 van het ontwerp, het plaatselijk regiem van de maatschappelijke verzekeringen behouden in de kreitsen, in zoover, voor sommige takken van deze verzekeringen (arbeidsongevallen, ouderdomspensioenen) het voormalig stelsel door dat van de even voordeelige Belgische wetten, niet, althans gedeeltelijk, vervangen is geworden.

Nochtans dringt een vereenvoudiging zich op in de inrichting van de andere takken van deze verzekeringen.

Er kan geen spraak zijn de oude Deutsche instellingen (gilden, instituten, ambten) in hun geheel te behouden, in verband met het klein aantal verzekerden, dat geenszins het bestaan kan verantwoorden van instellingen als deze van het Duitsch regiem, die duur zijn en zich uitstrekten over groote provinciën, zelfs over het gansche Rijk.

Ook dient de werkwijze van de Deutsche instellingen vereenvoudigd; deze is veel te ingewikkeld en ten slotte ook weinig democratisch.

Ter fine dus van vereenvoudiging, eenmaking, aanpassing en ook bezuini-

ging, werd het noodig bevonden aan de Regeering de zorg over te laten, bij koninklijk besluit, de noodige wijzigingen toe te brengen aan het huidig van Duitschland overgenomen regiem, ten einde er, zoo spoedig mogelijk, een nationaal karakter aan te geven, door het geleidelijk met het onze te versmelten.

Onder dit voorbehoud, blijkt het nuttig de verschillende takken van de sociale verzekeringen van het huidig regiem, wier behoud voorgesteld wordt, bondig uiteen te zetten.

I. — *Verzekering tegen ziekte.*

Het doel van de verzekering tegen ziekte is, al de bezoldigde personen, wier jaarlijksch loon 7.500 fr. niet overschrijdt, tegen ziekte te verzekeren.

Door de verzekering worden verstrekt : geldelijke hulp gedurende 26 opeenvolgende weken ziekte, hulp bij bevalling, begrafeniskosten, familiebijstand en betaling van medische-, pharmaceutische- en gasthuiskosten.

De inrichting van de verzekering tegen ziekte geschiedt door de drie gewestelijke kassen in het gebied (Malmédy, Eupen en Eynatten).

Deze kassen vertoonen gelijkenis met onze maatschappijen van onderlingen bijstand, behoudens dat de bij haar aangegane verzekering verplichtend is.

II. — *Verzekering van de invaliden en rechthebbenden.*

Zijn tegen invaliditeit (en ouderdom) verzekerd, al de loontrekkenden, welk ook het bedrag zij van hun loon, alsmede de bedienden tot beloop van een jaarwedde van 2,000 frank.

Door de verzekering worden verstrekt : a) de rente wegens vroegtijdige (tijdelijke-ziekte) of bestendige invaliditeitsrente; b) de ouderdomsrente (65 jaar); c) rechthebbenden (rente voor weduwen en weezen); d) behandeling om den verzekerde voor alle ziekten te behoeden of hem ervan te genezen.

De inrichting van de verzekering tegen invaliditeit geschiedde in een verzekeringsinstituut, maar werd overgebracht naar een bijzonder instituut dat te Malmédy is tot stand gekomen.

III. — *Verzekering tegen landbouwongevallen.*

Door de Belgische wet van 24 December 1903 op de vergoeding der werkongevallen worden de landbouwbedrijven, waar ten minste drie arbeiders werkzaam zijn, aan het beginsel van de verplichte verzekering onderworpen. Door het plaatselijk regiem wordt de verplichte verzekering tegen landbouwongevallen uitgebreid tot alle bedrijven van landbouw, boschteelt en tuinbouw, welke ook hunne uitgestrektheid zij, of het aantal personen aldaar werkzaam.

In deze bedrijven zijn verzekerd tegen de ongevallen betreffende de onderneming, ieder arbeider, iedere persoon in het bedrijf werkzaam, met inbegrip van het hoofd der onderneming, dezès echtgenoot en alle andere leden van het gezin.

De verzekering heeft ten doel vergoeding te verstrekken voor de schade voortvloeiende uit een lichamelijk letsel of uit den dood ; al de kosten van het ongeval

worden betaald en de ongevalsrente bedraagt de $\frac{2}{3}$ van de jaarlijksche bezoldiging of, in geval van zwaar lichaamsgebrek, tot 100 p. e. van deze bezoldiging.

De inrichting van deze verzekering geschiedt eveneens in een instituut voor landbouwverzekeringen, te Malmédy tot stand gebracht, naar het model van de inrichtingen voorzien door het Wetboek voor Maatschappelijke Verzekeringen.

Dit instituut bezit nochtans niet het monopolium van de landbouwverzekering; hiertoe is het slechts aangesteld, in zoover de ondernemingen, die volgens de wet moeten verzekerd zijn, zich niet gewend hebben tot private maatschappijen, toegelaten door de Regeering overeenkomstig het beginsel van de Belgische wet van 1903.

IV. — *Verzekering tegen nijverheidsongevallen.*

Alle nijverheidsondernemingen, zonder inachtneming van het aantal personen aldaar werkzaam, zijn van ambtswege aan de verzekering tegen nijverheidsongevallen onderworpen. Met uitzondering van het hoofd van de onderneming en dezes echtgenoot, zijn al de andere leden van het gezin, in het bedrijf werkzaam, met de arbeiders gelijkgesteld. De Belgische wet van 24 December 1903 is slechts van toepassing op de nijverheidsbedrijven welke onder de gevaarlijke en ongezonde inrichtingen gerangschikt zijn, en alleen op de andere waar ten minste vijf personen werkzaam zijn en op de handelsmagazijnen waar gewoonlijk ten minste drie arbeiders gebezigd worden.

De verstrekkingen van deze verzekering zijn dezelfde als die der verzekering tegen landbouwongevallen; de inrichting geschiedt eveneens op de zelfde manier (men kan ook een verzekering aangaan bij een Belgische maatschappij toegelaten overeenkomstig de Belgische wet van 24 December 1903).

V. — *Verzekering van private bedienden.*

Al de bedienden van beider kunne, en al de personen met de bedienden gelijkgesteld, zijn verplicht zich, te rekenen van hun 16^{de} jaar, te laten verzekeren, mits hunne jaarwedde het bedrag van 12,000 frank niet te boven gaat.

Door deze verzekering worden verstrekt: ofwel een ouderdomspensioen (65 jaar) of een rente voor vroegtijdige beroepsonekwaamheid of een rente voor de rechthebbers (weduwnaar, weduwe, wezen). Door de verzekering worden eveneens de kosten gedragen van de behandeling tot het behoeden voor- of genezen van vroegtijdige beroepsonekwaamheid. De inrichting geschiedt eveneens door een verzekeringsinstituut ten behoeve van de private bedienden (ter vervanging van het Rijksinstituut).

Bij deze verscheidene besturen zijn aangesloten: 12.000 verzekerden (voor de verzekeringen tegen ziekte, invaliditeit — bedienden); 849 nijverheidsverzekeringen; de reserves bedragen thans ongeveer 1.400.000 frank (deze welke krachtens artikel 132 door Duitschland nog moeten worden betaald, niet begrepen, en rekening houdende met de uitbetaling van de door het Duitsch regiem overgenomen renten).

De ontvangsten van de verscheidene instituten beloopt ongeveer 3,000,000 fr.^c De uitgaven bedragen ongeveer 2,000,000 frank.

Bij artikel 120 van het ontwerp wordt het huidig beheer van de geldmiddelen onder toezicht gesteld van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid dat er, zooals hooger gezegd werd, de noodige wijzigingen zal aan toebrengen, onder voorbehoud van de verworven rechten.

**B) BESTEMMING VAN DE GOEDEREN VOORTKOMENDE VAN DE VEREVENING
DER VOORMALIGE KREITSSEN.**

ART. 121. — In administratief opzicht vormden het gebied Eupen en Malmédy destijds twee onderscheiden kreitsen (kreis) : de kreits Eupen en de kreits Malmédy ; op grond van de Duitsche wetgeving vormden deze kreitsen zelfstandige rechtspersonen, de burgerlijke rechtspersoonlijkheid was hun toegekend en zij bezaten nogal aanzienlijke roerende en onroerende goederen, in welker onderhoud en beheer door verscheidene artikelen der begrooting van de kreits werd voorzien. In de uit dit beheer voortvloeiende kosten werd voorzien door de gewone inkomsten van deze eigendommen en desgevallend, door de opbrengst van de kreitsbelastingen. Het behoud van deze inrichting was met het Belgisch bestuurlijk regiem niet overeen te brengen. Ook had het dekreet van 13 October 1921, tot invoering van het Belgisch gemeentelijk regiem in de Regeering van Eupen-Malmédy, tot logisch gevolg de verdwijning van de kreitsen (kreis), bestuurlijke omschrijvingen welke in ons openbaar recht niet bestaan.

De kreitsen, moreele personen, als dusdanig bekwaam om te bezitten en verplichtingen aan te gaan, hadden ieder hun eigen vermogen, hetwelk natuurlijk bestond uit nog niet gedelgde schulden en zakelijke rechten of schuldverderingen.

Aangezien de rechtspersoonlijkheid der kreitsen verdween, bleef hun vermogen zonder eigenaar en beheerder, en moest het dienvolgens verevend worden ; ook werd bij dekreet van 1 December 1921 bepaald dat de rechtspersoonlijkheden van de districten Eupen en Malmédy op 1 Januari 1922 zouden verevend en de daarvan afhangelde lichamen zouden ontbonden worden.

De taak van deze verevening werd opgedragen aan den Arrondissementsecommissaris van het gebied Eupen-Malmédy, aan wien ook de macht werd verleend welke gewoonlijk door de vereffenarrs wordt uitgeoefend.

Aangezien de beide distrikten Eupen en Malmédy twee onderscheidene omschrijvingen vormden, met eigen vermogen, werd de verevening afzonderlijk gedaan voor het distrikt Eupen en voor het district Malmédy.

Eerst werd de vraag gesteld of, wegens het verdwijnen van de voormalige bestuurlijke omschrijvingen door de kreitsen gevormd, hun vermogen niet op den Staat diende over te gaan, zooals de Staat eveneens aangewezen is om de goederen te ontvangen van een gemeente die, wegens het verdwijnen van al hare inwoners, hare rechtspersoonlijkheid verliest.

Deze oplossing leek niet te kunnen aangenomen worden, want aangezien de meeste inwoners van de kreitsen tot het vormen en het vermeerderen van bedoeld vermogen rechtstreeks bijgedragen hebben door het betalen der kreitsbelastingen (kreissteuern), ware het niet billijk geweest aan het geheele land, 't is te zeggen aan den Staat, en dat zonder eenige schadeloosstelling of vergoeding, de goederen

toe te kennen, welke vroeger uitsluitend het eigendom waren geweest van een aanzienlijk gedeelte zijner bevolking. Deze opvatting wordt overigens algemeen door de rechtsleer gehuldigd (cf. o. m. *Traité de l'annexion au territoire français et de son démembrement*, door René SCLONE, Boek II, 2^{de} deel, hoofdstuk II, bldz. 183 en 184 : *Effets de l'annexion sur l'organisation administrative des pays annexés.*)

Om de opbrengst van deze eigendommen terug te schenken aan de gemeenschap van de voormalige distrikten Eupen en Malmedy was stellig het beste middel de evenwaarde ervan terug te geven aan de verschillende gemeenten uit de kreitsen Eupen en Malmedy, dewelke deze, ten behoeve hunner inwoners, kunnen gebruiken door ze aan te wenden voor werken van openbaar nut (oprichten of onderhoud van scholen, verbetering van de wegen, enz.).

Bij artikel 3 van het dekreet van 1 December 1921 werd deze toekenning reeds gehuldigd door de bepaling dat « de opbrengst van de verevening van de distrikten zou aangewend worden voor het vormen van een bijzonder fonds, hetwelk, op een later te bepalen wijze, onder de gemeenten moest verdeeld worden ».

Maar naar welken grondslag dient de opbrengst van de verevening verdeeld te worden onder, en toegekend aan de verschillende gemeenten van het bij de artikelen 33, 34 en 36 van het Verdrag van Versailles aan België gehecht gebied?

Drie stelsels komen in aanmerking : de verdeling volgens het bedrag van de belastingen door iedere gemeente betaald, de verdeling volgens de oppervlakte ofwel volgens de bevolking.

Het stelsel op grond van de verdeling volgens de oppervlakte van de gemeente blijkt niet billijk te zijn, want aan de weinig uitgestrekte gemeenten met zeer dichte bevolking, en wier behoeften natuurlijk veel aanzienlijker zijn, zou een kleiner aandeel toegekend worden dan aan de uitgestrekte gemeenten, wier beperkte bevolking veel minder uitgaven vergt.

Het stelsel van de verdeling van de opbrengst der verevening op grond van het bevolkingscijfer van de verschillende gemeenten van de voormalige kreitsen Eupen-Malmedy, is evenmin te verkiezen.

Uit het onderzoek van de bedragen als kreitsbelastingen gedurende de laatste jaren betaald door de verschillende gemeenten van het distrikt Malmedy bv., blijkt immers dat, zoo de volkrijkste gemeenten de hoogste bedragen hebben gestort, de stad Malmedy veruit het meest heeft bijgedragen; immers in 1921, op een globaal bedrag van 148.783 frank is de stad Malmedy alleen tussehenbeide gekomen voor 50.750 frank, 't is te zeggen voor meer dan een derde, terwijl, gedurende de voorgaande jaren, haar aandeel altijd gemiddeld de twee vijfden bedroeg.

Het is nochtans duidelijk dat op een bevolking van 37 tot 38.000 inwoners, de bijdrage ten laste van de stad Malmédy heelemaal niet in verhouding was tot het bevolkingscijfer, dat ongeveer 5.000 inwoners beloopt. Daarentegen moet wel worden erkend dat de stad Malmédy, alhoewel zij het meest belastingen betaalt, het minst voordeel heeft getrokken uit het vermogen van de Kreits, hetwelk grootendeels door hare bijdragen was gevormd.

De opmerkingen gelden eveneens voor de stad Eupen, die, in 1921, op een

totaalbedrag van fr. 97.275,12, fr. 56.705,09 Kreitsbelastingen moest betalen. In deze omstandigheden, wordt men bij de opzoeking naar een andere wijze van verdeling, bij dewelke op de beste manier rekening wordt gehouden met het aandeel van iedere gemeente in het vormen van het gemeenschappelijk vermogen, en die, overigens van aard is, om de gemeenten schadeloos te stellen in verhouding tot de door haar gebrachte offers, tot de meening gebracht dat de billijkste verdeling deze is, welke geschiedt op grond van het bedrag van de door iedere gemeente betaalde Kreitsbelastingen. Op deze wijze zal iedere gemeente in de verevening een aandeel hebben overeenkomende met hare bijdrage tot de vorming, het onderhoud, de vermeerdering en het beheer van bedoeld vermogen. Laten wij als voorbeeld aanhalen de stad Malmédy, die, aangezien zij gemiddeld de $\frac{2}{5}$ van de gezamenlijke Kreitsbelastingen van het distrikt Malmédy betaald heeft, de $\frac{2}{5}$ zou ontvangen van de totale opbrengst der verevening van de goederen van den voormaligen Kreits Malmédy.

Dienvolgens, ten einde zoo goed mogelijk en op de billijkste wijze, de rechten te vrijwaren welke de gemeenten verworven hebben op den eigendom van het vermogen dat zij in overdeeldheid bezaten, wordt bij het ontwerp, bij wijze van verdeling, het gemiddeld bedrag voorzien dat, gedurende de laatste tien jaar (1912-1921 inbegrepen) door iedere gemeente in het globaal bedrag van de Kreitsbelastingen werd bijgedragen.

Het tijdstip van de verdeling, de modaliteiten van deze verrichting (verdeling tusschen de geldspeciën en de Kasbons) en de aanduiding van den persoon aan wien dit werk moet worden toevertrouwd, zijn uitvoeringsmaatregelen; men heeft het goed gevonden aan de uitvoerende macht de zorg over te laten om deze vraagstukken bij Koninklijk besluit te regelen.

C) STATUUT DER AMBTENAREN. — BURGERLIJKE PENSIOENEN.

ART. 122 TOT 125. — Het Verdrag van Versailles bevat geene bijzondere beschikking betreffende het statuut van de ambtenaren van het bij de artikelen 33, 34 en 35 aan België gehecht gebied; het heeft evenmin bepaald te wiens laste de betaling komt van de pensioenen voor de gewezen ambtenaren van bedoeld gebied of hunne rechthebbers.

Daaruit volgt dat uit dien hoofde geene bijzondere vergoeding van Duitschland kan gevorderd worden. De rechtvaardigheid eischt dat België dezen last op zich neemt; dit land heeft zich overigens daartoe reeds eenigzins verbonden.

Immers in zijne proclamatie van 11 Januari 1920, heeft de Koninklijke Commissaris, Gouverneur, verklaard dat: « de inheemsche ambtenaren van den Staat, de kreitsen en de gemeenten, in bediening mochten blijven en dezelfde geldelijke voordeelen zouden behouden welke hun onder het voormalig regiem waren toegekend. »

Overigens, artikel I van de Belgisch-Duitsche overeenkomst van 4 Mei 1923 betreffende de burgerlijke pensioenen, bevat de verbintenis voor België om den last op zich te nemen van de uitbetaling der burgerlijke pensioenen welke bij de overdracht van de soevereiniteit of uiterlijk op 10 Oktober 1920 verworven waren.

Laatstbedoeld bedrag beloopt ongeveer 800,000 fr.; hiertoe strekt artikel 125

van het ontwerp. Wat betreft de artikelen 122 tot 124 van het ontwerp, zij strekken vooreerst om hoogerbedoelde verplichtingen wettelijk te bekrachtigen; bij deze artikelen worden ook nog, bij wijze van vergelijking, dezelfde grondbeginselen toegepast op de ambtenaren benoemd door den Koninklijken Hoog-Commissaris, met uitsluiting, wat laatstgenoemden betreft, van degenen welke slechts tot tijdelijke bedieningen benoemd waren, in verband met het buitengewoon regiem voorzien bij de wet van 15 September 1919.

De artikelen 122 tot 124 moeten vergeleken worden bij de artikelen 6 en 113 tot 125 waarbij de stand geregeld wordt van de magistraten en gemeenteambtenaren in dienst, alsmede met de wet van 27 Juni 1922 betreffende de bedienaren van den eeredienst. Daarentegen wordt het pensioen voor de weduwen en weezen van de magistraten, ambtenaren en bedienaren van den eeredienst aan de regeling van de artikelen 122 tot 124 onderworpen.

Om den inhoud te begrijpen van de artikelen 123, lid 2 en 124, moet men zich herinneren dat het Fonds voor weduwen en weezen eene inrichting is welke in het plaatselijk recht niet bestaat, aangezien het pensioen voor weduwen en weezen van de ambtenaren ten laste komt van den Staat. De eerbied voor de verworven toestanden vergde dat de in dienst behouden ambtenaren voor het verleden de bijdragen niet moeten betalen voorzien bij de Belgische regeling; het is echter billijk hun met ingang van 11 Januari 1920, slechts dan de voor deelen van de Belgische regeling te verleen wanneer zij aan de desbetreffende verplichtingen hebben voldaan.

De last die uit de beschikking van artikel 140 voor den Staat zal voortvloeien is overigens niet aanzienlijk.

D) VAN KRACHT BLIJVENDE DEKRETEN BETREFFENDE BIJZONDERE AANGELEGENHEDEN.

ART. 126. — Zooals gezegd in bovenstaande algemeene uiteenzetting, mag de plaatselijke wetgeving in het gebied aan België gehecht bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles niet heelemaal vervallen worden verklaard; er bestaan o. m. sommige inrichtingen welke verder door bijzondere wetten dienen beheerd, zooals de gewestelijke en gemeentelijke spaarkassen. Overigens vergde de vervanging van de Deutsche munt door de Belgische wettelijke munt, de afkondiging van verscheiden bepalingen welke thans nog steeds gelden; het vraagstuk van de waarde en de bescherming van de plaatselijke brevetten moet worden opgelost. Ten slotte dient de wetgeving betreffende het telefoontarief van kracht te blijven tot de Belgische beschikkingen te dezer zaak, thans zelf aan een onderzoek onderworpen, herzien zijn geworden.

Bij artikel 126 wordt in deze verscheidene behoeften voorzien.

E) WIJZIGING VAN DE WET VAN 28 MAART 1923 WAARBIJ WORDEN GOEDGEKEURD OF GEOORLOOFD VERSCHIEDENE FINANCEELE MAATREGELEN WELKE DOOR HET VERVANGEN VAN DE DEUTSCHE MUNT DOOR DE BELGISCHE MUNT IN DE KANTONS EUPEN, MALMEDY EN SINT-VITH NOODIG WERDEN GEMAAKT.

ART. 127. — De plaatselijke wetgeving betreffende het uitwisselen van Deutsche munt is, zooals hooger gezegd, bij artikel 127 van het ontwerp

behouden; maar de Wetgevende Macht heeft insgelijks wettelijke maatregelen getroffen tot goedkeuring en toelating van verscheidene financieele maatregelen welke zich opdrongen door het vervangen van de munt in het bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles aan België gehecht gebied. Daartoe strekte de wet van 28 Maart 1923, waarbij echter niet bepaald werd welke lichamen — de Staat of de gemeenten — den last van de 64 millioen moesten dragen.

Het is billijk gebleken al de gemeenten en de inwoners van België op gelijken voet te behandelen wat betreft het uitwisselen van de munt; het bleek nochtans onontbeerlijk de gemeenten, in zekere mate ten minste, een aandeel in dezen last te doen dragen; ook worden bij het ontwerp, de verscheidene kosten van de wisselverrichtingen, ten laste der gemeenten gelegd. Bovendien. — en deze beschikking wettigt zich-zelf — worden de betalingen, ten onrechte gedaan wegens vergissingen of fouten vanwege de gemeenteoverheid, vanwege hare aangestelden of vanwege de scheidsrechterlijke commissiën, ten laste gelegd van de betrokken gemeente; door dezen maatregel wordt overigens geenszins verhinderd dat bedoelde gemeente, overeenkomstig het gemeen recht, haar verhaal neme tegen hem die werkelijk schuldig is aan de fout, waarvoor zij aansprakelijk werd gesteld.

SLOTBEPALINGEN.

ART. 128. — De gedingen die, na het van kracht worden dezer wet, ontstaan naar aanleiding van vroegere handelingen, zullen natuurlijk afgehandeld worden volgens de Belgische wetten van rechtspleging; wat den grond betreft, zullen zij terecht worden volgens de wet wier toepassing voorgeschreven wordt door de algemeene rechtsprincipen op de terugwerkende kracht van de wetten — dit alles onverminderd enkele bijzondere bepalingen in de voorgaande artikelen vervat. — Maar volgens welke wetten zal, na het van kracht worden van deze wet, de rechtspleging van de aanhangige zaken beheerd worden en de bevoegde rechtsmacht bepaald, om er verder kennis van te nemen?

Deze dubbele vraag wordt bij artikel 128 van het ontwerp opgelost.

De aangenomen oplossing berust op de beginselen vastgelegd in de artikelen 55 en 56 der Belgische wet van 25 Maart 1876; zij strekt zich evengoed uit tot de strafzaken als tot de burgerlijke zaken. Deze oplossing lijkt tevens de lenigste en de billijkste te zijn.

Het is misschien niet overbodig er hier aan te herinneren dat de vraag, te weten welke wet geldt voor de verjaring, welke van toepassing is op de rechtszaken — in burgerlijke zaken — opgelost wordt door de artikelen 83 tot 85 van het ontwerp; in strafzaken zal het de kortste verjaring zijn, overeenkomstig artikel 2 van het Wetboek van Strafrecht.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

POULLET.

BIJLAGEN

(BIJLAGE I BIJ ART. 3)

Beschrijving der grens tusschen Duitschland en België, van het Groot-Hertogdom Luxemburg af tot het Koninkrijk der Nederlanden.

(De grenspalen zijn genummerd van Zuid naar Noord; de grens wordt dus in die richting beschreven.)

Van het Groot-Hertogdom Luxemburg af tot aan het Koninkrijk der Nederlanden komt de grens tusschen Duitschland en België met de volgende beschrijving overeen :

Uitgaande van de samenvloeiing van de Ribbach (beek) en de Our rivier :

1^o De middellijn van de Our-rivier, noordwaarts, over eene lengte van 560 m. ongeveer, tot de samenvloeiing van de Our en een kleine beek (zonder naam).

2^o Die kleine beek, welke zich in de Our uitstort, westwaarts, over eene lengte van 1000 m. ongeveer.

3^o De grond van eene vallei tot ongeveer 175 m. bezuiden den weg van Ouren naar Lützkampen.

4^o Een lijn over 't algemeen met Zuid-Noordelijke richting, lang ongeveer 950 m. voormelden weg doorkruisend en gaande tot de Seisbach (beek), langs heen den grond eener vallei.

5^o De Seisbach (beek), westwaarts, over eene lengte van 210 m. ongeveer.

6^o Een lijn de Noordelijke helling opgaande van het dal der Seisbach, over eene lengte van ongeveer 210 m. en vervolgens over eene lengte van ongeveer 800 m. loopend evenwijdig met den grond dier vallei, en ten slotte de Our bereikend, ter plaats genaamd Grimmelslag.

7^o De middellijn der Our-rivier tot dezer samenvloeiing met een kleine beek (zonder naam), op ongeveer 200 m. stroomopwaarts de brug die het Belgisch dorp Stonbach met het Duitsche dorp Stupbach verbindt.

8^o Die kleine beek (zonder naam) over eene lengte van ongeveer 100 m. tot den weg van Stupbach naar Grosskampenberg.

9^o De noordelijke zoom van den weg van Stupbach naar Grosskampenberg tot ongeveer 300 m. ten oosten van de bocht van dien weg, alvorens de plaats, genaamd Stupbacherseil, te bereiken.

10^o Eene lijn met over 't algemeen een Zuid-Noordelijke richting, loopende doorheen het Kockertsbusch (bosch) tot den weg van Burg-Rusland naar Lützkampen, nabij de herberg genaamd Diepert.

11^o Een lijn zuidwaarts om de herberg Diepert heenlopend, en eene over 't algemeen West-Oostelijke richting volgend, tot hare kruising met een kleine beek, genaamd Schlierbach.

12° De grond van de vallei der Slierbach tot aan den weg van Heckbuscheid naar Steffeshausen.

13° Eene lijn die ongeveer den Noordelijken zoom van dien weg volgt, lang ongeveer 540 m., tot den oorsprong van eene kleine beek (zonder naam), die in de Winterspelterbach (beek) vloeit.

14° De grond van de vallei dier beek stroomafwaarts (algemeene richting Zuid-Noord), tot een exploitatieweg op 5 m. ongeveer ten Noorden van de Winterspelterbach (beek).

15° De oostelijke zoom van bedoelden weg langsheen de Winterspelterbach tot de samenvloeiing van die beek met de Our-rivier, ten Zuid-Oosten van het gehucht Hammeres.

16° De middellijn van de Our-rivier tot 900 m. ongeveer bezuiden het gehucht Alfersteg.

17° De grond van een dal, oostwaarts, tot op 250 m. ongeveer van de Our.

18° Een lijn met algemeene richting West-Zuid-West-Oost-Noord-Oost, loopend door het bosch van Gross-Bohlscheid, tot den kruisweg gelegen op 2000 m. ongeveer ten Oosten van het gehucht Alfersteg.

19° De noordelijke zoom van een West-Oostwaarts loopenden weg, langsheen den Krapu-heuvel, over een lengte van 600 m. ongeveer.

20° Eene lijn Zuid-Noordwaarts, lang ongeveer 100 m., tot den weg van Alfersteg naar Amelscheid.

21° De zuidelijke zoom van dien weg tot zijne kruising met den weg van Mutzenich naar Amelscheid.

22° Eene lijn met algemeene West-Oostelijke richting tot eene kleine beek die zich in de Ihrenbach (beek) stort.

23° De grond van het dal van eerstbedoelde beek, Oostwaarts over eene lengte van ongeveer 400 m.

24° Eene lijn met algemeene West-Oostelijke richting, welke den weg van Schönberg naar Bleialt doorkruist op 100 m. ongeveer bezuiden de plaats met name Zu Schönberg en weder de beek Ihrenbach bereikt op 250 m. ongeveer ten Oosten van dien weg.

25° De Westelijke oever van de Ihrenbach op eene lengte van ongeveer 2000 m. tot de samenvloeiing van de Ihrenbach met een kleinen waterloop (zonder naam) die er zich in uitstort.

26° De Westelijke oever van laatstbedoelden waterloop, naar het Noord-Westen tot aan zijn oorsprong.

27° De Westelijke oever van denzelfden waterloop, volgend eerst over eene lengte van 600 m. ongeveer, den Oostelijken zoom van een weg, en vervolgens loopend tot een punt van den weg van Andler naar Wischeid, dat gelegen is op 875 m. ongeveer ten Oosten van den weg van Schönberg naar Manderfeld.

28° Eene lijn met algemeene West-Oostelijke richting, evenwijdig met den weg van Andler naar Wischeid, over eene lengte van ongeveer 600 m. en vervolgens de Our-rivier bereikend op ongeveer 1600 m. stroomopwaarts Andler.

29° Eene Zuid-Noordwaarts loopende lijn, welke nabij haar uiteinde den grond van het dal volgt, dat in verbinding staat met de Our-vallei, tot aan den voet van de Zuidelijke helling van den Andler-Berg op ongeveer 475 m. bezuiden den weg van Schönberg naar Manderfeld.

30° Eene lijn waarvan de algemeene richting evenwijdig loopt met den weg van Andler naar Manderfeld tot een punt van den rechtstreekschen weg van Manderfeld naar Verschneid, gelegen op den zelfden afstand ongeveer van deze beide agglomeraties.

31° Eene lijn die afdaalt tot aan de Our-rivier, welke zij bereikt op 300 m. ongeveer stroomopwaarts de samenvloeiing van de Our-rivier met de Auw-beek.

32° De middellijn van de Our-rivier, naar het Zuid-Westen toe, tot waar zij samenvloeit met de Auw-beek.

33° De middellijn van de Auw-beek, naar het Oosten toe, tot op 160 m. ongeveer stroomopwaarts de samenvloeiing van deze beek met de Tannebach (beek).

34° Eene lijn met algemeene Noord-West-Zuid-Oostelijke richting, volgend eerst het dal van de Auw-beek en vervolgens dat van een beekje (zonder naam) dat in de Auw vloeit en overeenstemmend, over hare grootste lengte, met den Zuidelijken zoom van een exploitatieweg, tot 35 m. ongeveer ten Noorden van de plaats waar gemelde exploitatieweg den weg van Auw naar Roth ontmoet.

35° Eene lijn met algemeene Zuid-Noordelijke richting, loopend omheen den Snappert-heuvel, langsheen dezès Zuid-Westelijke helling, tot in de diepte van het dal der Tannebach (beek), op 300 m. ongeveer stroomopwaarts het snijdingspunt van deze beek met den weg van Weckerath naar Roth.

36° De grond van het dal der Tannebach tot ongeveer 500 m. stroomafwaarts het punt waar de weg van Roth naar Krewinkel die beek oversteeft.

37° Eene lijn met algemeene Noord-Oost-Zuid-Westelijke richting over de helling heen van het dal der Tannebach, tot den weg van Weckerath naar Zu Kehr, op een punt gelegen op ongeveer 750 m. bezuiden het dorp Krewinkel.

38° Eene over 't algemeen West-Oostelijk loopende lijn, die op een zekere lengte den Zuidelijken zoom van gemelden weg volgt tot op 275 m. ongeveer benoorden den mijlpaal km. 76 van den weg van Prüm naar Schleiden.

39° De Westelijke zoom van dien weg tot op de hoogte van het spoorwegstation te Losheim, op 260 m. ongeveer ten Noord-Westen van mijlpaal km. 80 op dien weg.

40° Eene lijn westwaarts om den bebouwdèn kom van Losheim heen, tot het snijdingspunt van den Westelijken zoom van den weg van Prüm naar Schleiden met de Noordelijke grens van het terrein van den spoorweg van Jünkerath naar Weywertz.

41° De Noordelijke grens van het terrein van den spoorweg van Jünkerath naar Weywertz, tot haar snijdingspunt met den Oostelijken zoom van den weg van Manderfeld naar Bullange, nabij de spoorwegbrug benoorden Lanzerath.

42° De Oostelijke zoom van den weg van Saint-Vith naar Schleiden, tot op een punt gelegen op ongeveer 275 m. benoorden den mijlpaal km. 82 op dien weg.

44° Een over 't algemeen Zuid-Noordwaarts loopende lijn, op weinigen afstand ten Westen van den weg van Saint-Vith naar Schleiden, tot 450 m. ongeveer ten Noord-Westen van de bocht welke die weg maakt alvorens Hollerath te bereiken.

45° Een Oost-Westwaarts loopende lijn, over een lengte van ongeveer 657 m. een exploitatieweg volgend, tot op den grond van het dal der Olefbach (beek).

46° De bodem van het dal der Olefbach tot 685 m. ongeveer stroomafwaarts de samenvloeiing van die beek met de Tröglichtenbach.

47° De middellijn van de Olefbach tot deze samenvloeiing met de Wiesbach (beek).

48° De Wiesbach, Westwaarts, tot de eerste beek (zonder naam) die er zich aan de Noorderzijde in uitstort.

49° Die laatste beek (zonder naam) die zich in de Wiesbach stort, stroomopwaarts tot haren oorsprong op ongeveer 550 m. ten Oosten van den weg van Höfen naar Rotherath.

50° Een lijn met algemeene richting Oost-Zuid-Oost-West-Noord-West, tot den Westelijken zoom van den weg van Höfen naar Rotherath, op 250 m. ongeveer ten Noorden van den mijlpaal km. 14, op dien weg.

51° De Westelijke zoom van den weg van Höfen naar Rotherath, tot een kruisweg op 100 m. ongeveer bezuiden mijlpaal km. 11.

52° Eene lijn die eerst samenvalt met den Zuidelijken zoom, dan met den Westelijken zoom van een exploitatieweg, langsheen de Schwalmbach (beek), en vervolgens rechtdoorlopend over ongeveer 127 m., Zuid-Oost-Noord-Westwaarts, tot aan de Schwalmbach.

53° De Schwalmbach, Westwaarts, over eene lengte van 420 m. ongeveer.

54° Eene lijn met Zuid-Noordelijke algemeene richting, langsheen een exploitatieweg over eene lengte van ongeveer 1000 m. tot eene beek (zonder naam), die zich in de Schwalmbach uitstort.

55° Die beek (zonder naam) die in de Schwalmbach vloeit, tot op 300 m. ongeveer stroomopwaarts hare samenvloeiing met de Schwalmbach.

56° Eene lijn met een algemeene Zuid-Oost-Noord-Westelijke richting tot bovengemelde samenvloeiing.

57° De middellijn van de beek Schwalmbach tot 290 m. ongeveer stroomopwaarts haar snijdingspunt met een exploitatieweg loopend naar het dorp Kalterherberg.

58° Een lijn met Zuid-Noordelijke richting tot aan den hierboven gemelden exploitatieweg.

59° Eene lijn langsheen den Westelijken zoom van bedoelden exploitatieweg tot aan het punt waar zij den grond van het dal doortrekt van eene beek (zonder naam) die zich in de Schwalmbach uitstort en komt uit de omstreken van mijlpaal km. 44 van den weg van Elsenborn naar Kalterherberg.

60° De grond van het dal van die beek (zonder naam) welke zich in de Schwalmbach uitstort, stroomopwaarts tot 150 m. ongeveer bezuiden mijlpaal km. 44 van de baan van Elsenborn naar Kalterherberg.

61° Een over 't algemeen Zuid-Zuid-Oost-Noord-Noord-Westelijk gerichte lijn naar de Breitenbach toe, vervolgens, langsheen het dal van die beek, tot aan de baan van Kalterherberg naar Elsenborn.

62° Eene lijn die eerst den Noordelijken zoom van dien weg volgt over eene lengte van 394 m. ongeveer en vervolgens een noordelijke richting neemt over eene lengte van ongeveer 150 m. en ten slotte de Breitenbach (beek) bereikt op 280 m. ongeveer stroomafwaarts de brug waar de weg die beek oversteekt.

63° Eene lijn die ten Oosten de Breitenbach volgt, ongeveer evenwijdig met

die beek, tot aan het terrein van den spoorweg. ter hoogte van de statie van Kalterherberg.

64° De Schwarzbach (beek) naar het Westen toe, tot dezer samenvloeiing met de Külserbach (beek).

65° De Klüserbach, naar het Noord-Westen toe, over eene lengte van 700 m. ongeveer.

66° Eene lijn met Zuid-West-Noord-Oostelijke algemeene richting, tot den spoorweg van Kalterherberg naar Montjoie ter hoogte van mijlpaal km. 50.8.

67° De Oostergrens van het terrein van den spoorweg, naar het Noorden toe, tot mijlpaal km. 50.2.

68° Eene lijn met Zuid-Oost-Noord-Westelijke algemeene richting, tot aan eene beek (zonder naam) die zich in de Rör-rivier uitstort ten Noorden van Reichenstein.

69° De Noordelijke oever van die beek (zonder naam), naar het Westen toe, over eene lengte van ongeveer 480 m.

70° Eene rechte lijn welke Noordwaarts de Platte Venn doortrekt over een afstand van ongeveer 1.380 m.

71° Eene lijn welke exploitatiewegen volgt tot een punt gelegen op 5 meter ongeveer ten Westen van mijlpaal km. 13.9, op den weg van Eupen naar Montjoie.

72° De Zuidelijke zoom van dien weg naar het Oosten toe, over een lengte van ongeveer 205 m.

73° Eene rechte lijn die den weg loodrecht doorsnijdt, dan een rechte lijn met Noord-Oostelijke richting, welke de Hohe Venn doorloopt over een lengte van ongeveer 890 m.

74° Eene lijn met Zuid-West-Noord-Oostelijke algemeene richting, gaande over het toppunt van den Stelingberg, om te eindigen op een punt gelegen op 300 meter ongeveer ten Zuiden van den weg van het station van Konzen naar den mijlpaal km. 13, op den weg van Eupen naar Montjoie.

75° Eene lijn met West-Oostelijke algemeene richting, uitlopend op punt km. 42.75 van den spoorweg van Kalterherberg naar Raeren.

76° De Oostelijke grens van het terrein van den spoorweg, tot het punt km. 41.53.

77° Eene lijn, loopend om een huis en tuin heen, ten Zuid-Westen van het station van Konzen en den spoorweg van Kalterherberg naar Raeren bereikend op het punt km. 41.44.

78° De Oostelijke grens van het terrein van den spoorweg van Kalterherberg naar Raeren, tot aan mijlpaal km. 37.7.

79° De Zuidelijke zoom van een beekje (zonder naam) over een lengte van 250 m. ongeveer tot zijnen oorsprong.

80° Eene lijn met Oost-Westelijke richting, tot de baan die het dorp Lammersdorf verbindt met de plaats gezegd Fringshaus.

81° Eene lijn met algemeene Zuid-Noordelijke richting, lang 900 meter ongeveer.

82° Eene lijn met algemeene Zuid-Westelijke-Noord-Oostelijke richting, welke den spoorweg van Kalterherberg naar Raeren bereikt op het punt km. 35.72.

83° De Noordelijke grens van het terrein van den spoorweg van Kalterherberg naar Raeren, tot het punt km. 31.26.

84° Eene lijn met algemeene Noord-West-Zuid-Oostelijke richting, lang 455 m. ongeveer.

85° Eene lijn Noord-Oost-Zuid-Westwaarts gericht, ongeveer 805 meter lang, welke den weg van Fringshaus naar Rötgen bereikt op 1.400 meter ongeveer ten Noord-Westen van Fringshaus.

86° De Zuidelijke zoom van den weg van Fringshaus naar Rötgen, over eene lengte van 100 m. ongeveer.

87° Eene Noord-Oost-Zuid-Westwaarts loopende lijn, lang 200 meter ongeveer.

88° Eene lijn met algemeene Oost-Westelijke richting, lang ongeveer 1.020 meters.

89° De Zuidelijke zoom van een exploitatieweg, naar het Westen toe, over eene lengte van ongeveer 99 m.

90° Een Noord-Zuidwaarts gerichte lijn, ongeveer 100 meter lang, loopende tot in de diepte van het dal der Vesdre.

91° De Noordelijke oever van de Vesdre over eene lengte van ongeveer 150 m.

92° Eene lijn loopende Noordwaarts om het vergaardok heen van de waters der Vesdre, tot op den grond van het dal der Vesdre, op 25 meter ongeveer ten Westen van den stuwdam.

93° De middellijn der Vesdre, over eene lengte van 300 m. ongeveer.

94° Eene lijn met algemeene Noord-Oost-Zuid-Westelijke richting, tot de baan van Rötgen naar Reinartzhof, ter hoogte van de bocht welke deze baan te Schwerzfeld maakt, waar zij naar Reinartzhof loopt.

95° De zuidelijke zoom van de baan van Schwerzfeld naar Reinartzhof, over eene lengte van 450 m. ongeveer.

96° Een lijn met algemeene Oost-Westelijke, dan Zuid-Noordelijke richting, loopend omheen het gehucht van Schwerzfeld, langs het Westen, en over de laatste 150 m. ongeveer den Westerboord volgend van de baan van Schwerzfeld naar Rötgen, ter hoogte van de bocht van deze baan op 550 m. ongeveer ten Noorden van Schwerzfeld.

97° Een lijn met Zuid-Oost-Noord-Westelijke richting, lang ongeveer 200 m.

98° De noordelijke zoom van een exploitatieweg over een lengte van 900 m. ongeveer.

99° Een Zuid-Oost-Noord-Westwaarts loopende lijn, lang 700 m. ongeveer, welke naar den bodem van het Vesdre-dal loopt.

100° De middellijn van de Vesdre tot aan de baan van Rötgen naar de plaats genaamd Charliersmühle.

101° De noordelijke zoom van de baan die de plaats genaamd Charliersmühle met het dorp Rötgen verbindt, tot waar hij de westergrens ontmoet van het terrein van den spoorweg van Kalterherberg naar Raeren op het punt km. 27.95.

102° De Oosterboord van het terrein van den spoorweg van Kalterherberg naar Raeren, tot aan de baan van Rötgen naar Aken, op het punt km. 27.86 van den spoorweg.

103° De westelijke zoom van de baan van Rötgen naar Aken tot de baan van Rötgen naar Raeren.

104° De noordelijke zoom van de baan van Rötgen naar Raeren, over eene lengte van 200 m. ongeveer.

105° Eene lijn met algemeene Zuid-Noordelijke richting, welke den zuidelijken zoom van een exploitatieweg bereikt, op een punt gelegen op 150 m. ongeveer ten Westen van de baan van Rötgen naar Aken.

106° Eene lijn met algemeene Zuid-Oost-Noord-Westelijke richting, lang ongeveer 3 km., gaande over den spoorweg van Kalterherberg naar Raeren, op het punt km. 23.72, tot den grond van het dal der Inde-beek.

107° De oosteroever van de Inde-beek over 800 m. lengte ongeveer.

108° Een lijn met algemeene Zuid-Oost-Noord-Westelijke richting, lang ongeveer 150 m.

109° De zuidelijke zoom van een exploitatieweg, den spoorweg van Kalterherberg naar Raeren doorsnijdend op het punt km. 17.27, tot waar hij de baan van Raeren naar Raeren-Sief ontmoet, ter plaats genaamd Meurisse.

110° De westelijke zoom van de baan van Raeren naar Raeren-Sief over eene lengte van ongeveer 150 m.

111° De westelijke zoom van den weg van Meurisse naar Marienthal, tot de plaats genaamd Marienthal.

112° De westelijke zoom van de baan van Raeren naar Aken, tot de plaats genaamd Hebscheid.

113° Een Oost-Westwaarts loopende lijn, volgende den zuideroever van de sloot (Landgraben) die vroeger de grens aangaf tusschen de kreitsen Eupen en Aken, tot waar zij den spoorweg Aken-Herbestahl ontmoet, op het punt van den spoorweg km. 75.83.

114° De oostelijke rand van het terrein van den spoorweg van Aken naar Herbestahl, tot het punt km. 76.96.

115° De noordelijke rand van een weg met Oost-Westelijke richting, tot waar hij een anderen weg met Zuid-Oost-Noord-Westelijke richting ontmoet.

116° De zuidelijke zoom van laatstbedoelden weg tot waar hij de baan van Hergenrath naar de plaats genaamd Bildehen ontmoet.

117° De westelijke zoom van de baan van Hergenrath naar de plaats genaamd Bildehen, over eene lengte van 350 m. ongeveer.

118° Eene lijn met algemeene Oost-Westelijke richting tot waar zij een beek (zonder naam) ontmoet, die zich in de beek Tulje uitstort.

119° De noordelijke oever van eerstbedoelde beek, tot waar hij den oostelijken zoom van de baan van Moresnet naar Aken ontmoet.

120° De oostelijke zoom der baan van Moresnet naar Aken, zuidwaarts, over eene lengte van 44 m. ongeveer.

121° Eene lijn die den Oostlijken zoom van een exploitatieweg volgt, met algemeene Zuid-Noordelijke richting, over eene lengte van 1000 m. ongeveer, welke den spoorweg van Aken naar Montzen doorsnijdt op het punt km. 3.23.

122° Een lijn met Zuid-Noordelijke richting, over eene lengte van 1500 m. ongeveer, en tot waar zij de sloot (Landgraben) ontmoet, welke de vroegere grens aangaf tusschen de kreitsen Eupen en Aken.

123° De Zuideroever van die sloot over eene lengte van ongeveer 900 m.

124° Eene lijn met Noord-Noord-Oost-Zuid-Zuid-Westelijke richting, welke den bodem eener vallei volgt op eene lengte van 260 m. ongeveer.

125° Eene lijn loodrecht op de vorige, lang ongeveer 50 m.

126° Eene lijn met algemeene Zuid-Zuid-West-Noord-Noord-Oostelijke richting, evenwijdig met de onder 124° bepaalde lijn, over een lengte van ongeveer 260 m.

127° Een lijn met Zuid-Oost-Noord-Westelijke richting over eene lengte van 650 m. ongeveer.

128° De Oostelijke zoom van een exploitatieweg, tot het punt gemeen aan de drie landen : Duitschland, België, Koninkrijk der Nederlanden.

Bijzondere bepalingen betreffende den spoorweg van Trois-Vierges naar Aken.

1° Tusschen de twee punten waar de spoorweg van Trois-Vierges naar Weywertz de Our-rivier doorsnijdt, in de omstreken van het gehucht Hemmeres, wordt bij het Belgisch gebied begrepen eene strook bevattende de cadastrale perceelen, eigendom van den spoorweg, naar 't Westen toe vermeerderd met een strook grond, waarvan de scheidsliniën nader bepaald zijn bij de kaarten en maattabellen.

2° Tusschen de twee punten gelegen respectievelijk aan het station te Kalterherberg en ten Noorden van Petergensfeld, waar de spoorweg de hierboven beschreven grens doorsnijdt, wordt bij het Belgisch gebied begrepen, gansch de strook bevattende de cadastrale perceelen van het terrein van den spoorweg, waarvan de scheidsliniën nader bepaald zijn door de kaarten en maattabellen.

Bijzondere bepalingen betreffende de banen Fringshaus-Konzen, Fringshaus-Lammersdorf, Fringshaus-Rötgen.

De cadastrale perceelen overeenkomende met het gansche net der drie bovenvermelde banen, worden bij het Deutsche grondgebied begrepen, van de Westergrens van het spoorwegterrein af tot den overweg der baan Konzen-Fringshaus ten Noorden van het station van Konzen, tot aan de punten waar de twee banen Fringshaus-Lammersdorf en Fringshaus-Rötgen de Deutsche gedeelten van de twee gemeenten Lammersdorf en Rötgen bereiken.

Opmerkingen.

1° In geval de tekst van de beschrijving der grens zou afwijken van de kaarten en maattabellen, moeten deze laatste geloofd worden.

2° De scheidslinie omschreven in de paragrafen 1, 7, 16 en 32 van bovenstaande beschrijving, wordt bepaald door de middellijn van de Our-rivier, op gemiddeld peil beschouwd, terwijl de aldus omschreven lijn de Our-rivier volgt in hare trage en natuurlijke stroombedafwijkingen.

Dezelfde opmerking betreffende de scheidslinie geldt voor paragraaf 33, in zake de beek Auw, voor paragraaf 47 in zake de Olefbach, voor paragraaf 57, in zake de Schwalmbach, voor de paragrafen 93 en 100, in zake de Vesdre.

3° Daar waar de grenslijn niet de middellijn van een waterloop volgt, is zij nader te bepalen door middel van de kaarten en maattabellen.

Protocol tusschen België en het Groot-Hertogdom.

De ondergeteekenden, de heeren Schiltz, Districtcommissaris van Diekirch, Afgevaardigde van de Regeering van het Groot-Hertogdom Luxemburg, en Maury, Bestuurder aan het Belgisch Ministerie van Koloniën, Afgevaardigde van de Belgische Regeering, door hunne wederzijdsche Regeering belast met het nazien en het aanvullen, desnoods, van de afbakening van het gedeelte der nieuwe grens tusschen België en het Groot-Hertogdom Luxemburg, voortspruitend uit de aanhechting aan België van den kreits Malmedy, bij toepassing van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919, hebben als volgt de beschrijving vastgesteld van de grens begrepen tusschen het punt dat gemeen is aan België, het Groot-Hertogdom Luxemburg en Duitschland, bepaald bij het protocol van 19 September 1920, en den paal n° 75 van de vroegere grens tusschen Pruisen en Nederland. Deze beschrijving geschiedde overeenkomstig den tekst van het Verdrag van Aken, d. d. zes-en-twintig Juni achttien honderd zestien.

Uitgaande van het punt der Our-rivier dat gemeen is aan de grenzen der drie landen België, Groot-Hertogdom Luxemburg, Duitschland, vastgesteld bij het protocol tot grensbepaling dat op 19 September 1920 werd opgemaakt door de Duitsch-Belgische Commissie voor afgrenzing en den Afgevaardigde van het Groot-Hertogdom Luxemburg, en nader bepaald door de ligging der drie palen D. 52, L. 52 en B. 1, waarvan de coördinaten zijn :

- voor grenspaal D. 52 (X gel. 5554859,44 — Y gel. 9907,46);
- » » L. 52 (X gel. 5554860,28 — Y gel. 9885,83);
- » » B. 1 (X gel. 5554864,50 — Y gel. 9886,42),

Volgt de grens tusschen België en het Groot-Hertogdom Luxemburg :

1) De beek met name Ribbach tot de hoogte van grenspaal n° 53, met coördinaten :

(X gel. 5555541,57 — Y gel. 8075,01);

2) Eene rechte lijn tot grenspaal n° 54, met coördinaten :

(X gel. 5555561,47 — Y gel. 8065,39);

3) Eene naar het Oosten toe eenigszins kromme lijn, waarvan de grootste pijl, in haar midden, 40 meter bedraagt, tot grenspaal n° 55 met coördinaten :

(X gel. 5556130,07 — Y gel. 8184,99), geplaatst aan den Noorderzoom van den weg van Ouren naar Weiswampach;

4) Eene rechte lijn tot grenspaal n° 56, met coördinaten :

(X gel. 5556489,25 — Y gel. 8305,66);

5) Eene rechte lijn tot grenspaal n° 57, met coördinaten :

(X gel. 5556491,14 — Y gel. 8409,42);

6) Een waterloopje in de diepte genaamd Eschelburn tot grenspaal n° 58, met coördinaten : (X gel. 5557110,10 — Y gel. 9029,08), geplaatst nabij den Zuiderzoom van den weg van Ouren naar Leithum;

7) De beek genaamd Schiebach tot grenspaal n° 59, met coördinaten :

(X gel. 5557639,43 — Y gel. 8276,88);

8) eene rechte lijn tot het punt waar de diepte Hasenborn of Jansbourn den weg van Ouren naar Leithum ontmoet, dan het waterloopje Hasenborn of Jansbourn tot aan de bron met name Jansbörn, aangeduid door een aarden buis op 0^m,30 onder den grond, met coördinaten : (X gel. 55588125,53 — Y gel. 18451,91);

9) eene rechte lijn tot den grenspaal n° 60, met coördinaten :

(X gel. 5558426,58 — Y gel. 8638,44);

10) de middellijn van den weg van Oberhausen naar Leithum tot aan grenspaal n° 61, met coördinaten : (X gel. 5558587,32 — Y gel. 8598,60), geplaatst bij de kruising der wegen die van Leithum en Beiler leiden naar Oberhausen, Stonbach en Lascheid;

11) eene rechte lijn tot grenspaal n° 62, met coördinaten :

(X gel. 5558772,54 — Y gel. 8231,78);

12) eene rechte lijn tot grenspaal n° 63, met coördinaten : (X gel. 5559384,47 — Y gel. 7363,35), geplaatst op den kant van den weg van Beiler naar Lascheid, dan de beek m. n. Stonbacher Grund of Reelerfurth of Federbach, tot grenspaal n° 64, met coördinaten : (X gel. 5559535,62 — Y gel. 6023,84);

13) eene rechte lijn tot grenspaal n° 65, met coördinaten : (X gel. 5559409,93 — Y gel. 5711,03), geplaatst op den kant van den weg van Weiswampach naar Dürler;

14) eene rechte lijn tot het midden van den afstand tusschen paal n° 65 en paal n° 65a, met coördinaten : (X gel. 5559409,87 — Y gel. 5697,64), eveneens geplaatst op den kant van den weg van Weiswampach naar Dürler;

15) de middellijn van den weg van Dürler naar Weiswampach, tot het midden der rechte lijn waardoor grenspaal n° 66, met coördinaten : (X gel. 5557022,74 — Y gel. 5678,70), verbonden wordt aan grenspaal n° 66a, met coördinaten : (X gel. 5557821,78 — Y gel. 5669,24);

16) eene rechte lijn tot grenspaal n° 66a;

17) de beek met name Schiebach, waarop zich de grenspaal n° 67 bevindt, met coördinaten : (X gel. 5557510,91 — Y gel. 4661,53), op den oosterkant van den weg van Weiswampach naar Malscheid, tot grenspaal n° 68, met coördinaten : (X gel. 5557665,90 — Y gel. 4001,81);

18) eene rechte lijn tot grenspaal n° 69, met coördinaten : (X gel. 5557852,36 — Y gel. 3638,27); deze rechte lijn trekt over grenspaal n° 68a, met coördinaten : (X gel. 5557782,17 — Y gel. 3775,12), op den zuiderkant der groote baan Malmédy-Trois-Vierges, en over grenspaal n° 69a, met coördinaten : (X gel. 5557786,80 — Y gel. 3766,09), op den noorderkant van dezelfde groote baan;

19) eene rechte lijn tot grenspaal n° 70, met coördinaten : (X gel. 5557893,23 — Y gel. 3329,10);

20) eene rechte lijn tot grenspaal n° 71, met coördinaten : (X gel. 5557944,41 — Y gel. 4314,60), geplaatst op den oostkant van de groote baan van Diekirch naar Stavelot.

21) de oostelijke zoom van de oude baan van Stavelot naar Luxemburg, over Weiswampach, lijn welke als volgt tusschen de grenspalen n° 71 en n° 75 te bepalen is :

a) een rechte lijn tot grenspaal n° 71a, met coördinaten : (X gel. 5558261,18 — Y gel. 2722,66);

b) een rechte lijn tot grenspaal n° 71b, met coördinaten : (X gel. 5558341,99 — Y gel. 2639,05), geplaatst op den noordkant van den weg loopend van de groote baan Diekirch-Stavelot naar Lengeler;

c) de oosterzoom van een exploitatieweg tot grenspaal n° 71c, met coördinaten : (X gel. 5558449,32 — Y gel. 2464,46);

d) een rechte lijn tot een steen, met coördinaten : (X gel. 5558663,76 — Y gel. 2270,00), geplaatst op den zuidkant van het terrein van den spoorweg St-Vith-Trois-Vierges;

e) een rechte lijn tot een grenssteen, met coördinaten : (X gel. 5558708,40 — Y gel. 2244,89), op den noordkant van het spoorwegterrein; die rechte lijn gaat over een steen met coördinaten (X gel. 5558693,66 — Y gel. 2256,23), geplaatst op het spoor;

f) een rechte lijn tot grenspaal n° 71d, met coördinaten : (X gel. 5558864,31 — Y gel. 2173,86);

g) de oostelijke zoom van een exploitatieweg gaande over de grenspalen n° 72, met coördinaten : (X gel. 5559049,19 — Y gel. 2170,49), geplaatst op den zuidelijken kant van een weg loopende naar Lengeler en n° 73a, met coördinaten : (X gel. 5559642,04 — Y gel. 2131,03), tot grenspaal n° 74a met coördinaten : (X gel. 5560333,75 — Y gel. 1898,69);

h) een rechte lijn tot grenspaal n° 74, met coördinaten : (X gel. 5560398,34 — Y gel. 1881,85);

i) een rechte lijn tot grenspaal n° 75, met coördinaten : (X gel. 5560738,27 — Y gel. 1815,52), geplaatst op den zuidelijken kant van den weg loopende van « Zur Schmiede » naar Espeler, recht tegenover een grenspaal in gietijzer n° 286, met coördinaten : (X gel. 5560743,04 — Y gel. 1811,58), geplaatst op den noordelijken kant van denzelfden weg.

Dubbel opgemaakt te Brussel, den 11 Januari 1922.

*De Afgevaardigde der Regeering
van het Groot-Hertogdom Luxemburg,*

(w.g.) Theo SCHULTZ.

De Afgevaardigde der Belgische Regeering,

(w.g.) MAURY.

(BIJLAGE III AAN ARTIKEL 4.)

Lijst van de gemeenten en van hunne wijken.

N.		Oppervlakte in hectaren.	Algeheele oppervlakte.	Bevolking.	Algeheele bevolking.
Canton Eupen.					
1	Eupen	4,942	4,942	12,656	12,656
2	Eynatten	1,637	1,637	1,342	1,342
3	Hausset	721	721	934	934
4	Hergenrath	946	946	1,349	1,349
5	Nettenis	1,383	1,383	1,281	1,281
6	Lontzen	1,454	1,454	1,965	1,965
7	Neu-Moresnet	676	676	566	566
8	Raeren	4,257	4,257	3,781	3,781
9	Walborn	1,577	1,577	1,133	1,133
		17,593	17,593	25,017	25,017
Canton Malmedy.					
10	Malmedy	640	640	5,054	5,054
11	Bellevaux-Ligneuville	"	2,696	"	1,015
	Bellevaux	1,660	"	401	"
	Ligneuville	623	"	368	"
	Pont	413	"	246	"
12	Bèvercé	"	6,662	"	1,641
	Burnenville	1,220	"	445	"
	Géromont	1,612	"	538	"
	Xhoffraix	3,830	"	658	"
13	Bullange	1,836	5,178	639	1,780
	Hunningen	1,027	"	350	"
	Honsfeld	1,158	"	349	"
	Murrange	1,157	"	442	"
14	Butgenbach	1,397	4,050	751	1,858
	Berg	633	"	173	"
	Wewercé	2,020	"	934	"
15	Elsenborn	2,058	4,030	798	1,445
	Nilrum	1,972	"	647	"
16	Faymonville	848	848	624	624
17	Rocherath	1,451	4,263	536	1,426
	Krinkelt	1,057	"	418	"
	Witzfeld	1,755	"	472	"
18	Robertville	507	4,461	387	1,415
	Sourbrodt	2,866	"	759	"
	Ovisat	1,088	"	269	"
19	Waimes	3,581	3,581	2,257	2,257
		36,409	36,409	18,515	18,515
Canton St-Vith.					
20	St-Vith	1,469	1,469	2,105	2,105
21	Amblève	624	3,723	443	1,558
	Deidenberg	943	"	310	"
	Eibertingen	362	"	114	"
	Iveldingen	435	"	162	"
	Montenau	332	"	234	"
	Schoppen	1,027	"	295	"
22	Burg-Reuland	5,416	5,416	2,232	2,232
23	Crombach	4,991	4,991	1,668	1,668
24	Heppenbach	1,980	3,324	508	1,065
	Mirfeld	414	"	257	"
	Möderscheid	534	"	142	"
	Valender	396	"	158	"
25	Lommersweiler	3,492	3,492	1,178	1,178
26	Manderfeld	6,261	6,261	1,523	1,523
27	Meyerode	1,337	4,840	236	1,048
	Herresbach	1,451	"	155	"
	Medell	748	"	274	"
	Wallerode	1,304	"	383	"
28	Recht	2,153	3,467	836	1,321
	Born	1,314	"	485	"
29	Schönberg	2,529	2,529	747	747
30	Thommen	5,526	5,526	2,246	2,246
		45,038	45,038	16,691	16,691

Canton Eupen	Oppervlakte : 17,593 hectaren	—	Bevolking : 25,017
» Malmedy	» 36,409	»	» 18,515
» St.-Vith	» 45,038	»	» 16,691
Totaal	» 99,040	»	» 60,223

(BIJLAGE IV BIJ ARTIKEL 119).

Algemeen decreet tot samenordering van de wetgevende en reglementaire maatregelen betreffende de maatschappelijke verzekeringen.

Gelet op de wet van 15 September 1919;

Overwegende dat het, om meer éénheid te bekomen, wenschelijk is de maatregelen, genomen in zake het maatschappelijk verzekeringswezen, samen te ordenen, ten einde de afwijkingen tusschen dit stelsel en het vorige vast te stellen,

De Koninklijke Hoog-Commissaris, Gouverneur,
Decreteert :

EERSTE DEEL.

De onderstaande wet- en reglementsbepalingen betreffende de maatschappelijke verzekeringen gelden nog in de gebieden Eupen en Malmédy :

EERSTE TITEL.

Algemeene en aan alle verzekeringstakken gemeene beschikkingen.

Art. 1. — Het stelsel der verplichte verzekering, in Duitschland ingevoerd bij het Wetboek betreffende de maatschappelijke verzekeringen van 10 Juli 1911, bij de wet van 20 December 1911 op de verzekering der bedienden en bij de daaropvolgende wetten, blijft behouden in de gewezen kreitsen Eupen en Malmédy, onder voorbehoud van de navolgende bepalingen :

Het stelsel der vrijwillige of voortgezette verzekering blijft eveneens gehandhaafd binnen zijne huidige grenzen, overeenkomstig de bepalingen van hetzelfde Wetboek.

(Art. 1 van het decreet van 10 Maart 1920).

Art. 2. — De bij openbare besturen aangestelde personen die niet aangesloten zijn bij de Pensioenkassen of bij andere door de Belgische Regeering opgerichte voorzorgsinstellingen zijn aangesloten bij de gewestelijke verzekeringskassen.

(Art. 4 van het decreet van 10 Maart 1920).

TITEL II.

Bijzondere bepalingen voor de verschillende takken van maatschappelijke verzekeringen.

HOOFDSTUK I.

VERZEKERING TEGEN ARBEIDSONGEVALLEN.

a) *Vrije keus van den verzekeraar.*

Art. 3. — Ieder bedrijf dat krachtens de Verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen gehouden is tot de verplichte verzekering tegen de

arbeidsongevallen kan zich tegen deze ongevallen laten verzekeren, hetzij bij eene aangenomen verzekeringsmaatschappij, overeenkomstig de bepalingen der wet van 24 December 1903, hetzij bij eene van de instellingen tot verzekering tegen de arbeidsongevallen in de landbouw- of nijverheidsbedrijven Eupen-Malmédy, welke werden opgericht bij de decreten van 23 November 1920 en van 19 April 1921.

b) Bedrijven verzekerd bij aangenomen maatschappijen.

Art. 4. — De bedrijfsleiders of dezer verzekeraars zijn gehouden tot vergoeding van de uit arbeidsongevallen ontstane schade van af den dag die volgt op het ongeval indien het ongeval eene algeheele werkonbekwaamheid van meer dan eene week heeft veroorzaakt.

(Lid 1 van artikel 1 van het decreet van 8 Mei 1920.)

Art. 5. — Gedurende de eerste dertien weken die volgen op den dag van het ongeval komt de betaling van de aan de slachtoffers verschuldigde vergoeding ten laste van voornoemde ziekenkassen, overeenkomstig deze standregelen; de bedrijfsleiders of dezer verzekeraars zijn verplicht zoodanige vergoeding aan deze instellingen uit te keeren als voorzien is bij decreet van 10 Maart 1920.

Al de aan de slachtoffers ten aanzien van de werkgevers en dezer verzekeraars toegekende rechten gaan, voor den bij dit artikel toegekenden duur, op voornoemde ziekenkassen over.

(Art. 2 van het decreet van 8 Mei 1920.)

Art. 6. — Wanneer het ongeval den dood van het slachtoffer heeft veroorzaakt, worden de begrafeniskosten betaald uit de ziekenkassen in de mate die bij de standregelen dezer kassen bepaald is. De bedrijfsleiders of dezer verzekeraars betalen deze kosten aan de ziekenkassen voor zoover het bij het decreet van 10 Maart 1920 is vastgesteld.

De ziekenkassen zijn niet betrokken in de betaling van aan de rechthebbenden uit te keeren kapitaal of renten, in dit geval verschuldigd door den bedrijfsleider of dezes verzekeraar.

(Art. 3 van het decreet van 8 Mei 1920.)

c) Schadevergoeding voor arbeidsongevallen ten laste van den Staat.

Art. 7. — De schadeloosstelling voor sinds 1 Januari 1920 voorgevallen werkongevallen die nog niet vergoed zijn, worden zonder dat hiertegen hooger beroep mag worden ingesteld, overeenkomstig de Duitse wet op de maatschappelijke verzekeringen (Reichsversicherungsordnung) vastgesteld door den kantonrechter binnen wiens ambtgebied het ongeval zich heeft voorgedaan.

Deze schadevergoeding wordt door de Posterijen uitbetaald op vertoon van een betaalbevel dat voor gezien dient geteekend door den Koninklijken Hoog-Commissaris, Gouverneur, of door een door hem gemachtigden ambtenaar.

(Art. 4 van het decreet van 10 April 1920.)

ART. 8. — Voor de tusschen 1 Januari en 30 April 1920 gebeurde ongevallen die door de Belgische schatkist dienen vergoed, kunnen de ziekenkassen niet van de Regeering de terugbetaling vorderen van de hulpelden, welke zij overeenkomstig hunne standregelen, aan de slachtoffers moeten uitkeeren.

(Art. 4 van het decreet van 8 Mei 1920).

d) Verzekering tegen de arbeidsongevallen in de landbouwbedrijven.

ART. 9. — Bij de instelling tot maatschappelijke verzekering in Eupen-Malmédy wordt eene nieuwe afdeling, gelast met de verzekering tegen de arbeidsongevallen in het landbouwbedrijf, opgericht. Zij wordt genoemd : « Verzekering tegen de arbeidsongevallen in de landbouwbedrijven van Eupen-Malmédy ».

Zij omvat al de landbouw- en boschbedrijven welke zijn verzekerd overeenkomstig de §§ 915 en volgende van de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen, afdeling verzekering tegen de arbeidsongevallen in het landbouwbedrijf, en welke, sinds de afkondiging van het decreet van 7 Mei 1920 betreffende de ongevallenverzekering, zich niet hebben laten verzekeren bij eene door den Koninklijken Hoog-Commissaris aangenomen verzekeringsmaatschappij.

(Art. 1 van het decreet van 25 November 1920).

ART. 10. — De afdeling verzekering tegen de arbeidsongevallen in het landbouwbedrijf heeft haar eigen bestuur en hare eigen organen.

Die organen zijn : het besturend comiteit, de algemeene vergadering en het afdelingscomiteit bij het arrondissement commissariaat en bij den afgevaardigde der Regeering.

(Art. 2 van het decreet van 25 November 1920).

ART. 11. — Het besturend comiteit bestaat uit den voorzitter van de Instelling tot maatschappelijke verzekeringen en uit twee door de algemeene vergadering aangestelde vertegenwoordigers van de verzekerde bedrijven.

Maken ook deel uit van het Bestuur, twee afgevaardigden van de verzekerden die voor opdracht hebben te waken over de belangen der verzekerden. Zij worden door het besturend comiteit gekozen uit eene door de gemeente besturen opge maakte lijst van de verzekerden.

(Art. 3 van het decreet van 25 November 1920).

ART. 12. — De algemeene vergadering bestaat uit de vertegenwoordigers der verzekerde bedrijven ten getale van een vertegenwoordiger per gemeente. Zij worden aangesteld door de gemeentebesturen.

(Art. 4 van het decreet 25 November 1920).

ART. 13. — Het afdelingscomiteit bij het arrondissementscommissariaat of bij den afgevaardigde der Regeering bestaat onderscheidenlijk uit den arrondissementscommissaris en den afgevaardigde der Regeering of dezes gemachtigde te dien einde als voorzitter aangeduid en uit ten minste zes door de verzekerde bedrijven afgevaardigde personen die door den arrondissementscommissaris of

den afgevaardigde der Regeering gekozen worden uit eene door de gemeente-besturen opgemaakte lijst.

(Art. 5 van het decreet van 25 November 1920).

ART. 14. — Het besturend comiteit, de algemeene vergadering en de afdelings comiteiten gelasten zich met de taak hun toebedeeld bij de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen en bij de decreten, besluiten en reglementen welke uitgevaardigd of uit te vaardigen zijn krachtens voornoemde verordeningen.

(Art. 6 van het decreet van 25 November 1920).

ART. 15. — De bedrijven die tot April 1920 deel uitgemaakt hebben van het vennootschap der Rijnlandsche landbouwbedrijven dragen bij tot het bestrijden van de lasten welke ontstaan zijn uit de vóór 1 April 1920 gebeurde ongevallen en van de lasten ontstaan uit ongevallen die zich hebben voorgedaan tot het tijdstip waarop die bedrijven zich hebben aangesloten bij eene goedgekeurde private verzekeringsmaatschappij.

(Art. 7 van het decreet van 25 November 1920).

c) Verzekering tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven.

ART. 16. — Bij de instelling tot maatschappelijke verzekering in Eupen-Malmédy wordt eene nieuwe afdeling, gelast met de verzekering tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven, opgericht. Zij wordt genoemd : « Verzekering tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven van Eupen-Malmédy ».

Bij de instelling tot verzekering tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven zijn ambthalfve verzekerd al de nijverheidsbedrijven welke zijn verzekerd overeenkomstig de §§ 537 en volgende van de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen, afdeling verzekering tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven, en welke zich nog niet hebben laten verzekeren bij eene door den Koninklijken Hoog-Commissaris aangenomen verzekeringsmaatschappij.

(Art. 1 van het decreet van 19 April 1921).

ART. 17. — De afdeling Verzekering tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven heeft haar eigen bestuur en hare eigen organen.

Die organen zijn : het besturend comiteit en de Algemeene Vergadering.

(Art. 2 van het decreet van 19 April 1921.)

ART. 18. — Het besturend comiteit bestaat uit den voorzitter van de Instelling tot maatschappelijke verzekering en uit twee door de algemeene vergadering benoemde vertegenwoordigers van de bedrijven die bij de Instelling tot verzekering verzekerd zijn tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven.

Maken ook deel uit van het besturend comiteit, twee afgevaardigden van de verzekerden die in opdracht hebben te waken over de belangen van de verzekerden. Zij worden gekozen uit de werklieden van de bij de Instelling verze-

kerde bedrijven; deze werklieden worden ten getale van een per gemeente voorgedragen door de gemeentebesturen.

(Art. 3 van het decreet van 19 April 1921.)

Art. 19. — De Algemeene Vergadering bestaat uit de leiders van de bedrijven welke tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven zijn verzekerd bij de Instelling tot verzekering. Tusschen hare leden kan zij een comiteit van verscheidene personen aanduiden; dat voor opdracht heeft de door haar te treffen beslissingen voor te bereiden en toezicht uit te oefenen op het beheer van het besturend comiteit.

(Art. 4 van het decreet van 19 April 1921.)

Art. 20. — De voorzitter van het besturend comiteit is gelast met de loopende zaken.

(Art. 5 van het decreet van 19 April 1921.)

Art. 21. — Het besturend comiteit en de Algemeene Vergadering gelasten zich met de taak hun toebedeeld bij de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen en bij de decreten, besluiten en reglementen welke uitgevaardigd of uit te vaardigen zijn krachtens voornoemde verordeningen.

(Art. 6 van het decreet van 19 April 1921.)

Art. 22. — De bedrijven die, bij toepassing van artikel I van dit decreet, ambtshalve bij de instelling tot verzekering verzekerd zijn tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven, dragen bij tot de vergoeding van de schade wegens de in voornoemde bedrijven gebeurde ongevallen, naar verhouding van hun risico-coëfficiënt.

(Art. 10 van het decreet van 19 April 1921.)

Art. 23. — De Instelling tot verzekering tegen de arbeidsongevallen in de nijverheidsbedrijven heeft te harer beschikking een bijzonder fonds waaruit uitgekeerd worden de op 1 Januari 1920 loopende renten en de renten toegekend of toe te kennen ten gevolge van een ongeval dat zich in de tot nog toe niet verzekerde bedrijven heeft voorgedaan tusschen 1 Januari 1920 en het tijdstip waarop dit decreet van kracht is geworden.

Deze renten vallen ten laste van de Regceering Eupen-Malmédy die jaarlijks de tot vereffening van deze renten noodige gelden ter beschikking stelt van dit fonds.

(Art. 11 van het decreet van 19 April 1921.)

f) *Schadevergoeding voor arbeidsongevallen.*

Art. 24. — De schadevergoeding voor ongevallen overkomen aan de personen bedoeld bij de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van de Belgische wet van 22 December 1903 en van de latere wetten.

Indien echter de schadevergoedingen, verschuldigd krachtens de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen, meer bedragen dan de krachtens

de Belgische wet toegekende tegemoetkomingen, worden deze verhoogd naar verhouding van het bedrag van de bij de Duitsche wet voorziene schadevergoeding.

(Decreet van 2 November 1921, gewijzigd bij dat van 7 Augustus 1923).

ART. 25. — De vergoeding voor arbeidsongevallen in de bedrijven die zijn verzekerd bij de Instellingen tot verzekering tegen arbeidsongevallen in de landbouw- en nijverheidsbedrijven van Eupen-Malmédy, heeft plaats overeenkomstig de bepalingen van de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen.

(Art. 1 van het decreet van 20 April 1921).

ART. 26. — In de §§ 544 en 923, 1^{ste} lid, 2^o, van de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen, worden de woorden « vijf duizend frank » vervangen door de woorden « twaalf duizend frank ».

(Decreet van 8 Augustus 1923).

HOOFDSTUK II.

VERZEKERING VAN DE INVALIDEN EN DE NAGEBLEVENEN.

a) *Loonklassen en bijdragen.*

ART. 27. — Zoolang geen ander bedrag is vastgesteld, worden de loonklassen en de bijdragen voor de verzekering van de invaliden en de nageblevenen bepaald als volgt :

Klasse I. — Gemiddelde jaarlijksche verdienste tot 1.800 frank. Wekelijksche bijdrage : fr. 0,80 ;

Klasse II. — Gemiddelde jaarlijksche verdienste tot 2.700 frank. Wekelijksche bijdrage : fr. 1,20

Klasse III. — Gemiddelde jaarlijksche verdienste tot 3.600 frank. Wekelijksche bijdrage : fr. 1,60 ;

Klasse IV. — Gemiddelde jaarlijksche verdienste tot 4.500 frank. Wekelijksche bijdrage : 2 frank ;

Klasse V. — Gemiddelde jaarlijksche verdienste tot 4.501 frank en meer. Wekelijksche bijdrage : fr. 2,40.

(Art. 1 van het decreet van 16 October 1920).

b) *Bijkomende renten.*

ART. 28. — De personen die renten ontvangen van de Instelling tot verzekering van de invaliden en nageblevenen wier uitkeeringen bepaald zijn krachtens de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen en die bliken minder gestort te hebben dan de 200 bijdragen voorzien bij het decreet van 16 Oktober 1920, ontvangen maandelijks eene bijkomende rente ten bedrage van :

15,00 frank voor de A. J. K. renten ;

9,00 — W. W. K. —

4,50 — O. —

Deze bijkomende maandelijksche rente is vooruit betaalbaar met de rente.

(Art. 1 van het decreet van 24 Augustus 1923 en decreet van 1 September 1923.)

c) *Grondbedrag en verhoogingen.*

Art. 29. — Het grondbedrag en de verhoogingen van de invaliditeitsrenten van de personen die blijf geven dat zij de 200 wekelijksche bijdragen en meer, voorzien bij het decreet van 16 October 1920, hebben gestort, worden berekend op den volgenden voet :

a) voor het berekenen van het grondbedrag der invaliditeitsrente, wordt het barema van § 1288 van de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen vervangen door het volgende barema :

Voor iedere afgedragen wekelijksche bijdrage wordt aangerekend :

in de 1^{ste} loonklasse 48 centiem,

— 2 ^e	—	52	—
— 3 ^e	—	58	—
— 4 ^e	—	64	—
— 5 ^e	—	70	—

b) De verhoogingen voor iedere wekelijksche bijdrage van het vroeger stelsel blijven voort berekend volgens § 1289 van de verordeningen betreffende de maatschappelijke verzekeringen, terwijl daarentegen de verhoogingen voor iedere wekelijksche bijdrage volgens het decreet van 16 October 1920 bedragen :

in de 1^{ste} loonklasse 12 centiem.

— 2 ^e	—	20	—
— 3 ^e	—	28	—
— 4 ^e	—	34	—
— 5 ^e	—	40	—

(Art. 2 van het decreet van 24 Augustus 1923.)

d) *Toelage van de Regeering.*

Art. 30. — Het aandeel van de Regeering in de bijkomende bedragen welke, bij toepassing van het bericht van 3 Januari 1921, ten laste zijn van de Instelling tot verzekering van de invaliden en de nageblevenen van Eupen-Malmédy bedraagt : 100 frank per jaar voor iedere invaliditeits- of ouderdomsrente en voor iedere rente ten voordeele van eene weduwe of een weduwenaar; 50 frank per jaar voor iedere rente ten voordeele van een wees, een ineens uit te betalen bedrag ; 100 frank voor ieder hulpgeld aan eene weduwe en 33 1/3 frank voor ieder hulpgeld aan een wees.

(Besluit van 26 Februari 1922.)

e) *Instelling tot verzekering van de invaliden en de nageblevenen.*

Art. 31. — Eene Instelling tot verzekering van de invaliden en de nageblevenen wordt opgericht. Haar zetel is gevestigd te Malmédy.

(Art. 1 van het decreet van 14 Augustus 1920.)

Art. 32. — De Instelling bestaat uit een besturend comiteit en een commissie van afgevaardigden. Het besturend comiteit bestaat uit een door den Koninklijken Hoog-Commissaris benoemden voorzitter en uit ten minste twee werkgevers-afgevaardigden en twee verzekerden-afgevaardigden, alsmede uit een gelijk aantal door de Commissie te benoemen plaatsvervangers.

Het besturend comiteit beheert en vertegenwoordigt gerechtelijk en buitengerechtelijk de Instelling onder toezicht van de Commissie.

De Commissie bestaat uit ten minste zes werkgevers-afgevaardigden en zes verzekerden-afgevaardigden en uit een gelijk aantal plaatsvervangers; de eene zoowel als de andere worden aangesteld door de Besturen van de gewestelijke ziekenkassen.

De Instelling mag het advies inwinnen van door den Koninklijken Hoog-Commissaris aan te duiden technische raadslieden.

(Art. 2 van het decreet van 14 Augustus 1920.)

Art. 33. — De aanvragen tot het bekomen van uitkeeringen van de verzekering van invaliden en nageblevenen dienen, met de bewijsstukken, gezonden aan den burgemeester van de woonplaats van den verzoeker. De burgemeester maakt de aanvraag over aan het verzekeringsambt, hetwelk de aanvraag onderzoekt en zijn verslag, samen met het dossier, doet geworden aan de Instelling.

Het Bestuur zal uitspraak doen over de aanvraag. De beslissing zal gemotiveerd ter kennis van den belanghebbende worden gebracht.

(Art. 4 van het decreet van 14 Augustus 1920 en decreet van 31 Augustus 1923.)

HOOFDSTUK III.

VERZEKERING TEN BEHOEVE VAN PRIVATE BEDIENDEN.

a) *Uitbreiding van de verzekeringsverplichting.*

Art. 34. — De bedienden welke volgens de wet ten behoeve van de private bedienden verzekerd zijn en wier verzekering zou opgehouden hebben omdat hunne jaarlijksche bezoldiging 7000 te boven gaat, blijven verzekerd zoolang hunne jaarlijksche bezoldiging 12.000 frank niet te boven gaat.

(Art. 1 van het decreet van 28 October 1920).

Art. 35. — De bedienden welke volgens de wet ten behoeve van de private bedienden moesten verzekerd zijn en wier verzekering opgehouden heeft omdat hunne jaarwedde 5000 mark of 7000 mark of 7000 frank te boven ging, moeten opnieuw verzekerd worden zoo hunne jaarwedde 12.000 frank niet te boven gaat. De maanden gedurende dewelke de bedienden niet meer moesten verzekerd zijn, zullen, overeenkomstig de §§ 45 en 49 der wet ten behoeve, van de private bedienden, als premiemaanden in rekening worden gebracht.

In geval een bediende, gedurende dit tijdsperk, van het recht van de vrijwillige verzekering gebruik maakt, worden de vrijwillig betaalde of te betalen bijdragen, als verplichte bijdragen in rekening gebracht overeenkomstig § 48, echter niet § 398, der verzekeringswet ten behoeve van de private bedienden.

(Art. 2 van het decreet van 28 October 1920).

b) *Klassen van wedden en bijdragen.*

ART. 36. — §§ 16 en 172 der wet van 20 December 1911 op de verzekering ten behoeve van de private bedienden zijn gewijzigd als volgt.

§ 16. Onderstaande klassen van wedden worden, voor de verzekerden, gevormd volgens het bedrag van hunne jaarlijksche bezoldiging.

Klasse A		tot	550 frank.
— B van af	550	—	850 —
— C —	850	—	1,150 —
— D —	1,150	—	1,500 —
— E —	1,500	—	2,000 —
— F —	2,000	—	2,500 —
— G —	2,500	—	3,000 —
— H —	3,000	—	4,000 —
— J —	4,000	—	5,000 —
— K —	5,000	—	7,000 —
— L —	7,000	—	9,000 —
— M —	9,000	—	12,000 —

§ 172. De maandelijksche bijdrage, wordt, volgens het stelsel van de gemiddelde premieën, voor al de verzekerden van dezelfde klasse van wedde, even hoog bepaald. Tot een ander bedrag wordt bepaald, bedraagt zij :

Voor de klasse van wedde A,	1.60 frank.
— B,	3.20 —
— C,	4.80 —
— D,	6.80 —
— E,	9.60 —
— F,	13.20 —
— G,	16.60 —
— H,	20.00 —
— J,	26.60 —
— K,	30.00 —
— L,	34.00 —
— M,	40.00 —

(Art. 1 van het decreet van 22 Augustus 1921.)

ART. 37. — Paragraaf 396 der wet van 20 December 1911 op de verzekering ten behoeve van de private bedienden is gewijzigd als volgt :

Gedurende de eerste tien jaren na het in werking treden van deze wet, wordt de wachttijd voor het verwerven van het recht op de renten der overlevenden (§ 48, n^o 2) als verstreken beschouwd door het betalen van zestig maandelijksche bijdragen op grond van de verplichte verzekering.

De rente van weduwe of weduwnaar wordt berekend volgens een rustgeld, hetwelk een vierde bedraagt van de gezamenlijke waarde der betaalde bijdragen.

(Art. 1 van het decreet van 31 Augustus 1922.)

c) *Verzekeringsinstituut ten behoeve van private bedienden.*

ART. 38. — Er wordt een « Verzekeringsinstituut ten behoeve van private bedienden » ingericht. Zijn zetel is te Malmédy gevestigd.

(Art. 1 van het decreet van 13 November 1920.)

ART. 39. — Het instituut bestaat uit een bestuur en een raad tot beheer.

Voor ieder der beide gebieden blijft het comiteit van vertrouwensmannen bij het Distriktecommissariaat behouden.

Het bestuur bestaat uit een voorzitter aangeduid door den Koninklijken Hoog-Commissaris, Gouverneur, en ten minste een afgevaardigde van de verzekerde bedienden en een afgevaardigde van hunne werkgevers, welke door den raad tot beheer benoemd worden. Ieder afgevaardigde heeft een plaatsvervanger.

De raad tot beheer bestaat uit den voorzitter van het bestuur en ten minste drie afgevaardigden van de bedienden en drie afgevaardigden van hunne werkgevers, welke door de vertrouwensmannen benoemd worden.

Ieder comiteit van vertrouwensmannen bestaat uit zes werkende leden en twaalf plaatsvervangers. Zij worden gekozen voor de helft onder en door de verzekerden welke geen werkgevers zijn, en voor de helft onder en door de werkgevers van de verzekerde bedienden.

(Art. 2 van het decreet van 13 November 1920.)

ART. 40. — Tot verder bericht, besluit het bestuur in al de zaken welke tot de bevoegdheid van het Rentecomiteit behooren.

De aanvragen betreffende de verstrekkingen van de verzekering moeten tot het comiteit van de vertrouwensmannen gericht worden, hetwelk het onderzoek zal instellen, voorzien bij de §§ 229 en volgende der wet van 20 December 1911. Deze voorschriften voor de behandeling gelden met dien verstande dat aan het bestuur voorbehouden is, over de betaling een beslissing te nemen en dezelfde uit te voeren. Te dien einde wordt de onderzochte aanvraag, samen met het advies van het Comiteit, aan het Bestuur gezonden.

Dezes beslissing wordt met redenen omkleed en aan den betrokkene ter kennis gebracht.

(Art. 3 van het decreet van 13 November 1920.)

HOOFDSTUK IV.

VERZEKERING TEGEN ZIEKTE.

ART. 41. — Ieder op het gebied Eupen-Malmédy bestaande ziekenfonds hetwelk, ten behoeve zijner leden en hunne gezinnen, de gezinsverzekering heeft ingesteld of zal instellen, overeenkomstig de beschikkingen van hooger-gehoemden ministerieelen omzendbrief van 20 Februari 1920 wordt, wat betreft het voordeel van de toelagen door bedoelden ministerieelen omzendbrief voorzien, gelijkgesteld met de vereenigingen van onderlingen bijstand erkend bij de wet van 23 Juni 1894 op de vereenigingen van onderlingen bijstand.

(Besluit van 15 Januari 1922.)

ART. 42. — De ziekenfondsen, voor dewelke de verordeningen op de sociale verzekeringen gelden, zijn met de, door de wet van 23 Juni 1894 erkende vereenigingen van onderlingen bijstand, gelijkgesteld wat betreft het voordeel van de toelagen en andere hulp gelden en voordeelen verleend aan de bij Belgische wetten en voorschriften erkende vereenigingen van onderlingen bijstand. (Besluit van 28 Augustus 1923.)

TITEL III.

Gemeenschappelijke beschikkingen voor de Instituten van maatschappelijke verzekeringen.

HOOFDSTUK I.

RECHTSPLEGING IN BETWISTE ZAKEN. — SCHEIDSGERECHT.

ART. 43. — Tegen de beslissingen van het hoofdcomité kan men zich in beroep voorzien bij het scheidsgerecht, ingesteld bij de kantonrechtbank te Malmédy.

Het scheidsgerecht bestaat uit een voorzitter, dewelke moet bekwaam zijn om het ambt van rechter uit te oefenen en uit twee bijzitters, waarvan de eene afgevaardigde is van de werkgevers en de andere afgevaardigde van de arbeiders (verzekerden), voor iederen tak van de maatschappelijke verzekeringen en voor het gebied van ieder der drie kantonrechtbanken.

Voor ieder bijzitter worden twee plaatsvervangers benoemd.

De bijzitters worden naar de terechtzittingen opgeroepen volgens een door den voorzitter vooraf bepaalde rol.

Als de voorzitter van bedoelde rol wil afwijken, om bijzondere redenen, moet hij deze in het proces-verbaal vermelden.

(Artikel 1 van het decreet van 10 Augustus 1923 en decreet van 2 September 1923).

Hooger scheidsgerecht.

ART. 44. — Het vonnis van het scheidsgerecht is vatbaar voor herziening door het hooger scheidsgerecht hetwelk te Malmédy gevestigd is. Het bestaat uit drie leden, welke moeten bekwaam zijn om het ambt van rechter uit te oefenen en waarvan een als voorzitter aangeduid wordt en, voor ieder van de verschillende takken van maatschappelijke verzekeringen, uit vier bijzitters waarvan twee afgevaardigden van de werknemers en twee afgevaardigden van de arbeiders (verzekerden).

Voor ieder bijzitter worden twee plaatsvervangers benoemd. (Art. 1 van het decreet van 9 Augustus 1923.)

ART. 45. — Om geldig te zetelen, moet het hooger scheidsgerecht samengesteld zijn uit drie leden welke bekwaam zijn om het ambt van rechter uit te oefenen, en uit twee bijzitters waarvan een afgevaardigde van de werknemers en een afgevaardigde van de arbeiders (verzekerde).

De bijzitters worden naar de terechtzittingen opgeroepen volgens een door den voorzitter vooraf bepaalde rol.

Als de voorzitter van bedoelde rol wil afwijken, om bijzondere redenen, moet hij deze in het proces-verbaal vermelden.

ART. 46. — Voor principiële rechtsvragen en voor de verklaring van desbetreffende wetteksten is de Hooge Senaat alleen bevoegd; deze bestaat uit: den Voorzitter van den hoogsten dienst van de maatschappelijke verzekeringen of zijn gemachtigde, als voorzitter, twee leden van bedoelden hoogsten dienst, twee afgevaardigden van het hooger scheidsgerecht van de maatschappelijke verzekeringen welke moeten bekwaam zijn het ambt van rechter uit te oefenen, en twee bijzitters waarvan een afgevaardigde van de werkgevers en een afgevaardigde van de verzekerden.

(Art. 3 van het decreet van 9 Augustus 1923).

HOOFDSTUK II.

VERZEKERINGS AUTORITEITEN.

ART. 47. — De Kamer van de bestuurlijke betwistbare zaken van den hoogerenzekeringsdienst is afgeschaft.

Al hare bevoegdheden van control, toezicht, medewerking, betuurlijke betwisting worden in eersten aanleg toegewezen aan den verzekeringsdienst en in laatsten aanleg aan den hoogsten verzekeringsdienst.

(Art. 1 van het decreet van 11 Augustus 1923).

ART. 48. — De verzekeringsdienst is de plaatselijke autoriteit van control en toezicht in zake toepassing van alle wetten en voorschriften van het maatschappelijk verzekeringswezen.

Het is het inlichtingsorgaan van de betrokkenen, voor alle zaken betreffende het maatschappelijk verzekeringswezen. Het is het orgaan voor medewerking van de verzekeringsinrichtingen en neemt in de eerste plaats de aanvragen voor verstrekkingen aan, dewelke het aan de door de desbetreffende wetten en voorschriften aangeduide rechtspleging moet onderwerpen en met redenen omkleed advies aan de verzekeringsinrichtingen overmaken.

Aan den verzekeringsdienst worden ook alle bevoegdheden toegewezen van de vertrouwensmannen in zake verzekeringen tegen nijverheidsongevallen, van de sectiecomiteiten, in zake verzekeringen tegen landbouwongevallen en van de distrikcomiteiten in zake verzekeringen ten behoeve van de private bedienden.

(Art. 2 van het decreet van 11 Augustus 1923.)

ART. 49. — De hoogste verzekeringsdienst is de hoogste autoriteit van de maatschappelijke verzekeringen van het gebied Eupen-Malmedy. Te dien einde, worden aan bedoelden dienst alle bevoegdheden toegewezen, voorzien bij de verordeningen op de maatschappelijke verzekeringen en bij de wet van 20 December 1914, op de verzekering ten behoeve van de private bedienden.

Bedoelde dienst is o. m. :

a) het orgaan van regeling en uitvoering van alle desbetreffende wetten en voorschriften.

b) de aanleg voor het verklaren van wettelijke beschikkingen ;

c) de autoriteit van control en toezicht op de beschikkingen van de verzekeringsinrichtingen in zake bestuur en toepassing van wetten en voorschriften ;

d) de autoriteit van het actuarieel en financieel toezicht op de maatschappelijke verzekeringen ;

e) de hoogste autoriteit van de bestuurlijke en gerechtelijke betwistingen.

(Art. 3 van het decreet van 11 Augustus 1923.)

Art. 50. — De bevoegdheden van de Kamers van de rechterlijke betwistingen van den verzekeringsdienst en van den hoogsten verzekeringsdienst worden onderscheidenlijk toegewezen aan het scheidsgerecht van de maatschappelijke verzekeringen, ingesteld bij decreet van 10 Augustus 1923 en het hoogste scheidsgerecht van maatschappelijke verzekeringen, ingesteld bij decreet van 9 Augustus 1923.

Art. 51. — Ieder van de beide verzekeringsdiensten te Malmédy en te Eupen bestaat onderscheidenlijk uit den Arrondissementscommissaris te Malmédy en de Regeeringsafgevaardigde te Eupen als voorzitter, en de bij toepassing van de desbetreffende wettelijke bepalingen aangeduide afgevaardigden van de verzekerden en hunne werkgevers van ieder van de verzekeringstakken voor dewelke zij benoemd werden.

(Art. 5 van het decreet van 11 Augustus 1923.)

Art. 52. — De hoogste verzekeringsdienst bestaat uit den voorzitter, twee afgevaardigden van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, een afgevaardigde van den Senaat, een afgevaardigde van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en twee deskundige afgevaardigden voor ieder van de te behandelen vraagstukken.

De Voorzitter en de leden van den Hoogsten Verzekeringsdienst worden aangeduid bij toepassing van de desbetreffende bepalingen van de verordeningen op de Maatschappelijke Verzekeringen.

(Art. 6 van het decreet van 11 Augustus 1923.)

HOOFDSTUK III.

INRICHTING VAN MAATSCHAPPELIJKE VERZEKERINGEN.

Art. 53. — Eene inrichting van maatschappelijke verzekeringen Eupen-Malmédy wordt tot stand gebracht.

De inrichting bestaat uit de verschillende verzekeringsinstituten krachtens de verordeningen op de Maatschappelijke Verzekeringen, opgericht bij de decreten betreffende de herinrichting van de maatschappelijke verzekeringen, het verzekeringsinstituut ten behoeve van de private bedienden en het Vergoedingsfonds in geval van besmettelijke veeziekten.

(Art. 1 van het besluit van 17 Augustus 1923.)

ART. 54. — De inrichting wordt beheerd door den voorzitter, benoemd door den Koninklijken Hoog-Commissaris, Gouverneur; hij treedt op als voorzitter van ieder verzekerings-instituut en van het vergoedingsfonds. Het noodig personeel voor het afhandelen van de gewone zaken, wordt hem toegevoegd.

(Art. 2 van het besluit van 17 Augustus 1923.)

ART. 55. — De bedienden van de inrichting worden door het Regeeringshoofd benoemd en hebben rang als regeeringsambtenaar; zij zijn eveneens aan de statuten van de Regeeringsbeamten onderworpen.

(Art. 3 van het besluit van 17 Augustus 1923.)

ART. 56. — De verzekeringsinstituten en het Vergoedingsfonds, in de inrichting voor maatschappelijke verzekeringen Eupen-Malmédy vervat, hebben ieder eigen bestuur en organen en worden beheerd bij toepassing van de beschikkingen van het decreet betreffende de herinrichting van de verzekering voor dewelke ieder van bedoelde inrichting bestaat, te weten : het verzekeringsinstituut van de invaliden en overlevenden, bij toepassing van het decreet van 20 Augustus 1920, het verzekeringsinstituut ten behoeve van de private bedienden, bij toepassing van het decreet van 13 November 1920, het verzekeringsinstituut voor landbouwongevallen, bij toepassing van het decreet van 25 November 1920, het verzekeringsinstituut voor nijverheidsongevallen, bij toepassing van het decreet van 19 April 1921 en het vergoedingsfonds voor besmettelijke veeziekten, bij toepassing van het decreet van 13 Augustus 1923.

(Art. 4 van het decreet van 17 Augustus 1923.)

ART. 57. — De kosten van eerste oprichting en herinrichting vallen ten laste van de Regeering welke alle uitgaven op zich neemt totdat al de diensten bepaald ingesteld zijn.

De gewone bestuurskosten van de inrichting voor maatschappelijke verzekeringen Eupen-Malmédy worden door de verschillende verzekeringsinstituten en door het Vergoedingsfond gedragen, en dit naar rato van hunne te behandelen zaken. De voorzitter bepaalt jaarlijks het procent van de bestuurskosten van de inrichting, welke ten laste komen van ieder instituut en van het Fonds.

Er wordt een reserve-rekening opgemaakt voor het bestuur van de inrichting, waarop bedoeld aandeel van ieder instituut en van het Fonds wordt gebracht en waarmede de door de inrichting gedane uitgaven worden vereffend.

(Art. 5 van het besluit van 17 Augustus 1923.)

TITEL IV.

Bijkomende beschikkingen.

Vergoedingsfonds voor besmettelijke veeziekten.

ART. 58. — Voor het met België vereenigd gebied is een « Vergoedingsfonds voor besmettelijke veeziekten Eupen-Malmédy » gesticht.

Het wordt door de Inrichting voor maatschappelijke verzekeringen Eupen-Malmedy beheerd, overeenkomstig de bepalingen van de Rijkswet van 26 Juni 1909, ne uitvoeringswet van 25 Juli 1911, de tot uitvoering van bedoelde wetten later getroffen wettelijke en reglementaire beschikkingen, alsmede de op 28 Maart 1921 goedgekeurde statuten van het Vergoedingsfonds.

Als de in de kantons Eupen, Malmedy en Saint-Vith geldende, desbetreffende Belgische wetgeving, bepalingen bevat welke met hoogerbedoelde Duitsche bepalingen overeenkamen, zijn de Belgische bepalingen van toepassing.

(Art. 1 van het decreet van 13 Augustus 1923.)

ART. 59. — Door de door ons goedgekeurde statuten zal de medewerking van de autoriteiten alsmede hunne bevoegdheid, overeenkomstig de wetten en voorschriften, geregeld worden.

ART. 60. — Het fonds wordt beheerd door een raad tot beheer, bestaande uit elf leden, te weten : de voorzitter van de inrichting voor maatschappelijke verzekeringen Eupen-Malmedy, als voorzitter, de staatsagronoom, de veeartsopziener, vier afgevaardigden van het landbouwverbond van het kanton Eupen en vier afgevaardigden van het landbouwverbond van de kantons Malmedy en Saint-Vith.

De raad tot beheer zal over alle twijfelachtige gevallen uitspraak doen alsmede over de vraagstukken welke hem door den voorzitter van het Fonds worden voorgelegd.

(Art. 3 van het decreet van 13 Augustus 1923.)

TWEEDE DEEL.

Overgangsbepalingen.

Gedurende het bij de wet van 15 September 1919 voorzien overganstijdperk, zullen, ten ware er vroeger anders over beschikt werd, volgende bepalingen gelden :

ART. 61. De bij de wet van 24 December 1903 aan de vrederechters toegekende bevoegdheid, wordt geheel op de kantonrechtbanken overgedragen.

(Art 2, lid 3, van het decreet van 10 Maart 1920),

ART. 62. — De bijzitters van het scheidsgerecht en de leden en bijzitters, als buiten het Koninkrijk België vestigt zonder vergunning, mede de voorzitter van het hoog scheidsgerecht worden door den Koninklijken Hoog-Commissaris benoemd.

(Art. 6 van het decreet van 14 Augustus 1920.

Art. 5 van het decreet van 13 November 1920.

Art. 10 van het decreet van 25 November 1920.

Art. 9 van het decreet van 19 April 1921).

ART. 63. — Al de bevoegdheden van de hoogste verzekeringsautoriteit, voorzien bij de verordeningen op de maatschappelijke verzekeringen of door de wet

van 20 December 1911 op de verzekering ten behoeve van de private bedienden, alsmede al de bevoegdheden van den hoogsten Dienst, behoudens degene van de rechterlijke betwistingen, voorzien door hoogerbedoelde wettelijke bepalingen, worden toegewezen aan den Koninklijken Hoog-Commissaris, Gouverneur, of aan eene door hem daartoe aangeduide Commissie.

Art. 64. — De verzekeringsinstituten staan onder het hooger toezicht van den Koninklijken Hoog-Commissaris.

(Art. 7 van het decreet van 14 Augustus 1920.

Art. 7 van het decreet van 13 November 1920.

Art. 11 van het decreet van 25 November 1920.

Art. 12 van het decreet van 19 April 1920).

Art. 65. — De belegging der fondsen van het Verzekeringsinstituut van de Invaliden en van de overlevenden, moet vooraf aan den Koninklijken Hoog-Commissaris ter goedkeuring worden voorgelegd.

(Art. 3 van het decreet van 14 Augustus 1920).

Gegeven te Malmédy, 12 September 1923.

B^{on} BALTIA;
Luitenant-Generaal.

BIJLAGE V BIJ ARTIKEL 125.)

Schikking van 4 Mei 1923 tusschen Duitschland en België betreffende de betaling van de pensioenen van de gewezen ambtenaren en beambten der Deutsche besturen en van dezer overlevenden.

ART. 1. — Ofschoon de Belgische Regeering te dezen geen enkele juridische verplichting erkent, steunt zij er evenwel in toe om, met ingang van 1 October 1920, de betaling op zich te nemen van de pensioenen aan de onder de volgende categorieën vallende personen die, ten gevolge van de overdracht aan België van de gebieden Eupen en Malmédy en krachtens artikel 36, lid 1, van het verdrag van Versailles, de Belgische nationaliteit hebben verkregen, hebben bewaard of zouden bewaren :

1° Gewezen ambtenaren en beambten van het Deutsche Rijk en van den Pruisischen Staat ;

2° Gewezen leden van het onderwijzend personeel ;

3° Overlevenden van de onder deze categorieën vallende personen.

ART. 2. — De verbintenis door de Belgische Regeering krachtens artikel 1 aangegaan, geldt voor : 1° de personen van voormelde categorieën die, krachtens de Deutsche wetten, verordeningen en voorschriften, op 10 Januari 1920 in het genot waren van een pensioen of op dat tijdstip, recht hadden op een pensioen ; 2° op de personen van dezelfde categorieën die, krachtens de Deutsche wetten, verordeningen en voorschriften, het recht hadden om in het genot te treden van een pensioen tusschen 10 Januari 1920 en 1 October 1920, indien de overgang van de kreitsen Eupen en Malmédy aan België niet had plaats gehad.

ART. 3. — De Belgische Regeering neemt de betaling van de pensioenen aan de overlevenden van de personen die vallen onder de toepassing van de artt. 1 en 2 op zich van het oogenblik af waarop voormelde overlevenden, na 1 October 1920, recht zouden hebben op het genot van een pensioen krachtens de Deutsche wetten, verordeningen en voorschriften, indien de overdracht van de kreitsen Eupen en Malmédy aan België niet had plaats gehad.

ART. 4. — Het voordeel van deze schikking wordt uitgebreid tot de personen en tot de overlevenden van de personen die, overeenkomstig art. 36, lid 6, van het verdrag van Versailles, de Belgische nationaliteit hebben verkregen of zouden verkrijgen met de instemming van de Belgische Regeering.

De verbintenis door de Belgische Regeering aangegaan jegens deze personen en dezer overlevenden wordt slechts van kracht van af de eerste maand die volgt op die waarop de Belgische nationaliteit verkregen wordt.

ART. 5. — De pensioenen waarvan België de betaling op zich neemt krachtens deze artikelen 1, 2, 3 en 4, worden berekend naar de gegevens van de op 1 October 1920 van kracht zijnde Duitse wetten en reglementen.

Willende rekening houden met den economischen toestand waarin de personen die het voordeel van deze overeenkomst genieten zich bevinden, zal de Belgische Regeering met welwillendheid onderzoeken hoe hunne pensioenen, die zullen worden uitbetaald in Belgische franken, dienen in overeenstemming gebracht met de pensioenen die door de Belgische wetten en reglementen zijn toegestaan of zouden toegestaan worden voor een gelijken of gelijkstaanden toestand, zonder dat evenwel het bedrag van deze laatste pensioenen mag worden te boven gegaan.

ART. 6. — Ingeval de personen die het voordeel genieten dezer schikking, gebruik maken van het bij artikel 37 van het Verdrag van Versailles toegekende recht van keuze, houdt de Belgische Regeering op hun de pensioenen uit te keeren en wel van de eerste maand af na het uitspreken van de keuze.

De sommen welke de Belgische Regeering als pensioen zou hebben uitbetaald aan die personen, worden haar door Duitschland terugbetaald ten beloope van het bedrag van de bij de Duitse wetten, verordeningen en voorschriften vastgestelde uitkeeringen, verhoogd met de samengestelde interesten 3 1/3 t. h.

ART. 7. — Het recht op het genot van de pensioenen wordt ingetrokken of geschorst in de gevallen te dezen voorzien bij de Belgische wetten, besluiten en reglementen; het kan ook geschorst worden indien de belanghebbende zich zonder verlof buiten het Koninkrijk België vestigt.

ART. 8. — Er zal een rekening worden opgemaakt van het totaal bedrag in marken alsmede van de op 10 Januari 1920 verschuldigde achterstallige gelden die de personen die het voordeel genieten dezer overeenkomst hadden moeten ontvangen uit hoofde van pensioenen en van bijkomende pensioenen krachtens de Duitse wetten, verordeningen en voorschriften.

Er zal eveneens een rekening worden opgemaakt van de bedragen welke bedoelde personen werkelijk hebben ontvangen uit de Duitse gelden, wegens achterstallen op 10 Januari 1920 verschuldigd en wegens achterstallen behorende tot den tijd verlopen sedert dien datum.

ART. 9. — Indien het bedrag van het tweede totaal, waarvan gewag bij artikel 5, minder bedraagt dan het eerste, dan wordt het verschil tusschen de twee bedragen berekend in Belgische franken tegen het gemiddelde van den maandelijkschen koers van de Beurs te Berlijn, zooals deze was den 15^e van ieder der eerste negen maanden van het jaar 1920. Duitschland gaat de verbintenis aan voornoemd verschil aan België uit te keeren in Belgische franken verhoogd met de samengestelde interesten 3 1/2 p. c. van 1 Mei 1920 af tot op den dag der uitbetaling.

Indien het bedrag van het tweede totaal meer bedraagt dan het eerste, dan wordt het verschil overgeschreven ten bate van Duitschland om te worden afgetrokken van het globaal bedrag waarvan gewag in de schikking van 30 September 1920.

ART. 10. — De twee verdragsluitende partijen maken elkander over al de inlichtingen, lijsten en bescheiden noodig tot de uitvoering van deze schikking.

(w. g.) HALOT,

VON DALWIG.

ANNEXE AU N° 370

BIJLAGE BIJ N° 370.

PROJET DE LOI

de rattachement des cantons d'Eupen,
de Malmédy et de Saint-Vith.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Notre Conseil
des Ministres ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre Nom aux
Chambres législatives par Notre Mi-
nistre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER.

Il est mis fin, à partir de l'entrée en
vigueur de la présente loi aux pou-
voirs extraordinaires conférés par la loi
du 15 septembre 1919 au Haut Com-
missaire du Roi dans les territoires
d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith,
rattachés à la Belgique par le Traité de
Versailles du 28 juin 1919.

ART. 2.

Sous réserve des dérogations pré-
vues par la présente loi, la Constitu-
tion et les lois belges, ainsi que les
arrêtés et règlements pris en exécu-
tion de ces lois sont rendus obliga-

WETSONTWERP

betreffende de aanhechting der kan-
tons Eupen, Malmédy en Sint-Vith.

Albert,

KONING DER BELGIË,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister-
raad ;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de in-
houd volgt, zal in Onzen Naam door
Onzen Minister van Binnenlandsche
Zaken en Volksgezondheid aan de Wet-
gevende Kamers voorgelegd worden.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

ARTIKEL 1.

Te rekenen van het van kracht
worden dezer wet vervallen de buiten-
gewone bevoegdheden, die bij de wet
van 15 September 1919 aan den
Koninklijken Hoogcommissaris werden
toegekend in de door het Verdrag van
Versailles van 28 Juni 1919 aan
België gechechte gebieden Eupen, Mal-
medy en Sint-Vith.

ART. 2.

Behoudens de bij deze wet bepaalde
afwijkingen worden, op denzelfden
datum, de Belgische Grondwet en de
Belgische wetten, evenals de ter vol-
doening aan die wetten genomen be-

toires à la même date dans toute l'étendue de ces territoires.

PREMIÈRE PARTIE.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE.

ART. 3.

Les limites du Royaume de Belgique et du Reich allemand, sont celles qui ont été fixées par la Commission belgo-allemande de Délimitation, conformément à l'article 35 du Traité de Versailles du 28 juin 1919; les dispositions relatives à la frontière commune entre la Belgique et l'Allemagne fixées par la Commission belgo-allemande de Délimitation en date du 6 novembre 1922 à Aix-la-Chapelle ainsi que les procès-verbaux descriptifs de la limite entre les deux États seront textuellement insérés au *Moniteur*, en annexe de la présente loi.

Seront également insérés au *Moniteur* les procès-verbaux descriptifs des nouvelles limites d'État entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, à la suite de l'adjonction à la Belgique du canton de Saint-Vith, et notamment le protocole belgo-luxembourgeois du 11 janvier 1922.

ART. 4.

Les villes et communes des territoires visés à l'article 1^{er}, ainsi que leurs sections sont déterminées conformément au tableau joint à la présente loi.

sluiten en gegeven voorschriften, voor gansch de uitgestrektheid van genoemde gebieden verbindend maakt.

EERSTE DEEL.

Bestuurlijke en rechterlijke inrichting.

ART. 3.

Als grens van het Koninkrijk België en van het Deutsche Rijk geldt de scheidslijn welke, overeenkomstig artikel 35 van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919, door de Duitsch-Belgische Commissie voor afgrenzing werd vastgesteld: de door de Duitsch-Belgische Commissie voor afgrenzing op 6 November 1922 te Aken gestelde bepalingen betreffende de gemeenschappelijke grens tusschen België en Duitschland, evenals de processen-verbaal tot beschrijving der grensscheiding tusschen beide Staten, worden als bijlage bij deze wet woordelijk in het *Staatsblad* opgenomen.

Worden eveneens in het *Staatsblad* opgenomen, de processen-verbaal tot beschrijving van de nieuwe Rijksgrenzen tusschen België en het Groot-Hertogdom Luxemburg, welke het gevolg zijn van de toevoeging van het kanton Sint-Vith aan België en onder meer het Belgisch-Luxemburgsch protocol van 11 Januari 1922.

ART. 4.

De steden en gemeenten van de bij artikel 1 bedoelde gebieden, evenals de indeelingen ervan, worden overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabel bepaald.

ART. 5.

Les territoires visés à l'article 1^{er} sont divisés en trois cantons judiciaires, savoir :

Le canton judiciaire d'Eupen, chef-lieu Eupen, dont le ressort comprend les communes d'Eupen, Eynatten, Hauset, Hergenrath, Kettenis, Lontzen, Neu-Moresnet, Raeren et Walhorn.

Le canton judiciaire de Malmédy, chef-lieu Malmédy, dont le ressort comprend Malmédy, Bellevaux-Ligneuville, Bévercé, Bullange, Butgenbach, Elsenborn, Faymonville, Rocherath, Robertville et Waismes.

Le canton judiciaire de Saint-Vith, chef-lieu Saint-Vith, dont le ressort comprend Saint-Vith, Amblève, Burg-Reuland, Crombach, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Schoenberg et Thommen.

ART. 6.

Les juges des tribunaux de baillage d'Eupen et de Malmédy exerceront les fonctions de juge de paix respectivement dans les cantons d'Eupen et de Malmédy.

Les magistrats ainsi que les greffiers maintenus en fonction des tribunaux de baillage d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith conserveront à titre personnel les traitements et indemnités leur alloués par leurs arrêtés de nomination.

ART. 7.

Les cantons judiciaires d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith sont rattachés à l'arrondissement judiciaire de Verviers. Ils forment une conservation

ART. 5.

De bij artikel 1 bedoelde gebieden worden ingedeeld in drie rechterlijke kantons, te weten :

Het rechterlijk kanton Eupen, hoofdplaats Eupen, waarvan het rechtsgebied de gemeenten Eupen, Eynatten, Hauset, Hergenrath, Kettenis, Lontzen, Neu-Moresnet, Raeren en Walhorn omvat.

Het rechterlijk kanton Malmédy, hoofdplaats Malmédy, waarvan het rechtsgebied zich uitstrekt over Malmédy, Bellevaux-Ligneuville, Bévercé, Bullange, Bütgenbach, Elsenborn, Faumonville, Rocherath, Robertville en Waismes.

Het rechterlijk kanton St-Vith, hoofdplaats Sint-Vith, waarvan het rechtsgebied zich uitstrekt over Sint-Vith, Amblève, Burg-Reuland, Crombach, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Schoenberg en Thommen.

ART. 6.

De kantonrechters te Eupen en te Malmédy oefenen respectievelijk in de kantons Eupen en Malmédy het ambt van vrederechter uit.

De magistraten en de in hun ambt gehandhaafde griffiers der kantongerechten te Eupen, Malmédy en Sint-Vith behouden, te persoonlijken titel, de hun bij hun benoemingsbesluit toegekende wedden en vergoedingen.

ART. 7.

De rechterlijke kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith worden aan het rechterlijk arrondissement Verviers toegevoegd. Zij maken eene hypotheek-

des hypothèques dont le siège est à Eupen et dont les recettes d'impôts sont comprises dans les états mensuels à fournir pour la province de Liège.

ART. 8.

Les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith font partie de la province de Liège et sont incorporés dans l'arrondissement administratif de Verviers.

ART. 9.

Il peut être nommé pour les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith un ou plusieurs adjoints au commissaire d'arrondissement pour l'administration des communes du canton.

Le gouvernement met fin à leur mission dès qu'il le juge convenir.

ART. 10.

La compétence des commissaires priseurs (*Auktionatoren*) en fonctions dans les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith au moment de la mise en vigueur de la présente loi se limite aux ventes publiques d'objets mobiliers. Ils jouissent à cet égard des mêmes droits et avantages que les huissiers; ils sont soumis aux mêmes obligations que ceux-ci. Toutefois, au point de vue disciplinaire, ils ne sont pas soumis à la juridiction de la chambre de discipline des huissiers.

bewaring uit, waarvan de zetel te Eupen gevestigd is en waarvan de belastingontvangsten begrepen worden in de voor de provincie Luik te verstrekken maandstaten.

ART. 8.

De kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith maken deel uit van de provincie Luik, als behoorende bij het bestuurlijk arrondissement Verviers.

ART. 9.

Voor de kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith kunnen, voor het beheer der gemeenten van het kanton, een of meer adjuncten bij den arrondissementscommissaris worden benoemd.

Aan hunne opdracht wordt door de Regeering 'een einde gemaakt, zoodra deze het oorbaar acht.

ART. 10.

De bevoegdheid van de tijdens het van kracht worden dezer wet in de kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith fungeerende auctionarissen, wordt beperkt tot de openbare verkooping van roerende goederen. In dit opzicht genieten zij dezelfde rechten en voordeelen als de deurwaarders; zij hebben dezelfde verplichtingen als dezen. In zake tucht, echter, staan zij niet onder de rechtsmacht van de tuchtkamer der deurwaarders.

DEUXIÈME PARTIE.

Dispositions relatives à l'introduction des lois civiles et commerciales.

A. *Code civil.*

Dispositions générales.**ART. 11.**

La preuve qu'un acte est antérieur à la mise en vigueur des lois belges, pourra être faite par tous moyens de droit, même par témoins, à moins qu'il ne s'agisse d'un acte portant une date postérieure à celle de la mise en application des lois belges; la preuve de la fausseté de la date ne pourra, dans ce dernier cas, être faite que conformément à la loi belge.

ART. 12.

Dans les cas où les dispositions des lois locales, maintenues par mesure transitoire, prévoient l'intervention du tribunal des tutelles ou du tribunal de succession, les pouvoirs conférés à ces tribunaux seront, sauf les exceptions établies pour des matières spéciales, dévolus au juge de paix.

Dispositions spéciales.**CHAPITRE I.****DES PERSONNES.****ART. 13.**

Les déclarations de décès régulièrement prononcées avant la mise en vigueur des lois belges continueront à produire leurs effets conformément

TWEEDE DEEL.

Bepalingen betreffende de invoering van de wetten in burgerlijke zaken en in handelszaken.

A. — *Burgerlijk Wetboek.*

Algemeene bepalingen.**ART. 11.**

Het bewijs dat een akte gemaakt werd vóór het van kracht worden der Belgische wetten kan door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen, geleverd worden, tenzij het een akte geldt gedagteekend na het in werking treden der Belgische wetten. Het bewijs der vervalsching van een dagteekening mag, in laatstbedoeld geval, slechts overeenkomstig de Belgische wet geschieden.

ART. 12.

In de gevallen waarin de bepalingen van de plaatselijke wetten, die bij overgangsmaatregel gehandhaafd blijven, de tusschenkomst van de voogdijrechtbank of van de erfenisrechtbank voorzien, komen de aan deze rechtbanken toegekende bevoegdheden, behoudens de voor bijzondere zaken bepaalde uitzonderingen, aan den vrederechter toe.

Bijzondere bepalingen.**HOOFDSTUK I.****DE PERSONEN.****ART. 13.**

De vóór het van kracht worden der Belgische wetten behoorlijk verleende bevestigingen van overlijden gelden verder overeenkomstig de paragrafen

aux §§ 13 et suivants du Code civil allemand.

Les actions en déclaration de décès intentées avant la mise en vigueur des lois civiles belges seront jugées suivant les dispositions de la loi locale et produiront les effets prévus par cette loi.

ART. 14.

Les mariages contractés antérieurement à la mise en vigueur des lois belges ne pourront être annulés qu'en vertu des règles de la loi locale et à la condition que la cause de nullité invoquée soit également prévue par la loi belge.

Le soin de la personne des enfants dans le cas prévu par le § 1700 et si le mariage a été dissous avant la mise en vigueur de la loi belge, sera réglé d'après le § 1635 ou les dispositions prises par le tribunal des tutelles qui continueront à recevoir leur exécution.

Si le mariage est dissous après la mise en vigueur des lois civiles belges, le tribunal pourra, en prononçant la nullité du mariage, établir un règlement différent de celui prévu au § 1635.

ART. 15.

Les pactes volontaires et les jugements intervenus pour le règlement de l'obligation alimentaire, en exécution des §§ 1601 et suivants du Code civil allemand, entre les créanciers et les débiteurs d'aliments, continueront à produire leurs effets conformément aux dispositions de ces articles, sous réserve de l'application de l'article 323

13 en volgende van het Duitsche Burgerlijk Wetboek.

De vóór het van kracht worden der Belgische burgerlijke wetten ingestelde vorderingen tot bevestiging van overlijden, worden berecht naar de bepalingen van de plaatselijke wet en gelden zooals bij laatstbedoelde wet wordt voorzien.

ART. 14.

De vóór het van kracht worden der Belgische wetten aangegane huwelijken kunnen slechts nietig verklaard worden krachtens de regelen der plaatselijke wet en onder beding dat de aangevoerde grond tot nietigheid eveneens door de Belgische wet voorzien weze.

De zorg over den persoon der kinderen in het bij § 1700 voorziene geval en indien het huwelijk vóór het van kracht worden der Belgische wet ontbonden is geworden, wordt geregeld naar paragraaf 1635 of naar de door de voogdijrechtbank genomen beschikkingen, die verder zullen ten uitvoer worden gelegd.

Wordt het huwelijk na het van kracht worden der Belgische burgerlijke wetten ontbonden, dan kan de rechtbank, bij de nietigverklaring van het huwelijk, eene regeling voorschrijven welke afwijkt van de in paragraaf 1635 voorziene.

ART. 15.

De vrijwillige overeenkomsten en de rechterlijke uitspraken tot regeling van den onderhoudsplicht, ter voldoening aan de paragrafen 1601 en volgende van het Duitsch Burgerlijk Wetboek, tusschen onderhoudsvorderaars en onderhoudsplichtigen, gelden verder overeenkomstig de bepalingen van bedoelde artikelen, behoudens de

du Code de procédure civile et de la loi du 13 août 1919 qui en prévoient la révision.

Le maintien des pactes et jugements prévus à l'alinéa précédent exclut l'application des dispositions correspondantes de la loi belge; toutefois, si la personne obligée aux aliments n'était plus en état de les fournir et s'il y avait d'autres personnes tenues à l'obligation alimentaire d'après la loi belge, le créancier des aliments pourrait invoquer le bénéfice de cette loi.

La règle établie par le paragraphe 1619 du Code civil allemand continuera de s'appliquer jusqu'au retrait ou à la cessation de l'administration prévue par ce paragraphe.

ART. 16.

S'il a été, antérieurement à la mise en vigueur des lois belges, prononcé définitivement sur la cessation de la vie commune, chacun des époux continuera à pouvoir demander le divorce conformément au paragraphe 1576 du Code civil allemand, en se basant sur le jugement de séparation et sans avoir d'autre preuve à fournir.

Sont maintenues les dispositions des paragraphes 1577 à 1587 du Code civil allemand, en tant qu'il s'agit de divorces ou de séparations prononcés antérieurement à la mise en vigueur des lois belges et conformément à la loi locale.

ART. 17.

La présomption de descendance lé-

toepassing van artikel 323 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering en van de wet van 13 Augustus 1919, waarbij de herziening er van voorzien wordt.

Door het handhaven der in het vorig lid voorziene overeenkomsten en rechterlijke uitspraken, blijft de toepassing van de daarmede overeenstemmende bepalingen der Belgische wet uitgesloten; mocht echter de onderhoudsplichtige buiten staat geraken het onderhoud te verstrekken en mochten andere personen, volgens de Belgische wet, onderhoudsplichtig zijn, dan zou de onderhoudsvorderaar het voordeel der Belgische wet kunnen invoeren.

De bij paragraaf 1619 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek gestelde regel blijft van toepassing tot wanneer het bij deze paragraaf voorziene beheer wordt opgeheven of ophoudt.

ART. 16.

Indien, vóór het van kracht worden van de Belgische wetten, een einduitspraak werd gewezen betreffende het ophouden van het gemeenschappelijk leven, kan verder ieder van beide echtgenooten overeenkomstig paragraaf 1576 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek de echtscheiding aanvragen op grond van de uitspraak tot scheiding en zonder verderen bewijslast.

De bepalingen van de paragrafen 1577 en 1587 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek blijven van kracht voor zoover het echtscheidingen of scheidingen geldt, uitgesproken vóór het in werking treden der Belgische wetten en overeenkomstig de plaatselijke wet

ART. 17.

Voor het vermoeden van wettige

gitime et l'action en désaveu ou en contestation de légitimité d'un enfant né avant la mise en vigueur des lois belges, resteront régies par les dispositions des paragraphes 1591 à 1600 du Code civil allemand; toutefois la capacité requise pour intenter l'action et le mode d'exercice de l'action seront réglés par la loi belge.

ART. 18.

L'enfant naturel né avant la mise en vigueur de la loi belge et son père ne seront réputés parents que si la paternité a été, postérieurement à cette époque, établie ou reconnue d'après les modes admis par la loi belge.

La reconnaissance de paternité naturelle intervenue postérieurement à la mise en vigueur de la loi belge, soit judiciairement, soit volontairement, en conformité de la loi belge, donnera à l'enfant vis-à-vis de son père, les mêmes droits que ceux qui résultent de la loi belge, à l'exclusion des paragraphes 1708 et suivants du Code civil allemand.

L'enfant naturel dont la filiation paternelle sera, au moment de la mise en vigueur de la loi belge, établie conformément aux paragraphes 1717 et 1718 du Code civil allemand, conservera au regard de son père le droit à l'obligation alimentaire telle que l'organisent les paragraphes 1708 et suivants du dit Code.

Les indemnités dues à la mère pour les enfants nés avant la mise en vigueur de la loi belge, seront réglées conformément au paragraphe 1715.

afstamming en de vordering tot ontkenning of betwisting van de wettigheid van een vóór het van kracht worden der Belgische wetten geboren kind, gelden verder de bepalingen van de paragrafen 1591 tot 1600 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek; de bevoegdheid tot het instellen der vordering en de wijze waarop deze moet geschieden worden echter door de Belgische wet geregeld.

ART. 18.

Het vóór het van kracht worden der Belgische wet geboren natuurlijk kind en zijn vader worden slechts geacht bloedverwanten te zijn, indien het vaderschap, na dit tijdstip, op de door de Belgische wet toegelaten wijzen bewezen of erkend is geworden.

De na het van kracht worden der Belgische wet, hetzij gerechtelijk, hetzij vrijwillig overeenkomstig de Belgische wet gedane erkenning van het natuurlijk vaderschap geeft aan het kind, ten opzichte van zijn vader dezelfde rechten als deze door de Belgische wet verleend, bij uitsluiting van de paragrafen 1708 en volgende van het Duitsch Burgerlijk Wetboek.

Het natuurlijk kind, van wiens afstamming van vaders zijde tijdens het in werking treden der Belgische wet overeenkomstig §§ 1717 en 1718 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek gebleken is, behoudt ten aanzien van zijn vader het recht op den onderhoudsplicht, zooals bij de §§ 1708 en volgende van bedoeld wetboek wordt geregeld.

De vergoedingen, aan de moeder verschuldigd in verband met de vóór het van kracht worden der Belgische wet geboren kinderen, worden overeenkomstig § 1715 geregeld.

ART. 19.

L'enfant naturel né avant la mise en vigueur de la loi belge et dont la filiation maternelle est dès lors établie, soit par son acte de naissance ou autrement, de sorte qu'il est effectivement dans la position d'un enfant légitime, conservera vis-à-vis de sa mère la position que le Code civil allemand lui reconnaît.

Par dérogation à cette règle, la puissance paternelle de la mère sur cet enfant naturel sera réglée par la loi belge.

A partir de la mise en vigueur de la loi belge, la filiation maternelle de l'enfant naturel ne pourra être établie que conformément à la loi belge et sa constatation n'aura que les effets que la loi belge y attache.

ART. 20.

Les enfants adultérins ou incestueux nés et reconnus avant la mise en vigueur de la loi belge, n'auront, sauf les cas prévus par l'article suivant, que les droits que la loi belge leur reconnaît.

ART. 21.

L'enfant naturel qui aura acquis avant la mise en vigueur de la loi belge la situation juridique d'enfant légitime par la conclusion du mariage entre son père et sa mère, aura les droits que l'article 333 du Code civil accorde aux enfants légitimes; toutefois, l'enfant naturel ne pourra pas se prévaloir de cette disposition, si sa

ART. 19.

Het vóór het van kracht worden der Belgische wet geboren natuurlijk kind, van wiens afstamming van moederszijde dan ook, hetzij bij zijne geboorteakte, hetzij anderszins, gebleken is, zoodat het feitelijk in den toestand van een wettig kind verkeert, blijft tegenover zijn moeder in den toestand hem door het Duitsch Burgerlijk Wetboek toegekend.

Bijafwijking van dezen regel, wordt het ouderlijk gezag van de moeder over dit natuurlijk kind door de Belgische wet bepaald.

Te rekenen van het van kracht worden der Belgische wet, kan de afstamming van moederszijde van het natuurlijk kind slechts overeenkomstig de Belgische wet worden bewezen en wordt die afstamming aldus vastgesteld, dan kan dit feit slechts de door de Belgische wet daaraan verbonden gevolgen hebben.

ART. 20.

De in overspel of bloedschande geteelde kinderen, vóór het van kracht worden der Belgische wet geboren en erkend, hebben, behoudens de bij het volgende artikel voorziene gevallen, slechts de hun bij de Belgische wet erkende rechten.

ART. 21.

Het natuurlijk kind, dat vóór het van kracht worden der Belgische wet door de voltrekking van het huwelijk tusschen zijn vader en zijn moeder den rechtstoestand van wettig kind heeft erlangd, bezit de bij artikel 333 van het Burgerlijk Wetboek aan de wettige kinderen toegekende rechten; nochtans mag het natuurlijk

filiation n'a pas été reconnue ou établie avant la mise en vigueur de la loi belge.

L'enfant naturel qui aura été légitimé par une disposition de l'autorité, conservera les droits que les paragraphes 1723 et suivants attachent à cette légitimation.

ART. 22.

Les adoptions conclues avant la mise en vigueur de la loi belge produiront leurs effets tels qu'ils sont réglés par les articles 343 et suivants du Code civil belge :

Néanmoins sont maintenus :

1° Le paragraphe 1762 du Code civil allemand en tant qu'il dispose que les effets de l'adoption ne s'étendent pas à un descendant déjà né à l'époque de l'adoption et à ses propres descendants nés depuis, si le contrat n'a pas été conclu aussi avec le descendant déjà né.

Hors ce cas, la question de savoir si les effets de l'adoption s'étendent aux descendants de l'adopté sera décidée conformément à la loi belge.

2° Le paragraphe 1767 en tant qu'il permet, dans le contrat d'adoption, d'exclure le droit de succession de l'adopté sur les biens de l'adoptant.

3° Les paragraphes 1768 à 1772 prévoyant la rupture du lien créé par l'adoption.

Le contrat de rupture sera homolo-

kind zich op deze bepaling niet beroepen, indien zijn afstamming niet erkend of bewezen is geworden vóór het van kracht worden der Belgische wet.

Het natuurlijk kind, dat bij eene beschikking van de overheid gewettigd werd, behoudt de door de paragrafen 1723 en volgende aan deze wettiging verbonden rechten.

ART. 22.

De vóór het van kracht worden der Belgische wet gedane aannemingen gelden zooals voorzien is bij de artt. 343 en volgende van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

Blijven echter van kracht :

1° Paragraaf 1762 van het Duitsche Burgerlijk Wetboek, voor zoover daarbij bepaald wordt dat de gevolgen der aanneming zich niet uitstrekken tot een tijdens de aanneming reeds geboren nakomeling noch tot zijn eigen sindsdien geboren nakomelingen, indien het contract niet eveneens met den reeds geboren nakomeling gesloten werd.

Buiten dat geval, wordt over de vraag of de gevolgen der aanneming zich uitstrekken tot de nakomelingen van den aangenomene, overeenkomstig de Belgische wet beslist.

2° Paragraaf 1767, voor zoover daarbij wordt toegelaten dat, in het aannemingscontract, het erfopvolgingsrecht van den aangenomene op de goederen van den aannemende wordt uitgesloten.

3° De paragrafen 1768 tot 1772, waarbij de verbreking van den uit de aanneming gesproten band wordt voorzien.

Het verbrekingscontract moet be-

gué par le tribunal de première instance du domicile de l'adopté.

ART. 23.

Le soin de la personne des enfants, dans le cas de divorce ou de convol à la suite d'une déclaration de décès, sera réglé d'après les §§ 1635 et 1637 du Code civil allemand ou les dispositions prises par le tribunal des tutelles qui continueront à recevoir leur exécution.

Sont également maintenues, les dispositions entre vifs ou testamentaires, venues à effet avant la mise en vigueur de la loi belge, portant que l'acquisition restera soustraite à l'administration du père ou donnant au père des instructions à suivre dans cette administration (§§ 1638 et 1639).

Le père pourra continuer l'exercice d'une profession lucrative, entreprise au nom de l'enfant, avec l'approbation du tribunal des tutelles (§ 1645) ou tout commerce légalement géré par lui au nom de l'enfant.

Si, pour une cause admise par le Code civil allemand, l'usufruit légal que ce Code accorde au père ou à la mère a pris fin définitivement, cet usufruit ne renaîtra pas au profit des père ou mère.

La puissance paternelle qui a pris fin, soit par la déclaration de décès, soit par l'effet de certaines condamnations, demeurera éteinte, conformément aux §§ 1679 à 1680.

krachtigd worden door de rechtbank van eersten aanleg van de woonplaats van den aangenomene.

ART. 23.

De zorg over den persoon der kinderen in geval van echtscheiding of van een nieuw huwelijk ten gevolge van een bevestiging van overlijden, wordt geregeld naar de §§ 1635 en 1637 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek of naar de door de voogdijrechtbank getroffen beschikkingen welke verder hun beslag krijgen.

Blijven eveneens gelden de beschikkingen onder de levenden of bij uitersten wil, die in werking zijn getreden vóór het van kracht worden der Belgische wet, waarbij wordt voorzien dat het verworven goed niet onder het vaderlijk beheer zal komen of waarbij aan den vader bij dit beheer te volgen onderrichtingen worden gegeven (§§ 1638 en 1639).

De vader kan verder een uit naam van het kind onder goedkeuring van de voogdijrechtbank (§ 1645) ondernomen winstgevend bedrijf uitoefenen of om het even welken door hem uit naam van het kind wettelijk beheerden handel drijven.

Indien, om een ten aanzien van het Duitsch Burgerlijk Wetboek geldige reden, het door dit Wetboek aan den vader of aan de moeder toegestaan wettelijk vruchtgebruik voor goed een einde heeft genomen, kan dit vruchtgebruik ten behoeve van den vader of de moeder niet weder aanvangen.

De ouderlijke macht, die hetzij door bevestiging van overlijden, hetzij ten gevolge van sommige veroordeelingen te niet ging, blijft vervallen overeenkomstig §§ 1679 tot 1680.

ART. 24.

Demeureront assimilés aux majeurs, les mineurs qui, ayant accompli leur dix-huitième année, auront été, avant la mise en vigueur de la loi belge, déclarés majeurs par une décision du tribunal des tutelles.

ART. 25.

Les tutelles, prévues par la loi belge et déjà ouvertes lors de la mise en vigueur de cette loi, seront régies par ses dispositions, sous réserve des modifications ci-après.

ART. 26.

Les tuteurs, cotuteurs et subrogés tuteurs nommés d'après la loi locale resteront en fonctions; toutefois, s'il existe une personne qui aurait le droit de gérer la tutelle par application de la loi belge et à qui cette tutelle n'a pas été attribuée, le conseil de famille pourra lui restituer la tutelle.

Les conseils nommés aux mères conformément au § 1687 du Code civil allemand seront de plein droit subrogés tuteurs; le conseil de famille pourra toutefois leur enlever cette fonction.

Le Conseil de famille décidera, dans les deux cas, suivant ce qu'il jugera être de l'intérêt du pupille.

S'il y a plusieurs tuteurs (§§ 1775, 1797, 1798), le pouvoir de les départager en cas de désaccord appartiendra au juge de paix, qui pourra en référer au conseil de famille.

Si c'est une femme mariée qui est tutrice (§ 1783), son mari deviendra de droit cotuteur; si le mari refuse ou si le conseil de famille le juge conve-

ART. 24.

Met de meerderjarigen blijven gelijk gesteld, de minderjarigen die, volle 18 jaar oud zijnde, vóór het van kracht worden der Belgische wet, bij een beschikking van de voogdijrechtbank meerderjarig werden verklaard.

ART. 25.

Voor de voogdijen, door de Belgische wet voorzien en reeds open bij het van kracht worden van deze wet, gelden de bepalingen van de Belgische wet behoudens de verder te bepalen wijzigingen.

ART. 26.

De naar de plaatselijke wet aangestelde voogden, medevoogden en toeziende voogden blijven als zoodanig fungeeren; indien echter bij toepassing van de Belgische wet een persoon het recht zou hebben de voogdij te beheeren en de voogdij aan hem niet werd toegekend, kan de familieraad hem de voogdij in handen geven.

De overeenkomstig § 1687 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek aan de moeders toegevoegde raads mannen zijn van rechtswege toeziende voogd; de familieraad kan hun echter dit ambt ontnemen.

De familieraad beslist, in beide gevallen, naar wat hij acht het belang van het kind te zijn.

Zijn er verscheidene voogden (paragrafen 1775, 1797, 1798) dan is, in geval van oneenigheid, de vrederechter, die den familieraad kan raadplegen, bevoegd om de zaak te beslechten.

Is de voogdes een gehuwde vrouw (§ 1783), dan wordt haar man van rechtswege medevoogd; indien de man weigert of indien de familieraad het

nir pour d'autres motifs, ce conseil pourra décider que cette cotutelle n'aura pas lieu et, dans ces cas, il nommera un nouveau tuteur.

Lorsque, lors de la nomination d'un tuteur, le tribunal des tutelles se sera réservé de le décharger, au cas où un événement arriverait ou n'arriverait pas (§ 1790), ce pouvoir sera exercé par le conseil de famille qui nommera en même temps un nouveau tuteur.

ART. 27.

Sont maintenues les dispositions entre vifs ou testamentaires venues à effet avant la mise en vigueur de la loi belge, donnant au tuteur des instructions pour l'administration des biens; le conseil de famille sera substitué au tribunal des tutelles pour autoriser le tuteur à s'en écarter (§ 1803).

ART. 28.

Le tuteur pourra continuer l'exercice d'une profession lucrative entreprise avec l'assentiment du tribunal des tutelles ou tout commerce légalement géré par lui au nom du pupille; le conseil de famille, au lieu et place du tribunal des tutelles, autorisera le tuteur à mettre fin à une exploitation existante (§ 1823).

ART. 29.

La décision du tribunal des tutelles accordant au tuteur ou au subrogé-tuteur une rémunération continuera à recevoir son exécution, sauf au conseil

om andere reden wenschelijk acht, kan die raad beslissen dat bedoelde medevoogdij niet zal gelden en in dit geval stelt hij eenen nieuwen voogd aan.

Wanneer, bij de benoeming van een voogd, de voogdijrechtbank zich heeft voorbehouden hem te ontheffen, bijaldien een gebeurtenis al dan niet voortvalt (§ 1790), wordt die macht uitgeoefend door den familieraad die terzelfdertijd eenen nieuwen voogd aanstelt.

ART. 27.

Blijven gelden de beschikkingen onder de levenden of bij uitersten wil, die vóór het van kracht worden der Belgische wet in werking zijn getreden en waarbij aan den voogd onderrichtingen gegeven worden met het oog op het beheer der goederen; de familieraad wordt in de plaats van de voogdijrechtbank gesteld om aan den voogd verlof te geven van bedoelde onderrichtingen af te wijken (§ 1803).

ART. 28.

De voogd kan verder een met de toestemming van de voogdijrechtbank ondernomen winstgevend beroep uitoefenen of een om het even welken door hem uit naam van den minderjarige wettelijk beheerden handel drijven; de familieraad, in de rechten en bevoegdheden van de voogdijrechtbank tredend, geeft aan den voogd verlof om een einde te maken aan een bestaand bedrijf (§ 1823).

ART. 29.

De beslissing van de voogdijrechtbank, waarbij aan den voogd of aan den toezienden voogd een vergoeding toegestaan wordt, wordt verder ten

de famille à la modifier ou à la retirer pour l'avenir conformément au paragraphe 1836.

ART. 30.

Lorsque le tribunal des tutelles aura autorisé un tuteur en fonctions de fournir des sûretés (§ 1844), le Conseil de famille décidera si ces sûretés sont suffisantes ou s'il y a lieu d'appliquer les dispositions des articles 49 et suivants de la loi du 16 décembre 1851.

S'il n'y a pas eu de sûretés fournies par le tuteur en fonctions ou si celles fournies paraissent insuffisantes, le Conseil de famille organisera les sûretés nouvelles ou complémentaires conformément à la loi belge; toutefois, le Conseil de famille pourra décider, suivant les circonstances, qu'il ne sera pris aucune inscription sur les biens du tuteur.

Cette déclaration n'aura d'effet que jusqu'à révocation.

ART. 31.

S'il s'agit d'une tutelle déjà dissoute au moment de la mise en vigueur de la loi belge, la reddition du compte continuera à avoir lieu conformément aux §§ 1891 et 1892.

ART. 32.

Les tuteurs nommés pour des cas non prévus par la loi belge cesseront leurs fonctions et rendront compte de leur administration de la manière prévue à l'article précédent.

ART. 33.

Lorsqu'il s'agit de majeurs dont

uitvoer gelegd, tenzij de familieraad haar wijzigde of haar voor de toekomst introk overeenkomstig § 1836.

ART. 30.

Wanneer de voogdijrechtbank aan een fungeerend voogd machtiging heeft verleend om zekerheid te stellen (§ 1844), beslist de familieraad of deze zekerheid toereikend is dan wel of er termen zijn tot het toepassen van de beschikkingen van de artt. 49 en volgende der wet van 16 December 1851.

Werd door den fungeerenden voogd geen zekerheid gesteld, of wordt de gestelde zekerheid ontoereikend geacht, dan regelt de familieraad de nieuwe of de aanvullende zekerheid overeenkomstig de Belgische wet; de familieraad kan echter naar gelang van omstandigheden beslissen dat geen inschrijving op de goederen van den voogd zal genomen worden.

Deze verklaring geldt slechts tot zij wordt ingetrokken.

ART. 31.

Indien het gaat om een bij het van kracht worden der Belgische wet reeds geëindigde voogdij, geschiedt verder de verantwoording overeenkomstig de paragrafen 1891 en 1892.

ART. 32.

De voogden aangesteld voor niet bij de Belgische wet voorziene gevallen, leggen hun ambt neer en verantwoorden hun beheer op de bij het vorig artikel voorziene wijze.

ART. 33.

Wanneer het meerderjarigen geldt,

l'interdiction a été prononcée sous l'empire de la loi locale et qui sont pourvus d'un tuteur, les tuteurs et subrogés tuteurs nommés resteront en fonctions.

L'interdit sera assimilé au mineur et les lois sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits, sous réserve, s'il y a lieu, des dispositions transitoires établies pour la tutelle des mineurs.

S'il y a un tuteur provisoire nommé par le tribunal des tutelles, il exercera les fonctions que l'article 497 confère à l'administrateur provisoire.

ART. 34.

Dans les cas prévus par le Livre IV, Section III, Titre III, sauf le cas où le pouvoir de représentation appartient au subrogé tuteur en vertu de l'article 420 du Code civil belge, ou ferait retour au père ou tuteur par l'effet de l'abrogation de la loi allemande, les curateurs en fonctions au moment de la mise en vigueur de la loi belge continueront à remplir leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été autrement pourvu aux intérêts dont ils sont chargés.

Leurs pouvoirs seront ceux d'un tuteur, sans qu'il y ait lieu de nommer un subrogé tuteur.

CHAPITRE II.

DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ.

ART. 35.

Les servitudes foncières constituées

die op grond van de plaatselijke wet onder curateele werden gesteld en wie een voogd is toegekend, nemen de aangestelde voogden en toeziende voogden verder hun ambt waar.

De onder curateele gestelde wordt gelijk gesteld met den minderjarige en de wetten op de voogdij over de minderjarigen zijn van toepassing op de voogdij over de onder curateele gestelden, behoudens, zoo daartoe grond is, de voor de voogdij over de minderjarigen voorziene overgangsmaatregelen.

Indien door de voogdijrechtbank een voorloopig voogd aangesteld is, oefent hij het bij artikel 497 aan den voorloopigen beheerder opgedragen ambt uit.

ART. 34.

In de bij het IV^e Boek, Afdeling III, Titel III voorziene gevallen, behoudens het geval waarin het vertegenwoordigingsrecht krachtens artikel 420 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek aan den toezienden voogd behoort, of op den vader of den voogd zou teruggaan door het vervallen van de Duitsche wet, nemen de tijdens het van kracht worden der Belgischewet fungeerende curatoren hun ambt verder waar, tot wanneer op een andere wijze in de belangen, waarover zij te waken hebben, is voorzien.

Zij hebben de bevoegdheid van een voogd, zonder dat een toeziende voogd dient aangesteld.

HOOFDSTUK II.

DE GOEDEREN EN DE VERSCHILLENDE WIJZINGEN VAN DEN EIGENDOM.

ART. 35.

De vóór het van kracht worden van

avant la mise en vigueur de la loi belge (§§ 1018 et suivants), seront, à dater du jour de cette mise en vigueur, régies par la loi belge, sous réserve des conventions particulières qui ne seraient pas contraires à la loi belge.

ART. 36.

Les usufruits actuellement existant au profit de personnes autres que les particuliers seront soumis à l'article 619 du Code civil belge.

Les trente ans commenceront à courir du jour de la mise en vigueur de la loi belge.

ART. 37.

Les servitudes personnelles restreintes établies conformément aux §§ 1090 et 1093 continueront à produire leurs effets, toutefois celles qui existeront au profit des personnes autres que les particuliers ne pourront durer que trente ans à partir de la mise en vigueur de la loi belge.

ART. 38.

Les droits de préemption établis conformément aux §§ 1094 et suivants du Code civil allemand qui n'auront pas été exercés avant la mise en vigueur de la loi belge seront convertis en droits de préemption personnels régis par les §§ 504 et suivants du Code allemand.

ART. 39.

Les charges réelles établies conformément au § 1105 du Code allemand seront rachetables.

Le rachat se fera aux taux de 5 p. c. c'est-à-dire en multipliant par 20 le montant des arrérages annuels.

de Belgische wet gevestigde grond-dienstbaarheden (§§ 1018 en volgende) worden, met ingang van dit van kracht worden, door de Belgische wet beheerd, behoudens de met de Belgische wet niet strijdige bijzondere overeenkomsten.

ART. 36.

Het vruchtgebruik waarvan rechtspersonen welke geen partikulieren zijn thans het genot hebben, is aan artikel 619 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek onderworpen.

De dertig jaar vangen aan met den dag waarop de Belgische wet van kracht wordt.

ART. 37.

De beperkte persoonlijke dienstbaarheden, gevestigd overeenkomstig §§ 1090 en 1093 blijven gelden; nochtans kunnen deze ten behoeve van rechtspersonen welke geen partikulieren zijn niet langer duren dan dertig jaar, met ingang van het van kracht worden van de Belgische wet.

ART. 38.

Het recht van voorkoop gevestigd overeenkomstig §§ 1094 en volgende van het Duitsch Burgerlijk Wetboek, dat vóór het van kracht worden van de Belgische wet niet werd uitgeoefend, wordt veranderd in persoonlijk recht van voorkoop, beheerd door de §§ 504 en volgende van het Duitsche Wetboek.

ART. 39.

De zakelijke lasten opgelegd overeenkomstig § 1105 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek zijn afkoopbaar. De afkoop geschiedt tegen 5 t. h. t. t. z. door het bedrag van de jaarlijksche praestaties, met 20 te vermenigvuldigen.

Si les arrérages consistent en denrées, celles-ci seront évaluées d'après la moyenne des cinq années qui ont précédé la déclaration de guerre auxquelles s'ajouteront les années qui auront suivi la mise en vigueur du Traité de Paix, sans toutefois que le nombre total des années qui fourniront la moyenne puisse excéder dix.

Dans le cas où le rachat ne serait pas effectué dans les cinq années depuis la mise en vigueur du Traité de Paix, on comptera les cinq dernières années avant le rachat.

Les charges réelles qui n'auraient pas été rachetées dans les dix ans depuis la mise en vigueur du Code civil belge, cesseront d'exister.

CHAPITRE III.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES
DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ.

SECTION I^{re}.

Des Successions.

ART. 40.

Les successions ouvertes avant la mise en vigueur de la loi belge seront, sous les réserves établies ci-après, réglées et liquidées exclusivement d'après la loi locale.

La loi locale sera suivie spécialement pour la capacité de recueillir la succession (c. civ. allemand § 1923) et sa dévolution (§§ 1924 et suiv.); pour l'acceptation et la répudiation de la succession (§§ 1947 à 1959), sauf la capacité d'accepter ou de répudier qui sera régie par la loi belge, si ces actes n'ont pas été antérieurement accomplis; pour la conservation de la masse

Indien deze praestaties bestaan in waren, worden deze geschat op grond van het gemiddeld bedrag gedurende de vijf jaren vóór de oorlogsverklaring, waarbij worden gevoegd de jaren volgende op het van kracht worden van het Vredesverdrag, zonder dat het totaal aantal jaren aangewend tot het bepalen van het gemiddeld bedrag, tien mag overschrijden.

Moest de afkoop niet gebeurd zijn binnen vijf jaar sedert het van kracht worden van het Vredesverdrag, dan zullen de laatste vijf jaren vóór den afkoop in aanmerking komen.

De zakelijke lasten, welke binnen tien jaar na het van kracht worden van het Belgisch Burgerlijk Wetboek niet afgekocht zijn, vervallen.

HOOFDSTUK III.

VERSCHILLENDE WIJZEN WAAROP EIGENDOM
VERKREGEN WORDT.

I^{re} AFDEELING.

De Erfenissen.

ART. 40.

De vóór het van kracht worden van de Belgische wet opengevallen erfenissen worden, onder hierna bepaald voorbehoud, uitsluitend overeenkomstig de plaatselijke wet geregeld en vereffend.

De plaatselijke wet geldt in het bijzonder voor de bevoegdheid om te erven (Duitsch Burgerlijk Wetboek, § 1923); voor de erfenisovergang (§§ 1924 en volgende); voor het aanvaarden en verwerpen van een erfenis (§§ 1943 tot 1959), behoudens de bevoegdheid om te aanvaarden en te verwerpen, welke door de Belgische wet wordt beheerd, indien deze handelin-

héréditaire et la curatelle de la succession vacante (§§ 1960 à 1962), pour la créance alimentaire de la mère de l'héritier à naître (§ 1963), et la constatation des droits de l'État comme héritier légitime (§§ 1964 à 1966); pour l'obligation des héritiers au paiement du passif y compris la procédure provocatoire contre les créanciers de la succession (§§ 1967 et suiv.), pour la curatelle ainsi que la faillite de la succession ou l'abandon de la masse aux créanciers de celle-ci (§§ 1975 à 1992), pour la confection d'un inventaire et la responsabilité illimitée au cas de défaut de cette formalité (§§ 1993 à 2015), pour les exceptions dilatoires (par. 2014 à 2017); pour l'action en pétition d'hérédité (§§ 2018 à 2031); pour les rapports des cohéritiers entre eux ou avec les créanciers de la masse (§§ 2032 à 2063); pour l'indignité de succéder, y compris le délai pour l'intentement de l'action (§§ 2339 à 2345); pour les certificats d'héritier ou d'exécuteur testamentaire (§§ 2353 et suiv.).

ART. 41.

Si un héritier vient à décéder avant d'avoir pris parti ou avant l'expiration du délai pour faire inventaire ou du délai de deux semaines fixé par le § 1996, alinéa 2, il y aura lieu, pour l'application des §§ 1952 et 1998, de supposer fictivement que la deuxième

gen reeds vroeger niet werden voltrokken; voor de bewaring van den erfboedel en voor de curateele over de onbeheerde nalatenschap (§§ 1960 tot 1962); voor de onderhoudsschuld ten behoeve van de moeder van den erfgenaam die moet geboren worden (§ 1963); voor de vaststelling van de rechten van den Staat als wettige erfgenaam (§§ 1964 tot 1966); voor de verplichting van de erfgenamen tot het betalen van het passief, met inbegrip van de provocatoire rechtsvordering tegen de schuldeischers van de nalatenschap (§§ 1967 en volgende); voor de curateele alsmede het faillissement van de erfenis of den afstand van den boedel aan deszelfs schuldeischers (§§ 1975 tot 1992); voor de boedelbeschrijving en de onbeperkte verantwoordelijkheid bij gebrek aan bedoelde formaliteit (§§ 1993 tot 2013), voor de verdragende exceptiën (§§ 2014 tot 2017); voor de erfenisvordering (§§ 2018 tot 2031); voor de betrekkingen tusschen de mederfgenamen onderling of met de schuldeischers van den boedel (§§ 2032 tot 2063); voor de onwaardigheid om te erven, met inbegrip van den termijn om een rechtsvordering in te stellen (§§ 2339 tot 2345); voor de attesten van erfrecht of van uitvoerder van uiterste wilsbeschikking (§§ 2353 en volgende).

ART. 41.

Wanneer een erfgenaam sterft alvorens uitspraak te hebben gedaan of vóór het verstrijken van den termijn voor de boedelbeschrijving, of van den termijn van twee weken bepaald bij § 1996, lid 2, dient er, voor de toepassing van §§ 1952 en 1998, denk-

succession est également régie par la loi locale.

ART. 42.

Lorsque la faillite de la succession aura été ouverte avant la mise en vigueur de la loi belge, le curateur régulièrement nommé sera maintenu dans ses fonctions.

Les pouvoirs du curateur ainsi que les règles à suivre pour l'administration et la liquidation de la succession faillie seront déterminés par la loi locale.

Si la faillite n'a pas encore été déclarée lors de la mise en vigueur de la loi belge, elle sera déclarée et le curateur sera nommé sur l'aveu de l'insuffisance d'actif déposé par les personnes qualifiées à cet effet suivant la loi locale ou sur la poursuite d'office du procureur du Roi.

Ce curateur procédera à la liquidation avec les mêmes pouvoirs et conformément à ce qui est réglé pour le curateur nommé avant la mise en vigueur de la loi belge.

Dans les cas où la faillite aura pour objet la succession d'un non-commerçant, le juge de paix remplacera le tribunal de commerce pour tous les actes qui pourraient, dans le cas de la succession faillie d'un non-commerçant, requérir son intervention.

ART. 43.

Par dérogation au paragraphe 2003, si l'héritier ne fait pas lui-même l'inventaire, l'inventaire sera fait par un

beeldig verondersteld dat de tweede erfenis eveneens door de plaatselijke wet beheerd wordt.

ART. 42.

Wanneer het faillissement van de nalatenschap open kwam vóór het van kracht worden van de Belgische wet, wordt de behoorlijk aangestelde curator in zijn ambt behouden.

De bevoegdheden van den curator, alsmede de te volgen regelen voor het beheer en de vereffening van de gefailleerde nalatenschap, worden door de plaatselijke wet bepaald.

Wanneer het faillissement nog niet uitgesproken werd bij het van kracht worden van de Belgische wet, wordt op bekentenis van de ontoereikendheid van het actief, afgelegd door de krachtens de plaatselijke wet daartoe bevoegde personen, of op vervolging van ambtswege door den Procureur des Konings, het faillissement uitgesproken en de curator benoemd.

Bedoelde curator doet de vereffening met dezelfde bevoegdheden en overeenkomstig de regeling geldende voor den curator, benoemd vóór het van kracht worden van de Belgische wet.

Wanneer het faillissement betrekking heeft op de nalatenschap van een persoon die geen koopman is, treedt de vrederechter op in de plaats van de rechtbank van koophandel voor al de handelingen welke in zake eene gefailleerde nalatenschap van een persoon die geen koopman is, zijne tussenkomst zouden kunnen noodig maken.

ART. 43.

Bij afwijking van § 2003, indien de erfgenaam zelf de boedelbeschrijving niet opmaakt, wordt deze door een

notaire choisi par l'héritier, sans qu'il soit besoin de présenter requête au juge de paix.

Art. 44.

L'article 815 du Code civil belge est applicable même aux successions ouvertes avant la mise en vigueur de la loi belge; les conventions d'indivision et prohibitions de demander le partage qui auraient été antérieurement conclues ou établies, continueront à produire leurs effets pour un terme qui ne pourra excéder cinq ans au delà de cette époque.

Art. 45.

Les libéralités faites sous l'empire du Code civil allemand ou résultant de testaments faits sous l'empire de ce Code et que celui-ci considère comme dispensées du rapport continueront à jouir de cette dispense, à moins que le donateur ou testateur n'ait ultérieurement manifesté la volonté de soumettre le rapport à la loi belge.

Par dérogation à l'article 865 du Code civil belge, l'action en rapport dans les successions ouvertes postérieurement à la mise en vigueur de la loi belge ne pourra être exercée contre les tiers ayant, avant la mise en vigueur de la loi belge, acquis sur les biens immeubles donnés, des droits réels conformément à la loi locale.

Art. 46.

Les désistements ou renonciations

notaris, naar keus van den erfgenaam, opgemaakt, zonder dat daartoe een verzoekschrift tot den vrederechter hoeft gericht.

Art. 44.

Artikel 815 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek is van toepassing ook op de erfenissen, opengevallen vóór het van kracht worden van de Belgische wet; de vroeger getroffen overeenkomsten van onverdeeldheid en aangegane verbintenissen om de verdeling niet aan te vragen blijven van kracht gedurende een termijn die, na bedoeld tijdstip, vijf jaar niet mag overschrijden.

Art. 45.

De onder het Duitsch Burgerlijk Wetboek gedane schenkingen, of deze voortvloeiende uit testamenten gemaakt onder bedoeld wetboek en die door dit wetboek beschouwd worden als vrijgesteld van inbreng, genieten verder deze vrijstelling, tenzij de begiftiger of testamentmaker naderhand den wil heeft uitgedrukt den inbreng aan de Belgische wet te onderwerpen.

Bij afwijking van artikel 865 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, kan de vordering van den aanbreng in de erfenissen, opengevallen na het van kracht worden van de Belgische wet, niet ingesteld worden tegen derden die, vóór het van kracht worden van de Belgische wet, op de geschonken vaste goederen, overeenkomstig de plaatselijke wet, zakelijke rechten hadden verworven.

Art. 46.

Afstand of verwerping bij overeen-

contractuelles, soit à la succession soit à la réserve, qui auront été valablement conclus conformément aux §§ 2346 et suivants du Code civil allemand, continueront à produire leurs effets.

ART. 47.

Dans le cas d'une succession ouverte avant la mise en vigueur de la loi belge, le contrat par lequel l'héritier vend la succession continuera à être régi par les paragraphes 2371 et suivants du Code civil allemand.

Le contrat sera constaté par acte devant notaire.

SECTION II.

**Des donations entre vifs
et des testaments.**

ART. 48.

Les donations faites sous l'empire de la loi allemande ne seront révocables que pour les causes spécifiées aux §§ 527 à 533 du Code civil allemand, à l'exclusion de toutes autres.

ART. 49.

Les donations faites entre époux sous l'empire de la loi allemande conserveront le caractère d'irrévocabilité que leur attribue cette loi, sous réserve de l'application de l'article 299 du Code civil belge.

ART. 50.

Lorsqu'il s'agira de testaments faits avant la mise en vigueur de la loi belge, il y aura lieu d'appliquer, pour l'interprétation de ces testaments, les

komst, hetzij van de erfenis, hetzij van het voorbehouden aandeel, geldig gesloten overeenkomstig §§ 2346 en volgende van het Duitsch Burgerlijk Wetboek, blijven van kracht.

ART. 47.

Wanneer het gaat om eene vóór het van kracht worden van de Belgische wet opengevallen nalatenschap, gelden verder de paragrafen 2371 en volgende van het Duitsch Burgerlijk Wetboek voor het contract waarbij de erfgenaam behoudende nalatenschap verkoopt.

Van dit contract zal blijken uit eene ten overstaan van den notaris opgemaakte akte.

AFDEELING II.

**De schenkingen onder de levenden
en de testamenten**

ART. 48.

De onder de Duitse wet gedane schenkingen kunnen niet herroepen worden dan om de bij §§ 527 tot 533 van het Duitsch Burgerlijk Wetboek bepaalde redenen met uitsluiting van al de andere.

ART. 49.

De onder de Duitse wet gedane schenkingen tusschen echtgenooten behouden de haar bij deze wet toegekende onherroepelijkheid, behoudens de toepassing van artikel 299 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

ART. 50.

Testamenten gemaakt vóór het van kracht worden van de Belgische wet, dienen uitgelegd naar de in de §§ 2066 tot 2077, 2084 tot 2086 van het

règles consacrées par les §§ 2066 à 2077, 2084 à 2086, du Code civil allemand, encore que le testament ne soit venu à effet que sous l'empire de la loi belge.

Dans le même cas, il y aura lieu d'appliquer les §§ 2078 et suivants relatifs aux causes d'annulation; la demande en annulation sera formée dans les formes de la loi belge, mais en observant le délai établi par les §§ 2082 et 2083.

ART. 51.

Les §§ 2259 à 2264 continueront à recevoir leur application aux testaments venus à effet avant la mise en vigueur de la loi belge; si le testament fait avant la mise en vigueur vient à effet postérieurement à cette date, la présentation du testament, son dépôt, son ouverture, et le cas échéant l'envoi en possession, auront lieu conformément à la loi belge.

ART. 52.

Les testaments communs valablement faits avant la mise en vigueur de la loi belge, continueront à produire leurs effets conformément aux paragraphes 2265 et suivants du Code civil allemand.

ART. 53.

L'héritier testamentaire institué par testament fait antérieurement à la mise en vigueur de la loi belge, mais venu à exécution postérieurement à cette date, sera assimilé au légataire universel ou à titre universel; les dispositions des paragraphes 2089 et suivants

Duitsch Burgerlijk Wetboek vastgelegde regelen, ook indien het testament eerst onder de Belgische ter uitvoering komt.

In hetzelfde geval zijn de §§ 2078 en volgende, betreffende de oorzaken van tenietdoening, van toepassing; het verzoek om tenietdoening wordt ingesteld in den bij de Belgische wet voorgeschreven vorm doch, mits inachtneming van den bij de §§ 2082 tot 2083 bepaalde termijn.

ART. 51.

De §§ 2259 tot 2264 blijven van toepassing op de testaments welke ter uitvoering komen vóór het van kracht worden der Belgische wet; indien het vóór het van kracht worden der Belgische wet gemaakte testament na dien datum ter uitvoering komt, geschieden de aanbidding, de bewaargeving, de opening van het testament en, gebeurlijk, de inbezitstelling overeenkomstig de Belgische wet.

ART. 52.

De gemeenschappelijke testaments op geldige wijze gemaakt vóór het van kracht worden der Belgische wet, gelden verder overeenkomstig de §§ 2265 en volgende van het Duitsch Burgerlijk Wetboek.

ART. 53.

Hij die erfgenaam is gesteld bij eene uiterste wilsbeschikking, gemaakt vóór het van kracht worden der Belgische wet, maar eerst na dien datum ter uitvoering gekomen, wordt gelijkgesteld met den algemeenen erfgenaam of met den erfgenaam onder

relatifs au cas de pluralité d'héritiers institués par fractions, ainsi que les règles des paragraphes 2094 et 2095 concernant l'accroissement, continueront à être appliquées aux institutions ci-dessus prévues.

ART. 54.

Les substitutions fidéicommissaires contenues dans les pactes sur succession future et les testaments conclus ou souscrits antérieurement à la mise en vigueur de la loi belge, mais venues à exécution postérieurement à cette date, conserveront les effets voulus par les contractants et les testateurs conformément aux §§ 2100 et suivants du Code allemand, alors même qu'elles seraient de celles prévues par l'article 896 du Code civil belge, sauf que les droits réciproques de l'avant et de l'arrière héritier seront déterminés par les articles 1053 et suivants du Code civil.

ART. 55.

Dans les testaments faits antérieurement à la mise en vigueur de la loi belge, mais venus à effet seulement après cette date, l'interprétation du legs particulier, ainsi que la détermination de son objet et de sa portée, continueront à être régies par les dispositions y relatives du Code civil allemand.

Les §§ 2151 à 2156 relatifs à la détermination de la personne ou des parts des légataires, ou de l'objet du

een algemeen titel; de bepalingen van de §§ 2089 en volgende betreffende het geval waarin verschillende erfgenamen, ieder voor een aandeel, bedacht zijn, alsmede de bij §§ 2094 en 2095 bepaalde regelen, betreffende den aanwas, blijven van toepassing op bovenbedoelde erfstellingen.

ART. 54.

De erfstellingen over de hand, welke vervalt zijn in de vóór het van kracht worden van de Belgische wet gesloten verdragen over toekomstige nalatenschap en onderteekende testamenten, doch welke eerst na dien datum ter uitvoering komen, gelden verder zooals bedongen door de verdragsluitende partijen en de erflaters overeenkomstig de §§ 2100 en volgende van het Duitsch Wetboek, ook al behooren bedoelde erfstellingen tot die voorzien bij artikel 896 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, behalve dat de wederzijdsche rechten van den voor- en den na-erfgenaam bepaald worden bij de artikelen 1053 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 55.

In de testamenten, gemaakt vóór het van kracht worden van de Belgische wet, doch slechts na dien datum tot uitvoering gekomen, geschiedt verder de uitlegging van het legaat onder een bijzonderen titel, evenals de bepaling van het voorwerp en van den omvang van dit legaat naar de bepalingen dienaangaande van het Duitsch Burgerlijk Wetboek.

De §§ 2151 tot 2156, betreffende de aanwijzing van den persoon of van de aandeelen der legatarissen of van het

legs, restent applicables aux dispositions contenues dans ces testaments; il en est de même des dispositions des §§ 2157 et 2158 relatives au cas de pluralité de légataires d'un même objet, ainsi qu'au cas d'accroissement des dispositions des §§ 2162 et 2163, relatives à la prescription du legs fait à terme, ou sous condition ou au legs fait à une personne non encore conçue ou à une personne non encore douée de la personnalité, de la disposition du § 2171 déclarant que le legs ayant pour objet une prestation impossible ou illicite n'a pas d'effet.

L'effet de la disposition testamentaire quant à l'acquisition de la propriété, l'acceptation ou la répudiation du legs, la demande en délivrance et le droit aux fruits sera déterminé conformément aux dispositions de la loi belge; toutefois l'acceptation ou la répudiation des dispositions prises sous l'empire du § 2180 ne pourront être partielles.

S'il y a substitution fidéicommissaire, elle sera réglée par la disposition de l'article 54.

Les legs dont la dévolution a eu lieu avant la mise en vigueur de la loi belge restent régis par la loi locale.

ART. 56.

Les charges stipulées dans un testament fait antérieurement à la mise en vigueur de la loi belge, mais venu à effet après cette date, seront exécutées

voorwerp van het legaat, blijven van toepassing op de in die testaments vervatte beschikkingen; hetzelfde geldt voor de bepalingen van §§ 2157 en 2158 betreffende het geval waarin er verscheiden legatarissen zijn van hetzelfde voorwerp, alsmede betreffende het geval van aanwas, voor de bepalingen van de §§ 2162 en 2163 betreffende de verjaring van het legaat met tijdsbepaling of van het voorwaardelijk legaat of het legaat ten voordeele van een nog niet verwekt persoon of van een burgerlijk persoon, die nog de rechtspersoonlijkheid niet bezit, voor de bepaling van § 2171 waarbij wordt verklaard dat het legaat, dat eene onmogelijke of ongeoorloofde verstrekking bedingt, zonder uitwerking blijft.

Het uitwerksel van de uiterste wilsbeschikking wat betreft het verkrijgen van den eigendom, de aanvaarding of de verwerping van het legaat, het verzoek om aflevering van en het recht op de vruchten wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van de Belgische wet; de aanvaarding of de verwerping van de onder het regiem van § 2180 getroffen beschikkingen, kunnen echter niet gedeeltelijk geschieden.

Bij erfstelling over de hand wordt deze geregeld naar het bepaalde bij artikel 54.

Ten aanzien van de voor het van kracht worden van de Belgische wet toegewezen legaten geldt verder de plaatselijke wet.

ART. 56.

De lasten bedongen bij een testament, gemaakt vóór het van kracht worden van de Belgische wet, doch na dien datum ter uitvoering gekomen,

conformément aux §§ 2192 et suivants.

ART. 57.

La nomination et les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire nommé par un testament fait avant la mise en vigueur de la loi belge, mais venu à effet postérieurement à cette date, demeureront régis par les §§ 2197 et suivants.

Toutefois, dans le cas de substitution fidéicommissaire, la nomination d'un exécuteur testamentaire ne pourra préjudicier à l'application des articles 1055 et suivants du Code civil belge.

Si l'exécuteur testamentaire fait dresser l'état des biens par un fonctionnaire, il sera fait par un notaire dont l'exécuteur testamentaire aura le choix.

Les alinéas 2 et 3 seront également applicables à l'exécuteur testamentaire nommé par testament venu à effet avant la mise en vigueur de la loi belge.

ART. 58.

Les institutions contractuelles conclues avant la mise en vigueur de la loi belge, mais venues à exécution postérieurement à cette date, continueront à produire leurs effets conformément au § 2274, sous réserve des modifications ci-après et sauf l'application de l'article 54, en ce qui concerne les droits de l'avant et de l'arrière-héritier.

Le contrat de révocation (§ 2290) et la déclaration d'assentiment dans le

worden overeenkomstig de §§ 2192 en volgende ten uitvoer gelegd.

ART. 57.

Voor de aanstelling en de bevoegdheden van den uitvoerder van uiterste wilsbeschikking, aangesteld bij een testament, dat werd gemaakt vóór het van kracht worden van de Belgische wet doch na dien datum ter uitvoering komt, gelden verder §§ 2197 en volgende.

Ingeval van erfstelling over de hand, kan echter de aanstelling van een uitvoerder van uiterste wilsbeschikking geen afbreuk doen aan de toepassing van de artikelen 1055 en volgende van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

Indien de uitvoerder van uiterste wilsbeschikking den staat der goederen door een ambtenaar doet opmaken, wordt hij opgemaakt door een notaris, naar keus van den uitvoerder.

Alinea's 2 en 3 zijn eveneens van toepassing op den uitvoerder van uiterste wilsbeschikking aangesteld bij een testament ter uitvoering gekomen vóór het van kracht worden van de Belgische wet.

ART. 58.

De uit overeenkomst geboren erfstellingen bedongen vóór het van kracht worden van de Belgische wet doch na dien datum ter uitvoering gekomen, gelden verder overeenkomstig § 2274, behoudens de navolgende wijzigingen en de toepassing van artikel 54, wat betreft de rechten van den voor- en den na-erfgenaam.

De overeenkomst tot herroeping (§ 2290) en de verklaring van toestem-

cas du § 2291 ou de résiliation dans les cas prévus par les §§ 2293 à 2297, seront reçus par acte passé devant deux notaires ou devant un notaire assisté de deux témoins.

L'institution contractuelle ne pourra plus être révoquée par testament commun.

Les §§ 2259 à 2263 et 2273 continueront à s'appliquer conformément au prescrit du § 2300 aux institutions contractuelles faites et venues à exécution sous l'empire de la loi locale.

ART. 59.

Dans les successions ouvertes postérieurement à la mise en vigueur de la loi belge, la réserve sera régie par la loi belge; toutefois, par dérogation à l'article 930 du Code civil belge, l'action en réduction ne pourra être exercée contre les tiers ayant, avant la mise en vigueur de la loi belge, acquis sur les immeubles donnés des droits réels conformément à la loi locale.

SECTION III.

Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.

ART. 60.

Les époux dont le régime matrimonial sera, lors de la mise en vigueur de la loi belge, régi par la loi locale, pourront dans les six mois après cette date, opter pour un des régimes du

ming in het bij § 2291 vermelde geval of van verbreking in de bij de §§ 2293 tot 2297 voorziene gevallen, worden ontvangen bij eene akte verleden ten overstaan van twee notarissen of van een notaris, in bijzijn van twee getuigen.

De uit overeenkomst geboren erfstelling kan niet meer herroepen worden bij gemeenschappelijke uiterste wilsbeschikking.

De §§ 2259 tot 2263 en 2273 blijven, overeenkomstig de voorschriften van § 2300 van toepassing op de uit overeenkomst geboren erfstellingen gedaan en ter uitvoering gekomen onder de plaatselijke wet.

ART. 59.

In de erfenissen opengevallen na het van kracht worden van de Belgische wet, geldt voor het voor behouden aandeel de Belgische wet; met afwijking echter van artikel 930 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek kan de rechtsvordering tot vermindering niet worden ingesteld tegen derden die, vóór het van kracht worden van de Belgische wet, op de geschonken vaste goederen zakelijke rechten hadden verkregen, overeenkomstig de plaatselijke wet.

AFDEELING III.

De huwelijksovereenkomst en de onderscheiden rechten van de echtgenooten.

ART. 60.

De echtgenooten voor wier huwelijksche voorwaarden bij het van kracht worden van de Belgische wet de plaatselijke wet geldt, mogen, binnen zes maand na dien datum, kiezen onder

droit belge ou faire toutes conventions matrimoniales, qui ne seront pas contraires à ce droit. L'option se fera dans les conditions de forme et de publicité établies ci-après.

Dans les cas de liquidation de la communauté, celle-ci aura lieu d'après les prescriptions de la loi locale.

ART. 61.

A défaut d'option dans ce délai et à son expiration :

1° le régime local du code allemand sera remplacé de plein droit par le régime de la communauté réduite aux acquêts du Code civil belge ;

2° la séparation de biens légale et contractuelle du Code allemand sera remplacée par la séparation de biens judiciaire ou conventionnelle du Code civil belge ; les articles 1448 et 1451 du Code civil belge seront applicables au cas de séparation de biens légale ;

3° la communauté universelle du Code allemand (Allgemeine Gütergemeinschaft) sera remplacée par le régime belge de la communauté universelle.

4° le régime de la communauté d'acquêts du Code allemand (Errungenschaftsgemeinschaft) sera remplacé par le régime belge de la communauté réduite aux acquêts ;

5° le régime de communauté de meubles et acquêts du Code allemand (Fahrnisgemeinschaft) sera remplacé par le régime légal belge.

een van de in het Belgische recht vigeerende stelsels of zulke huwelijksche voorwaarden bedingen, welke niet met dit recht in strijd zijn. Bedoelde keuze geschiedt op de wijze en met de ruchtbaarheid zooals hierna voorgeschreven.

In geval van vereffening der gemeenschap, geschiedt deze naar de voorschriften van de plaatselijke wet.

ART. 61.

Werd er binnen dien termijn en bij het verloop ervan geen keuze gedaan :

1° dan wordt het wettelijk stelsel van het Duitsch wetboek van rechtswege vervangen door het stelsel van de gemeenschap van vruchten en inkomsten van het Belgisch Burgerlijk Wetboek ;

2° dan wordt de wettelijke en uit overeenkomst geboren scheiding van goederen van het Duitsch Wetboek vervangen door de gerechtelijke of uit overeenkomst geboren scheiding van goederen van het Belgisch Burgerlijk Wetboek ; dan worden de artikelen 1448 en 1451 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek van toepassing ingeval van wettelijke scheiding van goederen ;

3° dan wordt de algeheele gemeenschap van het Duitsch wetboek (Allgemeine Gütergemeinschaft) vervangen door het Belgisch stelsel der algeheele gemeenschap ;

4° dan wordt het stelsel van de gemeenschap van winst en verlies van het Duitsch wetboek (Errungenschaftsgemeinschaft) vervangen door het Belgisch stelsel der gemeenschap van vruchten en inkomsten ;

5° dan wordt het stelsel van gemeenschap van roerende goederen en van winst en verlies van het Duitsch wetboek (Fahrnisgemeinschaft) vervangen door het Belgisch wettelijk stelsel.

ART. 62.

Pour les époux mariés antérieurement en communauté, resteront communs tous les biens qui étaient biens de communauté (Gesamtgut) au moment de la substitution de régime.

La même règle s'appliquera aux dettes.

Les biens réservés (Vorbehaltsgut) qui appartiendront à la femme au jour de la substitution de régime, lui resteront propres et elle les administrera conformément à l'article 1449 du Code civil belge.

ART. 63.

Chaque époux pourra prouver vis-à-vis des tiers par tous moyens de droit, même par témoins, mais non par commune renommée, la consistance de ses propres au jour de la substitution de régime. Il en sera de même pour les dettes de la femme antérieures à ce jour.

ART. 64.

Sont maintenues, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux prohibitions de la loi belge, les clauses spéciales relatives au régime des biens entre époux, contenues dans le contrat de mariage ou dans un acte de libéralité.

ART. 65.

La femme mariée ne pourra demander la séparation de biens en justice pour des faits accomplis sous l'empire de la loi locale, que si ces faits

ART. 62.

Voor de vroeger onder het stelsel der gemeenschap gehuwde echtgenooten, blijven in gemeenschap al de goederen die gemeene boedel waren (Gesamtgut) op den dag dat het eene stelsel door het andere vervangen wordt.

Dezelfde regel geldt voor de schulden.

De voorbehouden goederen (Vorbehaltsgut), die aan de vrouw toebehooren op den dag waarop het eene stelsel door het andere vervangen wordt, blijven haar eigendom en worden door haar beheerd overeenkomstig artikel 1449 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

ART. 63.

Iedere echtgenoot mag den omvang van zijn eigendom op den dag der vervanging van stelsel tegenover derden bewijzen door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen, doch niet op grond van openbare meening. Hetzelfde geldt voor de schulden welke de vrouw had vóór dien datum.

ART. 64.

Gelden verder waar zij niet in strijd zijn met de verbodsbepalingen der Belgische wet, de bijzondere bedingen betreffende het stelsel van de goederen tusschen de echtgenooten, vervat in de huwelijksvereenkomst of in een akte van begiftiging.

ART. 65.

De gehuwde vrouw mag slechts dan de scheiding van goederen in rechten vorderen ter zake van feiten gepleegd onder de plaatselijke wet, indien deze

justifient également la demande d'après la loi belge.

ART. 66.

Une communauté continuée ne pourra prendre naissance, ni en vertu de la loi en cas de communauté universelle, ni en vertu d'une stipulation expresse en cas de communauté de meubles et acquêts; la dite stipulation sera remplacée par une attribution d'usufruit au profit des survivants, dans la proportion permise par les règles belges sur la réserve.

Dans le cas des §§ 1491 et 1492, et s'il s'agit de communautés continuées avant la mise en vigueur de la loi belge, la renonciation pourra se faire au greffe du tribunal civil dans la forme requise pour la déclaration de renonciation à succession.

ART. 67.

Les changements apportés au contrat de mariage en vertu de l'article 60 devront être rédigés par acte devant notaire, dans la forme établie pour les contrats de mariage.

Ces changements, pour être opposables aux tiers, devront avoir été inscrits au registre matrimonial qui est maintenu à l'effet de recevoir les inscriptions et qui sera tenu au greffe de la justice de paix; les inscriptions auxquelles il y aura lieu seront faites par les soins du greffier.

Ces inscriptions ne pourront plus être reçues lorsqu'il se sera écoulé plus

feiten eveneens grond opleveren tot een vordering volgens de Belgische wet.

ART. 66.

Eene voortgezette gemeenschap kan niet meer een aanvang nemen noch krachtens de wet ingeval van algeheele gemeenschap, noch krachtens een uitdrukkelijk beding ingeval van gemeenschap van roerende goederen en van winst en verlies; voormeld beding wordt vervangen door een toekenning van vruchtgebruik ten voordeele van de overlevenden naar de door de Belgische regelen op het voorbehouden aandeel toegelaten verhouding.

In de gevallen van §§ 1491 en 1492 en indien het gaat over gemeenschappen voortgezet vóór het van kracht worden van de Belgische wet, kan de verwerping geschieden ter griffie van de burgerlijke rechtbank in den vorm vereischt voor de verklaring van verwerping van erfenis.

ART. 67.

De veranderingen, welke krachtens artikel 60 aan de huwelijksovereenkomst worden toegebracht, moeten gesteld worden bij notariële akte, in den voor de huwelijksovereenkomsten bepaalden vorm.

Die veranderingen moeten, om tegen derden te kunnen aangevoerd worden, ingeschreven zijn in het huwelijksregister dat blijft behouden voor de inschrijvingen en dat gehouden wordt ten greffie van het vredegerecht; de noodige inschrijvingen worden gedaan door toedoen van den griffier.

Die inschrijvingen zijn niet meer ontvankelijk later dan drie maand

de trois mois après l'expiration du délai d'option.

Elles pourront être requises tant par les notaires rédacteurs que par les parties intéressées.

ART. 68.

L'hypothèque légale réglementée par les articles 64 et suivants de la loi du 16 décembre 1851 est accordée à la femme mariée sous l'empire de la loi allemande, pour ses droits et créances même nées avant la mise en vigueur de la loi belge.

SECTION IV.

Du contrat de vente.

ART. 69.

Lorsque, dans un contrat de vente, le vendeur se sera réservé le droit de réméré conformément aux §§ 497 et suivants du Code allemand, la faculté de rachat pourra être exercée pendant le délai prévu au contrat.

ART. 70.

Les droits de préemption existant lors de la mise en vigueur de la loi belge continueront à être exercés conformément au § 504 du Code allemand.

SECTION V.

Du contrat de bail.

ART. 71.

La tacite reconduction aura lieu conformément aux articles 1738, 1759 et 1776 du Code civil belge.

na het verstrijken van den voor de keuze bepaalden termijn.

Zij kunnen gevorderd worden zoo- wel door de notarissen die de akten hebben opgemaakt als door de belanghebbende partijen.

ART. 68.

De wettelijke hypotheek, geregeld bij de artikelen 64 en volgende der wet van 16 December 1851, wordt toegestaan aan de onder de Duitse wet gehuwde vrouw, voor hare rechten en schuldvorderingen, ook voor die ontstaan vóór het van kracht worden der Belgische wet.

AFDEELING IV.

De verkoopovereenkomst.

ART. 69.

Wanneer de verkooper zich in een verkoopovereenkomst, het recht van wederinkoop heeft voorbehouden, overeenkomstig de §§ 497 en volgende van het Duitsch wetboek, kan van dat recht gebruik gemaakt worden gedurende het bij de overeenkomst voorziene tijdsbestek.

ART. 70.

De rechten van voorkoop welke bestonden bij het van kracht worden der Belgische wet, gelden verder overeenkomstig de § 504 van het Duitsch wetboek.

AFDEELING V.

De huurovereenkomst.

ART. 71.

De stilzwijgende wederinhuring geschiedt overeenkomstig de artikelen 1738, 1759 en 1776 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

Le bail renouvelé par tacite reconduction sera soumis aux dispositions de la loi belge, sauf application des dispositions spéciales du contrat de bail qui sont compatibles avec cette loi.

SECTION VI.

Du contrat de gage.

ART. 72.

Les gages régulièrement constitués lors de la mise en vigueur de la loi belge continueront à produire leurs effets conformément aux §§ 1204 et suivants du Code allemand.

ART. 73.

Au cas où l'obligation de fournir une sûreté résultera d'une convention faite sous l'empire de la loi locale, les §§ 232 et suivants continueront à s'appliquer sous les modifications ci-après :

La consignation ayant pour objet une somme d'argent sera faite à la caisse de dépôts et consignations ;

Celle de valeurs autres que de l'argent, sera faite dans un établissement dont les parties conviendront ou qui, en cas de désaccord, sera désigné par le président du tribunal de première instance, sur simple requête signée par la partie la plus diligente ou en son nom par un avoué ;

Les inscriptions au grand livre de la dette publique de Belgique remplaceront pour les garanties à fournir les créances inscrites sur le grand livre de la Dette publique de l'empire allemand ou d'un État confédéré ;

De bij stilzwijgende wederinhuring hernieuwde huurovereenkomst is onderworpen aan de bepalingen der Belgische wet, behoudens toepassing van de met deze wet vereenigbare bijzondere bepalingen van de huurovereenkomst.

AFDEELING VI.

De pandovereenkomst.

ART. 72.

De pandrechten behoorlijk gevestigd bij het van kracht worden der Belgische wet, gelden verder overeenkomstig de §§ 1204 en volgende van het Duitsch wetboek.

ART. 73.

Ingeval de verplichting om eene zekerheid te stellen blijkt uit eene overeenkomst gesloten onder de plaatselijke wet, blijven §§ 232 en volgende van toepassing mits de volgende wijzigingen :

De inbewaarestelling van eene geldsom geschiedt ter deposito- en consignatiekas ;

De inbewaarestelling van andere waarden dan geld, geschiedt in eene inrichting waarover partijen overeenkomen of die, bij oneenigheid, aangeduid wordt door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg, op enkel verzoek onderteekend door de meeste gereede partij of, in dezer naam, door een pleitbezorger ;

De inschrijvingen op het Grootboek der Belgische Staatsschuld van vervangen, wat de te stellen waarborgen betreft, de schuldvorderingen ingeschreven op het Grootboek der schuld van het Duitsche Rijk of van een Bondstaat ;

Les immeubles sur lesquels l'hypothèque devra être constituée ou sur lesquels seront inscrites les créances ises en gage, devront être situés en Belgique.

Les dispositions des §§ 232 et suivants relatives aux dettes et rentes ncières cesseront de s'appliquer.

SECTION VII.

de la transmission des droits réels
les hypothèques et des privilèges.

ART. 74.

Les inscriptions et radiations qui ont été faites au Livre foncier avant la mise en vigueur de la loi belge continueront à produire leurs effets spécialement quant au rang des droits inscrits (§ 879), quant à l'effet des rénotations (§ 883 et suivants), quant à la présomption qui en résulte (§ 891), quant à la foi due au registre (§ 892 et 893) et quant à l'effet des inscriptions par acte authentique d'hypothèques, dettes foncières ou rentes foncières avec lettre hypothécaire, au cas prévu par les §§ 1155 du Code de procédure civile, et 40 de la loi du 24 mars 1897 sur les livres fonciers, le tout sous réserve des modifications établies après.

Il en sera de même des requêtes qui, lors de la mise en vigueur de la loi belge, auront été déposées et au sujet desquelles aucune décision n'aura encore été prise : les formalités auxquelles ces requêtes se rattachent, seront faites par les autorités désignées par la loi locale, dans un délai qui sera fixé par le Gouvernement.

Les actions résultant des droits inscrits cesseront d'être imprescriptibles.

De onroerende goederen waarop de hypotheek moet worden gevestigd of waarop de verpande schuldvorderingen worden ingeschreven, moeten in België gelegen zijn.

De bepalingen van de §§ 232 en volgende betreffende de grondschulden en de grondrenten houden op van toepassing te zijn.

AFDEELING VII.

De overdracht van de zakelijke
rechten, van de hypotheeken en
van de voorrechten.

ART. 74.

De inschrijvingen en doorhalingen gedaan in het Grondboek vóór het van kracht worden der Belgische wet, gelden verder inzonderheid wat betreft den rang der ingeschreven rechten (§ 879), de vooraanteekeningen (§§ 883 en volgende), het er uit voortvloeiende vermoeden (§ 891), de geloofbaarheid van het register (§§ 892 en 893), en de gevolgen van den bij authentieke akte gedane afstand van hypotheeken, grondschulden of grondrenten met hypotheekbrief, in het bij § 1155 van het Duitsch Wetboek en bij artikel 40 der wet van 24 Maart 1897 op de grondboeken voorziene geval, dit alles onder voorbehoud van de hierna gestelde wijzigingen.

Hetzelfde geldt voor de verzoeken welke, bij het van kracht worden van de Belgische wet, waren neergelegd en waarover nog geene beslissing was gevallen : aan de formaliteiten, waarmee deze verzoeken verband houden, wordt voldaan binnen een door de Regeering te bepalen termijn, door de bij de plaatselijke wet aangeduide autoriteiten.

De uit de ingeschreven rechten voortvloeiende rechtsvorderingen houden

tibles et s'éteindront par la prescription de trente ans, à moins que la loi n'ait établi une prescription particulière (§ 902).

Le droit portant sur le fonds d'autrui sera éteint par l'acquisition que le propriétaire du fonds fera de ce droit ou par l'acquisition que l'ayant droit fera de la propriété du fonds; toutefois, si la consolidation ou la confusion s'est opérée avant la mise en vigueur de la loi belge, la présente disposition ne pourra s'appliquer que sous réserve des droits qui pourraient appartenir à des tiers en suite du § 889.

Depuis le jour de la mise en vigueur de la loi belge, aucun changement ne pourra être apporté au régime foncier si ce n'est pour la radiation d'une inscription ou d'une prénotation antérieurement faite (§ 886), pour les rectifications qui demeurent régies par les §§ 894, 895, 896, 897, 899, ou pour l'inscription de requêtes antérieurement déposées; le § 898 établissant l'imprescriptibilité des demandes déterminées aux §§ 894 à 896 est abrogé et les demandes s'éteindront par la prescription de trente ans, à moins que la loi n'ait établi une prescription particulière.

ART. 75.

A partir du jour de la mise en vigueur de la loi belge, aucune hypothèque ne pourra être constituée autrement que dans les formes et aux conditions établies par la loi du 16 décembre 1851.

ART. 76.

Les hypothèques qui pourront avoir

op onverjaarbaar te zijn en vervallen na dertig jaar, tenware de wet eene bijzondere verjaring hebbe voorzien (§ 902).

Het op andermans erf gevestigd recht gaat teniet door het feit dat de eigenaar van het erf dat recht aankoopt of dat de rechthebbende den eigendom van het erf aankoopt; indien evenwel de bezitvermenging of de schuldvermenging plaats had vóór het van kracht worden der Belgische wet, is deze beschikking slechts van toepassing onder voorbehoud van de rechten welke aan derden kunnen toebehooren ten gevolge van § 889.

Met ingang van den dag waarop de Belgische wet van kracht wordt, mag aan het Grondboek geen enkele verandering gebracht worden, behalve voor de doorhaling van eene inschrijving of van eene vroeger gedane vooraantekening (§ 886), voor de verbeteringen welke geregeld blijven door de §§ 894, 895, 897, 899 of voor de inschrijving van vroeger neergelegde verzoeken; § 898, waarbij de onverjaarbaarheid van de bij de §§ 894 tot 896 bepaalde verzoeken wordt bedongen, is afgeschaft en de verzoeken vervallen na dertig jaar, tenware de wet eene bijzondere verjaring hebbe voorzien.

ART. 75.

Met ingang van den dag waarop de Belgische wet van kracht wordt, mag geen enkele hypothec gevestigd worden dan op de wijze en onder de voorwaarden bepaald bij de wet van 16 December 1851.

ART. 76.

De hypotheken welke vroeger moech-

été antérieurement acquises, continueront pendant dix ans à produire leurs effets conformément aux §§ 1113 et suivans du Code allemand, sans que les inscriptions nouvelles prises au profit de tiers en vertu de la loi belge puissent leur porter préjudice.

Le fonctionnaire préposé à la conservation du Livre foncier effectuera au dit livre les rectifications, oppositions, radiations, inscriptions relatives aux déclarations de consentement ou de mainlevée et toutes autres formalités rendues nécessaires par les inscriptions d'hypothèques qui, aux termes de l'alinéa précédent, continuent à produire leurs effets.

Il ne pourra, toutefois, depuis la mise en vigueur de la présente loi remettre aucune lettre hypothécaire; les lettres hypothécaires délivrées au propriétaire qui n'auront pas été remises à un créancier, devront être immédiatement restituées au bureau du Livre foncier. Dans le cas de perte ou de destruction de la lettre, le propriétaire à qui elle aura été délivrée, sera obligé de faire devant le bourgmestre de sa commune une déclaration de perte affirmée sincère et véritable. Lorsqu'un créancier sera en possession d'une lettre hypothécaire sans que cette possession soit appuyée d'un acte ayant date certaine conformément à l'article 1328 du Code Civil belge, les tiers intéressés seront admis à prouver par toutes voies de droit témoins compris, que la délivrance de la lettre lui a été faite tardivement.

La remise de la lettre devra avoir lieu, sauf le cas de perte ou de destruction, dans tous les cas où l'hypothèque s'éteindra, le tout conformé-

ten erworven zijn, gelden verder gedurende tien jaar overeenkomstig §§ 1113 en volgende van het Duitsch wetboek zonder dat de nieuwe inschrijvingen ten behoeve van derden, krachtens de Belgische wet genomen, eraan afbreuk mogen doen.

De voor de bewaring van het Grondboek aangestelde ambtenaar doet op dat boek de verbeteringen, het verzet, de doorhalingen, de inschrijvingen betreffende de verklaringen van toestemming of opheffing en al de andere formaliteiten noodig uit hoofde van hypothekaire inschrijvingen die, luidens het voorgaande lid, blijven gelden.

Evenwel mag hij, te rekenen van het van af kracht worden dezer wet, geen enkelen hypotheekbrief afleveren; de aandeneigenaar afgeleverde hypotheekbrieven die niet overhandigd zouden zijn geworden aan een schuldeischer, moeten onmiddellijk teruggegeven worden aan het bureau van het Grondboek. Ingeval van verlies of vernietiging van den brief is de eigenaar aan wien hij werd ter hand gesteld, verplicht eene voor echt en waarachtig verklaarde aangifte van verlies te doen bij den burgemeester van zijne gemeente. Wanneer een schuldeischer in het bezit van een hypotheekbrief is zonder dat dit bezit gestaafd zij door een akte met bepaalde dagteekening overeenkomstig artikel 1328 van het Belgisch Burger-Wetboek, zijn de belanghebbende derden gerechtigd om door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen, te bewijzen, dat de brief hem laattijdig werd afgeleverd.

De aflevering van den brief moet, buiten de gevallen van verlies of vernietiging, plaats hebben in al de gevallen waarin de hypotheek te niet gaat,

ment à ce qui est dit à l'alinéa précédent.

ART. 77.

L'hypothèque qui se réunit à la propriété dans le chef de la même personne soit que le propriétaire ait le droit ou non à la créance, cessera d'exister, sauf le cas prévu par le n° 2 de l'article 1251 du Code Civil belge.

Par exception, les hypothèques de sûreté constituées pour la garantie d'une créance résultant d'une obligation au porteur, lettres de change ou d'autres titres transmissibles par endossement, valablement constitués avant la mise en vigueur de la loi belge, continueront d'exister et produiront leurs effets, ainsi qu'il est réglé aux §§ 1187 et suivants du Code allemand, encore que le titre garanti au moment de la mise en vigueur de la loi belge soit entre les mains du propriétaire de l'immeuble ou souscripteur du titre.

ART. 78.

Les hypothèques constituées d'après le droit allemand cesseront d'exister à l'expiration du délai établi par l'article 76, alinéa 1^{er}, mais le créancier pourra au cours du délai prendre au registre du conservateur des hypothèques et conformément à la loi du 16 décembre 1851 une inscription pour la conservation d'une hypothèque qui aura le même rang que celle qu'elle remplace.

Pour opérer cette inscription, le créancier sera tenu de produire, outre les pièces et bordereaux prévus par les articles 83 et suivants de la loi du 16 décembre 1851, modifiés par la loi

dit alles overeenkomstig het bepaalde in het vorig lid.

ART. 77.

De hypotheek die in dezelfde hand komt als de eigendom, om het even of de eigenaar al dan niet recht heeft op de schuldvordering, houdt op te bestaan, behoudens het geval voorzien bij n° 2 van artikel 1251 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

De hypotheken gevestigd tot waarborg van eene schuldvordering ontstaan uit eene obligatie aan toonder, een wisselbrief of uit andere bij endossement overdraagbare effecten die op geldige wijze werden gevestigd vóór het van kracht worden der Belgische wet, blijven bij uitzondering bestaan en gelden zooals bepaald is bij de §§ 1187 en volgende van het Duitsch wetboek, ook indien de bij het van kracht worden der Belgische wet gewaarborgde titel in handen is van den eigenaar van het vast goed of van hem die den titel onderschreven heeft.

ART. 78.

De volgens het Duitsche recht gevestigde hypotheken houden op te bestaan bij het verstrijken van den bij artikel 76, lid 1, vastgestelden termijn; de schuldeischer mag echter in den loop van den termijn op het register van den bewaarder der hypotheken en overeenkomstig de wet van 16 December 1851 eene inschrijving nemen voor de bewaring van eene hypotheek van dezelfde rang als die welke zij vervangt.

Voor deze inschrijving moet de schuldeischer benevens de stukken en borderellen voorzien bij de artikelen 83 en volgende der wet van 16 December 1851, gewijzigd bij de wet van

du 10 octobre 1913, un extrait du Livre foncier reproduisant les mentions du dit Livre qui sont relatives à l'inscription; s'il s'agit d'une hypothèque avec lettre hypothécaire, il devra produire en outre la lettre hypothécaire.

Les pièces produites seront accompagnées d'une traduction en langue française.

A défaut du titre authentique prévu par l'article 83, alinéa 1^{er}, le propriétaire grevé peut être contraint de fournir ce titre, mais seulement dans la dixième année du délai.

S'il refuse ou se trouve dans l'impossibilité de comparaître devant notaire pour la passation du dit titre, le titulaire de l'inscription pourra obtenir un jugement, tenant lieu d'acte volontaire; l'action tendante à l'obtention de ce jugement devra être intentée et rendue publique par une mention en marge de l'inscription au livre foncier, dans le cours du délai. Si l'action a été intentée et rendue publique en temps utile, l'extinction de l'hypothèque inscrite au Livre foncier sera suspendue, mais elle sera irrévocablement acquise si le créancier n'a pas pris l'inscription au registre du conservateur des hypothèques trois mois après que le jugement ou l'arrêt aura acquis force de chose jugée. Le tribunal pourra, sur la réquisition du Ministère public notifiée dans le délai ordinaire des ajournements, fixer aux parties un délai pour conclure et, le cas échéant, déclarer l'instance périmée.

10 October 1913, een uittreksel uit het Grondboek overleggen waarop de vermeldingen van voormeld Grondboek betreffende de inschrijving overgeschreven zijn; gaat het over eene hypotheek met hypotheekbrief, dan moet hij bovendien den Hypotheekbrief overleggen.

Bij de overgelegde stukken dient eene vertaling in de Fransche taal gevoegd.

Bij ontstentenis van den bij artikel 83, 1^e lid voorzienen authentieken titel, kan de bezwaarde eigenaar gedwongen worden dezen titel over te leggen, doch slechts het tiende jaar van den termijn.

Weigert hij of bevindt hij zich in de onmogelijkheid om voor een notaris te verschijnen met het oog op het opmaken van bedoelden titel, dan kan de houder van de inschrijving een als vrijwillige akte geldend vonnis verkrijgen; de vordering tot het bekomen van dit vonnis moet worden ingesteld en openbaar gemaakt door eene kantteekening naast de inschrijving in het Grondboek binnen den termijn. Indien de vordering te bekwamer tijd ingesteld en openbaar gemaakt werd, dan wordt het te niet gaan van de op het Grondboek ingeschreven hypotheek geschorst; zij vervalt echter onwederroepelijk indien de schuldeischer de inschrijving op het register van den bewaarder der hypotheken niet genomen heeft drie maand nadat het vonnis of het arrest in kracht van gewijsde is gegaan. De rechtbank mag op eene binnen den gewonen termijn der verdagingen aangezegde vordering van het Openbaar Ministerie, aan de partijen een bepaalden tijd stellen om te concluderen en, desgevallend, de vordering vervallen verklaren.

Les frais de l'inscription, ceux de l'acte notarié et éventuellement du jugement que le créancier aura dû acquitter, seront couverts par hypothèque, sauf s'il y a lieu le recours du grevé contre qui de droit.

Il ne sera plus délivré de lettre hypothécaire au cas de division de la créance; les créanciers qui voudront diviser l'inscription en conservant leur rang seront tenus de remettre la lettre hypothécaire au bureau du Livre foncier et de prendre inscription au registre du conservateur des hypothèques conformément à ce qui précède.

Il y aura lieu également de prendre une inscription conformément à ce qui précède en cas de cession d'une créance hypothécaire inscrite au Livre foncier ou de subrogation à un droit semblable, ainsi qu'au cas de cession de rang hypothécaire ou de dation en gage d'une créance hypothécaire inscrite au Livre foncier; la cession, la dation en gage ou la subrogation seront mentionnées en marge de cette inscription conformément à l'article 5 de la loi du 16 décembre 1851.

ART. 79.

Les dettes foncières cesseront d'exister lors de la mise en vigueur de la loi belge, à l'exception de celles qui existaient à ce moment au profit d'un bénéficiaire déterminé ou seraient affectées à la garantie d'une créance actuelle ou future au profit d'une personne déterminée.

Ces dernières continueront à produire leurs effets pendant le délai de

De kosten van de inschrijving, die van de notarische akte en, gebeurlijk die van het vonnis welke de schuldeischer had te betalen, worden gedekt bij hypotheek, behoudens verhaal van den bezwaarde op den betrokken persoon.

Geen hypotheekbrief wordt nog afgeleverd ingeval van splitsing van de schuldvordering; de schuldeischers die de inschrijving willen splitsen en hun rang behouden, zijn gehouden den hypotheekbrief af te geven ten bureele van het Grondboek en inschrijving te nemen op het register van den bewaarder der hypotheeken overeenkomstig wat hierboven bepaald is.

Eveneens dient, overeenkomstig het hierboven bepaalde, eene inschrijving genomen ingeval van afstand van eene op het Grondboek ingeschreven hypothekaire schuldvordering of van in de plaatsstelling van een soortelijk recht, alsmede ingeval van afstand van hypothekairen rang of van inpandgeving van eene op het Grondboek ingeschreven hypothekaire schuldvordering; de afstand, de inpandgeving of de in de plaatsstelling worden vermeld op den kant van deze inschrijving, overeenkomstig artikel 5 der wet van 16 December 1851.

ART. 79.

De grondschulden houden op te bestaan bij het van kracht worden der Belgische wet, met uitzondering van deze die op dat oogenblik zouden bestaan ten grieve van een bepaalden belanghebbende of zouden bestemd zijn tot waarborg van eene alsdan bestaande of toekomstige schuldvordering ten behoeve van een bepaald persoon.

Deze laatste grondschulden gelden verder gedurende den bij bovenstaand

dix ans, indiqué à l'article 76, alinéa 1 ci-dessus, et conformément aux §§ 1191 et suivants du Code allemand.

Elles pourront être dans le dit délai converties en une inscription d'hypothèque au registre du conservateur des hypothèques, ainsi qu'il est réglé pour les hypothèques du droit local.

ART. 80.

Les rentes foncières cesseront également d'exister lors de la mise en vigueur de la loi belge, à l'exception de celles qui existeraient à ce moment au profit d'un bénéficiaire déterminé ou seraient affectées à la garantie d'une créance actuelle ou future au profit d'une personne déterminée.

Ces dernières continueront à produire leurs effets pendant le délai de dix ans indiqué à l'article précédent et celle conformément aux §§ 1199 et suivants du Code allemand.

Elles pourront être converties en une inscription d'hypothèque au registre du conservateur des hypothèques ainsi qu'il est réglé pour les hypothèques du droit local.

L'inscription sera prise pour le capital moyennant lequel la rente pourra être rachetée d'après les indications du livre foncier.

ART. 81.

Les inscriptions hypothécaires, dettes ou rentes foncières, régulièrement prises avant la mise en vigueur de la loi belge, ne préjudicieront pas à l'application des dispositions de l'article 17 de la loi du 16 décembre 1851, de la loi du 3 septembre 1807 sur le pri-

artikel 76, 1^{ste} lid, bepaalden termijn van tien jaar en overeenkomstig §§ 1191 en volgende van het Duitsch Wetboek.

Tijdens bedoelden termijn kunnen zij in hypothekaire inschrijving worden omgezet op het register van den bewaarder der hypotheken, zooals bepaald voor de hypotheken naar het plaatselijk recht.

ART. 80.

De grondrenten houden eveneens op te bestaan bij het van kracht worden van de Belgische wet, met uitzondering van deze die op dat oogenblik zouden bestaan ten gerieve van een bepaalden schuldeischer of zouden bestemd zijn tot waarborg van eene alsdan bestaande of toekomstigeschuldvordering ten behoeve van een bepaald persoon.

Laatstbedoelde gelden verder gedurende den bij het vorig artikel aangeduiden termijn van tien jaar, overeenkomstig §§ 1199 en volgende van het Duitsch Wetboek.

Zij kunnen worden omgezet in eene hypothekaire inschrijving op het register van den bewaarder der hypotheken, zooals bepaald voor de hypotheken naar het plaatselijk recht.

De inschrijving wordt genomen voor een bedrag gelijk aan het kapitaal waartegen de rente kan worden afgekocht, volgens de aanduidingen van het Grondboek.

ART. 81.

De hypothekaire inschrijvingen, gronds schulden of grondrenten, behoorlijk genomen vóór het van kracht worden der Belgische wet, doen geen afbreuk aan de toepassing van de bepalingen van artikel 17 der wet van 16 December 1851, van de wet van

vilège pour le recouvrement des frais de justice, et de la loi du 15 mai 1846 (art. 9) sur le privilège du Trésor sur les biens de ses comptables.

ART. 82.

Tout propriétaire d'un immeuble pourra, dans les prescriptions prescrites par la loi belge, le purger des hypothèques même non encore converties en hypothèques de droit belge.

Toutefois, le propriétaire qui a acquis un immeuble avant la mise en vigueur de la loi belge ne pourra, pendant un délai de dix ans, le purger des hypothèques qu'en tant qu'elles dépasseront le prix d'achat.

L'indication de la transcription sera, le cas échéant, remplacée par celle de l'inscription de la mutation.

La purge s'étendra aux dettes et rentes foncières qui auraient été maintenues en vertu des articles 79 et 80 ci-dessus; s'il s'agit d'une rente foncière, elle sera assimilée à une dette foncière sur la base du capital pour lequel, d'après les indications du livre foncier, elle pourrait être rachetée.

SECTION VIII.

De la prescription

ART. 83.

Les dispositions des lois civiles belges s'appliqueront, sauf dérogations établies par la présente loi, aux prescriptions déjà commencées, mais

3 September 1807 op het voorrecht voor de invordering van de gerechtskosten, en van de wet van 15 Mei 1846 (art. 9) op het voorrecht der Schatkist op de goederen van harerekenplichtigen.

ART. 82.

Ieder eigenaar van een vast goed kan, onder de bij de Belgische wet voorgeschreven voorwaarden, het goed ontlasten van de hypotheeken, ook van deze die nog niet zijn omgezet in hypotheeken naar het Belgisch recht.

Evenwel mag de eigenaar die een vast goed aangekocht heeft vóór het van kracht worden der Belgische wet dit goed, gedurende een tijd van tien jaar, slechts van hypotheeken ontlasten in zoover deze den koopprijs te boven gaan.

De aanduiding van de overschrijving wordt desgevallend vervangen door de aanduiding van de inschrijving van den overgang.

De zuivering betreft ook de grondschulden en grondrenten die zouden behouden zijn krachtens de artikelen 79 en 80 hierboven; geldt het eene grondrente dan wordt deze gelijkgesteld met eene grondschuld op voet van het kapitaal waartegen zij, volgens de gegevens van het Grondboek, zou kunnen afgekocht worden.

AFDEELING VIII.

De verjaring.

ART. 83.

De bepalingen der Belgische burgerlijke wetten zijn, behoudens de bij deze wet bepaalde afwijkingen, van toepassing op de verjaringen welke

non encore acquises à l'époque de la mise en vigueur de ces lois.

Toutefois, le point de départ du délai, ainsi que la suspension et l'interruption des dites prescriptions seront, pour le temps antérieur à l'époque précitée, réglés par la loi locale.

Si le délai prévu par les lois civiles belges est plus court que celui qui, d'après la loi locale, reste encore à courir au jour de la mise en vigueur des lois civiles belges, il ne sera pas tenu compte du temps déjà écoulé avant ce jour.

Les mêmes règles s'appliqueront à tous autres délais.

ART. 84.

La possession des meubles même acquise antérieurement à la mise en vigueur des lois civiles belges, sera régie à partir de cette date par les articles 2279 et 2280 du Code civil belge.

ART. 85.

A l'égard des droits que la loi allemande déclare imprescriptibles, la prescription ne pourra commencer qu'à partir de la mise en vigueur des lois belges.

B) *Code de commerce.*

ART. 86.

Tout contrat de mariage entre époux dont l'un sera commerçant sera dans les dix mois de la mise en vigueur de la présente loi transmis par extrait au greffe du tribunal déterminé par l'article 12 du Code de commerce belge.

reeds zijn begonnen doch niet voltrokken zijn als deze wet van kracht wordt.

Evenwel worden de aanvang van den termijn, alsmede de schorsing en de stuiting van bedoelde verjaringen geregeld door de plaatselijke wet, wat den tijd betreft die voornoemden termijn voorafgaat.

Indien de bij de Belgische burgerlijke wetten voorziene termijn korter is dan die, welke, volgens de plaatselijke wet, nog overblijft op den dag van het van kracht worden der Belgische burgerlijke wetten, wordt geen rekening gehouden met den vóór dien dag reeds verlopen tijd.

Dezelfde regelen gelden voor alle andere termijnen.

ART. 84.

Voor het bezit van roerende goederen, ook al werd het verworven vóór het van kracht worden der Belgische burgerlijke wetten, gelden van af dien dag, de artikelen 2279 en 2280 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

ART. 85.

Ten aanzien van de door de Duitse wet onverjaarbaar verklaarde rechten, kan de verjaring slechts ingaan met het van kracht worden van de Belgische burgerlijke wetten.

B) *Wetboek van koophandel.*

ART. 86.

Van elke huwelijksvereenkomst tusschen echtgenooten, waarvan de eene koopman is, dient binnen tien maand na het van kracht worden van deze wet een uittreksel ingediend ter griffie van de bij artikel 12 van het Belgisch Wetboek van Koophandel bepaalde rechtbank.

ART. 87.

Les contrats relatifs aux commis, apprentis, agents et courtiers de commerce conclus conformément à la loi locale sont, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, régis par les dispositions légales belges sur la matière.

ART. 88.

Les femmes mariées commerçantes devront se conformer aux prescriptions de la loi belge dans un délai de dix mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi.

ART. 89.

Toutes sociétés commerciales ayant leur siège social dans les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith constituées conformément à la loi allemande sur les sociétés, devront, dans le délai d'un an à partir de la mise en vigueur de la présente loi, et ce sous peine de dissolution de droit, se soumettre aux dispositions des lois commerciales belges.

Elles jouiront à cet effet de l'exemption des droits proportionnels d'enregistrement et de transcription sous les conditions suivantes :

a) l'objet social doit demeurer le même;

b) le capital ne peut être modifié; toutefois la base de conversion du mark est à cet égard 1 mark = fr. 1,25;

c) la durée de la société ne peut être prorogée dans l'acte de transformation;

d) s'il s'agit d'une société anonyme (Aktiengesellschaft) ou d'une société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit

ART. 87.

Voor de overeenkomstig de plaatselijke wet gesloten overeenkomsten betreffende bedienden, leerjongens, handelsagenten en -makelaars, gelden te rekenen van het van kracht worden dezer wet, de Belgische wettelijke bepalingen ter zake.

ART. 88.

De gehuwde vrouwen die handel drijven moeten zich schikken naar de voorschriften der Belgische wet, binnen tien maand te rekenen van het van kracht worden dezer wet.

ART. 89.

Alle vennootschappen van koop-handel, die haar maatschappelijken zetel hebben in de kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith en zijn opgericht overeenkomstig de Duitse wet op de vennootschappen, moeten binnen den tijd van één jaar na het van kracht worden dezer wet, op straf van ontbinding van rechtswege, zich schikken naar de voorschriften van de Belgische wetten in zake koophandel.

Te dien einde zijn zij ontslagen van de evenredige rechten van registratie en overschrijving onder de volgende voorwaarden :

a) het maatschappelijk doel moet hetzelfde blijven;

b) het kapitaal mag niet gewijzigd worden; voor de omzetting van de mark wordt evenwel de mark berekend tegen fr. 1,25;

c) de duur van de vennootschap mag niet verlengd worden in de akte van verandering;

d) geldt het eene naamlooze vennootschap (Aktiengesellschaft) of eene vennootschap met beperkte verantwoorde-

beschränkter Haftung, [G. m. b. H.]), elle devra adopter la forme d'une société anonyme belge;

les sociétés en nom collectif (offene Handelsgesellschaft), en commandite (Kommanditgesellschaft) ou en commandite par actions (Kommanditgesellschaft auf Aktien) devront adopter la forme correspondante des sociétés commerciales belges.

ART. 90.

Les lettres de change et les billets à ordre émis conformément à la législation locale antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi continueront à être régis par la loi locale.

ART. 91.

Les faillites ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront réglées conformément à la loi locale.

C) Nationalité.

ART. 92.

Les ressortissants allemands ou d'origine allemande, âgés de 18 ans au moins et établis sur les territoires visés aux articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles au moment de la mise en vigueur de la présente loi, pourront acquérir la nationalité belge avec l'autorisation du Roi. Toutefois ils devront à cette fin introduire une demande auprès du bourgmestre de la commune de leur domicile dans le délai d'un an depuis le jour de la mise en vigueur de la présente loi.

A l'égard de l'application de la pré-

liktheid (Gesellschaft mit beschränkter Haftung G. M. B. H.), dan moet zij den vorm aannemen van een Belgische naamlooze vennootschap.

De vennootschappen onder eene firma (offene Handelsgesellschaft), bij wijze van geldschieting (Kommanditgesellschaft) of bij wijze van geldschieting op aandeelen (Kommanditgesellschaft auf Aktien) moeten den daarmede overeenkomenden vorm der Belgische vennootschappen van koop-handel aannemen.

ART. 90.

Voor de wisselbrieven en de orderbriefjes uitgegeven overeenkomstig de plaatselijke wet vóór het van kracht worden van de tegenwoordige wet, blijft de plaatselijke wet gelden.

ART. 91.

De vóór het van kracht worden van deze wet opengekomen faillissementen worden overeenkomstig de plaatselijke wet geregeld.

c) Nationaliteit.

ART. 92.

De Duitsche onderhoorigen, of de personen van Duitschen oorsprong bij het van kracht worden dezer wet ten minste 18 jaar oud en binnen de gebieden bedoeld in de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles, gevestigd, kunnen met verlof van den Koning, de Belgische nationaliteit erlangen. Daartoe moeten zij echter uiterlijk een jaar na het van kracht worden van deze wet een aanvraag indienen bij den burgemeester van de gemeente hunner woonplaats.

Voor de toepassing van deze beschik.

sente disposition, la femme suit la condition de son mari et les enfants âgés de moins de 18 ans celle de leurs parents.

Les enfants mineurs doivent, pour introduire la demande ci-dessus, s'assurer du consentement prévu à l'article 93.

ART. 93.

Les individus nés dans les territoires des cantons d'Eupen-Malmédyl-Saint-Vith ou à La Calamine, ainsi que les descendants d'individus nés sur ces territoires qui, postérieurement au 1^{er} août 1914, se sont établis en Belgique — à l'exception des territoires susvisés — y résident encore au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront, dans le délai d'un an depuis cette mise en vigueur, admis à réclamer la qualité de Belge moyennant l'autorisation du Roi et la déclaration que leur intention est de fixer leur domicile en Belgique.

L'établissement du domicile en Belgique doit être effectif dans l'année de la déclaration prévue aux articles 92 et 93.

ART. 94.

Les enfants mineurs sont admis à faire la déclaration ci-dessus dès l'âge de 18 ans accomplis, avec le consentement du père ou, à défaut du père, avec celui de la mère, ou, à défaut de père et de mère, avec l'autorisation des autres ascendants ou de la famille, donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage au chapitre 1^{er} du titre V, du livre 1^{er} du Code civil.

Le consentement du père, de la

king volgt de echtgenoot den staat van haar man en de kinderen beneden 18 jaar, dien van hun ouders.

De minderjarige kinderen moeten, om bovenbedoelde aanvraag in te dienen, de bij artikel 93 voorziene toestemming bekomen.

ART. 93.

De personen geboren op het grondgebied van de kantons Eupen, Malmédyl, St-Vith of te Kalmis, alsmede de nakomelingen van personen op dit grondgebied geboren, die zich na 1 Augustus 1914 in België hebben gevestigd — buiten bovenbedoeld gebied — en er nog verblijven als deze wet van kracht wordt, mogen binnen den termijn van een jaar na dit van kracht worden, den staat van Belg aanvragen mits verlof van den Koning, en de verklaring hunnerzijds dat zij het inzicht hebben hunne woonplaats in België te vestigen.

De vestiging van de woonplaats in België moet werkelijk geschieden binnen het jaar na de bij de artikelen 92 en 93 voorziene verklaring.

ART. 94.

De minderjarige kinderen mogen, zoodra zij volle 18 jaar oud zijn, bovenbedoelde verklaring afleggen met de toestemming van hun vader, of bij diens ontstentenis, met deze van de moeder of, bij beider ontstentenis, met de toelating van andere bloedverwanten in opgaande linie of van de familie, gegeven volgens de voorwaarden voor het huwelijk vereischt in hoofdstuk I, titel V van het eerste boek van het Burgerlijk Wetboek.

De toestemming van den vader, de

mère, ou des autres ascendants sera donné soit verbalement lors de la déclaration, soit par acte authentique.

Mention expresse de ce consentement ou de l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte dressé pour constater l'option.

En cas d'indigence, l'acte de consentement pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile des ascendants et, à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, ainsi que par les agents diplomatiques, les consuls et les vice-consuls de Belgique.

c) Les déclarations visées aux littéras *a* et *b* seront faites soit devant l'officier de l'état-civil du lieu de la résidence en Belgique, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger. Elles pourront être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles sont inscrites dans des registres soumis aux dispositions des articles 40 à 45 et 50 à 54 du Code civil.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent la femme suit la condition de son mari et les enfants âgés de moins de 18 ans celle de leurs parents.

Dans les six mois de la mise en vigueur de la présente loi, les femmes belges d'origine qui ont perdu leur qualité de belge par suite de leur mariage avec un étranger ou par suite de l'acquisition d'une nationalité étrangère par leur mari sont admises à recouvrer la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22 de la loi du 15 mai 1922 sur l'acquisition, et la perte de la nationalité, à condition qu'elles aient

moeder, of de andere bloedverwanten in opgaande linie wordt gegeven hetzij mondeling bij het afleggen der verklaring, hetzij bij authentieke akte.

In de akte opgemaakt tot vaststelling van de nationaliteitskeuze moet uitdrukkelijk melding worden gemaakt van die toestemming of van de toelating der familie.

Voor behoeftigen mag de akte van toestemming ontvangen worden door den ambtenaar van den burgerlijken stand van de woonplaats der bloedverwanten in opgaande linie, en, in den vreemde, door de autoriteiten die bevoegd zijn om deze akte te ontvangen, alsmede door de diplomatieke agenten, de Consuls en vice-consuls van België.

c) De in littera *a* en *b* bedoelde verklaringen worden afgelegd hetzij vóór den ambtenaar van den burgerlijken stand van de verblijfplaats in België, hetzij vóór de diplomatieke en consulaire agenten van België in den vreemde. Zij kunnen bij bijzondere en authentieke volmacht geschieden.

Zij worden ingeschreven in registers onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 40 tot 45 en 50 tot 54 van het Burgerlijk Wetboek.

In de gevallen bedoeld bij het voorgaande lid, volgt de vrouw den staat van haar man en de kinderen beneden 18 jaar dien van hun ouders.

Binnen zes maand na het van kracht worden dezer wet, kunnen de vrouwen van Belgischen oorsprong die den staat van Belg hebben verloren ten gevolge van haar huwelijk met een vreemdeling of doordat hun man een vreemde nationaliteit heeft erlangd, den staat van Belg terugbekomen door het afleggen van een verklaring overeenkomstig artikel 22 der wet van 15 Mei 1922, op de verwerving en het verlies van de nationaliteit,

résidé dans les territoires visés aux articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles à une époque comprise entre le 4 juin 1922 et la mise en vigueur de la présente loi.

Sont considérées comme Belges d'origine pour l'application du présent article, non seulement les femmes Belges par la naissance, mais aussi celles qui sont devenues Belges par application du Traité de Versailles.

ART. 95.

La femme mariée, même si elle a moins de 21 ans, peut souscrire les déclarations prévues aux articles 92, 93 et 94 sans l'autorisation de son mari.

Le consentement prescrit par l'article 93^{bis} n'est pas requis non plus lorsque le déclarant mineur, quel que soit son sexe, est marié, veuf ou divorcé.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions relatives à l'introduction des lois spéciales.

A) *Emploi des langues.*

ART. 96.

Dans les communes des cantons d'Eupen et de St-Vith, ainsi que dans les communes de Büllingen, Bütgenbach, Elsenborn et Rocherath, les procès-verbaux relatifs à la recherche et à la constatation des crimes, des délits et des contraventions peuvent être rédigés en langue française ou en langue allemande. Les déclarations faites en français ou en allemand seront toutefois relatées respectivement en français et en allemand. Les pro-

mits zij tusschen 4 Juni 1922 en het van kracht worden van deze wet, verbleven hebben op het grondgebied bedoeld bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles.

Worden, voor de toepassing van dit artikel, beschouwd als zijnde van Belgischen oorsprong, niet alleen de vrouwen die Belg zijn door geboorte, maar ook zij die Belg zijn geworden door toepassing van het Verdrag van Versailles.

ART. 95.

De gehuwde vrouw kan, al is zij minder dan 21 jaar oud, zonder de toelating van haren echtgenoot, de bij de artikelen 92, 93 en 94 voorziene verklaringen onderschrijven.

De bij artikel 93^{bis} voorgeschreven toestemming is evenmin vereischt als de minderjarige die de verklaring aflegt zonder onderscheid van kunne, gehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden is.

DERDE DEEL.

Bepalingen betreffende het invoeren van de bijzondere wetten.

A) *Gebruik der talen*

ART. 96.

In de gemeenten van de kantons Eupen en Sint-Vith, alsmede in de gemeenten Büllingen, Bütgenbach, Elsenborn en Rocherath, mogen de processen-verbaal betreffende het opsporen en het vaststellen van misdaden, wanbedrijven en overtredingen in de Fransche of in de Duitsche taal opge maakt worden. De verklaringen in het Fransch of in het Duitsch afgelegd moeten echter onderscheidelijk in het Fransch en in het Duitsch opgenomen

cès-verbaux mentionneront la langue dans laquelle les plaignants, témoins ou inculpés feront leurs déclarations.

ART. 97.

Devant les tribunaux de police d'Eupen et de St-Vith la procédure sera faite en allemand et le jugement rendu dans cette langue. L'inculpé a toujours le droit de demander que la procédure soit faite en français, il en est de même dans les cas prévus à l'article 98 littéra b). Devant le tribunal de police de Malmédy la procédure sera faite en français; l'inculpé aura toutefois le droit de demander qu'il soit fait usage de la langue allemande à condition qu'il soit Belge et introduise la demande avant tout débat au fond.

ART. 98.

Devant les juridictions répressives du Tribunal de première instance de Verviers, la disposition de l'article précédent, alinéa 3, est également applicable. Toutefois : a) s'il s'agit d'une affaire en instruction, l'inculpé devra faire sa demande lors de son premier interrogatoire devant le magistrat instructeur; b) sans préjudice de la disposition de l'article précédent, alinéa 2, la procédure devant le tribunal correctionnel de Verviers statuant comme juge d'appel des tribunaux de police visés à cet article se fera dans la langue dans laquelle a été rendu le jugement du premier juge.

worden. De processen-verbaal vermelden in welke taal eischers, getuigen of beklaagden hunne verklaringen afleggen.

ART. 97.

Vóór de politierechtbanken te Eupen en te Sint-Vith geschiedt de rechtspleging in het Duitsch en wordt het vonnis' in die taal gewezen. De beklaagde bezit steeds het recht te vragen dat de rechtspleging in het Fransch zou geschieden; hetzelfde geldt in de gevallen voorzien bij artikel 98, littéra b). Vóór de politierechtbank te Malmédy, geschiedt de rechtspleging in het Fransch; de beklaagde is evenwel gerechtigd te vragen dat de Duitse taal gebezigd worde, op voorwaarde dat hij Belg zij en zijne vraag indiene vóórdat de verhandelingen over den grond der zaak een aanvang hebben genomen.

ART. 98.

De bepaling van het vorig artikel. 3^e lid, is eveneens van toepassing vóór de beteugelende rechtsmacht van de rechtbank van eersten aanleg te Verviers. Nochtans : a) als het een zaak in onderzoek geldt, moet de beklaagde zijn verzoek indienen tijdens zijn eerste ondervraging voor den magistraat die het onderzoek doet; b) onverminderd de bepaling van het vorig artikel, 2^e lid, geschiedt de rechtspleging voor de boetstraffelijke rechtbank te Verviers, rechtsprekend in hooger beroep van de in dat artikel bedoelde politierechtbanken, in de taal waarin het vonnis van den eersten rechter werd verleend.

ART. 99.

Lorsque, conformément aux articles précédents, il sera fait usage de la langue allemande pour la procédure, l'inculpé pourra toujours faire présenter sa défense en français; dans ce cas, l'officier du ministère public s'exprimera dans la même langue pour son réquisitoire, mais fera un résumé de celui-ci en langue allemande; dans le même cas, le développement oral des moyens de la partie civile se fera en langue française.

ART. 100.

Lorsque dans la même affaire sont impliqués des inculpés ayant conformément aux articles précédents fait choix de langues différentes, la langue dont il sera fait usage à l'audience sera celle de la majorité des inculpés; en cas de parité, ce sera la langue française.

Le tribunal pourra toutefois, par décision motivée, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, déroger à la règle énoncée à l'alinéa précédent.

ART. 101.

Lorsque la procédure se fait en allemand, conformément aux dispositions qui précèdent, il sera joint au dossier, si l'inculpé le demande, une traduction allemande des procès-verbaux des déclarations de témoins ou plaignants et des rapports d'experts rédigés en français. L'alinéa 3 de l'article 6 de la loi du 31 mai 1889 est applicable à la disposition du § précédent. Lorsque l'inculpé fait usage de la faculté prévue à l'article 97, littéra a, une traduction allemande de l'arrêt de

ART. 99.

Wanneer, overeenkomstig bovenstaande artikelen, de Duitse taal voor de rechtspleging wordt gebezigd, kan de beklaagde steeds zijne verdediging in het Fransch laten voordragen; in dit geval bezigt de ambtenaar van het openbaar ministerie dezelfde taal voor zijn eisch, maar geeft hiervan een beknopten inhoud in de Duitse taal; in hetzelfde geval geschiedt de mondelinge uiteenzetting van de rechtsmiddelen der burgerlijke partij in het Fransch.

ART. 100.

Wanneer, in een zelfde geding, beklaagden betrokken zijn, die overeenkomstig de vorige artikelen verschillende talen hebben gekozen, is de taal welke ter terechtzitting wordt gebezigd die van de meerderheid der beklaagden; bij gelijk aantal, is het de Fransche taal.

De rechtbank kan echter, bij eene met redenen omkleede beslissing, van de in het vorig lid gestelden regel afwijken, als uitzonderingsomstandigheden dit wettigen.

ART. 101.

Wanneer overeenkomstig bovenstaande bepalingen de rechtspleging in het Duitsch geschiedt, wordt, als de beklaagde het vraagt, een Duitse vertaling van de in het Fransch opgestelde processen-verbaal van de verklaringen van getuigen of eischers en van de verslagen van deskundigen, bij de stukken van het proces gevoegd. Het 3^e lid van artikel 6 der wet van 31 Mei 1889 is van toepassing op de bepaling van de vorige §. Wanneer de beklaagde gebruik maakt

renvoi devant la cour d'assises et de l'acte d'accusation lui sera notifiée en même temps que ceux-ci par les soins du procureur général.

ART. 102.

Lorsque la cour d'appel de Liège a à statuer sur une procédure dans laquelle il a, conformément aux dispositions qui précèdent, été fait usage de la langue allemande, le procureur général fera joindre au dossier une traduction des pièces de la procédure rédigées en langue allemande.

ART. 103.

Les frais de la traduction, seront dans les cas visés ci-dessus, à charge du Trésor.

ART. 104.

Les exploits relatifs à l'exécution des jugements et ordonnances en matière répressive, rendus en langue allemande, seront, à peine de nullité, rédigés dans la même langue lorsqu'ils seront signifiés à domicile dans l'une des communes des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith.

ART. 105.

Dans les communes allemandes des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, les avis et communications que les services locaux de l'État, de la Province ou des autorités publiques qui leur sont subordonnées, ainsi que les communes, adressent au public, seront rédigés soit en langue allemande et en langue française, soit en

van het recht voorzien bij artikel 97, littera a, wordt hem, door toedoen van den procureur-generaal, terzelfder tijd als het arrest van verwijzing naar het hof van assisen en de akte van beschuldiging, een Duitsche vertaling van die stukken beteekend.

ART. 102.

Wanneer het Hof van Beroep, te Luik, uitspraak moet doen over eene rechtspleging bij dewelke overeenkomstig de vorige artikelen de Duitsche taal gebezigd werd, laat de procureur-generaal bij de stukken van het proces eene vertaling voegen van de in het Duitsch opgestelde gedingstukken.

ART. 103.

De kosten van vertaling komen, in hierboven bedoelde gevallen, ten laste van de Schatkist.

ART. 104.

De exploiten betreffende de tenuitvoerlegging van in de Duitsche taal verleende vonnissen en bevelschriften in strafzaken, worden, op straf van nietigheid, in dezelfde taal opgesteld, wanneer zij ten huize beteekend worden in een der gemeenten van de kantons Eupen, Malmedy en St-Vith.

ART. 105.

In de Duitsche gemeenten van de kantons Eupen, Malmedy en St-Vith worden de berichten en mededeelingen, tot het publiek gericht door de plaatselijke diensten van den Staat, de provincie, of de daaraan ondergeschikte openbare autoriteiten, alsmede door de gemeenten, gesteld ofwel in het Duitsch en in het Fransch, ofwel in

allemand, en français et en flamand.

Les services locaux de l'État et de la Province correspondront en allemand avec les communes et les particuliers, à moins que ces communes ou ces particuliers ne demandent que la correspondance ait lieu en français ou n'aient eux-mêmes fait usage de cette langue dans la correspondance.

B) Lois sur la chasse et la pêche.

Art. 106.

Jusqu'au 31 mars 1926 resteront en vigueur dans les territoires rattachés à la Belgique par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles :

a) les articles 4 à 28 du titre II de la loi locale du 15 juillet 1907 relatifs à la communalisation des chasses ;

b) les articles 51 à 60 du titre V de la loi locale du 15 juillet 1907, sur les dégâts de gibier ainsi que le décret du 25 juin 1921 et l'arrêté du 22 avril 1921, du Haut Commissaire du Roi, Gouverneur, sur le même objet ;

c) les articles de la loi locale du 11 mai 1916 relatifs à la communalisation de la pêche.

Toutefois aux juridictions et procédures contentieuses administratives prévues par les articles visés sub. littéras a) et c) sont substituées les juridictions et procédures prévues par les lois belges. L'autorité supérieure des administrations de pêches communalisées sera le fonctionnaire supérieur des Eaux et Forêts en fonction dans les territoires susvisés.

het Duitsch, in het Fransch en in het Vlaamsch.

De plaatselijke diensten van den Staat en van de Provincie voeren hunne briefwisseling in het Duitsch met de gemeenten en de particulieren, tenzij deze gemeenten of deze particulieren vragen dat de briefwisseling in het Fransch gevoerd worde, of zij zelf deze taal in de briefwisseling hebben gebezigd.

B) Jacht- en visscherijwetten.

Art. 106.

In het grondgebied aan België gehecht bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles, blijven tot 31 Maart 1926 van kracht :

a) de artikelen 4 tot 28 van titel II der plaatselijke wet van 15 Juli 1907 betreffende het in gemeentebeheer nemen van de jachten ;

b) de artikelen 51 tot 60 van titel V der plaatselijke wet van 15 Juli 1907, op de wildschade alsmede het decreet van 25 Juli 1921 en het besluit van 22 April 1921 van den Koninklijken Hoog Commissaris, Gouverneur, betreffende dezelfde zaak ;

c) de artikelen van de plaatselijke wet van 11 Mei 1916 betreffende het in gemeentebeheer nemen van de visscherij.

Nochtans worden de bestuurlijke jurisdicties en rechtsplegingen in betwiste zaken bij de voorzien, onder littera a) en c) bedoelde artikelen, vervangen door de jurisdicties en rechtsplegingen bij de Belgische wetten voorzien.

De hooge ambtenaar van Waters en Bosschen, in dienst op bedoeld gebied, is de hoogste autoriteit van het bestuur der in gemeentebeheer genomen visscherijen.

ART. 107.

Les baux de chasse et de pêche actuellement en cours dans les territoires visés à l'article précédent et n'expirant que postérieurement au 31 mars 1926 seront résiliés de plein droit à cette dernière date. Les preneurs auront dans ce cas le droit de réclamer la restitution des termes payés par eux pour la durée du bail postérieure au 31 mars 1926.

ART. 108.

Dans les cantons d'Eupen, de Malmedy et de Saint-Vith, le Ministre de l'Agriculture pourra autoriser la chasse avant le lever et après le coucher du soleil par dérogation à l'article 2 de la loi du 28 février 1882.

C) Législation sur les mesures de séquestre et de liquidation de biens des ressortissants allemands.

ART. 109.

Dans les territoires rattachés à la Belgique par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles sont maintenues les dispositions du décret du 10 novembre 1923 du Haut Commissaire du Roi, Gouverneur, coordonnant les dispositions législatives et réglementaires relatives à la mise sous séquestre et à la liquidation des biens allemands. Toutefois, les pouvoirs dévolus au Haut Commissaire du Roi seront exercés par le Ministre des Finances et la compétence des juges de bailliage reconnue aux juges de paix.

ART. 107.

De jacht- en visscherijpachten, welke thans op het bij het vorig artikel bedoeld grondgebied van kracht zijn en slechts na 31 Maart 1926 verstrijken, zijn van rechtswege op laatstgenoemden datum verbroken. In dit geval hebben de huurders het recht de teruggave te eischen van de door hen betaalde termijnen voor den duur van de pacht na 31 Maart 1926.

ART. 108.

De Minister van Landbouw kan, met afwijking van artikel 2 der wet van 28 Februari 1882, in de kantons Eupen, Malmedy en St-Vith, vergunning geven te jagen vóór zonsopgang en na zonsondergang.

C) Wetgeving betreffende de maatregelen van sequestratie en verevening van de goederen der Duitsche onderhoorigen.

ART. 109.

In het bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles aan België gehechte grondgebied, blijven de bepalingen gelden van het decreet van 10 November 1923 van den Koninklijken Hoog-Commissaris, Gouverneur, tot samenordering der wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de sequestratie en de verevening van de Duitsche goederen. De aan den Koninklijken Hoog-Commissaris toegekende bevoegdheden worden echter uitgeoefend door den Minister van Financiën en de bevoegdheid van de kantonrechters wordt aan de vrederechters verleend.

ART. 110.

Le 2° de l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 17 novembre 1921 sur le séquestre et la liquidation des biens des ressortissants allemands est modifié comme suit :

« 2° Ceux qui en vertu de l'article 36 du Traité de Paix ont acquis la nationalité belge ».

D) *Pensions militaires.*

ART. 111.

Les droits aux pensions et allocations militaires en faveur des invalides, veuves, orphelins et autres ayants droit de ces catégories appartenant aux territoires des cantons d'Eupen, Malmedy et St-Vith sont maintenus tels qu'ils ont été déterminés par le décret du Haut Commissaire du Roi, en date du 15 septembre 1923.

Ce décret est rendu applicable aux invalides et ayants droit devenus Belges en vertu de la loi du 15 septembre 1919 relative au statut de Moresnet (neutre).

Les dispositions des articles 62 et 64 des lois coordonnées sur les pensions militaires sont appliquées aux pensions et allocations mentionnées au présent article à dater de la mise en vigueur de la présente loi.

E) *Obligations militaires.*

ART. 112.

Les individus qui ont acquis ou acquerront la nationalité belge en vertu de l'article 36 du Traité de Versailles et qui sont nés antérieurement au 1^{er} janvier 1904 sont exempts des

ART. 110.

Het 2° van het 2° lid van artikel 2 der wet van 17 November 1921 op de sequestratie en verevening van de goederen der Duitse onderhoorigen wordt gewijzigd als volgt :

« 2° Zij die, krachtens artikel 36 » van het Vredesverdrag de Belgische » nationaliteit hebben verkregen ».

D) *Militaire pensioenen.*

ART. 111.

De rechten op militaire pensioenen en bewilligingen ten behoeve van invaliden, weduwen, weezen en andere rechthebbenden van deze categorieën, behoorende tot het grondgebied van de kantons Eupen, Malmedy en Sint-Vith, worden behouden zooals zij bepaald werden bij decreet van 15 September 1923 van den Koninklijken Hoog-Commissaris.

Dit decreet is van toepassing op de invaliden en rechthebbenden welke Belg zijn geworden krachtens de wet van 15 September 1919, betreffende het statuut van Onzijdig Moresnet.

De bepalingen van de artikelen 62 en 64 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen zijn, te rekenen van het van kracht worden dezer wet, van toepassing op de in dit artikel vermelde pensioenen en bewilligingen.

E) *Militaire verplichtingen.*

ART. 112.

De personen die, krachtens artikel 36 van het Verdrag van Versailles, de Belgische nationaliteit erlangd hebben of zullen erlangen en geboren zijn vóór 1 Januari 1904, zijn vrij van

prestations militaires prévues par la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

F) *Loi communale.*

ART. 113.

Dans les territoires d'Eupen, de Malmédy et de St-Vith, les mandats des conseillers communaux en fonctions au moment de la promulgation de la présente loi sont maintenus jusqu'au renouvellement intégral des conseils communaux.

Les bourgmestres fonctionnaires actuellement en fonctions et qui ont été admis à cumuler les fonctions de bourgmestre avec celles de secrétaire, peuvent être autorisés à conserver le bénéfice de ce cumul, quelle que soit la population de la localité.

Les bourgmestres fonctionnaires nommés pour une durée illimitée ou pour une période déterminée peuvent être renommés en dehors du conseil à chaque renouvellement du conseil communal.

Le bourgmestre fonctionnaire est de droit président du conseil communal avec voix consultative. Il préside les séances du collège des bourgmestres et échevins avec voix délibérative.

Les traitements des bourgmestres fonctionnaires sont liquidés à charge des communes intéressées, dans les conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 114.

Les traitements et pensions des fonctionnaires communaux repris de l'ancien régime et maintenus en fonctions dans les territoires visés à l'arti-

den militairen dienst voorzien bij de wet op de militie, de werving en den dienstplicht.

F) *Gemeentewet.*

ART. 113.

In het grondgebied Eupen, Malmédy en Sint-Vith, blijven de mandaten van de bij het afkondigen van deze wet fungeerende gemeenteraads leden, behouden tot de algeheele vernieuwing van de gemeenteraden.

De thans fungeerende burgemeesters-ambtenaren, die er toe gemachtigd werden het ambt van burgemeester en dat van secretaris gelijktijdig waar te nemen, kunnen toelating bekomen om het voordeel te behouden van deze beide ambten, welke ook de bevolking van de gemeente weze.

De burgemeesters-ambtenaren voor onbepaalde tijd of voor een bepaalde tijd benoemd, kunnen bij iedere hernieuwing van den gemeenteraad opnieuw buiten den raad benoemd worden.

De burgemeester-ambtenaar is van rechtswege voorzitter van den gemeenteraad met raadgevende stem. Hij zit de vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen voor en is er stemgerechtigd.

De wedden van de burgemeesters-ambtenaren worden verevend ten laste van de betrokken gemeenten onder de bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden.

ART. 114.

De gemeente-ambtenaren, uit het oud regiem overgenomen en in dienst behouden in het grondgebied bedoeld bij artikel 112 van deze wet, behouden, te

de 112 de la présente loi restent acquis à leurs titulaires à titre personnel.

Par application de ce principe, les retenues que l'art. 4 de la loi du 30 mars 1861 met à la charge des secrétaires communaux, seront supportées exclusivement par la caisse communale, pour autant que les titulaires aient été nommés dans le cadre des administrations communales avant le 10 janvier 1920.

Art. 115.

Les augmentations périodiques de traitements prévues par des lois spéciales en faveur de certains fonctionnaires communaux ne sont pas applicables aux traitements des fonctionnaires communaux visés aux articles 113 et 114 ci-dessus.

G) Lois relatives à la perception de certains droits au profit de l'État.

Art. 116.

Les dispositions de l'art. II, § 4, du décret du Haut Commissaire du Roi du 29 août 1923 sur l'enregistrement, des §§ 6 et 7 de l'art. 2 du décret du 5 décembre 1922 sur les droits de succession sont maintenues même à l'égard des droits d'enregistrement et de succession qui ne seraient dus qu'à partir de la mise en vigueur de la présente loi.

Sont également maintenues les dispositions du décret du 15 septembre 1923 du Haut Commissaire du Roi relatif à l'établissement du cadastre dans les territoires rattachés à la Belgique par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles.

persoonlijken titel, hunne wedden en pensioenen.

Bij toepassing van dit beginsel, worden de afhoudingen, bij artikel 4 der wet van 30 Maart 1861 ten laste gelegd van de gemeentesecretarissen, uitsluitend door de gemeentekas bekostigd, in zoover de titularissen vóór 10 Januari 1920 benoemd werden in het kader van de gemeentebesturen.

Art. 115.

De periodieke weddeverhoogingen, bij bijzondere wetten voorzien ten behoeve van sommige gemeenteambtenaren, zijn niet van toepassing op de wedden van de gemeenteambtenaren bedoeld bij de bovenstaande artikelen 113 en 114.

G) Wetten betreffende de inning van sommige rechten ten behoeve van den Staat.

Art. 116.

De bepalingen van artikel II, § 4, van het decreet van 29 Augustus 1923 van den Koninklijken Hoog-Commissaris betreffende de registratie, van §§ 6 en 7 van artikel 2 van het decreet van 5 December 1922 op de erfenisrechten, blijven behouden, zelfs voor de registratie- en erfenisrechten die slechts verschuldigd zouden zijn te rekenen van het van kracht worden dezer wet.

Blijven eveneens behouden de bepalingen van het decreet van 15 September 1923 van den Koninklijken Hoog-Commissaris betreffende het opmaken van het kadaster in het bij de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles aan België gehecht grondgebied.

ART. 117.

Les juges de bailliage des territoires rattachés à la Belgique en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles, dépositaires des testaments ou actes de disposition de dernières volontés présenteront au décès du *de cuius* les dits actes au président du tribunal du 1^{re} instance, conformément à l'article 1007 du Code civil. Ce dernier magistrat procédera comme il est dit à cet article; les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 1007 s'appliqueront dans ce cas aux testaments authentiques.

La disposition de l'article II § 7. dernier alinéa, du décret du Haut Commissaire du Roi en date du 10 mai 1922 est maintenue en vigueur.

ART. 118.

La liquidation des frais de justice en matière civile dus à l'Etat à l'occasion de procédures terminées ou en cours au jour de la mise en vigueur de la présente loi devant les anciens tribunaux de bailliage des territoires rattachés par les articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles, s'opérera en Belgique sous les réserves ci-après, conformément aux dispositions légales antérieurement en vigueur dans les territoires précités.

Le recouvrement de ces frais sera effectué par les soins de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines sur avis du greffier du tribunal compétent. Ce receveur exercera en cas de nécessité, les poursuites prévues à l'article 64 de la loi du 22 frimaire VII sur l'Enregistrement, et le débiteur ne

ART. 117.

De kantonrechters van het krachtens bij de artikelen 33, 34 et 35 van het Verdrag van Versailles aan België gehechte grondgebied, bewaarders van testamenten of akten van uiterste wilsbeschikking leggen overeenkomstig artikel 1007 van het Burgerlijk Wetboek, bij het overlijden van den *de cuius* bedoelde akten aan den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg voor. Deze rechter handelt zooals in dat artikel wordt bepaald; de bepalingen van het 2^e lid van artikel 1007 zijn, in dit geval, van toepassing op de authentieke testamenten.

De beschikking van artikel II, § 7, laatste lid, van het decreet van 10 Mei 1922 van den Koninklijken Hoog-Commissaris, blijft van kracht.

ART. 118.

De verevening van de gerechtskosten in burgerlijke zaken aan den Staat verschuldigd naaraanleiding van rechtsplegingen welke bij het van kracht worden van deze wet geëindigd zijn of nog hangend bij de voormalige kantonrechtbanken van het krachtens de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles aan België gehechte grondgebied, geschiedt in België onder het hierna gemaakte voorbehoud, overeenkomstig de wetsbepalingen welke vroeger golden in bovenbedoeld grondgebied.

De invordering dier kosten geschiedt door de zorgen van het beheer van Registratie en Domeinen op advies van den griffier der bevoegde rechtbank. Deze ontvanger stelt desnoods de vervolgingen in voorzien bij artikel 64 der wet van 22 frimaire VII op de Registratie en de schuldenaar kan zich

pourra se prévaloir que des recours que la loi belge lui accorde.

La demande en recouvrement des « frais de justice » est prescrite conformément à la loi du 17 août 1873, relative à la prescription en matière fiscale.

Le Ministre des Finances déterminera par arrêté les modalités d'exécution de la présente disposition.

QUATRIÈME PARTIE.

Dispositions diverses.

A) *Assurances sociales.*

ART. 119.

Le régime des assurances sociales est maintenu dans les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith tel qu'il est réglé par les dispositions du décret du 12 septembre 1923 du Haut Commissaire du Roi, Gouverneur, annexé à la présente loi.

Sous réserve des droits acquis, des modifications pourront être apportées à ce régime par des arrêtés royaux dans un but de simplification et en vue de l'adaptation du régime au système belge.

ART. 120.

Les organismes des assurances sociales sont placés sous le contrôle du Ministère de l'Industrie et du Travail.

B) *Destination des biens provenant de la liquidation des anciens cercles d'Eupen et de Malmédy.*

ART. 121.

Le produit de la liquidation du pa-

alleen beroepen op zulk verhaal als hem door de Belgische wet wordt verleend.

Het verzoek om invordering van de « gerechtskosten » verjaart overeenkomstig de wet van 17 Augustus 1873 betreffende de verjaring in fiscale zaken.

De tenuitvoerlegging van deze beschikking wordt bij besluit van den Minister van Financiën geregeld.

VIERDE DEEL.

Verscheidene bepalingen.

A) *Maatschappelijke verzekeringen.*

ART. 119.

Het stelsel van de maatschappelijke verzekeringen blijft behouden in de kantons Eupen, Malmédy en St-Vith, zooals het geregeld wordt bij de bepalingen van het bij deze wet gevoegd decreet van 12 September 1923 van den Koninklijken Hoog-Commissaris, Gouverneur.

Onder voorbehoud der verworven rechten, kunnen bij koninklijke besluiten wijzigingen aan dit stelsel worden toegebracht, met het oog op vereenvoudiging en om het bij het Belgisch stelsel aan te passen.

ART. 120.

De inrichtingen voor maatschappelijke verzekering worden onder toezicht gesteld van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

B) *Bestemming van de goederen voortkomende van de verevening der voormalige kreitsen Eupen en Malmédy.*

ART. 121.

De opbrengst der verevening van

trimoine de l'ancien cercle d'Eupen et du patrimoine de l'ancien cercle de Malmédy sera réparti par arrêté royal entre les communes qui ont contribué à la formation du patrimoine, au prorata de la moyenne des impôts du cercle qu'elles ont payés pendant les années 1912 à 1921 inclus.

Les localités nouvellement érigées en communes ou attachées à une autre commune recevront dans la somme attribuée à l'ancien groupement dont elles faisaient partie une part proportionnée à la population.

La somme ainsi attribuée à une localité revient à la commune dont cette localité fait partie.

C) *Statut des fonctionnaires.*
Pensions civiles.

ART. 122.

Les fonctionnaires et les personnes chargées d'un service public dans les territoires d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, qui seront versés dans les cadres de l'administration, pourront faire valoir leurs droits à la pension de retraite au même titre et dans les mêmes conditions que les fonctionnaires et personnes chargés d'un service public de même rang et de même ancienneté des autres territoires de la Belgique.

ART. 123.

Au décès des fonctionnaires ou personnes chargées d'un service public visés à l'article 122, la pension des veuves et orphelins sera établie conformément aux dispositions légales et réglementaires belges.

het vermogen van de voormalige kreits Eupen en van het vermogen van de voormalige kreits Malmédy wordt bij koninklijk besluit verdeeld onder de gemeenten die bijgedragen hebben tot het vormen van het vermogen, naar rato van het gemiddeld bedrag der kreitsbelastingen welke zij hebben betaald gedurende de jaren 1912 tot 1921 inbegrepen.

De plaatsen die tot nieuwe gemeenten werden opgericht of bij een andere gemeente gehecht ontvangen uit het bedrag toegekend aan de voormalige groepeerings waartoe zij behoorden, een aandeel in verhouding tot de bevolking.

Het aldus aan een plaats toegekende bedrag komt toe aan de gemeente waartoe deze plaats behoort.

C) *Statuut der ambtenaren.*
Burgerlijke pensioenen.

ART. 122.

De ambtenaren en de personen met een openbaren dienst belast in het grondgebied Eupen, Malmédy en Sint-Vith, die in het bestuurskader opgenomen worden, kunnen hun rechten op pensioen doen gelden, evengoed en in dezelfde voorwaarden als de ambtenaren en personen met een openbaren dienst belast, van denzelfden rang en denzelfden dienstouderdom in het overige Belgisch grondgebied.

ART. 123.

Bij het overlijden van de in artikel 122 bedoelde ambtenaren of personen met een openbaren dienst belast, wordt het pensioen van de weduwen en wezen bepaald overeenkomstig de Belgische wetten en voorschriften.

Toutefois pour le calcul de cette pension, les années de service comprises entre le 11 janvier 1920 et le jour de la mise en vigueur de la présente loi ne seront comptés que dans la mesure où pendant cette période le fonctionnaire ou la personne chargés d'un service public intéressé a effectué les versements ordinaires prévus par la législation belge.

ART. 124.

L'État versera aux caisses des veuves et orphelins intéressées, avec les intérêts capitalisés, les sommes équivalentes à celles qui eussent dû être retenues aux fonctionnaires et personnes chargés d'un service public pendant les années antérieures au 11 janvier 1920 s'ils avaient été soumis à la réglementation belge sur la matière.

Il sera tenu compte aux intéressés des services qui étaient admis pour le calcul de leur pension sous le régime antérieur,

ART. 125.

Les pensions des agents pensionnés par l'État allemand, de leurs veuves et orphelins devenus Belges en vertu de l'article 36 du Traité de Versailles, pensions fixées par arrêté du Haut Commissaire du Roi, conformément à la convention belgo-allemande du 4 mai 1923 — dont le texte est annexé à la présente loi — sont maintenues.

Un arrêté royal fixera, s'il y a lieu, les pensions à accorder aux veuves et enfants des agents pensionnés décédés

Nochtans komen de dienstjaren, begrepen tussehen 11 Januari 1920 en den dag van het van kracht worden dezer wet, voor de berekening van dat pensioen slechts in aanmerking in zoover de betrokken ambtenaar of persoon met een openbaren dienst belast, gedurende dien termijn de gewone stortingen heeft gedaan, door de Belgische wetgeving voorzien.

ART. 124.

De Staat stort in de betrokken Fondsen voor weduwen en weezen, samen met de gekapitaliseerde interesten, de bedragen gelijk aan degene die hadden moeten afgehouden worden van de ambtenaren en personen met een openbaren dienst belast, gedurende de jaren vóór 11 Januari 1920, indien zij aan de ter zake geldende Belgische voorschriften waren onderworpen geweest.

Ten behoeve van de betrokkenen wordt rekening worden met de diensten die onder het voormalig stelsel, voor de berekening van hun pensioen in aanmerking kwamen.

ART. 125.

Blijve behouden, de pensioenen van de door den Duitschen Staat gepensioneerde bedienden, die hunner weduwen en weezen, Belg geworden krachtens artikel 36 van het Verdrag van Versailles, welke pensioenen bepaald zijn bij besluit van den Koninklijken Hoog-Commissaris, overeenkomstig de Belgisch-Duitsche conventie van 4 Mei 1923, waarvan de tekst bij deze wet is gevoegd.

Zoo daartoe termen zijn, worden de pensioenen, toe te kennen aan de weduwen en kinderen van de gepen-

postérieurement à la mise en vigueur de la présente loi.

D) Maintien en vigueur des décrets relatifs à des matières spéciales.

ART. 126.

Dans les territoires rattachés à la Belgique en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles, sont maintenus en vigueur :

a) Les décrets du Haut-Commissaire du Roi, Gouverneur, en date des 10 juin 1922, 15 juin 1923, 20 septembre 1923 sur les caisses d'épargne;

b) Le décret du 23 mars 1921 sur la conversion des créances hypothécaires et chirographaires;

c) L'arrêté du Haut-Commissaire du Roi en date du 17 mars 1920 réglant les tarifs et conditions d'usage du téléphone à l'exception des articles 4, 5 et 6 de cet arrêté;

d) Le décret du 15 septembre 1923 relatif à l'échange des monnaies allemandes;

e) Le décret du 25 septembre 1923 relatif aux brevets.

E) Modification à la loi du 28 mars 1923, approuvant ou autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie allemande dans les cantons d'Eupen, Malmédy et de Saint-Vith.

ART. 127.

L'article premier, 2°, de la loi du

sioneerde bedienden die na het van kracht worden van deze wet overleden, bij Koninklijk besluit bepaald.

D) Decreten betreffende bijzondere aangelegenheden, welke van kracht blijven.

ART. 126.

In het krachtens de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles aan België gehechte grondgebied blijven van kracht :

a) de decreten van 10 Juni 1922, 15 Juni 1923, 20 September 1923 van den Koninklijken Hoog-Commissaris, Gouverneur, betreffende de spaarkassen;

b) het dekreet van 23 Maart 1921 op de omzetting van hypothecaire en onbevoorrechte schuldvorderingen;

c) het besluit van 17 Maart 1920 van den Koninklijken Hoog-Commissaris tot regeling van de tarieven en gebruiksvoorwaarden van de telefoon, met uitzondering van de artikelen 4, 5 en 6 van bedoeld besluit;

d) het decreet van 15 September 1923 betreffende het uitwisselen van Deutsche munt;

e) het decreet van 25 September 1923 betreffende de octrooien

E) Wijziging aan de wet van 28 Maart 1923 waarbij worden goedgekeurd of geoorloofd onderscheidene financiële maatregelen noodig gemaakt door het vervangen van de Deutsche munt door de Belgische munt in de kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith.

ART. 127.

Artikel 1, 2°, der wet van 28 Maart

28 mars 1923, est modifié et complété comme suit :

L'avance de 64 millions faite au Haut Commissaire du Roi, est mise à la charge de l'État.

Les communes ont à leur charge :

1^o Les frais qui leur ont été occasionnés par les opérations d'échange des monnaies en faveur de leurs habitants ;

2^o Le remboursement de sommes et valeurs délivrées à l'échange et dont la restitution imposée par les décrets, arrêtés et instructions, n'a pas été réclamée par elles ;

3^o Les paiements faits indûment ou au delà des sommes échangeables, s'il est établi que ces paiements ont été consentis soit à la suite de renseignements erronés donnés par l'administration communale, soit à la suite d'erreurs ou de fautes commises par les autorités communales, leurs employés ou délégués ou les commissions arbitrales.

Le tout sans préjudice de tous recours éventuels contre ceux qui ont bénéficié des dits paiements et contre ceux qui seraient convaincus d'avoir contribué à perpétrer ces fraudes.

DISPOSITIONS FINALES.

Art. 128.

Les actions en justice régulièrement intentées avant la mise en vigueur de la présente loi resteront de la compétence du juge saisi ; la procédure continuera à être réglée par les lois applicables antérieurement à la mise en vigueur précitée.

1923, wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

Het voorschot van 64 miljoen aan den Koninklijken Hoog-Commissaris gedaan, komt ten laste van den Staat.

De gemeenten hebben te bestrijden :

1) de kosten hun teweeggebracht door de verrichtingen van het wisselen der munten, ten behoeve van hare inwoners ;

2) de terugbetaling van bij de uitwisseling afgeleverde bedragen en waarden, en waarvan de bij de decreten, besluiten en onderrichtingen verplichte teruggave, door haar niet werd geëischt ;

3) de betalingen gedaan ten onrechte of boven het uitwisselbaar bedrag, wanneer het vast staat dat bedoelde betalingen werden toegestaan hetzij ten gevolge van verkeerde inlichtingen door het gemeentebestuur verstrekt, hetzij ten gevolge van vergissingen of fouten begaan door de gemeenteverheid, hare bedienden of gemachtigden of door de scheidsrechterlijke commissiën.

Dit alles onverminderd elk eventueel verhaal op degenen aan wie bedoelde betalingen werden gedaan en op degenen die schuldig zouden bevonden worden tot dit bedrag te hebben bijgedragen.

SLOTBEPALINGEN.

Art. 128.

De vóór het van kracht worden dezer wet behoorlijk ingestelde rechtsvorderingen behooren verder tot de bevoegdheid van den rechter bij wien zij aanhangig waren ; de rechtspleging blijft verder geregeld door de wetten van toepassing vóór bovenbedoeld van kracht worden.

Toutefois, à l'exception des cas où l'appel a déjà été interjeté conformément à ces dernières lois, le droit d'interjeter appel et la procédure au cours de l'instance d'appel seront réglés d'après les dispositions mises en vigueur par la présente loi.

ART. 129.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1925.

Donnée à Bruxelles, le 7 juillet 1924.

Nochtans, behoudens de gevallen waar reeds hooger beroep werd ingesteld overeenkomstig laatstbedoelde wetten, wordt het recht om in hooger beroep te komen en de rechtspleging gedurende den aanleg in hooger beroep geregeld door de bepalingen welke door deze wet van kracht worden.

ART. 129.

Deze wet treedt in werking den 1 Januari 1925.

Gegeven te Brussel, den 7^e Juli 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. TREUNIS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

HYMANS.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

*De Minister van Binnenlandsche
Zaken en Volksgezondheid,*

P. POULET.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

P. NOLF.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux Publics,*

*De Minister van Landbouw
en Openbare Werken,*

B^{on} RUZETTE.

*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail,*

*De Minister van Nijverheid
en Arbeid,*

P. TSCHOFFEN.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen, Zee-
wezen, Posterijen en Telegrafen,*

XAVIER NEUJEAN.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

P. FORTHOMME.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

H. CARTON.

*Le Ministre
des Affaires Économiques,*

*De Minister
van Economische Zaken,*

A. VAN DE VYVERE.

—*—

(LXII)